



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

9328.67



Harvard College Library

FROM

Archibald C Coolidge

and

Hiram Bingham Jr.

461¹⁹₁

292

LE
PARAGUAY MODERNE
ET
L'INTÉRÊT GÉNÉRAL DU COMMERCE

MARSEILLE. — TYPOGRAPHIE V^e MARIUS OLIVE
RUE PARADIS, 68.

©

LE

PARAGUAY

MODERNE

ET

L'INTERÊT GÉNÉRAL DU COMMERCE

FONDÉ SUR LES LOIS DE LA GEOGRAPHIE ET SUR LES ENSEIGNEMENTS DE L'HISTOIRE
DE LA STATISTIQUE ET D'UNE SAINTE ÉCONOMIE POLITIQUE

(Avec une Carte du Paraguay nouvellement publiée)

PAR

BENJAMIN POUCEL

*Fondateur des Bergeries Mérinos-Naz du Pichinango
(République de l'Uruguay),*

Membre honoraire de la Société Impériale Zoologique d'Acclimatation de Paris.
Membre de la Société de Statistique de Marseille, etc.

TEXTE & DOCUMENTS

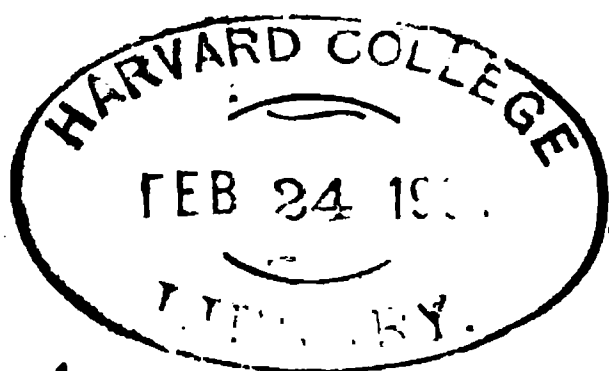
MARSEILLE

TYPOGRAPHIE V. MARIUS OLIVE

RUE PARADIS, 68

—
1867

SA 8328.67



A. C. Coolidge
+

Hiram Bingham Jr

4214
49266
433

A V I S.

Une personne parfaitement compétente et qui a bien voulu lire la première épreuve de notre livre « **Le Paraguay Moderne** » nous fait l'honneur de nous écrire ce qui suit :

« En ce qui est relatif à l'histoire proprement dite du Paraguay, je n'ai pu remarquer aucune erreur. »

Ce jugement serait vraiment consolant et nous dédommagerait des deux ans que nous venons de consacrer à l'étude des choses du Paraguay, si cette satisfaction n'était altérée par la juste observation de quelques inexactitudes de simple forme, dans le récit des faits de guerre. Toutefois la vérité historique ne se trouve pas autrement atteinte que dans quelques noms propres. Ainsi notre récit a fait mourir le Major DUARTE, qui est encore plein de vie, en lui attribuant le très-regrettable, mais héroïque désespoir qui porta l'officier de marine, ROBLES, à arracher l'appareil mis sur ses blessures, dès qu'il se vit prisonnier des Brésiliens ; et bientôt il succomba à la suite de l'hémorragie amenée par son patriotique désespoir.

Quant au Major DUARTE, il fut fait prisonnier, après une (*rodada*) chute de cheval, dans une des plus brillantes charges que ce brave officier ait données, à la tête de sa cavalerie, dans cet homérique combat de un Paraguayen contre trois alliés, à Yatay, et dont l'issue, on le sait, détermina la reddition de l'Uruguayana.

Nous sommes heureux de pouvoir réparer cette confusion de noms propres, en ajoutant un nom de plus au martyrologe des Paraguayens qui ont versé leur sang ou sacrifié leur vie pour la défense de la patrie Paraguayenne.

D'autres erreurs auront pu se glisser dans l'étude si longue de documents si nombreux, parfois contradictoires et généralement excessifs dans l'appréciation, comme dans l'expression des faits même les plus simples. Notre travail de synthèse a eu pour objectif principal un rôle de conciliation qui dominait notre attention, ce qui explique des *lapsus memorie* comme celui que nous venons de relever.

BENJAMIN POUCEL.

Marseille, le 23 Avril 1867.

TABLE DES CHAPITRES.

ÉTUDE PHILOSOPHIQUE.

	Pages.
I. —	1
II. —	

CHAPITRE PREMIER.

Intérêt réciproque de l'Europe et de l'Amérique.

III. — Aperçu statistique, géographique et économique.	19
--	----

CHAPITRE II.

Considérations préalables.

IV. — Nécessité d'une monographie pour chaque nationalité naissante dans l'Amérique, issue des Colonies de l'Espagne.....	37
V. — La France et les deux Amériques,...	43

TABLE DES CHAPITRES.

CHAPITRE III.

Essai d'une Monographie du Paraguay.

	Pages.
VI. — Foyer géographique d'action commerciale	49
VII. — Lutte d'influence sur le Paraguay. — Colonie française	59
VIII. — Essor économique : routes, canaux, hauts-fourneaux, navires à vapeur, chemins de fer; deux statistiques à quinze ans d'intervalle, nécessité de l'indépendance du Paraguay dans l'intérêt du commerce	68

CHAPITRE IV.

Formation de la Nationalité paraguayenne.

IX. — Première époque. — La Dictature de Francia . . .	81
--	----

CHAPITRE V.

Formation de la Nationalité paraguayenne.

X. — Deuxième époque. — La Présidence de Carlos A. Lopez	100
--	-----

CHAPITRE VI.

Le Conflit du Paraguay et du Brésil.

XI. — Les Origines du Conflit	132
---	-----

CHAPITRE VII.

Suite du Conflit du Paraguay avec le Brésil.

XII. — Rupture diplomatique	159
---------------------------------------	-----

TABLE DES CHAPITRES.

CHAPITRE VIII.

Buenos-Ayres et le Paraguay.

	Pages.
XIII. — Les destinées de Buenos-Ayres... ..	184
XIV. — Sa neutralité dans le Conflit Paraguay-Brésilien.	196

CHAPITRE IX.

La Triple Alliance dévoilée.

XV. — Le Traité et son Protocole draconien	204
--	-----

CHAPITRE X.

Les Faits de Guerre. — Phase agressive.

XVI. — Action vigoureuse du Paraguay en regard des lenteurs et des illusions de Buenos-Ayres....	220
XVII. — Coup de main du général Paunero sur Corrientes. — Combat naval de Riachuelo, le 11 juin. — Bataille de Yatay, le 13 août : trois alliés contre un Paraguayen. — Siège et reprise de l'Uru- guayana par l'armée alliée, 28,000 hommes contre le corps isolé de 6,000 hommes d'Es- tigarribia	232

CHAPITRE XI.

Les Faits de Guerre. — Seconde phase dite défensive.

XVIII. — Appréciation de la première phase. — Nouveau théâtre de la guerre. — Fausses allégations. — Topographie. — Deux plans d'invasion. — Combat de San-Cosme, 31 janvier 1866. — Attaque de l'Isla-Grande, 10 avril. — Bulletin paraguayen ,	244
--	-----

TABLE DES CHAPITRES.

	Pages.
XIX. — Passage du Parana. — Surprise à l'Estero-Vel-laco, le 2 mai. — Bataille de Tuyuty, 24 mai. — Souffrances des alliés. — Combats sanglants des 16, 17, 18 juillet	258
XX. — Entrevue du 12 septembre. — Attaque de Curuzu. — Grand assaut de Curupaity. — Grandes pertes des alliés. — Flores quitte l'armée alliée. — Sensation à Buenos-Ayres. — Humanité des Paraguayens après Curupaity	283

CHAPITRE XII.

Nos Conclusions.

XXI. — Conclusion économique et politique	308
XXII. — Conclusions philosophiques	323

Les erreurs géographiques, économiques ou historiques, mais surtout philosophiques de quelques organes de la presse européenne, au détriment de nos rapports de commerce avec certaines sections de l'Amérique, forment un vrai foyer de mal, au cœur même de l'Europe.

A ces divers points de vue (surtout le dernier), la République du Paraguay se trouve dans un état exceptionnel d'obscurité et d'incertitude, dans l'esprit des Européens.

En prenant la plume pour dire ce qu'est réellement le Paraguay ACTUEL, et non le Paraguay de Francia le Dictateur, ou des Indiens guaranis sous les Jésuites, nous n'avons qu'un objet : jeter quelque lumière dans les ténèbres, en recherchant la vérité des faits et surtout celle de leurs origines.

La réalité des faits que nous produirons sur ce très-intéressant pays que l'on suppose encore mystérieux ou barbare..., nous la puiserons aux sources les plus fécondes :

Dans les lois de la géographie,

Dans les documents officiels de l'histoire,

Dans les chiffres de la statistique.

De cette étude nous déduirons les éléments d'une économie politique et commerciale, la plus rationnelle au point de vue de l'intérêt général de l'Europe et de l'Amérique elle-même.

Heureux si nous pouvons, sur ces bases solides, apporter une humble pierre pour les assises du nouvel édifice économique et commercial de la France, en l'harmonisant avec l'avenir si grandiose qui est promis à l'Amérique.

BENJAMIN POUCEL.

Marseille, 25 août 1866

ÉTUDE PHILOSOPHIQUE

I.

Nos longues pérégrinations terrestres et fluviales dans les contrées de la Plata ne nous ont jamais amené dans le Paraguay. Seulement nous avons toujours vu, dans les provinces Argentines, les rares naturels du Paraguay recherchés comme bons travailleurs et tenus généralement pour fort honnêtes. Dans les villes ou dans la campagne, on y confie volontiers la gestion des intérêts ou la direction des travaux à un Paraguayen ; car on le considère, en général, comme un homme esclave de son devoir. Cette disposition, évidemment, n'est pas sans cause, et notre propre expérience nous en a fait apprécier la justesse. Il en est

résulté, chez nous, une sympathie instinctive, nous l'avouons, pour ce qui touche au Paraguay, sans nous rendre autrement compte de ce sentiment tout gratuit. Du reste, ce sentiment semblerait s'expliquer par l'aurole des sympathies qui s'attachent, intuitivement, en Europe, aux noms de Pologne et d'Irlande. Il en était ainsi dans toute l'Amérique du Sud, par rapport au Paraguay, pendant la dictature du Dr Francia. Aujourd'hui, tout est changé, et cet intéressant pays peut, désormais, être étudié, au lieu de se borner à le plaindre.

Sous cette influence, la première nouvelle d'un conflit du Paraguay avec le Brésil fut un vrai chagrin pour nous, autant à cause du Paraguay qu'à cause du Brésil, qui ont, l'un et l'autre, un égal besoin de paix pour le développement de leur mutuelle prospérité.

Ce chagrin, bientôt aggravé par la triple coalition du Brésil, de Buenos-Ayres et de Montevideo contre le Paraguay, nous impressionna au point de chercher à éclairer notre jugement. Nous ne voulions pas que des sympathies spontanées pussent influencer notre raison, d'autant plus que nos sentiments pour les trois coalisés sont assez connus, ainsi que nos vœux pour la félicité et la prospérité de toute l'Amérique, surtout celle du Sud, appartenant à la race latine.

Dans cette disposition d'esprit, nous nous sommes livré à une étude assidue de tout ce qui a été écrit, principalement sur le Paraguay et sur le conflit actuel, en faisant abstraction de toutes opinions préconçues, exactement comme si nous n'avions aucune notion acquise sur ces contrées.

C'est le résultat de ces études que nous voulons exposer, en indiquant les sources de notre jugement.

Ainsi nous avons surtout lu et relu deux livres dont les auteurs inspirent une égale confiance par leur honorabilité personnelle et par leur savoir.

L'un est M. le Dr A. Demersay qui, depuis plusieurs années, édite une *Histoire du Paraguay*, fort remarquable par la scrupuleuse exactitude de ses très-nombreuses citations historiques, — et c'est ainsi qu'elle répond à la confiance du Ministre de l'Instruction publique qui avait chargé M. Demersay d'une mission scientifique au Paraguay.

L'autre écrivain est aussi un docteur en médecine, un botaniste Suédois (si nous sommes bien informé), qui a écrit ses observations et ses impressions pendant un séjour de six ans consécutifs qu'il a fait au Paraguay, immédiatement après le décès du dictateur Francia. Il a donc pu examiner les lieux, les hommes, les choses, tels que les avaient façonnés, pendant un quart de siècle, les excentricités d'une dictature sans précédents.

La preuve d'une égale bonne foi chez ces deux écrivains, c'est que tout ce qui tient aux faits historiques ou au domaine de l'observation, par rapport à la géographie et à l'économie agricole ou commerciale, apparaît identique comme deux récits vrais sur un même sujet. Mais, dès que l'observation fait place à l'appréciation, nos deux auteurs, partant d'un point de vue différent, arrivent à des jugements diamétralement opposés.

Voilà donc deux hommes instruits, également désintéressés dans leurs jugements, qui, désirant vivement l'un et l'autre la prospérité du Paraguay, blâmant le mal et donnant des éloges à ce qui est bien dans les actes du personnage qui gouvernait ce pays, alors qu'ensemble ils y ont séjourné (M. Demersay, il est vrai, beaucoup moins que l'autre), sont cependant arrivés à former des jugements contraires sur ce même personnage, Don Carlos Lopez, père de l'actuel Président du Paraguay, ainsi que sur la nature de son gouvernement.

En présence d'un pareil résultat, on se demande quelle peut en être l'origine ? Et la réponse arrive toute faite : c'est que, nécessairement, l'un des deux écrivains aura pu dominer les impressions du sentiment pour ne consulter que la raison philosophique des choses, tandis que l'autre, laissant la froide raison au second plan, aura été,

à son insu, entraîné par la force de l'impression et par la générosité du sentiment.

Du reste, la nationalité respective de ces deux juges n'autorise-t-elle pas cette appréciation, n'ôte jusqu'à un certain point ?

Généralement parlant, le Français n'exprime-t-il pas comme il sent, et l'homme du Nord comme il juge ?

Ici nous appellerons à notre aide un troisième écrivain qui, par ses précédents, a tous droits d'être accepté comme tiers arbitre : c'est M. du Graty.

Si nous ne connaissions pas particulièrement la valeur personnelle de ce noble Belge, il nous suffirait, pour la proclamer, de croire à la parole grave de M. Vivien de Saint-Martin dans son *Année Géographique* pour 1865. En effet, notre éminent géographe annonce le magnifique ouvrage publié récemment à Bruxelles par M. du Graty, sous ce titre : *La République du Paraguay* (dessins et cartes), par ces simples et dignes paroles : « *Le livre est écrit avec une simplicité et un accent de bonne foi de nature à inspirer toute confiance.* » Rien ne saurait être plus flatteur pour l'écrivain belge, si érudit et rempli de distinction, que ces bonnes paroles d'un si bon juge.

A ceux qui douteraient de l'intérêt que méritent et le Paraguay et les Paraguayens, nous ne dirons

qu'une chose : lisez la *République du Paraguay* par M. Alfred du Graty. Tout ce que l'histoire a de vérité, le jugement d'impartialité, l'observation d'intérêt social, économique et commercial, s'y trouve décrit, énuméré, exposé dans le calme d'une conviction raisonnée.

Voilà donc où nous en sommes arrivé de nos études très-sévères sur les faits *intérieurs* du Paraguay, identiquement relatés, mais appréciés diversement par de bons esprits, également recommandables quant à leur valeur individuelle.

Et qu'on ne pense pas que les faits *intérieurs* du Paraguay n'aient aucun rapport avec le conflit actuel ; ils en sont, au contraire, la source ou plutôt l'essence même.

Le botaniste suédois dont nous regrettons beaucoup d'ignorer le nom, l'a dit avec un rare bon sens, une grave autorité : « Pour juger sûrement un pays, il faut commencer par le bien connaître, avant l'époque sur laquelle on fait porter son examen, etc..., sous peine d'en porter des jugements téméraires.

« Il est, en outre, indispensable, pour ne pas se tromper, de prendre en considération les circonstances spéciales de chaque pays, de chaque gouvernement et des hommes que l'on veut caractériser. Si l'on juge sur des idées préconçues, sans égard pour l'état particulier des

« *pays et des gouvernements, on s'expose à ne tirer*
« *que des conséquences hasardées ou fausses.* »

A l'appui de si sages maximes, écrites par notre docteur suédois en 1848, nous citerons des pensées analogues exposées de nos jours par un orateur éminent, et qui prouvent combien la vérité est de tous les temps, de tous les lieux :

« Et, en effet, les institutions gouvernemen-
« tales dans chaque pays sont — qui pourrait le
« nier? — *le résultat de ses traditions, de la race*
« *qui occupe le pays, de son histoire.* Il faut se
« rendre compte des *éléments qui constituent l'ordre*
« *et la liberté* de chaque nation, il faut étudier
« la possession de son sol, sa législation hérédi-
« taire, ses habitudes, *ses conditions d'existence, ses*
« *vicissitudes passées, ses anarchies antérieures,* etc. »

(Discours de M. Rouher au Corps Législatif. — *Moniteur*, 20 mars 1866.)

Si la première citation, écrite pour le Paraguay, s'applique, par sa généralité, à tous les pays du globe; d'autre part, les paroles de M. Rouher, à propos de la Constitution impériale, s'adaptent remarquablement (chose étonnante!) à une étude sérieuse qu'on voudrait faire de la formation de la nationalité autonome que le Paraguay s'est constituée, depuis son origine jusqu'à nos jours.

Rien n'est plus vrai, quant au Paraguay, par exemple, que *le résultat de ses traditions, de la race*

qui occupe le sol ; que les éléments qui y constituent l'ordre et la liberté, et surtout : ses conditions d'existence, ses vicissitudes passées, ses anarchies antérieures, toutes thèses que M. Rouher recommande à l'attention du Corps Législatif, pour lui faire apprécier le mérite respectif des Constitutions anglaise et française.

En vérité, si le Ministre d'État de France avait été appelé à faire un cours spécial de l'histoire du Paraguay, il n'aurait pas tracé un sommaire plus précis, plus nécessaire des points essentiels dans l'étude de cette histoire.

Fort de ces deux synthèses philosophiques appliquées à l'étude que nous avons faite de l'histoire du Paraguay, au point de vue du conflit actuel, nous allons accompagner le lecteur dans le dédale des obscurités accumulées autour de ce conflit. Les documents officiels seront notre fil d'Ariane. Nous les préférons à de vaines déclamations, et nous nous en faisons l'éditeur responsable, sans crainte aucune ; car les documents officiels ne sauraient être mis en doute par les esprits non prévenus.

Toutefois, pour élever cette étude spéciale à son juste niveau, il faut la faire précéder d'un aperçu général des rapports de commerce entre l'Europe et les deux Amériques. Il en ressortira, d'une part, un intérêt réciproque pour les deux

continents, et, d'autre part, un intérêt immédiat et spécial pour le commerce français dans ses rapports avec les deux races maîtresses de l'Amérique, mais principalement avec la race latine issue des ex-colonies de l'Espagne et du Portugal.

Cet aperçu renfermera : la statistique du commerce de la France avec l'Amérique du Nord et du Sud, comparé à celui de l'Angleterre avec son ex-colonie la grande République des états-Unis. Il exposera les éléments géographiques et économiques que la France doit féconder par l'extension de son commerce avec les Amériques, et le grand développement que promet à sa marine l'intercourse avec l'Amérique du Sud. En effet, c'est dans cette intercourse que la marine française trouve naturellement un fret de retour le plus constant et le plus assuré.

Que sera-ce lorsque la sécurité des transactions commerciales aura pénétré dans ces immenses solitudes si fertiles, mais encore privées de populations suffisantes, et dont le Paraguay est le seuil, ou plutôt le cœur, le centre d'action et de vie, pour l'épanouissement normal de leurs richesses naturelles ?

Quelques bons esprits, égarés sans doute par de vaines frayeurs, pensent, proclament même que ces bienfaits commenceront à se réaliser quand finira le prétendu régime de compression que

ferait subir au Paraguay son gouvernement *actuel*.

Si cette fâcheuse appréciation n'était pas un anachronisme d'un demi-siècle, et l'effet d'idées préconçues mais admises sans trop d'examen, elle révélerait une ignorance regrettable des faits *actuels* de la vie sociale des Paraguayens.

C'est par l'étude même de cette vie sociale *actuelle* du Paraguay, depuis la mort de Francia, que nous rectifierons les appréciations erronées.

Cette étude nous conduira naturellement aux causes même du conflit *actuel* et de la guerre qui en amènera la solution.

Enfin, fort des données impartiales et certaines que nous y puiserons, nous en verrons découler la logique des conclusions à déduire, dans l'intérêt général de l'Europe, aussi bien que de toute l'Amérique du Sud.

Est-il besoin d'ajouter que ces conclusions sont pour la paix, l'union et la concorde, hors desquelles il ne peut y avoir que ruine et désastre pour tous les intérêts engagés ; qu'ils soient américains ou européens ?

II.

Sous la pression des circonstances au milieu desquelles nous entreprenons cette tâche, deux objections s'offrent à nous et les voici :

Est-il sage de dissenter sur les intérêts les plus permanents du commerce de l'Europe, au moment où ses intérêts les plus immédiats sont menacés d'un cataclysme ?

Démontrer par l'étude des lois géographiques et les enseignements de la statistique la voie à suivre pour arriver à un but économique et lointain, alors que l'esprit public cherche une issue aux menaces des faits actuels, serait-ce utile ?

Nous n'hésitons point à résoudre affirmativement ces deux propositions, sur la foi d'une conviction très-arrêtée, qui veut que les ébranlements de l'Europe aient pour cause latente, partielle, il vrai, mais très-efficiente, son indifférence des choses de l'Amérique.

Si l'Europe, pendant cinquante ans de paix, avait compris que la solution de ses problèmes sociaux les plus redoutables se trouvait tout natu-

rellement dans les steppes et les forêts vierges de l'Amérique, au moyen d'une émigration ordonnée, régulière et protégée dans ses débuts ; si, plus largement économique qu'étroitement répressive, elle eût cherché dans l'expansion commerciale, maritime, industrielle la prépondérance qu'elle n'a demandée qu'à la force numérique et concentrée de ses soldats et de ses engins de destruction, il en serait tout autrement... La souffrance par la faim, dont l'Europe a gémi pendant la crise des Etats-Unis, n'aurait été que peu sensible ; et aujourd'hui, au lieu de voir des millions d'hommes tout prêts à s'entr'égorger, à la honte de la civilisation, l'Europe compterait des millions de ses enfants, au delà des mers, producteurs actifs, et de plus leur descendance !

C'est ainsi que la paix d'un demi-siècle, providentiellement accordée à l'Europe, a été stérilisée par l'ignorance ou le mépris de ce grand fait qui domine toute l'économie sociale et politique des peuples, et qui se trouve si naïvement résumé dans cette bénédiction révélée :

« Croissez et multipliez ! »

Qu'on évalue, si l'on peut, le nombre des soldats morts dans les garnisons de l'Europe, producteurs stériles, pendant cinquante ans, mais consommateurs à la charge de l'agriculture et de l'industrie européenne ; qu'on additionne les centaines

de milliers de victimes tombées sur les horribles champs de bataille de la guerre civile. Que l'on compare ces déficits effrayants avec la production de ces bras ravis au travail, s'ils eussent été munis d'une charrue, au lieu d'être armés de l'épée ou d'une pique fratricide ! Qu'on ajoute à ces calculs la descendance qu'aurait laissée cette foule d'hommes inutilisés pour la procréation, et aussi la somme des produits à obtenir par le travail de cette descendance avortée, et l'on aura, pour corollaire de notre proposition, des millions d'hommes perdus (1) et des milliards de richesses non produites !

Voilà des problèmes dignes d'esprits vraiment philanthropes ; voilà un champ fertile en éléments d'une statistique vraiment humanitaire.

Est-ce à dire qu'en invoquant ici seulement des causes physiques, pour expliquer des pertes matérielles, nous méconnaitrions la valeur des causes morales et leur action souveraine sur les maux que

(1) Un statisticien allemand, M. Haussener, n'affirme-t-il pas, comme exacts, les chiffres suivants qui indiquent le nombre des morts pour cause de guerre en Europe :

De 1792 à 1815, 5,530,000, soit en moyenne, 240,434 par an ?

Et de 1815 à 1864, 2,762,000, soit en moyenne, 55,240 par an ?

En présence de ces chiffres lugubres, nous hasarderons cette simple question à l'adresse des gouvernements de l'Europe, depuis 1815 : En aurait-il coûté autant pour faire émigrer, chaque année, ces 55.240 hommes armés et équipés d'instruments aratoires pour l'Amérique, l'Algérie ou ailleurs, qu'il en a coûté pour les voir arroser de leur sang un stérile champ de bataille ?

nous déplorons ? Non, sans doute, et nous n'hésitons pas à proclamer comme cause première de ces maux, antérieure et supérieure, cette délitescence des forces vives de l'esprit religieux qui a fait la grandeur de l'Angleterre protestante et des États-Unis, malgré leurs 70 sectes. Cette délitescence est visible et palpable, au point de vue de la moralisation des masses, dans le midi de l'Europe, et nous ne doutons pas un seul instant qu'elle n'ait eu ses racines les plus profondes dans l'anti-christianisme du xviii^me siècle, qui engendra l'indifférence religieuse, et dont le xix^me siècle étale les fruits prêts à mûrir.

En effet, qu'on mette en parallèle ces *jeûnes nationaux*, décrétés par le pouvoir exécutif aux États-Unis et en Angleterre, pour *un jour d'humiliation et de prière*, dans une calamité publique, avec cet injuste mépris pour toute pensée, pour toute subordination, pour toute pratique religieuse, dont les prétendus libres-penseurs de morale indépendante, mais au fond despotiques esprits forts du midi de l'Europe, affichent le triste et téméraire spectacle !

Dans leur délire insensé, ils se sont dit : Dieu est tout dans les forces de la nature qui sont éternelles ; ces forces sont la toute-puissance elle-même, fatale et permanente... Or, c'est en matérialisant la pensée, par cet absurde blasphème,

confondant ainsi l'effet avec la cause, que les nations, de même que les individus, s'ébranlent en masse, ou se précipitent isolément, poussés par le démon de l'orgueil, vers les gouffres que nous voyons béants tout autour de nous.

Mais c'est là un ordre d'idées tout autre que celui des intérêts matériels dont nous nous occupons en ce moment. Seulement, nous laissons à la sagacité du lecteur de remonter philosophiquement des effets pernicieux que nous avons signalés aux causes morales qui les ont amenés. Il y reconnaîtra cette vérité de sentiments qui veut qu'une fois l'action morale, c'est-à-dire religieuse, bannie de l'esprit humain, il ne lui reste plus qu'une loi : c'est la force matérielle, brute, aveugle, fatale !

Et c'est pourquoi nous assistons au spectacle étrange, autant que formidable, de l'Europe entière en armes, sans qu'elle puisse en donner une seule raison quelque peu intelligible.

Telle est la trame véritablement philosophique des pensées qui nous ont porté à l'étude des faits moraux et matériels que nous voulons soumettre au jugement éclairé des hommes studieux.

LE
PARAGUAY MODERNE
ET
L'INTÉRÊT GÉNÉRAL DU COMMERCE

CHAPITRE PREMIER

INTÉRÊT RÉCIPROQUE DE L'EUROPE ET DE L'AMÉRIQUE (1).

I.

Aperçu Statistique, Géographique et Économique

Et d'abord, qu'on se détrompe : l'Europe ne peut plus vivre, économiquement parlant, sans compter avec l'Amérique. Les faits accomplis pendant les quatre années de guerre civile dans les États-Unis, sont la démonstration pratique de cette maxime qui deviendra, bientôt, tout un aphorisme dans l'économie politique des gouvernements européens.

Si l'on juge de cette vérité par l'intensité des souffrances

(1) Ce chapitre a été lu, dans les séances de juillet et d'août 1866, à la Société de Statistique de Marseille qui en a ordonné l'impression dans son Bulletin.

de la population manufacturière, surtout en Angleterre, ne peut-on pas dire que l'Amérique du Nord nourrit à elle seule plusieurs milliers d'Européens ? Pourquoi cela, si ce n'est parce que nos émigrants avaient importé dans l'Amérique, avec les idées d'ordre et de travail, nos besoins et nos goûts ? Ces goûts et ces besoins, développés sous l'heureuse influence d'un sol fertile et d'un travail bien rémunéré, avaient permis au colon de consommer, dans l'Amérique, infiniment plus de produits naturels ou manufacturés de son pays d'origine, qu'il n'avait jamais pu en acquérir, avant son départ d'Europe, par le fruit de son travail.

Il serait curieux, en effet, de suivre la progression du commerce européen dans ses rapports avec l'accroissement de l'émigration pour l'Amérique. Mais ces recherches sont inutiles pour constater la progression énorme des exportations d'Europe en Amérique.

Deux exemples suffiront :

Quelle était l'importance du commerce anglais aux derniers jours de sa colonie et avant la guerre de son indépendance ?

On ne peut répondre, par des chiffres connus, à cette question *ab ovo*, parce que les données de la statistique officielle ne remontent pas à cette époque, surtout pour l'Angleterre. Trop occupée de l'action politique qui absorbait les sommités gouvernementales, et absorbée par l'action mercantile ou industrielle dans les autres classes de la société, l'Angleterre ne s'est livrée aux calculs statistiques de pure spéculation, que depuis 25 à 30 ans. Ainsi, pour le dire en passant, l'Angleterre n'a pas même un état civil sûrement organisé, à l'heure qu'il est.

Toutefois, en procédant par induction, on arrive à des données assez certaines pour comparer l'importance commerciale des rapports de l'Angleterre dans sa grande colo-

nie, au siècle dernier, avec son commerce actuel dans les États-Unis depuis leur émancipation (1).

Avant tout, posons deux chiffres, pris chez Mac Culloch, sur la population; ils sont assez éloquents pour appeler l'attention et expliquer l'activité commerciale donnée aux États-Unis par leur indépendance.

En 1790 la population était de 3,929,328 habitants, et soixante ans plus tard, c'est-à-dire en 1850, les États-Unis s'attribuaient 23,438,454 habitants.

Voilà donc une augmentation de bras d'environ six pour un, en 60 ans, c'est à dire 10 0/0 par an !

D'autre part, le même auteur fixe à 55,800,033 piastres, soit 224 millions de francs en chiffre rond, pour l'année 1803, la valeur des exportations anglaises aux États-Unis; tandis que l'année 1849, c'est-à-dire 46 ans après, l'exportation anglaise s'est élevée à 145,755,820 piastres, soit près de 739 millions de francs. Ici nous constatons seulement une progression de 3,30 pour un. Il faut, pour bien saisir cette différence, observer deux choses : l'une, c'est que la période des années est d'un quart moindre que celle qui est relative à la population; et l'autre, que, dans ce laps de temps, les États-Unis ont pu étendre leurs rapports commerciaux sur la surface du globe entier. Et cependant l'Angleterre a pu voir tripler son débouché commercial avec son ex-colonie.

Sur ces données, voyons ce que chaque habitant des États-Unis représente dans le mouvement commercial de la Grande-Bretagne.

En prenant pour terme d'appréciation l'exportation de l'Angleterre aux États-Unis en 1849, en chiffre rond de 739 millions de francs, et divisant par le chiffre rond de

(1) Nous devons ces chiffres du commerce anglais à la gracieuse obligeance de M. Mark, consul d'Angleterre à Marseille, extraits du célèbre statisticien Mac Culloch et d'autres publications authentiques.

23 millions d'habitants des États-Unis en 1850, nous trouvons un quotient de 32 francs 43 centimes pour chaque habitant.

Mais si nous portons ce calcul à dix ans plus tard, 1859, nous voyons que si la population des États-Unis s'est accrue de 23 à 30 millions environ, l'exportation anglaise pour la grande République s'est élevée à 282 millions de piastres, soit 1,440 millions de francs. Ce chiffre, divisé par les 30 millions d'habitants, représente 47 francs pour la consommation des produits anglais, par chaque habitant des États-Unis, c'est à dire près de 50 0/0 de plus qu'il n'en consommait dix ans auparavant ! Ce résultat proclame hautement le degré de prospérité dont jouissait l'union américaine, au moment où allait éclater la formidable guerre civile !

Si, à la suite de cette heureuse et riche progression, on veut étudier les premiers effets de cette guerre, il n'y a qu'à poser les chiffres de l'exportation des États-Unis pour l'Angleterre et ceux de l'Angleterre pour les États-Unis en 1860, c'est à dire lorsqu'allaient commencer les désastres. Voici ces chiffres, en tant que proportionnels :

.Importation des États-Unis en Angleterre	
en livres sterling.....	£ 40,000,000
Exportation d'Angleterre aux États-Unis.	£ 20,000,000
<hr/>	
Excédant dû par l'Angleterre.....	£ 20,000,000

De telle sorte que lorsqu'a commencé la guerre, l'Amérique nous apparaît créancière de l'Angleterre, de 20 millions liv. sterling, soit (le tout en chiffre rond) cinq cent millions de francs.

Ce phénomène s'explique naturellement par l'imminence même de la lutte qui faisait fuir le capital d'un pays menacé, d'un sol qui, déjà, tremblait sous les commotions de la peur.

Voilà, pour l'Angleterre, une étude bien simple de statistique qui démontre tout ce que ce pays avait à gagner dans le seul fait de l'indépendance de sa grande colonie. Et cependant cette indépendance a coûté tant d'or et tant de sang !

Puisse cette leçon, toute providentielle, faire comprendre une vérité encore peu appréciée, malgré l'expérience de soixante ans, c'est que le mot de colonie doit être rayé du vocabulaire des vrais économistes. Nous disons colonie mise en régie par sa métropole.

La colonie ainsi comprise, avait sa raison d'être tant que l'Europe, en conquérant des terres nouvelles au delà des mers, travaillait, *en les peuplant*, à se créer des débouchés, des marchés de consommation. Mais, à mesure que les colons sont devenus des producteurs, et que l'Europe a accepté la consommation des produits coloniaux, il n'y a plus de possible qu'un seul rapport entre deux producteurs qui sont, réciproquement, consommateurs, et ce rapport, c'est l'échange. Nous ne disons pas le libre échange, qui est encore l'un des secrets de l'avenir, mais nous répétons : l'échange. En lui est désormais toute la marche progressive de la richesse des nations ; et personne n'ignore qu'en économie politique, qui dit richesse dit puissance.

Si cet exemple tiré de la vie commerciale de l'Angleterre, la plus large des existences politiques basées sur le commerce, ne suffisait point à faire comprendre cette vérité, pourquoi ne jetterions-nous pas un regard sur les effets de cette même indépendance des États-Unis, par rapport au mouvement commercial de notre France ?

En effet, d'autre part le commerce de la France, nul d'abord, avec la colonie anglaise, est donc parti de zéro, lors de son indépendance, pour atteindre au chiffre considérable de 262,778,940 à l'importation et de 360,902,476 pour notre exportation aux États-Unis, en 1860.

En 1864, l'importation des États-Unis en France s'est bien élevée à 392,978,966, ce qui s'explique aussi par la panique de la guerre civile; mais notre exportation aux États-Unis, tombée de 360,902,476 à 442,568,845, avait perdu 248,333,634 sur son importance de 1860!

L'éloquence de ces chiffres comparatifs démontre tout l'effet de la panique, qui rejetait le capital hors de l'Amérique, dès le commencement de la guerre.

Quoiqu'il en soit de ces considérations, bien graves en elles-mêmes, on se demande quelle est la nationalité européenne de 20 à 30 millions d'habitants, qui a offert un pareil aliment à notre commerce depuis la même époque?

Et pourquoi?

C'est parce que la vie du colon s'agrandit, dans l'Amérique, de toutes les différences que produisent la fertilité du sol, la rémunération du travail et les goûts d'aisance que le colon puise dans la facilité même qu'il a pour les satisfaire.

S'il est prouvé, par ces chiffres, que le travail de l'Européen transporté en Amérique augmente, dans une proportion énorme, la consommation ou le débouché des produits même de l'Europe, il en résultera, logiquement, que l'émigration est profitable également au pays qui la donne et à celui qui la reçoit.

Voilà une assertion devenue axiome pour les hommes tant soit peu versés dans les choses et les intérêts transocéaniques, par rapport à l'Europe.

Mais ces hommes sont fort rares en France, et ce n'est pas sans un vif chagrin qu'on y voit des publicistes, d'ailleurs hommes de talent, jeter un injuste mépris sur les intérêts que représente notre émigration à l'étranger, et notamment dans l'Amérique. Et cependant, c'est grâce à ces courageux pionniers qui vont résolument transplanter nos idées, nos goûts, nos mœurs et nos besoins au delà

des mers, que la France doit son intercourse de six cent vingt-trois millions, entrée et sortie, avec les États-Unis, et un échange commercial de 693,040,277 francs, aussi pour l'entrée et la sortie, avec tous les États de race latine, dans l'Amérique du Sud. Voici le tableau de notre commerce avec ces derniers pays pour l'année 1864.

Nous le puisons aux sources officielles.

1864.

Importation.

Exportation.

Importation.		Exportation.
	Guatemala	
1.132.207	Costarica	827.928
	Honduras.....	
1 335.941	Nouvelle-Grenade	3.433.880
14.344.430	Venezuela	9.499.238
85.876.698	Brésil	129.220.266
30.367.426	Uruguay	27.093.976
41.512.006	Buenos-Ayres.....	31.910.115
1.101.198	Equateur	1.822.394
51.186.250	Pérou.....	26.365.689
1.937	Bolivie	184.958
17.184.578	Chili.....	33.156.487
28.891.878	Haïti et Saint-Domingue	12.776.621
54.046.403	Esp ^{les} (Cuba, Porto-Rico, etc.)	31.746.013
5.797.523	Possessions { Anglaises.	5.291.385
141.808	{ Danoises et Hollandaises....	8.220.693
3.314		208.976
1.079.259	Guyane française.....	7.206.805
Totaux 334.023.858		359.016.419
Plus ... 359.016.419		
693.040.277	TOTAL pour l'entrée et la sortie.	

Nous ne comprenons pas, dans ce tableau, notre mouvement commercial avec le Mexique régénéré, qui a été de 64,110,894 à l'entrée et de 70,687,424 à la sortie de France, pour 1864; et pour cause. C'est pour faire comprendre tout ce que promet à notre commerce l'expédition du Mexique tant blâmée par ceux qui ne peuvent l'aimer, parce qu'ils ne la connaissent point, ou ne la comprennent pas encore dans tous ses résultats! En effet, avant cette régénération, de par la France, c'est à peine si notre commerce donnait timidement au Mexique pour quelques 15 à 20 millions, en partie dévorés, chaque année, par l'hydre de l'anarchie. Eh bien, nous le disons avec confiance : les 70 millions demandés à la France, en 1865, par le Mexique ramené à la sécurité, ne sont que le prélude de 150 ou 200 millions que le Mexique exigera peut-être, avant dix ans de paix, en produits de notre sol, de nos fabriques.

Si, de ce fait partiel et qu'on peut dire expérimental, nous étendions l'intérêt de notre commerce maritime sur l'horizon de l'Amérique entière, quel immense tableau se déroulerait à nos yeux!

Et ici, nous devons à nos convictions une digression économique, qui a ses racines dans les lois géographiques, immuables comme celles de la création même, d'où elles procèdent.

Tous les penseurs sont d'accord sur cette vérité de sentiment qui veut que la terre ait été donnée à l'homme pour son bien-être, par le travail. Les économistes modernes, surtout, ont fait de ce précepte religieux, même sans l'avouer, la base d'argumentations solides, pour établir la possibilité des richesses sur la valeur relative du sol. Il est donc certain que la richesse étant la source incontestée de toute puissance matérielle, la force des nations aura pour limite la somme des richesses qu'elles pourront ex-

traire du sol qu'elles occupent, par le travail et l'industrie de leurs habitants.

Cette loi posée, examinons, comparativement, la superficie de l'Europe et celle de l'Amérique, afin de nous rendre compte de la population que devra posséder l'Amérique dans un temps donné, en prenant pour base celle que nourrit actuellement l'Europe.

Celle-ci n'occupe sur l'ancien continent qu'une moitié à peine de la zone tempérée, et le reste subit graduellement les rigueurs de la zone glaciale.

L'Amérique, au contraire, possède à elle seule les deux zones torrides, si fertiles en produits tropicaux; au Nord et au Sud de l'Équateur, les deux zones tempérées, qui sont aussi grandes que l'Europe, et où peuvent se cultiver les céréales et tous les produits de l'Europe méridionale. Aussi ne compte-t-elle pour rien ses possessions de la zone glaciale du pôle arctique, si ce n'est pour les riches fourrures de la baie d'Hudson et aussi pour ses communications électriques avec l'Europe, à travers la Sibérie.

On le voit, nous sommes fort modeste en octroyant à l'Amérique de ne nourrir, sur un même espace de terre, qu'une population égale à celle que l'Europe possède sur le même espace donné.

Eh bien, malgré tout, jetons les yeux sur la carte, et nous y verrons que l'Europe possède à peu près un cinquième de la superficie territoriale qui est donnée à l'Amérique.

Sur cette superficie, comparativement minime, l'Europe nourrissait, en 1850, selon l'atlas du colonel Lapie, plus de 259 millions d'habitants, et en 1856, suivant l'atlas de A.-Keith Johnston, plus de 265 millions et un tiers.

Le premier de ces statisticiens affecte, dans sa division des terres, 98,990 myriamètres carrés à l'Europe, soit 2618 habitants pour chaque myriamètre carré. De son côté,

le statisticien anglais évalue la superficie de l'Europe à 3,768,000 milles (est-ce le mille anglais ou marin ?) carrés, attribuant à chaque mille carré 70,324 habitants.

D'autre part l'atlas Lapie affecte à l'Amérique 424,840 myriamètres carrés de superficie, peuplés par 52,662,350 habitants, soit 124 pour chaque myriamètre, et l'atlas Johnston lui affecte 15,840,000 milles carrés de superficie et 57,359,684 habitants, soit 3,624 pour chaque mille.

Il faut remarquer que Johnston subdivise la superficie de l'Amérique en 9,040,000 milles carrés pour l'Amérique du Nord, en y comprenant les îles pour 90,000 milles, et en 6,830,000 milles pour la partie de l'Amérique située au Sud de l'Équateur (1).

Quoiqu'il en soit de ces chiffres, que nous devons respecter comme magistralement établis (malgré quelques légères différences remarquées dans le résultat des calculs de ces deux statisticiens, différences qui doivent provenir de fautes typographiques), il en résulte, ainsi que nous avons eu l'honneur de l'exposer à la Société de Géographie de Paris, en 1864, que la superficie de l'Europe est à celle de l'Amérique comme 37 est à 458 ; tandis que le rapport des populations est, pour l'Amérique comparée à l'Europe, comme 57 est à 265. Ces proportions se résument donc à peu près comme suit : cinq fois moins de territoire et cependant cinq fois plus de population pour l'Europe que pour l'Amérique.

(1) Nous ne résistons pas au besoin de redire ici que des livres de l'importance du *Physical Atlas* devraient se trouver dans les bibliothèques de nos grands ports, et cependant il brille par son absence dans celle de Marseille.

Heureusement que notre Faculté des Sciences qui se trouve à la hauteur des progrès au jour le jour, est munie de ce riche atlas, et j'ai dû à l'esprit généreux qui anime MM. les professeurs à cette Faculté, de pouvoir le consulter.

Je suis personnellement heureux de rendre ici cet hommage à la vérité en déclarant que l'honorable doyen, M. Morren, dont l'accueil est si bienveillant, est entouré de collègues qui se complaisent, à l'envi, à aider de leurs propres lumières, ceux qui cherchent à s'éclairer.

C'est en facilitant ainsi les pauvres de la science, qu'on fait un noble emploi des richesses acquises par le travail dans les régions ardues du savoir.

Et voilà où nous en voulions venir pour faire comprendre aux esprits sérieux qui savent respecter la puissance des chiffres, l'immense intérêt qui s'attache pour l'Europe à l'étude des faits qui s'accomplissent, de nos jours, sur le sol américain. Ces faits préparent nécessairement l'avenir social, économique et politique de l'Amérique, et, à ces trois points de vue, ils affectent l'intérêt européen, ainsi que nous allons essayer de le démontrer.

En effet, si l'Amérique, qui nourrit aujourd'hui au plus soixante millions d'habitants, possède cinq fois plus de territoire que l'Europe qui en supporte au moins deux cent soixante-cinq millions, n'est-on pas fondé à dire, en acceptant la progression comparative, que l'Amérique est destinée par la Providence à voir sa population s'élever un jour à un milliard trois cent millions d'habitants? Ce chiffre représente 50 pour cent de plus que n'en supporte notre planète, si nous acceptons le chiffre, posé par Lapie, de 846,266,260, nombre qui paraît trop modéré. C'est l'Europe qui nous démontre cette possibilité proportionnelle.

Des siècles s'écouleront, il est vrai, avant que ce grand fait soit accompli; mais est-ce une raison pour s'abstenir d'une participation active dans l'accomplissement de ce fait qui est nécessaire ou fatal comme la loi des chiffres?

Voyons donc si nous pouvons nous abstenir inconsidérément de participer à ce grand fait qui est aujourd'hui accéléré dans sa réalisation progressive de toute la rapidité, de toute la puissance de la vapeur, de l'électricité.

Un seul exemple suffira.

La nationalité des Etats-Unis d'Amérique n'avait que trois quarts de siècle d'existence lorsque éclata dans son sein sa première guerre civile. Et cependant nous l'avons vu mettre en ligne de bataille les plus nombreuses armées que pourraient présenter les pouvoirs de l'Europe les plus anciens, les mieux organisés.

Voilà donc une jeune nation aussi puissante que les plus vieilles. Pourquoi ?

C'est parce que l'Europe a versé chez elle, dans moins d'un siècle, une population virile presque égale au chiffre de l'augmentation de la population virile aussi de l'Europe elle-même.

Ne doit-on pas déduire de ce fait que la population des Etats-Unis, forte aujourd'hui de trente millions, en comptera soixante avant peut-être quinze ou vingt ans ?

Oui, si l'on a égard à l'accroissement des moyens rapides du transport des émigrants ;

Oui, si l'on considère les courants qui entraînent le prolétaire européen vers la facile possession de la terre, dans l'Amérique ;

Oui, enfin, si l'on calcule les effets de l'aisance différentielle qui favorise, en Amérique, la propagation de l'espèce humaine, comparés à la souffrance qui l'étirole, et même à la faim qui l'arrête parfois dans l'Europe.

Sur ces données, entrons dans un autre ordre d'idées et disons : s'il est vrai que les trente millions d'Américains, à peine remis de la crise qui les désunissait, en imposent à la puissance de l'Angleterre et à l'autorité de la France, qu'advient-il ; on peut dire demain, lorsque les Etats-Unis auront quarante, cinquante, soixante millions d'habitants ?

Voici donc que les grands pouvoirs de l'ouest de l'Europe sont en présence de la moitié seulement du continent d'Amérique, qui leur en impose, par sa population arrivée au chiffre de 30 millions d'habitants ! Il est vrai que cette population est devenue homogène, grâce à ses institutions et à ses mœurs, quoique formée d'éléments hétérogènes.

Mais ce n'est pas tout : à côté des Etats-Unis, sur le même continent, se trouvent les races latines de l'Amérique du Sud.

Pour donner tout de suite une idée de l'attention et de

l'étude que l'Europe doit porter sur cette moitié du continent américain, qui appartient à la race latine, il suffira de quelques mots.

Pourquoi la France, l'Angleterre et les Etats-Unis, à la fois, ont-ils manifesté une si grande émotion identique à la première nouvelle de la guerre qui vient d'éclater entre l'Espagne et le Chili ?

Le Chili n'est pourtant qu'une langue de terre sur le Pacifique, de 200 lieues de longueur sur 40 à 50 lieues de largeur jusqu'aux Cordilières qui le séparent du continent ; il compte au plus un million et 700,000 habitants.

Quel si grand intérêt présentait-il donc à ces trois puissances, pour les émouvoir si vivement ?

Ah ! cet intérêt est pourtant bien légitime, et voici pourquoi :

Le Chili est, de toutes les sections de la race latine, celle qui offre le plus de garanties au commerce étranger, à cause de la sagesse éprouvée de l'oligarchie qui le gouverne.

La sagesse du gouvernement chilien se manifeste, depuis trente ans, aux yeux de l'Europe, par la tranquillité matérielle dont jouit ce pays, sauf des orages passagers. Elle se manifeste surtout à l'intelligence des savants, par les travaux et les études scientifiques de deux hommes éminents qui ont consacré les plus belles années de leur vie à étudier, depuis 25 ans, le Chili et les Chiliens. L'un, M. Claude Gay, a publié ses travaux en 24 volumes, qui renferment l'histoire physique et politique du Chili. C'est le plus important ouvrage publié sur le Chili, et il en faut faire honneur à l'intelligence du gouvernement chilien. Depuis longtemps, en effet, ce gouvernement a compris que, pour faire aimer son pays, la première condition était de le faire connaître. Dans ce but, il a appelé M. Gay, et plus tard M. Pissis. Ce dernier n'a pas encore publié ses œuvres, mais il a adressé à l'Académie française divers mémoires du plus

haut intérêt sur ses études scientifiques du territoire chilien, notamment au point de vue géologique, qui est très-important pour cette contrée si riche en minerais.

Nous n'hésitons pas à croire que c'est à ces utiles travaux que le Chili a dû une grande partie de sa prospérité, depuis 20 ans, et surtout le vif intérêt dont il vient d'être l'objet.

La guerre portée par l'Espagne dans ce pays qu'on peut appeler un centre modèle, au point de vue de la sécurité des transactions, devait produire cet effet avec d'autant plus de raison, qu'au-dessous de la sage oligarchie chilienne grouille et se meut l'élément anarchique dans les haillons des *Rotos* (1).

Cette plaie latente, mais trop connue, explique l'émotion extrême de l'intérêt commercial, sans exception de nationalité.

Nous tirerons de ce fait, aussi récent qu'avéré (les sympathies en faveur du Chili), une conséquence bien logique, à notre avis, et que nous traduirons par cette simple interrogation : pourquoi l'Europe et les Etats-Unis n'accorderaient-ils pas la même protection d'influence à chacune des sections de l'Amérique qui s'efforcent, comme le Chili, de marcher dans les voies de la stabilité ? Ceci soit dit en passant et en faveur de chacun des gouvernements, qu'ils soient démocratiques ou monarchiques, pourvu qu'ils aient le mérite d'établir fortement chez eux les grands principes sans lesquels aucune agglomération sociale ne peut être viable : la protection des personnes et des biens.

Cette digression était utile, pour attirer tout d'abord sur les races latines de l'Amérique l'attention qu'elles méritent, à cause des intérêts considérables qu'elles manipulent, et qui appartiennent surtout à l'Europe.

(1) On appelle *Rotos* (déchirés) les sans-culottes ; mais au Chili, pays le plus agricole de l'Amérique du Sud, le *Roto* représente à peu près ce qu'on appelle le *Gaúcho* parmi les peuples pasteurs de Rio de la Plata.

Si les territoires que possèdent les races latines ne représentent que les sept neuvièmes au plus de la superficie des Etats-Unis, il est incontestable qu'ils sont supérieurs à ces derniers en quantité de terres fertiles. En effet, les Etats-Unis ne possèdent guère plus de terre sur l'Atlantique, dans la zone tempérée, que l'Europe elle-même, tandis que les races latines occupent l'autre partie de la zone tempérée, voisine des Etats-Unis par le Mexique, les deux zones torrides en entier, et toute la zone tempérée au sud de l'équateur jusqu'aux frimas du cap Horn.

Il résulte de ces différences géographiques que l'Amérique du Sud pourra nourrir sur son sol une population plus compacte que celle des Etats-Unis, puisqu'elle devra être aussi nombreuse sur des territoires d'une moindre superficie, mais plus généralement fertiles.

Du reste, nous avons déjà une preuve palpable de cette vérité dans les chiffres comparés, d'une part, entre l'intercourse commerciale des Etats-Unis avec la France, qui sont de 623,684,448 fr. pour l'entrée et la sortie en 1860 (avant la guerre civile), et, d'autre part, de 693,040,277 fr. pour l'intercourse de la France avec l'Amérique du Sud, sans compter le Mexique.

Or, l'ensemble commercial de ce dernier pays, 434,798,345 francs, entrée et sortie, ajouté au chiffre de notre commerce avec l'Amérique du Sud, donne un total de 824,838,592 fr. pour l'échange annuel de la France avec les Américains de la race latine. Ce chiffre présente une différence de 204,457,454 fr. en faveur de la race latine, pour notre commerce avec elle.

Et cependant nous avons vu que des 57,359,684 habitants attribués à l'Amérique entière par l'atlas Johnston, en 1856, la moitié au plus appartient à la race latine, qui nous demande néanmoins davantage de nos produits que la population anglo-saxonne.

Voilà des chiffres qui parlent hautement en faveur des intérêts, sinon des sympathies que la France trouve dans l'Amérique du Sud, plutôt que dans celle du Nord !

Cette différence s'explique, ainsi que l'a dit M. de Humboldt, par l'énorme consommation des ex-colonies espagnoles, comparée à leur population. Elle s'explique aussi par un plus grand progrès industriel chez la race anglo-saxonne ; mais ces deux causes efficientes sont, à notre avis, puissamment aidées par l'influence morale qu'exerce l'esprit français, et par les sympathies qui en découlent chez les races latines de l'Amérique, en faveur de nos idées, de nos goûts et des besoins de nos propres produits.

Toutefois la population latine de l'Amérique, évaluée à trente millions d'habitants pour 1860, alors qu'elle nous a occasionné une exportation de 359,016,419 francs (voir le tableau), n'a consommé des produits français que pour 12 francs par tête, tandis que la race anglo-saxonne des Etats-Unis avait consommé, nous l'avons vu, pour 47 francs des produits anglais.

Ces faits prouvent tout ce qu'il nous reste à faire pour introduire dans l'Amérique du Sud nos idées, nos goûts et la consommation de nos produits, avant d'égaliser la position acquise par l'Angleterre dans l'Amérique du Nord, occupée par sa propre race.

Voilà, pensons-nous, des enseignements qu'aucun gouvernement de la France ne pourrait méconnaître sans froisser l'intérêt national.

Tout nous convie à ces études. Dans les traditions du passé, nous voyons Richelieu pressant les bienfaits, pour l'intérieur troublé du royaume, d'une lointaine expansion de ses intérêts commerciaux, et inaugurant les bases de la grande Compagnie des Indes-Orientales. Colbert étendant ces bases et les fortifiant de toute la puissance du grand Roi à qui il donnait cette flotte victorieuse de toutes

ses rivales, victorieuse parce qu'elle était faite de toutes pièces, grâce à la prospérité commerciale de la France. Ah ! c'est que le colon français de cette époque avait un pied posé dans l'Inde et l'autre dans le Canada !

On le voit, la protection, dans ce temps-là, s'alliait à merveille avec l'expansion : voilà pour le passé.

Aujourd'hui, le monde, poussé par la vapeur, emporté par l'électricité, vit, court, vole par l'expansion. Est-ce à dire que la protection ait fait son temps ? Non, c'est seulement la *restriction coloniale* qui a cessé d'être une nécessité. — Donc, ne confondons pas ces deux termes de l'économie nouvelle propre aux sociétés modernes. — Si la restriction a pu fonder les colonies, l'expansion seule, sagement protégée, peut féconder les germes des nationalités futures qu'elles renferment, et la fécondation se fera par la vertu magique de ce seul mot : l'échange ! mais non ce libre échange échevelé qui consisterait à rompre toutes les barrières réglementaires, sans autre frein que le dérèglement des transactions.

Voilà, pour le présent, la loi suprême, l'échange, amené par un intérêt réciproque et normal, de peuple à peuple.

Ayons donc foi, patience et persévérance ; car rien n'est plus difficile à démontrer qu'une vérité, par cela seul que sa démonstration dépend du temps et des enseignements qu'il amène, irréfutables comme la logique des faits.

Si nos conclusions ne découlaient pas tout naturellement de l'étude que nous venons de faire, nous les affirmerions par des considérations motivées ; mais, en l'état, nous nous bornerons à un simple énoncé.

Activer toutes les sources de notre industrie nationale et en féconder tous les éléments, afin d'obliger les Etats-Unis à en accepter la supériorité malgré la concurrence des industries de l'Europe et notamment de l'Angleterre. En effet, nous avons vu que notre échange avec les Etats-Unis con-

siste en produits les plus riches de notre industrie, soieries, etc., à l'exception des vins et spiritueux, comme faible appoint de fret d'encombrement. Élevons donc le niveau de nos progrès industriels, afin de regagner, si nous ne le dépassons bientôt, le beau chiffre de nos exportations de 1860 aux États-Unis, avant la guerre civile.

Voilà pour l'Amérique du Nord.

Quant à l'Amérique du Sud, notre tâche est plus compliquée, car nous avons besoin de ses produits naturels bien plus qu'elle n'a besoin des nôtres. Il est donc important d'inspirer à ses populations, toutes latines, les idées, les goûts, les coutumes de la France, afin de les engager à vivre, pour ainsi dire, de notre propre vie et de former ainsi, dans l'Amérique du Sud, comme une grande famille française.

Dans l'accomplissement de cette tâche, on le comprend, l'action morale doit venir en aide à nos efforts, en fécondant les sympathies qui lient notre race celtico-latine à ces jeunes nationalités de l'Amérique du Sud où domine la race latine des conquérants.

Nous parviendrons à ce grand but en leur enseignant à marcher dans les voies de l'honnêteté et du travail, en les instruisant, par notre vieille expérience et par celle de nos propres fautes, à éviter les écueils sur lesquels nous avons tant de fois échoué.

C'est ainsi que, par une action toujours fraternelle, toujours éclairée, la France s'assurera les sympathies de tout un monde qui commence à peine à vivre de sa vie propre, au delà des mers, et de cette sympathie naîtra la sécurité des transactions et la prospérité des intérêts qui en découlent.

Tel est le but que nous nous sommes proposé dans cette étude préliminaire.

CHAPITRE II

CONSIDÉRATIONS PRÉALABLES.

IV.

Nécessité d'une monographie pour chaque nationalité naissante dans l'Amérique, issue des Colonies de l'Espagne.

En nous livrant à l'étude des chiffres, comme nous venons de le faire, pour établir l'importance des déductions qui en découlent, nous avons constaté la nécessité politique sur laquelle repose tout l'édifice économique de la France dans ses rapports avec l'Amérique. Il en ressort que notre rôle se divise en deux parties distinctes. D'une part, la France doit cultiver et propager les justes sympathies que la reconnaissance des États-Unis lui a toujours manifestées, à cause du puissant secours qu'ils en ont reçu lors de la guerre de leur indépendance. Ce rôle est d'autant plus aisé pour elle que son action tient, en quelque sorte, à une espèce de sentiment paternel qui a droit, partant, à une sorte de retour filial.

Le rapport le plus logique de ces deux sentiments entre eux n'est-il pas la confiance? Voilà pour l'Amérique du Nord.

D'autre part, en ce qui regarde la partie Sud du continent d'Amérique, qui appartient en entier à la race latine, il est évident que la France y est appelée à une mission tout aussi bien caractérisée que la première, quoique plus étendue. Cette mission, nous ne craignons pas de la définir en trois mots : aide, enseignement et confiance. En effet, soutenir la race latine qui nous est unie par le grand lien du Catholicisme, l'instruire paternellement des leçons de notre propre expérience, l'aider autant que possible à s'affermir dans les voies d'un progrès mesuré à ses forces, et la convaincre que tout l'intérêt de la France est dans la prospérité américaine ; telle doit être la tendance persistante de notre politique, qu'aucun obstacle ne devrait décourager.

Le vrai, le juste n'ont rien à redouter et ont tout à espérer de la persévérance ; leur triomphe est un effet irrésistible du temps.

Mais, pour l'accomplissement de cette mission si belle, la France doit, avant tout, étudier cette race sur les lieux mêmes, afin de connaître les éléments divers qui composeront un jour l'ensemble de sa future prospérité.

C'est ainsi qu'après avoir fondé les principes généraux de l'intérêt réciproque de l'Europe et de l'Amérique dans le chapitre précédent, nous allons ici étudier l'application de ces principes.

Déjà nous avons montré, sous forme de digression, un exemple de cette application dans l'effet produit en Europe par la guerre de l'Espagne contre le Chili. Nous avons constaté l'émotion spontanée qu'elle a produite sur le marché européen, et on en aura compris les causes.

Avant que la nouvelle de cet événement ne parvint en Europe, une autre guerre avait éclaté dans l'Amérique du Sud, bien autrement importante pour l'intérêt européen, et cependant beaucoup moins remarquée, surtout en France :

cette guerre provient de la triple alliance du Brésil, de Montevideo et de Buenos-Ayres contre le seul Etat du Paraguay.

Que le sort du Paraguay n'ait excité presque aucun intérêt dans l'Europe, cela s'explique parce que son nom n'a point pris place encore dans nos statistiques commerciales. Mais que la perturbation que cette guerre apportera, inévitablement, dans nos chiffres d'échange commercial avec le Brésil et le Rio de la Plata, n'ait mis en relief aucune crainte, c'est ce que nous ne pourrions comprendre, si ce n'était évidemment l'effet d'une indifférence peu réfléchie et que nous allons dévoiler.

En effet, il est bien, sans doute, d'avoir associé notre émoi à celui de l'Angleterre et des États-Unis, à cause de la guerre portée par l'Espagne dans le Chili, puisque cette république nous demande plus de trente millions de nos produits. Mais combien ces pays et nous-mêmes aurions-nous dû être émus davantage à la nouvelle de cette crise du Paraguay, alors que notre exportation au Brésil s'élève, en 1864, à 129,220,266 fr., à 51,910,115 fr. pour Buenos-Ayres, et à 27,095,976 fr. pour Montevideo, qui nous a donné un retour de 30,367,426 francs?

Voilà donc près de deux cent dix millions de francs compromis, pour le commerce français, dans la guerre de ces trois pays contre le Paraguay, danger qui nous laisse froids et calmes, tandis que le Chili, qui ne nous demande que trente-trois millions, nous a fait jeter les hauts cris en le voyant aux prises avec l'Espagne.

Voici l'explication de cette anomalie inconcevable au premier abord.

Le Paraguay est parfaitement inconnu de l'Europe au point de vue de son état social *actuel*. C'est à peine si le souvenir des travaux des Jésuites dans ce pays est resté, en Europe, à l'état de légende mystérieuse. Les écrits des

voyageurs modernes (1) qui, à peu près tous, ont cependant été plutôt élogieux ou favorables à la célèbre Compagnie de Jésus, et dont plusieurs d'entre eux ont rendu justice au gouvernement qui a succédé à la dictature (2); ces écrits, disons-nous, sont encore confinés dans un petit cercle de lecteurs sérieux.

Enfin la dictature du Dr Francia qui, pendant vingt-six ans, tint ce pays en interdit et, pour ainsi dire, sous cloche, a laissé une impression si forte de despotisme sanglant, que, vingt-six années après sa mort, c'est à dire aujourd'hui, le nom du Paraguay ne signifie encore que despotisme, absolutisme, barbarie et arbitraire, au jugement préconçu de la grande masse des Européens.

Telle est l'explication de cette indifférence du commerce de l'Europe à la nouvelle d'une guerre du Rio de la Plata et du Brésil contre le Paraguay, guerre qui met plus de deux cent millions de francs en péril pour le commerce français. Et cependant il s'était si vivement alarmé, répétons-le, pour les trente-trois millions mis en danger par la guerre de l'Espagne contre le Chili!

En effet, comment l'Europe aurait-elle pu craindre que le Brésil et le Rio de la Plata, dont on connaît un peu mieux les ressources et la puissance relative, pussent être tenus en échec par le Paraguay? C'est là pourtant ce qui arrive, et c'est pourquoi nous appelons indifférence la cause de cette anomalie dans les impressions de l'Europe.

(1) On trouvera des éléments d'études dans les livres si remplis d'observations et de faits ci-après désignés :

Lettres sur le Paraguay, éditées à Paris par le général Pacheco y Obes, en 1851.

Mémoire sur les Missions, par le Dr Martin de Moussy. Parana, 1854.

La Confédération Argentine, par Alfred M. du Graty. Bruxelles, 1858.

Histoire du Paraguay, par le Dr Alfred Demersay, non achevée. Paris, Hachette.

La République du Paraguay, par Alf. M. du Graty. Bruxelles, 1865.

(2) A l'exception d'une foule d'articles ou brochures de pure polémique.

Il serait temps enfin que le commerce ne se vît plus exposé à des erreurs aussi considérables que celle que nous venons de signaler.

Malheureusement ce danger subsistera jusqu'à ce que les gouvernements de l'Europe aient bien compris une chose : c'est que CHACUNE DES SECTIONS qui composent la grande race latine américaine, au lieu de former un tout aussi homogène que celui de la race anglo-saxonne, tend, au contraire, à préparer une NATIONALITÉ DISTINCTE.

Et comment s'en étonner alors que de vastes déserts ou des obstacles naturels séparent les groupes de population l'un de l'autre, et que chacun d'eux forme, avec l'étranger, des rapports de commerce adaptés à ses goûts, à ses besoins, sans égard aux besoins des groupes limitrophes ! Comment s'en étonner alors que la superficie des terres que possède chaque groupe de population a beaucoup plus d'étendue pour les forts groupes, que celle des grands États de l'Europe, et, pour les petits groupes, que celle des États moyens ! Nos petits États n'ont point d'analogue dans l'Amérique moins morcelée que l'Europe. Mais toutes ces nationalités naissantes dans l'Amérique n'ont-elles donc pas le droit d'espérer qu'un jour elles deviendront relativement aussi puissantes que les États européens ?

Voilà des remarques encore inaperçues en Europe, et qui sont cependant, par rapport aux résultats qu'il faut en attendre, d'une immense importance.

Il en résulte que ces nationalités naissantes ne pourront être appréciées séparément, soit dans leur élément social, soit dans leurs éléments économiques, qu'après que chacune d'elles aura été l'objet d'une étude monographique.

Si l'intérêt profond que renferme cette remarque doit appeler, tôt ou tard, l'attention de l'Europe, nous osons dire que la France serait coupable envers elle-même en retardant un jour de plus de se livrer à ces études par le

système des monographies, dans chaque section de l'Amérique du Sud qui aspire à créer sa nationalité.

Pour cela, le Ministre des Affaires étrangères (et personne mieux que M. Drouyn de Lhuys ne saisira toute l'importance du fait) n'aurait qu'à demander aux Agents français dans toute l'Amérique du Sud, un rapport annuel, condensant et corrigeant parfois les dépêches de l'année. Ce travail de synthèse, étayé des chiffres de la statistique à tous les points de vue, éclairerait, année par année, la marche et on peut dire la vie sociale de chaque groupe des races latines, dans la formation de sa propre nationalité.

Un semblable travail, publié dans les *Annales du Commerce*, qui se font déjà tant remarquer par leur utilité, fournirait aux hommes studieux des éléments solides pour monographier (si le mot est permis) chacune des sections de l'Amérique du Sud. C'est ainsi qu'on obtiendrait de traiter sérieusement non la politique proprement dite (qui n'a point sa raison d'être dans ces gouvernements éphémères et personnels), mais les questions essentiellement économiques ou sociales de ces contrées. Jusqu'ici ces questions ont été laissées à l'appréciation individuelle du voyageur à qui le temps d'observer manque toujours, ou à celle du commerçant qui n'apportera jamais que des impressions restreintes et surtout empreintes des nuances du cercle local où ses propres affaires l'auront retenu.

Alors seulement on pourra marcher sur un sol ferme et respirer une atmosphère dégagée de toute préoccupation.

Entreprendre un travail de ce genre au moyen d'éléments divers, quelquefois contradictoires et toujours épars ou incomplets, pour en faire un tout à peu près homogène, est une tâche dont, seuls, les hommes habitués au *labor improbus* comprendront les difficultés. Qu'on ajoute à ces difficultés la certitude d'avoir à lutter contre un courant d'idées qui a un demi-siècle de permanence, et qu'il faut

détourner de la voie qu'il s'est faite , et l'on avouera qu'il faut une robuste cuirasse de convictions pour entreprendre une telle œuvre.

C'est celle que nous affrontons !

Il est inutile de dire , une fois pour toutes , que l'objet auquel nous aspirons étant purement économique , rien , dans nos appréciations , ne devrait blesser les susceptibilités personnelles ; mais , quoiqu'il en pût être , nous nous consolons dans la conscience d'avoir cherché le vrai , l'utile.

Que d'autres , plus heureux , parviennent à le découvrir , et nous nous en féliciterons !

Et d'abord un mot sur la géographie des deux Amériques , au point de vue commercial , avant d'entreprendre l'étude difficile d'une sorte de monographie du Paraguay , au point de vue de sa topographie et de l'économie politique qui en découle , pour le plus grand intérêt du commerce européen.

V

La France et les deux Amériques.

L'Europe occupe sur le planisphère et dans des proportions presque mathématiques le vide qui , sur l'Atlantique , sépare l'île Saint-Pierre (Terre-Neuve) du cap Saint-Roch (Brésil). Il en résulte que si l'Europe pouvait être enchâssée dans cet espace , en comblant le golfe du Mexique , le continent d'Amérique aurait une superficie égalant presque celle de l'Afrique et de l'Asie combinées.

En l'état , l'Amérique se trouve pour ainsi dire éventrée

par la mer des Antilles et le golfe du Mexique, de telle sorte que, sans la résistance de la chaîne centrale des Cordillères, les deux Océans se joindraient en formant, par leur union, une île immense de toute l'Amérique du Sud, aux sept cent mille lieues de superficie! On sait que la jonction des deux Océans est une des préoccupations de quelques esprits fort graves, et que plusieurs projets ayant avorté jusqu'ici, un chemin de fer relie seul les deux Océans, pour le moment, à travers l'isthme de Panama. Espérons qu'un émule de M. de Lesseps apparaîtra un jour pour tenter en Amérique, ce qu'il exécute actuellement avec un grand courage dans l'isthme de Suez.

Le canal de Suez mettra l'Inde à trente jours et la Chine à quarante jours de l'Europe; un canal pratiqué à Panama nous mettrait à quarante jours de nos îles Marquises et à quarante-cinq ou cinquante jours de l'Archipel immense de l'Océanie, d'une part jusqu'à Sidney, et d'autre part jusqu'au Japon, en touchant à notre récente possession de la Calédonie. C'est dire que les trois Océans seraient ouverts au commerce, sans solution de continuité, sur un parcours de quatre mille lieues marines, jusqu'à nos antipodes!

Quoiqu'il en soit, l'Amérique est située à l'Ouest de l'Europe, et, pour les 19/20^{es} de sa latitude Nord, parallèlement à celle de l'Europe.

Au point de vue de l'économie politique, qui est notre objet principal, cette condition géographique présente un intérêt singulier, en ce sens qu'il est impossible que le Nord de l'Amérique ne soit pas un émule très-respectable pour l'Europe. L'identité du climat et des produits naturels ne permet ni à l'Amérique du Nord ni à l'Europe de consommer les produits l'une de l'autre. Seulement l'Amérique produisant plus de céréales que sa propre consommation n'en demande, il lui est donné de suffire, par moments, aux exigences de la faim chez les Européens. Mais le temps vien-

dra où la question des céréales, sans être aussi énorme qu'elle l'est devenue pour l'Europe, préoccupera l'Amérique. Alors la production en céréales sera soumise aux lois rigoureuses de l'échange, et l'échange, nous l'avons dit, est la grande, mais la seule voie ouverte à la prospérité des nations. Ce ne sera donc que par l'industrie et les moyens perfectionnés de production, que pourra pencher la balance de nos profits du commerce international avec les Etats-Unis.

Si nous ne perdons pas de vue cette étoile polaire de l'intérêt économique de l'Europe, l'échange, devenu pour la France une question vitale, depuis le traité anglais qui l'oblige à de grands efforts, nous comprendrons sans peine la nécessité de l'étude géographique à laquelle nous nous livrons. En effet, l'Angleterre a sur nous un immense avantage sur le marché du Nord de l'Amérique, c'est d'y avoir introduit une consommation de ses propres produits correspondant à 48 francs pour chaque habitant. Si nous prenons la somme de notre exportation aux Etats-Unis, comme nous l'avons fait pour l'Angleterre, nous verrons qu'en 1860 le chiffre de 360,902,476 francs ne représente que 42 francs environ pour chacun des trente millions d'habitants du Nord de l'Amérique, exactement la même valeur que les trente millions de la race latine consomment dans l'Amérique, au Nord et au Sud de l'Équateur, en produits français. Il est vrai que notre mouvement commercial, entrée et sortie, avec les races latines de l'Amérique excède de deux cent millions celui des États-Unis avec nous; mais, en revanche, nous restions créanciers des États-Unis, en 1860, de 98,223,536, tandis que l'Amérique du Sud ne nous restait devoir, à la même époque, que 24,992,564 francs.

Ce fait de statistique démontre que nous avons un plus grand besoin des produits du Sud que de ceux du Nord de

l'Amérique, puisque notre intercourse avec le Sud étant de deux cent millions en sus de l'intercourse avec les États-Unis, ceux-ci restent nos débiteurs de plus de quatre-vingt-dix-huit millions, tandis que l'Amérique du Sud ne nous reste devoir que vingt-cinq millions à peine (voir le tableau). Donc, nous devons nous efforcer d'y introduire davantage de nos produits naturels ou fabriqués, afin que le chiffre de nos exportations ne soit jamais inférieur à celui de l'importation que nous en recevons.

Et voilà comment l'étude de la géographie s'allie intimement avec celle de l'économie politique qui se résume, elle-même, dans la balance des transactions commerciales, c'est-à-dire par la puissance des chiffres de la statistique.

Cet aperçu nous paraît suffisant pour faire bien comprendre que tout le progrès de nos rapports de commerce avec le Nord de l'Amérique réside uniquement dans la supériorité de notre industrie. C'est là un motif puissant pour marcher hardiment dans cette voie des progrès industriels, sous peine d'une prochaine et fatale infériorité qu'il nous faudrait subir.

En effet, si nous exceptons le coton, aucun produit naturel ne nous rend tributaire obligé des États-Unis, en raison de l'identité du climat, dû à l'identité de latitude des territoires respectifs.

Mais en est-il de même par rapport à l'Amérique du Sud? Bien au contraire!

Les territoires fertiles de l'Amérique finissent presque, dans l'hémisphère austral, au point où commencent, dans l'hémisphère boréal, les terres les plus fertiles, au midi de l'Europe. De cette situation opposée, arctique et antarctique, il résulte ceci : c'est que, tandis que l'Europe possède à peine 40° en latitude sous la zone tempérée, l'Amérique du Sud cesse d'être habitée et devient presque inhabitable sur le littoral, par le manque d'eau, au 45°, c'est à dire où

finir la zone tempérée du Sud qu'elle occupe en entier. De là il ressort que les produits similaires ne peuvent être obtenus que sur les dix derniers degrés de latitude Sud de l'Amérique habitable. Ce serait fort grave pour l'Europe si, à cette latitude Sud, l'Amérique possédait un *far west* comme les États-Unis ; mais le *far west* dans le Sud de l'Amérique finit sur la parallèle de Buenos-Ayres, c'est à dire par 35° de latitude. Encore faut-il dire que l'extension en longitude de la prairie Argentine du 60° au 70° a-t-elle à peine le tiers, en moyenne, de celle qui sépare Washington par 80° des sources du Rio del Norte, frontière du Mexique, par 108° de longitude 0.

Il paraît donc certain que l'Amérique du Sud ne sera jamais en concurrence avec l'Europe pour des produits similaires, notamment quant aux céréales, en raison du débouché sans bornes qu'elle trouvera, surtout pour les céréales, chez tous les voisins situés sous la zone torride, où le blé n'est pas cultivable.

Ces faits ainsi établis, on comprend que l'intercourse commerciale (que nous avons vu basée sur la supériorité de notre industrie, par rapport aux États-Unis, à cause de la similarité de leurs produits naturels avec les nôtres) devient un pur échange de produits naturels avec l'Amérique du Sud. Mais, attendu que nous avons besoin d'infiniment plus de produits naturels de l'Amérique du Sud que nous ne pouvons lui donner des nôtres, à cause de sa population très-minime, si on la compare à l'étendue de ses territoires, nous payons la plus grande partie de cet échange avec les produits de notre industrie, que ne nous demandent pas les États-Unis, d'une manière absolue, à l'exception des soieries.

Cet avantage immense pour notre commerce avec l'Amérique du Sud est dû, d'une part, à la dissemblance de nos produits naturels comparés aux siens, et, d'autre part, à

l'absence presque complète d'industrie dans l'Amérique du Sud. La première de ces conditions économiques sera permanente, puisqu'elle tient aux lois géographiques ; mais l'autre doit être considérée comme temporaire. C'est une raison de plus pour nous efforcer d'implanter le goût de toutes nos industries, si avant dans les besoins de l'Amérique du Sud, qu'elle n'ait aucun intérêt à s'en affranchir, au moyen de sa propre industrie, tant que ses produits naturels suffiront à payer et les nôtres et ceux de notre industrie. Or, si nos produits naturels consommables dans l'Amérique du Sud sont restreints aux vins et aux autres spiritueux, ceux de l'Amérique du Sud, exigés par notre propre consommation, sont innombrables. Citons seulement les principaux, tels que les laines, les peaux de bœufs, graisses et autres dépouilles, le sucre et le café qu'elle produit en abondance, et le coton qu'elle pourra produire à l'égal des Etats-Unis.

En voilà assez pour faire comprendre que toujours la France sera tributaire de l'Amérique du Sud, pour les matières premières les plus nécessaires à nos industries ou à notre consommation. De là, certitude d'un fret de retour pour notre marine marchande, fait qu'il suffit d'indiquer, pour en saisir toute l'importance, ainsi que l'ont établi les débats si remarquables qui viennent d'avoir lieu au Corps Législatif, sur la loi relative à la marine marchande.

CHAPITRE III

ESSAI D'UNE MONOGRAPHIE DU PARAGUAY

VI.

Foyer géographique d'action commerciale.

Nous avons généralisé les considérations d'une économie interocéanique, intimement liée à la géographie, par rapport à l'Amérique du Sud. Nous allons maintenant dessiner à grands traits la topographie spéciale du Paraguay, afin d'introduire au cœur même de l'Amérique du Sud le lecteur désireux d'étudier les sources de ses richesses naturelles qui n'attendent que l'action commerciale, pour donner à des contrées jusqu'ici mystérieuses ou ignorées, un immense développement.

Si l'intérêt français consiste surtout à introduire le besoin de nos produits naturels et industriels dans l'Amérique du Sud en général, nous pensons que c'est surtout au Paraguay que nous devons nous efforcer de faire pénétrer l'habitude et l'usage de nos produits.

Nous puisons cette conviction dans la topographie même du Paraguay, qui en fait l'unique entrepôt possible du commerce européen pour toute l'Amérique centrale comprise

entre Rio-Janeiro et la côte du Pérou, séparés par plus de 500 lieues de forêts vierges, en longitude. Que si nous prenons le continent de l'Amérique du Sud presque dans sa plus grande largeur, on trouvera un espace d'environ 800 lieues marines entre Bahia, l'ancienne capitale du Brésil sur l'Atlantique, et Lima, l'ancienne *ville des Rois*, capitale du Pérou, sur l'océan Pacifique. Ces deux grandes fondations coloniales du Portugal (Bahia) et de l'Espagne (Lima), situées également entre les 11° et 12° de latitude sud, se trouvent donc, à quelques minutes près, sur un même parallèle latitudinal, quoique éloignées d'environ 40° en longitude l'une de l'autre. Toutefois, en faisant abstraction de la navigation de l'Amazone qui donnera un jour l'action, la vie commerciale à la moitié nord de l'Amérique du Sud; l'autre moitié, plus vaste et bien autrement peuplée que la première par les races blanches et latines, n'aura pas un foyer d'action commerciale plus central que le Paraguay. De ce point, en effet, le commerce animera les solitudes, aujourd'hui sans échos, des régions les plus saines, les plus fertiles du Sud de l'Amérique et surtout les plus accessibles au commerce de l'Europe, grâce à cette magnifique canalisation fluviale qui se résume et vient se verser dans l'Océan Atlantique, par l'immense estuaire du Rio de la Plata. Mais ces eaux ne parviennent à l'Océan, qu'après avoir sillonné des espaces de terres qui occupent 21° ou 420 lieues marines en latitude et à peu près le même espace en longitude, si l'on part des sources des principaux affluents. C'est dire que les affluents du Rio de la Plata, du nord, de l'ouest et de l'est, rendent tributaires de ce fleuve-roi des territoires qui égalemment et surpassent même, à la rigueur, cent quarante mille lieues carrées, c'est-à-dire une moitié environ de la superficie de l'Europe.

Voilà, pour l'avenir économique du Paraguay, une base de rapports à établir par des voies toutes faites, puisqu'elles

sont naturelles, et dont aucun calcul préalable ne saurait limiter l'importance.

Un vapeur partant d'Europe, ira jeter l'ancre devant l'Asuncion, capitale du Paraguay, en 40 jours de navigation, y compris les escales, après s'être interné de 300 lieues dans la terre américaine.

Là, le commerce versera les trésors de l'industrie européenne aux mêmes conditions que les reçoivent aujourd'hui Rio-Janeiro et le Rio de la Plata. C'est dire que la province brésilienne de Matto-Grosso échangera son or, dont elle abonde, ou ses diamants, et la Bolivie, son argent de Potosi et son cuivre de Coro-Coro, directement avec l'Européen; ceci signifie aussi que la Bolivie pourra économiser les deux tiers du fret de 4275 francs par tonne (1), que subissent les produits de l'Europe pour y arriver par le Pacifique. D'autre part Matto-Grosso économisera 4 mois de temps et un transport ruineux pour les marchandises qui lui viennent de Rio-Janeiro à dos de mulets, ou six mois pour celles qui vont à Cuyaba, chef-lieu de Matto-Grosso, par les voies fluviales et au moyen de simples pirogues. Ces économies, qui représentent le quart ou le tiers de la valeur même de la consommation que ces contrées font aujourd'hui des marchandises européennes, augmenteront tout d'abord d'autant cette consommation. En outre, l'élan donné à la production, par le fait seul de l'ouverture d'un débouché normal et facile, tel qu'il deviendrait, au moyen d'un grand entrepôt d'échange formé au Paraguay, viendrait accroître encore cette production de toutes les denrées tropicales que ces contrées produisent. En effet, le sucre, le café, le coton ne sont cultivés dans la Bolivie, dans le Matto-Grosso ou dans

(1) *Statistique de la Bolivie*, par M. Delance, 1851, citée par M. Léon Favre, journal *El Orden*, de Buenos-Ayres, 1854, et *Revue contemporaine*, Paris, 15-31 août 1853.

le Paraguay, que pour les besoins d'une consommation locale fort restreinte, attendu que les frais de transport, pour arriver à l'Est jusqu'à l'Atlantique, et à l'Ouest jusqu'au Pacifique, centupleraient le prix de revient de leur culture. D'autre part, le grand Chaco, immense prairie déserte, sur les rives droites du Parana et du Paraguay, et qui confine, par le Nord, avec les provinces de Mojos et Chiquitos, peut, uni à elles, fournir des denrées tropicales pour la consommation de l'Europe entière. Ces deux provinces boliviennes forment précisément cet autre monde d'avenir que le célèbre Alcide d'Orbigny a si justement vanté en parlant du grand Chaco.

Après avoir ainsi démontré la connexion intime de la topographie du Paraguay avec ses destinées économiques, est-il besoin de longs détails techniques sur sa géographie ? Il suffira, pensons-nous, d'en poser les principaux jalons, surtout au point de vue des voies de communication.

Limité par le Rio-Parana à l'Est et au Sud, par 27° 45' de latitude, et par le Rio-Paraguay à l'Ouest, la république du Paraguay s'étend au Nord jusqu'au 20° 45' de latitude, selon ses limites primitives, qu'elle pose aux sources du Rio-Blanco, et seulement jusqu'au 24° 30' selon les prétentions du Brésil qui réclame la différence entre ces deux termes, depuis les sources du Rio-Apa. C'est ainsi que, toujours, le Brésil a cherché à se rapprocher de la zone tempérée au Sud de l'Équateur.

Ainsi enveloppée au Nord et à l'Est par le Brésil, à l'Est et au Sud par les missions de Corrientes, et à l'Ouest, par le Grand-Chaco, dont le Rio-Paraguay la sépare, mais que le Brésil et la Confédération Argentine disputent, soit au Paraguay, soit à la Bolivie, la République du Paraguay n'a d'autre issue, pour ses rapports commerciaux avec l'Europe, que les voies fluviales du Parana et du Rio-Paraguay. Les eaux de ces deux belles rivières se mêlent par les 27° 48'

de latitude Sud et coulent ensemble, sous le nom de Parana, jusque par les 34° de latitude Sud. Là, elles rencontrent le cours du Rio-Uruguay, dans lequel elles se fondent par une foule de canaux qu'on appelle *las bocas* ou les bouches du Parana et forment, par leur jonction, le goulot de l'immense entonnoir connu sous le nom de Rio de la Plata. L'abondance de ces eaux est telle qu'il ne leur a pas fallu moins de quarante lieues d'espace pour se déverser dans l'Atlantique, où elles forment l'embouchure du Rio de la Plata, entre le cap Sainte-Marie, rive gauche, par les 34° 22' latitude Sud, et le cap Saint-Antoine, par les 36° 15' sur la rive droite.

En dehors de cette voie unique pour le commerce extérieur, la République du Paraguay est pauvre en moyens de communications à l'intérieur. Ceci tient surtout à la nature montagneuse du pays dont le centre est occupé par des chaînes qui, venant du Brésil à l'Est, se divisent au Nord et au Sud sur la presque totalité du pays pris dans sa latitude. Cette disposition orographique du Paraguay, en pleine zone tropicale, est un immense bienfait, au point de vue climatérique. A ce bienfait est due l'énergie de la race qui s'y est formée, sous l'incubation de la dictature ou du sequestre absolu imposé par le D^r Francia. Du reste, on peut toujours faire des routes sur les montagnes, mais on ne saurait fabriquer des montagnes pour assainir, par l'altitude, un climat tropical, c'est-à-dire énervant. Heureusement que depuis la mort de Francia, ses successeurs ont travaillé avec ardeur et succès à l'amélioration de la viabilité intérieure, ainsi que nous le dirons bientôt.

Mais il faut dire tout de suite combien le Paraguay est favorisé, sous ce rapport, par les deux grandes rivières qui débouchent sur sa rive occidentale. L'une est le Rio-Pilcomayo qui, prenant sa source très-avant dans la Bolivie, dans les hauteurs de Sucre, l'ancienne ville de Chuquisaca, se jette dans le Paraguay, un peu au-dessus de l'Asun-

cion , après un parcours de plusieurs centaines de lieues, en traversant environ six degrés en latitude et neuf degrés en longitude. Cette artère fluviale assure à tout le Sud-Est de la Bolivie, qui en est sillonné de l'Est à l'Ouest, une voie facile pour le transport de ses produits. Or, les produits agricoles de la Bolivie sont connus par la supériorité de leur nature. Ainsi, le café de Yungas égale le mérite de celui de Moka, s'il ne lui est préférable par la suave et fine essence de son arôme. Le cacao est dans le même cas, par rapport aux similaires connus jusqu'ici, et le travail perfectionné de celui d'Apolobamba est avéré par le renom acquis au chocolat de cette provenance. Enfin, le sucre bolivien est renommé pour sa belle cristallisation, et le coton pour la longueur et la finesse de la soie. C'est aussi dans le haut Pérou seul qu'on trouve ces magnifiques laines si longues et si soyeuses qui en font l'égal de la laine Angora pour la finesse, mais dont le brin est encore plus long.

La raison de cette supériorité est bien simple; elle provient de l'altitude de ce pays que M. de Humboldt a nommé le promontoire de l'Amérique. Or, la pratique enseigne que tous les fruits des terres hautes sont plus savoureux que ceux des terres basses. Il en est de même dans l'élevage des animaux; la chair est d'autant plus savoureuse et le lainage d'autant plus soyeux, élastique et solide, que la pâture se trouve sur un sol plus élevé. En effet, si la terre y est moins profonde que dans les plaines, elle contient un vrai terreau formé des détritits, et la pureté extrême de l'atmosphère dans ces contrées fait le reste. Ces faits sont élémentaires pour les éleveurs, comme pour les agriculteurs, et si les études des maîtres ne nous l'avaient enseigné, la Bolivie et ses produits comparés aux produits similaires des contrées tropicales comme elle, mais d'une moindre altitude, seraient tout un enseignement irrécusable comme un fait.

Eh bien ! ces richesses du promontoire américain sont

sans profit pour l'Europe, parce qu'elles n'ont qu'une sortie facile, par le Pilcomayo, mais elle ne sera praticable, pour le commerce, cette sortie, qu'après que le Paraguay ne sera plus exposé à se clore, à se séquestrer, pour se soustraire à l'ambition de ses voisins; vérité que nous démontrerons bientôt.

Mais continuons : au Sud du Pilcomayo est le Rio-Vermejo, autre merveille fluviale formée d'une foule d'affluents. Les uns viennent de l'Ouest, et les principaux sont le Rio-del-Valle, né dans la chaîne Lumbraera. (Ces montagnes occupent presque du 23° au 24° latitude sud et presque du 63 au 64° longitude ouest), et le Rio-Grande, venant aussi de l'Ouest et sorti des hauteurs de Humaguaca, au Nord de Salta, par 22° 50' latitude et 66° longitude Ouest. Il se jette, au-dessous d'Oran, dans le Vermejo, déjà grossi par le Rio-Tarija. Cette dernière rivière descend du nord des montagnes qui ont donné ce nom à la province aujourd'hui bolivienne, mais qui faisait partie, jadis, de la vice-royauté de Buenos-Ayres.

Ces deux puissants affluents venus de l'Ouest, le Pilcomayo et le Vermejo, se jettent dans le Rio-Paraguay, rive droite, le premier par 23° 45' et l'autre par 26° 50' latitude sud. Entre ces deux parallèles ils enserrent la vaste et déserte section du Grand-Chaco, connue sous le nom de Llanos de Manzo, du nom de cet intrépide batailleur de la conquête espagnole qui en fit la première exploration. Tout l'avenir de ces fertiles régions dépend donc de la libre navigation du Rio-Paraguay. L'Espagne l'avait bien compris, alors qu'elle sépara tous les pays à l'Est des Andes, de la vice-royauté du Pérou, pour en former la vice-royauté de Buenos-Ayres.

On voit, en effet, qu'au moyen de ces deux magnifiques affluents, le Paraguay est l'entrepôt obligé des produits que donnera un jour au commerce, non-seulement le Grand-

Chaco qui comprend près de quarante mille lieues carrées de superficie, aujourd'hui prairie déserte dans la Confédération Argentine, mais encore les produits de cette autre prairie aussi déserte et tout aussi vaste, qui forme les provinces Boliviennes de Mojos et de Chiquitos, dont nous avons parlé. Nous n'en voulons pour preuve que l'intérêt inspiré jadis aux Jésuites pour le Rio-Vermejo surtout. où ils avaient formé l'établissement de la Concepcion, et, de nos jours l'exploration de cette même rivière qui a été faite par deux intrépides voyageurs : en 1826, l'infortuné Soria, qui paya son courage par plusieurs années de détention, sous l'ombrageuse dictature de Francia qui le fit saisir au débouché du Rio-Vermejo dans le Rio-Paraguay ; l'autre exploration, en 1853, heureusement accomplie par le capitaine génois, Joseph Lavarello, qui a dressé une magnifique carte du Rio-Vermejo, longue de trois mètres et large de deux mètres, que nous avons pu admirer, grâce à l'excellent M. Cerutti, résidant à Parana, et alors ministre du roi de Sardaigne près la Confédération Argentine.

Voilà, en peu de mots, tout le secret *économique* de la résistance si remarquable qu'oppose le Paraguay (ne fût-ce qu'instinctivement) à la coalition de ses voisins, parce qu'il a l'intuition de sa valeur géographique.

Voilà ce qui fait que cet intéressant pays, depuis qu'il est affranchi de la dictature de Francia, n'a cessé d'invoquer, de ses voisins, le droit naturel de descendre librement les cours d'eau qui le mettront en rapport avec l'Europe.

Voilà pourquoi le Paraguay a justement considéré comme une *rupture de l'équilibre des États de la Plata*, l'invasion de l'État oriental par le Brésil ; mot *profondément économique* et dont on s'est moqué si inconsidérément (1).

(1) Outre sa valeur économique, ce mot repose aussi sur les droits d'un traité.
« Un traité d'alliance offensive et défensive (écrit le général Pacheco y Obes)
« fait, plus tard, avec le Brésil, et ratifié par S. M. l'Empereur, révèle l'existence

Voilà enfin pourquoi, sans compter le nombre de ses adversaires, le Paraguay s'est jeté tête baissée dans la lutte inégale qu'il soutient aujourd'hui.

Et on l'accuse d'ambition!!

Mais ne faudrait-il pas accuser plutôt l'Europe elle-même de n'avoir pas la conscience de ses propres intérêts?

En effet, quel serait le gouvernement du Paraguay assez insensé pour permettre (pouvant l'empêcher) à la première puissance maritime de l'Amérique du Sud, d'acquérir une influence souveraine dans le Rio de la Plata?

C'est exactement comme si l'Angleterre s'emparait des embouchures du Rhin! Est-ce que l'Europe centrale ne resterait point à sa discrétion? Eh bien! le Brésil dominant, n'importe à quel titre, sur les eaux de la Plata, n'exercerait pas une moindre influence sur les 140 mille lieues carrées des territoires tributaires de ce fleuve roi!! Ceci soit dit au point de vue économique. Quant au point de vue social, comment comparer le Brésil avec l'Angleterre?

Cette comparaison économique est tellement vraie, tellement juste, tellement grave, que nous n'hésitons pas (ce qui est toujours difficile) à prophétiser un fait plus ou moins prochain, quel que soit le résultat de la guerre actuelle : c'est le renversement de la coalition. — La confédération Argentine elle-même n'acceptera jamais le vasselage fluvial du Brésil.

« du Paraguay au monde politique, *puisque ce traité a pour base la conservation de la nationalité de l'État Oriental.* » *Le Paraguay, son passé, son présent, son avenir.* Avant-Propos. — Paris, 1851, Lacombe.

Voici, en outre, les articles de ce traité qui impliquent une alliance offensive et défensive entre le Brésil et le Paraguay.

ART. 8. — Au cas où la république du Paraguay se verrait menacée de quelque hostilité, S. M. l'Empereur du Brésil emploiera tous ses efforts, non-seulement pour prévenir les hostilités, mais encore pour que la République obtienne une juste et complète satisfaction des offenses reçues.

ART. 23. — Les hautes parties contractantes s'engagent à travailler d'un commun accord et avec toute efficacité, afin d'obtenir pour leurs sujets la libre navigation du Rio-Parana jusqu'au Rio de la Plata.

Ceci veut dire que le Brésil, surtout s'il triomphait du Paraguay, se verrait immédiatement exposé à voir tous les États d'origine espagnole, qui possèdent le Rio de la Plata et ses affluents, se coaliser contre lui pour lui enlever la suprématie fluviale. Et c'est pourquoi nous ne cesserons de considérer le conflit actuel comme une vraie calamité, non-seulement pour le Paraguay, et les États riverains de la Plata, mais encore pour le Brésil et pour son empereur, qui, personnellement, a tout à perdre et rien à gagner dans ce triste conflit. Seulement il était inévitable, d'après les lois économiques dépendantes de la géographie, dès le moment que des circonstances spéciales pourraient unir les traditions du Brésil aux ambitions de Buenos-Ayres.

Si, par contre, le Brésil venait à être repoussé par le Paraguay, c'est alors que la coalition serait bientôt conclue contre lui, pour lui faire payer les frais de la guerre!

L'étude sommaire que nous venons de faire de la géographie du Paraguay ne fait-elle pas comprendre, en effet, toute l'importance de la résolution suprême de son gouvernement dans le conflit actuel, dont nous allons bientôt nous occuper?

En suivant sur la carte notre rapide description, on sentira tout ce que nous avons voulu exprimer, en disant que le Paraguay avait la conscience de sa valeur géographique.

Nous disons plus : ce pays est à nos yeux comme *le seuil de tout un nouveau monde commercial, encore inconnu de l'Europe.*

VII.

Lutte d'influence dans le Paraguay. — Colonie française.

Que le régime colonial de l'Espagne, qui vivait de restriction, comme tous les régimes coloniaux, ait dérobé pendant trois siècles à l'ambition du commerce le Paraguay et les immenses territoires qui en sont tributaires, on le conçoit sans peine.

Que les cinquante années de guerre civile qui ont suivi l'indépendance des vice-royautés espagnoles, aient obligé le Paraguay à se séquestrer hermétiquement pendant vingt-cinq ans sous la dictature de Francia, pour conserver et consolider ainsi ce qu'on pouvait appeler l'incubation de son homogénéité, c'est déplorable sans doute, et cependant on le comprend encore.

Mais ce qu'on ne comprend plus, sans y reconnaître une regrettable erreur de tous les gouvernements d'Europe et d'Amérique, c'est que depuis vingt-cinq ans que la dictature a cessé avec la vie du dictateur, le Paraguay ait pu invoquer ses voisins pour affirmer son indépendance, et en appeler à l'intérêt général, au moyen de traités de navigation, pour se voir, en définitive, réduit aujourd'hui à se défendre corps à corps contre ses deux plus proches voisins : le Brésil et la Confédération Argentine.

Et cependant l'empire du Brésil avait risqué presque une guerre avec la même prétendue Confédération, qui résidait précisément alors en Rosas tout seul, pour avoir été le premier à reconnaître l'indépendance du Paraguay en 1844.

Cet acte de représailles répondait à la non ratification, par Rosas, du traité que son ministre à Rio-Janeiro avait signé *ad referendum*, en 1843, avec le gouvernement du Brésil. Ce traité avait pour objet d'unir les forces brésiliennes à celles de Rosas pour obtenir d'un coup la réintégration de la province de Rio-Grande, alors en guerre avec le Brésil, dans le giron de l'empire, et, d'autre part, la cessation de la résistance que faisaient à Rosas Montevideo, Corrientes et le Paraguay, en train de se coaliser contre le tout-puissant Rosas. Celui-ci avait voulu amuser le Brésil par cette négociation, afin que le Brésil ne pût se jeter dans la coalition imminente des provinces de la Confédération limitrophes du Brésil, et auxquelles la protection de l'empire aurait donné une puissance suffisante pour renverser Rosas. (C'est, en effet, ce qui est arrivé huit ans plus tard.)

Mais cette cauteleuse négociation traîna assez en longueur pour permettre à Rosas de dissoudre la coalition dont il était menacé, et il crut alors pouvoir refuser l'appui du Brésil, qui l'en châtia immédiatement en reconnaissant l'indépendance du Paraguay. Ceci se passait dans le temps que Rosas, absorbé par l'invasion de la République Orientale, qui lui avait valu l'intervention anglo-française, attendait d'achever la conquête de Montevideo, pour frapper du même coup le Brésil et le Paraguay. Son plan était connu.

Quelques partis de cavalerie sur la frontière du Brésil étaient suffisants pour prêcher une croisade en faveur de l'émancipation des noirs, et accueillir ceux-ci, dont on aurait fait des soldats de la liberté! Ainsi aurait recommencé la révolution, ou mouvement républicain dans le Rio-Grande, qui venait de coûter neuf ans de lutte dans cette province avec le gouvernement central de Rio-Janeiro, mais cette fois aggravée par une guerre de races....

Tandis que, sans plus d'efforts, Rosas pouvait tenir en échec les principales forces du Brésil, réunissant toutes ses

troupes, si elles eussent été victorieuses à Montevideo, il les aurait lancées contre le Paraguay pour le châtier d'avoir voulu être indépendant.

Aurait-il réussi ? C'est une question. Mais le Brésil, instruit de ces projets masqués sous des négociations diplomatiques, profita des graves embarras qui retardaient l'exécution des projets de Rosas, pour reconnaître le premier l'indépendance du Paraguay, frappant ainsi Rosas à l'endroit le plus sensible de ses aspirations, puisque c'était un nouveau démembrement du groupe Argentin, et en s'assurant par là d'un allié dévoué, et relativement puissant. En effet, le Paraguay uni au Brésil décuplait d'un coup la force et l'influence du Brésil, qui pouvait à cette époque en tirer, le cas échéant, une armée d'au moins 30,000 hommes, autant ou mieux disciplinée que la meilleure armée de l'Amérique du Sud.

Telle était la politique sagement inaugurée par le Brésil contre l'attitude menaçante de Rosas, malgré les formes doucereuses de sa diplomatie.

Ces faits se passaient de 1843 à 1850. Le Brésil en a profité pour attendre patiemment et sans alarmes l'occasion qui allait se présenter de frapper son adversaire du coup de mort.

Le 1^{er} mai 1854, le général Urquiza arbore le drapeau de l'INDÉPENDANCE DES PROVINCES contre la dictature de Rosas. Car il ne faut pas se méprendre sur ce grand fait ! Il explique logiquement la conduite du général Urquiza dans le conflit actuel de Buenos-Ayres avec le Paraguay. En effet, Urquiza, en sa qualité de protecteur des provinces, ne peut aider le Brésil et Buenos-Ayres à dominer le Paraguay. Mais en 1854, l'affranchissement des provinces, idée dominante chez Urquiza, était cachée sous la délivrance de Buenos-Ayres de la dictature de Rosas. Et c'est pourquoi, dès que la prétention provinciale voulut se faire jour, Buenos-Ayres écon-

duisit Urquiza (14 septembre 1852), son propre libérateur. Toutefois, cet acte éclatant de 1854 avait été acclamé par les adversaires du dictateur. Mais il avait été précédé de cette fameuse négociation secrète dans laquelle Don Manuel Herrera y Obes avait joué sa tête, pendant trois ans, entre le Brésil et Urquiza (1), et qui amena la chute de Rosas, le 2 février 1852, à la bataille de Caseros, livrée par l'armée coalisée du Brésil, d'Urquiza et de Montevideo, aux portes même de Buenos-Ayres.

Le Paraguay dut voir dans ce grand événement une certitude de n'avoir plus à disputer son indépendance, qui, reconnue bientôt par cinq puissances européennes et trois États américains, avait été si longtemps et si opiniâtement contestée par Rosas lui seul !

En effet, le 15 juillet de la même année, l'indépendance du Paraguay fut reconnue par le gouvernement Argentin présidé par Urquiza, et le traité, signé par son représentant, M. Derqui, ne fut ratifié que le 4 juin 1856 (2). Mais déjà, le 4 mars 1853, avait été signé par le Paraguay le traité de navigation avec la France, l'Angleterre, les États-Unis (3) et l'Italie, dont les représentants étaient réunis dans la ville de l'Asuncion, capitale du Paraguay.

Ici prend place un incident auquel il est bon de s'arrêter.

Vers cette époque, Don Solano Lopez, fils du Président du Paraguay, vint en Europe, et son premier soin fut de

(1) Voir *les Otages de Durazno*, chap. III, pages 60 et 72.

(2) Nous prenons ces dates dans l'*Histoire physique, économique et politique du Paraguay*, par L.-Alfred Demersay, tome II, page 435, où il est dit en outre ce remarquable à-propos :

« Ainsi s'éteignit une hostilité qui datait de l'indépendance ; mais malgré des témoignages d'estime réciproques et quelques procédés de bon voisinage que nous raconterons, on ne saurait affirmer que tous les hommes d'État argentins aient à jamais renoncé à l'espoir de replacer la province émancipée sous le drapeau de la Confédération. »

(3) On a déjà vu que le traité avec les États-Unis ne fut ratifié que plus tard :

provoquer l'émigration pour son pays. Un premier essai fait en France eut très-malheureusement un mauvais résultat. Ce fâcheux contre-temps était-il dû à la mauvaise réception qu'on accuse le père de Lopez d'avoir fait aux colons, ou bien à la composition même de cette colonie d'essai ?

Les opinions sont partagées, comme il arrive toujours en pareille occurrence ; mais il faut déplorer que le gouvernement du Paraguay n'ait pas su accepter en silence tous les mécomptes de cet essai, en s'en servant de correctif pour hâter d'autres entreprises mieux organisées. Ainsi, le Président Lopez se plaignait qu'au lieu de colons agriculteurs qu'il avait demandés à l'exclusion de tous autres, et il avait raison, on lui eût envoyé une collection d'émigrants de toute sorte dont le Paraguay ne se souciait guère pour le moment, et il n'avait pas tort. Quoiqu'il en soit, cette affaire, aussi regrettable pour le Paraguay que pour les pauvres colons eux-mêmes, donna lieu aux plus déplorables tiraillements et à une protestation de notre consul, M. de Brayer, qui fut suivie du refus de nouveaux passeports de France pour le Paraguay, et enfin d'une note de notre ministre des Affaires étrangères à laquelle le Président Lopez donna satisfaction.

D'où que vinssent les torts, la première supposition du mauvais accueil qui aurait été fait aux colons n'est point admise par l'auteur de l'*Histoire physique, économique et politique du Paraguay*, toujours si loyal dans le récit des faits, alors même qu'il les apprécie sévèrement. M. Demersay dit, tome II, pages 447-48, en parlant du Président Lopez :

« Mais, obligé de faire honneur aux engagements contractés en son nom par son fils, il parut s'exécuter de bonne grâce. »

Quant à l'insalubrité du lieu choisi pour son établissement, et exposé à de fréquentes inondations, que réfère le même auteur, on ne saurait l'admettre, puisqu'à la page qui

précède il est dit qu'on établit les colons « dans le parage
« nommé *El Cerrito*, déjà occupé par un blockhaus et une
« petite garnison. » Or, un *cerrito* est une éminence, par conséquent non inondable, et la preuve, c'est qu'il y avait déjà un blockhaus destiné à surveiller les mouvements des Indiens du Grand-Chaco. Notre opinion se trouve ici confirmée par un auteur d'un grand poids aussi, c'est M. Alfred M. du Graty, déjà connu par son beau et bon ouvrage sur la Confédération Argentine, et qui vient de faire la plus sérieuse et la plus complète description du Paraguay qui soit encore connue. Dans ce nouveau travail, si remarquable à tous les points de vue (ce qui ne nous empêche pas de différer d'opinion avec l'auteur au sujet de la naturalisation des enfants d'étrangers), nous lisons ce qui suit au sujet des colons français du Paraguay : « Au-dessus de l'embouchure
« du Rio-Confuso, dont les eaux sont saumâtres, est située
« la *Villa-Occidental*, fondée en 1833 sous le nom de
« Nouvelle-Bordeaux, avec des colons français, qui se
« dispersèrent ensuite. La villa est bâtie sur la rive
« même du Paraguay, qui est assez élevée en cet endroit,
« et présente un très-bon port. » — (*La République du Paraguay*, Bruxelles, 1865, page 433.) Et ailleurs, page 189 :

« *Villa-Occidental*. La situation du village, sur une colline
« élevée qui se prolonge au loin dans le Chaco, au bord du
« fleuve Paraguay, qui a un excellent port en cet endroit,
« est des plus heureuses. A l'abri de tout danger d'inondation, entouré de terrains excellents pour l'agriculture et
« de bons pâturages, ce nouveau village ne pouvait manquer de prospérer, car sa proximité de la capitale, six
« lieues, et la commodité des transports par le fleuve lui
« donnent un écoulement facile et certain de ses produits

« Le village est couvert par des postes militaires éloignés à deux ou trois lieues de distance de celui-ci, et

« qui rendent impossible toute invasion sérieuse de la part
« des Indiens. La vaste étendue de terrains qu'ils protègent
« est formée de vallées qui servent au pâturage du bétail et
« de collines couvertes de forêts, et dont tous les versants
« ont été mis en culture.

« L'oranger, le citronier, le cédratier, le figuier et le
« bananier croissent avec force et vigueur dans ces ter-
« rains, et le manioc, la patate, le maïs, le tabac, le coto-
« nier et la canne à sucre donnent de bonnes et abondantes
« récoltes. Villa-Occidental est le village qui a la plan-
« tation la plus importante de cannes à sucre. Les planter
« légumineuses et potagères s'y cultivent aussi avec bon
« résultat.

« Les forêts voisines fournissent avec abondance les bois
« les plus estimés pour la construction, tels que le cèdre,
« l'algarobo, le lapacho, le quebracho, l'urundeï, le timbò
« et le curupaï.

« Des hauteurs avoisinantes l'on extrait des grès durs et
« compactes de très-bonne qualité pour la bâtisse, et par-
« tout l'on trouve des terres excellentes pour la fabrication
« des tuiles et des briques.

« Cette partie du Chaco, si favorisée sous tous les rap-
« ports, avait été occupée et peuplée, le siècle dernier, par
« le gouvernement du Paraguay. L'on rencontre encore sur
« les hauteurs d'anciens établissements, et près de ceux-ci
« des arbres fruitiers, tels que le goyavier, la raquette (tu-
« na de Castilla), etc. L'un de ces établissements était la
« *Réduction* (nom donné aux missions des Jésuites) qu'avait
« fondée l'ecclésiastique Amancio Gonzales, sur une hau-
« teur à deux lieues N.-N.-O. du village actuel, et qui con-
« serve le nom d'Amancio Cué (1).

« Les postes qui couvrent le district de Villa-Occidental

(1) Amancio cué : de Amancio (Esp.), prénom du fondateur, et de cué, corruption de fue qui fut.

« sont : Confuso et Saladillo, sur la rive gauche du Rio-
« Confuso ; Curecua, Tuna et Soledad, au Nord-Est ; Haba,
« Palma-Seca, Palma-Sola, Palmar, Estrella et Dulce, au
« Nord, sur les bords des rivières Verde et Dulce. Il existe
« aussi sur une haute butte, au centre de la plaine voisine
« du village, et à une lieue au Nord-Nord-Ouest de celui-
« ci, un poste d'observation qui rend impossible, sans qu'on
« s'en aperçoive, le vol du bétail qui paît dans cette plaine.
« Toutes ces gardes sont fournies par l'armée permanente
« et cultivent, à proximité des postes qu'elles occupent,
« les denrées nécessaires à leur alimentation, de manière
« qu'aucune charge ne pèse sur les habitants de ce district,
« que le gouvernement favorise encore en leur fournissant
« le bétail.

« Le village forme déjà aujourd'hui (1864) un centre de
« population important ; il est bien bâti, les rues sont lar-
« ges, coupées à angles droits et bien alignées. Un oratoire
« provisoire avait été élevé dès sa fondation, aujourd'hui
« l'on y bâtit une grande église. Le gouvernement a fait
« établir aussi des moulins à moudre la canne à sucre, et
« des chaudières pour la fabrication des sirops ; l'usage
« gratuit en est livré à tous les cultivateurs qui n'ont pas
« encore le moyen d'en avoir à eux.

« En présence de la prospérité actuelle de Villa-Occi-
« dental et des avantages que ce beau district offre aux
« agriculteurs, l'on est porté à regretter plus vivement
« encore que la colonie française, qui coûta tant d'argent
« au gouvernement du Paraguay pour son transport et son
« établissement, se soit dissoute, car ces sacrifices n'eus-
« sent pas été stériles, si l'armateur chargé d'engager les
« colons eût rempli dûment ses engagements en envoyant
« des agriculteurs et non des hommes de métier, recrutés
« tout à fait hors des conditions voulues ; ce noyau de
« population étrangère eût attiré l'immigration spontanée,

« ce qu'avait à cœur le gouvernement du Paraguay, que l'on
« a si injustement calomnié à ce sujet. »

D'après cet examen des lieux et de la prospérité actuelle des habitants, on peut donc croire que la dispersion des colons français a eu des causes indépendantes du choix de la localité.

Nous nous sommes étendu sur cet incident qu'il faut appeler douloureux, sans le considérer, toutefois, comme une cause nécessaire de répulsion absolue dans nos rapports avec le Paraguay. Il y a eu, dans toute cette affaire, sans doute plus de malentendus, aggravés par les difficultés premières de tout essai de colonisation, que de mauvaises intentions.

Quant à nous, qui sommes très-nourri de ces difficultés que le colon ne prévoit jamais, avant de se trouver face à face avec elles, nous avons dit quelque part qu'une entreprise de colonisation devrait être entourée d'assez de précautions préalables, pour qu'à son arrivée sur les lieux le colon y trouvât son toit prêt et la table mise ! Et encore ne serait-on pas exempt de plaintes, tant il faut avoir égard aux impressions premières, à 2,000 lieues du foyer paternel et de la patrie absente ! !

C'est à la non exécution de ces précautions et de ces préparatifs que sera toujours dû l'insuccès des entreprises de colonisation. Mais partout où l'on voudra les pratiquer, on aura conquis, tout d'abord, la première et la plus grande condition d'un progrès que le temps ne pourra qu'affermir, avec d'autant plus de rapidité qu'on aura fait plus de sacrifices au préalable. Le sacrifice, dans ce cas, est une semence qui donnera ses fruits au centuple.

VIII

Essor économique : routes, canaux, hauts-fourneaux, navigation à vapeur, chemins de fer. — Deux statistiques à quinze ans d'intervalle. — Nécessité de l'indépendance du Paraguay dans l'intérêt du commerce.

Mais revenons à l'indépendance du Paraguay enfin reconnue par la Confédération Argentine, après 40 ans de refus de la part des gouvernements de Buenos-Ayres, et affirmée par un traité solennel avec trois grandes puissances maritimes de l'Europe, et avec les États-Unis du nord de l'Amérique.

Dès lors on voit le Paraguay prendre un essor considérable, si on le compare à son inertie commerciale avant d'avoir pu faire reconnaître son indépendance.

Ici, nous ne pouvons mieux faire que de citer M. A. Demersay, dont les informations sur les faits de statistique du Paraguay, toujours puisées aux sources officielles, méritent toute confiance.

« La marche du commerce paraguayen est ascensionnelle.
« De 572,533 piastres, en 1851, la somme des exportations
« et des importations réunies s'est élevée, en 1859, à
« 3,736,326 piastres. Le chiffre des premières pour les dix
« années écoulées, de 1851 à 1860 inclusivement, s'est
« élevé à 11,229,121 piastres, et celui des secondes, pendant le même temps, à 7,379,107 piastres; différence en
« faveur des exportations, 3,850,014 piastres. On voit que
« la remarque faite précédemment pourrait trouver encore
« place ici, et que le Paraguay continue à recevoir moins

« qu'il n'exporte : il ne nous paraît pas sans intérêt de si-
« gnaler de nouveau ce symptôme favorable des conditions
« économiques du pays.

« En 1860, nous retrouvons, pour les exportations,
« 1,693,904 piastres, et pour les importations, 885,841
« piastres. » (*Hist. phys. écon. et politique du Paraguay*,
2^e vol., page 199).

Ce qui frappe surtout dans les chiffres comparés entre l'importation et l'exportation, ainsi que le fait observer M. A. Demersay, c'est la balance commerciale si favorable pour le Paraguay. Ce fait indique quel accroissement est promis au commerce européen dans le Paraguay, dès que ce pays aura pu travailler au développement de ses produits, au moyen de la libre et sûre navigation de son propre pavillon sur les eaux fluviales, à l'égal de tous autres pavillons.

Mais ce qui donne à cette marche prospère un cachet singulier d'initiative gouvernementale, c'est l'entrain avec lequel le président Lopez entreprend de créer successivement tous les éléments de la prospérité nationale, en formant des chantiers de construction d'où sortent des bateaux à vapeur qui naviguent régulièrement dans les eaux du Paraguay et du Parana, d'où ils ont porté, jusqu'en Europe, pour la première fois, les couleurs du drapeau paraguayen. L'exploitation des mines de fer donne lieu à la construction de chemins de fer, progrès que nul État du Rio de la Plata, même les plus fiers de leur civilisation, n'avait acquis avant le Paraguay, qu'on appelle barbare !

Ces entreprises, à la hauteur de notre époque, exécutées résolument, dans un pays que certaines opinions supposent vulgairement être encore dans un état de pure barbarie, ne démontrent-elles pas que ces opinions naissent de l'ignorance et de l'erreur ?

Pour bien comprendre que la construction de navires à vapeur et d'un chemin de fer dans le Paraguay ne sont point

le fait d'un orgueil banal, qui aurait porté le président Lopez à étaler des progrès dont les États voisins, même les plus avancés, étaient alors encore privés, il faut savoir que ces deux créations, les plus modernes, ont été précédées de grands travaux préparatoires exécutés sous son consulat. Nous ne pouvons mieux faire, pour l'instruction de ceux qui l'ignorent, que de transcrire ce que raconte un témoin digne de foi.

« Avec une activité et un empressement qui feraient hon-
« neur à des gouvernements mieux fournis de ressources
« et de moyens auxiliaires, le gouvernement consulaire
« entreprit l'ouverture de nouvelles routes, en perçant les
« forêts sur une étendue extraordinaire, pour faciliter le
« transit et le commerce à l'extérieur. Le chemin que l'on
« ouvrit à travers le mont appelé *Caio*, a 48 kilomètres
« de long et 5 mètres de large, et celui qui traverse le mont
« nommé *Palomares* vient d'être fait sur une longueur de
« 24 kilomètres et une largeur de 12 mètres. A ma sor-
« tie du Paraguay, on était en train d'ouvrir une voie qui
« devait être convertie en chemin carrossable, depuis Villa-
« Rica jusqu'à la rive du Parana, à la hauteur approximative
« de l'embouchure, dans ce fleuve, de la rivière Curitiba
« ou Iguazu, qui traverse la province brésilienne de Saint-
« Paul. On avait construit des ponts sur plusieurs courants
« d'eau et sur des ravins périlleux pour le transport; et là
« où la largeur des eaux était trop considérable, on avait
« établi, aux frais du gouvernement, des bateaux de passe
« (des bacs) qui rendaient le transit sûr et facile.

« Dans le district de la ville de Rosario, où il existe beau-
« coup d'établissements d'élevés de bestiaux (*Estancias*),
« les propriétaires étaient fréquemment exposés à des sé-
« cheresses excessives qui occasionnaient la dispersion, le
« mélange et la perte des troupeaux. Le gouvernement fit
« ouvrir un canal de 20 à 24 kilomètres, qui, servant de

« réservoir à plusieurs ruisseaux, conserva de l'eau dans les
« plus terribles sécheresses. Un travail semblable et dans
« le même but fut exécuté dans le département de San Es-
« tanislao.

« On a pris, pour la frontière du nord dans le Haut-Para-
« guay, contre les incursions des Indiens insoumis, des
« mesures de sûreté qui devaient contribuer puissamment
« à relever la ville de la *Concepcion* de sa décadence, et à
« peupler les riches et fertiles territoires que la république
« possède dans ce département. Dans ce but, le gouverne-
« ment a fondé la ville de San Salvador sur le Paraguay, bien
« au-dessus de la *Concepcion*, et a couvert tous les gués du
« Rio Apa par une ligne de petits postes fortifiés. Grâce à
« ces mesures, la ville de la *Concepcion* ressuscita visible-
« ment. On forma immédiatement de nouveaux établisse-
« ments; on se livra à de nouveaux travaux et à de nou-
« velles branches d'industrie; on exploita des carrières de
« pierre calcaire, article que le Paraguay importait aupa-
« ravant.

« Perseverant dans ce système d'amélioration et de
« progrès, le gouvernement résolut de fonder de nouvelles
« villes en même temps qu'il renversait les obstacles qui
« s'opposaient au développement d'autres déjà existantes,
« telle que Villa-Franca, qui, située au fond d'une plaine,
« avait beaucoup à souffrir aux époques des pluies. On
« ouvrit des canaux d'égout pour les eaux stagnantes, et
« le terrain s'est beaucoup amélioré (1). »

On le voit, c'est après une douzaine d'années employée
à ces améliorations intérieures, que le Président Carlos
Lopez se crut autorisé à se lancer dans les grandes entre-

(1) *Le Paraguay, son passé, son présent, son avenir*. Traduit de l'espagnol et publié par le général Melchior Pacheco y Obes.— Paris, 1851, Lacombe.

prises modernés qui demandent l'emploi de la vapeur. Ceci prouve combien cet esprit organisateur procédait avec prudence et mesure, avec poids et méthode.

Pour apprécier sainement la justesse des appréciations faites de 1842 à 1848, par l'auteur des *Lettres sur le Paraguay*, il faut lire attentivement dans l'excellent ouvrage de M. Alfred M. du Graty (*la République du Paraguay*, Bruxelles, 1865) la description des progrès qui se sont opérés dans ce pays, depuis 1848 jusqu'à nos jours.

Nous pensons faire acte de justice, en publiant des extraits de ce beau livre que tout homme impartial doit lire, s'il veut connaître non-seulement ce qu'a été le Paraguay, mais surtout ce qu'il est actuellement; ce dont, malheureusement, beaucoup d'écrivains qui en parlent ne se doutent guère.

Laissons donc la parole au témoin oculaire de *ce qui est* au Paraguay, *actuellement*.

« *Gouvernement.* — Comme on a pu le voir dans le chapitre contenant l'Esquisse de l'histoire du Paraguay, le gouvernement de la République se compose des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Le pouvoir exécutif est exercé par un président élu pour dix ans, assisté de quatre ministres secrétaires d'État: des Affaires étrangères, de l'Intérieur, de la Guerre et de la Marine, et des Finances. Le revenu principal de l'État consiste dans la vente de la Yerba Maté (1), dans le produit de ses établissements ruraux et dans les droits de douane.

« En 1857 le produit de la Yerba Maté et celui des établissements ruraux de l'État ont donné..... F. 8,464,323

« La même année, la location des terres publiques, etc., ont produit..... 4,280,000

« Formant pour 1857 un revenu total de.. 12,444,323

(1) Herbe *Maté* ou feuille de l'*Ilex paraguensis*. Séchée au four, pilée

« L'État n'a pas de dettes; il tient, au contraire, une
« forte réserve en numéraire dans ses caisses. L'adminis-
« tration des deniers de l'État est soumise à un contrôle
« vigilant.

« La force militaire se compose de l'armée de terre et
« de la marine. La première se divise en armée perma-
« nente et en réserve. L'armée permanente est de 12,000
« hommes, bien instruits, bien disciplinés, bien ha-
« billés et bien armés, dont 2,500 sont en garnison
« dans la capitale, le restant à Humaïta, au camp de
« Bella-Vista, et dans les nombreux postes de la fron-
« tière. La réserve se compose des miliciens des diffé-
« rents départements qui atteignent le chiffre de 46,000
« hommes. De grands dépôts d'armes pour l'infanterie,
« la cavalerie et pour l'artillerie, ainsi que les appro-
« visionnements en poudre et en projectiles, peuvent
« fournir aisément, en cas de besoin, tout ce qui est
« nécessaire à l'armement complet de l'armée, et à celui
« des batteries de campagne, de côtes ou de place.
« L'Etat possède un grand nombre d'établissements ruraux
« (*Estancias*) qui fourniraient au besoin des chevaux
« pour la cavalerie, des bœufs d'attelage pour les trans-
« ports, et du bétail, des grains, etc., pour la consom-
« mation des troupes. Les magasins d'habillements sont
« bien pourvus, et le service sanitaire de l'armée, composé
« en grande partie de médecins militaires européens, est
« très-bien organisé.

« La marine de guerre compte onze bâtiments à vapeur
« de bonne construction et excellents marcheurs, et, en cas
« de guerre, le gouvernement pourrait armer une quaran-
« taine de navires à voiles de 100 à 200 tonneaux, très-

ensuite, elle forme un amas de débris plutôt qu'une poudre. Prise en infusion, elle est tonique et excitante comme toute substance amère, à moins qu'on n'en prenne avec excès, ce qui est assez l'habitude des Américains du Sud.

« convenables à la navigation du fleuve et à la défense des
« passages et des côtes.

« *Arsenal.* — L'arsenal de constructions militaires et
« navales, fondé en 1855 sous la direction de son ingénieur
« en chef actuel, M. Guillaume Whitehead, est situé sur le
« versant des hauteurs qui dominent le port, et en aval de
« celui-ci, à la côte même.

« Il se compose de différents bâtiments élégants et d'ar-
« chitecture moderne, destinés aux ateliers suivants :

« Modèles ;

« Fonderie et moulage ;

« Montage, ajustage, tours ;

« Chaudronnerie et ferblanterie ;

« Scierie.

« Toutes les machines employées appartiennent aux
« systèmes les plus nouveaux et reconnus les meilleurs.
« Elles sont mues par la vapeur au moyen d'une grande
« machine fixe ou de machines mobiles.

« Pour faciliter le déplacement des pièces pesantes dans
« le grand atelier de montage, ajustage et tour, il a été
« établi une grue mobile qui peut circuler sur toute la lon-
« gueur de l'atelier et prendre ou déposer les pièces à droite
« ou à gauche, près de la machine destinée à les tra-
« vailler.

« Dans ce même atelier on prépare l'établissement d'une
« machine pour le forage des canons.

« Il se construit aussi, pour la charpenterie et la menui-
« serie à la vapeur, un grand atelier de 50 mètres de long
« sur 18 de large, dont les machines sont déjà arrivées
« d'Angleterre.

« Les travaux exécutés à l'arsenal, le sont, tant sous le
« rapport de l'exécution que sous celui des matières pre-
« mières employées, avec la même habileté et le même soin

« que l'on apporte en Europe dans les établissements
« publics ou privés les mieux organisés.

« Dans ce moment on s'occupe aussi d'établir, pour la
« fabrication des briques à la vapeur, un atelier qui fonc-
« tionnera sous peu. L'arsenal a aussi la direction d'une
« exploitation, sur une grande échelle, des pierres de cons-
« truction des carrières d'*Emboscada*.

« La partie qui comprend les constructions navales est
« également très-bien montée ; elle possède de vastes ate-
« liers spéciaux pour le travail des bois, et des chantiers
« excellents sous tous les rapports.

« Sept à huit vapeurs, quelques-uns de plus de 66 mètres
« de long, sont déjà sortis de l'arsenal depuis son établis-
« sement. L'on bâtit aussi de nouvelles forges destinées
« exclusivement aux besoins des constructions navales.

« Le personnel de l'arsenal se compose de l'ingénieur en
« chef, d'un ingénieur constructeur naval et de plusieurs
« sous-ingénieurs, de contre-maitres pour chaque atelier, et
« de deux cents à deux cent cinquante maitres, ouvriers
« et apprentis.

« La plupart des maitres et contre-maitres sont Anglais ;
« cependant quelques-uns d'entre eux sont du pays et
« montrent, de même que le reste du personnel, beaucoup
« d'intelligence et d'application. C'est ainsi que le Paraguay
« possédera sous peu un grand nombre d'ouvriers très-ha-
« biles dans les différents arts mécaniques. La manière dont
« marche la fonderie de fer d'Ybicuy, exclusivement dirigée
« et mise en mouvement par des Paraguayens, et dont il
« sera parlé dans un autre chapitre, est une garantie cer-
« taine que, d'ici à peu d'années, le Paraguay pourra se
« suffire à lui même pour se procurer le personnel que
« réclame son arsenal et le service des machines de ses
« vapeurs et de ses chemins de fer.

« Près de l'arsenal se trouve un grand atelier d'armure-

« rie, où l'on s'occupe de la réparation et de la confection
« des armes.

« *Chemin de fer.* — Il a été destiné à mettre en
« communication facile et rapide le centre de la République
« avec la capitale, qui en est le port principal ; c'est
« pourquoi la première ligne dont la construction a été
« entreprise aboutira à Villa-Rica, centre du commerce de
« l'intérieur et de la partie la plus peuplée du Paraguay.

« La voie ferrée passe par Trinidad, Luque, Areguà,
« Itanquà, Piragû et Paraguay. Cette dernière ville est si-
« tuée à 72 kilomètres de la capitale, environ la moitié de
« la distance de celle-ci à Villa-Rica. Le tracé de Paraguay
« à Villa-Rica n'est pas encore définitivement fixé, car il a
« été résolu d'achever d'abord cette première section de
« 72 kilom. avant de s'occuper de la seconde ; mais il est
« probable que la direction générale au delà de Paraguay
« sera celle de la route actuelle ; cette voie parcourt la
« partie du pays la plus peuplée et la plus productive,
« mais à laquelle la difficulté que présentent les moyens
« de transport ordinaire, surtout dans les pays tropicaux,
« où tantôt la grande sécheresse et tantôt les pluies
« torrentielles offrent de grands obstacles, ne permettait
« pas d'acquérir l'importance à laquelle elle est appelée
« par l'accroissement de la production, encouragée par
« la facilité de l'exportation de ses produits.

« La voie passe sur un grand nombre de ponts, car il a
« été nécessaire de ménager des écoulements suffisants
« pour les eaux des pluies qui eussent détruit les remblais.
« Le nombre de ces canaux d'écoulement pourrait paraître
« excessif, si l'on ne tenait compte de la nature des pluies
« dans les pays tropicaux. Ces ouvrages sont aussi les plus
« dispendieux dans les travaux de construction du che-
« min de fer. La plupart de ces ponts sont en bois, dont

« il existe au Paraguay des espèces excellentes et en grande
« abondance pour ce genre de travaux, dans lesquels on
« emploie le Lapacho, l'Urundel et le Carapai, remarquables
« par leur solidité et leur durée.

« Cette entreprise, d'une si grande utilité pour la Répu-
« blique du Paraguay, fait honneur à son gouvernement
« qui en a décrété l'exécution et en poursuit la réalisation
« avec le plus vif intérêt. M. Padisson a répondu à la
« confiance qu'a placée en lui le gouvernement en l'appe-
« lant à la direction de ces importants travaux, et les
« troupes chargées de l'exécution des terrassements,
« sous la direction de leurs chefs respectifs, s'en ac-
« quittent avec bonne volonté, habileté et ardeur. Les
« maçons, charpentiers, maréchaux et autres artisans
« employés dans les travaux sont tous Paraguayens,
« sauf un maître maçon qui est Anglais ; ils travaillent
« avec beaucoup d'intelligence et de soin. »

Ce programme des progrès économiques du Paraguay, accomplis depuis 25 ans, en deux périodes, mais sans solution de continuité, et rapportés par deux voyageurs, dont le dernier, à 15 ans d'intervalle, décrit, comme accomplies, des améliorations que le premier se plaisait à pronostiquer, ce programme, disons-nous, est bientôt raconté. Mais ce qu'il en aura coûté d'argent et de volonté pour l'exécuter, qui le dira ? Car tout cela s'est accompli sans bruit, le Paraguay étant livré à ses seules ressources, et à peine sorti de l'affaïssement social où l'avait plongé la longue dictature de Francia.

Les esprits sérieux ne doivent-ils pas suspendre au moins tous jugements précipités, en présence de tels faits accomplis dans des circonstances aussi difficiles que celles que nous avons signalées ?

Il nous paraît plus sage d'étudier froidement, dans ces

questions spéciales, tout ce qui importe à l'intérêt général qui, seul, a le droit de préoccuper les hommes graves et attentifs aux mouvements économiques des nationalités que le xix^e siècle voit surgir des colonies du xvr^e siècle.

Or, ce qui se passe au Paraguay en lutte, aujourd'hui, avec le Brésil coalisé avec Buenos-Ayres, ces deux alliés ayant entraîné Montevideo dans la coalition, n'est autre chose qu'un grand fait, un grand mouvement économique. La cause de cet événement est toute dans les profondeurs de la loi géographique (les noms propres n'ont rien à y voir), et il aura pour effet ou résultat principal l'inévitable lutte qui s'en suivra, pour la suprématie maritime et fluviale du Brésil, dans le Rio de la Plata et ses affluents.

Ainsi, même en admettant le triomphe de la coalition comme possible, il aboutira fatalement à ouvrir ce nouveau conflit matériel qui n'existait, jusqu'ici, qu'à l'état de préparation morale entre le Brésil et le Rio de la Plata.

Mais, dira-t-on, cette dernière assertion semblerait enchaîner tous ces pays à un état de guerre permanent. Non, assurément, répondrons-nous; et cette négation fera l'objet des conclusions que nous développerons plus tard. Nous ne devons procéder à ce développement qu'après avoir démontré, dans une rapide esquisse historique de la vie sociale du Paraguay, ce que nous venons de rechercher dans les conditions de sa géographie et de sa topographie, c'est-à-dire la *nécessité économique* où se trouve le monde commercial d'assurer, sur de solides bases, l'indépendance du Paraguay. Qu'il nous suffise de dire que cette indépendance est, à notre sens, plus utile à l'accroissement du commerce général dans le Rio de la Plata, que celle même de Montevideo; elle sera le complément de celle-ci, et personne n'ignore que Montevideo est la clef du Rio de la Plata. Eh bien, le Paraguay, lui, en est le cœur où converge la vitalité possible, dans un

rayon de 200 lieues à la ronde, et d'où rayonne l'action commerciale jusqu'à ces mêmes limites. Tout ce monde, neuf pour l'Europe, est encore livré au néant social des solitudes, et son entrée dans la vie active sera résolue par la victoire du Paraguay. Que si ce pays succombait dans cette lutte qui l'honore, ses nouveaux maîtres régneraient sur des déserts, et l'Europe seule y perdrait. Mais l'histoire enregistrerait une Pologne de plus dans le Martyrologe des peuples (1) !

Le Paraguay est la section la plus exceptionnelle entre les races latines de l'Amérique, si bien que l'appellation de *latine* serait peut-être impropre, appliquée au caractère calme, mais tenace, froid en apparence et surtout très-réservé de ses habitants. Par ces formes, ils s'éloignent des allures vives, promptes, expansives de la race latine ; mais ils ont, dans les veines, le sang espagnol, et par là ils appartiennent à cette race.

En suivant notre étude historique, le lecteur attentif jugera si le Paraguay n'a pas une population digne de son indépendance, et capable de la maintenir et de l'élever au niveau de tous les sages progrès de la civilisation.

Que les grandes puissances maritimes s'entendent pour assurer l'indépendance du Paraguay (2), et qu'on laisse en-

(1) Cette interjection n'a pas été goûtée par plus d'un écrivain dont nous respectons, du reste, les talents et le mérite ; mais probablement ils ne connaissent encore qu'une des faces de cette question du Paraguay, que des intérêts puissants s'efforcent de tenir dans une constante pénombre... Le temps et l'étude dant, la lumière se fera, à tous les points de vue, et les hommes impartiaux pourront juger sainement. Pour le moment, il nous suffit de dire que les vraies nouvelles du Paraguay n'arrivent en Europe qu'après que celles de Rio de Janeiro ont produit leur effet. Le temps seul éclaircira toutes choses.

(2) Que cette demande n'émotionne point la politique timorée à l'endroit des expéditions lointaines... Si les puissances signataires du quadruple traité de 1858 avec le Paraguay lui assuraient diplomatiquement la libre navigation qu'il leur a accordée lui-même dans les rivières, le but serait atteint. Le Paraguay ne demande que d'entrer dans le concert de cette combinaison qui est d'intérêt général.

suite les Paraguayens se nourrir de la dose de libertés que leur estomac politique pourra digérer (c'est leur affaire) ; mais nul n'a le droit de dire au Paraguay : hume les libertés par tous les pores, sature-t'en et consomme-les , comme on accuse les Anglais d'avoir voulu que les Chinois consomment l'opium...

Certes, on portera sur les Paraguayens les jugements les moins flatteurs ou les plus erronés, mais nul ne pourrait, avec raison , les accuser d'un manque de patriotisme , s'il connaissait le premier mot de l'histoire de cette jeune nationalité et les longues luttes qu'elle a soutenues, en souffrant tout, hormis le sacrifice de son autonomie. C'est ce que nous allons chercher à élucider , en étudiant la formation de cette nationalité dans les documents historiques et officiels.

CHAPITRE IV

FORMATION DE LA NATIONALITÉ PARAGUAYENNE

IX.

PREMIÈRE ÉPOQUE

La Dictature de Francia

Le nom seul du Paraguay, après avoir été dans le siècle dernier le cauchemar des hommes d'État de l'Espagne et du Portugal, à cause de la puissance presque mystérieuse des Jésuites, était devenu, dans notre siècle, synonyme de dictature sombre, implacable, sanglante. — Deux erreurs ou deux fautes.

On l'a dit avant nous : le coup d'État qui brisa le pouvoir des Jésuites, sonna le premier glas de la puissance coloniale de l'Espagne et du Portugal dans l'Amérique du Sud.

Voilà de la philosophie historique au premier chef.

En effet, nous pouvons apprécier aujourd'hui, en vertu des faits accomplis, quel contre-coup l'Espagne et le Portugal se préparaient, en frappant les Jésuites qui prêchaient, par la pratique et par l'exemple, le respect de l'autorité, dont ils avaient profondément imbu l'esprit des Paraguayens. Il était si puissant, ce respect, qu'après les désastres de presque un demi-siècle qui suivirent l'expulsion violente des Jé-

suites, plutôt que d'appeler à leur aide l'anarchie qui régna, dès les premiers temps de l'indépendance des colons de la Plata, les Paraguayens se jetèrent dans les bras de Francia. A Buenos-Ayres, on avait dit que c'était la faute des Paraguayens, qui n'avaient pas voulu s'unir aux indépendants; mais les Paraguayens répondaient, par le fait, qu'ils préféreraient le despotisme d'un enfant du pays, à une alliance avec l'anarchie, alliance sans consistance et sans avenir.

Quoiqu'il en soit, ce fait très-significatif (la dictature de Francia) indiquait deux choses : l'une, c'est que le Paraguay prenait au sérieux sa propre indépendance du pouvoir de l'Espagne, et par conséquent de tout autre pouvoir, puisqu'il la proclamait, dès 1814, alors même que Buenos-Ayres se gouvernait au nom de Ferdinand VII; l'autre, c'est que le Paraguay instituait une dictature locale (1814) afin de se soustraire, n'importe à quel prix, à l'anarchie qui dévorait Buenos-Ayres, même avant son indépendance, proclamée seulement en 1816.

Cette protestation de l'esprit d'ordre (la dictature de Francia) contre l'esprit de désordre était d'autant plus irrévocable, que le Paraguay la manifestait avant et après avoir repoussé l'armée que Buenos-Ayres envoyait, sous les ordres de l'illustre général Belgrano, pour s'annexer le Paraguay. Et certes, le choix de l'homme était heureux; ses efforts furent grands et ses exhortations bien fraternelles, avant d'en venir à l'*ultima ratio* du canon, qui ne lui fut pas favorable (1).

Le docteur Francia régna donc sur le Paraguay, sequestré du reste du monde pendant vingt-six ans, en maître absolu, arbitraire, despotique, cruel même, et barbare dans l'acception de ce mot au point de vue social. Barbare, c'est-à-dire qu'il préférait éteindre les lumières, plutôt que d'allu-

(1) Voir la *Biographie de Belgrano*, livre très-remarquable, dû à la plume élégante du général Mitre.

mer le feu de la guerre civile qui embrasait tous ses voisins.

Mais, avant de parler de Francia, dictateur, disons d'abord comment les événements ont préparé sa dictature.

Il ressort clairement du manifeste publié par le Triumvirat qui inaugura l'indépendance du Paraguay, en date du 17 mai 1811, que cette révolution s'était opérée assez paisiblement pour que le gouverneur espagnol, Don Bernardo de Velazco fit lui-même partie de ce Triumvirat avec le docteur Francia et Don Juan Valeriano Zeballos. En effet ce document si important établit tout d'abord, que : « En attendant qu'on fixe un régime et une forme de gouvernement pour l'avenir, on fait savoir au public que les vues et les intentions des Triumvirs, bienfaisantes et pacifiques, sont dirigées uniquement vers la plus grande félicité de la Province, et n'ont pour base ni pour but de livrer ni de laisser cette Province sous le commandement et l'autorité, ni à la disposition de la Province de Buenos-Ayres ni d'aucune autre, etc. »

A cette époque, le Paraguay, déjà vainqueur du général Belgrano, occupait encore la Province de Corrientes dont il s'était emparé pendant la guerre, à laquelle avait mis fin la capitulation signée avec ce général qui s'était retiré avec armes et bagages. Mais, désireux de manifester leurs intentions pacifiques, les Triumvirs publièrent, le 28 mai, un nouveau manifeste pour motiver la restitution de Corrientes au gouvernement de Buenos-Ayres.

Cependant le mouvement civique qui avait transformé le gouverneur pour l'Espagne en un triumvir paraguayen, n'était évidemment qu'une déchéance voilée, car, dès le 9 juin suivant, Don Bernardo de Velazco fut emprisonné par ses deux collègues, qui restèrent les Duumvirs, jusqu'au 18 juin que s'installa une assemblée générale de la Province. Celle-ci sanctionna (c'est l'usage) les faits accomplis, et créa une junte gouvernementale composée

d'un Président et de quatre conseillers (*vocales*), puis elle décréta : « 1° que la Province du Paraguay se gouvernerait
« par elle-même, séparée et sans intervention aucune de
« Buenos-Ayres, etc., etc. »

Il est important ici de remarquer qu'à chaque pas que ce pays fait vers son indépendance, il s'y manifeste une recrudescence dans la résolution fixe des Paraguayens de s'affranchir des convoitises de Buenos-Ayres. Cette tendance, si positivement exprimée par le Triumvirat, fut encore plus vigoureusement affirmée dans la première note que la junta gouvernementale, nouvellement installée, adressait au Cabildo (*municipalité*) de Buenos-Ayres, à la date du 20 juillet 1811. Cette note voulant poser les conditions auxquelles le Paraguay consentirait à établir des liens commerciaux, d'amitié et même d'association avec les provinces du Rio de la Plata, s'exprime ainsi.

« 1° En attendant que le Congrès général soit assemblé,
« cette Province (le Paraguay) se gouvernera par elle-même,
« sans que l'excellentissime junta de Buenos-Ayres exerce
« aucune juridiction sur sa forme de gouvernement, sur son
« régime d'administration, ni sur quoi que ce soit qui
« regarde le Paraguay ; — 2° , etc.

Signé : Fulgencio Yegros, — docteur José Gaspard de Francia, — Pedro-Juan Caballero, — docteur E.-X. Bogarin, — Fernando Mora, *secrétaire*.

Cette condition absolue n'a rien qui étonne, après avoir lu, dans cette même note, ces mots : « Quiconque s'imagi-
« nerait que le Paraguay a pu avoir l'intention de se livrer
« à un libre arbitre étranger, et de rendre son sort dépen-
« dant d'une volonté autre que la sienne propre, se trom-
« perait étrangement. »

Malgré ces déclarations péremptoires et réitérées, le Cabildo de Buenos-Ayres ne se tint pas pour convaincu encore des résolutions du Paraguay. Pour avoir raison de

cette résistance, il envoya deux hommes très-respectables : le général Belgrano dont il a été parlé plus haut, et Don Vicente-Atanasio Etcheverria, pour négocier avec le Paraguay.

Arrivés à Corrientes, que le Paraguay venait de restituer sans conditions à Buenos-Ayres, les négociateurs demandèrent à la junta du Paraguay la permission de se rendre à l'*Asuncion* pour y remplir l'objet de leur mission.

Le gouvernement du Paraguay, bien résolu à ne pas même mettre en discussion l'indépendance du pays, répondit :

« Jusqu'à ce que l'excellentissime junta de Buenos-Ayres
« n'ait, elle-même, reconnu *expressément, formellement*
« *notre indépendance de son propre pouvoir*, dans les termes
« proposés et accordés par notre Province, nous ne pen-
« sons pas, quel que soit le plaisir que nous aurions à rece-
« voir les envoyés de Buenos-Ayres, qu'il soit opportun
« d'entrer en communication, vu que *le fait de notre indé-*
« *pendance doit, au préalable*, être admis comme base de
« toute ultérieure détermination. »

A ce refus si catégorique, les envoyés de Buenos-Ayres répondirent, le 12 septembre 1814, par l'envoi de la note qu'on exigeait de Buenos-Ayres, et ils arrivèrent à l'*Asuncion*.

La dépêche de Buenos-Ayres, en date du 28 août 1814, après avoir exposé les vues de ce gouvernement, faisait en définitive la déclaration suivante : « Nonobstant, si c'est la
« volonté ferme de cette Province (le Paraguay) de se
« gouverner elle-même, en toute indépendance du gouver-
« nement provisoire (de Buenos-Ayres), *nous ne nous y*
« *opposerons point*, pourvu que nous soyons unis, et que
« nous agissions de conformité pour nous défendre contre
« toute agression *de l'extérieur*. » Signé : J. de Alagon, —
A. Gutiérrez, — M. Poblet, — J. Ig^o Fernandes Maradona.
— F. A. Ocampo, — Joaquín Campana, *secrétaire*.

Cette déclaration ayant satisfait aux exigences du Paraguay, les négociations furent entamées avec les envoyés de Buenos-Ayres, et elles donnèrent lieu au traité du 11 octobre 1811, fondé sur la reconnaissance préalable de l'indépendance du Paraguay, dans les termes de la note de ce dernier gouvernement, en date du 20 juillet 1811.

L'article cinquième de ce traité commence par ces mots :

« En conséquence de l'indépendance dans laquelle cette
« Province du Paraguay reste à l'égard de celle de Buenos-
« Ayres, conformément à ce qui est établi dans la note
« sus-indiquée (de Buenos-Ayres), en date du 28 août der-
« nier (1811), l'excellentissime junta de Buenos-Ayres
« ne s'opposera pas à l'exécution des délibérations que
« prendrait la junta générale du Paraguay, ainsi qu'il
« conste du présent traité, etc. » Signé, *pour le Pa-*
raguay : Fulgencio Yegros, — D^r José Gaspard de Francia,
— Fernando de la Mora. — *Pour Buenos-Ayres* : Pedro
J. Cavallero, — D^r Vicente Etcheverria. — P. F. de Cavia,
secrétaire.

L'esprit dominant de cette convention était de se prêter un appui réciproque dans le but d'un mutuel affranchissement de toute domination étrangère. Seulement les deux parties connaissant bien leur propre faiblesse, ne s'engageaient à se secourir « *qu'en tant que le permettraient les*
« *circonstances de chacune d'elles*, toutes les fois qu'il s'agi-
« rait d'anéantir tout ennemi qui s'opposerait au progrès
« de leur juste cause, de leur commune liberté. » Art. V
et dernier.

Ce traité devint l'origine de longues contestations et de tiraillements incessants entre le gouvernement du Paraguay et les administrations éphémères qui se succédaient à Buenos-Ayres, déjà en proie au mal de l'anarchie. Une guerre de tarifs s'en suivit, inutile à rapporter ici ; mais on peut en suivre les péripéties dans les notes échangées depuis la

signature du traité du 11 octobre 1811, qui n'empêcha pas les autorités de *Santa-Fé*, dépendantes alors de Buenos-Ayres, de s'emparer de deux navires paraguayens et de leur chargement.

Sur ces entrefaites eut lieu, le 1^{er} octobre 1813, le second Congrès général du Paraguay qui modifia le Triumvirat exécutif, en nommant deux Consuls : Don Fulgencio Yegros et le D^r Don Gaspar de Francia, qui eurent le titre et les honneurs de Brigadier général. Le Congrès changea aussi le nom de Province en celui de République du Paraguay, et posa diverses bases pour affirmer de plus en plus l'indépendance nationale.

Buenos-Ayres, voulant en finir, envoya l'un des hommes les plus habiles parmi ses diplomates, Don Nicolas Herrera, pour traiter directement avec le gouvernement paraguayen.

Ce gouvernement reçut l'envoyé de Buenos-Ayres et s'enquit de l'objet de sa mission.

Cette mission avait pour objet : 1^o de demander des députés paraguayens pour le Congrès de Buenos-Ayres ; 2^o de modifier l'alliance des deux États, en précisant la nature des secours qu'ils devaient se prêter réciproquement ; 3^o de rechercher un lien fédératif plus étroit et le développement des rapports de commerce. — Mais des longues discussions sur le traité du 11 octobre 1811, pas un mot ! — des réclamations du Paraguay, au sujet de ses navires capturés à Santa-Fé et à San-Pedro, rien !... Ces omissions étaient d'autant moins rassurantes, que la note qui accréditait l'envoyé de Buenos-Ayres était rédigée en termes ambigus, ou plutôt très-clairs au point de vue de la non reconnaissance de l'indépendance du Paraguay (1).

Mais D. Nicolas Herrera, à la vue des changements bien

(1) Voir aux Documents et Pièces officielles, A.

significatifs qui venaient de s'opérer , comprenant toute la difficulté d'obtenir des députés du Paraguay (*en tant que Province*) pour l'Assemblée constituante de Buenos-Ayres, tenta un dernier effort en demandant une audience de congé (1). Cette demande n'eut pour résultat qu'une réponse écrite des deux Consuls. Cette pièce, en date du 25 octobre 1813, et de formes dilatoires et aléatoires , ne laissait qu'un fait bien établi : c'est que le Paraguay *aimait la liberté et qu'il était idolâtre* (sic) *de son indépendance* (2).

Telle fut l'issue de cette démarche , la dernière que Buenos-Ayres ait tentée pour faire entrer le Paraguay dans le giron de l'Union ou de la Confédération des provinces du Rio de la Plata.

Buenos-Ayres, touché au vif de ses aspirations par ce résultat négatif, se renferma dans un silence absolu, tout en laissant subsister les tarifs onéreux pour le commerce du Paraguay, contrairement au traité du 11 octobre 1811 qui, par cela seul, devenait nul. Il ne fallut pas moins que la crainte de voir le Paraguay faire cause commune avec le général Artigas, qui voulait méconnaître la domination de Buenos-Ayres sur Montevideo, pour engager le gouvernement de Buenos-Ayres à ouvrir de nouveau ses rapports avec le Paraguay. C'est ce qu'il fit par une note habilement calculée pour sonder les dispositions du Paraguay, sans toucher aux vieilles querelles. On peut lire cette note, datée du 19 février 1814, et signée Gervasio Antonio de Posadas, alors *Directeur suprême* de Buenos-Ayres, et adressée *aux Consuls* du Paraguay (3).

Ici, deux considérations se présentent : l'une est la recon-

(1) Voir aux Documents et Pièces officielles, B, et réponse des Consuls.

(2) Voir aux Documents et Pièces officielles, C.

(3) Voir aux Documents et Pièces officielles, D.

naissance par Buenos-Ayres du nouveau gouvernement du Paraguay; l'autre est bien autrement grave : elle est même tout un enseignement. En effet, le soulèvement du général Artigas contre Buenos-Ayres, dès 1814, fut le premier élan de Montevideo vers son autonomie qui ne devait s'accomplir que quatorze ans plus tard, en vertu du traité du 27 août 1828 entre Buenos-Ayres et le Brésil, traité qui mit fin à la guerre de trois ans, entre ces deux pays, et grâce à la médiation de lord Ponsomby, ministre de la Grande-Bretagne. On comprend tout ce que ce mouvement d'Artigas avait de danger pour Buenos-Ayres, qui avait lutté si longtemps en vain pour tenir le Paraguay... Et puis, le démembrement du Paraguay, suivi de celui de Montevideo, eût été un encouragement pour les autres provinces Argentines. Il importait donc beaucoup à Buenos-Ayres de ménager le Paraguay, afin qu'il ne prêtât pas main-forte à Artigas.

Ces faits démontrent clairement que, dès les premiers jours de l'indépendance, une lutte s'établissait pour la séparation de chaque section ou province de l'ex-vice-royauté.

Ce mouvement, qu'on pourrait appeler une révolution dans la révolution, n'a rien qui doive étonner. S'il n'était l'effet naturel de l'entraînement qui repoussait instinctivement toute idée de sujétion à une seule province, au moment où toutes ensemble avaient renversé le pouvoir colonial, on en trouverait la cause dans le système d'isolement dans lequel l'Espagne tenait chacune de ses provinces entre elles. En effet, il n'y avait guère plus de rapports suivis, par exemple, entre le Paraguay et Buenos-Ayres, qu'il n'en existait entre Buenos-Ayres et Madrid. Il était donc assez logique de voir le Paraguay repousser la domination de Buenos-Ayres, par la raison même qu'il s'était affranchi de celle de l'Espagne. Et aussi, de quel droit Buenos-Ayres,

qui avait donné le signal de l'affranchissement, aurait-il aspiré à retenir les autres provinces sous son autorité? Ces questions nous semblent se résoudre d'elles-mêmes. Et cependant, il faut le dire, elles ont été depuis cinquante ans la principale cause latente de la guerre civile qui est devenue un mal endémique dans ces intéressantes contrées, si dignes d'un meilleur sort!

La seule fraction de la grande colonie espagnole qui ait pu s'affranchir de ce mal est le Paraguay; mais il a payé cet affranchissement par vingt-six ans de la dictature de Francia!

Lorsque nous traiterons de la province de Buenos-Ayres et des destinées qui lui paraissent réservées, nous espérons démontrer aisément pourquoi elle a marché de guerre en guerre, en aspirant à une inutile suprématie sur les provinces du Nord, et pourquoi elle n'a pas atteint son rêve. Bien plus, nous avons la prétention de démontrer comment Buenos-Ayres obtiendrait une juste influence dans tout le Rio de la Plata, dont elle deviendrait le New-York nécessaire, si elle concentrait ses efforts, ses ressources et toute son intelligence à la formation du vaste et magnifique empire que la nature lui a préparé dans le Sud! Cette digression était nécessaire pour faire comprendre que le conflit actuel, quoique compliqué d'intervention étrangère, avait ses racines dans l'indépendance même du Rio de la Plata.

Mais il faut reprendre l'historique de la nationalité du Paraguay en travail d'enfantement.

Nous avons vu le Directeur suprême de Buenos-Ayres, Gervasio de Posadas, rassuré sur l'absence de connivence entre le général Artigas, qu'il appelait un révolté, et le gouvernement du Paraguay, se contenter de cet état de choses. Mais le Paraguay, alarmé des limites que le gouvernement de Buenos-Ayres assignait à la province de

Corrientes, sa voisine, au détriment du territoire paraguayen, crut devoir renforcer son action gouvernementale en créant un Dictateur suprême. C'est alors qu'on vit le Congrès général de la République du Paraguay élever à cette dignité le Dr J. Gaspar de Francia, le 3 octobre 1814, et pour le terme de cinq ans.

Buenos-Ayres se tut en présence de ce changement radical dans les formes du gouvernement paraguayen, et voici l'explication de ce silence.

De son côté, Buenos-Ayres avait remplacé les juntas gouvernementales par l'unité administrative d'un Directeur suprême. Un an à peine s'était écoulé, et la direction suprême de Buenos-Ayres avait passé du pouvoir de Posadas à celui du général Alvear. Le premier avait reconnu les Consuls du Paraguay ; aussi ce dernier n'hésita pas à reconnaître la dictature du Paraguay, si l'on en juge par la note que le Directeur suprême de Buenos-Ayres, Don Carlos de Alvear, adressa au Dictateur Francia le 20 janvier 1815 (1).

Cette note reconnaissait éteinte l'alliance entre les deux pays, et la preuve, c'est que le général Alvear s'efforçait de convaincre le Dictateur Francia de la nécessité qu'il y aurait de la renouer. Le Paraguay resta sourd à ce nouvel appel, et cet état de choses continua jusqu'au 30 mai 1816, alors que le Congrès, réuni de nouveau, ému par la nécessité d'une politique vigoureuse, perpétua la dictature dans la personne de Francia, en le proclamant Dictateur à vie. Cet acte, qu'on peut qualifier de désespéré, répondait aux efforts de Buenos-Ayres pour unifier l'indépendance, qu'allait proclamer le Congrès de Tucuman. Le Paraguay voyait dans cette tentative d'unité un danger de plus pour sa propre indépendance, et, dans le but de la sauvegar-

(1) Voir aux Documents et Pièces officielles, E.

der, il acceptait les chances d'une dictature à vie, sans conditions.

Ici nous pourrions, à l'exemple de quelques écrivains entraînés par la générosité du sentiment, déclamer de faciles dithyrambes sur les malheurs amenés par la dictature du Dr Francia. Nous préférons déplorer ces malheurs, et laisser à l'histoire leur impartiale appréciation. Répétons seulement, et nous resterons dans le vrai, que les Paraguayens, de leur seul et libre arbitre, ont accepté les chances d'un pouvoir irresponsable, plutôt que d'accepter les terribles éventualités de la domination de Buenos-Ayres. Comment, en effet, auraient-ils pu espérer la paix et la concorde intérieures, en acceptant la protection d'un pouvoir livré lui-même à tous les malheurs de l'anarchie?...

Dès les premiers moments de l'indépendance Argentine, et bien avant que Buenos-Ayres eût pu secouer le joug de l'Espagne, même avant que cette indépendance fût proclamée solennellement, deux partis se formèrent, et eurent tour à tour leurs *pronunciamientos*. La personnalité seule des chefs était en jeu, quoique agissant encore au nom de Ferdinand VII. Plus tard, lorsque le prétexte royal n'eut plus sa raison d'être, les prétendants au pouvoir formulèrent leur *Credo* politique. Ceux-ci voulaient une fédération; ceux-là un pouvoir central unitaire.

Ils avaient l'un et l'autre de bonnes raisons à donner, au fond; mais l'un et l'autre s'égarèrent dans l'application de leur système. La vérité se trouvait dans une juste fusion des deux systèmes, ou plutôt dans la maturation de ces deux fruits de l'indépendance.

Les fédéraux ou plutôt quelques mauvais génies ne virent dans le prétexte fédératif que la satisfaction d'un arbitraire isolé, brutal, sanglant, et qui donna naissance aux *caudillos*, chefs de bandes ou de partis.

Les unitaires voulurent (à l'exception de Rivadavia,

Carril, Varéla et quelques intelligences d'élite comme eux) absorber la valeur et les forces provinciales, pour en rejeter tout l'éclat sur Buenos-Ayres.

Que les partisans de l'unité à Buenos-Ayres aient été de bonne foi dans leur désir de donner à l'indépendance la force compacte de toutes les provinces massées sous le drapeau national, qui pourrait en douter? Mais cinquante ans d'anarchie n'ont-ils pas démontré que la théorie de l'unité n'était pas tout d'abord applicable à des colonies si mal préparées pour l'indépendance?

Les États-Unis eux-mêmes ont failli succomber sous le fardeau de leur belle mais immense Union. Et cependant ils formaient déjà de puissants municipes parfaitement organisés avant l'indépendance. Il est vrai que l'esclavage les séparait en deux camps, ou plutôt (quoi qu'on en ait dit) les intérêts divergents de l'agriculture au Sud et à l'Ouest, et ceux de l'industrie dans le Nord. Le Rio de la Plata n'a aucun de ces deux griefs à débattre, mais il lutte contre un ennemi encore plus redoutable : c'est la solitude et les distances, qui énervent et amoindrissent toute l'action d'un pouvoir central. De là ce cercle vicieux : pas de force administrative sans population suffisante, et, d'autre part, point d'immigration régulière et suivie, sans que le colon, c'est-à-dire l'émigrant, obtienne la première condition du bien-être : *la sécurité*!

De ce double dilemme qui fait tout le malheur de ces belles contrées, ne résulte-t-il pas cette nécessité que nous appellerons de *concentration*, qui consisterait à former de chaque province un foyer d'action personnelle à la province, et qui mettrait en jeu tous les éléments locaux pour sa prospérité intérieure? De là résulterait, certainement, la possibilité d'opérer, plus tard, ce que les Allemands appellent l'*Union personnelle*.

Qu'une fois ces centres d'action formés, ils s'entendent

entre eux pour donner une tête à ces membres d'un même corps social, rien de mieux assurément pour que la famille Argentine se présente, forte et grande aux yeux du monde, sur la scène des nationalités. Mais tant qu'une tête voudra, seule, représenter des membres non encore formés, l'instabilité sera son partage, ainsi qu'il arrive depuis un demi-siècle. — Telle a été l'erreur des unitaires.

En l'état, comment douter que Francia, dont personne ne conteste la grande perspicacité, n'ait pas compris que si, d'une part, il ne pouvait soustraire son pays à la convoitise de Buenos-Ayres qu'en l'isolant complètement, d'autre part, rien ne pouvait promettre une plus longue durée à son pouvoir personnel, qu'un séquestre social absolu? Il le fit accepter par ses compatriotes, en les alléchant par l'appât de l'indépendance, et son règne commença.

Quoiqu'il en soit de la justesse ou de l'erreur de ces appréciations rétrospectives, un fait énorme se manifeste aujourd'hui, et ce fait est l'apparition, sur la scène des nationalités, d'un peuple particulièrement homogène, d'une nationalité toute faite, au sortir de ce long despotisme, et qui s'affirme, à la face du monde, armée de pied en cap, comme la Minerve du paganisme. Elle fait plus encore : ses premiers faits de guerre sont des traits héroïques à la manière de l'antiquité, de l'aveu même de leur vainqueur, le général Flores. Or, le général Flores, brave comme son épée, doit se connaître en fait de courage. Aussi quand il a écrit, après sa première rencontre avec un corps d'armée paraguayen, que ceux-ci s'étaient battus *como barbaros*, ce n'était point une insulte au courage des Paraguayens ; loin de là : c'était un grand éloge de leur bravoure, dans le langage imagé du soldat platéen, et la preuve, c'est qu'il ajoute qu'ils préféreraient mourir plutôt que de se rendre ; c'est-à-dire qu'il fallait, pour en avoir raison, les pousser pour les faire tomber, après les avoir tués. . . . Cette sorte d'hyper-

bole donne l'idée du vrai sens qu'il faut attacher à cette locution locale : *Han peleado como barbaros* ; ils ont combattu comme des barbares , c'est-à-dire à outrance et quand même !

Voilà donc des hommes sortis du despotisme de Francia, et qui meurent *pour ne pas se rendre*. Mais, dit-on, ils n'ont pas la conscience de l'héroïsme qu'ils commettent. — D'abord, qui vous l'a dit, puisqu'ils préfèrent être tués plutôt que de vivre prisonniers ? — Est-ce que la brute elle-même n'a pas l'instinct de sa conservation ? Et dépouiller ainsi le Paraguayen même de cet instinct, si ce n'était outrecuidance, serait-ce généreux, raisonnable, possible ? — Ensuite, prenez-y garde. De deux choses l'une : ou le Président Lopez, père de l'actuel chef des Paraguayens, a trouvé, en succédant à Francia, une nation convaincue de sa valeur propre, qu'elle soutient jusqu'à la mort, et c'est alors la preuve du profond sentiment de nationalité que le despotisme du Dictateur a laissé vivace *usque ad mortem* ; ou bien Lopez le père a trouvé, dans son génie, le moyen d'élever, en vingt ans, des êtres que vous dites abrutis, à la hauteur de l'héroïsme avoué par leur propre vainqueur. Or, vu que les adversaires du Paraguay mettent ces deux hommes au même degré de perversité, et qu'ils les anathématisent inconsidérément, il est évident qu'ils se trompent, au moins sur le compte de l'un deux.

Sans cette solution, le dilemme est insoluble, et il faudra s'incliner devant un miracle qui aurait transformé subitement toute une nation abrutie, en autant de héros qu'elle compte de soldats, car pas un seul n'a lâché pied, de l'aveu même de leurs ennemis.

Pour nous, qui ne croyons pas plus, dans ce cas, au miracle qu'aux déclamations inconscientes, nous trouverions une solution plus rationnelle de la chose vraie, dans les lignes suivantes du même auteur des *Lettres sur le Paraguay*.

Après avoir décrit les plus mauvais jours de la dictature du docteur Francia : l'arbitraire injuste , les persécutions , les actes de rigueur et presque de démence , il termine ce douloureux récit par cette conclusion très-significative :

« Je me rappelle que, pendant sa vie, quand , au Brésil, à
« Montevideo ou ici (à Buenos-Ayres, où l'auteur a écrit ces
« lettres en février 1848, à son retour du Paraguay), on
« venait à parler du Paraguay et à discourir sur les événe-
« ments qui suivraient la mort du Dictateur, on supposait
« généralement que ce pays serait en proie à une réaction
« violente et désordonnée, et deviendrait le théâtre de trou-
« bles fréquents , ainsi que l'avaient été et l'étaient encore
« les autres États hispano-américains; on prédisait même
« que les commotions y seraient d'autant plus prolongées
« et sanglantes, que l'oppression y avait été plus rude et
« plus longue, et que l'ignorance des masses y était plus
« profonde. On s'imaginait que le Dictateur y laisserait des
« partisans et des sicaires qui seraient à leur tour persé-
« cutés par ceux qu'ils avaient opprimés, et *qu'en dernier*
« *recours*, le Paraguay se soumettrait à Buenos-Ayres, dont
« *quelqu'une des factions qui le déchirerait viendrait implo-*
« *rer la protection*. On ajoutait que la séparation du Para-
« guay des autres provinces de la Confédération, et la com-
« plète incommunicabilité qu'il avait maintenue vis-à-vis
« d'elles, étaient l'œuvre exclusive de la capricieuse volonté
« du Dictateur, et que le peuple paraguayen désapprouvait
« ces deux mesures, encore qu'il s'y fût soumis.

« Il me semble que cette opinion, qui était générale,
« était née des idées qu'avaient répandues les publications de
« deux étrangers ayant résidé quelque temps au Paraguay,
« dans les premières années de la dictature : M. Rengger,
« citoyen suisse, arrivé dans ce pays en 1820, comme natu-
« raliste et médecin, et M. John Robertson, négociant an-
« glais, qui avait entamé des spéculations avec le Paraguay

« en 1812, publièrent, à leur retour en Europe, le premier,
« un *Essai sur la révolution du Paraguay*, le second, un
« volume sous le titre de : *Règne de terreur de Francia au*
« *Paraguay*, outre deux volumes de lettres sur le même
« pays. Dans ces publications, on trouve les prophéties
« dont j'ai parlé, et le public y ajoutait d'autant plus volon-
« tiers foi, que l'on regardait leurs auteurs comme devant
« être bien informés. *Toutefois, les faits les ont complète-*
« *ment démenties, TANT LA POPULATION DU PARAGUAY EST UNIQUE*
« *ET SINGULIÈRE* entre tous les peuples de l'Amérique. »

Voilà, pour nous, la clef de toutes les incompréhensibilités des choses réelles du Paraguay; elle est dans la *singularité de ce peuple unique* entre tous les peuples de l'Amérique.

Et qui nous donne cet avis? le même homme qui vient d'écrire : « Vous saurez donc que je suis peut-être le premier
« étranger qui ait pénétré dans l'intérieur du pays, après la
« mort de Francia. J'y ai séjourné *plus de six années*; je
« l'ai parcouru *dans toutes les directions*; j'y ai observé,
« avec une attention soutenue, les usages, les coutumes,
« les idées des habitants. Grâce à quelques connaissances
« médicales, j'ai été à même de leur rendre quelques ser-
« vices qui m'ont fourni l'occasion d'entrer en relations
« avec des individus de toutes les classes, et de les voir
« sortir, vis-à-vis de moi, jusqu'à un certain point, de la
« réserve et de la méfiance qu'ils conservent généralement
« envers tous les étrangers. »

Eh bien, si un tel homme, après six ans d'étude sur les lieux mêmes, se trompe dans ses appréciations des hommes et des choses, ce qui est permis au plus honnête, en vertu de l'adage : *errare humanum est*, comment serions-nous infailibles, nous qui ne pouvons juger, c'est-à-dire apprécier, que par induction? Or, l'auteur que nous citons, n'ayant point écrit, en 1848, pour les besoins *actuels* de la cause du Paraguay, et, d'autre part, ses appréciations d'alors

Après avoir décrit les plus mauvais jours de la dictature du docteur Francia : l'arbitraire injuste, les persécutions, les actes de rigueur et presque de démence, il termine ce douloureux récit par cette conclusion très-significative :

« Je me rappelle que, pendant sa vie, quand, au Brésil, à
« Montevideo ou ici (à Buenos-Ayres, où l'auteur a écrit ces
« lettres en février 1848, à son retour du Paraguay), on
« venait à parler du Paraguay et à discourir sur les événe-
« ments qui suivraient la mort du Dictateur, on supposait
« généralement que ce pays serait en proie à une réaction
« violente et désordonnée, et deviendrait le théâtre de trou-
« bles fréquents, ainsi que l'avaient été et l'étaient encore
« les autres États hispano-américains; on prédisait même
« que les commotions y seraient d'autant plus prolongées
« et sanglantes, que l'oppression y avait été plus rude et
« plus longue, et que l'ignorance des masses y était plus
« profonde. On s'imaginait que le Dictateur y laisserait des
« partisans et des sicaires qui seraient à leur tour persé-
« cutés par ceux qu'ils avaient opprimés, et *qu'en dernier*
« *recours*, le Paraguay se soumettrait à Buenos-Ayres, *dont*
« *quelqu'une des factions qui le déchirerait viendrait implo-*
« *rer la protection*. On ajoutait que la séparation du Para-
« guay des autres provinces de la Confédération, et la com-
« plète incommunicabilité qu'il avait maintenue vis-à-vis
« d'elles, étaient l'œuvre exclusive de la capricieuse volonté
« du Dictateur, et que le peuple paraguayen désapprouvait
« ces deux mesures, encore qu'il s'y fût soumis.

« Il me semble que cette opinion, qui était générale,
« était née des idées qu'avaient répandues les publications de
« deux étrangers ayant résidé quelque temps au Paraguay,
« dans les premières années de la dictature : M. Rengger,
« citoyen suisse, arrivé dans ce pays en 1820, comme natu-
« raliste et médecin, et M. John Robertson, négociant an-
« glais, qui avait entamé des spéculations avec le Paraguay

« en 1812, publièrent, à leur retour en Europe, le premier,
« un *Essai sur la révolution du Paraguay*, le second, un
« volume sous le titre de : *Règne de terreur de Francia au*
« *Paraguay*, outre deux volumes de lettres sur le même
« pays. Dans ces publications, on trouve les prophéties
« dont j'ai parlé, et le public y ajoutait d'autant plus volon-
« tiers foi, que l'on regardait leurs auteurs comme devant
« être bien informés. *Toutefois, les faits les ont complète-*
« *ment démenties, TANT LA POPULATION DU PARAGUAY EST UNIQUE*
« *ET SINGULIÈRE* entre tous les peuples de l'Amérique. »

Voilà, pour nous, la clef de toutes les incompréhensibilités des choses réelles du Paraguay; elle est dans la *singularité de ce peuple unique* entre tous les peuples de l'Amérique.

Et qui nous donne cet avis? le même homme qui vient d'écrire : « Vous saurez donc que je suis peut-être le premier
« étranger qui ait pénétré dans l'intérieur du pays, après la
« mort de Francia. J'y ai séjourné *plus de six années*; je
« l'ai parcouru *dans toutes les directions*; j'y ai observé,
« avec une attention soutenue, les usages, les coutumes,
« les idées des habitants. Grâce à quelques connaissances
« médicales, j'ai été à même de leur rendre quelques ser-
« vices qui m'ont fourni l'occasion d'entrer en relations
« avec des individus de toutes les classes, et de les voir
« sortir, vis-à-vis de moi, jusqu'à un certain point, de la
« réserve et de la méfiance qu'ils conservent généralement
« envers tous les étrangers. »

Eh bien, si un tel homme, après six ans d'étude sur les lieux mêmes, se trompe dans ses appréciations des hommes et des choses, ce qui est permis au plus honnête, en vertu de l'adage : *errare humanum est*, comment serions-nous infailibles, nous qui ne pouvons juger, c'est-à-dire apprécier, que par induction? Or, l'auteur que nous citons, n'ayant point écrit, en 1848, pour les besoins *actuels* de la cause du Paraguay, et, d'autre part, ses appréciations d'alors

Après avoir décrit les plus mauvais jours de la dictature du docteur Francia : l'arbitraire injuste , les persécutions , les actes de rigueur et presque de démence , il termine ce douloureux récit par cette conclusion très-significative :

« Je me rappelle que, pendant sa vie, quand , au Brésil, à
« Montevideo ou ici (à Buenos-Ayres, où l'auteur a écrit ces
« lettres en février 1848, à son retour du Paraguay), on
« venait à parler du Paraguay et à discourir sur les événe-
« ments qui suivraient la mort du Dictateur, on supposait
« généralement que ce pays serait en proie à une réaction
« violente et désordonnée, et deviendrait le théâtre de trou-
« bles fréquents , ainsi que l'avaient été et l'étaient encore
« les autres États hispano-américains; on prédisait même
« que les commotions y seraient d'autant plus prolongées
« et sanglantes, que l'oppression y avait été plus rude et
« plus longue, et que l'ignorance des masses y était plus
« profonde. On s'imaginait que le Dictateur y laisserait des
« partisans et des sicaires qui seraient à leur tour persé-
« cutés par ceux qu'ils avaient opprimés, et *qu'en dernier*
« *recours*, le Paraguay se soumettrait à Buenos-Ayres, dont
« *quelqu'une des factions qui le déchirerait viendrait implo-*
« *rer la protection*. On ajoutait que la séparation du Para-
« guay des autres provinces de la Confédération, et la com-
« plète incommunicabilité qu'il avait maintenue vis-à-vis
« d'elles, étaient l'œuvre exclusive de la capricieuse volonté
« du Dictateur, et que le peuple paraguayen désapprouvait
« ces deux mesures, encore qu'il s'y fût soumis.

« Il me semble que cette opinion, qui était générale,
« était née des idées qu'avaient répandues les publications de
« deux étrangers ayant résidé quelque temps au Paraguay,
« dans les premières années de la dictature : M. Rengger,
« citoyen suisse, arrivé dans ce pays en 1820, comme natu-
« raliste et médecin, et M. John Robertson, négociant an-
« glais, qui avait entamé des spéculations avec le Paraguay

« en 1812, publièrent, à leur retour en Europe, le premier,
« un *Essai sur la révolution du Paraguay*, le second, un
« volume sous le titre de : *Règne de terreur de Francia au*
« *Paraguay*, outre deux volumes de lettres sur le même
« pays. Dans ces publications, on trouve les prophéties
« dont j'ai parlé, et le public y ajoutait d'autant plus volon-
« tiers foi, que l'on regardait leurs auteurs comme devant
« être bien informés. *Toutefois, les faits* les ont complète-
« ment démenties, TANT LA POPULATION DU PARAGUAY EST UNIQUE
« ET SINGULIÈRE entre tous les peuples de l'Amérique. »

Voilà, pour nous, la clef de toutes les incompréhensibilités des choses réelles du Paraguay; elle est dans la *singularité de ce peuple unique* entre tous les peuples de l'Amérique.

Et qui nous donne cet avis? le même homme qui vient d'écrire : « Vous saurez donc que je suis peut-être le premier
« étranger qui ait pénétré dans l'intérieur du pays, après la
« mort de Francia. J'y ai séjourné *plus de six années*; je
« l'ai parcouru *dans toutes les directions*; j'y ai observé,
« avec une attention soutenue, les usages, les coutumes,
« les idées des habitants. Grâce à quelques connaissances
« médicales, j'ai été à même de leur rendre quelques ser-
« vices qui m'ont fourni l'occasion d'entrer en relations
« avec des individus de toutes les classes, et de les voir
« sortir, vis-à-vis de moi, jusqu'à un certain point, de la
« réserve et de la méfiance qu'ils conservent généralement
« envers tous les étrangers. »

Eh bien, si un tel homme, après six ans d'étude sur les lieux mêmes, se trompe dans ses appréciations des hommes et des choses, ce qui est permis au plus honnête, en vertu de l'adage : *errare humanum est*, comment serions-nous infaillibles, nous qui ne pouvons juger, c'est-à-dire apprécier, que par induction? Or, l'auteur que nous citons, n'ayant point écrit, en 1848, pour les besoins *actuels* de la cause du Paraguay, et, d'autre part, ses appréciations d'alors

Après avoir décrit les plus mauvais jours de la dictature du docteur Francia : l'arbitraire injuste, les persécutions, les actes de rigueur et presque de démence, il termine ce douloureux récit par cette conclusion très-significative :

« Je me rappelle que, pendant sa vie, quand, au Brésil, à
« Montevideo ou ici (à Buenos-Ayres, où l'auteur a écrit ces
« lettres en février 1848, à son retour du Paraguay), on
« venait à parler du Paraguay et à discourir sur les événe-
« ments qui suivraient la mort du Dictateur, on supposait
« généralement que ce pays serait en proie à une réaction
« violente et désordonnée, et deviendrait le théâtre de trou-
« bles fréquents, ainsi que l'avaient été et l'étaient encore
« les autres États hispano-américains; on prédisait même
« que les commotions y seraient d'autant plus prolongées
« et sanglantes, que l'oppression y avait été plus rude et
« plus longue, et que l'ignorance des masses y était plus
« profonde. On s'imaginait que le Dictateur y laisserait des
« partisans et des sicaires qui seraient à leur tour persé-
« cutés par ceux qu'ils avaient opprimés, et *qu'en dernier*
« *recours*, le Paraguay se soumettrait à Buenos-Ayres, dont
« *quelqu'une des factions qui le déchirerait viendrait implo-*
« *rer la protection*. On ajoutait que la séparation du Para-
« guay des autres provinces de la Confédération, et la com-
« plète incommunicabilité qu'il avait maintenue vis-à-vis
« d'elles, étaient l'œuvre exclusive de la capricieuse volonté
« du Dictateur, et que le peuple paraguayen désapprouvait
« ces deux mesures, encore qu'il s'y fût soumis.

« Il me semble que cette opinion, qui était générale,
« était née des idées qu'avaient répandues les publications de
« deux étrangers ayant résidé quelque temps au Paraguay,
« dans les premières années de la dictature : M. Rengger,
« citoyen suisse, arrivé dans ce pays en 1820, comme natu-
« raliste et médecin, et M. John Robertson, négociant an-
« glais, qui avait entamé des spéculations avec le Paraguay

« en 1812, publièrent, à leur retour en Europe, le premier,
« un *Essai sur la révolution du Paraguay*, le second, un
« volume sous le titre de : *Règne de terreur de Francia au*
« *Paraguay*, outre deux volumes de lettres sur le même
« pays. Dans ces publications, on trouve les prophéties
« dont j'ai parlé, et le public y ajoutait d'autant plus volon-
« tiers foi, que l'on regardait leurs auteurs comme devant
« être bien informés. *Toutefois, les faits* les ont complète-
« ment démenties, TANT LA POPULATION DU PARAGUAY EST UNIQUE
« ET SINGULIÈRE entre tous les peuples de l'Amérique. »

Voilà, pour nous, la clef de toutes les incompréhensibilités des choses réelles du Paraguay; elle est dans la *singularité de ce peuple unique* entre tous les peuples de l'Amérique.

Et qui nous donne cet avis? le même homme qui vient d'écrire : « Vous saurez donc que je suis peut-être le premier
« étranger qui ait pénétré dans l'intérieur du pays, après la
« mort de Francia. J'y ai séjourné *plus de six années*; je
« l'ai parcouru *dans toutes les directions*; j'y ai observé,
« avec une attention soutenue, les usages, les coutumes,
« les idées des habitants. Grâce à quelques connaissances
« médicales, j'ai été à même de leur rendre quelques ser-
« vices qui m'ont fourni l'occasion d'entrer en relations
« avec des individus de toutes les classes, et de les voir
« sortir, vis-à-vis de moi, jusqu'à un certain point, de la
« réserve et de la méfiance qu'ils conservent généralement
« envers tous les étrangers. »

Eh bien, si un tel homme, après six ans d'étude sur les lieux mêmes, se trompe dans ses appréciations des hommes et des choses, ce qui est permis au plus honnête, en vertu de l'adage : *errare humanum est*, comment serions-nous infailibles, nous qui ne pouvons juger, c'est-à-dire apprécier, que par induction? Or, l'auteur que nous citons, n'ayant point écrit, en 1848, pour les besoins *actuels* de la cause du Paraguay, et, d'autre part, ses appréciations d'alors

étant diamétralement opposées à celle des *actuels* adversaires du Paraguay (qui n'y ont pas séjourné six ans), ne faut-il pas en conclure que lui ou eux se trompent ?

Quoiqu'il en soit, le fait avéré par six ans d'étude et d'observations est que la dictature de Francia a laissé un peuple *unique* et *singulier*.

Nous n'éprouvons aucun embarras pour expliquer cette double qualification, et nous espérons que nos explications en feront ressortir la justesse ; ce ne sera pas long.

De toutes les parties de l'Amérique du Sud évangélisées par les Jésuites, aucune n'avait formé, comme le Paraguay, un centre gouvernemental, sous une administration éclairée et paternelle (quoiqu'on ait dit), eu égard aux circonstances de temps, de lieu et d'éléments pour l'organisation. Le Paraguay était donc, de toutes les colonies espagnoles, la plus fortement organisée ; elle était donc *unique*.

Quand nous disons organisée, nous n'entendons point dire que le Paraguay fût régi par des institutions plus ou moins constitutionnelles. Nous voulons dire que, dans aucune autre colonie, il ne régnait des habitudes d'ordre et de sécurité comparables à celles qu'offrait le Paraguay. Reportons-nous donc au temps, aux lieux et aux hommes de l'endroit, et nous conviendrons que c'était vraiment tout ce que les Jésuites pouvaient obtenir des peuplades errantes dans les bois, et qu'ils réunissaient peu à peu, pour leur apprendre à vivre en société.

Quant à sa *singularité*, elle consistait surtout dans ce respect profond des néophytes envers les *Padres*, pères Jésuites, et contrastait glorieusement pour la Compagnie de Jésus, malgré certains contradicteurs, avec l'affligeant spectacle de l'anarchie qui, partout ailleurs, ensanglantait la conquête, avant même qu'elle ne fût achevée.

Nous avons donc raison de redire ici que les Paraguayens possèdent, incrusté dans leur cœur et dans leur volonté, le

sentiment pour ainsi dire inné chez eux du respect pour l'autorité ; et c'est là, à leur grand éloge, leur principale *singularité*, et ce qui les distingue des pays voisins de même origine espagnole, mais sans Jésuites.

Reste à savoir si cette singularité, sans être le fruit de ce que quelques-uns appellent l'incubation du despotisme de Francia, n'a pas été, elle-même, la cause de l'acceptation de son despotisme. Pour nous, sans hésiter, nous admettons la dernière hypothèse. Aussi répéterons-nous à satiété que la puissance de ce sentiment (le respect de l'autorité) était telle, qu'elle a résisté à vingt-six ans de souffrances inouïes dans l'histoire d'aucun peuple, souffrances dues aux caprices et même, si l'on veut, à la démence du dictateur.

Voilà pour Francia.

CHAPITRE V

FORMATION DE LA NATIONALITÉ PARAGUAYENNE

X

DEUXIÈME ÉPOQUE

La Présidence de Don Carlos A. Lopez.

Étudions maintenant l'avènement du successeur de Francia : Carlos Antonio Lopez, père de Francisco Solano Lopez, président actuel du Paraguay.

D'abord nous donnerons ici le jugement que Carlos Lopez portait, de sang-froid, sur la dictature, après la mort du Dictateur, et cela, pour l'édification des esprits graves qui veulent étudier sérieusement ce pays mystérieux et sa population *unique et singulière*. « Le Dictateur mourut le 20 septembre 1840 : la République déplora sa mort, en raison de ce qu'il fut le fondateur de l'indépendance du Paraguay, quelques censures qu'on puisse lui adresser ; et si sa politique eût été libre des dangers que nous venons de supporter (les convoitises de Buenos-Ayres), elle se serait montrée, assurément, plus franche et plus créatrice. » (*El Paraguayo independiente*, 7 juin 1845).

La mort du docteur Francia laissa son pays dans une complète absence de gouvernement et d'administration. L'horrible concentration de tous les pouvoirs pêle-mêle en ses seules mains, ne laissait voir aucun successeur possible de sa dictature. Une morne consternation planait sur le pays : on avait tant souffert, qu'on se demandait si l'on pourrait souffrir encore. Mais la tranquillité publique ne fut troublée que par de nombreuses incarcérations ordonnées ou exécutées par le seul instrument à la dévotion du Dictateur, c'est-à-dire par une espèce d'exécuteur des hautes-œuvres, et connu sous le nom d'*Actuario*.

Contrairement à ce qui est arrivé dans toutes les autres sections de l'Amérique du Sud, les hommes d'épée du Paraguay, au lieu de proclamer un gouvernement de leur choix, ou de s'adjuger le pouvoir par la force, ont, en toute circonstance, et notamment à la mort de Francia, donné le bon exemple de consulter l'opinion publique et d'accepter l'élu de tous. En conséquence, un commandant général des armes fut nommé par les chefs militaires qui refusèrent d'obéir à Juan José Medina et à quelques hommes hardis qui lui avaient donné le pouvoir, et ce commandant général reçut le mandat de convoquer un Congrès, qui fut installé six mois après la mort de Francia, au nombre de 500 membres, élus directement par le suffrage universel.

Le premier besoin du pays était de créer une autorité administrative. Immédiatement on nomma deux Consuls, sans exiger d'eux autre chose que « *de conserver et défendre l'indépendance et l'intégrité de la République.* »

El Congreso ordenò que los Consules jurasen formalmente en su presencia, sobre los santos Evangelios : « conservar y defender la independencia y la integridad de la Republica ; y ellos asi han jurado. » — (Paraguay independiente, 14 juin 1845).

Voilà donc des hommes qui, sans aspiration personnelle, au moment où toute ambition pouvait trouver sa voie, ne pensent qu'au pays et demandent d'abord son indépendance, puis son intégrité. C'est là un trait de caractère vraiment *unique et singulier* ; il renferme, à notre avis, tout ce qu'il y a d'amour du sol et d'esprit de justice dans cette population si mal jugée par ceux qui ne la connaissent pas. Ce qui est encore plus digne de remarque, après cet enregistrement du Congrès, c'est que les cinq cents députés qui le composaient, convaincus que les Consuls ne songeraient pas à s'occuper de choses autres que celles relatives à ce mandat sacramentel, considérèrent leur tâche comme accomplie. Ils se retirèrent dans leurs foyers, *en recommandant à la conscience des Consuls le soin de prendre les mesures les plus propres à propager l'éducation publique dans tout le pays.*

Un trait semblable répond d'avance aux injures qui sont prodiguées à tout un peuple accusé, en masse, de barbarie !

Les deux Consuls étaient : Carlos Antonio Lopez et Mariano Roque Alonzo.

Au sujet de ces deux personnages, laissons parler encore l'auteur des *Lettres sur le Paraguay* qui les a connus et vus à l'œuvre.

« Le premier consul, D. Carlos Antonio Lopez, est un
« riche propriétaire. Il reçut, dans sa *jeunesse*, au collège
« de *l'Asuncion*, l'éducation que, dans les premières années
« de ce siècle, on pouvait trouver dans les collèges de
« l'Amérique. Ses études achevées, il donna des leçons de
« théologie dans ce même collège, et fut pourvu d'une
« chaire de ce qu'à cette époque on appelait philosophie.
« Il s'adonna ensuite particulièrement à l'étude de la juris-
« prudence, se voua à l'état d'avocat, et l'exerça, suivant
« l'opinion générale, avec zèle, impartialité et désintéresse-

« ment , ce qui lui acquit du crédit , des amis et une clientèle choisie.

« Quand il devint dangereux , sous la tyrannie du Dictateur , d'exercer un métier aussi indépendant que celui d'avocat, A. Lopez se retira sur sa propriété rurale , à 40 lieues de l'Asuncion , et se livra tout entier à la lecture du peu de livres qu'il avait pu se procurer . . .

« M. Lopez n'est jamais sorti de son pays , et, antérieurement , il n'avait jamais pris la moindre part aux affaires publiques . . . Néanmoins les actes et les écrits de M. Lopez ont montré qu'il n'était pas étranger aux bonnes doctrines d'administration , et qu'il avait médité, dans sa retraite , sur la situation de son pays, sur ses besoins , ses maux et leurs causes, ainsi que sur les remèdes qu'il serait possible d'y appliquer . . .

« Le second Consul, D. Mariano Roque Alonzo, est un militaire qui compte de longs services de casernes et de garnisons. Il commandait un corps des troupes qui occupaient la capitale, quand ses compagnons d'armes le nommèrent commandant général , dans l'intérim acéphale qui devait s'écouler entre la mort du Dictateur et la réunion du Congrès. Pendant cette période, il maintint l'ordre public et protégea la tranquillité des citoyens avec zèle et modération. Homme de bon sens, d'honneur et de caractère, il a reconnu la supériorité de son collègue, ce qui est un mérite , il y a toujours déféré , ce en quoi il a rendu un grand service à sa patrie. »

Tels étaient les hommes qui furent appelés à consacrer la renaissance du Paraguay, en l'édifiant sur l'indépendance nationale et sur l'intégrité du territoire, si simplement recommandées par le Congrès des cinq cents. Mais nous venons de voir que l'un des Consuls, convaincu de la supériorité de son collègue, eut en effet le grand et rare mérite d'accepter cette supériorité. C'est donc le premier Consul

qui aura les honneurs ou le blâme dus au premier gouvernement régulier dont le Paraguay ait été doté, depuis l'expulsion des Jésuites, expulsion qui avait déjà 70 ans de date, à l'avènement de Carlos Antonio Lopez et de son collègue Roque Alonzo au Consulat.

Que serait-il arrivé dans tout autre pays, même de ceux qui s'appellent civilisés, au sortir d'une tyrannie si longue ? Nous en laissons juges tous les hommes ayant quelque expérience des réactions politiques.

Eh bien, le Paraguay n'eut pas sa réaction !

Il est vrai de dire que le gouvernement consulaire étala, tout d'abord, un luxe de qualités négatives, aussi rares qu'heureuses ; on va le voir :

« 1° Il ne s'annonça pas par la proclamation de fa-
« tueuses promesses ; — 2° Il n'afficha pas des théories et
« des doctrines d'un libéralisme exagéré ; — 3° Il ne
« laissa pas transpirer le moindre signe de blâme ou de
« désapprobation de la conduite du Dictateur. » (*Lettres
sur le Paraguay*).

Mais à l'ombre de ces vertus négatives, le gouvernement consulaire répandait les bienfaits les plus positifs.

Six cents prisonniers politiques furent rendus à leurs familles et à la liberté.

Les confiscations avaient eu lieu, sous la dictature, sans règle, ni compte des valeurs ; les Consuls rendirent les propriétés encore existantes et indemnèrent, autant que possible, pour celles dont on avait disposé.

Les propriétés rurales affectées, après confiscation, à un service d'utilité publique, furent achetées par l'État aux anciens et légitimes possesseurs.

Était-ce proclamer assez haut, quoique sans bruit et en famille, le grand et le plus solide principe de l'ordre social : respect à la personne et à la propriété ?

Tels furent les premiers actes du gouvernement consu-

laire. Ils suffiraient à l'honneur et à la gloire des Consuls qui surent ainsi paralyser la réaction imminente, par une juste réparation dans la mesure du possible.

C'est en effet ce que l'on pouvait espérer d'hommes assez sages pour comprendre que la terreur devait cesser avec la dictature, et assez justes pour démontrer que l'ère nouvelle devait être inaugurée par la réparation possible des maux passés. Ils le proclamaient, du reste, hautement en écrivant :

« Qu'une époque neuve étant ouverte pour le Paraguay,
« l'édifice social ne pouvait et ne devait plus être tel qu'il
« avait subsisté jusqu'alors.... Qu'enfin les progrès sociaux
« sûrs et prudents, *mais non précipités ou téméraires*, exigeaient que le système d'isolement, né d'une nécessité qui
« n'existait plus, fût à jamais proscrit. Le gouvernement se
« pénétra de sa haute mission, ainsi que des intérêts justes
« et réels du pays, et dès lors il comprit quelle était la
« marche organisatrice qu'il devait suivre. Il entra résolument dans cette voie féconde et glorieuse de l'organisation, et il y marche d'un pas ferme et sûr (1). »
(*Paraguay indépendante*, 14 juin 1845.)

Alors ces hommes chargés du fardeau de la dictature de Francia jetèrent dans les ténèbres de ce chaos la lumière de la justice. Et d'abord on créa un département de la police, dont l'action ne devait plus être soumise à un ordre verbal ou arbitraire, mais bien à un règlement écrit et détaillé. Un ordre judiciaire fut établi, aussi d'après un règlement spécial, la loi espagnole devant être appliquée en tant qu'elle ne serait pas contraire à ce règlement provisoire. Les juges de paix de canton suppléaient aux juges civils dans la

(1) C'est très-intentionnellement que nous citons d'abord le dire de la partie intéressée, afin qu'on le confronte, plus tard, avec ses actes divulgués, par des témoins oculaires, avant et après sa mort. Le dire sera jugé modeste, comparé aux faits accomplis, envers et contre des obstacles sans cesse renaissants.

campagne, et des lieutenants de police veillaient sur les districts.

Voilà, pour l'ordre judiciaire et pour une police suffisante, autant qu'il en fallait pour sauvegarder une société renaissante et protéger la sécurité individuelle dans une population naturellement paisible.

Le service militaire était peut-être le plus mal réglé de tous les services publics.

Peu à peu le gouvernement consulaire licencia officiers et soldats, en les remplaçant au moyen d'un recrutement annuel de trois mille hommes. — N'était-ce pas moraliser et nationaliser l'armée? — Aussi le témoin de ces faits ne craint-il pas de dire : « Avec ces mesures, le peuple cessa
« de craindre, comme des ennemis, ceux dont la mission
« devait être de le protéger. » (*Lettres sur le Paraguay*).

Cette réorganisation complète de l'armée repose sur le décret du 26 août 1845, et un autre décret, de même date, organisait aussi la garde nationale.

Propager l'instruction et l'éducation publiques, ce vœu si chaudement recommandé par le Congrès, après celui de l'indépendance et de l'intégrité du pays, ce vœu préoccupait les Consuls ; mais comment faire ? — Plus de collège, point de professeurs. — On se borna à établir des écoles primaires aussi nombreuses que possible. Quant à l'instruction supérieure, tout ce qu'on put obtenir fut l'institution de deux chaires, l'une de latinité, l'autre de philosophie, en attendant que, le temps aidant, on pût former un collège et organiser ce qu'on appelait déjà une *Académie* ; mais ce peu était une démonstration des tendances du nouveau gouvernement. C'est ce qu'exprime très-bien l'auteur des *Lettres sur le Paraguay* lorsqu'il dit : « En faisant tout ce qu'il pouvait dans des circonstances aussi
« défavorables, il prouvait qu'il était animé du désir de
« répandre dans la République des semences d'enseigne-

« **ment** et des germes de savoir, et qu'il reconnaissait que
« **la** jouissance d'une liberté ample et solidement basée
« **sur** l'amour de la patrie, le développement de son indus-
« **trie**, le maintien des institutions, l'amélioration morale
« **des** individus, dépendait de la généralisation, dans la
« **nation**, d'un certain degré d'instruction et de culture. »

Pour affirmer la sincérité de ces heureuses tendances, le gouvernement consulaire n'hésita point à introduire *une presse typographique* (la première), dont lui seul se servait, et à **p**ublier hebdomadairement les actes officiels qu'il livrait **ainsi** à l'appréciation de l'avenir. C'est donc à la vue de **ces** pièces authentiques qu'on pourrait, à la rigueur, **hasarder** un jugement en considérant, avec calme et **justice**, les circonstances exceptionnelles dans lesquelles **s'opérait** cette transformation sociale d'un pays si particulièrement spécial.

En effet, le Paraguay n'a aucune analogie avec aucun **pays** du globe, soit qu'on le considère dès son origine, soit qu'on le prenne à sa sortie de la dictature de Francia.

Les Jésuites, leurs premiers instituteurs, n'avaient pu qu'**habituer** à la vie en commun des peuplades errantes, en leur faisant goûter, par la pratique, les biens d'abord **matériels** nés du précepte évangélique et de l'amour du **prochain**.

La dictature de Francia, en développant ce précepte *uniquement au profit de l'esprit national*, habitua ses compatriotes à mettre au-dessus de tout, même de leurs **propres** souffrances, le bien suprême de l'indépendance. Ce **sentiment**, à défaut de tous les autres qu'opprimait la **terreur**, devint l'*alpha* et l'*omega* de la vie intuitive du **paraguayen**; si bien qu'au réveil de cette longue léthargie **sociale**, connue sous le nom de dictature de Francia, l'**enfant** du Paraguay n'eut qu'une seule et même pensée :
« l'indépendance nationale et l'intégrité du territoire. »

Et voilà le mot de cette énigme de la douleur publique qui suivit le décès du Dictateur, malgré les longues souffrances que la dictature avait nourries, parce que, toute terrible qu'elle avait été, elle symbolisait au moins l'indépendance.

On comprend donc quelle dose de soumission pouvait obtenir d'un peuple ainsi préparé, une administration aussi paternelle que celle des Consuls, dès le moment qu'ils inscrivaient sur le drapeau du pays, appelé à renaître à la vie sociale, ces mots magiques : « Indépendance nationale — intégrité du territoire. »

La diplomatie cauteleuse de cet autre Dictateur, le général Rosas, qui florissait à Buenos-Ayres, lors du décès de son confrère Francia, vint à point nommé offrir aux Consuls l'occasion d'affirmer la devise nationale du Paraguay renaissant.

Un volume ne suffirait pas à relater la faconde tortueuse, spéciale et unique, quant au style, du général Rosas. Il s'efforçait de persuader au Paraguay que toutes les félicités possibles l'attendaient, s'il voulait bien entrer dans le giron de la *sainte* fédération... c'est-à-dire devenir l'une des heureuses provinces Argentines!

Mais le Paraguay répondait, entre autres vérités, par cet argument de fait, que « *depuis 33 ans, l'Iris de paix, d'union et de concorde n'avait pas encore apparu au ciel du pays Argentin!* » (Dépêche des Consuls au gouverneur Rosas, du 30 août 1843).

De cette résistance du Paraguay à embrasser la cause de la sainte fédération... naquirent des hostilités sourdes encore, mais très-directes, quoique masquées sous des mensonges d'affection. Ce style était le triomphe de la réthorique à l'usage de Rosas. Voici le sommaire de ces hostilités.

En vertu des décrets des 8 janvier et 16 avril 1845,

Rosas décréta de mort le commerce du Paraguay « pour
« éloigner tous motifs (disait l'exposé des motifs) qui
« pourraient troubler les relations amicales avec la Répu-
« blique du Paraguay ! » Les ports Argentins furent (par
terre et par eau) fermés au commerce du Paraguay, tant
que les *sauvages unitaires*, c'est-à-dire le parti opposé à la
dictature de Rosas, occuperaient la province de Corrientes.
— Comme si le Paraguay pouvait quelque chose dans les
dissensions Argentines !

Avant d'en venir là, Buenos-Ayres avait épuisé la res-
source des notes et du *Memorandum*, dans lesquels on
trouve, entre autres gracieusetés à l'adresse de l'Europe,
celle-ci : « *Que Dieu préserve le Paraguay d'admettre ja-*
« *mais des étrangers, qui sont de méchantes sauterelles...* »
(*Memorandum* accompagnant la note de Rosas, en date du
26 avril 1843).

En réponse aux décrets des 8 janvier et 16 avril 1845,
Carlos Antonio Lopez, nommé Président par le Congrès
réuni en mars 1844, et qui avait mis fin au gouvernement
consulaire, en promulguant la constitution politique du Pa-
raguay, adressa la fameuse note, en date du 28 juillet 1845.
C'est un résumé historique succinct, mais énergique et
solide, des griefs du Paraguay contre Buenos-Ayres, ses
embûches et surtout ses convoitises de domination. Cette
note répondait aussi à celle de Rosas du 22 mars (1). Qu'il
nous suffise ici de dire comment celle du président Lopez
finit :

« Le peuple du Paraguay ne saurait être conquis (*es in-*
« *conquistable*), il peut être écrasé par quelque grande puis-
« sance, mais il ne sera jamais l'esclave d'aucun pouvoir
« (*mas no será esclavizado por ninguna*).

« Dans ces termes, toutes contestations ultérieures doi-

(1) Voir aux Documents et Pièces officielles. F. et G.

« vent cesser ; il est, en outre, injurieux de proposer à un
« peuple qu'il abdique sa nationalité et son existence poli-
« tique. »

Ces deux pièces sont tellement caractéristiques, qu'elles suffiraient pour faire juger leurs auteurs, chacun à son point de vue. C'est pourquoi nous les soumettons à l'appréciation des hommes studieux (1), car ils y trouveront le plus vif résumé du litige, et même deux *ultimatum*.

Une fois le gant jeté à la face du gouvernement de Buenos-Ayres, celui-ci tourna prudemment la difficulté que sa diplomatie n'avait pu vaincre, quoiqu'appuyée par l'arrivée du général Urquiza, que Rosas avait fait marcher, en toute hâte, jusqu'aux frontières du Paraguay. C'était une manifestation propre à corroborer la note de Rosas du 22 mars 1845 ; mais, en lisant la réponse du président Lopez, on comprendra qu'il s'en montrait fort peu ému.

En effet, soit que Urquiza fût peu désireux (ce qui est probable) d'aller guerroyer dans un pays dont il connaissait bien toutes les difficultés et les obstacles topographiques, soit que Rosas ne voulût pas commencer la conquête du Paraguay avant d'avoir achevé celle de Montevideo, dont le siège durait déjà depuis trois ans, on vit l'armée d'Urquiza abandonner les frontières du Paraguay, sans y avoir brûlé une amorce.

Et tout rentra, *in statu quo ante bellum* ; au moins avant qu'aucun acte d'hostilité n'eût été fait par l'armée d'Urquiza.

Mais la question de l'indépendance du Paraguay restait à l'état de vif litige avec le gouvernement de Buenos-Ayres. Celui-ci, après avoir déclaré « qu'il ne reconnaissait ni ne méconnaissait l'indépendance de la République du Paraguay » (*Memorandum* joint à sa note du 26 avril 1843),

(1) Voir aux Documents et Pièces officielles, F. et G. (réponse).

ne craignait pas de s'y opposer formellement, dans sa note du 27 mars 1844 — onze mois après, — en disant : « Sous
« le poids de difficultés insurmontables, et convaincu que
« la reconnaissance du Paraguay indépendant jetterait
« l'indépendance des deux pays dans un danger immi-
« nent, etc. »

De cet état de guerre diplomatique naissait un grand malaise pour le Paraguay. De là, le commerce et le travail sans sécurité, le trafic languissant, la production sans activité ni extension.

Il est facile de comprendre combien une pareille situation contrariait l'essor que le président Lopez voulait et pouvait donner à la renaissance du Paraguay.

Les obstacles, quelque énormes qu'ils fussent pour les débuts de la présidence, ne refroidirent aucunement le vif désir du président Lopez d'améliorer les conditions morales et économiques du peuple confié à son patriotisme. Surtout il s'efforça de convier le Paraguay à un développement intellectuel, basé sur l'étude et le savoir. Dans ce but, il rechercha le concours de professeurs émérites, en offrant à des hommes spéciaux des conditions avantageuses.

« Par malheur, dit l'auteur des *Lettres sur le Paraguay*,
« les retards et les difficultés qui entravent la navigation
« du Parana, à cause de la guerre (qui, dit-on, n'en est pas
« une) de l'intervention européenne, ont empêché la réali-
« sation des projets bienfaisants du président Lopez. »

Ainsi, même dans ses élans les plus louables, on voit ce malheureux pays en butte au mauvais vouloir de son ennemi, et subir indirectement l'action répressive de l'intervention anglo-française contre Rosas.

Empêché de ce côté, pour le moment, le président Lopez voulut cependant donner la mesure des dispositions que son gouvernement apportait dans la formation des rapports auxquels il conviait les nations étrangères.

Dans ce but, il avait déjà publié, à la date du 2 décembre 1844, un décret, sous forme de règlement, pour établir les conditions auxquelles les étrangers pourraient jouir des droits de citoyen du Paraguay. On a beaucoup critiqué les exigences de ce règlement, malgré la libéralité évidente de l'article deuxième, qui donne le droit de naturalisation : 1° aux inventeurs ou introducteurs d'une industrie quelconque; 2° à tous ceux qui auraient adopté un paraguayen; 3° à tous ceux qui auraient fait une campagne de guerre pour la défense de la République, ou qui auraient été blessés à son service; 4° à ceux qui, par leur talent et grâce à leur capacité, seraient admis à l'enseignement littéraire ou industriel dans la République; 5° à quiconque rendrait des services importants au pays. Cette nomenclature des facilités ouvertes à la naturalisation paraguayenne n'indique-t-elle pas le vif désir d'appeler l'étranger capable dans le Paraguay, et d'appliquer ses capacités à l'avancement moral et matériel du pays?

Il est vrai que l'article 3 de ce règlement oblige à ne pas sortir du pays, sans une autorisation du gouvernement. Mais ne peut-on pas considérer cette restriction comme une simple demande de passeport? Et quand même on voudrait y voir une mesure inquisitoriale, elle semblerait justifiée par le besoin d'une vigilance extrême contre les embûches de Rosas. Quoiqu'il en soit, cet appel fait aux capitaux et au travail de l'étranger nous semble une réponse péremptoire aux accusations portées contre le prétendu esprit rétrograde attribué au président Lopez.

Non content de ce premier pas destiné à lier les intérêts du Paraguay avec ceux d'une immigration de travailleurs, le gouvernement du Paraguay, à la date du 20 mai 1845, publia deux autres décrets ayant évidemment le même but. Le premier, en faveur de toute découverte ou invention utile, fixe les droits de l'inventeur ou de l'intro-

ducteur ; il est à peu près basé sur la législation qui régit en France les brevets d'invention. L'exposé des motifs est ainsi conçu : « Le suprême gouvernement national désirant
« développer et exciter les industries et leur progrès dans
« la République, considérant qu'un des moyens les plus
« propres à obtenir ce but, est de définir et de garantir
« les droits de ceux qui y concourent, décrète, etc. »

Ce décret est suivi des considérations suivantes : « L'in-
« vention est une propriété sacrée ; elle est le fait de
« l'intelligence et du travail, et un principe créateur de
« l'industrie et de la richesse publiques. Sans garantie, il
« n'y a pas de propriété, point de fruit ni de jouissances
« dues aux fatigues et au travail de l'homme. Partant, sans
« garantie, point de travail, c'est-à-dire oisiveté, pau-
« vreté, misère et vices.

« En jetant les regards sur les sources abondantes de
« richesses que présente notre sol vierge et fécond, sur
« les magnifiques canaux des eaux naturelles qui sillon-
« nent notre territoire et qui sont nos portes de com-
« munication et de commerce avec le monde entier, en
« voyant les coutumes saines et laborieuses de nos com-
« patriotes recevoir chaque jour de nouveaux éléments
« pour leur prospérité, notre âme voudrait s'élancer vers
« l'avenir pour y contempler les futures splendeurs de la
« République; la Providence a créé le cours du Paraguay
« et du Parana pour la communication et le commerce de
« ces régions intérieures : que ces hauts décrets s'accom-
« plissent. »

Peut-on croire que ces paroles, si vraies et si simples, cacheraient des projets de sequestre et d'une dictature nouvelle ? On ne saurait l'admettre en voyant que le président Lopez s'exprimait ainsi alors que, en lutte avec les prétentions du dictateur Rosas, il les repoussait par ces autres considérations :

« Nous répétons qu'entre autres partis, il en existe un
« à Buenos-Ayres qui s'arroge le droit de gouverner sou-
« verainement tout le territoire de la Confédération Ar-
« gentine. Peu lui importe de sacrifier à cette ambition
« toutes les autres provinces, pourvu qu'il en résulte le
« bien-être exclusif de cette métropole. Dans l'opinion de
« ce parti, Buenos-Ayres a hérité des privilèges de la cour
« d'Espagne, et les provinces sont ses colonies !

« De même que la cour d'Espagne repoussait la naviga-
« tion et le commerce étranger, tuant ainsi toute concur-
« rence, ce grand élément du progrès, de même Buenos-
« Ayres proscriit la liberté commerciale des provinces,
« pour fonder son monopole. »

C'est ainsi que chacun des actes ou des décrets du président Lopez était une réponse pratique aux exigences de Buenos-Ayres.

L'autre décret de même date que nous avons signalé, était comme le corollaire du premier, et nous lisons en tête ces mots significatifs :

« Le suprême gouvernement de la République considé-
« rant qu'il convient de provoquer et de cultiver l'amitié,
« la bonne intelligence et l'harmonie avec les puissances
« étrangères, et qu'il convient d'instruire les autorités
« nationales du système que le gouvernement se propose
« de suivre pour la protection des sujets étrangers, en
« vertu et en conformité des lois fondamentales de la
« République et de ses principes politiques et commer-
« ciaux, décrète, etc. »

L'article premier accorde l'égalité parfaite et absolue à toutes les nations, dans le traitement de leurs nationaux résidant au Paraguay. Les articles 2 et 3 les admettent tous à commercer librement, dans tous les ports ouverts au commerce étranger, mais ils ne peuvent pas s'interner *jusqu'à ce que les circonstances* permettent de leur

accorder le libre transit à l'intérieur, sans être munis d'une autorisation spéciale. Cette restriction temporaire avait pour cause le danger évident de laisser pénétrer les émissaires de Rosas dans l'intérieur du Paraguay. Du reste, les articles suivants offraient à l'étranger la plus entière liberté dans l'exercice de son industrie, la sécurité de sa personne, l'exemption du service et des réquisitions militaires; la liberté de conscience, quoique sans culte public autre que celui de la religion catholique; l'assurance qu'en cas de guerre avec leur nation, la personne des résidents et leurs biens seraient respectés; la liberté de disposer par testament ou autrement de leurs biens. Même au cas de décès *ab intestat*, le gouvernement se chargeait de transmettre l'héritage aux héritiers naturels.

C'est ainsi que le président López préparait les rapports politiques et diplomatiques avec les puissances étrangères. Il comprenait que l'intervention anglo-française, qui se dressait devant la dictature de Rosas, amènerait tôt ou tard sa chute; aussi célébrait-il, comme une victoire, tous les succès de l'intervention pendant laquelle le Paraguay demeura à peu près sequestré du commerce et du monde entier, en vertu des décrets de Rosas. Toute son action se bornait à se prémunir contre les embûches du dictateur Argentin.

Le principal événement, durant les six années de l'intervention anglo-française, fut, pour le Paraguay, la menace d'invasion du général Urquiza, envoyé par Rosas, mais dont nous avons vu déjà l'innocuité.

Après avoir cherché à apprécier sainement l'homme et le pays par les actes authentiques, publics et officiels, nous sera-t-il permis d'invoquer l'opinion de ses contemporains, et des plus marquants par leur valeur intellectuelle et leur action politique? La tâche nous sera facile. Nous n'aurons qu'à nommer les plus célèbres adversaires de la dictature de

Rosas, et dont le caractère éminemment libéral et respecté ne sera point révoqué en doute par ceux-là même qui nous gratifient d'un tempérament anti-libéral, bien que plusieurs d'entre ces hommes, distingués à divers titres, nous aient tenu pour leur ami, jusqu'à leur mort.

Après Lavalle, qui fut la grande victime de Rosas, comme homme d'épée, mais qui mourut pour n'avoir pu atteindre le Paraguay; après Florencio Varela, l'illustre publiciste Argentin, dont le nom a retenti avec éloge aux tribunes de France et d'Angleterre, et qui fut la proie d'un mercenaire assassin (1), nous citerons le général Paz, ce noble débris des grandes guerres de l'indépendance, homme pur et vénéré, qui a mis son épée au service de l'indépendance du Paraguay, dans les derniers jours de sa vie. Nous citerons encore le digne émule de Varela, le docteur Don Valentin Alsina, qui eut le grand courage de succéder à l'illustre victime, dans la rédaction du *Comercio del Plata*, ce qui sera l'honneur de sa vie, car accepter l'héritage du martyr, c'était offrir sa tête aussi à l'assassin de Varela ou à ses instigateurs! Enfin nous citerons le général Melchior Pacheco y Obes, qui a rempli deux missions diplomatiques en France, pour arracher, par deux fois, son pays (Montevideo) à l'ambition de Rosas.

Ces citations nous dispenseront de tous commentaires, car deux de ces illustres défunts sont, à des titres divers, deux victimes de Rosas, le grand despote, auquel on voudrait assimiler, comme despote au petit pied, le président du Paraguay, successeur immédiat du dictateur Francia. Or, si Florencio Varela est tombé sous un fer assassin, pour avoir lutté corps à corps contre la politique de Rosas; si Pacheco a vu sa santé ruinée par les fatigues

(1) Son frère, Jacobo Varela, homme d'une probité antique, a lutté et lutte peut-être encore, depuis dix-huit ans, pour faire retomber la responsabilité de ce crime sur son instigateur caché.

du mémorable siège de Montevideo, dont il contribua puissamment à organiser la défense, et s'il a succombé peu après la délivrance de son pays, le docteur Alsina vit encore, et le président Lopez a lutté, sans trêve ni merci, afin de soustraire le Paraguay aux convoitises du général Rosas, et voir sa patrie triomphante.

Il y avait donc identité de sentiments entre tous ces hommes qui resteront célèbres, à divers titres, quoiqu'en disent leurs adversaires au Rio de la Plata et ailleurs. C'est donc à Varela et à Pacheco, qui ont emporté dans la tombe des sympathies et aussi les haines incontestables de leurs antagonistes, à justifier Don Carlos Lopez des accusations irréfléchies dont on voudrait charger sa mémoire.

Florencio Varela écrivait en 1845, dans le *Comercio del Plata*, journal fondé par lui et dont le retentissement dure encore, ce qui suit :

« Que le Paraguay poursuive sa marche dans cette voie
« de libéralité bien entendue ; qu'il obtienne, par la force
« des armes et par des traités, la libre navigation du fleuve
« (le Rio Paraguay) qui le met en communication avec le
« monde transatlantique, et le développement de sa prospérité
« prendra des proportions étonnantes... Et cette
« nation (la Paraguayenne) qui se lève à peine, après les
« nations voisines, sera peut-être la première qui atteindra
« aux destinées que lui prépare la richesse de son sol.....
« Telle est la perspective qui s'ouvre devant le Paraguay ;
« espérons qu'il luttera avec vigueur, pour qu'il n'en soit
« point frustré, et demandons, pour ce peuple, l'appui de
« la civilisation et du commerce qu'il appelle à grands
« cris (1) !

« Rosas s'obstine à vouloir réduire le Paraguay à la même
« condition d'ilote qu'il a faite aux provinces Argentines ; le

(1) Avis aux adversaires de Lopez, et qu'ils n'oublient pas que c'est Florencio Varela qui parle. .

« Paraguay repousse cette prétention, non à titre de pays
« rebelle, mais en démontrant son droit puisé dans l'histoire
« même de l'émancipation commune, et réfutant ainsi l'idée
« favorite du dictateur, chimère ambitieuse et désorganisa-
« trice, de reconstruire la vice-royauté de Buenos-Ayres.
« Mais le Paraguay est sur pied, alerte et vigilant !... »

Par ces minimes extraits des nombreuses philippiques de Florencio Varela contre Rosas, on peut connaître ses convictions et apprécier ses sympathies pour la cause du Paraguay; on peut aussi, et c'est fort important, apprendre le jugement qu'un esprit si élevé s'était formé sur le caractère du président Lopez et sur la nature de son gouvernement.

Voyons si le successeur de Varela, dans cette rude tâche des philippiques, le grave homme de loi, l'éloquent orateur Alsina, aura perdu un atôme des sympathies de Varela pour le Paraguay.

En 1851 le président Lopez avait renouvelé la dépêche par laquelle, dès 1843, il avait demandé à la France, comme à toutes les puissances, la reconnaissance de l'indépendance du Paraguay. Le *Comercio del Plata* avait publié ce document, et il en donna le commentaire dans les termes suivants :

« LA NOTE DU GOUVERNEMENT PARAGUAYEN AU GOUVERNEMENT
FRANÇAIS.

« En adressant au gouvernement français une nouvelle
« note identique à celle de 1843, pour faire reconnaître
« son indépendance, nous supposons que le gouvernement
« du Paraguay a plutôt en vue une formule de civilité,
« qu'un acte de nécessité ou d'utilité pour son pays. Lors-
« qu'en 1843 le Paraguay se mettait pour la première fois
« en contact officiel avec les puissances européennes, il

« était naturel qu'il leur demandât de reconnaître son in-
« dépendance et son autonomie, en leur présentant les do-
« cuments qui attestaient sa nationalité. Mais, depuis lors,
« les choses sont considérablement changées, les faits ont
« parlé, et contre ces faits, le silence ou même la négative
« d'un gouvernement quelconque, européen ou américain,
« serait de nulle valeur.

« En effet, en 1843 Rosas représentait le Paraguay en
« Europe, par le canal de ses organes officiels, comme un
« pays peuplé d'idiots, incapables de former une nationa-
« lité indépendante ; mais il affirmait, cependant, que
« cette population de niais était dévouée à sa personne.
« Or, le Paraguay n'avait alors ni échos ni défenseurs
« dans l'Europe, où l'on pensait que Rosas étoufferait ai-
« sément ce faible cri d'indépendance que le Paraguay
« osait renouveler, sous la puissance de ses armes, puis-
« sance dont l'Europe s'était fait un fantôme. On s'imagi-
« nait en Europe qu'en s'efforçant de faire reconnaître sa
« nationalité, le Paraguay cherchait à compromettre les
« nations étrangères pour le soutien de cette indépendance
« qu'on le croyait impuissant à défendre.

« En 1843 le Paraguay sortait à peine d'entre les mains
« de fer du dictateur Francia qui l'avait séquestré, pendant
« un quart de siècle, de tous rapports avec l'univers entier ;
« c'était donc un pays inconnu à l'Europe qui l'entrevoyait
« uniquement à travers les traditions coloniales qui se
« rapportaient à un état social bien différent de celui
« qu'avait amené l'émancipation.

« En 1843 le Paraguay était pour l'Europe une région
« obscure, malgré le demi-jour qu'avait jeté sur elle le
« livre de MM. Rengger et Longchamp.

« En 1843 on ignorait l'importance et la valeur com-
« merciale du Paraguay, à tel point qu'un candide ministre
« britannique affirmait, avec beaucoup de gravité, dans

« le Parlement, que ce pays (le Paraguay) extrêmement
« pauvre, ne produisait que du quinquina !

« Enfin en 1843 on ignorait si ce pays, en entrant dans
« une vie nouvelle, ne passerait pas par la loi commune
« qui paraît avoir condamné les nouveaux États de l'Amé-
« rique à l'instabilité et à l'anarchie ; on ignorait si le
« sentiment national du pays était au niveau du sentiment
« officiel des autorités qui le proclamaient ; on ignorait
« encore quels étaient les éléments de vitalité politique
« et les moyens de résistance du Paraguay. Dans l'état
« incomplet de ces notions, il ne serait point étrange
« de supposer que quelques chancelleries européennes
« se renfermeraient dans une expectative silencieuse ,
« conseillée par une sévère circonspection.

« Mais aujourd'hui tout est changé ; depuis lors la
« lumière s'est faite , et une conscience intime a pu
« se former. Aussi , dans notre opinion , le refus d'un
« gouvernement étranger de reconnaître l'indépendance
« Paraguayenne , serait aussi injuste et maladroit que
« serait superflue une reconnaissance explicite de cette
« indépendance. En effet , le Paraguay pourrait répondre,
« comme l'immortel vainqueur de Lodi et Montenotte
« répondit aux commissaires Autrichiens à Léoben :
« — *Effacez cela !* »

« En effet, depuis 1843 le Paraguay a été visité par une
« foule d'étrangers intelligents, dont quelques-uns sont
« revêtus d'un caractère plus ou moins officiel ; et même
« les canons des marines Européennes ont salué les rives
« du Paraguay et sa propre capitale l'Asuncion. Les
« informations de ces agents et de nombreuses publications
« périodiques ou spéciales, faites en Europe et dans l'Amé-
« rique, ont dû vulgariser la connaissance de la situation
« du Paraguay, de sa valeur mercantile , de toutes ses
« ressources ou produits divers. Dans cet intervalle, le

Gouvernement du Paraguay, loin de maintenir le pays
fermé au commerce et à l'industrie européenne, a fait
au contraire ce qu'il lui était possible pour faciliter ce
commerce et cette industrie. Et de fait, aux termes de la
Note indiquée, le Paraguay connaît « *l'urgente nécessité*
« *d'un plus rapide développement intellectuel et industriel du*
« *pays, pour qu'il florisse, croisse et prospère, comme le*
« *promettent les riches éléments dont la Providence l'a doté.* »
« Dans ce même intervalle de temps, la tranquillité du
« Paraguay a été complète, et le sentiment national qui
« soutient le gouvernement s'est révélé d'une manière
« irréfutable, un et compact. D'autre part, selon la même
« note, cinq États de l'Amérique et quatre de l'Europe ont
« déjà reconnu l'indépendance du Paraguay ; et quant aux
« forces de ce pays et à sa capacité morale et matérielle de
« la soutenir, quant aux éléments de guerre qu'il possède,
« ils sont suffisants et incontestables. Quand bien même
« ces assertions ne seraient point des *faits*, un autre *fait*
« est là, qui ne permettrait pas de douter des premiers :
« c'est l'inaction de Rosas et le respect avec lequel il
« considère le Paraguay ; procédé que nul ne sera assez
« simple pour attribuer à la modération ou au manque de
« bon vouloir de Rosas. Loin de se risquer à envahir le
« Paraguay, il a dû passer par la honte de souffrir patiem-
« ment que le Paraguay devint lui-même envahisseur,
« et ce, avec impunité.

« C'est en présence de ces faits et de beaucoup d'autres
« qui se sont déroulés depuis 1843, que nous ne pensons
« pas que la reconnaissance de l'indépendance du Paraguay,
« redemandée à la France, soit une nécessité, au point de
« vue des intérêts du Paraguay. Il nous paraît évident, au
« contraire, que les convenances de la France, et non celles
« du Paraguay, conseillent cette reconnaissance. Aussi
« trouvons-nous parfaitement juste le reproche que la

« note du Paraguay adresse, quoique avec beaucoup de
« douceur, au gouvernement du roi Louis-Philippe, en lui
« disant que : *il n'aura pas assez considéré que le com-*
« *merce français pouvait retirer de grands avantages dans*
« *le Paraguay.*

« Du reste si aujourd'hui même (1854) l'accès du Para-
« guay n'est point encore sans entraves, ce mal est dû
« absolument à Rosas. Le Paraguay doit se mettre en garde
« contre les intrigues qui formaient la seule armée que
« Rosas puisse introduire dans ce pays. Ces mesures de
« précautions disparaîtront ou se modifieront, à la cessation
« de l'état de guerre qui les produit. Il en est de même du
« commerce du Paraguay qui ne peut être apprécié, à
« cause des restrictions que lui impose Rosas, car le com-
« merce extérieur est impossible avec ce pays, sans une
« libre navigation fluviale, question dont nous nous sommes
« déjà tant occupé. Nous nous bornerons à dire ici que si
« cette libre navigation intéresse hautement le Brésil, elle
« est nécessité vitale pour la prospérité des Républiques
« Argentine, Uruguayenne, Paraguayenne et Bolivienne.
« Mais c'est précisément pourquoi elle sera repoussée par
« les convenances personnelles de ce despote (Rosas) igno-
« rant ou stupidement égoïste. Et cependant ces intérêts
« éminents, grandioses et universels sont combattus en
« Europe par certains hommes (dont quelques-uns s'appel-
« lent *Républicains* !) qui défendent avec ténacité le pouvoir
« absolu, le plus monstrueux et le plus rétrograde qui
« existe sur la face du globe.

« Quand nous avons dit que les éléments du Paraguay,
« pour le maintien de son indépendance, étaient plus que
« suffisants, nous n'avons pas cru faire une hyperbole.
« Voilà longtemps que nous avons cette conviction, et nous
« la croyons partagée par un grand nombre de bons es-
« prits ; aussi a-t-elle été fortifiée en nous par les infor-

« mations que M. Guillemot a eu l'obligeance de nous don-
« ner. Nous n'en ferons point un usage indiscret, mais
« nous pouvons dire que l'armée active du Paraguay, répar-
« tie au *Paso de la Patria*, à Ytapua, et à l'Asuncion,
« monte à 20,000 hommes, principalement d'infanterie, et
« que celle-ci peut être élevée jusqu'à 45,000 hommes, le
« jour où on voudra ; que ses munitions, armements, et
« les trains d'artillerie sont complètement organisés. On
« comprendra ce fait, en sachant qu'une grande partie des
« états-majors et des chefs militaires se composent d'étran-
« gers de diverses nationalités, et qu'ils sont généralement
« instruits dans les arts de la guerre. Quant à l'armée, elle
« est formée par une jeunesse brillante, saine, robuste,
« sobre et habituée aux rudes travaux. L'obéissance et le
« respect de ses chefs est pour elle un culte. M. Guillemot
« a assisté aux exercices de ces troupes qui sont incessants ;
« il a suivi avec attention leurs manœuvres, et il ne craint
« pas de dire qu'elles égalent en précision celles d'une
« armée européenne.

« Quant à nous, nous affirmons que dans aucun Etat de
« l'Amérique ci-devant espagnole il n'y a jamais eu et il
« n'existe point d'armée plus nombreuse, composée de
« troupes de ligne, c'est-à-dire bien disciplinées. Et cepen-
« dant un journaliste de Paris a pu écrire que l'armée du
« Paraguay était un ramassis d'Indiens et de nègres ! Or,
« il est à peine possible de dire que ces deux races existent
« au Paraguay, tant les spécimens en sont rares (1).

« D'autre part ces 20,000 Paraguayens qui sont sous
« les armes, équivalent certainement à un nombre double
« de leurs ennemis, par la simple raison qu'ils sont

(1) L'auteur veut dire, sans doute, qu'on ne voit point d'Indiens sauvages parmi les habitants. Quant aux nègres *tous libres*, on en compte à peine deux mille dans tout le pays.

« tous animés d'un sentiment de patriotisme uniforme et
« profond.

« Ajoutons à ces détails que, sur tout le continent amé-
« ricain, il n'existe pas une nationalité que sa position géo-
« graphique rende plus invulnérable, plus propre et plus
« forte *pour la défense*, ce qui fera comprendre le ridicule
« de la prétention du pygmée Rosas, d'envahir et de sub-
« juguer le Paraguay, lui qui n'a pu se défendre contre des
« Indiens sauvages, dans sa province même ! Or, sans en-
« vahir et subjuguier le Paraguay, comment étouffera-t-il
« son cri d'indépendance ?

« En vérité, nous croyons qu'il serait aussi facile à Rosas
« d'envoyer ses lieutenants envahir le Japon, que de les
« faire pénétrer dans le Paraguay, où son nom est un très-
« juste sujet d'animadversion universelle. »

Ces choses et d'autres encore, après l'illustre Florencio Varela, son digne successeur Alsina les écrivait en 1854, et, chose étrange, on les croirait écrites pour 1866..... Seulement en 1854, Rosas, conscient de sa faiblesse, malgré la chimérique puissance qu'on lui prêtait, Rosas eut le bon esprit, ainsi que nous l'avons vu, de faire rappeler l'armée d'Urquiza des portes mêmes du Paraguay, où il l'avait envoyée pour voir si les Paraguayens les ouvriraient à cette armée déjà escortée du prestige de la victoire... Voilà ce qui se passait sous le grand Rosas, en 1854.

En 1865, la triple coalition, plus confiante dans ses forces et dans ses ressources, n'a pas craint de franchir les portes du Paraguay ; mais elle y est clouée, sur le seuil où, depuis un an, les cadavres s'amoncellent !! Ceci veut dire que Alsina, trop honnête homme pour ne pas rendre justice aux légitimes aspirations d'indépendance du Paraguay, était aussi trop bien instruit pour ne pas prédire à son pays, *quinze ans par avance*, le sort qui serait réservé

à l'outrecuidance de la triple intervention de nos jours, qui eût tout aussi bien fait d'entreprendre la conquête du Japon, selon le conseil d'Alsina à Rosas

La preuve que Alsina n'était pas le seul homme intelligent de son pays et de son époque qui eût et professât la même manière de voir, se trouve dans l'opinion qu'émettait sur la même question et presque à la même époque, mais à Paris, le général M. Pacheco-y-Obes ; rapprochement très-remarquable, si l'on considère que ces deux célèbres Américains étaient séparés par 2,000 lieues de distance, au moment où ils écrivaient, chacun de leur côté, sur le même sujet.

Voici ce qu'écrivait le général Pacheco en reproduisant les *Lettres sur le Paraguay* que nous avons si souvent citées :

« Nos révolutions, nos guerres, nos erreurs, les
« crimes mêmes qui viennent parfois attrister ces belles
« régions, tout cela semble étrange à l'Europe ; et cepen-
« dant, lorsque nous ouvrons l'histoire des peuples du
« continent européen, nous pouvons trouver, nous aussi,
« et cela en dehors des temps de barbarie, des révolutions,
« des guerres, des erreurs, des crimes, enfin un spec-
« tacle semblable à celui dont l'Amérique du Sud est le
« théâtre.

« Bien peu d'hommes en Europe ont cōmpris l'Amé-
« rique, et ont pu juger ses habitants et ses besoins ; bien
« peu d'hommes ont pu apprécier les circonstances dans
« lesquelles se sont trouvés ces peuples entrant dans la
« vie politique. Ceux-là ont pu reconnaître toutes les dif-
« ficultés qu'il a fallu vaincre pour arriver au point où l'on
« est parvenu ; ils ont su comprendre quelle supériorité
« intelligente ont déployée les Bolivar, les Rivadavia, les
« Andrade, et ils ont dû admettre que les peuples qui pro-

« duisaient de tels hommes, n'étaient pas à classer d'une
« manière aussi inférieure, comme le dire de certains écri-
« vains voudrait l'affirmer.

« De tous les peuples de l'Amérique du Sud, le Para-
« guay est le moins connu de l'Europe, et en même
« temps celui qui a été le plus victime du système dont
« nous déplorons les effets.

« Les apologistes du général Rosas ont dépeint cette
« contrée sous les couleurs les plus sombres; ils ont
« nié son importance, ils ont vilipendé le caractère du
« peuple; ils ont méconnu et calomnié l'illustre magis-
« trat placé à sa tête, auquel ses vertus, ses talents,
« son patriotisme ont mérité le respect de toute l'Amé-
« que, en même temps que l'amour et la confiance de
« ses concitoyens.

« C'est pour combattre ces erreurs, c'est pour faire
« connaître un peuple vertueux et vaillant et lui faire
« rendre justice; c'est pour faire estimer le nom d'un
« des hommes qui honorent le plus le nom américain,
« que j'ai voulu faire publier ici les *Lettres sur le Para-*
« *guay*. Cet ouvrage a été édité en 1848, en Amérique,
« et son auteur était un étranger n'ayant à attendre
« aucune faveur du gouvernement ou du peuple du
« Paraguay.

« Ce qui recommande surtout ce livre, c'est sa clarté,
« sa modération, la sagesse de ses appréciations, et la
« connaissance profonde de tout ce qui touche au Para-
« guay. — L'auteur n'est pas l'écho des récits qu'on a
« pu lui faire, il écrit ce qu'il a vu, et un séjour de
« plusieurs années dans le pays lui permet d'asseoir son
« jugement.

« Trois ans se sont écoulés depuis l'apparition de ce
« livre; et depuis cette époque, le président Lopez a
« mérité davantage la qualification de grand administra-

« teur et acquis de nouveaux titres à la reconnaissance de
« ses concitoyens.

« Toutes les branches de l'administration ont été consi-
« dérablement améliorées, l'instruction publique a reçu
« une nouvelle impulsion, un nouveau Code de commerce
« a été promulgué, le système financier s'est perfectionné,
« et on frappe depuis quelque temps dans sa capitale
« une monnaie aux armes du Paraguay.

« En 1849, l'armée du Paraguay donna signe de vie
« en occupant une partie de la province de Corrientes,
« pour protéger l'introduction d'un grand convoi d'équi-
« pements militaires achetés au Brésil par le Président. —
« Le général Rosas, qui raillait l'armée du Paraguay, ne
« trouva à lui opposer, le jour où elle se montra, rien autre
« chose qu'une attitude défensive. Aujourd'hui, l'armée
« du Paraguay, par son instruction et sa discipline, est
« l'émule des armées des différents peuples de l'Amérique
« Méridionale. Un traité d'alliance offensive et défensive,
« fait plus tard avec le Brésil, et ratifié par S. M. l'Em-
« pereur, révèle l'existence du Paraguay au monde poli-
« tique, puisque ce traité a pour base la conservation
« de la nationalité de l'État Oriental (Montevideo).

« Ainsi le Paraguay jouit d'une administration pro-
« tectrice de l'ordre et d'une *sage liberté* ; ses revenus et
« ses dépenses sont dans un équilibre parfait, son armée
« garantit son indépendance ; il s'appuie sur l'amitié et
« l'alliance du peuple le plus puissant de l'Amérique du
« Sud (1).

(1) C'est le Brésil, dont la puissance, unie aujourd'hui à ses deux alliés, ne suffit pas cependant à dompter l'énergique résistance que le Paraguay oppose à ses envahisseurs. Ce fait dont nous voyons la marche surprenante, depuis plus d'un an, après les plus sanglants combats, ne sanctionne-t-il point et la prophétie du *Comercio del Plata*, et les appréciations de Pacheco ? Que faudra-t-il donc pour ouvrir les yeux des aveugles volontaires, sur la *vérité vraie* de ce qui se passe au Paraguay !

« Ces résultats ont été obtenus en peu d'années par
« l'homme entre les mains duquel est tombé l'héritage
« du D^r Francia, c'est-à-dire la direction d'un peuple
« écrasé par le despotisme le plus barbare, enchaîné dans
« l'inaction par l'isolement complet dans lequel ce despo-
« tisme le maintenait, n'ayant d'autres lois que la volonté
« d'un tyran et d'autres ressources financières que la
« propriété particulière ravie à son possesseur, le jour
« où le maître en avait besoin. — Serait-ce que l'homme
« dont le génie a obtenu de tels résultats n'a pas fait assez
« pour mériter l'estime du monde? Ou ceux qui, en
« Europe, parlent si légèrement du président D. Carlos
« Lopez, auraient-ils des titres égaux à présenter à la
« reconnaissance de l'humanité?

« Je livre la solution de ces questions au bon sens de
« l'Europe; moi, j'ai accompli le devoir que, je le répète,
« un sentiment de patriotisme américain m'a seul inspiré:
« en terminant la tâche qui, si heureusement m'est
« échue, j'éprouve une véritable joie d'avoir pu proclamer
« à haute voix, au milieu de l'Europe, les vertus du
« peuple paraguayen et celles de l'illustre magistrat qui
« préside à ses destinées.

« Paris, le 4 juin 1854.

« *Signé* : M. PACHECO-Y-OBES. »

Voilà Don Carlos Lopez jugé par Varela, Alsina et Pacheco. C'est-à-dire l'homme accusé de barbare tyran de son pays, de digne successeur de Francia, de cruel comme Rosas, etc., etc., dépeint par trois hommes portant des noms sacramentels dans les fastes du libéralisme et du patriotisme platéen, et signalé comme un vrai patriote, qui se sert des forces vives de son pays pour résister

au joug de Rosas, sous lequel Varela et Pacheco ont succombé, sans toutefois se soumettre.

Lopez leur a survécu, et nous avons vu au chapitre précédent, par le récit complet et lucide de M. du Graty, comment il a su profiter de la chute de Rosas pour accroître, dans son pays, les éléments de force. Il présentait bien que le Paraguay aurait besoin, tôt ou tard, d'une force acquise, pour neutraliser ou pour dominer les convoitises de ses voisins momentanément paralysées par la chute de Rosas, mais non encore abdiquées par eux. — Les faits l'ont démontré.

A ces trois juges si compétents, nous pourrions en ajouter bien d'autres, mais celui qui survit aux deux autres pourra dire si nous sommes dans le vrai. C'est l'un des hommes les plus honorés de tous les partis, à cause de l'honnêteté de son caractère, parmi les plus vaillants défenseurs des bons principes contre le despotisme sanglant et corrupteur de Rosas; c'est le Dr Don Valentin Alsina. Si la sévère moralité de ses principes, comme jurisconsulte, n'était pas un fait qui subsiste, intact et pur, depuis trente ans et plus, il aurait suffi à sa gloire d'avoir été le plus fidèle collaborateur de Florencio Varela, dans leur grande lutte de liberté et de justice contre l'oppression dictatoriale de Rosas.

Cependant nous ne résistons pas au besoin de citer les énergiques protestations de M. J.-B. Alberdi, en faveur de la même cause du Paraguay. Cet écrivain et diplomate, connu par de nombreux travaux et par sa longue résidence à Paris comme plénipotentiaire de la Confédération Argentine, peut être considéré, nous l'avons dit ailleurs, comme type des publicistes constitutionnels de l'école qui se formait, *incognito*, sous la pression de l'arbitraire dictatorial de Rosas. Cette école a demandé sa place au soleil, dès que le régime largement constitutionnel de la Confédéra-

tion fondée par le général Urquiza, est venu substituer le droit à l'arbitraire. Le docteur Alberdi a jeté la plus vive lumière, par ses graves écrits, dans cette voie nouvelle ouverte aux peuples argentins, et il y est resté fidèle, même après les défaillances et la chute de la Confédération, sous les coups qui lui ont été portés par Buenos-Ayres. Cette fidélité *quand même* au droit purement constitutionnel, dans un pays qui n'a subi encore que le droit de la force, n'est-elle pas tout un titre d'honneur ? C'est ce qui explique l'antagonisme de quelques écrivains de Buenos-Ayres contre le célèbre publiciste constitutionnel. Aussi ne se fait-il pas faute, dans ses écrits modernes, de tancer vivement ses anciens compagnons d'exil, sous Rosas, pour leur conduite actuelle contre le Paraguay que, ensemble, ils avaient défendu contre Rosas. Dans une récente publication faite en espagnol (1), après s'être étayé, comme nous venons de le faire, du nom des personnages cités plus haut, le docteur Alberdi s'écrie : « C'est ainsi que la cause et les hommes du Paraguay « étaient jugés par les plus éminents patriotes argentins, « voilà vingt ans, alors qu'ils unissaient leurs efforts à « ceux de Corrientes en lutte contre Buenos-Ayres, en « 1845-46 (sous Rosas), pour le triomphe de ce que « Florencio Varela appelait les intérêts de la libre naviga- « tion fluviale et de commerce direct ; d'indépendance, de « souveraineté politique ; en un mot, de civilisation de la « part du Paraguay ! Ce pays peut bien être calomnié, « aujourd'hui, par ses panégyristes d'autrefois, mais les « Paraguayens n'ont qu'à feuilleter les pages brillantes « du journal « *El Comercio del Plata*, » écrit et dirigé par

(1) *Los intereses argentinos en la guerra del Paraguay con el Brasil*. Lettres adressées à ses amis et compatriotes par Juan B. Alberdi ; — sans autre désignation que celle-ci : Paris, *impresion privada*.

« le docteur Florencio Varela, le martyr de la liberté
« argentine. »

En effet, le Paraguay peut puiser à pleines mains, à cette pure source du patriotisme argentin, la juste compensation des injures gratuites dont il se voit inconsidérément abreuvé aujourd'hui.

C'est tout ce que nous nous permettrons d'ajouter à ces longues mais nécessaires citations. Elles ne convaincront, assurément, ni les sourds non muets, ni les aveugles volontaires, mais tout esprit impartial s'y arrêtera pour réfléchir.... et notre but sera atteint.

CHAPITRE VI

LE CONFLIT DU PARAGUAY AVEC LE BRÉSIL

XI.

Les Origines du Conflit

Le Paraguay avait triomphé de tous les obstacles immédiats par la seule force de sa volonté.

Mais les obstacles médiats n'en subsistaient pas moins, dans les profondeurs de la géographie et aussi de l'économie politique qui en découle pour ce pays. La cause géographique ressortait de la délimitation de ses frontières, et la cause économique provenait de l'instabilité de la libre navigation du Parana, seule issue pour le commerce européen avec le Paraguay, et *vice versa*.

Le dictateur Francia avait coupé court aux prétentions de Buenos-Ayres, en se séquestrant de toutes communications. On ne pouvait pas plus entrer au Paraguay, qu'on n'en pouvait sortir. — C'était radical. — Mais Lopez, son successeur, avait déclaré que les circonstances ayant changé, il fallait lever les barrières. C'était une pensée bonne, mais d'une exécution bien autrement difficile que la séquestration. Il appelait bien l'étranger chez lui, mais son voisin

Rosas, nous l'avons vu, bloquait le commerce paraguayen, en lui interdisant la navigation sur le Parana.

Après Rosas, dira-t-on, le Parana fut ouvert au commerce du monde entier. C'est vrai, grâce au traité du 15 juillet 1852 avec le Paraguay, ratifié seulement le 4 juin 1856 par le gouvernement de la Confédération Argentine, présidé par Urquiza. C'est vrai, grâce au décret du président Urquiza qui, le 3 octobre 1852, rétablit la libre navigation des rivières, méconnue par la révolution du 11 septembre. — Cette révolution, qui ferma au général Urquiza l'accès de Buenos-Ayres. — Mais le nouveau gouvernement, purement provincial, reconnut bientôt cette libre navigation, le 18 octobre, par une loi locale. Il apaisait ainsi le *tolle* général qu'avait soulevé la révolution du 11 septembre, car on se demandait si la victoire sur Rosas n'avait pas définitivement affranchi, pour le commerce, cette libre navigation fluviale...? On se demandait si, vingt-neuf semaines après la chute de Rosas et de son système d'exclusion, les portes du Parana, ouvertes par le vainqueur de Rosas, seraient de nouveau fermées par ceux-là même qu'Urquiza avait délivrés de la tyrannie de Rosas ?

C'est vrai, enfin, grâce au traité négocié avec la France, par son plénipotentiaire M. de Saint-Georges, et signé à l'Asuncion, le 4 mars 1853, et le même jour, dit M. Demersay, avec l'Angleterre, la Sardaigne et les Etats-Unis (1). C'est très-vrai, nous l'avons vu.

ce dit. ni la Mais Buenos-Ayres, alors, était déjà séparée de la Confédération Argentine depuis le 11 septembre 1852, jour où cette ville avait éconduit Urquiza, ainsi que nous l'avons dit. Aussi le gouvernement provincial de la ville sécessionniste n'ayant pas qualité pour empêcher ce grand acte de la diplomatie en faveur du commerce général (les traités

(1) Ce dernier fut modifié et ratifié plus tard.

du 4 mars 1853), le subit en silence. Cet acte était décisif, surtout pour l'indépendance du Paraguay. Pour bien comprendre ce silence, il faut dire qu'en ce moment Buenos-Ayres luttait contre le général Urquiza, chargé par le gouvernement Argentin d'obliger Buenos-Ayres à rentrer, constitutionnellement, dans le giron de la Confédération. Ce premier siège de Buenos-Ayres, qui était la réponse d'Urquiza à la révolution du 11 septembre, finit par un de ces coups de théâtre si familiers aux oscillations de l'esprit de parti, dans tous pays en proie à l'anarchie. Mais, en levant le siège de Buenos-Ayres, le général Urquiza lança à l'autonomie victorieuse de la province séparée de la Confédération, un coup terrible, car il signa, avec la France et l'Angleterre, *au nom de la Confédération Argentine*, le fameux traité du 10 juillet 1853, qui accordait la libre navigation du Rio Parana à tous les pavillons. C'est ainsi que fut affirmé, malgré Buenos-Ayres et malgré le Brésil, le quadruple traité octroyé par le Paraguay, le 4 mars de la même année, aux quatre puissances maritimes : la France, l'Angleterre, les Etats-Unis et la Sardaigne. Aussi celui du 10 juillet souleva-t-il une commune protestation et du Brésil, et du gouvernement *provincial* de Buenos-Ayres.

Mais le 18 octobre 1852 le gouvernement provincial de Buenos-Ayres, sous la pression de l'opinion publique, avait enfin consacré la libre navigation fluviale ; toutefois, un an à peine s'était écoulé, lorsqu'en septembre 1853 Buenos-Ayres protestait, avec une grande énergie, contre le traité ci-dessus énoncé du 10 juillet 1853, ainsi qu'il vient d'être dit. Or, cette protestation a-t-elle été retirée depuis lors ? Et, si elle subsiste aux chancelleries des puissances signataires du traité du 10 juillet 1853, la loi locale du 18 octobre 1852 a-t-elle encore sa raison d'être ? n'est-elle pas ensevelie sous la protestation de septembre 1853 ? On dira

bien qu'une loi peut subsister parallèlement avec l'acte diplomatique d'une protestation à l'étranger. Alors, au moins, qu'on tâche de les faire concorder..... car si la loi l'emporte sur l'acte diplomatique, que devient la protestation? Dans tous les cas, on se demande ce que vaut une loi provinciale, c'est-à-dire sans aucun caractère international?

Résumons toutes ces dates pour établir leur mutuelle corrélation :

Le 11 septembre 1852, Buenos-Ayres renversa Urquiza et ne montra aucun empressement pour proclamer la libre navigation fluviale qui était le grand *desideratum* du commerce étranger.

Le 3 octobre suivant, Urquiza, resté à la tête des treize provinces qui voulaient une Confédération, déclara, en leur nom, que la navigation fluviale serait libre, malgré Buenos-Ayres.

Le 18 octobre, Buenos-Ayres, *en tant que province*, reconnut cette libre navigation.

Le 4 mars 1853, la France, l'Angleterre, les États-Unis et la Sardaigne s'empressent, sur ces faits, de signer un traité d'amitié, de commerce et de navigation avec le Paraguay.

Enfin, le 10 juillet suivant, la Confédération Argentine, présidée par Urquiza, malgré Buenos-Ayres, s'engageait avec la France et l'Angleterre à accorder cette libre navigation fluviale à tous les pavillons.

C'est contre ce dernier traité que protestèrent à la fois le cabinet de Rio-Janeiro et le gouvernement de Buenos-Ayres, déjà séparé de la Confédération depuis le 11 septembre 1852.

Que l'esprit de sécession protestât, dans Buenos-Ayres, contre le traité que le général Urquiza signait le 10 juillet 1853, on le comprend, en ce sens que la libre navigation du

Parana donnait à la Confédération, présidée par Urquiza, un allié dévoué dans le Paraguay qui, depuis 1844, n'avait pu obtenir de Buenos-Ayres cette libre navigation. Mais on a peine à expliquer pourquoi le Brésil protestait contre le traité du 10 juillet 1853, alors que, dès 1844, cet Empire avait notifié à Buenos-Ayres, gémissant dans ce temps-là sous Rosas, qu'il reconnaissait l'indépendance du Paraguay.

Cette indépendance du Paraguay entraînait pour le Brésil la libre navigation du Parana dont il avait besoin pour ses possessions à l'est et au nord du Paraguay (province de Matto-Grosso). Mais, en 1853, il proteste contre la libre navigation du Parana concédée *au commerce étranger*, parce que la possédant lui-même, de fait, depuis qu'il avait contribué, l'année d'avant, à renverser Rosas, le Brésil voyait avec déplaisir cette navigation entrer dans le droit commun. Par cette protestation, il gagnait en outre les bonnes grâces de Buenos-Ayres et entretenait la scission entre cette puissante province et les treize autres qui formaient la Confédération Argentine.

Le rapprochement de ces deux faits contradictoires, à dix ans d'intervalle, paraîtrait une inconséquence, si le conflit actuel n'en fournissait, douze ans encore plus tard, une appréciation qui semblerait l'expliquer, et voici comment. En 1844, le Brésil reconnaît l'indépendance du Paraguay pour châtier Rosas de n'avoir pas ratifié le traité de 1843, qui aurait donné libre accès à la marine brésilienne dans les fleuves, pour aider Rosas à dompter Montevideo, Corrientes et le Paraguay, ainsi que nous l'avons vu. Mais, en 1865, le Brésil rompt avec le Paraguay, d'accord avec Buenos-Ayres délivrée de Rosas depuis quatorze ans, tout comme il aurait rompu en 1843, d'accord avec Rosas, si celui-ci avait ratifié le traité destiné à dompter Rio-Grande au profit du Brésil, et Montevideo et le Paraguay

au profit de Rosas. C'est ce que démontre le traité Guido, non ratifié par Rosas (1).

Si ces alternatives de la diplomatie brésilienne n'indiquaient pas une politique vraiment nationale pour le Brésil, qui cherche la juste satisfaction, à tout prix, d'un grand intérêt : la navigation fluviale. elles n'impliqueraient qu'une oscillation des partis constitutionnels de l'Empire. Leur explication, dans ce cas, ressortirait d'un simple changement de ministère. Mais l'histoire des aspirations du Brésil, avant et après son indépendance, nous enseignerait ses tendances vers le Sud, si la topographie des provinces les plus éloignées à l'ouest de l'Empire, et leur état d'enclave, ne nous enseignait pas que la libre navigation fluviale est, pour la prospérité du Brésil, une question vitale.

Que cette libre navigation pût entraîner la domination fluviale du Brésil sur les affluents du Rio de la Plata. ce serait un malheur qu'il faudrait éviter à tout prix, en vue de l'intérêt général du commerce ; mais que le Brésil, en sa qualité de riverain supérieur et de l'Uruguay, et du Parana, et du Paraguay, jouisse librement de la navigation du Rio de la Plata et de ses affluents (toutefois sans y dominer), *c'est, incontestablement, équitable, juste et conforme, non-seulement à l'intérêt du Brésil, mais à celui du commerce général*, tant pour l'Amérique que pour l'Europe. Seulement il serait tout aussi juste de proclamer, en même temps, l'ouverture du fleuve des Amazones et de ses affluents qui sillonnent le Pérou et la Bolivie, pour donner au commerce du monde entier libre accès par le Rio Madeira, Beni, etc., jusqu'au cœur même du Pérou, dont les riches produits descendraient par là vers l'Atlantique ! Autre révolution économique tout aussi considérable que

(1) Voir documents et pièces officielles, lettre I.

la libre navigation des affluents de la Plata, pour laquelle le Paraguay plaide seul et souffre depuis un demi-siècle, en faveur du commerce général..... Et l'Europe ne l'a pas encore compris !

VOILA LE NOEUD DE LA QUESTION.

Mais espérons que la guerre, si malencontreusement faite par le Brésil au Paraguay, amènera pour le Pérou et la Bolivie le grand *desideratum* après lequel ces pays soupirent : la libre navigation de l'Amazone, comme pour le Paraguay la libre navigation de la Plata. La divulgation du traité de la triple alliance contre le Paraguay, a excité au plus haut point l'attention des républiques du Pacifique, et plusieurs d'entre elles se sont unies à la protestation si longuement motivée et si fortement exprimée par le gouvernement du Pérou, contre cette triple alliance. Ce document, dont le retentissement sera grand, est reproduit dans son esprit plus que dans sa lettre, par le gouvernement Bolivien, avec une grande énergie, sous le prétexte que le traité de la triple alliance met en péril les droits de la Bolivie sur ses frontières du Grand-Chaco à la rive droite du Paraguay. On s'attend en outre à voir paraître bientôt d'autres protestations de la part du Chili qui, jusqu'à ce jour, a gardé un silence attentif. Ces émotions d'un caractère tout particulier pourraient être considérées comme les préludes d'une grande coalition des républiques Hispano-Américaines contre l'empire du Brésil ; et on ne comprend pas que la politique du Brésil, ordinairement si prudente, n'ait pas su pressentir un pareil danger, même en s'associant à Buenos-Ayres, pour envahir le Paraguay. Nous reviendrons plus tard sur ce même sujet, car il nous faut reprendre le fil des évolutions de la diplomatie brésilienne dans le Rio de la Plata. Quoi qu'il en soit de ces évolutions, il reste acquis que la navigation du Parana et du Paraguay est

une nécessité géographique, économique et politique pour le Brésil : ce dont il faut prendre bonne note, pour apprécier les conclusions à déduire du conflit actuel : qu'on s'en souvienne !

Rassuré, désormais, sur ce point essentiel de son indépendance, la libre navigation du Parana, le Président du Paraguay s'occupait du point accessoire de la délimitation de ses frontières. Quand nous disons accessoire, c'est qu'il n'eût servi de rien au Paraguay de chercher à fixer ses frontières, avant d'avoir obtenu diplomatiquement la condition vitale de la libre navigation des rivières.

Cette question des limites, si vivace, on le comprend, alors que l'Espagne et le Portugal employèrent trois cents ans à fonder leur empire colonial dans l'Amérique du Sud, n'avait pu être résolue, entre les deux métropoles, ni par le fameux méridien tracé par le pape Alexandre VI, ni par le traité de 1752 (1), ni par celui de saint Ildefonse en 1777. Si la ligne du méridien devint inapplicable, à mesure que les conquérants étendaient leurs possessions, les traités de 1752 et 1777 demeurèrent presque à l'état de lettre morte, au moins à l'état de litige ; si bien que, dès 1784, une autre commission mixte fut chargée d'une nouvelle démarcation. C'est cette commission qui travailla jusqu'en 1800, sans avoir amené une solution ; mais elle a donné lieu au grand ouvrage de don Félix de Azara, édité à Paris, en 1800, par le libraire Dentu, dit M. du Graty.

Quoi qu'il en soit de ces querelles coloniales, sans autre objet, aujourd'hui, qu'un intérêt purement bibliographi-

On ne saurait douter d'une vérité, c'est que les nations issues des colonies espagnoles, ont une seule base

(1) Ce traité donna lieu à une formidable révolte des Indiens Guaranis, soumis aux Jésuites, mais qui voulaient se soustraire aux dispositions de ce traité par lequel ils auraient passé au pouvoir des Portugais. Il fut suspendu, quant à ses effets, par une convention de 1761, dit M. Demersay.

raisonnable à adopter pour leurs frontières réciproques. Cette base doit être, sauf accord mutuel contraire, l'état de chaque province ou de chaque gouvernement, tel qu'il était délimité sous le régime colonial de l'Espagne. En dehors de ce point de départ, les divers Etats indépendants, nés de l'ancienne colonie, vivront perpétuellement dans les querelles de voisinage, c'est-à-dire dans la fastidieuse dispute du *mur mitoyen*. Si l'esprit de sagesse présidait aux conseils de ces jeunes nationalités, aujourd'hui qu'elles se forment à l'aise, pour ainsi dire dans le désert, elles s'empresseraient de fixer leurs lignes de frontières, en suivant les indications les plus naturelles et sans s'inquiéter de quelques centaines de lieues carrées de plus ou de moins, puisque ces terres sont, pour ainsi dire, sans valeur vénale, au moins dans les neuf dixièmes des cas en litige.

Si cet esprit de sagesse est applicable aux républiques de l'Amérique espagnole, pour le règlement mutuel de leurs frontières, pourquoi ne le serait-il pas entre elles et l'empire du Brésil, dont le territoire est aussi vaste que les cinq sixièmes de l'Europe ? Il est, seul, limitrophe de presque toutes les républiques espagnoles de l'Amérique du Sud proprement dite, sur l'Océan Pacifique, comme sur l'Atlantique. Seulement il n'a point d'issue sur le premier de ces océans dont le littoral appartient, du sud au nord, au Chili, au Pérou, à la Bolivie et aux petits Etats de l'Amérique centrale, Guayaquil, etc. Mais, en revanche, le Brésil est maître du littoral Atlantique, sur une étendue de trente degrés, soit 600 lieues marines, en latitude, ce qui lui constitue un littoral d'un millier de lieues, si l'on a égard aux découpures profondes de ses magnifiques rivages. Les ports les plus beaux du monde sont l'apanage du Brésil, et surtout la baie de Rio-Janeiro, à laquelle celles de la Havane et celle de San-Francisco, en Californie, peuvent seules être comparées.

Et dire que ce colosse du Brésil s'est mis en lutte avec le

Paraguay ! Il est vrai que le prétexte de la lutte n'est pas censé être une question de frontières proprement dite, car le Brésil, ainsi que Buenos-Ayres, ont toujours éludé un traité sérieux avec le Paraguay, à ce sujet, même alors qu'ils ont vécu dans les meilleurs termes de bon voisinage (1). Ainsi le traité du 15 juillet 1852 avec la Confédération Argentine avait bien fixé, du commun accord des plénipotentiaires, la double ligne des frontières avec le Paraguay, en désignant le Parana à l'est et le Rio Vermejo à l'ouest du Paraguay, mais ce traité ne fut pas ratifié par le Congrès Argentin et fut remplacé plus tard par celui de 1856, dans lequel la question des frontières se trouve de nouveau ajournée. Et cependant, s'il est une section des ex-colonies espagnoles dont les limites reposent sur des documents authentiques et nombreux, c'est celle du Paraguay. Depuis l'époque de la conquête jusqu'à 1620, le gouvernement dit du Paraguay embrassait depuis le versant à l'orient des Andes, y compris la Bolivie, jusqu'à l'Océan Atlantique, c'est-à-dire les deux cent mille lieues carrées (les deux tiers de l'Europe !) qui formèrent plus tard la vice-royauté de Buenos-Ayres (2). En effet, selon M. Demersay, il (Irala) bâtit la ville de l'Asuncion (au Paraguay) en 1530, d'où sortirent, comme autant de colonies, les capitales

(1) Cette réticence si tenace du Brésil et de Buenos-Ayres ne ressemble-t-elle pas à une sorte de pressentiment de leur alliance actuelle, dont le traité coupe et déchire à plaisir (nous le verrons bientôt) les frontières du Paraguay ? Après, toutefois, qu'on l'aura vaincu ! ce que le traité admet sans façon. Quelques-uns ~~disent~~ ^{disent} que jamais, même après le quadruple traité du 4 mars 1858, le Brésil et Buenos-Ayres n'avaient renoncé à subjuguier le Paraguay, et qu'ils n'attendent que le moment opportun. Ils se sont empressés de profiter de l'exemple et des résultats obtenus par la Prusse et l'Autriche dans les duchés de l'Elbe. On se demande lequel, du Brésil ou de Buenos-Ayres, prendra le rôle de la Prusse victorieuse ou de l'Autriche abattue... ? — Cause identique, effets identiques !

(2) Dans cette immensité territoriale, l'audience de Charcas était le seul tribunal de justice suprême, et il y avait une Faculté de droit. Un recours en appel exigeait donc, pour les plaideurs de Buenos-Ayres, un voyage de 700 lieues... était-ce un mal ?

principales des provinces Argentines. Toutefois, en 1620, sur les instances de Saavedra, nommé pour la troisième fois au gouvernement de la Plata, dit M. du Graty, la métropole divisa la province du Paraguay (quelle province... quinze fois grande comme l'Espagne !) en deux gouvernements, dont l'un aurait son siège à Buenos-Ayres et l'autre conserverait celui de l'Asuncion. Dès lors, les frontières du Paraguay furent tracées par le gouvernement espagnol, telles que le Paraguay les réclame aujourd'hui de ses voisins. Que ce titre authentique soit disputé par le Brésil, c'est, en quelque sorte, une tradition logique des incessantes querelles de l'Espagne et du Portugal ; mais on ne comprend plus la résistance de Buenos-Ayres envers le Paraguay, à moins d'entrer dans un autre ordre d'idées, et le voici :

Buenos-Ayres fut fondée en 1535 par Mendoza, abandonnée en 1538 par Irala qui appela au Paraguay les restes des fondateurs de Buenos-Ayres mourant de faim et de misère, sous les coups répétés des Indiens Querandies. Fondée de nouveau en 1580, par don Juan de Garay (1), cette

(1) Quand M. Demersay dit, d'après le très-regrettable comte de Brossard, que la descendance de Juan de Garay était représentée, en 1847, par une femme âgée et infirme, il se trompe, car Madame de Garay avait deux fils et une jeune fille, jadis aussi remarquée par sa beauté et l'éclat de son teint, que par son précoce embonpoint, mais surtout par la magnifique voix dont elle était douée et qui présageait un grand talent musical. De ses deux frères connus par leur parfaite honnêteté, l'aîné a vécu honorablement dans une entreprise de transports fluviaux, à laquelle le plus jeune, portant le prénom du fondateur de Buenos-Ayres, son ancêtre, donnait l'impulsion active de son caractère énergique, mais comprimé sous la dictature de Rosas.

Si nous sommes bien informé, c'est à lui, Juan de Garay, qu'est due la cessation de la dernière résistance de Rosas, dans Buenos-Ayres, après sa défaite à Monte-Caceros, le 3 février 1852. Armé, comme tous les honnêtes gens, pour s'opposer au pillage de la ville, auquel les vaincus de Caceros commençaient à se livrer, sans doute pour se dédommager de leur défaite, Juan de Garay, à la tête d'un fort groupe de citoyens, pénètre sur la place de la Victoria encore occupée par un corps de troupes régulières, aux ordres du général Mancilla, beau-frère de Rosas. Là, Juan de Garay, par une sommation aussi ferme que respectueuse,

ville devint bientôt le grand port commercial de ce qu'on appelait encore la *province* espagnole du Paraguay. Sa prospérité fut si grande, que quarante ans après sa seconde fondation, elle devint la capitale du Rio de la Plata érigé, en 1620, en gouvernement indépendant du Paraguay, quoique l'un et l'autre fussent encore soumis au vice-roi du Pérou (une vice-royauté d'un millier de lieues — 4,000 kilomètres du sud-est au nord-ouest.) — Ce ne fut qu'en 1776 qu'une cédula royale créa la vice-royauté de Buenos-Ayres. « Par
« cette mesure, dit M. Demersay (tome II, page 133), le
« Paraguay devenait vassal d'une colonie sortie de son
« sein, et qui prit sur les autres provinces, placées dès
« lors sous sa dépendance, une suprématie qu'elle s'efforça
« de garder après la rupture des liens qui les rattachaient à
« la métropole. Or, dans cette prépondérance se trouve
« l'explication et presque la justification de l'antagonisme
« et des haines qui ont ensanglanté ces régions dignes
« d'un meilleur sort, etc. »

On le voit, si nous n'avions cherché, aux sources de la géographie du Paraguay et de l'économie qu'elle lui impose, l'origine profonde de sa résistance aux convoitises de Buenos-Ayres, nous en trouverions ici une cause morale, il est vrai, mais bien efficiente aussi. En effet, le Paraguay a toujours puisé une sorte de droit, pour sa suprématie, dans son titre de fondateur de Buenos-Ayres, sous le gouverne-

persuada Mancilla de cesser toute résistance, au nom de la sécurité des familles. Le général fit acte de civisme en obtempérant aux vœux des citoyens armés pour préserver la ville de grands malheurs.

C'est ainsi que le nom de Juan de Garay, à 272 ans d'intervalle, a contribué à la conservation de la ville que son aïeul avait fondée.

Noble tradition d'un nom historique, et d'autant plus honorable, que Juan de Garay, rentré modestement dans la vie privée, n'a demandé qu'à sa conscience la satisfaction de cet acte de bon citoyen.

Combien d'actions de véritable civisme comme celle-ci, restent perdues ou entraînées dans le courant des anarchies qui leur succèdent ! Mais la justice des âges futurs les fera sortir de l'oubli.

ment de Juan de Garay qui administra le Paraguay au nom du titulaire, Juan Torres de Vera y Aragon.

De son côté, Buenos-Ayres était justement fière de sa prospérité et, d'autre part, peu soucieuse d'avoir été fondée par le Paraguay ou par l'Espagne, ce qui était une même origine. Enfin, confiante dans la puissance dont elle héritait, à la chute de la vice-royauté renversée par elle-même ou grâce à son initiative, Buenos-Ayres, disons-le, se sentait investie, aux premiers jours de la guerre d'indépendance, d'une suprématie qu'elle jugeait naturelle.

Il y avait, dans cet antagonisme, tout un procès de principes d'autant plus redoutable, qu'il était sans autre manifestation, pour le moment, que celle d'une commune indépendance. Quant à la suprématie, elle était toute d'intuition. Les deux rivaux s'observaient dans le silence et l'attente de leur mutuelle résolution. Le Paraguay ne tarda pas à se prononcer, ainsi qu'on l'a vu, et dès 1811 il se proclama indépendant et de Buenos-Ayres et de tout autre pouvoir. Bien convaincu qu'il ne pouvait dominer les aspirations de Buenos-Ayres à la suprématie, le Paraguay ne chercha qu'à s'y soustraire, et la dictature de Francia commença. Son successeur Lopez eut à lutter douze ans (1840-1852), contre Rosas omnipotent, puis dix années encore (1852-1862), jusqu'à sa mort, contre ces mêmes aspirations, toujours vives quoique latentes dans Buenos-Ayres, depuis le triomphe des adversaires de Rosas. Où trouver une plus claire démonstration de l'une des causes intimes du conflit actuel ? Pour tout esprit sérieux, les aspirations de Buenos-Ayres, que règnent les fédéraux ou que règnent les unitaires, ne sont que l'effet obligé, nécessaire, des causes topographiques et géographiques, et les chercher dans les noms propres, c'est se lancer dans un cercle vicieux.

La géographie du Paraguay laisse le pays aussi libre de

ses mouvements commerciaux et économiques, que le sont les provinces de Corrientes ou d'Entrerios et la république de l'Uruguay. D'autre part, sa topographie en fait le point de repos, le dépôt avant transit, l'entrepôt obligé de tout commerce avec l'Europe, et *vice-versa*, soit pour la province brésilienne de Matto-Grosso, et pour la plus riche portion de la Bolivie, soit pour l'immense prairie du Grand-Chaco, y compris Mojos et Chiquitos, c'est-à-dire une extension de territoire presque égale au tiers de l'Europe, nous l'avons dit. En un mot, la ville de l'Asuncion est à l'Amérique du Sud (sur l'Atlantique) ce qu'est la ville de Cologne à l'ouest de l'Europe. On peut juger par là de l'importance qu'elle devra acquérir, dès qu'une paix solide lui permettra de se livrer au développement pacifique des immenses éléments que possède le Paraguay.

Mais là n'est pas le principal grief de Buenos-Ayres, économiquement parlant, contre le Paraguay ; en voici un autre bien plus considérable.

En outre du très-vaste périmètre qu'embrasse la zone d'action commerciale sur Matto-Grosso (Brésil), sur la Bolivie et le Grand-Chaco, en faveur du Paraguay *comme entrepôt*, cette zone s'étendrait aussi, *à travers le Chaco Argentin*, jusqu'aux provinces de Salta, de Tucuman, de Catamarca, de Santiago del Estero et à la partie nord de celle de Cordova.

Chacune de ces cinq provinces Argentines possède une partie du Chaco argentin riverain du Parana, Catamarca excepté, mais elle ferait son transit par Tucuman (1). Ces provinces, éloignées de 200, 300 et 400 lieues de Buenos-Ayres, et de 100, 200 et 300 lieues du port de Rosario sur le Parana,

(1) Ici nous invitons le lecteur à suivre avec attention notre récit sur une carte du Rio de la Plata, qu'on trouve partout, combinée avec celle du Paraguay que nous donnons et qui est la même qu'a publiée M. Alfred M. Du Graty ; c'est une pièce précieuse pour tout lecteur studieux.

devront avoir, avec le temps, des ports spéciaux ou communs sur le Parana et sur le Paraguay, dès que le littoral du Chaco argentin sera occupé, comme le Paraguay occupe la partie de ce Chaco qui lui appartient au nord du Rio-Vermejo.

Toutes ces provinces méditerranéennes aspiraient et soupiraient après une porte de sortie pour leurs produits. Le commerce était condamné, jusqu'en 1852, à franchir les immenses distances qui séparent ces provinces de Buenos-Ayres, à dos de mulets, ou bien au pas si lent de bœufs attelés à de lourdes et énormes charrettes à l'essieu de bois ! On les appelle ironiquement des châteaux (*castillos*) ; mais cette appellation trop imagée n'indique pas moins leur grand volume.

Avant cette époque, un voyage de Cordova (la moins éloignée des provinces sans port) à Buenos-Ayres, pour ces caravanes de chariots à bœufs, prenait, *quand il était heureux*, de 25 à 30 jours ! Et un voyage de Catamarca ou de Salta (les provinces les plus éloignées) ne pouvait se faire qu'à dos de mulets, et exigeait de deux à trois mois, ce qui occasionnait des peines, des privations, des insomnies qu'on ne saurait se figurer, sans y avoir passé ; puis, à partir de Cordova, on prenait des charrettes. Encore fallait-il éviter une attaque des Indiens sauvages, dans la *travesia*, c'est-à-dire les 200 lieues de prairie en partie ouverte aux incursions toujours ruineuses de ces maraudeurs sauvages.

On comprend sans peine tout ce que ce système de transport, très primitif, avait de contraire aux intérêts commerciaux ; mais on ne comprendra pas aussi aisément tout ce que la révolution économique opérée par l'ouverture du seul port de Rosario, sur le Parana, avait amené d'améliorations dans toutes les provinces et d'activité industrielle et surtout commerciale (1).

(1) C'est un spectacle étrange et rempli d'intérêt que celui de toute une ville

Ce n'était pourtant qu'un quart ou le tiers au plus de la distance gagnée pour le voyage des charrettes ou des mules qui, arrivées à Rosario, étaient remplacées par les bateaux à vapeur, portant, en 24 heures, sur le Parana, marchandises et passagers de ce port à celui de Buenos-Ayres, éloignés l'un de l'autre de 80 lieues.

L'ouverture de ce port était due à l'intelligente initiative du gouvernement de la Confédération Argentine, présidée par le général Urquiza, et fondée enfin malgré les résistances de Buenos-Ayres. La ville sécessioniste voyait avec peine le vainqueur de Caceros grouper autour de lui les intérêts provinciaux, même après avoir été éconduit de Buenos-Ayres par la révolution qui avait eu lieu, le 11 septembre 1852, huit mois à peine après qu'Urquiza l'avait affranchie de la dictature de Rosas. C'était la première fois, depuis 40 ans, qu'une victoire contre le pouvoir centralisateur de Buenos-Ayres avait réuni toutes les autres provinces en un seul faisceau, indépendant de l'autorité Buenos-Ayrienne ! Aussi, chaque province commençait-elle, administrativement parlant, à vivre alors de sa vie propre (1). La vie provinciale se développait, appuyée sur le gouvernement confédéré siégeant dans la ville de Parana, et qui favorisait l'activité commerciale, par la création du port de Rosario où la nouvelle Confédération, à peine instituée, appelait les pavillons de toutes les nations. Dès ce moment, on vit pour

surgissant spontanément, on pourrait dire, dans un désert. Nous avons assisté à la formation de celle de Rosario, et nous rendîmes compte alors des impressions et des réflexions que ce spectacle nous inspirait en 1855.

Deux ans plus tard nous revoyions la ville de Rosario dont la population avait doublé dans ce court espace de temps, et nous pûmes étudier la physionomie de cette création toute moderne. Nous jugeons utile, pour l'intelligence de ce qui se passe au Rio de la Plata, de reproduire ici, presque littéralement traduites, ces deux publications par nous faites à Buenos-Ayres, dans le journal *El Orden*, à deux ans d'intervalle. Elles font partie des extraits de nos itinéraires que ce même journal a publiés de 1855 à 1858. — Voir documents et pièces officielles H.

(1) Rien ne prouve la vérité de cette assertion comme la lecture du document HH.

la première fois, depuis la découverte de l'Amérique, les eaux du Parana sillonnées par les navires d'outre-mer, malgré la résistance inexplicable de Buenos-Ayres.

Cette ville attachait trop d'importance à l'amoindrissement de sa suprématie ; elle ne calculait pas tout ce qu'elle eût gagné en prospérité et en véritable grandeur par le bien-être même de chacune des autres treize provinces qui venaient de se confédérer en dehors d'elle ?

La lutte de Buenos-Ayres, pendant dix ans environ qu'a vécu la Confédération des treize provinces, démontre victorieusement qu'elle ne l'a pas calculé.

Que le système colonial de l'Espagne, essentiellement unitaire et concentrateur, obligeât les provinces de l'intérieur à faire aboutir leurs denrées au seul port que l'Espagne eût ouvert à son propre commerce avec la vice-royauté de Buenos-Ayres, c'était, relativement, naturel et logique. Mais que l'indépendance Argentine, qui prenait l'univers à témoin de la justice de sa cause contre le monopole espagnol, fit peser la continuation de ce monopole sur toutes les provinces intérieures qui avaient si puissamment contribué à cette indépendance, c'eût été une honte, si ce n'avait été une grande faute et un plus grand malheur. Car c'est cette faute, *et elle seule*, au point de vue économique, quoi qu'on en dise, qui a valu à ces belles contrées 50 années de guerre civile. En effet, comment vouloir que ces pauvres provinces ne se révoltassent point contre un aussi criant abus, alors qu'elles avaient toutes un droit égal à celui de Buenos-Ayres pour jouir des bienfaits de l'indépendance commune, qu'ensemble elles avaient conquise, mais dont Buenos-Ayres seule profitait ?

De là, réaction contre l'abus ; mais domination par la force. — La force donnait le droit de vie et de mort. — De là, énervement du sens moral ; *aplatissement*, chez les bons, de toute aspiration légitime ; excitation, chez les mé-

chants, de toute aspiration illégitime. De là, enfin, l'origine de cette plaie vive et spéciale au Rio de la Plata, connue sous le nom redouté de *Caudillaje*.

Le Caudillo était, dans les provinces, le représentant du monopole colonial, dans toute la dégénération de ce mot appliqué à l'assouvissement des passions mauvaises ; et il n'était que cela, mais dégénéré encore lui-même jusqu'au pur brigandage !

Il n'y a pas un seul homme au cœur droit, dans le Rio de la Plata (et l'on en trouve bien plus qu'on ne pourrait le croire, après trois générations victimes de ce brigandage), qui ne le reconnaisse à ce portrait.

Aussi qu'en advint-il ?

Sur les débris fumants et sanglants de chacune des provinces, sans en excepter Buenos-Ayres, un *Caudillo* resta debout ! Les voici par ordre d'ancienneté :

1° Lopez, à Santa-Fe, de 1820 à 1840.

2° Ibarra, à Santiago, de 1822 à 1843.

3° Quiroga, à la Rioja, de 1825 à 1837.

4° Rosas, à Buenos-Ayres, de 1830 à 1852.

Et nous ne citons que les incontestés, surtout les plus fameux.

Des centaines de lieues séparaient ces célèbres contemporains de la grande terreur Argentine qui a duré un tiers de siècle après la guerre de l'indépendance ; et cependant ils s'entendaient comme un seul homme, sans le secours du télégraphe électrique... Leur politique, dite fédérale, était parfaitement unitaire, en ce sens que leur but était l'unité d'action à leur profit ; cette politique consistait uniquement à abattre *les têtes de pavots*, à mesure qu'elles paraissaient s'élever au-dessus des autres... Ils auraient fait envie à Tarquin le Superbe... car ils ne se sont pas fait faute de têtes abattues !

Le mal produit le mal.

Lopez meurt subitement, ou à peu près, alors qu'on espérait que, saturé de pouvoir, il allait se départir des rigueurs de l'omnipotence.

Quiroga meurt assassiné, à son retour de Buenos-Ayres, où il avait manifesté quelques velléités de vouloir constituer la nation Argentine, alors que Rosas avait proclamé une opinion contraire, affirmant que le moment n'était pas venu encore... Et il le retarda 13 ans de plus !

La voix publique et les journaux — autres que ceux de Buenos-Ayres — tenaient Rosas pour l'instigateur du meurtre de Quiroga et du décès de Lopez.

Ibarra, enfin, mourait à Santiago del Estero dans d'affreuses convulsions.

Quoiqu'il en soit, Rosas survécut seul aux trois grands Caudillos, et plus grand qu'eux trois ensemble, il régna désormais directement sur Buenos-Ayres et indirectement, par ses satrapes, sur toutes les provinces.

A la mort d'Ibarra, en 1843, le Paraguay était entré dans la voie nouvelle qu'avait ouverte la mort de Francia (1840). C'était donc une proie toute fraîche offerte à la convoitise de Rosas ; aussi avons-nous vu qu'il n'épargna ni les fleurs de sa rhétorique, ni les *memorandum* pour amener le président Lopez à composition. Mais comment croire que la ruine béante de toutes les provinces, sous le régime des petits Caudillos, engagerait le Paraguay à se jeter dans les bras du grand Rosas qui leur avait survécu ? Le sentiment seul de la conservation eût suffi à un homme de moyenne intelligence pour repousser les offres de Rosas. Or le président Lopez n'était point un homme ordinaire ; tous les auteurs qui ont écrit sur lui l'ont affirmé, même ceux qui ne l'ont point loué, et M. Demersay en cite plusieurs (tome II, pages 426 et 427). Aussi Lopez a-t-il mis au service du Paraguay toutes les forces de son intelligence peu commune, pour démasquer la dialectique tortueuse du

despote de Buenos-Ayres, et il a combattu pour la nationalité paraguayenne jusqu'à ce qu'il la vit triomphante !

Puis il est mort, emportant dans la tombe la perspective heureuse d'avoir réussi à identifier l'indépendance du Paraguay avec l'*intérêt général du commerce*.

C'était, quoi qu'on en ait dit, une grande œuvre, si l'on considère qu'elle s'est accomplie dans l'isolement de tout secours de l'extérieur, et malgré le sinistre reflet que jetait sur ses actes le souvenir néfaste du Dictateur Francia, auquel il succédait. Au jugement préconçu de divers auteurs, même de quelques bons esprits défavorablement impressionnés, Lopez n'était, tout au plus, que le suffragant temporaire du terrible *el difunto* (1). Et cependant on a pu voir, par les actes de sa présidence de vingt ans et plus, la consistance qu'il a donnée à la nationalité paraguayenne. Qu'il suffise du court parallèle suivant : Francia avait fermé le Paraguay, et Lopez l'a ouvert au commerce du monde ; Francia repoussait tout commerce, même de lettres, avec les gouvernements étrangers, et Lopez a appelé toutes les nations au Paraguay ; Francia a détruit ou laissé en ruine le peu qui existait des institutions ou des monuments de la civilisation, et Lopez a relevé toutes les ruines et introduit tous les éléments de la civilisation, depuis l'école primaire jusqu'au chemin de fer. — Voilà les faits.

Mais Lopez, en mourant, n'avait pas compté sur la possibilité d'une triple alliance du Brésil, de Buenos-Ayres et de Montevideo contre l'indépendance du Paraguay. Il croyait avoir assez fait preuve de bon vouloir pour Buenos-Ayres, par sa médiation de paix si heureuse en 1860, entre elle et Urquiza. Il n'a jamais redouté une attaque du Brésil seul,

(1) *El difunto*, le défunt. C'est ainsi que, sans nommer Francia, on désignait le redoutable dictateur longtemps après sa mort, tant son nom propre inspirait encore respect ou terreur !

et, quant à Montevideo, sa participation à la triple alliance n'a été qu'un fatal mais déplorable entraînement.

Ici, et pour une pleine intelligence des faits, il faut dire un mot sur cette paix de Buenos-Ayres, en 1860.

La Confédération Argentine, présidée par le général Urquiza, avait voulu réélire ce général pour six nouvelles années ; mais lui qui, depuis son triomphe sur Rosas (1852), aspirait franchement, résolument au titre de grand homme, Urquiza, disons-nous, à la manière de Washington, refusa d'être réélu, contrairement aux pratiques de Rosas. En conséquence le docteur Derqui fut nommé Président à sa place.

C'était la seconde période constitutionnelle de six ans qui allait commencer pour *la Confédération Argentine, ce Palladium de la vraie indépendance des provinces* autres que celle de Buenos-Ayres.

Mais cette dernière ne voyait pas sans émoi l'union des treize provinces s'enraciner dans le régime constitutionnel de la Confédération encore si jeune, et cependant prenant déjà une consistance évidente.

Ici, nous avons cessé d'être témoin de la marche des événements, et, pour ce motif, nous devons nous en tenir sévèrement au sommaire et à la logique des faits accomplis.

Le Président Derqui prenait à peine en mains les rênes du gouvernement, lorsqu'une prise d'armes nouvelle eut lieu (n'importe son origine) entre Buenos-Ayres, la puissante province solitaire, isolée volontairement, et les treize provinces qui formaient la Confédération Argentine.

Le général Urquiza, descendu du pouvoir suprême avec tous les honneurs dus aux grands services qu'il avait rendus, surtout aux provinces confédérées, reçut, entre autres titres, celui de généralissime des troupes de terre et de mer de la Confédération Argentine. A ce titre, il prit le

commandement de l'armée confédérée et marcha rapidement à la rencontre de celle de Buenos-Ayres qui s'avancait avec non moins de hâte. Ce fut un assaut réciproque d'activité et d'énergie. La rencontre eut lieu à Cepeda. Elle ne fut pas heureuse pour Buenos-Ayres, dont l'armée courut s'enfermer dans cette ville, suivie de près par celle de la Confédération. Un nouveau siège fut mis, par le général Urquiza, devant Buenos-Ayres.

A cette époque, le fils du Président de la République du Paraguay, Don Francisco Solano Lopez, revenu du long séjour qu'il venait de faire en Europe, reçut ordre de son père de proposer la médiation du Paraguay entre Buenos-Ayres et la Confédération Argentine. — C'était un retour de bons procédés, en reconnaissance de l'heureuse médiation du général Urquiza dans le différend du Paraguay avec les États-Unis qui eurent, en définitive, la loyauté de reconnaître (grâce à une commission mixte) que leurs griefs contre le Paraguay n'avaient point la gravité qu'on leur supposait. — Ceci soit dit en passant, pour qu'on sache combien la nationalité naissante du Paraguay a été souvent en butte à des prétentions exagérées.

La médiation du Paraguay triompha des rancunes des deux belligérants, grâce à l'esprit de concorde du médiateur Don Solano Lopez. Il eut la consolation de signer, comme garant, au nom du Paraguay, le traité de 1860 et de mettre fin aux longues divisions qui retardaient la prospérité de la jeune Confédération Argentine.

Cependant ce traité, qu'on pourrait appeler un très-heureux accident pacifique pour la nationalité Argentine, puisqu'il présageait l'union nationale par l'entrée constitutionnelle de Buenos-Ayres dans la Confédération, ce traité, disons-nous, s'il fut sincère, n'eut qu'une existence éphémère, car on le vit bientôt déchiré par la guerre nouvelle qui aboutit, en 1862, à la bataille de Pavon. Cette troi-

sième lutte armée de Buenos-Ayres contre la Confédération, donna pour résultat la victoire du général Mitre qui commandait les Buenos-Ayriens, et cependant le général Urquiza, chef des Confédérés, était resté maître du champ de bataille ! Voilà de ces énigmes dont le mot appartient à l'histoire ; mais il faut reconnaître que la bataille de Pavon, en 1862, a été le tombeau de la Confédération si laborieusement constituée depuis la victoire de Caceros, qui avait mis fin, en 1852, au règne dictatorial de Rosas.

Les derniers moments de l'existence de la Confédération Argentine furent à peu près contemporains des derniers jours de la vie du premier Président du Paraguay, Don Carlos Antonio Lopez. *Il mourut le 10 septembre 1862, dit M. Demersay, âgé de 66 ans, usé par la rude tâche dont seul il embrassait tous les détails.*

Mais il mourut après vingt ans d'une administration que nul ne songeait à disputer à ses capacités ; le plus grand mérite de ces capacités a été en effet de n'être point contestées, même par ses adversaires.

Si Carlos Antonio Lopez a pu de son seul et libre arbitre donner à Francia le nom de fondateur de l'indépendance nationale, comment l'histoire lui refuserait-elle le titre si honorable d'organisateur de la nation paraguayenne ?

Paix donc sur les cendres d'un homme qui a pu se vouer à une si rude tâche, toujours si difficile et souvent si ingrate !

Don Francisco Solano Lopez, avait été nommé vice-Président de la République par la sollicitude de son père, investi de ce pouvoir de délégation, par une modification apportée au statut organique. Bientôt après, un acte du Congrès général du 16 octobre 1862 le nomma Président. Nous allons voir si, en assumant les droits de la dignité suprême, il n'a pas hérité de la grande et patriotique éner-

gie au moyen de laquelle son père lui avait préparé les voies.

La dissolution de la Confédération Argentine privait le nouveau Président du Paraguay du puissant appui de ces treize provinces posées par la Providence entre le Paraguay et Buenos-Ayres. D'autre part, le souvenir de sa médiation amie avait perdu sa force, puisque l'union qu'elle avait amenée venait d'être brisée par la guerre qui mit fin au prestige d'Urquiza, ami personnel de Lopez, et favorable au Paraguay autant qu'à chacune des provinces Argentines, au profit desquelles il avait détruit la dictature de Rosas.

Dans cette conjoncture épineuse, le jeune Président garda toutes les mesures d'une prudence irréprochable, pour contrebalancer ce désavantage et masquer ainsi le défaut de cette cuirasse de la nationalité paraguayenne. Tous ses rapports avec Buenos-Ayres restèrent sur le pied d'une réserve amicale, seulement il ne négligea rien pour donner à son pays des garanties de force et de puissance, en poursuivant, sans relâche, le développement des moyens de défense que son père avait accumulés en y employant toutes les économies du Trésor public. Et on accusait Don Carlos Antonio Lopez d'être avide d'argent, alors qu'il était réellement avide de cimenter puissamment les forces de son pays!

Ici, une simple réflexion incidente :

Toute l'Europe a loué Mehemet-Ali, malgré le massacre des Mameluks, et admiré son génie créateur d'une marine et d'une armée relativement considérable, malgré le monopole absolu qu'il faisait peser sur le pays.

Eh bien ! Lopez le père, sans massacres et sans autre monopole que celui de la *Yerba Maté*, a formé, comme Mehemet-Ali, une armée bien autrement considérable et une marine bien supérieure à celles de Buenos-Ayres, sa grande

rivale, marine qui a pu affronter même l'escadre cuirassée du Brésil.

En présence de ces faits dont l'explosion subite a rayonné aujourd'hui jusqu'en Europe, on se demande pourquoi l'Europe refuserait des éloges à l'homme étonnant, isolé et méconnu, qui a pu faire, humainement, c'est-à-dire chrétiennement, bien plus, infiniment plus, au cœur de l'Amérique du Sud, que n'a jamais fait Mehemet-Ali, *un peu à la turque*, en ayant l'appui moral des puissances chrétiennes et, à sa portée, toutes les ressources de la civilisation ?

N'y a-t-il pas, dans ce contraste des appréciations européennes, les éléments d'un déni de justice ?

Quoi qu'il en soit, nous croyons suffisante la démonstration des origines du conflit qui a amené la triple alliance et la guerre actuelle aux portes mêmes du Paraguay, dont la résistance si remarquable ne peut cependant surprendre que ceux qui en ignorent les origines. C'est pourquoi nous avons fouillé dans les faits authentiques, parce qu'ils sont officiels, et dans l'histoire, et dans tout ce qui a lieu de nos jours. Mais pour mettre nos appréciations à l'abri de tout reproche de partialité, nous en chercherons un corollaire éclatant, parce qu'il est lumineux, dans la publication officielle des documents distribués au Parlement par le gouvernement britannique, en 1865. Il faut lire ces volumineuses informations, pour connaître la marche du conflit entre le Paraguay et le Brésil, conflit qui a engendré la triple alliance. Toutefois nous n'en extrairons, pour le moment, que ce que nous appelons le corollaire de nos appréciations sur les origines de ce conflit. Nous le trouvons clair, explicite, péremptoire dans le dernier paragraphe de la note adressée à lord John Russell par le ministre de la Grande-Bretagne, résidant à Buenos-Ayres, M. E. Thornton, en date du 24 avril 1865, au moment même où la

triple alliance allait être formée. Voici ce paragraphe en entier :

... « J'avais supposé que, dès l'arrivée de M. Octaviano, ministre brésilien, qui est venu ici plus tôt qu'il n'en avait l'intention, sur l'invitation du gouvernement Argentin, des négociations seraient entamées pour une alliance formelle avec le Brésil, au sujet de la guerre contre le Paraguay ; mais tout d'abord on a remarqué une froideur évidente entre M. Octaviano et le gouvernement Argentin. JE NE SAURAI ATTRIBUER CE FAIT QU'À LA STIPULATION EXIGÉE PAR LE PREMIER, QUE LES DEUX PARTIES (le Brésil et Buenos-Ayres) DÉCLARERAIENT QU'ELLES RESPECTERAIENT L'INDÉPENDANCE DE LA RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY.

« Le président Mitre aussi bien que M. Elizalde m'ont déclaré, à diverses reprises, que, *pour le moment*, ils désiraient que le Paraguay fût indépendant ; qu'il ne saurait leur convenir d'annexer le Paraguay à Buenos-Ayres, même si les Paraguayens en manifestaient le désir ; mais qu'ils ne voulaient prendre aucun engagement, à cet égard, avec le Brésil ; CAR ILS NE POUVAIENT ME CACHER QUE QUELLES QUE FUSSENT LEURS VUES, PRÉSENTEMENT, SUR CE POINT, LES CIRCONSTANCES POURRAIENT LES CHANGER PLUS TARD. Et M. Elizalde, qui est âgé d'environ quarante ans, m'avait dit un jour, quoique sous forme de conversation, que « IL ESPÉRAIT VIVRE ASSEZ POUR VOIR *la Bolivie, le Paraguay, l'Uruguay et la République Argentine unis en une Confédération et formant une puissante République dans l'Amérique du Sud.* » Il paraîtrait, toutefois, que l'approche du danger a modifié les vues du gouvernement Argentin sur ce sujet, et je puis croire qu'une entente confidentielle a eu lieu, ce matin, quant à la proposition d'une alliance entre le président Mitre et M. Octaviano. Un envoyé a été expédié ce soir pour inviter le général

« Flores, gouverneur provisoire de Montevideo , à venir se
« concerter pour une triple alliance. Je présume qu'à son
« arrivée un traité formel sera conclu. Ce point et d'autres
« sujets importants devront être soumis au Congrès , dont
« on espère voir ouvrir la session le premier du mois
« prochain.

« Je m'efforcerai, avant le départ du packet, d'obtenir
« la connaissance des principaux articles (*the heads*) de
« l'alliance proposée , pour en informer Votre Seigneurie (1).

« J'ai l'honneur, etc.

« Signé : EDWARD THORTON. »

Si nous ne connaissions pas personnellement les rares qualités de ce respectable agent anglais, les révélations de sa lettre auraient pu nous paraître moins importantes. Mais référées par M. Thorton , dont nous honorons la sincérité, nous y voyons la confirmation expresse et logique de toutes les données historiques et officielles par nous relatées, pour dévoiler les origines du conflit actuel et leur connexité avec les aspirations, patentes ou latentes, de Buenos-Ayres sur le Paraguay.

Ces données, ainsi corroborées, devront édifier tous les esprits sérieux, et nous les livrons à leur saine appréciation, avant de raconter le fait même de la triple alliance du Brésil avec Buenos-Ayres et Montevideo contre le Paraguay.

(1) Part. III, *Correspondence respecting hostilities in the River Plate, etc.*, pages 16-17, presented to both houses by command of Her Majesty. London. printed by Harrisson and sons, 1865.

CHAPITRE VII

SURTE DU CONFLIT DU PARAGUAY AVEC LE BRÉSIL

XII.

Rupture diplomatique.

Les données qui précèdent, sur les origines du conflit survenu entre le Brésil et le Paraguay, ont pu faire comprendre que l'heure étant sonnée d'une rupture, elle devait être grave et rapide. Tant d'éléments de combustion, accumulés pendant un demi-siècle, devaient prendre feu à la première étincelle.

En se plaçant à ce point de vue qui est celui des faits accomplis, on en saisira sans peine la logique brusque, en apparence, mais nécessaire et fatale.

Le traité d'une alliance offensive et défensive, en 1844, entre le Brésil et le Paraguay, portait dans ses flancs une action combinée de ces deux pays contre Buenos-Ayres, pour forcer Rosas à leur accorder franchement la libre navigation du Parana, ainsi que l'indiquent les articles 3 et surtout 23, que nous avons déjà cités (page 54, en note). Mais on se souvient aussi que cette alliance avec le Paraguay n'était, pour le Brésil, qu'une représaille contre Rosas,

afin de le punir, pour n'avoir pas ratifié le traité signé, *ad referendum*, par son plénipotentiaire à la cour du Brésil, en 1843. Dans ce traité, non ratifié, se trouvait, pour le Brésil, la libre navigation des rivières, objet de ses aspirations séculaires. Il est donc évident que, repoussé par Rosas, le Brésil s'alliait franchement avec le Paraguay. Cette alliance offrait d'autant plus de sécurité aux deux parties, que si la libre navigation du Parana est une question économique et nationale pour le Brésil, elle est de nécessité vitale pour le Paraguay ; c'est, pour ce dernier pays, le *to be or not*. Ces deux pays entraient donc, par ce traité offensif et défensif contre Rosas, et dont l'article 23 révèle tout l'esprit, dans la voie normale de leur intérêt géographique, économique et national.

Toutefois il est constant que le Brésil y était entré après avoir désespéré d'une alliance avec Buenos-Ayres, sous le dictateur Rosas.

Plus de vingt ans avaient passé et avec eux les événements que nous avons esquissés.

Buenos-Ayres, sous le président Mitre, acceptait en 1865 ce que le Brésil avait proposé en 1843 à Rosas, et l'alliance eut lieu.

Voilà les faits ; prenons-les dès leur origine, pour en suivre la marche, en attendant leurs résultats.

Avant d'établir le fait de la triple alliance, étudions sérieusement les précédents, à la lumière que les pièces officielles ont jetée sur la rupture diplomatique des rapports entre l'empire du Brésil et la république du Paraguay. Nous verrons tout d'abord que cette rupture a pris son origine dans le fait si grave de l'invasion précipitée d'une armée du Brésil dans la république de l'Uruguay. Ce pays, qui a pour capitale Montevideo, est, on peut le dire, le joyau de l'Amérique du Sud, par sa position géographique à l'embouchure de la Plata, par sa température en plein milieu de la

zone tempérée, par son sol primitif (c'est-à-dire granitique) partout gracieusement ondulé et muni d'innombrables cours d'eau, par les riches pâtures si succulentes de ses coteaux, par ses céréales substantielles, et enfin par les fruits savoureux de son sol presque vierge. Aussi a-t-il été toujours envié de ses voisins. On sait que le Brésil colonial a fait de la possession de Montevideo le but de toutes ses aspirations, depuis le premier siècle de la conquête de l'Amérique du Sud par l'Espagne et le Portugal, et que le Brésil, devenu indépendant et impérial, a joué sa propre existence dans une guerre de trois ans avec Buenos-Ayres, à qui l'Empire voulait arracher cette belle proie. On sait encore que cette guerre finit par les préliminaires de paix du 27 août 1828, qui obligèrent les deux parties belligérantes à reconnaître l'indépendance de Montevideo.

Mais ce qu'on ne sait pas assez, c'est que cette naissante république n'a pu avoir encore, depuis trente-huit ans qu'elle existe, une seule série de quelques deux ou trois ans de paix intérieure. Cet état d'agitation permanente était dû aux menées et du Brésil et de Buenos-Ayres qui y ont constamment entretenu le foyer de leurs prétentions latentes, prétentions que le traité de 1828 ne leur permettait plus d'étaler au grand jour. De là, l'instabilité la plus vacillante dans ses administrations éphémères, se remplaçant sans autre cause que le souffle de l'esprit de parti, entretenu par les aspirations rivales. De là, une guerre civile intermittente, comme la fièvre, puis les combattants s'embrassant, dès que les Montevidéens se sentaient livrés à eux-mêmes pour un moment, et délivrés provisoirement des influences de leurs voisins. De là, enfin, ce fameux siège si mémorable de huit ans huit mois et vingt-trois jours, entrepris par Buenos-Ayres, sous Rosas, alors que le Brésil ne pouvait plus combattre l'influence de Buenos-Ayres à Montevideo. On sait en effet que, lorsque Rosas

mit le siège devant Montevideo le 17 février 1813, le Brésil avait épuisé ses ressources en hommes et en argent, pour combattre, toujours sans résultat, le soulèvement de sa province limitrophe de Montevideo, et qui s'intitulait déjà la République de Rio-Grande.

Le siège de Montevideo fut levé par Uribe, sans coup férir, le 10 novembre 1851, à la suite de cette exclamation vraiment biblique et patriarcale du général Urquiza : « *Il n'y a ni vainqueurs ni vaincus ! Nous sommes tous frères !* »

Montevideo, dès lors, aurait pu respirer ; mais il fallait aider Urquiza, afin d'achever l'œuvre de rédemption.

Les assiégés de Montevideo, unis à l'armée d'Urquiza qui était aidé lui-même par le Brésil, marchèrent, de concert, contre Buenos-Ayres. Le 3 février 1852, la bataille de Caceros mit fin à la dictature de Rosas, qui disparut dès lors de la scène publique qu'il avait occupée et dominée depuis 1830, on peut dire presque sans interruption.

Au bruit de cette grande chute, succéda le silence du recueillement. On eût pu croire que ce recueillement amènerait la réflexion et, avec elle, une marche normale et réparatrice. On ne peut pas dire, d'une manière absolue, qu'il n'en fut rien ; même il était permis d'espérer que les ébranlements qu'éprouvèrent bientôt les deux rives de la Plata, n'étaient plus que les dernières secousses d'un long cataclysme social et comme les derniers coups de mer de la tempête qui fuit...

Hélas ! il n'en devait point être ainsi ! A Buenos-Ayres l'expulsion d'Urquiza, la fusillade sommaire du général Costa, deux sièges de cette ville dans l'espace de sept ans ; enfin la ruine de la Confédération et le triomphe de l'autonomie de Buenos-Ayres qui s'y cache encore dans le dédale compliqué de deux gouvernements supposés indépendants, dans une même ville : gouvernement dit provincial et gouvernement dit national. — Deux têtes sous un même bonnet.

A Montevideo, sept présidents dans l'espace de dix ans et accompagnés de plus ou moins de désastres, que dominant douloureusement les hécatombes de *Quinteros* et de *Paisandù*, sang et ruine, ruine et sang dont les deux partis rivaux ont également souillé leur drapeau...

Voilà, en aussi peu de mots que possible, l'histoire du Rio de la Plata depuis la chute du dictateur Rosas, qui pourrait, non sans raison, sinon justifier (c'est impossible) sa dictature sanglante, au moins en expliquer les rigueurs inouïes, par les calamités qui l'ont suivie sur les deux bords de la Plata.

Et cependant les deux capitales, Montevideo et Buenos-Ayres, ont fait de grands progrès, au point de vue matériel : leurs territoires ont acquis une valeur décuple, leur mouvement commercial s'est accru d'année en année, jusqu'à la guerre du Paraguay, tant ces pays sont riches de sève sociale et d'éléments pour un travail fructueux !

Que serait-ce donc si la paix et la sécurité pouvaient prendre racine dans ce sol si fécond !

Ici commence la phase paraguayenne dans les discordes du Rio de la Plata, qui ont fait l'objet de notre courte mais nécessaire digression.

C'était en 1864, Montevideo se trouvait en proie à un désordre civil : la période gouvernementale si paisible et si réparatrice du Président Don Bernardo Berro finissait, alors qu'avait commencé l'invasion à main armée du territoire de Montevideo par le général Don Venancio Flores, à la tête de ses partisans, grossis par des recrues argentines, mais surtout brésiliennes. Cette levée de boucliers, dont la vraie origine est restée obscure jusqu'à son explosion, paraissait tirer son prétexte de certaines mesures de rigueur peut-être inutiles, mais que le Président Berro appuyait sur la nécessité de neutraliser un comité formé publiquement à Buenos-Ayres, pour préparer et protéger l'invasion du gé-

néral Flores (1). A ce propos, quelques hommes notables furent bannis de Montevideo, à cause des intelligences

(1) Ici, pour donner à notre dire une autorité dont on contestera difficilement l'importance, nous extrairons un passage du discours prononcé au Congrès de Buenos-Ayres, le 21 juillet 1866, par le Sénateur don Félix Frias, et que nous recevons au moment où notre livre est sous presse.

Ceux qui connaissent Buenos-Ayres, savent bien qu'un discours de cet bon-nête Argentin, homme droit et pur, est toujours un plaidoyer en faveur du droit, de la justice et de la vérité quand même !... et ce n'est pas sans raison que Félix Frias a reçu le surnom d'Aristide de l'*Athènes moderne* (titre que Buenos-Ayres avait pris sous la présidence de Rivadavia, qui en eût été le Périclès, si on l'avait laissé faire). Ainsi, le 21 juillet dernier, il plaidait pour les propriétaires dépossédés de leurs chevaux de luxe ou de travail, enlevés sans indemnité préalable, de la ville de Buenos-Ayres, pour l'armée argentine, dont la cavalerie se trouvait démontée, par suite de la mortalité générale des chevaux, au seuil même du Paraguay. Frias appuya la défense des dépossédés sur les plus solides principes du droit et du respect dû à la propriété.

La situation de l'orateur était très-difficile, on le comprend, pour attaquer le gouvernement sur ce fait, en raison des longs échecs éprouvés par les armes argentines au Paraguay. Mais Félix Frias qui déclare lui-même n'avoir pas la valeur du soldat, s'élève à tous les degrés du courage civique. Écoutons-le plutôt et suivons, avec la plus grande attention, sa logique sévère qui prend pour guide la vérité, pour arriver à la justice.

Avec une éloquence dignement parlementaire, après avoir posé ce principe si simple qu'il vaut mieux prévenir le mal que d'avoir à le guérir, il argumente sur les accidents et les révolutions politiques ; mais il ne cache point les douleurs de son âme, pour l'insuccès des armes de sa patrie, et cependant il flétrit bravement ce qui est flétrissable, quoi qu'il en coûte à ses sympathies.

En se plaçant au point de vue philosophique, on peut dire que si le fameux discours de Felix Frias, en 1859, sur la *Ley de tierras*, avait valu à son auteur le surnom d'Aristide, le discours du 21 juillet 1866, sur l'expropriation des chevaux, le rapprochera de Caton, moins la raideur des formules du dernier des républicains de Rome.

La *Ley de tierras* ou loi sur la propriété territoriale avait pour objet indirect de pousser la réaction contre Rosas vaincu et proscrit, jusqu'à la confiscation des biens de l'ex-dictateur. Nous avons dit ailleurs (voir les otages de Durazno, pages 56-57) que, dans cette circonstance, une seule voix s'éleva en faveur du proscrit, ce fut celle de Felix Frias qui l'avait combattu, durant quinze ans, par la plume, et dans la guerre alors que Rosas était tout-puissant. C'était donner, à ses amis triomphants, une leçon de justice quand même... Écoutons-le aujourd'hui, donnant à son pays, avec un égal courage civique, une leçon sur les prérogatives du Sénat argentin.

C'est à l'appui de ces prérogatives méconnues qu'il dénonce les faits mêmes de notre propre texte, faits qui ont donné lieu à cette note.

Voir documents et lettres officielles J.

qu'on leur supposait avec ce comité provocateur de Buenos-Ayres.

Le terme de la présidence de M. Berro étant arrivé, l'état de trouble du pays empêchait l'élection présidentielle.

Don Atanacio Aguirre, président du Sénat, avait pris constitutionnellement les rênes du gouvernement, et la guerre civile continuait.

Nous n'avons pas à en décrire ici les péripéties, jusqu'à son dénouement qui, seul, donna lieu à l'entrée du Paraguay sur la scène des dissensions du Rio de la Plata, dans la solution violente desquelles le Brésil venait de jeter tout le poids de son influence, représentée par son armée de terre et de mer.

Ici prend place la mission du conseiller Saraïva, envoyé extraordinaire du Brésil, près de Montevideo.

Cet agent arrivait au moment où le pays, épuisé par une année de lutte, préparait ses dernières ressources pour porter le dernier coup à l'invasion du général Flores.

L'heure, on le voit, était bien choisie. M. Saraïva apportait du reste un dossier tout dressé : c'était une liste de réclamations motivées et comprenant depuis « *la querelle d'un musicien du vapeur de guerre brésilien Alphonse,* » (sic) jusqu'aux violences, vols, spoliations et meurtres perpétrés dans la République de l'Uruguay, au préjudice de sujets brésiliens, au nombre de 59 griefs ainsi caractérisés, et ce, de 1852 à 1864. Le tout venait accompagné d'une note en date du 18 mai 1864, remarquable par le ton de douce remontrance qui n'excluait point la rigidité d'un *ultimatum*, dissimulé encore sous forme d'une demande, dans les quatre articles suivants :

« 1° Que le gouvernement de la République fasse châtier sinon tous les auteurs des méfaits, au moins ceux qui affectent de se montrer partout impunément, et

« dont quelques-uns occupent des emplois publics , ci-
« vils ou militaires.

« 2° Que les officiers de police qui ont abusé de l'auto-
« rité dont ils étaient investis , soient immédiatement des-
« titués et rendus responsables de leurs actes.

« 3° Qu'on indemnise convenablement tout propriétaire
« brésilien qui aura été spolié , sous un prétexte quel-
« conque , par les autorités civiles ou militaires de la Répu-
« blique.

« 4° Enfin qu'on mette en liberté tous les Brésiliens qui
« seraient retenus de force au service de la République. »

Nous n'avons nul désir d'entamer une polémique avec M. Saraïva, à coup sûr, mais nous avons lu dans la note de ce diplomate brésilien cette phrase très-significative :

« Le découragement et le désespoir ont produit des ani-
« mosités déplorables (parmi les Brésiliens résidant dans
« la République), et l'aiguillon de la vengeance individuelle
« en a fait des auxiliaires de la guerre civile, *nonobstant les*
« *ordres de S. M.* »

Alors, dans notre perplexité, nous nous demandons comment le gouvernement de Montevideo aurait pu exécuter l'article 4, si des sujets brésiliens s'étaient trouvés détenus forcément dans le campement de Flores, où M. Saraïva avouait que beaucoup s'étaient jetés, poussés, dit-il, par le désespoir.....? N'était-ce pas faire une demande qu'on savait bien ne pouvoir être réalisée?

Quoi qu'il en soit, à cette note brésilienne du 18 mai 1864, le ministre des Affaires étrangères de la République de l'Uruguay répondit, le 24, par un *Memorandum* qui n'a pas moins de treize pages d'impression, à deux colonnes. Nous nous bornerons à en extraire le premier paragraphe qui, à l'encontre des habitudes diplomatiques, dénonce clairement toute la pensée du gouvernement de Montevideo,

et surtout la véritable question du moment, qui n'était pas du tout celle que le ministre brésilien avait soulevée, et pour cause...

En effet, après l'accusé de réception de la note brésilienne, le ministre Oriental (de Montevideo) s'exprime ainsi :

« La situation difficile qui est faite à mon pays et qui a
« été amenée par une invasion *méditée, organisée et pourvue*
« *d'armes sur le territoire Argentin et Brésilien...* a produit
« la guerre la plus ruineuse et la moins justifiée, sans que
« jusqu'ici les autorités de ces deux territoires aient mis le
« moindre obstacle aux attentats commis. Ces attentats
« mettraient mon gouvernement dans le cas de négliger
« des réclamations rétrospectives. Il y serait d'autant plus
« autorisé, que leur nombre, studieusement amoncelé, et
« leurs exagérations ou inexactitudes sembleraient vouloir
« amoindrir la responsabilité des faits actuels, ou justifier
« l'énormité des procédés qui n'ont aucune raison d'être,
« de la part de ces pays voisins, envers la République
« (de Montevideo). »

Là était en effet toute la question du moment, et nullement dans une kyrielle de réclamations, plus ou moins justifiées, pour des méfaits accomplis pendant les douze années qui venaient de s'écouler.

Aussi, aux 59 griefs présentés par le Brésil, le ministre de l'Uruguay, don J. José de Herrera opposait, non plus des griefs faiblement motivés, mais bien 46 procès-verbaux d'autant de méfaits, perpétrés par des sujets brésiliens au préjudice des citoyens de la République, non-seulement pour actes de violence, vol, *abigénats*, spoliation et meurtres, mais en outre, et par-dessus tout, pour *rapt d'hommes, de femmes, d'enfants de couleur*, il est vrai, mais libres, et qui étaient vendus ensuite comme esclaves, dans le Brésil. Ce crime qui offense les lois divines et humaines, il faut le dire, n'a pas été formulé par M. Saraïva contre les sujets

du gouvernement de Montevideo. Pour être juste, il faut dire aussi que des dossiers interminables ont affirmé cet abigéat de chair humaine, en appelant l'attention et même la protection des autorités supérieures, lorsque les victimes de ce crime horrible pouvaient atteindre aussi haut dans la région gouvernementale du Brésil.

En tout cas, si l'on pouvait avoir pesé les griefs mutuels dans la balance de leur valeur intrinsèque, on se demande auquel des plaignants serait resté le solde créateur.... Pourquoi en dire davantage !

La mission Saraïva prit fin, aux termes de sa note du 4 août 1864, par l'*ultimatum* cette fois notifié dans toutes les formes, et composé littéralement des quatre articles déjà cités, augmentés des trois suivants :

« 5° Que le gouvernement de la République donne, avec
« toute publicité, des ordres et des instructions à ses
« divers délégués, flétrissant les scandales et les attentats
« indiqués, etc... etc...

« 6° Qu'il expédie des ordres et des instructions pour
« l'exacte observance des accords intervenus entre les deux
« gouvernements les 28 novembre et 3 décembre 1857, au
« sujet du respect réciproquement dû aux certificats de
« nationalité délivrés aux citoyens respectifs des deux
« gouvernements.

« 7° Enfin qu'il emploie les moyens propres à faire jouir
« les agents consulaires du Brésil des immunités qui leur
« sont dues, etc., etc. »

Le tout, dit la note, dans le terme péremptoire de six jours : « Et si, dans ce terme *improrogeable*, compté de ce
« jour, le gouvernement Oriental n'avait pas acquiescé à
« la réclamation du gouvernement impérial.... je suis au-
« torisé à déclarer à V. E. ce qui suit : que les corps de
« l'armée brésilienne qui sont postés sur la frontière, rece-
« vront ordre de procéder à des représailles, chaque fois

« que des sujets de S. M. seraient violentés ou que leur vie
« ou leur sécurité serait menacée, en laissant, *aux com-*
« *mandants respectifs*, le soin de prendre les mesures qu'ils
« jugeront convenables et efficaces pour la protection des
« sujets de l'Empire.

« Que l'amiral Tamandaré (le baron de) recevra des ins-
« tructions pour protéger de la même manière les agents
« et citoyens brésiliens qui seraient offensés par les auto-
« rités locales ou par tous individus surexcités par les vio-
« lences de la presse ou à l'instigation des autorités elles-
« mêmes. »

Voilà une belle et bonne déclaration de guerre dont l'exécution était laissée à l'appréciation de tout officier brésilien, escorté d'un caporal et de quatre soldats.

Nous l'avons traduite littéralement, afin qu'on comprenne bien toute la latitude que ces dispositions laissaient au brigandage et à l'abigéat, entre deux populations de pasteurs dont les mœurs rurales sont à peu près comparables à celles des Bédouins, plus l'habitude, chez les Brésiliens, de courir sus aux gens de couleur pour les réduire en esclavage. C'est là, pour eux, une tradition des premiers siècles de la conquête, alors que les *mamelucos* ou *Paulistas* du Brésil poussaient leurs razzias à travers le Paraguay et jusque dans le Pérou, d'où ils amenaient des tribus entières d'Indiens que l'esclavage répandait sur le sol brésilien.

N'était-ce pas ouvrir la voie à tous les désordres et à tous les excès même dont le Brésil venait précisément de demander la réparation ?

Quoiqu'il en soit, dans l'énoncé des quatre premiers articles de cet ultimatum, nous avons vu que ce bon M. Saraïva demandait des réparations qu'il savait bien ne pouvoir lui être accordées par le gouvernement de Montevideo dans le moment actuel, c'est-à-dire durant la guerre civile.

Il en était exactement de même pour les trois dernières

exigences de *l'ultimatum* ; et, pour s'en convaincre, il n'y a qu'à les lire, en se rappelant que le pays était dans une anarchie complète.

A cet *ultimatum* en sept articles, le ministre Oriental répondit avec calme, courtoisie et fermeté. Cette note, en date du 9 août 1846, était un résumé concis de celle du 24 mai. On y répète qu'on est prêt non-seulement à étudier les réclamations du Brésil, mais encore à donner satisfaction à celles qui seraient reconnues justes. On offre de nommer des commissaires pour un examen contradictoire, et on appuie ces offres des considérations les plus propres à en affirmer la sincérité. Ainsi le ministre Herrera proclame la pensée du gouvernement de Montevideo dans les termes de la loyauté la plus explicite (1), et toute sa logique consistait à combattre *l'opportunité* des réclamations brésiliennes.

Pour affirmer la sincérité de cette logique, le ministre Herrera terminait sa note par une proposition d'arbitrage qui aurait coupé court à toutes susceptibilités (2).

En présence d'une offre si claire et si loyale, on se demande ce que devait faire un agent qui n'aurait point, comme M. Saraïva, apporté la guerre dans les plis de son manteau diplomatique ?

Voici ce qu'a fait M. Saraïva : qu'on juge des dispositions qu'il apportait toutes faites.....

La note du ministre de Montevideo proposant l'arbitrage est du 9 août, et le lendemain, 10 août, M. Saraïva envoie une dépêche courte et péremptoire, qui commence par ces mots dépourvus au moins d'exactitude, en tant qu'appliqués à la proposition d'un arbitrage :

« Le gouvernement Oriental ayant résolu de ne point
« écouter le dernier appel amical que, par mon intermé-

(1) Voir documents et pièces officielles K.

(2) Voir suite du document K.

« diaire, lui a fait celui de S. M. l'Empereur..... etc. » et finit ainsi, après avoir répété l'esprit de *l'ultimatum* :

« Tenant ainsi pour terminée la mission dont j'ai été
« chargé près du gouvernement Oriental,

« J'ai l'honneur, etc.

« *Signé* : Jose Antonio SARAIVA (1). »

Cette rupture si violente jeta l'alarme dans le commerce et dans la population de Montevideo. Le corps diplomatique, convoqué par le doyen, M. Creux, sur l'invitation du gouvernement, se rendit le fidèle interprète du sentiment public dans sa réponse à cette invitation (2).

Dans cet état, le gouvernement de Montevideo en proie, d'une part, à la guerre civile qu'il soutenait avec peine contre le général Flores et ses auxiliaires, et menacé, d'autre part, d'une action coercitive des forces de terre et de mer du Brésil, ne songea plus qu'à succomber avec toute la dignité que pouvait lui inspirer son patriotisme.

Quels que soient les reproches qu'on ait pu faire au gouvernement de Don Athanase Aguirre, pour les actes de désespoir que lui dictèrent les angoisses de l'agonie, et entre autres l'*auto-da-fé* des traités brésiliens, qui furent brûlés sur la place publique, le cours forcé des billets de banque, etc., il faut reconnaître que ce gouvernement n'est point tombé sans une certaine grandeur de caractère.

Sa circulaire aux chefs politiques des départements est pleine de raison et de dignité ; elle est signée par le ministre de l'Intérieur, Don Octave Lapido (3).

A côté de ce document remarquable, l'histoire enregistrera aussi la note du ministre de la Guerre, le général

(1) Voir documents et pièces officielles L. — (2) M. — (3) N.

Andres A. Gomes, adressée au général en chef de l'armée de la capitale, Don Antonio Dias. Dans quatre alinéas courts, mais substantiels, le général Gomes expose les pensées les plus belles, les plus élevées d'une politique généreuse, en recommandant à ses inférieurs le respect qu'ils doivent aux personnes et à la propriété des résidents brésiliens paisibles, malgré les justes griefs du pays contre la politique du Brésil (1). Le fond de ces pensées, à la hauteur de la politique la plus humanitaire que, seul, le Congrès de Paris avait enseignée, est d'autant plus digne d'attention, que ces pensées émanent du même parti, dit des *Blancos*, dont les défaillances, à cet endroit, avait donné lieu aux mesures déplorables contre les résidents paisibles Français et Anglais, lors de l'intervention anglo-française en 1845. Nous avons assez vivement stigmatisé les malheurs de cette époque (2), pour ne pas être heureux de signaler ici les progrès accomplis dans la voie de la justice et du droit des gens, chez ce même parti des *Blancos*. Après vingt ans, c'est une vraie consolation pour ceux qui, comme nous, ont survécu aux grandes calamités et à la ruine qui les avaient frappés, de constater un changement si heureux dans l'esprit des mêmes hommes dont nous avons eu tant à nous plaindre. Humainement parlant, nous tous, victimes des restes d'une barbarie qui n'était plus de notre époque, même dans l'Amérique en 1845, nous fûmes les Messies de cette même civilisation dont la note du général Andres A. Gomes a été le premier spécimen dans le Rio de la Plata. Or, lorsqu'on a dans le cœur le désir du bien, on doit s'estimer heureux d'avoir souffert pour cette grande cause : *le bien*..... et l'on peut mourir, en rendant grâce à Dieu d'avoir couronné nos souffrances par le succès des saines idées.

(1) Voir documents et pièces officielles O.

(2) Dans notre livre *les Otages du Durazno*, pages 160 à 302.

C'est ainsi que le gouvernement de Montevideo se préparait, à son grand honneur, à succomber sous la pression de la force brutale, puisque les voies du droit lui étaient fermées par le refus d'un arbitrage.

Dès ce moment la machine gouvernementale craquait et s'affaissait de toutes parts ; l'armée brésilienne franchissait les frontières pour donner la main aux corps volants enfantés par la guerre civile et qui s'incorporèrent à elle. La flotte brésilienne allait bloquer les ports de l'Uruguay, et tout présageait une fin prochaine de la guerre civile par le triomphe du général Flores.

L'histoire dira les agonies du gouvernement de Montevideo, sur les débris fumants et sanglants de la ville de Paysandu, après une incroyable résistance de un contre dix... pendant 50 jours de guerrillas acharnées, sans murailles, sans arsenal. Et cependant Léandre Gomes, frère du ministre de la Guerre, ne rendit la place, ouverte à tous les vents, que sur la foi d'une capitulation..... Mais il n'en fut pas moins honteusement assassiné !

La dernière agonie de Montevideo, assiégé aussitôt après la capitulation de Paysandu, eut pour effet l'entrée de Flores dans la capitale, grâce à la convention qu'avait signée avec lui le président du Sénat, resté le représentant du Pouvoir exécutif après la retraite du Président Aguirre.

Et le tour était joué : le Brésil restait vainqueur.

C'est donc Montevideo, cette victime-née de ses deux voisins, relativement plus puissants, qui est devenue la pomme de discorde entre le Brésil et le Paraguay.

Ce fait n'étonnera que ceux qui ne connaissent ni la géographie ni l'histoire de ces pays.

En effet, Montevideo, maître de l'embouchure du Rio de la Plata, rive gauche (à cause des bas-fonds qui bordent la rive droite), est, en outre, possesseur de toute la rive gauche du fleuve jusqu'au confluent de l'Uruguay et du Parana.

Dans ces conditions, Montevideo étant indépendant de Buenos-Ayres ainsi que du Brésil, devient, pour le Paraguay, le plus utile, le plus profitable des alliés. Par conséquent la chute de Montevideo, au pouvoir de Buenos-Ayres ou du Brésil, ou seulement sous leur influence directe, deviendrait pour le Paraguay un obstacle aussi puissant que l'a été Buenos-Ayres pour le développement de son commerce. Or, si le Paraguay a lutté quarante-six ans pour obtenir la libre navigation du côté de Buenos-Ayres, on peut comprendre pourquoi il s'est opposé si résolument et de toutes ses forces, à ce qu'un pareil obstacle vint à renaître du côté de Montevideo.

Et cet obstacle serait créé le jour où l'indépendance de Montevideo, oblitérée par une influence étrangère prédominante, ne pourrait plus s'opposer à ce qu'on défendit au Paraguay de naviguer sur la rive gauche de la Plata, comme Rosas le lui a défendu si longtemps pour la rive droite.

Voilà la cause géographique, économique et à la fois nationale qui a mis les armes aux mains des Paraguayens.

Ici les événements se pressent. Il faut leur céder et la place de l'observation et la parole des faits.

A la première nouvelle des fameuses réclamations faites par le Brésil à la République Orientale de l'Uruguay, le gouvernement du Paraguay avait offert sa médiation pour un arrangement amiable. Acceptée par Montevideo (la partie faible), cette offre avait été refusée par le Brésil (la partie forte); seulement la diplomatie brésilienne crut endormir le Paraguay en le remerciant de son offre, sous le prétexte qu'une médiation devenait *sans objet, vu la marche amicale des questions mentionnées...* On vient de voir en effet tout ce qu'il y avait d'amical dans la négociation Saraïva!!

De son côté, Montevideo qui savait à quoi s'en tenir sur cette *marche amicale*, n'avait pas attendu la rupture des négociations pour charger son ministre-résident au Para-

guay, M. Vazquez Sagastume, d'instruire le Président Lopez de l'état réel des choses. En même temps que ces faits s'accomplissaient, le gouvernement du Paraguay avait notifié, dès le 17 août, aux gouvernements amis, l'offre de médiation qu'il avait faite pour un règlement amiable des différends existant entre le Brésil et Montevideo. Nous verrons plus tard en quels termes de bienveillance et d'à-propos les Etats-Unis répondaient à cette communication. Mais à la nouvelle de la rupture de la négociation Saraïva, le ministre des Affaires étrangères du Paraguay, récapitulant, dans une note en date du 30 août 1864, les incidents rapides et violents de cette rupture, finissait par une protestation énergique et qui portait principalement sur l'imminence d'une occupation d'un point quelconque du territoire oriental de l'Uruguay par les forces du Brésil.

Ce point fortement établi, comme base des griefs du Paraguay dans le conflit actuel, donnera la clef de la question des faits de guerre, dont on s'est servi pour accuser le Paraguay d'avoir été l'agresseur.

Pour peu qu'on se rappelle les précédents et que l'on considère l'impossibilité matérielle de l'indépendance du Paraguay sous la pression de l'occupation brésilienne, on comprendra pourquoi le Paraguay devait regarder l'invasion du sol oriental comme une atteinte directe à l'indépendance paraguayenne. Qu'elle fût temporaire ou permanente, le Paraguay posait donc un *casus belli* au cas d'une occupation quelconque du territoire de Montevideo. Voici les termes mêmes de sa protestation qui regardait l'occupation de la République Orientale, « *comme attentatoire à l'équilibre des* »
« *Etats de la Plata*, équilibre qui est, pour la République du »
« Paraguay, une garantie de sécurité, de prospérité et de »
« paix ; et que le Paraguay proteste, de la manière la plus »
« solennelle, contre un pareil acte (l'occupation), déclinant

« toute responsabilité au sujet des conséquences ultérieures de la présente déclaration (1). »

Etait-il possible au Paraguay de s'opposer plus catégoriquement au projet d'invasion de la République Orientale par l'armée du Brésil ?

Il fallait, pour ne pas s'arrêter devant cette franche déclaration, que le Brésil eût une confiance absolue mais aveugle dans sa force. C'est ce qu'il est permis de croire, à la lecture de la réponse du ministre brésilien au gouvernement du Paraguay, en date du 1^{er} septembre 1844.

Deux points sont remarquables dans cette note : l'un est qu'elle suppose gratuitement exister, dans l'esprit du gouvernement de Montevideo, l'idée fixe de ne pas faire droit aux réclamations brésiliennes, ce qui rendrait toute médiation sans objet ; l'autre est l'autocratique dessein que le diplomate brésilien prête au gouvernement impérial de « *n'obtemperer à aucune considération* ». — Il est vrai que la note ajoute, comme correctif : « dans la tâche sacrée de protéger la vie, l'honneur et la propriété des sujets de S.M. l'Empereur (2). » Mais elle ne dit rien de la tâche bien plus sacrée pour le gouvernement de Montevideo, de protéger ses nationaux contre le rapt et l'esclavage...

On ne peut s'empêcher de reconnaître que la première de ces remarques est en contradiction flagrante avec le motif allégué antérieurement pour refuser la médiation du Paraguay, puisque le gouvernement de Montevideo, loin de ne pas vouloir faire droit aux réclamations du Brésil, demandait au contraire qu'on les soumit à un arbitrage... Quant à la seconde, elle ne peut que corroborer l'idée d'un parti pris pour une rupture, en voyant le ministre Saraïva imposer des réclamations draconiennes ou d'une exécution matérielle-

(1) Voir documents et pièces officielles P. — (2) Q.

ment impossible pour le gouvernement de Montevideo, au moment même qu'on les exigeait.

Indépendamment de ces deux remarques, on éprouve un sentiment pénible pour le caractère du ministre brésilien en le voyant dans la nécessité d'invoquer la triple médiation des ministres d'Angleterre, de Buenos-Ayres et de l'envoyé extraordinaire du Brésil (M. Saraiva lui-même), ayant pour but de mettre fin aux dissensions intestines de Montevideo, avec la médiation qu'avait offerte le Paraguay pour un règlement amical des différends du Brésil avec Montevideo. C'est ce que fait ressortir avec beaucoup de tact le ministre des Affaires étrangères du Paraguay, M. Jose Berges, en répondant, le 3 septembre 1864, au diplomate brésilien. Cette note, courte et serrée dans sa dialectique, finit en corroborant la protestation du gouvernement paraguayen, en date du 30 août, et déclarant que cette protestation sera rendue *effective*, dès que les mesures coercitives annoncées par le Brésil contre la République de l'Uruguay viendront à se réaliser (1).

Voilà donc le deuxième avis donné au Brésil par le gouvernement du Paraguay, de la résolution formelle d'intervenir par la voie des armes, à défaut de ses bons offices qu'il voyait repoussés. Ces deux avertissements ou plutôt la protestation du Paraguay, en date du 30 août (2), était implicitement renouvelée le 3 septembre suivant.

C'est ici que le lecteur sérieux doit suivre attentivement la chronologie des faits, pour comprendre toute l'injustice des accusations portées contre le Paraguay, au sujet du titre d'agresseur barbare, c'est-à-dire incivilisé, qu'on lui prête si gratuitement,.... etc.

Le 16 octobre, c'est-à-dire 47 jours après la protestation du Paraguay, l'armée du Brésil avait envahi le territoire

(1) Voir documents et pièces officielles R. — (2) P.

Montevidéen, pour accomplir les prouesses de Paysandù..... et achever la ruine du gouvernement de Montevideo, ainsi que nous l'avons vu.

Cet acte du 16 octobre, malgré la protestation du Paraguay du 30 août, n'était-il pas un défi humiliant pour le Paraguay? Personne ne le niera. Eh bien! le Paraguay relevait bravement le gant que le Brésil lui jetait à la face... Nous sommes au 12 novembre.

A la première nouvelle de l'entrée de l'armée brésilienne sur le terroir de Montevideo, le 16 octobre 1864, au mépris de sa protestation du 30 septembre (nous répétons les dates à dessein), le Président Lopez détacha un corps des troupes paraguayennes pour aller s'emparer d'une partie de la province brésilienne de Matto-Grosso, qu'il occupa à titre de représailles, et aussi comme d'une propriété du Paraguay usurpée par le Brésil, qui en avait fait un véritable arsenal préparé avec soin *pour une solution prochaine de la question des frontières.....* Voici l'explication si simple de ce fait si grave. On la trouve explicite dans le rapport de la *double commission spéciale* chargée d'examiner le message du Président du Paraguay au Congrès national *extraordinaire* du 17 mars 1865, deux documents très-importants, sur lesquels nous reviendrons et dont voici l'extrait *ad rem*.

« La commission considère l'occupation du territoire
« Oriental (Montevideo) par des forces brésiennes, au vu
« et su de la protestation du gouvernement (paraguayen) du
« 30 août dernier, qui est restée sans réponse, non-seule-
« ment comme une provocation injurieuse pour l'honneur
« et la dignité nationale, mais encore un attentat contre
« l'équilibre des Etats de la Plata qui est la base et la condi-
« tion d'une paix permanente; ce qui justifie la prudente
« mesure adoptée par le gouvernement de la République,
« en occupant *la partie du territoire* de Matto-Grosso qui
« *nous a été usurpée* par le Brésil.

« Ce fait (l'occupation de Matto-Grosso) a mis à nu
« et au grand jour la foi du cabinet impérial dans ses
« rapports avec la République, en dévoilant les plans par
« lui prémédités au détriment de nos droits territoriaux,
« car on y a découvert un immense armement aggloméré
« sur nos frontières, *contrairement aux traités en vigueur*,
« afin de reprendre par la force les limites auxquelles pré-
« tend le Brésil, sans raison, dans le nord du Paraguay. »

Ce pays est accusé sans façon d'être doublement agresseur dans cette guerre, tant à Corrientes qu'à Matto-Grosso, et, chose singulière ! on ne s'enquiert nullement du motif de ces prétendues agressions, dont nous venons de dérouler l'origine.

De ces deux faits si considérables, il en résulte un troisième bien remarquable, c'est que le Paraguay s'est emparé ouvertement et sans ambage des munitions de guerre que le Brésil avait, pendant six ans et sans bruit, préparées, au nord et au sud du Paraguay, et contre le Paraguay.

Que le Brésil et Buenos-Ayres aient jeté les hauts cris, rien de plus naturel ; mais que le Paraguay ait eu tort d'agir comme il l'a fait, c'est là une question à juger, et qui se résoudrait d'elle-même, en se posant au point de vue du simple droit de la défense personnelle. Comment ! sous le bénéfice d'une convention qui renvoie à six ans une délimitation de frontière, le Brésil entasse des éléments de guerre sur cette frontière du nord, et il faudrait que le Paraguay se laissât niaisement attaquer par le Brésil, au sud, où il formait, comme nous l'avons vu, un autre dépôt de guerre dans Corrientes ? — Mais est-ce sérieux, en vérité ? — Le Paraguay a préféré exercer son droit de légitime défense, en posant au Brésil un *casus belli* sur lequel celui-ci s'est tu, il est vrai, mais en revanche, il a agi. D'autre part, en déclarant la guerre à Buenos-Ayres, sur sa persistance à rester dans une fausse neutralité, ce qui était de toute

évidence, le Président Lopez a prouvé qu'il ne voulait pas être dupe; rien de plus, rien de moins. Voilà comment le Paraguay a été agresseur : au grand jour, en déchirant le double voile qu'on jetait sur lui comme un linceul..... au nord et au sud de ses frontières. — Qu'on le juge ! — Mais n'anticipons pas.

En même temps que le corps d'armée marchait sur Matto-Grosso, le ministre des Affaires étrangères du Paraguay dénonçait au ministre brésilien la rupture des rapports diplomatiques entre les deux pays, ainsi que l'exclusion du drapeau brésilien dans les fleuves, qui restaient cependant ouverts à la libre navigation pour tous les autres pavillons (1).

Dans ces circonstances, un vapeur brésilien arrivait devant la capitale du Paraguay, conduisant le nouveau gouverneur de la province de Matto-Grosso, pour le Brésil. Il avait pleine connaissance de la protestation du Paraguay, du 30 septembre.

Le gouvernement du Paraguay ne pouvait donc pas laisser passer l'ennemi dans ses eaux, pour aller ravitailler Matto-Grosso, alors que cette province brésilienne était sous le coup d'une occupation militaire du Paraguay. Le vapeur brésilien « *Marquis de Olinda* » partit du port de l'Asuncion dans la soirée du 11 novembre, mais il y fut ramené prisonnier par le vapeur de guerre paraguayen, « *Tacuari*, » envoyé à sa poursuite.

Ce fait donna lieu à une demande d'explication de la part du ministre-résident du Brésil (2) au gouvernement du Paraguay, qui y répondit sommairement, en se référant à sa dépêche antérieure (3).

Sur cette brève note, le ministre brésilien fit la demande de ses passeports (4) qui lui furent remis immédiate-

(1) Voir documents et pièces officielles S. — (2) T. — (3) U. — (4) V.

ment (1), toutes difficultés et tous obstacles étant affranchis par l'offre chevaleresque d'un vapeur paraguayen pour le transport de la légation brésilienne jusqu'à Buenos-Ayres.

C'est ici qu'apparaît, dans son vrai jour, la physionomie des événements, dans l'action amicale qu'a exercée le ministre des Etats-Unis au Paraguay.

Dès le 12 novembre 1864, c'est-à-dire sur la nouvelle de l'occupation du territoire de Montevideo par les forces du Brésil, M. Washburn adresse au gouvernement du Paraguay un véritable manifeste des sentiments du gouvernement des Etats-Unis, au sujet des affaires du Rio de la Plata. Et pour qu'on ne puisse croire qu'il exprime simplement des opinions personnelles, sa note commence par ces mots : « L'honorable William H. Seward, secrétaire d'Etat des Etats-Unis, dans sa dépêche du 26 août, etc. (2). » Il faut lire et relire cette note pour comprendre combien les Etats-Unis, peuple éminemment pratique, et leur gouvernement tout aussi peu sentimental, avaient apprécié les événements du Rio de la Plata, à leur point de vue purement commercial. Aussi remarquons ses appréhensions de voir détruire la nationalité Orientale, son espérance de prévenir ce malheur par une heureuse médiation du Paraguay entre le Brésil et Montevideo, ses instances pour éviter, par cette médiation, une grande guerre qui mettrait en péril et les intérêts matériels et l'existence même d'une République jusque-là florissante ! Voilà pour ce qui regarde Montevideo, et voici les conséquences que le ministre Américain n'hésite pas à déduire du refus fait par le Brésil d'accepter la médiation du Paraguay : « ou une guerre générale vers laquelle semblent « tendre les Etats de toute l'Amérique du Sud, à l'Est des « Andes ; » calamité qu'il n'hésite pas à qualifier de *grande catastrophe* !

(1) Voir documents et pièces officielles X. — (2) Y.

Voilà, ce nous semble, pour les amis comme pour les adversaires du Paraguay, dans cette guerre, un sujet de sérieuse méditation. Mais revenons aux faits qui nous pressent.

Dans ces conjonctures, le gouvernement du Paraguay, comprenant qu'il devait rassurer l'intérêt général du commerce sur les conséquences de cette rupture de ses rapports avec le Brésil, adressa une circulaire au corps diplomatique. Ce document se borne à déclarer que, *par suite de l'occupation du territoire Oriental de l'Uruguay* par l'avant-garde de l'armée brésilienne, le moment était venu de rendre effective sa protestation du 30 août, confirmée le 3 septembre. Mais il proclame hautement la libre navigation du haut et bas Paraguay pour tous les pavillons, excepté celui du Brésil, afin de circonscrire autant que possible les maux de la guerre, *selon la pratique des nations les plus civilisées* (1). Cette mention semblait répondre dignement à l'accusation banale de barbarie dont on gratifie si inconsidérément le Paraguay, à tous propos, en l'accusant d'avoir conservé les mœurs du moyen âge.

Ces faits démontrent une fois de plus que la cause efficiente du litige entre le Paraguay et le Brésil a son origine dans le seul fait de l'invasion du territoire de Montevideo par l'armée brésilienne. Or, comment admettre que le gouvernement du Paraguay, alors que la circonspection forme le fond du caractère paraguayen, eût affronté légèrement les chances d'une lutte contre le Brésil, si son existence politique elle-même n'avait pas été mise en jeu, par l'occupation brésilienne à Montevideo ?

Pour peu qu'on soit nourri des précédents historiques des deux pays, cette appréciation apparaît lumineuse et nécessaire.

(1) Voir documents et pièces officielles Z.

C'est ce qui ressortira incontestablement, nous l'espérons, de l'étude à laquelle nous nous livrerons bientôt au sujet de la triple alliance conclue entre le Brésil, Buenos-Ayres et Montevideo contre le Paraguay.

Avant de nous en occuper, il faut dire comment Buenos-Ayres avait d'abord proclamé sagement une neutralité complète, dans le différend paraguay-brésilien ; comment cette neutralité se trouvait faussée au moment même où elle était proclamée, et comment enfin le Paraguay a déchiré courageusement les voiles de l'équivoque et de la partialité qui la recouvraient.

CHAPITRE VIII

BUENOS-AYRES ET LE PARAGUAY

XIII. Les Destinées de Buenos-Ayres.

XIV. Sa neutralité dans le conflit Paraguay-Brésilien.

XIII

Nous avons suffisamment établi les luttes de ces deux pays pour leur suprématie réciproque, aux chapitres III et IV. Il en est ressorti ces trois faits, bien caractérisés à notre avis :

1° Efforts excessifs, mais sincères, du parti qui voulait former le centre d'une puissance nationale dans Buenos-Ayres ;

2° Une diplomatie à la Louis XI, sous le masque félin d'une Confédération dont Rosas fut, pendant vingt ans, le promoteur insuffisant ;

3° Enfin la résistance du Paraguay aux deux systèmes qui l'eussent également privé de son indépendance.

Ces trois états de choses, nés du fait seul de la révolution dans le Rio de la Plata, ont dénoncé tout d'abord la volonté inébranlable du Paraguay de créer une nationalité qui lui fût propre, et indépendante de toutes celles qui naissaient dans le sang, autour de lui.

Celles-ci croissaient dans les larmes et les terreurs de la guerre civile..... Le Paraguay avait préféré subir la dictature de Francia!... Tel est le contraste fort remarquable qu'a présenté la longue souffrance muette du Paraguay, en regard des perturbations bruyantes de Buenos-Ayres.

Le Paraguay n'a demandé à vivre, comme nation, que trente ans après Buenos-Ayres, mais il a apporté, pour garantie et pour écot, la navigation fluviale, que Buenos-Ayres avait refusée jusque-là au commerce étranger.

C'est dans cet état très-digne d'attention, qu'a pris naissance le grave conflit qui nous occupe.

Nous avons vu la marche des choses par rapport au Brésil; nous allons assister maintenant à une politique neuve de la part de Buenos-Ayres: c'est celle qui a été inaugurée par le général Mitre. Cet Argentin est remarquable sous plus d'un rapport. Par son intelligence et son instruction, il fait partie de cette pléiade poétique et littéraire (1) qui resplendit d'un vif éclat sous le ciel si beau du Rio-de la Plata. Par ses antécédents politiques, civils ou militaires, il appartient à cette cohorte renommée qui a lutté, pendant vingt ans, contre la dictature du général Rosas. Par conséquent il est classé parmi les Unitaires. Seulement il était trop intelligent pour ne pas comprendre qu'il n'y avait pas quelque chose de plus à faire que ce qu'avaient fait ses devanciers. Ainsi, porté au pouvoir suprême par la partie jeune et ardente de l'école Unitaire, c'est à dire celle qui veut et qui fait tout pour Buenos-Ayres, quand même... le général Mitre n'hésita point, en 1859, à signer une convention de paix avec le général Urquiza, alors Président de la Confédération des treize provinces. Cette convention fut dignement qualifiée à la tribune de Buenos-Ayres et acceptée comme « *une victoire pour tous les Argentins*, qui a fixé les

(1) Voir les *Otages de Durazno*, chap. III, pages 53 à 73.

conditions de la réincorporation de Buenos-Ayres dans la Confédération Argentine (1) ».

En effet, le général Mitre *aurait* pu obtenir de cette paix, avec toute facilité, en 1860, tous les avantages que Rivadavia *avait* pu rechercher, en 1825, dans un accord avec Rosas, alors que celui-ci ne se doutait pas encore de la puissance qui lui était réservée.

Mais, nous l'avons déjà dit : si la convention de 1860 fut sincère, elle n'a pas eu de durée. Rompue par les nouveaux différends qui trouvèrent leur solution dans la bataille de Pavon, en 1862, cette convention d'une paix éphémère laissa le général Mitre, vainqueur, sous le poids d'une réorganisation nationale de toutes les fractions argentines, disloquées par la chute de la Confédération. Dès lors il inaugura un système mixte qui avait pour double objet : au dedans une impulsion vigoureuse donnée à tous les progrès matériels, et au dehors de la province le même esprit d'entreprises utiles, joint à des efforts constants pour l'apaisement des regrets de ne pas avoir une organisation fédérative qui plaisait évidemment aux provinces. Mais les regrets des provinces, à cause de la ruine de leur Confédération, semblaient l'emporter sur les efforts que le général Mitre manifestait, à son honneur, par de grands actes économiques. Parmi ces actes favorables aux provinces, les principaux, sans contredit, furent 1° la concession du grand chemin de fer central, de Rosario à Cordova, sur 400 kilomètres d'étendue, et qui aurait réduit à *deux jours* le trajet de Buenos-Ayres à Cordova, qui demandait *deux mois* de marche, au bon temps des transports par les chars à bœufs appelés *Castillos*; 2° la protection éclairée qu'il accordait à la grande entreprise de canalisation du Rio Salado du Nord (ou Juramento), dont la réussite devait donner vie et valeur

(1) Discours de Félix Frias. du 11 mai 1860.

à une très-grande partie du Chaco argentin, aujourd'hui prairie encore inhabitée et ouverte, presque partout, aux déprédations sanglantes des Indiens sauvages.

Malgré ces louables efforts, le général Mitre ne voyait pas sans crainte approcher le terme de l'ordre des choses qu'avait créé la bataille de Pavon, en changeant son titre de gouverneur de Buenos-Ayres, pour le titre et les honneurs de la présidence de la République Argentine, dont il exerçait le pouvoir, dans Buenos-Ayres, à côté mais non concurrentement avec le pouvoir provincial. La même ville était donc deux fois capitale : et de la province et de la République ; c'est-à-dire le siège de prétentions et d'aspirations rivales, dont nous n'avons pas à nous occuper ici.

D'autre part, l'action du pouvoir central, trop éloigné des provinces, y perdait de sa force légitime, en raison des distances ; et c'est là une cause toujours efficiente de désordre. De là, aussi, des répressions parfois violentes, sinon des exactions, qu'il fallait accepter ou subir en silence ; de là, enfin, une désaffection que ne pouvait neutraliser, dans le présent, la perspective du bien que préparaient, pour l'avenir, les grandes entreprises économiques en voie d'exécution et dues à l'initiative du général Mitre.

La situation était ardue et délicate, dans ce dualisme permanent.

Buenos-Ayres ne renoncerait jamais à la suprématie que lui avait donnée la bataille de Pavon (1).

(1) On a déjà vu que cette bataille eut pour résultat la retraite du général Urquiza, bien qu'il fût resté maître du champ de bataille, et, par suite, la dislocation de la Confédération des treize provinces dont il était le lien principal. On attribue cet événement étrange aux ennuis qui assaillaient le général dans l'exercice d'un pouvoir militaire dont il supportait la charge, bien plus dans l'intérêt des provinces que dans son intérêt personnel, car lui seul, en effet, pouvait les protéger contre l'absorption de Buenos-Ayres. — Les faits l'ont bien prouvé. — Du reste, pour être édifié sur cette vérité qui révèle le secret de la puissance morale qu'exerce le nom d'Urquiza dans les provinces du Rio de la

Les provinces n'accepteraient jamais la suprématie Buenos-Ayrienne (*Portena*) qui les priverait de leur trésor, de leur armée, en un mot de la vie nationale dont elles avaient joui pendant dix ans qu'avait duré le gouvernement confédéré à Parana. On sait que cette Confédération avait été fondée par le général Urquiza, l'homme et l'égide des provinces, contre la suprématie de Buenos-Ayres.

La situation créée par la bataille de Pavon était une expérience nouvelle du système unitaire, quoique tempéré par la marche du temps, par les lumières qu'apporte l'expérience, et surtout par les meilleures intentions, chez les hommes nouveaux, pour travailler à rendre compact et solide le faisceau de la nationalité argentine. Nous le croyons ainsi, car, par tempérament et par raison, nous n'accusons jamais les intentions de notre prochain, alors même que nous ne saurions approuver ses actes.

C'est ici le cas, ce nous semble, d'exposer les idées que nous avons indiquées (chap. IV, *titre IX*) sur les véritables destinées de puissance et de grandeur de Buenos-Ayres. Cette reine de la Plata cherche en vain, depuis 50 ans, les conditions de son avenir dans la domination des provinces du Nord, domination voilée sous le mot de fédération, puis sous celui d'unité. Si notre sentiment ne nous trompe, elle aurait pu et dû depuis longtemps poser les plus solides bascs

Plata, et la vraie source des appréhensions de Buenos-Ayres à son égard, il n'y a qu'à lire attentivement la circulaire qu'Urquiza adressait aux gouverneurs des provinces Argentines en date du 5 avril 1851, lors de sa grande croisade contre Rosas, circulaire connue depuis sous le titre de « Manifeste du 1^{er} mai, » probablement parce que ce ne fut qu'à cette date qu'eut lieu sa publication (1). En effet, la plupart des provinces ont eu à déplorer la retraite des affaires publiques du général Urquiza, retraite dans laquelle il ne demande qu'une chose, c'est qu'on l'y laisse vivre en paix. Le prestige de son nom contenait les mauvais citoyens pour lesquels il n'était point tendre, tandis qu'il encourageait partout les entreprises utiles, auxquelles il venait en aide, même de sa bourse, avec une générosité parfois trop confiante, ce qui n'est pas assez connu et qui, pourtant, fait le plus grand honneur à la libéralité de son caractère.

(1) Voir documents, lettre H H.

de sa puissance dans les vastes prairies encore désertes qui vont se perdre dans le Sud, jusqu'au fond de la Patagonie.

Cette digression nous paraît ici d'autant plus à sa place, qu'à son issue nous entrerons, à pleins jalons, dans la phase la plus redoutable, sinon la plus désastreuse pour le Rio de la Plata, qui se soit présentée depuis 1810... Nous voulons dire la guerre actuelle contre le Paraguay.

Jetons donc un coup d'œil sur la province de Buenos-Ayres, afin de mieux saisir la nature de nos objections sur la marche suivie, depuis l'indépendance, **PAR TOUS LES PARTIS**, pour former une nationalité.

Unitaires et fédéraux, tous ont visé à commander dans les provinces du Nord, déjà pourvues d'une population habituée au régime colonial, et dont l'oisiveté formait le fond des coutumes.

Reveillées de cette léthargie séculaire aux cris de liberté, puis d'indépendance, poussés par Buenos-Ayres en 1810, les provinces unirent leur volonté et leurs forces pour une action commune. Mais, le résultat une fois obtenu, il était évident que chaque section ou province devait en retirer le fruit à son seul profit, dans la mesure des éléments qui lui étaient propres.

Ces éléments, nous allons les chercher, en ce qui concerne Buenos-Ayres, dans les lois générales de la géographie, et surtout de la topographie qui lui est particulière.

Buenos-Ayres est posée au centre même de la zone tempérée de l'hémisphère Sud, par 35 degrés de latitude. Au Nord, c'est-à-dire vers la chaleur, son territoire s'avance jusqu'au 33° 45', à la limite idéale qui le sépare de celui de la province de Santa-Fé. Au Sud et S.-O. la prairie s'étend, sans dispute, jusqu'aux frimas désolés de la Terre-de-Feu, vis-à-vis le cap Horn, c'est-à-dire jusqu'à l'extrême pointe du continent d'Amérique, où se divisent les eaux de l'Atlantique de celles de l'Océan Pacifique. Cette situation, unique

parmi les provinces Argentines, donne à Buenos-Ayres la possession d'au moins 400 lieues marines (non disputables) de côtes sur l'Atlantique. — Remarquons bien cette possession maritime, car elle est la clef de la puissance de Buenos-Ayres; nous le verrons bientôt. — A l'ouest, le territoire de Buenos-Ayres n'a d'autres frontières que les crêtes neigeuses des Cordilières qui le séparent du Chili, précédées de ces immenses plaines d'alluvions qui supportent la prairie connue sous le nom de *Pampas*. — De là vient le *Pampero* ou vent du Sud-Ouest, si connu dans ces parages par ses violences, mais aussi par ses avantages hygiéniques qui ont valu à Buenos-Ayres son nom significatif (bons-airs). — Enfin à l'Est s'ouvre et s'étend, vers le Sud, l'Océan Atlantique, cette grande route des rapports de l'Amérique avec le monde entier, et d'où lui arrivent les merveilles de la civilisation européenne, portées sur les ailes du vent et de la vapeur.

De cette position géographique évaluée par le Dr Martin de Moussy à 16 ou 17 mille lieues marines de superficie (ce qui est un minimum sans doute), il résulte ceci : 1° qu'aucune partie de l'Amérique du Sud n'égale Buenos-Ayres, à l'exception du Chili et de Montevideo, ses voisins immédiats au S.-O. et au N.-E., comme contrée propre à l'émigration européenne, pour la culture des céréales; 2° que nulle part, dans l'Amérique du Sud, il n'existe d'aussi vastes plaines pour des réseaux de chemins de fer à construire, on peut dire sans travaux d'art; 3° enfin et par-dessus tout que Buenos-Ayres est destinée à devenir une puissance maritime de premier ordre, d'abord dans l'Amérique du Sud, et plus tard dans le monde.

Avec de tels éléments de richesse et de force, comment ne pas déplorer les 50 ans perdus, depuis l'indépendance de ce pays, dans les convulsions de la guerre civile ? Stériles pour tout bien, les luttes intestines ont produit le plus grand

mal en arrêtant les élans si souvent tentés en vain pour une immigration agricole dans ce pays. — La charrue a peur du sabre... — Aussi, tandis que les États-Unis peuplaient sagement leurs déserts, en y introduisant des charrues, le Rio de la Plata voyait ses rares habitants décimés par le sabre !

La géographie commandait le plein, mais la politique a fait le vide... !

Voyons si la topographie, à son tour, n'a pas été tout aussi désastreusement méconnue ?

Quatre cents lieues de côtes sur l'Atlantique appelaient Buenos-Ayres à devenir une puissance maritime et extérieure ; mais la politique n'a visé qu'à se créer un pouvoir fluvial et intérieur. La raison en est simple : c'est que l'intérieur était peuplé, tandis que le littoral était désert. Le désert faisait peur dans le Sud, où il fallait combattre l'Indien indompté ; on préférait trôner sur les populations si douces, si bonnes des provinces du Nord. La tâche de domination paraissait plus aisée que l'entreprise de colonisation.

Erreur funeste, qu'un demi-siècle de douleurs a dévoilée et démentie !

Mais on objecte que, malgré tout, le Rio de la Plata a prospéré, en dépit des ruines de la guerre civile. C'est vrai, mais c'est aussi un argument de plus en faveur de notre système de colonisation dans le Sud, au lieu de la domination dans le Nord, et nous le démontrerons par des faits en voie de réalisation... Mais d'abord nous dirons :

1° Calculez, si c'est possible, la valeur des ruines accomplies, depuis cinquante ans, dans le but de dominer sur les provinces du Nord ;

2° Ajoutez ce qu'il en a coûté pour accomplir ces ruines...

3° Évaluez la richesse qu'auraient produite et les ruines non faites, et l'argent employé à les faire.... Dans ce calcul, il serait facile de reconnaître, gaspillés en pure perte.

les centaines et les milliers de millions qui auraient servi à créer, dans le Sud, toute une nation nouvelle, avec des hommes neufs. Ces hommes auraient apporté du vieux monde et la charrue et la manière de s'en servir, c'est-à-dire les habitudes d'ordre, de travail et surtout d'économie que les traditions coloniales avaient laissé dégénérer en pure oisiveté...

Au lieu de cet immense bienfait perdu, que voyons-nous ?

Les provinces du Nord, pauvres et faibles, malgré leurs éléments de richesse inouïs, dans les trois règnes de la nature, et malgré l'aptitude de leurs habitants pour tous les genres de progrès.

Dans le Sud, le désert, et les Indiens sauvages au centre même des meilleures terres de Buenos-Ayres ; mais au delà, les Anglais !... Oui, les Anglais qui sont venus d'Europe demander humblement aux Indiens la permission de prendre pied-à-terre sur les côtes abruptes de la Terre-de-Feu, en attendant de leur acheter ou de leur prendre les belles prairies intérieures, d'où partent aujourd'hui, comme la foudre et l'ouragan, ces redoutables razzias qui désolent les *Estancias* au sud et à l'ouest de Buenos-Ayres.

Une fois maîtres dans la prairie, devenue sol britannique... les razzias des Indiens auront cessé ; mais aux Argentins qui réclameraient leur terre, le gouvernement anglais répondrait : « C'est trop tard ! Eh ! de quoi vous « plaignez-vous ? Je vous ai délivrés des Indiens... Vivons « en paix : Albion près la mer, et vous dans vos belles « rivières... »

Et qu'on ne pense pas que ce dernier effet du système que nous déplorons soit le moins redoutable pour Buenos-Ayres ! Ce que la force armée aux mains de lord Beresford et du général Whitelock n'a pu accomplir en 1807 et 1808, est en voie d'accomplissement aujourd'hui, grâce aux mis-

sionnaires anglicans, ces infatigables pionniers de toutes les conquêtes territoriales de la Grande-Bretagne.

Nous n'avons pas à nous étendre sur ce sujet qui a fait l'objet d'intéressantes discussions dans le Congrès argentin, mais il fallait bien l'indiquer ici, puisqu'il est une démonstration pratique de la vérité de nos idées. La gravité du fait lui-même ressort, du reste, de l'émotion causée à Buenos-Ayres par le projet présenté aux Chambres argentines, en 1863, pour l'établissement d'une colonie anglaise sur la côte de Patagonie.

Repoussé à une grande majorité, ce projet ne fut pas moins mis à exécution, malgré l'opposition du Congrès, un an après avoir été rejeté. C'est ce que le sénateur Félix Frias expose, avec sa logique si serrée, pour rappeler le Pouvoir exécutif au respect qu'il doit accorder au Sénat, et il le fait, dans le discours déjà cité, d'une façon si péremptoire, qu'elle ne laisse rien à y ajouter. On en jugera par l'extrait que nous en donnons (1), et qui dit beaucoup en peu de mots.

Voilà donc, en définitive, les deux principaux résultats de la politique suivie *par tous les partis*, à Buenos-Ayres : au Nord, l'épuisement des provinces ; au Sud, la perspective de perdre un territoire considérable !

Nous n'avons pas la prétention de tracer ici tout un plan social pour la nationalité Argentine ; mais, en prenant pour point de départ de nos idées les faits accomplis jusqu'à nos jours, nous sommes certains d'indiquer une amélioration de l'état des choses, puisque la crise actuelle n'est que le résultat des anciens errements que nous venons de signaler.

D'abord, la création de la force nationale maritime appartient à Buenos-Ayres ; et dans l'accomplissement de ce devoir réside le secret de sa puissance dans l'avenir, non-

(1) Voir documents, lettre A 1.

seulement comme province, mais en tant que tête de la nation Argentine, rôle qui ne peut lui échapper, par la force même des choses, *une fois sa marine formée*.

La *pensée maritime* doit donc occuper tous les cœurs et tous les esprits à Buenos-Ayres, afin de parvenir à ce grand but, qui demande trois conditions essentielles :

1° Fonder un arsenal et ses accessoires au port de « *Baïa-blanca*, » avec chantiers de construction, dont l'activité absorberait toute dépense d'embellissement et de luxe dans Buenos Ayres, pour un certain temps ;

2° Extension à donner aux villes de Chascomus et de Mercedes, près des deux rives du Rio Salado du Sud qui serait ouvert à la navigation et au commerce d'outre-mer, afin de former, sur ce point central, un grand foyer de vie et d'action commerciale, ayant pour port immense les magnifiques lacs de Chascomus, canalisés jusqu'au Rio Salado ;

3° Construction à Buenos-Ayres même de vastes bassins avec des docks à l'avenant, pour recevoir le commerce du cabotage des rivières Parana et Paraguay.

Ces trois conditions de richesse, de force et de grandeur obtenues, Buenos-Ayres aurait réparé les fautes de 50 ans, et préparé pour sa descendance un grand avenir de puissance par la paix et le travail, que seule pourra égaler, au point de vue commercial, New-York elle-même, si encore Buenos-Ayres ne la surpasse pas avec le temps ; car Buenos-Ayres est de 4,500 lieues plus rapproché de l'extrême Orient et surtout des grandes îles de l'Océanie, où s'élèvent des nationalités nouvelles et riches déjà par le travail qu'elles ont accompli.

La prédominance de la navigation fluviale, pour Buenos-Ayres, découle nécessairement, fatalement, d'une marine aussi respectable par son personnel *spécial et national*, que par son matériel. C'est là un fait dont le Brésil dé-

montre en ce moment l'importance et surtout la rigoureuse **néce**ssité, sous peine de le voir régner en maître dans les **ri vi è**res. C'est dans ce but évident que le Brésil travaille **depu**is trente-six ans, avec succès, à être maître d'une **forte** marine *nationale*.

Et qu'on ne voye point, dans cette crainte, l'expression d'un mauvais vouloir pour le Brésil. Nous le voulons grand et **prospère**, et nous avons demandé pour son pavillon **au tant** et plus de facilités que pour les autres, afin qu'il **uti lise** sa riche province de Matto-Grosso. Mais le Rio de la Plata appartient à la langue espagnole, comme l'Amazone appartient à la langue portugaise, quoique la langue française lui en dispute une fraction dans la Guyane.

Eh bien ! que toute langue soit admise dans l'un et l'autre **fleuve** et dans tous leurs affluents, car les hommes sont tous les **hé**ritiers naturels d'Adam, à qui la terre fut donnée..... **sans** exception connue. Tel est le fond de nos idées à cet **égar**d.

Pendant que Buenos-Ayres travaillerait à ces grandes **fon dat**ions, beaucoup moins difficiles qu'on ne pense, au **mo yen** de concessions, d'avantages spéciaux, et surtout de **terres**, aujourd'hui désertes, concessions à faire du reste **avec** discernement, mais avec largesse et même libéralité **aux** entrepreneurs, qu'advierait-il au Rio de la Plata ?

L'imitation est contagieuse, et il est à croire que toutes les autres sections du Rio de la Plata se livreraient aux **reprises** tendant à développer les éléments, partout encore **inertes**, de leur avenir, et qu'avant dix années de paix et de **travail**, un jour le Rio de la Plata s'éveillerait une grande, forte et puissante Confédération de nationalités naissantes, mais vigoureuses et prospères.

Sœur aînée des États de la Plata, Buenos-Ayres les tient, depuis cinquante ans, à la remorque de ses errements, contre lesquels nous nous élevons. Qu'elle essaye donc, pendant

dix ans seulement, de ne pas s'occuper de ses voisins, qui ne demandent pas mieux, en leur disant : « Au revoir !
« et imitez-moi dans la paix et le travail, comme vous
« m'avez imité dans les discordes et l'anarchie... » Et le temps, jetant un voile sur les souvenirs de deuil des pères, offrirait les joies et les fruits de la loi du travail aux enfants régénérés par cette loi si utile. Nous l'avons dit ailleurs : la possession appelle la conservation. La conservation, c'est la moralité, et toute moralité est renfermée dans cet adage révélé : « Fais à autrui ce que tu veux qu'il te soit fait ! »

C'est en indiquant ce qu'on aurait pu obtenir depuis un demi-siècle, qu'on sentira mieux encore tout le mal qui a été fait en suivant la route opposée à celle que nous indiquons ou toute autre qui ne soit plus l'ancienne, discréditée qu'elle est par ses résultats ; car notre aspiration ne va pas jusqu'à une ridicule infailibilité. Dans tous les cas, heureux les peuples de la Plata, si de l'abîme où les a conduits la voie mauvaise, ils finissent au plus tôt par où ils auraient dû commencer !

XIV.

Nous avons laissé la rupture du Brésil et du Paraguay consommée par le départ du ministre Brésilien, sur un vapeur chevaleresquement mis à sa disposition par le gouvernement paraguayen.

Nous allons voir la marche suivie par Buenos-Ayres pour aboutir fatalement aussi à une rupture qui devait amener la triple alliance du Brésil avec Buenos-Ayres, alliance qu'on supposait déjà, de longue main, préparée par la mission du

sénateur Marmol à Rio-de-Janeiro, et dans laquelle l'État de Montevideo devait être d'abord enveloppé, puis entraîné.

Une cause identique devait amener la rupture du Brésil et celle de Buenos-Ayres avec le Paraguay ; c'était toujours à Montevideo que se trouvait la pierre d'achoppement. Il y avait cependant, par rapport à Buenos-Ayres, une circonstance aggravante, en ce sens que longtemps avant les griefs du Paraguay contre le Brésil, au sujet de Montevideo, le gouvernement de Buenos-Ayres avait été invité par le Paraguay à ne pas favoriser le mouvement du général Flores contre Montevideo. Dès le 2 septembre 1863, le Président du Paraguay, instruit par le ministre montevidéen de la partialité patente du gouvernement de Buenos-Ayres dans l'invasion de la République Orientale par le général Flores, avait demandé au président Mitre d'amicales explications à ce sujet. Le 2 octobre suivant, le gouvernement Argentin avait répondu par de bonnes paroles, mais nullement explicatives. En présence des graves complications que l'invasion du général Flores, soutenu par le comité qui fonctionnait ouvertement à Buenos-Ayres, amenait dans le Rio de la Plata, le gouvernement du Paraguay, ne pouvant accepter ce défaut d'explications rassurantes, répliqua le 24 octobre 1863, et il s'en suivit un échange de notes jusqu'à celle du 6 février 1864, dans laquelle le Paraguay déclarait que :
« se voyant privé des explications amicales que le gouver-
« nement Argentin lui avait refusées, il suivrait désormais
« ses propres inspirations, selon la portée des faits qui
« pourraient compromettre l'autonomie de la République
« Orientale de l'Uruguay (Montevideo), ne pouvant rester
« indifférent au danger qui menacerait cette autonomie,
« soit au point de vue de la dignité du Paraguay, soit à
« celui de ses propres intérêts dans le Rio de la Plata. »

Les six mois écoulés dans cet échange de dépêches, sans autre résultat qu'une froideur progressive entre le Para-

guay et Buenos-Ayres, avaient laissé voir les sympathies de Buenos-Ayres pour le général Flores, avouées, du reste, par toute la presse de Buenos-Ayres, à quelque timide exception près, et hautement proclamées par les journaux officiels. D'autre part, l'allure des rapports entre le gouvernement brésilien et celui de Buenos-Ayres devenait de plus en plus intime. On en déduisait cette conséquence : que la mission Saraïva avait été « *prévue sinon consentie* » par Buenos-Ayres (1), selon l'expression du ministre paraguayen. En effet, dès ce moment date le déchaînement de la presse de Buenos-Ayres contre le Paraguay.

La marche brusque et rapide des événements ne laissait plus au Paraguay le choix des moyens, après sa rupture avec le Brésil. Délivré de toutes craintes au nord, par la judicieuse occupation de Matto-Grosso, où l'on accuse le Paraguay d'avoir dévasté le pays — lisez : *de s'être emparé du matériel de guerre que le Brésil y avait amassé*, — le Président Lopez ne pouvait, *sans inhabileté*, ne pas agir de la même manière sur Corrientes. Mais ici la question se compliquait : le matériel brésilien reposait sur le sol Argentin ! La propriété ennemie était couverte, selon l'expression consacrée, par le pavillon neutre..... car le gouvernement de Buenos-Ayres avait proclamé très-solennellement qu'il voulait rester neutre dans le conflit du Brésil avec le Paraguay.

Remarquons, en passant, que cette nouvelle de la neutralité Buenos-Ayrienne, heureuse pour les intérêts commerciaux (si elle se fût réalisée), apportée en Europe et répandue par les cent bouches de la renommée, excita l'attention générale et les sympathies du commerce intéressé dans le Rio de la Plata. On se demandait quel prestige était celui du général Mitre pour oser vivre en paix, au milieu de la

(1) Probablement lors de la mission Marmol à Rio-de-Janeiro.

guerre, dans un pays où la guerre est le mal endémique ? Et, alors que le Rio de la Plata allait être sillonné par toutes les forces navales du Brésil, dans les 300 lieues qui séparent son embouchure de la capitale du Paraguay, on se demandait encore quelle garantie avait obtenu Buenos-Ayres contre les éventualités d'un événement aussi inouï. En effet, la marine du Brésil, relativement omnipotente, si on la compare à la faible marine de Buenos-Ayres, une fois introduite à toute vapeur dans les rivières, sur toute leur étendue navigable, le Brésil n'aurait-il pas des velléités de suprématie fluviale ? Ne ferait-il pas se prolonger sa guerre contre le Paraguay outre mesure, afin d'habituer les riverains du fleuve et de ses affluents à cette suprématie du pavillon brésilien ?

Ces pensées et d'autres encore, en voyant le rêve lusitano-brésilien de 300 ans..... s'accomplir en un jour, ne laissaient pas que d'étonner tous ceux qui connaissent les aspirations du Brésil pour ce qu'il appelle ses frontières naturelles, c'est-à-dire le Rio de la Plata et son principal affluent le Parana.

Quoiqu'il en soit, ébloui par l'annonce de cette inexplicable neutralité, l'Europe ne voulut voir en elle que le progrès des idées et la force des tendances de Buenos-Ayres vers les entreprises économiques, dans lesquelles le général Mitre avait eu le mérite et le bonheur de pousser son pays. Et la tribune britannique retentit, à ce sujet, des plus justes éloges en l'honneur du brillant Président de la Confédération Argentine, qui inaugurait sagement le régime de la prospérité de son pays, en la fondant sur les solides bases de la paix et du travail. Et ces éloges, tombés du haut de la tribune, sortaient de la bouche même de lord John Russell.

Hélas ! le noble lord devait en être pour ses frais d'éloquence..... car le général Mitre, dans son désir de neutralité, qu'on pouvait croire d'autant plus sincère

qu'il était trop intelligent pour n'en pas apprécier tous les avantages, n'avait pas compté avec la haute prudence et l'habileté parfaite que déploya le gouvernement du Paraguay !

Qu'on en juge par ce qui suit.

La rupture avec le Brésil étant consommée par l'occupation de Matto-Grosso, et la neutralité de Buenos-Ayres proclamée à son de trompe, le Paraguay ne s'expliquait point l'aplomb avec lequel le Brésil installait dans le port de Corrientes ses provisions, ses munitions, ses dépôts de charbon, et tout ce qui constitue un centre d'opération pour une grande guerre.....

Le gouvernement de Buenos-Ayres pousserait-il les tolérances de la neutralité au delà des limites de la partialité, en permettant au Brésil de former un arsenal formidable, au cœur même des affluents du Rio de la Plata ? — Et sur la terre argentine !

Mais alors les convenances d'une neutralité commune aux deux parties belligérantes l'obligent ; et la loyauté lui commande de permettre au Paraguay d'user également du sol de Corrientes, n'est-il pas vrai ?

Dans cette perplexité, le Paraguay a dû se poser ce dilemme : ou Buenos-Ayres veut garder une stricte neutralité, tout en favorisant également les deux parties belligérantes sur le terrain de Corrientes ; ou bien sa neutralité sera faussée, s'il refuse à l'une ce qu'il a concédé à l'autre.

La logique de ce dilemme serait-elle récusée par les plus certaines notions du droit des gens ? Confiant dans ce droit, le gouvernement du Paraguay sollicita de Buenos-Ayres un consentement préalable et conditionnel, pour le cas où les nécessités de la guerre demanderaient le passage de troupes paraguayennes à travers le territoire de Corrientes, « *protestant que ce transit s'effectuerait sans charges*

pour les habitants, et en gardant toutes les considérations dues aux autorités Argentines. »

En réponse à cette requête faite dans des termes si simples et si remplis de convenance, le gouvernement de Buenos-Ayres ne se borna point à un refus direct et formel, car il y joignit une sorte d'intimation, en réclamant contre la présence des troupes paraguayennes sur le territoire des missions de la rive Orientale du Parana, qui, de tous temps, avaient appartenu au Paraguay (1).

Le refus du transit des troupes paraguayennes sur les terres de Corrientes, et de plus une question de limites, renouvelée des plus mauvais jours de Rosas, par le général Mitre, au moment où le Paraguay se voyait aux prises avec l'Empire du Brésil, dont le port (argentin et non brésilien) de Corrientes étalait les magasins de provisions de toute sorte, ainsi que l'appareil maritime et militaire destiné à frapper le Paraguay..... que fallait-il de plus pour ouvrir les yeux aux aveugles même, sur la nature de la neutralité que le gouvernement de Buenos-Ayres entendait garder dans le conflit paraguay-brésilien ?

La dépêche de Buenos-Ayres dénonçant le refus du transit sur le sol de Corrientes et celle qui réclamait contre la présence des troupes paraguayennes sur le territoire des Missions, étaient, l'une et l'autre, également datées du 9 février 1865 ; c'était bien là un double manifeste de guerre aussi aveugle qu'inexorable (2).

Le Paraguay n'avait plus à hésiter.

Un Congrès extraordinaire et spécial est convoqué.

Le Président Lopez, dès le 5 mars, lui adresse un message exposant l'état des choses. A la même date, un Mémoire

(1) Cette question des frontières se trouve suffisamment exposée aux chap. III et VI.

(2) Voir documents et pièces officielles AA 1 et AAA 1.

de M. Berges, ministre des Affaires étrangères, amplifie le message du Pouvoir exécutif.

Une commission spéciale, composée de quinze membres, est chargée de faire un rapport sur les communications du gouvernement.

C'était le cas où jamais, pour les Paraguayens, de répudier un gouvernement que, très-naïvement, on suppose leur être antipathique et même odieux. Voici la réponse à cette naïveté, sans compter celles qui suivront...

Le 18 mars 1865 le Congrès paraguayen déclara la guerre à Buenos-Ayres, en acclamant le projet de loi présenté par cette commission spéciale, composée d'un nombre de membres *double de celui d'usage*.

Le 29 mars, ce grand acte fut communiqué officiellement au gouvernement de Buenos-Ayres.

Le 15 avril suivant, Corrientes était occupé par un corps de l'armée paraguayenne, et les approvisionnements que le Brésil y avait accumulés au Sud du Paraguay, tombaient en son pouvoir, comme y étaient tombés les armements de la frontière Nord, à Matto-Grosso. — *Inde iræ !* —

Ces trois dates répondent, sans commentaires, à la banale accusation portée contre le Paraguay, d'avoir été l'agresseur à Corrientes aussi bien qu'à Matto-Grosso.

Soyons conséquents et logiques : ici, le Paraguay a bravement relevé le gant que lui jetait le Brésil en occupant, le 16 octobre 1864, le territoire de Montevideo, au mépris de la protestation paraguayenne du 30 août ; là, avec non moins de courage, il a déchiré le voile d'une neutralité manifestement hostile de la part de Buenos-Ayres. Au lieu de voir dans ces mâles résolutions des *coups de tête* sans portée, n'y trouve-t-on pas les premiers actes d'une nationalité déjà virile, qui surgit, toute faite, du long silence de sa préparation ?

C'est un des phénomènes qui, dans l'époque bouleversée

que traversent les sociétés contemporaines, fera le plus réfléchir le philosophe attentif au remaniement universel des nationalités.

Voilà le vrai ! Mais n'anticipons pas sur la philosophie même de nos propres conclusions, dont le thème est tout entier dans ce phénomène..... et bornons-nous ici à reproduire les documents qui proclament ces faits accomplis (1).

(1) Voir documents, lettres B 1, C 1, D 1, E 1.

CHAPITRE IX

LA TRIPLE ALLIANCE DÉVOILÉE

XV.

Le Traité et son Protocole draconien.

L'occupation de Matto-Grosso par le Paraguay, le 12 novembre 1864, à la nouvelle de l'occupation de la ville de Melo (République Orientale de l'Uruguay) par le Brésil, le 16 octobre précédent, malgré la protestation du Paraguay du 30 août, avait surexcité le lyrisme brésilien.

D'autre part, l'occupation de Corrientes, par le Paraguay, en réponse aux deux notes argentines dont nous venons de nous occuper, avait causé à Buenos-Ayres tout un ébranlement officiel.

Examinons rapidement ces deux situations identiques.

Et d'abord, en ce qui regarde Buenos-Ayres, il fallait bien faire entrer le pays dans la voie de l'honneur engagé par la profanation du sol argentin ! car le pays ne se doutait nullement de la déclaration de guerre faite par le Paraguay, en réponse aux deux notes du 9 février 1865. Il y avait donc lieu à une rhétorique de circonstance, et nul ne s'en fit faute parmi les organes officiels et officieux ; mais nous

venons de voir combien tout cet appareil de mots était dépourvu de solidité. Toutefois, il fallait enfin déchirer le voile de cette neutralité anodine qui n'attendait que le moment de faire volte-face : Matto-Grosso, au pouvoir du Paraguay, enlevait au Brésil la moitié de sa force, en paralysant son action au Nord du Paraguay, et la prise de Corrientes, avec les approvisionnements qui y avaient été amassés, donnait à l'armée paraguayenne les ressources de cette riche province, et lui permettait ainsi de lutter avec avantage, au Sud, contre son ennemi.

Dans cet état, tout retard pouvait compromettre le résultat de combinaisons que les plus perspicaces faisaient remonter jusqu'à la mission du sénateur Marmol à Rio-de-Janeiro, mission qui avait coïncidé avec les premières faveurs accordées par Buenos-Ayres au général Flores, dans son invasion de la République de l'Uruguay. Alors, le Congrès Argentin, assemblé le 1^{er} mai 1865, fut préparé à déclarer la guerre au Paraguay, sans qu'on se doutât à Buenos-Ayres de la déclaration de guerre que le Paraguay avait solennellement proclamée le 18 mars, et cependant le fait était connu, au moins dans les régions gouvernementales, dès le 8 avril *après midi*, ainsi que M. Thorton le marquait à lord John Russel dans sa dépêche du 12 avril 1865, à titre de *rumeur courant la ville*. « Ce bruit, ajoute la même note, « provient du fait qu'un messenger, arrivé *ce jour* 8 avril, « de l'Asuncion, a remis des dépêches à l'agent paraguayen, ici, M. Egusquiza. J'ai causé à ce sujet avec le « général Mitre et avec M. Elizalde qui, d'abord, n'y ajoutaient pas foi; mais maintenant ils donnent crédit à cette « nouvelle, et ce dernier m'a dit *hier, 11 avril, qu'un de* « *ses amis* avait vu une copie de la note du gouvernement « paraguayen, contenant la déclaration de guerre. »

Voilà donc le gouvernement de Buenos-Ayres informé, dès le 8 avril, que le Paraguay lui déclarait la guerre, grâce

à l'ami du ministre Elisalde... Et cependant ce ne fut que le 16 que la proclamation du président Mitre jeta le pays en émoi, en déclarant que : « *au milieu de la paix, et en violation de toute loi*, le gouvernement du Paraguay a commencé les hostilités, en s'emparant traîtreusement de deux steamers argentins, dans notre propre territoire, et en faisant feu sur une ville sans défense (Corrientes), etc. » (*Correspondence respecting hostilities* — page 17).

N'eût-il pas été plus vrai d'annoncer que la capture des deux steamers, le 13 avril, n'était que la conséquence de la déclaration de guerre faite par le Paraguay, le 18 mars, et connue à Buenos-Ayres dès le 8 avril *après midi* ? Mais on aimait mieux annoncer la prise de Corrientes par l'armée paraguayenne, sans la moindre petite provocation, et comme un coup de fouet au sentiment national outragé... Il est vrai qu'on ne divulguait pas davantage les deux fameuses notes du 9 février, en vertu et en représaille desquelles le Paraguay déclarait la guerre à Buenos-Ayres... Ce ne fut que le 1^{er} mai, toujours d'après M. Thorton, dans sa dépêche du 6 mai, que le manifeste de guerre du Paraguay fut porté à la connaissance du gouvernement argentin, et encore, notons-le, au moyen du *Semanario*, journal du Paraguay. « Enfin, poursuit M. Thorton, la note originale ne parvint au gouvernement de Buenos-Ayres que le 3 mai, c'est-à-dire dix-neuf jours après que la ville de Corrientes eut été occupée par les forces du Paraguay. » (*Correspondence respecting hostilities in the River Plate* — pages 27-28) (1).

(1) En lisant avec soin les documents publiés par le gouvernement Anglais, on remarque que toute la correspondance du Ministre britannique à Buenos-Ayres apparaît favorable au gouvernement de ce pays, tandis que celle de M. Lettson, agent Anglais à Montevideo, paraîtrait plutôt sympathique envers le Paraguay. Cette tactique est stéréotypée pour l'Angleterre : d'abord favoriser le plus fort,

Que l'honorable M. Thorton n'ait point été exactement informé de la date vraie de l'arrivée à Buenos-Ayres de ces pièces si importantes, rien n'est plus concevable ; mais ce qui l'est moins, c'est que le texte officiel de ces documents ait été devancé de deux jours par le texte imprimé, et ce, après le coup de théâtre dans le Congrès assemblé en toute hâte !

Quoiqu'il en soit, cette mise en scène réussit à merveille, et le gouvernement argentin couronna ce succès éphémère en promettant au Congrès que, *dans trois mois*, le drapeau de Buenos-Ayres flotterait sur les murs de la capitale du Paraguay.

Les faits ont peu réalisé jusqu'ici cette promesse ; mais n'anticipons point.

De son côté, le Brésil avait pleuré sur tous les tons la perte de Matto-Grosso, sans dire un mot de l'armement qu'il y avait accumulé afin de régler plus facilement la question de ses frontières avec le Paraguay, règlement dont le moment était venu, ainsi que nous le verrons bientôt.

Tout fut employé pour former, au dehors, une opinion défavorable et contraire aux intérêts du Paraguay :

Invocation du droit des gens en faveur de Matto-Grosso (mais non de la ville de Melo... ! envahie par les Brésiliens) ; accusation de *barbarie*, de *sauvagerie* et autres de la même espèce contre le Paraguay, pour avoir envahi un territoire dégarni de troupes de ligne (mais non de provisions pour les troupes brésiliennes que l'escadre y apportait, et surtout de munitions de guerre. . .) ; enfin tout ce que pouvait dicter le dépit, très-légitime du reste, de voir passer aux mains des Paraguayens les magasins brésiliens pourvus

puis laisser une porte ouverte au plus faible. Ce mode s'appelle faire de la diplomatie commerciale ; et la Grande-Bretagne en a donné de nombreux spécimens, au moins dans le Rio de la Plata, dans les innombrables alternatives qu'a subies la diplomatie anglaise, sous le long règne dictatorial du général Rosas.

des meilleurs arguments (armes et munitions) *destinés à un règlement définitif de la question des limites paraguayo-brésiliennes.*

Que cette tactique ait eu tout d'abord son effet en Europe, où le Paraguay se trouvait encore à l'état légendaire, sans commerce antérieur, sans statistique qui pût intéresser l'Europe, on ne saurait le nier.

Les duchés de l'Elbe étaient bien au, dire de feu lord Palmerston, l'étincelle qui devait embraser l'Europe ; mais qui eût osé crier : au feu ! pour le repos de l'Amérique du Sud, à cause du Paraguay aux prises avec le Brésil ? — Nous seul peut-être l'avons osé (1), non témérairement (les faits l'ont prouvé), mais contre le courant de l'opinion générale.

Et cependant si l'Europe eût pu soupçonner dans cette affaire deux faits principaux, elle eût ouvert les yeux sur la question du Paraguay, qui paraissait si petite, au dire de ceux qui la regardent par le petit bout de la lunette économique et politique. ..

L'un de ces faits, immense dans les développements qui lui sont assurés, est la libre navigation intérieure des plus belles rivières du monde, partant d'un même point central et se déversant dans l'Atlantique au sud, par le Rio de la Plata, au nord par l'Amazone ; ces fleuves-rois qui sont séparés l'un de l'autre par un millier de lieues au moins, sur les côtes de l'Amérique.

L'autre est tout un système d'unité analogue à celui que nous voyons inaugurer par la Prusse, sans que nul ose croire à sa permanence. Ce système serait imposé par le Brésil, fatalement, dès qu'il aurait conquis le Paraguay, et de là naîtrait, fatalement aussi, la nouvelle édition d'une guerre punique entre l'Empire et toutes les Républiques ses voisines, notamment Buenos-Ayres.

(1) Dans notre lettre des 2 et 3 juin 1865, intitulée : « *Le Brésil dans le Rio de la Plata.* » (Gazette du Midi).

Voilà, si le Paraguay succombait, les deux grands faits dont la guerre contre ce pays retarderait le développement au grand préjudice du commerce général, en laissant privé de toute sécurité l'Amérique du Sud et principalement et par dessus tout le gouvernement monarchique du Brésil.

Et quand on aime tous ces pays sans exception, comment ne pas jeter le cri d'alarme en les voyant, du haut des derniers jours de la vie qui nous échappe, se lancer, tête baissée, dans un *mare magnum* de ruines et de sang, alors que, dans toute la plénitude de l'équité, on pourrait donner à chaque César ce qui est dû à César ! Encore une fois, n'anticipons pas ; mais voyons avec calme les motifs *réels* des différends du Brésil avec le Paraguay : c'est le seul moyen de les juger sainement.

Nous avons déjà vu que le Brésil, dans sa convention spéciale avec le Paraguay, en date du 6 avril 1856, avait renvoyé à six années encore le règlement définitif des frontières réciproques. Depuis que ce terme était échu, rien n'indiquait une solution prochaine ; mais le Paraguay ne voyait pas sans inquiétude l'armement considérable dont le Brésil dotait sa province de Matto-Grosso, sur la lisière même qui restait en litige.

Lorsque le Paraguay vit la marche des choses dans la Plata : la mission du sénateur Marmol à Rio-de-Janeiro, Flores protégé ouvertement par Buenos-Ayres, etc., il s'adressa d'abord à Buenos-Ayres au sujet de Flores ; puis, et avant qu'apparût la mission Saraïva, il s'était adressé au gouvernement du Brésil ; le tout en vain, ainsi que nous l'avons dit.

Le silence éloquent par lequel le Brésil répondit à sa protestation du 30 août 1864, fit voir au Paraguay, après que l'*ultimatum* Saraïva eût paru, un danger encore plus menaçant au sud, que celui de Matto-Grosso au nord. L'immi-

nence de ce danger nouveau s'aggravait de toute l'éloquence du refus de Buenos-Ayres d'entrer en explications au sujet de ses sympathies pour Flores, qui étaient cependant bien manifestes.

Ce fut alors que, le moment venu, le Paraguay frappa le Brésil à Matto-Grosso, et Buenos-Ayres à Corrientes, résolument, et comme pour affirmer sa volonté inébranlable de défendre ses pénates menacés par une double conjuration.

Toutefois, ces deux coups de vigueur, s'ils n'étaient eux-mêmes une réponse énergique à l'entente préexistante entre l'Empire et la République, devaient unir momentanément le Brésil et Buenos-Ayres.

Dès lors l'alliance devenait avouable.

En effet, le gouvernement de Buenos-Ayres appela l'agent brésilien, de Montevideo, où il préparait ses voies, afin de formuler les termes de l'alliance, d'après le dire de M. Thorton, que nous avons déjà cité. Seulement l'exquise délicatesse du ministre Anglais faisait honneur au Brésil d'un scrupule favorable à la conservation de l'indépendance et de l'intégrité du territoire du Paraguay. Mais la lecture du traité, d'abord secret, et surtout *celle du protocole* aura démontré à M. Thorton qu'il jugeait sévèrement Buenos-Ayres... Aujourd'hui on peut croire, sans injustice que le Brésil ne voulait, pas plus que Buenos-Ayres, l'indépendance du Paraguay.

La grande affaire pour toutes les parties intéressées, à divers titres, était donc de savoir comment on neutraliserait les sympathies avouées du général Urquiza pour le Paraguay.

Ici nous ne craignons pas de poser deux questions et aussi de les résoudre avec la conviction que le temps justifiera notre solution.

Le général Urquiza pouvait-il prévenir la guerre? —

Non. — Pouvait-il s'y opposer par la force ? — Non. — Il ne pouvait que se réserver pour une intervention amie ; il s'est donc abstenu et a donné par là une preuve de grande sagesse et un gage de sécurité pour le bien général.

Ceux qui ne comprendraient ou n'approuveraient point ce jugement sommaire, fruit de trente ans d'expérience des hommes, des lieux, des choses, ne connaîtraient ni l'homme, ni son pays, ni son histoire.

Que le général Urquiza se soit présenté spontanément, ou qu'il ait été appelé dans le conciliabule qui allait décréter de mort le Paraguay tout entier : indépendance, souveraineté, autonomie, pêle-mêle... il est certain qu'il a assisté au traité de la triple alliance dont le texte proclame hautement le respect de l'indépendance et de l'intégrité territoriale du Paraguay. Mais est-il également certain qu'il ait eu la moindre connaissance du protocole qui détruit le traité à ces endroits ?

Tout homme sensé répondra : non !

Quoiqu'il en soit, la triple alliance unissait le Brésil, Buenos-Ayres et, *par absorption*, la République de l'Uruguay, représentée par le général Flores, devenu maître de Montevideo, grâce à Buenos-Ayres et au Brésil.

Voilà les faits tels qu'ils se sont accomplis, et en voici la logique.

Le général Urquiza rentrait dans sa province d'Entre-Rios. La presse de Buenos-Ayres additionnait prématurément l'armée d'Urquiza dans ses états de guerre ; mais cette armée se licenciait spontanément, sans l'aveu de Buenos-Ayres, une première fois, puis une seconde.

A ces nouvelles inattendues, grand émoi dans le camp Buenos-Ayrien... Peut-être Urquiza aura-t-il perdu le prestige qui, depuis trente ans, faisait marcher avec lui l'armée d'Entre-Rios, comme un seul homme ? — Si c'était vrai !...

Eh ! mon Dieu non, en vérité ; n'était-il pas plus simple, plus naturel, surtout moins merveilleux d'admettre que le général Urquiza aura tout uniment connu à Buenos-Ayres même ou à son retour dans l'Entre-Rios : 1° le dépôt d'armes trouvé par le Paraguay à Matto-Grosso ; 2° les deux dépêches adressées par Buenos-Ayres au Paraguay le 9 février 1865 ; enfin 3° le protocole plus secret que le traité lui-même, et dont quelque écho sourd et léger aurait frappé la perspicacité si vive du général Urquiza ?

En dehors de la circonstance fort aggravante du protocole, qui déchire tous les voiles et qui dénonce l'esprit réel du traité visant au démembrement territorial et à la destruction de l'autonomie du Paraguay, les deux premiers faits auraient suffi, et au delà, pour éclairer le général Urquiza. Et c'est pourquoi il a eu la grande sagesse de s'abstenir, fait considérable, s'il est bien envisagé, et dont lui sauront gré, bientôt peut-être, ceux-là même qui l'avaient blâmé avec le plus d'amertume.

Du reste, et nonobstant ces considérations basées sur les faits, pouvait-on supposer au général Urquiza assez de naïveté pour contribuer à l'abaissement du Paraguay, alors que ce résultat obtenu devait être le signal certain de la destruction de son autorité personnelle et peut-être aussi celui d'une ruine complète pour la grande position qu'occupe le général ?

Il faudrait n'avoir pas la moindre idée exacte sur les choses intérieures du Rio de la Plata, telles qu'elles sont, mais non telles qu'on les représente souvent, pour ne pas comprendre cette vérité.

Voilà donc l'alliance de trois contre un conclue dans Buenos-Ayres contre le Paraguay lui seul. Nous avons déjà vu dans la lettre de M. Thorton que le général Flores avait été mandé en toute hâte, *ad hoc*. Mais s'il fallait une démonstration de plus des longues préméditations qui avaient pré-

cédé la triple alliance, ne la trouverait-on pas, évidente et palpitante, dans la lettre même que le général Flores écrivait (alors que rien n'avait encore dévoilé l'alliance) au ministre brésilien à Montevideo, M. Paranhos, avant que celui-ci n'eût été rappelé, brusquement et avec un triste éclat, par suite d'un revirement ministériel au Brésil ? Le général Flores ne s'engageait-il pas par cette lettre à marcher contre l'ennemi du Brésil, en retour de l'assistance que les Brésiliens lui prêtaient pour renverser le gouvernement si honnête et alors si prospère du président Berro à Montevideo ?

Quoiqu'il en soit, ce traité, moins fameux par son texte que par le protocole qui en est le corollaire lumineux et sans ambages, fut signé à Buenos-Ayres le 1^{er} mai 1865 (1).

Un commentaire aussi lucide que péremptoire a été dernièrement publié sur ce traité, pour l'intelligence du sens réel que les Européens doivent lui donner, au point de vue de leur intérêt économique et commercial. Cette publication anonyme dénonce son origine par ses allures même. Elle est surtout très-remarquable par le dessin qui en donne le corollaire aussi, et d'une manière palpable : c'est une carte du Paraguay tel qu'il existe, de droit et de fait, mis en regard des réductions territoriales que lui prépare le traité de la triple alliance. Une pareille démonstration ne peut point s'écrire, il faut voir ce dessin. D'autre part, on ne saurait faire un résumé du résumé des réflexions que le traité inspire à l'auteur de cette publication, il faut la lire (2).

Mais il faut lire aussi la circulaire du gouvernement Péruvien, motivée par la divulgation du traité de la triple alliance, pour comprendre l'ébranlement profond et les

(1) Voir document lettre F 1.

(2) Protestation du Pérou et de ses alliés de l'Océan Pacifique, etc. — Paris, Dentu, — 1866.

vives alarmes que cette divulgation inopinée a produite dans l'esprit des Américains.

Toutefois il suffit d'avoir la moindre petite notion du droit des gens en général, et quelques simples idées exactes sur les lieux et sur l'histoire des peuples de la Plata, pour saisir, de premier jet, toutes les conséquences de ce traité, non-seulement par rapport au Paraguay, mais par rapport à l'Amérique du Sud elle-même dans son entier.

Le Paraguay resterait à l'état d'un squelette de nationalité, si le traité était jamais exécuté ; à l'état d'une Pologne créée par l'esprit unitaire, — cette maladie de notre temps. — Mais l'Amérique du Sud deviendrait, par ce fait, tout un champ de bataille et, pendant de longues années, un véritable charnier humain... de toutes les races qu'elle renferme pêle-mêle !

Il paraîtrait impossible que toutes les puissances maritimes, si seulement elles étaient chrétiennes, ne s'entendissent pas dans le but de prévenir une si grande catastrophe, considérée au point de vue humanitaire. Quant au point de vue commercial et économique, il faudrait admettre que l'Europe fût frappée de cécité complète, pour supposer qu'elle pût rester spectatrice indifférente et froide devant la perspective des longues ruines dont se verrait menacé son intérêt maritime, industriel et commercial.

Cette appréciation nous paraît ressortir, sans efforts, des études auxquelles nous nous sommes livré jusqu'ici. Quant au traité lui-même, il en est, pour nous, la plus éloquente démonstration.

Et d'abord, pour bien comprendre ce que le préambule *ne veut pas dire*, il faut admettre le contraire de ce qu'il dit, dans son premier paragraphe, comme si c'était la vérité. Ainsi le Brésil et Buenos-Ayres sont en guerre avec le Paraguay *qui la leur a déclarée en fait*, dit le traité. Mais le Brésil n'avait-il pas envahi Montevideo, malgré le *casus belli*

posé par le Paraguay ? Et quant à Buenos-Ayres, son gouvernement n'élevait-il pas aux nues sa neutralité, alors qu'il laissait le Brésil former son centre d'opération contre le Paraguay dans Corrientes, pays argentin ? N'était-ce pas là une hostilité manifeste, puisqu'en même temps il refusait à l'armée paraguayenne le passage par Corrientes ? Et la question des limites, posée en ce moment, était-elle moins hostile qu'une déclaration de guerre franche et loyale ? Pour tout homme de sens, ces équivoques se dénouent d'eux-mêmes.

Quant au second paragraphe, il a au moins le mérite de la clarté, car il annonce une nécessité impérieuse : c'est celle de *faire disparaître le gouvernement* du Paraguay ; il est vrai, « *en respectant la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la République du Paraguay !* » Voilà qui est assurément moins clair... car ce gouvernement, qu'on veut *faire disparaître*, évidemment le Paraguay se l'était donné, comme il s'était donné celui de Francia lui-même, dans la plénitude de son indépendance, de sa souveraineté. Et alors comment concilier le respect qu'on professe pour ces droits souverains, avec la *disparition* projetée de ce gouvernement ? Pour ce qui est de l'intégrité territoriale, nous verrons, plus tard, si le préambule pouvait bien dire qu'il y eut un respect quelconque pour elle. Le protocole se chargera de la réponse...

Ainsi posé sur ce boiteux piédestal, le traité ordonnance la triple alliance (articles 4 à 7) sans autre trait saillant que de ne pas déposer les armes avant *d'avoir renversé* le gouvernement actuel du Paraguay (art. 6).

Aussi s'empresse-t-il de répéter religieusement (art. 8) que les alliés *s'obligent à respecter* l'indépendance, la souveraineté et (encore) l'intégrité territoriale du Paraguay... en permettant *au peuple* paraguayen (qui n'est point son ennemi, au contraire !...) *de choisir* son gouverne-

ment. — On lui en offrira donc plusieurs, pour qu'il fasse un choix ? — voire même *les institutions* qui lui conviendront. — Comme si celles qui font sa force ne lui convenaient plus !

L'article 9, encore plus ironiquement providentiel, place l'indépendance, la souveraineté, sans oublier l'intégrité du Paraguay, sous la garantie collective des alliés — comment ne pas bénir des dispositions si paternelles ! — mais pendant une *période de cinq années* seulement.... sans nous dire ce qu'il adviendra de ces pauvres Paraguayens, dès que cessera cette bienheureuse tutelle ! Seulement l'art. 11 a grand soin de stipuler que tout ce que les alliés *pourront obtenir* du Paraguay, restera en commun à *tous les alliés*, même *les privilèges*....

N'y aura-t-il donc pas un seul gouvernement des puissances signataires du traité du 4 mars 1853, avec le Paraguay, qui ose s'enquérir des alliés si ces *privilèges* primeront le droit de navigation fluviale accordé par ce traité à tous les pavillons et surtout à ceux des signataires ? car c'est ici le point de vue précis de l'intérêt général qui est commun à toutes les nationalités du globe ; ne l'oublions pas !

Comment ! le Paraguay a lutté et souffert quarante ans et plus pour parvenir à donner au commerce du monde entier le véritable privilège de la navigation fluviale, contre laquelle Rio-Janeiro et Buenos-Ayres ont formellement protesté (voir chap. VI, tit. XI, page 134), et aujourd'hui ces deux pays s'allient pour profiter *en commun*, même des privilèges qu'ils auront pu arracher au Paraguay, après l'avoir écrasé ! Mais si, parmi ces privilèges, se glissait la libre navigation fluviale à leur seul profit *en commun*, que diraient la France, l'Angleterre, les Etats-Unis et la Sardaigne (aujourd'hui l'Italie) ? Pourraient-elles invoquer le traité du 4 mars 1853 avec le Paraguay *d'alors*.... après avoir assisté, impassibles, à son démembrement, au dé-

mantellement de ses forteresses, *au choix* que les alliés lui auraient permis de faire de *nouvelles institutions* ? Tous ces changements sont prévus et stipulés par la triple alliance qui s'occupe dans cet article onzième, spécialement de ceci : c'est que rien ne puisse entraver « le transit et la navigation des navires marchands et des vaisseaux de guerre des ETATS ALLIÉS. » Mais des autres pavillons ? mais du traité du 4 mars 1853 ? — Que leur importe aux alliés !

- — Deux d'entre eux n'ont-ils pas protesté contre ce fameux traité ? Là, dans cet article onzième, est toute l'économie de ce traité, par rapport au commerce étranger ; c'est là qu'il faut frapper !

En effet, les articles 12 et 13 en découlent comme de leur source naturelle ; aussi sont-ils courts et clairs ; mais l'article 14 en est la paraphrase lumineuse, à l'endroit des indemnités à exiger du Paraguay, après, toutefois, que les alliés auront *renversé* (art. 12) *son gouvernement* et pris leur temps . . . pour conclure tous *arrangements* . . . « avec l *gouvernement* qui *sera* établi au Paraguay ! (art. 13). » Mais ce gouvernement qui remplacerait l'actuel (*RENVERSÉ*), serait établi par qui, s'il vous plaît ? Eh ! vraiment, par une simple convention, dit le traité. — Mais, qu'on le note bien : une convention *SPÉCIALE* ; l'article 15 l'annonce en deux lignes aussi grosses d'ambitions que brèves d'expression.

Cette ambition brille de tout son éclat et sans voiles aucuns dans l'article seizième. Là, l'Empire et la République tranchent le nœud gordien d'un double coup d'épée . . . Désormais plus de guerres et point de discussions possibles à l'endroit des frontières du Brésil et de Buenos-Ayres avec le Paraguay ; les alliés en posent les jalons avec une assurance sans pareille, et tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes ; seulement il n'y manque qu'une chose : c'est le consentement du Paraguay. Mais on n'a pas lieu de s'en préoccuper, attendu que son gouvernement

actuel étant renversé, ce pays aura en soin de *choisir* des institutions nouvelles et en rapport avec les vues des alliés, naturellement...

Afin que rien ne manque à ces *arrangements* tenus pour définitifs et sans appel par les alliés, voici venir l'article 17 stipulant que le traité restera TOUJOURS en force et vigueur. Voilà bien assurée la perpétuité du *renversement* du gouvernement *actuel*, et sans changement possible le *choix* des nouvelles institutions... objets dont se préoccupent didactiquement les deuxième et troisième paragraphes de cet article 17.

Aussi, l'article 18 vient-il en aide à ces dispositions péremptoires, par ces pauvres petits mots si courts et si riches d'une grande et perpétuelle ambition : « ce traité « *sera tenu secret*, jusqu'à ce que le but *principal* de « l'alliance ait été atteint. »

Enfin, l'article 19 n'est qu'un dispositif sans importance.

Voilà donc la souveraineté, l'indépendance et surtout l'intégrité territoriale du Paraguay bien et dûment respectées, n'est-ce pas ?

Malgré le renversement du gouvernement que, dans sa souveraineté, il s'était donné ;

Malgré l'indépendance qu'on lui laisse pour les « *réparations et indemnités des dommages et maux* (art. 14) ; »

Enfin malgré la cession (volontaire, bien sûr !) du tiers de son territoire à deux des alliés, le troisième ne comptant plus, pourvu que « *le but principal de l'alliance ait été atteint* » ! Pauvre Montevideo, allié du troisième rang et dont le général Flores aura, toujours et sur le champ de bataille, tenu haut le drapeau, au premier rang...

Voici des articles additionnels sous le masque d'un protocole, et un peu plus secrets encore que le traité lui-même, MAIS pour cause... car ils annoncent purement, simplement, sans détour aucun :

1° La démolition des fortifications d'Humaita, ce Gibraltar du Paraguay ;

2° Le partage des armes et de tous éléments de guerre ;

3° La répartition des trophées et des *butins* !

4° Dispositif pour ces exécutions militaires, décrétées par les alliés.

En présence d'énormités si grosses de destruction et de rapine, on se demande, avec terreur, ce qu'auraient pu combiner de plus analogue à leur temps et à leurs mœurs les Attila, les Tamerlan, les Gengis-Khan, s'il leur eût été donné de formuler ensemble une triple alliance ?

Et on s'étonnerait que le Paraguay opposât une résistance à toute outrance à des dispositions si terribles et si cruelles ?

Mais les Paraguayens mériteraient le sort qu'on leur prépare, ni plus ni moins, si, *voulant avoir une patrie*, ils ne se faisaient pas hacher, tous jusqu'au dernier... avant de revêtir le cilice d'opprobre et de mort nationale dont on veut les envelopper.

Nous en appelons à tous les cœurs honnêtes du globe, aux alliés eux-mêmes revenus d'un aveuglement fatal : qu'ils pensent seulement à leur propre patrie, si elle était ainsi traitée, ainsi mise en lambeaux !

Maintenant passons aux faits de guerre.

CHAPITRE X

LES FAITS DE GUERRE

XVI. Action vigoureuse du Paraguay, en regard des lenteurs et des illusions de Buenos-Ayres.

XVII. Coup de main du général Paunero sur Corrientes. — Combat naval de Riachuelo, le 11 juin. — Bataille de Yatay, le 13 août; trois alliés contre un Paraguayen. — Siège et reprise de l'Uruguayana par toute l'armée alliée, 28,000 hommes contre le corps isolé de 6,000 hommes d'Estigarribia.

XVI.

C'est ici qu'apparaîtra dans tout son jour, à la lumière lugubre et sanglante des faits de guerre, la vérité et aussi la morale, mise en action, du patriotisme paraguayen.

La simple et naïve nomenclature des nombreuses rencontres des forces alliées avec les troupes du Paraguay qui, le plus souvent, ont eu le courage de l'initiative, alors qu'elles pouvaient s'en tenir à la défensive, sera plus éloquente que des commentaires passionnés. Mais ce que nous tenons à faire ressortir ici, pour l'intelligence de ce livre, c'est l'esprit solide du Paraguayen, la constance du sentiment créateur de sa nationalité, qui se manifeste, sans solution de continuité, depuis 1811 jusqu'à notre époque, aux plus mauvais jours de la dictature de Francia, comme au moment

où la chute de Rosas a semblé assurer l'indépendance du Paraguay.

De là, ce mot de Francia lui-même, le 25 décembre 1843 : « Le Paraguay aime la liberté et il est devenu IDOLÂTRE de son indépendance (1). »

De là, ce mot si analogue au premier, mais émané du Président Lopez, le 22 juillet 1845 : « Le peuple du Paraguay ne saurait être conquis (2)..... »

De là enfin les faits actuels et pratiques de la guerre que soutient avec tant d'énergie le maréchal Lopez, appelé à réaliser, espérons-le, la patriotique prophétie de son père.

Voyons d'abord comment, de part et d'autre, on a préludé aux faits de guerre.

La déclaration de guerre du Paraguay contre Buenos-Ayres eut lieu le 18 mars 1865, et le port argentin de Corrientes fut occupé le 13 avril par l'escadrille, et le 17 par un corps d'armée paraguayen. Cette vigueur dans la résolution, cette énergie dans l'exécution ne se trouvent plus dans le camp opposé.

La déclaration de guerre du Paraguay connue à Buenos-Ayres, dès le 8 avril *après midi*, ce n'est que le 16 que le gouvernement lance une proclamation élégante et énergique contre la capture des deux steamers argentins à Corrientes, sans dire un mot de la déclaration de guerre du 18 mars, faite par le Paraguay.

Le 1^{er} mai, le Congrès assemblé, mais non instruit encore du gant jeté par le Paraguay, proclama la guerre contre ce pays, uniquement en réponse et en représaille de la capture des deux vapeurs. Enfin ce n'est que deux jours après que tout le monde avait pu lire à Buenos-Ayres la déclaration de guerre dans le *Semanario*, journal paragua-

(1) Voir page 88 et aussi Documents et pièces officielles C.

(2) Voir page 108 et aussi Documents et pièces officielles G.

yen, que le gouvernement reconnaît avoir reçu la dépêche officielle apportant cette déclaration.

Toutefois, dès le 16 avril avait commencé le branlebas général par un décret du Président Mitre, mettant le pays entier sous la loi de l'état de siège, en vertu de l'art. 23 et du 17^me paragraphe de l'art. 80 de la Constitution.

Le 17, un autre décret déclare en état de blocus tous les ports du Paraguay, disant que le blocus était déjà effectif.

On se demandait avec quoi Buenos-Ayres bloquerait les rives du Paraguay ? Mais le message du Président Mitre, en date du 1^{er} mai, éclaircissait ce doute, en faisant savoir que :
« Vu que le Paraguay était aussi en guerre avec le Brésil,
« *dont la flotte domine déjà dans les rivières*, cette circons-
« tance épargnerait à notre pays l'embarras d'acheter
« d'autres navires de guerre (1)..... »

N'est-il pas au moins étrange de voir un chef d'Etat déclarer un blocus, en comptant sur la marine de son voisin..... et se féliciter de ce que cela épargnera à un pays, essentiellement destiné à être puissant par sa marine, *l'embarras* d'acheter de nouveaux bâtiment de guerre ?

C'est peut être la première fois que pareille occurrence s'est présentée dans l'histoire, et elle était ici d'autant plus notable, que le message du 1^{er} mai ne disait pas un mot, ne faisait pas la plus légère indication de l'alliance avec le Brésil, dont le traité était pourtant signé, *ce jour-là même*.

Où trouver un exemple plus éloquent du sans-façon des républicains envers ce que ces Messieurs appellent la *souveraineté du peuple*.... ? Est-ce que, sous le régime de l'arbitraire et du bon plaisir, on eut pu faire mieux ou pire ? Mais nous oublions, en vérité, que le traité de la triple alliance obligeait les parties à le tenir secret, jusqu'à ce que

(1) *Correspondance respecting hostilities in the River Plata*, page 34.

le but principal fût atteint, et dès lors tout s'explique, même l'embarras d'acheter d'autres navires de guerre, pour bloquer les rives du Paraguay..... Mais passons outre.

Pendant que le Paraguay agissait, à Buenos-Ayres on pérorait.

Le grand Message du 1^{er} mai fut suivi d'un Message spécial, le 4 mai. Celui-ci annonçait au pays, sans doute peu surpris, que non-seulement la flotille paraguayenne avait capturé deux steamers argentins, mais encore que la province de Corrientes et sa ville principale étaient occupées par un corps d'armée du Paraguay.

Ce dernier fait étant déjà vieux de dix-sept jours (17 avril), ne pouvait faire l'objet principal de ce Message spécial, qui avait pour but unique d'obtenir la sanction du Congrès Argentin au projet de loi autorisant le Pouvoir exécutif à déclarer la guerre au Paraguay (1), ainsi qu'il fut fait le 9 mai ; seulement le gouvernement de Buenos-Ayres reprochait au Paraguay d'avoir ouvert les hostilités, en violation du traité qui obligeait également la Confédération Argentine et le Paraguay, au cas de guerre, à se prévenir mutuellement six mois à l'avance.....

Cette accusation eût été grave, au point de vue moral, si elle avait été fondée. Mais les documents publiés par le gouvernement anglais nous démontrent son inanité.

En effet, on n'est pas peu surpris en voyant que l'honorable M. Balcarce, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération Argentine, dès le 22 mai, c'est-à-dire avant d'avoir pu connaître le Message spécial du 4 et la déclaration de guerre du 9 mai, faite par Buenos-Ayres, ait insinué la même pensée dans l'esprit du gouvernement britannique (2).

(1) Voir documents et pièces officielles G 1.

(2) Voir documents et pièces officielles H 1.

Evidemment ce respectable Argentin ne voyait pas, sans un profond chagrin, que son pays allait s'engager dans la guerre du Paraguay, alors que la proclamation de sa neutralité avait valu au président Mitre les éloges si flatteurs du noble lord John Russell lui-même. Mais M. Balcarce n'avait pas seul la parole, en Europe, sur les affaires de la Plata, comme le président Mitre à Buenos-Ayres; et il arriva que M. Candido Bareiro, Chargé d'affaires du Paraguay, repoussa cette allégation de la manière la plus didactique, et protesta, avec une grande énergie, de son inexactitude, en démontrant, pièces en mains, que le traité sur lequel M. Balcarce fondait son accusation, était périmé, et conséquemment sans force ni valeur, *depuis trois ans* (1) !

Cependant, tandis que Buenos-Ayres procédait contre les faits de guerre du Paraguay par la parole et par la plume, le Brésil prenait possession, par sa flotte, de ce que le Message du gouvernement Argentin du 1^{er} mai avait appelé, si malheureusement, *le domaine des rivières*..... Le vice-amiral de Tamandaré écrivait le 10 avril 1865 à M. Leal, Ministre brésilien à Buenos-Ayres, et celui-ci communiquait au corps diplomatique, à la date du 14 avril, les *actives* mesures qu'il allait prendre pour bloquer les ports du Paraguay et commencer les hostilités sur les rives du fleuve, jusqu'à ce que, sous cette pression, complète satisfaction fût donnée, etc. (2).

La même formalité était accomplie simultanément à Montevideo; toutefois l'activité annoncée par l'amiral brésilien se hâtait très-lentement, si l'on en juge par la note de M. Thorton à lord John Russell, datée de Buenos-Ayres, le 11 mai; on y lit en effet ce paragraphe significatif:

« Le mouvement des forces navales du Brésil est extrê-

(1) Voir Documents et pièces officielles I 1.

(2) Voir Documents et pièces officielles J 1.

« mement lent, et M. Elizalde m'a dit, voilà deux jours,
« qu'il suppose que le commodore Gomensoro, comman-
« dant la première division de huit voiles, va être relevé de
« son commandement et jugé par un conseil de guerre, à
« cause de l'extrême lenteur de ses mouvements. Sa divi-
« sion a passé devant l'île de Martin Garcia, en route
« pour le Parana, le 12 du mois dernier, et nous n'avons
« point encore avis (30 jours après !) qu'elle soit arrivée
« près de la ville de Corrientes. » — (*Correspondence res-
pecting hostilities in the River Plate*, page 37).

Quoiqu'il en soit, il n'en résulte pas moins que, depuis le 11 avril 1865, les eaux du Parana sont soumises, de l'aveu de Buenos-Ayres, à la domination de la marine brésilienne, fait énorme et date fatale dont les Argentins ne perdront plus le souvenir.....

Ce ne fut que dans les premiers jours de mai que la première division navale, partie le 10 avril du Rio de la Plata sous les ordres de Gomensoro, remplacé dans le trajet par le brave officier brésilien Barroso, se présenta, avec neuf navires (1) dont l'un cuirassé, près du port de Corrientes. Vu l'état des basses eaux, il dut se borner à intercepter tous mouvements sur le fleuve, en bloquant ainsi, quoi-

(1) Suivant la version de la « *Revue des Deux-Mondes* » du 15 septembre 1866, et seulement huit voiles, d'après la lettre de M. Thorton susmentionnée.

Nous aurons souvent occasion d'emprunter les dates et aussi quelques données au remarquable travail de M. P. Duchesne de Bellecourt : « *La guerre du Paraguay et les institutions des Etats de la Plata.* » C'est, à notre avis, l'étude la plus sérieuse qui ait paru jusqu'ici sur cette question. En tant que vue d'ensemble, elle est aussi complète que le comporte un article de Revue mensuelle; elle est surtout d'une exactitude presque absolue quant aux dates et aux résultats matériels des faits de guerre. Seulement l'auteur pêche dans certaines appréciations morales qui se ressentent de la non connaissance des lieux et des hommes, et reflètent surtout l'impression, assez générale en Europe, qui est plus favorable au Brésil et à Buenos-Ayres dont chaque vapeur apporte les dîres, qu'au Paraguay, dont l'escadre brésilienne intercepte la voix..... et les rapports avec l'Europe. C'est ce que nous avons cherché à démontrer dans notre lettre intitulée : « *La Revue des Deux-Mondes et le Paraguay* », publiée, le 17 octobre 1866, dans « *la Gazette du Midi* ».

qu'à une grande distance, le port de Corrientes occupé par les Paraguayens, qui en retiraient tranquillement tous les approvisionnements que le Brésil y avait emmagasinés.

Quant aux armées de terre des trois alliés, elles se formaient avec toutes les difficultés attachées à l'inaptitude de ces peuples pour la grande guerre, et surtout faute d'organisation constitutionnelle pour l'armée, sans école, sans arsenaux et sans marine, quant à Montevideo et à Buenos-Ayres (1).

Pour ce qui est du Brésil, son organisation politique, militaire et maritime, aidée de l'entrain de la population de Rio-de-Janeiro qui était favorable à la guerre contre le Paraguay, tout contribuait à faciliter les préparatifs. Mais le transport d'une partie des troupes, du matériel et des approvisionnements était une grosse affaire... Aussi ne fut-ce qu'à la fin du mois de juin que le campement général établi à la Concordia, port d'Entrerios, à 80 lieues dans l'Uruguay, put présenter un effectif de 25,000 hommes, dont 15,000 Brésiliens, 5 à 6,000 Argentins (au lieu des 25,000 demandés à la Confédération par le gouvernement de Buenos-Ayres !...) et enfin 4 à 5,000 Montévidéens que le général Flores amena le premier au rendez-vous.

Ici prend place une réflexion incidente, mais non dépourvue d'intérêt, pour avoir une saine appréciation des choses du Rio de la Plata.

La Confédération Argentine s'attribue une population d'environ deux millions d'habitants, qui sont censés dépendre de ce qu'on appelle le gouvernement national Argentin. Ce gouvernement avait demandé au pays un contingent de 25,000 hommes à fournir par les quatorze provinces argen-

(1) Les arsenaux ne renferment que des débris de l'armement espagnol, et la marine de Montevideo et de Buenos-Ayres, privés de chantiers, se forme et se défait selon les oscillations de la guerre civile. On peut donc, sans exagération, dire que c'est une marine de circonstance.

tines. D'autre part la République de l'Uruguay compte au plus cent quarante mille habitants, et cependant on vient de voir qu'elle mettait en ligne autant de soldats que Buenos-Ayres, c'est-à-dire quinze fois plus, si l'on a égard au chiffre comparatif de la population des deux pays.

Ce contraste éloquent indique clairement combien était grande l'illusion du gouvernement de Buenos-Ayres, alors que, dès le 28 avril 1865, il indiquait à M. Thorton que la triple alliance (dont le traité ne fut signé que quatre jours après) pouvait compter :

Sur au moins 20,000 soldats Brésiliens,

—	40,000	—	d'Entrerios,
—	5,000	—	de Corrientes,
—	10,000	—	de Buenos-Ayres,
—	5,000	—	de Santa-Fé.

Ensemble 50,000 hommes !!

« Indépendamment de cette force, ajoutait M. Thorton, « on peut espérer *plus tard environ 20,000 hommes de plus* « *fournis par les autres provinces.... La République de* « *l'Uruguay veut bien aussi fournir 5,000 hommes, bien* « *qu'elle trouve difficile pour elle de remplir cet engage-* « *ment* (1). »

Voilà donc bien 75,000 hommes rangés en bataille — sur le papier — au dire de M. Elizalde, ministre de Buenos-Ayres, dans le but évident de faire comprendre au gouvernement anglais que le trouble jeté dans le commerce serait de très-courte durée, puisque la guerre serait bientôt étouffée sous la pression de 75,000 hommes !

Et cependant nous avons vu que, des trois alliés, deux

(1) Lettre de M. Thorton à lord John Russell, du 28 avril 1865. — Voir *Correspondence respecting, etc.*, page 23.

seulement avaient pu remplir leur engagement. « Ainsi le Brésil, selon la *Revue des Deux-Mondes*, complétait un corps d'armée de 15 à 20,000 hommes entre les ports de Salto et Paysandu, sur la rive gauche de l'Uruguay. Un autre corps brésilien, d'environ 10,000 hommes, partie garde nationale mobilisée, partie engagés volontaires, se formait en même temps dans la province de Rio-Grand, et on cherchait à rassembler près de Rio-de-Janeiro une réserve de 20,000 hommes. De son côté le général Flores recrutait à Montevideo les 5,000 hommes qu'il devait fournir et les dirigeait à mesure sur la Concordia. » Et plus loin : « Le général Flores, qui commandait l'avant-garde de l'armée (alliée), quitta la Concordia au commencement d'août, remontant la rive droite de l'Uruguay avec 8,000 hommes environ — 5,000 Orientaux et une division brésilienne de 3,000 hommes (1). »

Buenos-Ayres restait donc seule à decouvert de ses engagements ou plutôt de ses espérances très-aventurées :

- 1° des 10,000 hommes de l'Entre-Rios,
- 2° — 5,000 — de Corrientes,
- 3° — 5,000 — de Santa-Fé.
- 4° — 20,000 — des autres provinces !!

Enfin 5° — 3,000 — de son propre contingent que M. Thorton lui-même n'a jamais évalué au-delà de 6,500 à 7,500 hommes (2). Ce chiffre semble, du reste, confirmé par M. Duchesne de Bellecourt, qui dit à la page 279 de la *Revue des Deux-Mondes*, ces mots : « Il ne paraît pas que le contingent argentin, qui eut, il est vrai, à pourvoir à d'assez fortes pertes, ait jamais dépassé

(1) *Revue des Deux-Mondes*, pages 282 et 285, numéro du 15 septembre 1866 : « La guerre du Paraguay. »

(2) Voir la lettre du 24 avril 1865 à lord J. Russell, *Correspondence on hostilities*, page 16.

10,000 hommes ; il est actuellement bien au-dessous de ce chiffre. »

Une nouvelle démonstration de cet état de choses ressort de la publication d'une lettre d'un témoin oculaire. C'est celle d'un officier de la marine britannique , et qui est toute une révélation. En voici l'extrait , pris dans l'*Opinion nationale* du 24 septembre 1865 :

« Il ne vous serait certainement pas possible de
« connaître la vérité sur les événements de la Plata si vous
« ne puisiez vos informations que dans les journaux de
« Buenos-Ayres. Les nouvelles qu'ils donnent ne doivent
« être acceptées que sous toutes réserves, car tous, sans
« excepter le journal anglais le *Standard*, subissent une
« pression gouvernementale, et sont à peu près obligés de
« reproduire des bruits qu'ils savent bien être faux, mais
« qui ne laissent pas d'exercer un certain effet sur l'opinion
« publique ; ils sont surtout tenus d'attaquer le Président
« Lopez et de calomnier le pays qu'il gouverne.

« Avec un tel système, on peut tromper le pays pendant
« quelque temps, et l'on peut fausser le jugement que
« portent les peuples et les gouvernements étrangers sur
« les événements dont nous sommes ici les témoins, mais
« la vérité finit toujours par percer. L'armée entière de
« Buenos-Ayres ne compte pas plus de 6,000 hommes, y
« compris la légion étrangère, dont la fidélité laisse à
« désirer. Les Paraguayens se trouvent, au contraire, au
« nombre de 23,000 à Corrientes, et 30,000 dans les forts
« d'Humaita ou dans les environs. N'oubliez pas, en outre,
« que l'abstention d'Urquiza est un fait accompli.

« Les Brésiliens vont donc très-prochainement se trouver
« seuls en face des Paraguayens, c'est-à-dire loin de leurs
« foyers, en plein pays ennemi, contre des adversaires
« aguerris, bien acclimatés, et qui conservent derrière eux,
« sans pouvoir être coupés, leur base d'opérations.

« L'escadre brésilienne stationne prudemment à plus de
« cent milles des limites du Paraguay. C'est de ce point
« qu'elle prétend exercer le blocus. Comment supposer
« qu'elle oserait aller affronter les défenses d'Humaita. Les
« forts qui portent ce nom, dont dix-huit sont casematés,
« sont armés de 104 bouches à feu, presque toutes de 68.
« Les canons sont placés de manière à prendre en enfilade
« le fleuve sur un long parcours. Des navires cuirassés
« pourraient seuls s'exposer au feu d'Humaita; mais les
« Brésiliens n'en possèdent qu'un seul, et ils le gardent
« soigneusement en réserve à Rio-de-Janeiro (1).

« Au mois de juin dernier, j'ai passé quelques jours à
« l'Asuncion, et j'y ai été témoin des préparatifs de
« guerre que l'on faisait sur une formidable échelle. Toute
« la population était sous les armes, le plus grand enthousiasme et la plus entière confiance régnaient dans la ville.
« Les soldats sont de grands gaillards, bien faits, à l'air
« martial, et leur tenue sous les armes est excellente. Le
« pays a des approvisionnements de toute nature pour soutenir la guerre pendant sept années.

« Un chirurgien anglais qui habite le Paraguay m'a
« affirmé que le Président Lopez dispose de 100,000 hommes, sans compter 40,000 Indiens qu'il peut à toute
« heure appeler sous les drapeaux. Le Président Lopez, que
« j'ai vu, possède la confiance et l'estime de ses concitoyens, et je puis certifier qu'on le calomnie lorsqu'on le
« représente comme un tyran.

« On ne saurait nier que les Brésiliens n'aient à leur
« disposition plus d'argent et plus de navires, mais il est
« peu probable que ce double avantage leur assure la
« victoire.

(1) Ceci était écrit avant l'arrivée de toute la flotte brésilienne au Rio-de-la-Plata.

« La guerre a déjà eu un résultat auquel l'Europe applaudit : depuis le commencement des hostilités, le prix des esclaves au Brésil a baissé de moitié ; c'est un pas fait vers l'abolition de l'esclavage. »

Telles sont les véritables impressions d'un observateur désintéressé.

Quoiqu'il en soit de ces renseignements, la morale des mécomptes qui ont détruit les premières illusions est évidemment très-sérieuse ; elle démontre des faits qui impressionnent tout d'abord. L'un est l'illusion complète de Buenos-Ayres à l'endroit de son influence gouvernementale sur les provinces intérieures qu'elle croit être confédérées avec elle, et dont elle se flattait d'obtenir 20,000 hommes, outre les 20,000 de l'Entre-Rios, de Corrientes et de Santa-Fé (les trois provinces du littoral) ; l'autre est le soin extrême que doivent apporter les agents des puissances européennes accrédités auprès des Républiques de l'Amérique, pour ne pas être exposés à induire très-involontairement leurs gouvernements en erreur, par cela seul que, sur les lieux mêmes, ces agents auraient laissé surprendre leur propre loyauté en prenant des illusions, quelque sincères qu'elles pussent être, pour la *réalité*...

A ce sujet, il faut le reconnaître, et nous sommes fort heureux de le dire, que si les représentants de la France au Rio-de-la-Plata ont pu, comme beaucoup d'autres, céder aux premiers effets de la mise en scène, à Buenos-Ayres, de la guerre contre le Paraguay, leur saine critique a dû bientôt séparer l'ivraie du bon grain, et la réalité des choses d'une vaine fantasmagorie. Les bulletins publiés par le *Moniteur universel*, à l'arrivée du vapeur de quinzaine du Brésil, sont à cet égard tout un enseignement. D'abord ils ont exposé les grandes forces qui étaient censées marcher sur le Paraguay, en laissant à entendre

que ce pays en devait être écrasé nécessairement. Puis, après les premiers combats, qui révélèrent chez les Paraguayens et l'énergie de l'attaque et la vigueur de volonté qu'ils mettraient dans la défense de la patrie, on vit le bulletin du *Moniteur* exprimer le regret (dû sans doute à une insuffisance de renseignements) d'avoir vu le Paraguay se faire agresseur. . . . Enfin, les faits aidant, et surtout une fois la connaissance acquise du traité d'alliance qui fut d'abord tenu si secret, et de ses effets dans les Républiques du Pacifique, les bulletins du *Moniteur* n'ont pu dissimuler ni l'insuccès de la coalition, ni l'urgente nécessité de mettre fin à cette guerre.

Nul n'est exempt d'erreur, mais il est toujours honorable de la reconnaître. Honneur donc aux correspondants du *Moniteur universel* !

Ces préambules établis, nous arrivons à l'action.

On se rappelle qu'à Buenos-Ayres on avait espéré, dès le mois d'avril, pouvoir se rendre maître de l'Asuncion dans trois mois ! C'était alors une illusion aussi grande que celle qui alignait plus tard — sur le papier — 75 mille combattants alliés, sans compter les réserves. . . .

Ce ne fut que le 11 juin qu'eut lieu la première action de guerre, et encore fallut-il que les Paraguayens en prissent l'initiative. La ville de Corrientes avait bien été attaquée dès le 25 mai par le brave général argentin Paunero, à la tête de 1,500 fantassins, mais il se retira devant le corps paraguayen de 10,000 hommes qui s'avancait.

On est étonné de voir un homme de la valeur militaire du général Paunero employé à un simple coup de main, quand ses longs et loyaux services l'appelaient certainement à l'un des postes principaux dans l'armée alliée. Quand on connaît ces pays, on ne saurait dire si, depuis l'illustre général Paz, le parti unitaire possède un officier supérieur sinon plus brillant, au moins aussi sérieux que le général Pau-

nero ; mais il appartient à la vieille école, celle des anciens.... et le vent est aujourd'hui favorable à la nouvelle école, celle des jeunes. . . . qui vont vite , quand même !

« Ce ne fut donc que le 11 juin, » dit la *Revue des Deux-Mondes* (page 283), « que la flottille paraguayenne , com-
« posée de huit vapeurs , tous en bois , mais munis d'une
« artillerie de gros calibre, et de 6 chalans , également
« armés de forts canons, vint attaquer la division brési-
« lienne , forte de 9 canonnières , dont une cuirassée , qui
« commandait le cours du fleuve. L'infériorité de ses forces
« navales avait suggéré au maréchal Lopez l'idée assez
« ingénieuse d'établir sur la côte vingt-six pièces d'artil-
« lerie attelées , disposées en batteries volantes , qui , sui-
« vant toutes les évolutions de l'escadre, couvrirent de
« leurs feux les navires brésiliens. Le combat fut long et
« très-acharné. Les Paraguayens , qui se battaient pour
« la première fois , montrèrent une extrême bravoure. Le
« succès des Brésiliens fut dû surtout au commandant
« Barroso , qui, usant de la supériorité d'évolutions du
« navire cuirassé qu'il montait, et imaginant une manœuvre
« pratiquée depuis avec un égal succès par l'amiral autri-
« chien Tegethoff, à Lissa, se lança à toute vapeur sur l'es-
« cadre paraguayenne, et, abordant successivement quatre
« navires ennemis par le travers , les coula tous quatre du
« choc. Le reste de l'escadrille , aux trois quarts déses-
« parés, dut regagner le fleuve Paraguay et chercher un
« abri sous les canons d'Humaita. Telle fut l'issue du
« combat du Riachuelo. L'attaque vigoureuse des Para-
« guayens et les feux partis de terre avaient causé aux
« Brésiliens des pertes sensibles ; mais le but du maréchal
« Lopez n'était pas atteint : le blocus était maintenu, et le
« corps d'armée du Parana demeurait sans vivres et menacé
« de se voir couper par derrière , si l'escadre brésilienne
« dépassait Corrientes. Dans ces conditions, loin de songer

« à s'avancer vers la Concordia et l'Uruguay, on dut se
« replier sur Corrientes. Le général Robles, à qui on re-
« prochait la lenteur de sa marche, fut destitué et mis en
« jugement. La retraite de son corps d'armée eut de fâ-
« cheuses conséquences pour le corps opérant sur l'Uru-
« guay. »

En effet, le premier résultat de ces événements fut la victoire des alliés, le 13 août 1865, sur les bords de la rivière Yatay, remportée par le général Flores, commandant l'avant-garde déjà forte de 8,000 hommes, ainsi qu'on l'a vu, quand le général Paunero vint la renforcer de 12 à 1,400 hommes qu'il avait pu dégager, après de grandes fatigues, des marais et des forêts de palmiers qui recouvrent cette partie de la province de Corrientes. L'action s'engagea brusquement contre le corps du major Duarte, qui comptait à peine 3,500 Paraguayens et qui descendait sur la rive droite, parallèlement avec la deuxième division sous les ordres du colonel Estigarribia, qui descendait par la rive gauche. Celui-ci ne put secourir la division Duarte qui fut taillée en pièces et se laissa massacrer par trois contre un, plutôt que de se rendre. Au dire des alliés, Duarte laissa, de ses 3,500 hommes, 1,000 morts sur le champ de bataille, et le reste se dispersa ou fut fait prisonnier. C'est à propos de ce premier combat, si disputé quoique si inégal, que le général Flores écrivait que les Paraguayens s'étaient battus *como barbaros*, expression purement superlative et qu'on a interprétée dans un sens erroné, ainsi que nous l'avons dit.

Cet échec obligea le corps d'Estigarribia à rebrousser chemin, quoiqu'il se fût déjà emparé de la ville brésilienne de l'Uruguayana. Mais le général Mitre marchait à sa rencontre avec 18,000 hommes ; ses derrières étaient menacés (dit la *Revue des Deux Mondes*) par le corps brésilien de Rio-Grande, et sur ses flancs il était exposé au feu

des canonnières brésiliennes qui remontaient l'Uruguay. Ainsi isolé en pays ennemi, Estigarribia s'enferma dans l'Uruguayana, sa propre conquête.

Dès ce moment, son sort ne devenait plus douteux, à moins qu'il ne fût secouru à temps, ce qui n'eut pas lieu ; et on le comprend, en observant que le corps du général paraguayen Robles, qui opérait sur le Parana, avait dû contre-marcher, arrêté dans son plan de tenir les alliés en échec vers l'Ouest, par suite de l'occupation des rivières par les canonnières du Brésil, après le premier combat naval. Cet échec privait Robles des provisions et munitions que des chalans descendaient sur le Parana, parallèlement à son corps d'armée qui en suivait la rive droite, à la rencontre de l'armée alliée, ou plutôt pour la prendre au revers et même par derrière, si déjà elle s'était avancée vers le Haut-Uruguay.

Quel que soit le jugement qu'on porte sur ce plan d'attaque du Paraguay, après son insuccès dû au combat naval de Riachuelo qui fut long et acharné, et dans lequel la victoire resta aux navires blindés du Brésil contre des navires en bois, il n'en résulte pas moins qu'il tint les alliés en échec à l'Ouest, pendant qu'à l'Est Estigarribia s'était emparé de l'Uruguayana sans coup férir. De là, il pouvait, avec Duarte, soit arrêter le corps brésilien venant de Rio-Grande, ou le battre sur son propre territoire, jeter par suite une grande perturbation dans le Brésil, en donnant la liberté aux noirs de Rio-Grande, et aussi provoquer un mouvement dans l'État Oriental (Montevideo), duquel il touchait presque la frontière Nord, et qui était encore frémissant des horribles scènes de Paysandu et impatient de ses défaites. Sans doute qu'un pareil succès eût fortement compromis l'armée alliée, coupée sur son flanc droit à l'Est, tandis que Robles la menaçait, en outre, à l'Ouest. Au Nord, elle était en présence de l'armée principale du

maréchal Lopez. Ainsi cernée , sans autre issue que celle du Sud , par eau , elle aurait pu se voir forcée d'accepter un combat inégal , dans les pires conditions stratégiques , ou obligée à se rembarquer sans coup férir.

On voit donc que ce plan, si généralement blâmé, avait pourtant sa raison d'être, parce qu'il pouvait amener la solution dans une seule grande bataille, ou obliger les alliés à une retraite moins honorable encore qu'une défaite.

Mais le sort du combat naval de Riachuelo en avait décidé autrement.

L'armée paraguayenne parfaitement organisée, contrairement aux armées improvisées par la guerre civile chez ses voisins, marchait avec le plus grand ordre. Pourvue de parcs d'artillerie, de munitions et surtout de provisions de bouche distribuées avec régularité, elle était nourrie aux frais de l'État au lieu de vivre aux dépens de la contrée , comme il est d'usage dans les guerres civiles.

Privé des chalans qui portaient ses magasins , le corps de Robles dut rétrograder. Cette retraite permit non-seulement aux canonnières brésiliennes de diviser leurs forces pour opérer dans l'Uruguay contre les corps de Duarte et d'Estigarribia , mais encore à toute l'armée alliée de se porter en masse contre ces deux corps éloignés de leur base d'opération, c'est-à-dire de l'armée paraguayenne, et de les couper ainsi inévitablement.

Nous avons vu l'échec subi par Duarte ; nous allons voir celui qui attendait Estigarribia.

Flores, vainqueur de Duarte et maître de l'Uruguay, dont les canonnières brésiliennes le mettaient en communication avec le reste des alliés, manœuvra pour repasser l'Uruguay, et vint ainsi achever l'investissement de l'Uruguayana. Déjà le général en chef Mitre s'était avancé à marches forcées pour avoir raison des 6,000 hommes d'Estigarribia , qui s'était jeté dans cette place ouverte ; car, moins heureux

que Robles, il n'avait pu gagner le campement général. En effet, la destruction du corps de Duarte avait laissé la rive droite de l'Uruguay au pouvoir des alliés, et le corps d'Estigarribia sans provisions ou munitions, ses chalans ou magasins, pris ou détruits comme ceux de Robles par les canonnières brésiliennes, ne pouvait se lancer à travers l'Uruguay pour traverser diagonalement toute l'étendue du Paraguay et gagner l'Asuncion. Il pouvait encore moins, dans son dénuement, traverser l'Uruguay, une puissante chaîne de montagnes, puis le Rio Parana, et suivre cette rivière déjà occupée par les canonnières alliées, et pouvant rencontrer d'un moment à l'autre toute l'armée ennemie. Il préféra donc attendre les événements dans l'Uruguayana, où il vivait aux frais du Brésil.

Cependant l'Empereur du Brésil, sous la pression du parti de la guerre, qui dominait à Rio-de-Janeiro, voulut diriger en personne la défense de sa province de Rio-Grande, compromise par la perte de l'Uruguayana. Il arriva avec toute sa maison militaire et son ministre de la Guerre, juste à temps pour avoir les honneurs de la reprise de l'Uruguayana.

Depuis la fin du mois d'août, les 6,000 hommes d'Estigarribia étaient enfermés dans l'Uruguayana, complètement investie par l'armée Argentine et par le général Flores, formant ensemble, y compris les Brésiliens, un total d'au moins 27,000 hommes.

Dans cet état de supériorité numérique, les généraux Mitre et Flores sommèrent Estigarribia de se rendre; mais celui-ci répondit avec une simplicité antique, qu'il avait ordre de se faire tuer plutôt que de se rendre!

On se disposait donc de part et d'autre à un combat de quatre et plus contre un, dont l'issue ne pouvait être douteuse.

Mais, nous n'hésitons pas à dire que Mitre, et surtout

Flores, sont des soldats trop braves, trop éprouvés, pour aspirer à un aussi facile triomphe. Ils attendirent, à leur honneur, l'arrivée de l'Empereur Dom Pedro, qui se présenta, aux premiers jours de septembre, accompagné de ses deux gendres, le comte d'Eu et le duc de Saxe, au milieu d'une brillante maison militaire, dans laquelle on remarquait les généraux Cabral et de Beaurepaire-Rohan. L'Empereur était en outre suivi de près par un corps d'armée brésilien d'environ 12,000 hommes formé dans le Rio-Grande.

Dans cette conjoncture, on se demande ce que pouvaient les 6,000 hommes d'Estigarribia, enveloppés, on peut dire, par 40,000 hommes, dans une ville ouverte à tous les vents ?

Estigarribia avait refusé de se rendre au général en chef Mitre ; il se rendit à l'Empereur lui-même, espérant sans doute trouver de plus solides garanties pour lui, et surtout pour ses soldats. 6,000 prisonniers, 5 canons (contre 36 de Flores et plus encore de Mitre), 9 drapeaux et 5,000 armes à feu, dit la *Revue des Deux-Mondes*, furent les trophées des alliés à la reprise de l'Uruguayana. Conséquence nécessaire de la victoire navale de Riachuelo, qui avait donné aux canonnières du Brésil la domination des rivières et déconcerté la stratégie du maréchal Lopez dans son premier plan d'agression. Ce plan, révélé aujourd'hui par les faits accomplis, il faut le répéter, consistait à tenir les alliés en échec à l'Ouest par le corps de Robles sur le Parana, à l'Est par ceux de Duarte et d'Estigarribia sur l'Uruguay, tandis que de son quartier général il menaçait, au Nord, le gros de l'armée alliée, à laquelle il ne restait plus qu'une issue par le Sud et par eau, issue protégée par l'escadre brésilienne.

Tel fut le résultat des opérations d'une stratégie qu'on peut appeler agressive de la part du Paraguay, et qui ter-

mine ce qui nous paraît clore la première série des faits de guerre. C'est assurément le plus grand triomphe qu'ait obtenu jusqu'ici la triple alliance; mais il faut regretter qu'il n'ait pas été le plus beau au point de vue de l'humanité. En effet, rien n'eût été plus honorable pour les vainqueurs, après avoir pu éviter une inutile effusion de sang, que de traiter les vaincus humainement; mais il est douloureux de savoir qu'il n'en fut point ainsi, en se rapportant au dire de la *Revue des Deux-Mondes*, dont on aime à reconnaître l'impartialité du récit. Voici, en effet, comment s'exprime à ce sujet M. Duchesne de Bellecourt (page 286, n° du 15 septembre 1865) :

« Le maréchal Lopez s'est plaint, et avec raison, paraît-il,
« de la manière dont ses soldats prisonniers auraient été
« traités par les alliés. Au Brésil, on les aurait employés
« aux travaux les plus pénibles; dans les Républiques, on
« les incorpora de force dans des bataillons formés de
« *prétendus* réfugiés ou exilés paraguayens. La plupart
« moururent de misère et de nostalgie, quelques-uns désertèrent et purent regagner leur pays. Cette conduite barbare et contraire à toute morale, contraste avec l'humanité que le Président du Paraguay semble avoir témoigné à l'égard des prisonniers alliés. »

On apprend, en effet, par les rapports officiels, que le maréchal Lopez, instruit de ces tristes événements, envoya un parlementaire, porteur d'une note énergique, au général en chef de l'armée alliée, pour se plaindre des mauvais traitements infligés aux prisonniers de guerre paraguayens. A cette note, le général Mitre, éludant l'accusation portée contre les Brésiliens, mais sans la nier, se borna, quant à celle qui frappait les Argentins, à dire qu'on avait effectivement enrégimentés les prisonniers qui, *volontairement*, avaient consenti à s'enrôler dans la légion dite paraguayenne..... Or, si l'on se reporte à l'une des dépêches du

ministre des Affaires étrangères du Paraguay, on verra que cette prétendue légion paraguayenne comptait dans ses rangs le nombre vraiment ironique de *huit* vrais paraguayens, que le ministre qualifie de mauvais citoyens ! Il est vrai de dire que la version des adversaires du Paraguay, mieux instruits sans doute que M. Berges lui-même, évaluait la susdite légion à 300 hommes !!

Nous insistons sur ce détail parce qu'il est très-instructif. En effet, si l'on admet sans hésiter le chiffre donné par les Argentins, on conviendra que trois cents hommes séparés de la population paraguayenne comme mécontents ou exilés, est un bien mince résultat obtenu à grand renfort de clairons et trompettes argentines qui, depuis un an avant la guerre, appelaient le Paraguay à la révolution et à l'émeute. A cela on répondra que tous les mécontents n'avaient pas les moyens de s'expatrier. C'est possible, mais dès qu'ils se sont vus en présence de l'armée alliée qui venait pour briser les chaînes de la tyrannie... pourquoi ne se sont-ils pas jetés dans les bras de leurs prétendus libérateurs ?

Le mot du général Flores qui, le premier, a pu juger des dispositions des Paraguayens : *han peleado como barbaros*, suffirait pour prouver comment le Paraguay entendait recevoir ses *libérateurs*..... si le regrettable major Duarte, par un véritable excès de patriotisme, n'avait protesté, en se suicidant, dès qu'il se vit prisonnier des Brésiliens, après avoir été criblé de coups. Il préféra se laisser mourir en arrachant les appareils brésiliens qui avaient été placés sur ses blessures !

De pareils faits ne réduisent-ils pas à néant les vaines déclamations des hommes à courte vue qui s'obstinent à ne voir que libéralisme et générosité dans la triple alliance, et d'autre part qu'une stupide barbarie chez les Paraguayens ? Il serait temps, en vérité, que le sens moral reprît ses

droits dans cette question si torturée et si défigurée à tous ses points de vue.

Quoiqu'il en soit, nous terminerons le récit de la première série des faits de guerre par une double observation sur les traitements aussi injustes que maladroits infligés aux prisonniers paraguayens.

Les abus commis sur eux par les Brésiliens, sans aucun doute après le départ de l'Empereur Dom Pedro II du théâtre de la guerre, auront dû être bien douloureux pour ce monarque, à qui personne ne refuse la noblesse du cœur et la générosité des sentiments. Quant au général Mitre, il en aura coûté à la libéralité des idées d'humanité et de progrès dont il est un des coryphées dans son pays, pour croire que les prisonniers paraguayens prenaient les armes de gaité de cœur dans les rangs des alliés... Du reste, les paradoxes de la guerre civile ont fait admettre depuis longtemps comme *volontaires*, au Rio-de-la-Plata, même ces pauvres *paisanos* (1) qui se voient, d'un moment à l'autre, enlevés de leur chaumière malgré les cris de la femme et des enfants, et emmenés par les partisans du chef A... ou du chef X..., indifféremment. Ce n'est guère autrement que se forment les groupes destinés à nourrir l'hydre de la guerre civile, sans que la plupart des malheureux qui les composent, se doutent du *pourquoi* ou du *comment* on les fait se tuer entre eux ! Aussi quand les soldats du chef A... deviennent prisonniers du chef X..., ils servent sous les ordres de celui-ci, tout comme ils avaient obéi au premier, jusqu'à ce que les hasards de la *guerrilla* les ramènent à leur premier groupe... Ils n'ont alors qu'une même excuse à donner aux deux chefs : « Que voulez-vous ! disent-ils, j'étais *volontaire*, *codo-con-*

(1) Habitants-nés de la rase campagne, qui n'ont quelquefois jamais mis le pied dans un village.

codo », c'est-à-dire attaché par les bras derrière le dos, *coude à coude*... — Tel est, généralement, l'état du simple soldat, au Rio-de-la-Plata, sauf les exceptions de partisans personnels, attachés par calcul ou par tradition de famille au chef A... ou au chef X... Il est vrai qu'en dehors de ces instruments passifs de la guerre civile, il est une autre armée qui les seconde, ou plutôt qui attise le feu, c'est celle que ses victimes même appellent l'armée des *dotores* (1), c'est-à-dire des écrivains. Ceux-ci ont leurs quartiers d'été et d'hiver dans les villes qu'ils se gardent bien de quitter. Là, s'élabore la mise en scène des *pronunciamientos*. Les fleurs de la rhétorique la plus hyperbolique sont lancées à profusion alternativement en faveur du chef A... ou du chef X..., selon le parti qui tient la plume dans les villes. Car la liberté de la presse est absolue, même dans ses excès, mais (qu'on ne s'y trompe point !) seulement pour celui des partis qui a la parole, c'est-à-dire la force dans la ville... Quant à l'autre, il est déchiré à belles dents, en attendant qu'il ait repris le haut du pavé, par une défection heureuse ou une bataille gagnée. Alors celui-ci retrouvera, dans les accents de la presse reconquise, tout l'encens dont l'adversaire débusqué se sera retiré saturé...

Voilà ce qui constitue un état périodique mais normal dans la vie sociale qui est faite à ces pauvres populations si bonnes, si généreuses par nature, mais si malheureusement exploitées ou torturées dans le Rio-de-la-Plata.

Et dire que tel est le progrès, en fait de *liberté* et de *civilisation*, que Buenos-Ayres offrait au Paraguay (car nul ne peut donner que ce qu'il possède), en engageant les Paraguayens à secouer ce que Buenos-Ayres appelle complaisamment un joug despotique et barbare !

Mais si, par tempérament, le Paraguayen préfère la sévé-

(1) Corruption de *doctores*, les docteurs

rité de l'ordre à la licence du désordre ; si, plus sensé qu'ambitieux, il ne demande depuis 1811 qu'une chose, c'est qu'on ne le dépouille pas du droit naturel de vivre de sa vie propre, en se servant, comme tous ses voisins, des artères fluviales qui le mettent en communication avec l'Océan, pourquoi vouloir lui imposer la vie aventureuse des *pronunciamientos*, et pourquoi le priver, par la violence, des avantages naturels que la Providence lui a octroyés ?

Dans le premier cas, la proposition serait inopportune, mais dans le second, ne serait-ce point agir contre les lois de la géographie qui émanent de Dieu ?

Ainsi, nous l'avons vu dans cette première série des faits que nous avons appelée *agressive* : la sagesse intuitive du Paraguayen l'a fait combattre avec une vigueur peu commune, pour repousser *les progrès et la civilisation* qu'on lui apportait sur les ailes du *pronunciamiento*.... Nous allons voir, dans la seconde série de cette guerre déjà si longue, et que nous désignerons sous l'appellation générique mais non absolue de *défensive*, si le Paraguayen se montrera moins solide, moins brave, moins résolu, en un mot moins *lui-même*.

CHAPITRE XI

LES FAITS DE GUERRE, DEUXIÈME PHASE DITE DÉFENSIVE

Appréciation des premiers faits de guerre. — Nouveau théâtre de la guerre. — Fausses allégations. — Topographie. — Deux plans d'invasion. — Combat sanglant à San-Cosme, 31 janvier 1866. — Attaque de l'Isla-Grande, le 10 avril. — Bulletin paraguayen. — Passage du Parana par les alliés. — Surprise et combat meurtrier à l'Estero-Vellaco, le 2 mai. — Grande bataille de Tuyuti, le 24 mai; 32 canons enlevés aux alliés. — Souffrances des alliés. — Combats sanglants, 16, 17, 18 juillet. — Entrevue du 12 septembre et détails. — Attaque et prise de Curuzu par les alliés. — Grand assaut de Curupaity; les alliés repoussés avec grande perte d'hommes, le 22 septembre. — Flores quitte l'armée alliée. — Sensation à Buenos-Ayres. — Humanité des Paraguayens après Curupaity.

« La destruction totale du corps de l'Uruguay, dit la
« *Revue des Deux-Mondes*, page 286, la réunion des forces
« alliées, la tranquillité des populations Argentines ren-
« daient désormais impraticable le plan de campagne mé-
« dité par le maréchal Lopez. Déjà l'escadre brésilienne
« essayait de dépasser Corrientes. Contrainte de reculer
« devant les batteries élevées à Cuevas, elle menaçait de
« nouveau de forcer le passage. Le maréchal Lopez se dé-
« cida donc à se retirer sur son territoire où il attendrait

« l'ennemi. Le 24 octobre 1865, il évacua Corrientes ; le
« 4 novembre, après avoir démantelé les batteries de Cue-
« vas, ses troupes étaient toutes rentrées au Paraguay, etc. »

Voilà bien le résultat de la première campagne exposé en peu de mots vrais et lucides. Le Paraguay avait d'abord pris l'initiative, audacieusement, disent ses adversaires, résolument et bravement, disent ses amis. Mais ni les uns ni les autres n'ont dit tout ce qu'il y avait de fécond dans les résultats de cette vigoureuse initiative, si le succès l'eût couronnée, et ce succès, si énergiquement cherché dans le combat naval de Riachuelo, a tenu à un fil... Que le vapeur cuirassé, si habilement manœuvré par le brave officier brésilien Barroso, eût échoué dans les nombreuses évolutions qu'il dut faire sur cet étroit chenal parsemé de bancs, et la victoire restait aux Paraguayens, puisque c'est le vapeur cuirassé, lui seul, qui a coulé bas quatre vapeurs en bois des Paraguayens, ce qui a décidé l'affaire en faveur des alliés.

Mais dans le cas contraire, c'est-à-dire sans la présence d'un navire cuirassé et sans l'habileté de son commandant, les forces étant équilibrées, les Paraguayens pouvaient obliger les Brésiliens à lever le blocus. Le blocus levé, le corps du général Robles aurait continué sa marche sur les bords du Parana ; cette marche tenant les alliés en échec à l'Ouest, ils n'auraient pu se porter en masse vers l'Est ; alors Estigarribia et Duarte seraient restés les maîtres sur l'Uruguay, et le corps principal du maréchal Lopez, menaçant constamment le centre de l'armée alliée, l'aurait tenue ainsi dans un émoi perpétuel dont elle ne pouvait s'affranchir que par une grande bataille générale, dont le résultat, quel qu'il fût, devait être décisif.

Quelle que soit l'appréciation des hommes compétents sur ce premier plan des Paraguayens, on ne lui refusera, certes, ni le courage, ni la résolution, ni la vigueur dans l'action, ni surtout une confiance entière dans la recherche

d'un résultat décisif, ce qui n'est guère le propre des gens pusillanimes.

Le sort des armes en décida tout autrement, et la stratégie agressive ayant complètement échoué, le maréchal Lopez, retranché désormais sur son territoire, dut formuler toute une stratégie nouvelle. Sera-t-elle purement défensive et craintive, ou bien d'autant plus vigoureuse et menaçante qu'elle deviendra plus compacte ? C'est ce que les faits vont démontrer.

Jusqu'ici les faits de guerre qui ont eu lieu sur la rive gauche du Parana, embrassaient une ligne d'environ soixante à soixante-dix lieues, de l'Ouest à l'Est, depuis Corrientes, pays Argentin, jusqu'aux missions de l'Uruguay et au-delà sur le territoire brésilien (Uruguayana). Ils vont maintenant se concentrer dans le vaste delta marécageux, formé par le confluent du Rio-Paraguay et du Rio-Parana, à l'extrême pointe Sud-Ouest du territoire paraguayen. On comprend tout de suite que c'est là un théâtre neuf et tout différent du premier. Dans celui-ci, la force maritime du Brésil pouvait agir, comme elle l'a fait, avec tout l'avantage de navires cuirassés contre des navires en bois, mais, désormais, la flotte cuirassée du Brésil aura à combattre contre les redoutes, contre les *chatas*, et il lui faudra les détruire une à une (nous verrons au prix de quels sacrifices), avant de songer à entreprendre la grosse affaire de la démolition des forteresses de Humaita.

Mais, « s'il avait été facile au Président Lopez de traverser le Parana, et de jeter ses troupes sur la rive argentine sans défense, il était moins aisé pour les alliés de se frayer un accès jusqu'à lui, » dit la *Revue des Deux-Mondes*, page 287.

Il paraît que M. Duchesne de Bellecourt ne partage guère l'opinion, disons mieux l'illusion de ces esprits irréfléchis qui ne voient, dans l'armée paraguayenne, qu'un troupeau

de moutons sous la houlette d'un berger cruel... Déjà il avait dit, page 284, au sujet du combat de Riachuelo : « Les « Paraguayens, qui se battaient pour la première fois, montrèrent une extrême bravoure. »

C'est ici le cas de faire ressortir toute l'inconsistance de ces déclamations oiseuses qui voudraient établir :

1° Que la terreur seule qu'inspire un gouvernement qu'on appelle despotique, a pu former l'armée paraguayenne, et faire marcher le soldat en avant, par la crainte de se voir fusillé par derrière...

2° Que le Paraguay attend sa délivrance des alliés et qu'il les appelle, mais seulement *in petto*, pour les aider à rompre le joug qui les torture... et une foule d'autres *non sens*.

La première de ces allégations semblait avoir été justifiée, au dire des déclamateurs, par le succès des alliés devant Uruguayana. Seulement ils oublièrent que le major Duarte avait été battu par *trois* alliés, commandés par Flores et Paunero, ces deux fortes épées, contre *un* Paraguayen. Et encore avons-nous vu comment le brave Duarte se punit lui-même d'avoir été vaincu, en se laissant mourir, plutôt que de survivre, prisonnier, à sa défaite. Quant à Estigarribia, nous avons vu que ses 6,000 hommes ont mis bas les armes devant 28,000 alliés qui les enveloppaient, soutenus par 42,000 hommes de renfort que leur amenait, de Rio-Grande, le baron Porto-Alegre. Ce n'est pas trop de redire ces faits pour faire bien comprendre le non sens de la déclamation première. Quant à la seconde allégation, si elle avait eu le plus léger petit fondement, si la terreur seule tenait en respect l'armée du Paraguay, on se demande comment il se fait que le corps du général Robles se soit tranquillement replié sur l'armée paraguayenne, au lieu de se jeter dans les bras des alliés qui le tenaient affamé... et qui menaçaient de le tourner ? — Pourquoi ne s'est-il pas laissé prendre ?

Et encore comment le Président Lopez, après l'échec de l'Uruguayana, a-t-il pu, du 21 octobre au 4 novembre 1865, évacuer la province de Corrientes, démanteler les batteries de Cuevas devant lesquelles l'escadre brésilienne avait déjà reculé, et rentrer avec toute son armée sur le territoire paraguayen ?

Il serait temps, en vérité, de comprendre qu'il n'y a au Paraguay qu'un seul sentiment qui domine même les désaffections privées, celui de l'indépendance nationale. Pour ceux qui en douteraient encore, après l'expérience si concluante de cette première campagne qui vient de se terminer, nous en appelons à l'étude de la seconde qui va s'ouvrir.

Pour faciliter la saine appréciation de ces nouveaux faits de guerre, quelques détails topographiques seront utiles.

Le delta formé par le Parana et le Rio-Paraguay a, sur notre carte, une forme analogue à un bonnet phrygien dont la pointe extrême, presque toujours plus ou moins inondée, forme ce qu'on appelle *las Tres-Bocas*, c'est-à-dire trois embouchures. L'une d'elles appartient au Paraguay qui descend du Nord, l'autre au Parana qui coule de l'Est, et la troisième encore au Parana qui va tourner brusquement au Sud, en contournant l'île dite du Cerrito qui appartient au Paraguay. On pourrait ajouter une quatrième *boca*, c'est celle qui contourne à l'Ouest une autre île sans nom qui touche presque au rivage du grand Chaco. Peut-être aussi *las Tres-Bocas* sont-elles les trois rivières descendant de l'Ouest, à travers le Chaco, et dont les embouchures sont très-rapprochées. Quoiqu'il en soit, lorsqu'on a la moindre pratique de la topographie américaine, on comprend qu'une si grande agglomération des eaux rend impraticables et malsaines les rives environnantes ou voisines de ces eaux. En effet, de même que la rive gauche couvre le sol argentin des immenses marais de *la mataya*, et de la fameuse lagune *Ibera*, toute la

rive droite du Parana forme, dans ces parages, une longue série de marais connus d'abord sous le nom de *Estero-Vellaco*, qui se prolongent considérablement vers le nord, où ils prennent, dans leur plus grande étendue, le nom de *Estero de Nembucu* (Voir la carte à la fin du volume). Cette disposition des eaux stagnantes laisse à peine quelques vastes clairières de prairies naturelles et une infinité d'autres de moindre étendue, selon les ondulations ou les plis du terrain, mais toutes entrecoupées de sentiers peu commodes ou de canaux fangeux.

Ainsi défendu si puissamment par la nature, l'accès du territoire paraguayen n'est possible, presque jusqu'à San-Cosme (1) (si l'on veut remonter librement vers le Nord), que par le *Paso de la Patria*, où le gouvernement entretient un bac en temps de paix.

Dans cet état des lieux, voyons si les Paraguayens auront permis aux alliés de s'emparer d'un point de leur territoire autre que celui où tous, gens et bêtes, devaient trouver la mort, par les fièvres paludéennes pour les hommes, et par la famine pour les animaux.

Deux plans se présentaient aux alliés pour envahir le Paraguay : l'un consistait à remonter jusqu'à San-Cosme (celui de l'Est) pour pénétrer, de là, dans le cœur même du Paraguay, sur la riche partie de son territoire qui a pour centre Villarica, dont le nom indique l'importance (ville riche), et qui est en effet l'égale de l'Asuncion, la capitale, ou, après elle, la ville la plus considérable. Ce plan hardi mais périlleux, était attribué au général Flores. Toutefois, pour le mettre à exécution, au risque de voir le vide se faire autour de l'armée, par les Paraguayens résolus à tout

(1) Ne pas confondre ce San-Cosme de l'Est, situé entre San-Rafael et Carmen, avec le San-Cosme situé à l'Ouest d'Itati, où eut lieu le sanglant combat du 31 janvier 1866, si funeste à la jeunesse dorée de Buenos-Ayres qui en supporta malheureusement, mais avec un grand courage, les plus rudes coups.

brûler et tout dévaster avant de fuir devant les alliés (1), il fallait forcément engager toute l'escadre qui les nourrit et les protège dans le haut Parana, ce qui était presque impraticable et souverainement périlleux à tous les points de vue. On renonça donc à ce plan, non sans de vives altercations entre les généraux alliés, et celui qu'on prête au général en chef Mitre, qui consistait à envahir par le *Paso de la Patria*, l'emporta.

Mais ici une autre question s'éleva entre Mitre et l'amiral brésilien Tamandaré, qui amena une lutte non moins longue et non moins vive. Le général en chef voulait que l'escadre commençât l'attaque des forteresses d'Humaïta, avant que l'armée de terre se mit en mesure de forcer le *Paso de la Patria*. Ce plan semblait logique, car Humaïta réduit par eau, n'était plus un obstacle sérieux par terre, et l'armée alliée aurait pu remonter le Rio-Paraguay, sous la protection de l'escadre brésilienne, jusqu'à l'Asuncion même, en supposant, toutefois, qu'elle eût été constamment victorieuse de l'armée paraguayenne, qu'il fallait battre d'abord au *Paso de la Patria*.

De son côté, l'amiral Tamandaré, probablement mieux informé que le général Mitre des obstacles que l'escadre aurait à vaincre dans cette entreprise, et ne voulant pas qu'un échec fit peser sur lui seul la responsabilité, insista absolument pour que l'armée alliée forçât le *Paso de la Patria* et poursuivît l'armée paraguayenne jusqu'à Humaïta, où l'escadre irait, alors seulement, afin d'attaquer Humaïta par eau, pendant que les alliés l'attaqueraient par terre. On conviendra que c'était un peu exiger du général Mitre qu'il pût, à la manière de César, dire : *Veni, vidi, vici*.

(1) Pareil désastre eut lieu, en effet, à Ytapua, dès que le baron de Porto-Alegre eut fait camper sa division vis-à-vis cette ville à Candelaria, rive gauche du Parana.

Toutefois, pour comprendre combien l'un et l'autre plan d'attaque présentait de difficultés et d'obstacles, il faut ajouter quelques détails à ceux qui précèdent.

Pour l'armée alliée, l'attaque du *Paso de la Patria* ne pouvait avoir lieu avant d'avoir détruit la petite redoute d'Itapiru, qui n'était qu'une sentinelle avancée du camp retranché dans lequel le maréchal Lopez avait concentré une partie de son armée, et qui était relié aux grands ouvrages de la forteresse d'Humaita. On comprend donc que, pour attaquer de front le *Paso de la Patria*, il fallait avoir raison d'Itapiru. En effet, situé en aval d'Itapiru, le *Paso de la Patria*, une fois forcé, l'armée alliée se serait trouvée prise en flanc par le corps d'armée campé derrière Itapiru, en libre communication avec Humaita.

Telle était la position de l'armée alliée, par rapport au *Paso de la Patria*. Quant à celle de l'escadre brésilienne, par rapport à la forteresse d'Humaita, il suffit de lire la description qu'en a faite la *Revue des Deux-Mondes* (15 septembre 1866, page 287) pour en apprécier les difficultés. Et encore l'auteur ne cite que le fortin de Curupaity, sans nommer les batteries de Curuzu qui le précédaient. Voici le tableau tracé par la *Revue des Deux-Mondes* : « A six lieues de ce
« point (la pointe sud du delta), à un endroit où le Rio-Pa-
« raguay fait un brusque détour connu sous le nom de
« *Vuelta d'Humayta*, s'élève la forteresse considérable
« d'Humaita. Le lit du fleuve, très-retréci, n'a pas plus de
« 200 mètres de large. Sur toute l'étendue de la *Vuelta* (ou
« coude) on a élevé des batteries casematées ou à bar-
« bettes, armées de 100 à 120 pièces de canons de gros
« calibre. Ces batteries sont reliées entre elles par des
« palissades et embrasures destinées à recevoir des pièces
« volantes. Ces ouvrages se présentent sur un front de
« quinze cents mètres d'étendue. Un peu plus près du
« confluent s'élève le fortin de Curupaity, destiné à couvrir

« les premiers ouvrages d'Humaita contre une attaque par terre (1). »

Ces détails préalables devront faciliter l'intelligence des faits de guerre qui vont former la seconde série.

L'attaque du *Paso de la Patria* une fois résolue, après la destruction, toutefois, d'Itapiru, l'armée alliée concentrée à Corrientes, dès le mois de décembre, après sa victoire de l'Uruguayana, s'étendit presque jusqu'en face d'Itapiru, non loin du village argentin *Ytaty*. Des renforts considérables en avaient élevé le chiffre jusqu'à 50,000 hommes, « selon les versions, » dit la *Revue des Deux-Mondes*, et ce, sans compter le corps de 12,000 hommes attendu depuis longtemps de Rio-Grande, aux ordres du général brésilien baron de Porto-Alegre. Cette rapide augmentation du personnel était l'effet naturel du grand triomphe de l'Uruguayana.

Le baron de Porto-Alegre était resté assez longtemps campé à Candelaria, sur la rive gauche du Parana, où il organisait son corps d'armée. De là il menaçait la ville paraguayenne d'Itapua, située sur la rive droite. Cette force imposante sur ce point semblait se rattacher au plan d'invasion dont nous avons parlé, et qui avait pour objectif Villarrica, au cœur même du Paraguay. On assure que le général Porto-Alegre avait poussé quelques fortes reconnaissances dans cette direction, mais il en résulta pour lui la certitude que le vide se ferait devant son armée, les Paraguayens fuyant à l'approche des Brésiliens, après avoir brûlé leurs demeures, dévasté leurs plantations, emmené leurs bestiaux !...

Les alliés purent comprendre alors combien peu ils devaient compter sur les sympathies du pays auquel ils pro-

(1) Et aussi par eau, puisque ce n'est qu'après 4 heures de canonnade par l'escadre, que le général Mitre ouvrit l'attaque par terre.

mettaient *la civilisation et la liberté*... C'est à ce fait peu connu, ainsi que tous ceux qui lui sont analogues et dont les alliés interceptent naturellement la transmission, qu'il faut attribuer l'adoption définitive du plan d'attaque par le *Paso de la Patria*, après la destruction d'Itapiru.

En l'état, l'avant-garde de l'armée alliée, sous les ordres du brave général Flores, toujours en première ligne, voyait ses rangs s'éclaircir chaque jour dans les guerillas, et s'affaiblir sensiblement par les fièvres paludéennes. L'armée brésilienne qui devait être de plus de 25,000 hommes, dit la *Revue des Deux-Mondes*, formait le centre, sous les ordres du général Osorio. Le corps argentin formait l'arrière-garde sous le général Mitre qui avait le commandement en chef.

Ces forces imposantes étaient cependant paralysées par l'inaction forcée de l'escadre, à laquelle est nécessairement dévolu le plus grand rôle dans cette guerre. Les chaleurs de l'été sévissaient et avec elles les pluies tropicales de la saison et du climat. Mais ces pluies, suffisantes pour détremper le sol plat et marécageux qui borde le delta paraguayen et argentin, ne devaient pas encore amener la crue annuelle du Parana. Elle fut même retardée en 1866 jusqu'au mois de mars, et les trois mois écoulés depuis la concentration des forces alliées à Corrientes et leur échelonnement jusqu'à Ytaty, en face d'Itapiru, furent plus redoutables pour les alliés, que les balles même des Paraguayens, dans leurs incessantes escarmouches.

En effet, dit la *Revue des Deux-Mondes*, « le maréchal
« Lopez ne laissa pas les alliés s'établir tranquillement en
« face d'Itapiru, et son action ne se borna point à les
« inquiéter journellement.—Le 31 janvier 1866, poursuit la
« *Revue*, une de ces reconnaissances, poussée avec une
« grande hardiesse, surprit les premières troupes argen-
« tines, et engagea une lutte dans laquelle la plus grande

« partie de l'arrière-garde alliée finit par être engagée et
« subit des pertes assez fortes, surtout en officiers. C'est
« sur la garde nationale (la jeunesse dorée) de Buenos-
« Ayres qu'était principalement tombé le poids de la jour-
« née, et plusieurs des jeunes gens tués appartenaient
« aux meilleures familles. »

Tel fut, en effet, le résultat du terrible combat de *San-Cosme* (1).

Ce ne fut que le 17 mars que la crue des eaux permit à l'escadre brésilienne de se mouvoir. Jusque-là elle avait été confinée dans la vaste nappe d'eau peu profonde qui avoisine la ville de Corrientes. D'après la *Revue des Deux-Mondes*, elle se composait de 17 vapeurs, dont 4 cuirassés avec 77 canons.

Avant d'affronter le *Paso de la Patria*, il fallait faire une reconnaissance préalable des positions ennemies et pratiquer des sondages indispensables au passage de toute l'armée

(1) Pour se former une idée exacte de l'effet produit à Buenos-Ayres, entre mille exemples nous citerons l'*Estafeta*, journal de Buenos-Ayres, qui, à la date du 10 octobre 1866, s'exprime ainsi : « Nous sommes condamnés à écrire la né-
« crologie de nos concitoyens qui ont péri dans les forêts du Paraguay. On nous a
« imposé l'effroyable tâche de raconter l'horrible boucherie sans trêve ni merci
« à laquelle on livre nos frères, enfants de la République et de la démocratie,
« immolés à l'Empire et à l'absolutisme par l'ignorance et l'ambition.

« Et l'on voudrait nous imposer silence !... »

Le même journal rapporte le discours du docteur S. Lopez, en présence des cadavres de deux fils de famille, apportés de l'armée argentine, et dans lequel on lit, entre autres, les expressions suivantes :

« Les furies qui exigent ce tribut de sang et de plomb ennemi qui vient frap-
« per le cœur de quatre mille familles en deuil, nous envoient périodiquement
« des *chargements* de cadavres ou de blessés, pour peupler les cimetières ou les
« hôpitaux. »

Si l'on remarque l'amertume de ces paroles sur le sort des jeunes Paz et Sarmiento, morts courageusement sous les balles paraguayennes, l'un fils du vice-président de la République Argentine, et l'autre fils du ministre argentin à Washington, on comprendra combien est grande la douleur qui les a dictées, et combien elle exprimait le sentiment public, qui en permettait ou en favorisait la manifestation, au siège même du gouvernement Argentin.

alliée, qui devaient être faits en présence du corps du maréchal Lopez, protégé lui-même par les ouvrages d'Itapiru. Les difficultés de cette double entreprise étaient grandes, bien qu'elles fussent amoindries par une île longue et passablement large qui cachait en partie les mouvements de la flotte. Trois vapeurs brésiliens et un argentin reçurent cette double mission.

Privés de leur flotille réfugiée dans le Rio-Paraguay depuis le combat de Riachuelo les Paraguayens y suppléèrent ingénieusement au moyen de ces grossières mais solides constructions connues dans le pays sous le nom de *chatas*, montées d'une seule pièce d'artillerie, mais d'un fort calibre.

La lenteur inévitable dans les reconnaissances à pratiquer dans ces parages inconnus des marins, la difficulté de rencontrer des indigènes pratiques dans cette navigation fluviale, et le peu de garantie qu'on aurait trouvé en eux, car ils n'emploient que la pirogue qui passe partout; tout contribuait à ralentir l'action des navires chargés de ces reconnaissances.

De leur côté, les Paraguayens ne négligeaient rien pour aggraver les obstacles. Le fortin d'Itapiru, garni de quelques pièces de fort calibre, faisait feu nuit et jour sur les vapeurs ennemis dès qu'ils passaient à sa portée, tandis que les *chatas*, cachés dans les mille angles des îles et flots, les surprenaient, au passage, par une puissante décharge improvisée. Le 26 mars, dit la *Revue des Deux-Mondes*, ainsi que le *Moniteur* l'a publié, un boulet de 68 pénétrant dans la tour du vapeur cuirassé *Tamandaré*, y tua quatre officiers, en blessa trois autres, parmi lesquels le commandant Marris y Barros, qui mourut peu après, et atteignit également une vingtaine d'hommes de l'équipage. Toutefois l'escadre brésilienne, il faut le dire à son honneur, surmonta bravement tous ces obstacles, non sans de grands sacrifices et des ava-

ries considérables, qui mirent deux ou trois vapeurs hors de combat. Elle fit plus, car sa lutte vigoureuse et constante permit aux alliés d'établir, aux premiers jours d'avril, une puissante batterie sur le banc ou l'île grande, en face même d'Itapiru et du camp paraguayen. Dès ce moment, le sort du fortin Itapiru était facile à préjuger d'avance, mais il ne devait pas succomber sans qu'il en coûtât beaucoup de sang aux deux partis.

Sous la canonnade terrible de la batterie de l'île grande, les Paraguayens firent, dans la nuit du 10 avril, une tentative désespérée ; et pour qu'on apprécie cette qualification, il nous suffira d'extraire quelques lignes d'un document authentique venu du camp même des Paraguayens. C'est un bulletin de l'armée paraguayenne, trouvé dans la giberne d'un soldat mort sur le champ de bataille (1).

« La simple indication du lieu du combat, de la position
« occupée par l'ennemi, du petit nombre des braves qui
« sont allés jeter le défi de mort, enfin la nature même de
« notre attaque remplie d'audace, résumant tous les éloges
« dus à la résolution, à la bravoure de nos frères. En effet,
« le banc (en face d'Itapiru) est séparé de notre côte par un
« chenal de 1,500 mètres environ, et un autre chenal à peu
« près aussi large le sépare de la rive opposée, où se trouve
« le point central des manœuvres de quarante vapeurs en-
« nemis. Là sont disposés des mortiers de gros calibre,
« ainsi que plusieurs batteries, défendus par des ouvrages
« importants et garnis de nombreux artilleurs. L'infanterie
« s'y est retranchée également avec soin, etc., etc. »

La lecture de ce bulletin présente, dans son ensemble, un intérêt singulier. D'abord, c'est le premier document émané du quartier-général paraguayen qui soit parvenu en Europe, et la preuve de son authenticité, si elle ne ressortait pas de

(1) Documents et pièces officielles K 1.

sa facture même, se trouverait dans la transmission qu'en ont faite les journaux des alliés eux-mêmes. En le lisant avec soin, on y remarquera trois conditions saillantes : la simplicité du récit, quant aux faits ; la fermeté et la persistance dans la résolution, et enfin le lyrisme de l'expression. Les deux premières conditions dénoncent la sérénité du caractère paraguayen, une grande hardiesse de conception et une vigueur non moins grande dans l'exécution ; et la troisième, qui semblerait trop colorée pour le style sévère de l'histoire des batailles, n'est que l'effet naturel de l'imagination vive et puissante de l'esprit américain. Nés au milieu des magnificences d'une nature à proportions immenses, et qu'on pourrait appeler *hyperboléennes*, si on les compare à celles du sol européen, il est facile de comprendre que l'hyperbole soit, pour ainsi dire, l'atmosphère normale de l'imagination des Américains. Cette remarque, qui doit s'appliquer, littérairement parlant, à toute production américaine, explique le lyrisme du style de ce document, lyrisme si justement surexcité, du reste, par la plus grande passion qui puisse vibrer au cœur de tout un peuple qui défend ses pénates menacés.

C'est à ces titres, que nous avons cru devoir donner la traduction complète de ce long document, car il a fait pour nous l'objet de toute une étude philosophique, et les lecteurs attentifs pourront nous en savoir gré, sinon dans le présent, peut-être lorsque l'heure sera venue où l'histoire devra parler.

Aussi la *Revue des Deux-Mondes* passe-t-elle légèrement sur cette seconde phase des faits de guerre, les renseignements lui ayant manqué. Elle exprime à ce sujet son mécontentement, et préfère en accuser le maréchal Lopez, qui aurait, selon la *Revue* : « assez peu de souci de l'opinion publique pour ne publier aucun bulletin. » Si M. Duchesne de Bellecour avait pu lire le bulletin dont nous venons de

parler, il aurait modifié son appréciation, car ce document ne pêche pas assurément par le laconisme, et il démontre que le Président Lopez ne craint pas de décourager son pays en lui apprenant que l'audacieuse invasion faite par quelques bataillons paraguayens dans l'*Isla grande*, a occasionné beaucoup de morts et 800 blessés dans une échauffourée de quelques instants.

Quoiqu'il en soit, cette inauguration de la phase défensive des faits de guerre atteste combien peu le moral de l'armée du Paraguay avait été atteint par les revers de l'Uruguayana, puisque, réduite à la défense du sol de la patrie, elle débutait par attaquer l'envahisseur !

En effet, tel était le prélude du fait si important du passage du Parana par l'armée des alliés, et de son installation sur le sol du Paraguay, après avoir franchi le *Paso de la Patria*.

On sait déjà que ce point est en aval de l'*Isla grande*, où venait d'avoir lieu l'affaire du 10 avril (1866), de sorte que le *paso franchi*, l'armée alliée n'avait d'autre terrain à occuper, pour ne pas s'éloigner de la flotte, que les marais insalubres qui couvrent le Delta. C'est, en effet, ce qui arriva. Tandis que le général *argentin* Hornos, dit la *Revue des Deux-Mondes* (qui le croit *brésilien*), cherchait un gué pour sa cavalerie au-dessus d'*Itati*, et que l'escadre et les batteries de l'*Isla grande* réduisaient en poussière le fortin d'Itapiru, un corps de 40,000 Brésiliens débarquait à une grande distance au-dessous, sur la rive gauche d'un bras du Paraguay. Itapiru, réduit en cendres, fut abandonné, ainsi que le camp paraguayen dont il était la sentinelle avancée ; mais le maréchal Lopez avait obtenu ce qu'il désirait ; c'est-à-dire d'entasser l'armée alliée dans les marais de *Nembacu*, qui devenaient ainsi le plus puissant de ses auxiliaires, comme on le verra bientôt.

« Le 20 avril, dit la *Revue des Deux-Mondes*, l'armée

« entière des alliés avait passé sur le territoire ennemi ;
« elle comptait 35,000 hommes, dont 25,000 Brésiliens
« pour le moins , et cent quarante pièces d'artillerie. »

Ce grand fait, accompli à l'honneur de la stratégie des alliés, ne pouvait avoir un résultat décisif, que si l'armée se fût avancée en masse contre les Paraguayens , en profitant de l'élan donné par la destruction d'Itapiru, tandis que l'escadre serait remontée dans le Paraguay pour raser les batteries de la côte, Curuzu et Curupaity, et attaquer ensuite Humaita , pendant que l'armée aurait pris toutes ces fortifications à revers.

Voilà qui eût été une campagne de *quatre jours* ! . . . Son principal mérite eût été dans une solution, heureuse ou malheureuse, mais en tout cas définitive. On ne peut dire si une armée composée d'éléments hétérogènes est susceptible d'une action aussi vigoureuse que rapide, et qui demande avant tout l'unité du commandement ; mais on se demande si un résultat si prompt pouvait convenir à la politique du principal allié ? A en juger par les faits qui ont suivi, on pourrait croire que la division du commandement, qui avait soustrait l'escadre aux ordres du général en chef de l'armée de terre, était incompatible avec l'exécution du plan audacieux qui vient d'être indiqué comme décisif, soit pour la victoire, soit pour une défaite désastreuse des alliés.

Peu de jours s'étaient écoulés, et déjà l'armée alliée éprouvait les funestes effets de la localité : la fièvre pour les hommes et la famine pour les chevaux, qui avaient résisté jusque-là aux fatigues de la guerre.

De son côté, le maréchal Lopez, à peine établi dans la seconde étape qu'il avait convenablement disposée, d'Itapiru à Humaita, tenait toute l'armée des alliés en échec, sans lui permettre de s'éloigner de la côte, qu'elle ne pouvait du reste perdre de vue sans compromettre ses communications avec l'escadre.

Deux semaines étaient déjà passées, sans qu'il soit possible d'expliquer l'inaction des alliés autrement que par l'attente du corps du baron de Porto-Alegre, et de l'attaque au nord du Paraguay d'un corps brésilien qu'on supposait venir de Cuyuba, lorsque les alliés furent l'objet d'une rude surprise : « Le 2 mai 1866, dit la *Revue des Deux-Mondes*, à midi, au moment de la sieste, 7 à 8,000 Paraguayens (1) se jettent dans l'*Estero-Vellaco*, sur les premières lignes alliées, composées d'une division brésilienne et du reste de la division Orientale. Les alliés plient sous le choc, et perdent même quatre canons, etc. »

Il est vrai que, d'après la *Revue*, le combat se rétablit à l'avantage des alliés, et que les Paraguayens sont forcés de se retirer en laissant, dit-elle, 4,000 ou 4,200 morts, tandis que les alliés n'en comptèrent que 8 à 900 dans leurs rangs. Mais à l'encontre des renseignements de la *Revue*, puisés sans doute à bonne source, nous donnerons ici la relation de ce combat telle que nous la trouvons dans une correspondance que nous sommes autorisés à tenir pour très-respectable. Elle est à la date de Montevideo, le 4 mai 1866 :

« Le 2 du courant, à midi, une colonne de 4,000 (les alliés disent 6,000) (2) Paraguayens, ayant à leur tête le colonel Diaz, se jeta à l'improviste sur les 6,000 hommes de l'avant-garde des alliés commandée par le général Flores, composée de son escorte, de l'infanterie orientale, d'un régiment de cavalerie argentin, un autre brésilien, et deux brigades d'infanterie brésilienne. Toute cette avant-garde fut complètement dérouterée, ainsi que la première colonne du gros de l'armée qui accourut à son secours. La cavalerie paraguayenne ne s'arrêta qu'au bord du

(1) Nous verrons bientôt combien ce chiffre est exagéré.

(2) Et la *Revue des Deux-Mondes*, 7 à 8.000.

« campement du gros de l'armée alliée ; Flores lui-même,
« un moment enveloppé parmi les prisonniers, parvint tou-
» tefois à s'échapper. En un mot, la totalité de l'armée alliée
« se mit en marche pour protéger son avant-garde, mais si
« tardivement, que son artillerie ne put canonner que les
« forêts... Les Paraguayens étaient déjà hors de portée,
« bien qu'ils se fussent retirés au pas, et dans un ordre ad-
« mirable, emmenant tranquillement les trophées qui con-
« sistaient en 200 prisonniers, dont 3 officiers supérieurs,
« quatre superbes canons rayés des Brésiliens, et trois
« drapeaux. Il est vrai qu'en échange ils ont laissé deux
« pièces de campagne démontées et clouées. D'après les
« renseignements les plus dignes de foi, les alliés auraient
« eu 3,500 hommes hors de combat, et on pense que la
« perte des Paraguayens ne dépasse pas 400 hommes,
« vu l'extrême habileté qu'ils ont déployée, soit dans l'at-
« taque, soit dans la retraite. C'est un fort coup porté au
« moral de l'armée alliée. Du corps des Orientaux (Monté-
« vidéens), il n'est resté que 124 hommes *debout* !

« Le 10, sont arrivés ici (à Montevideo), 350 blessés
« orientaux dans un vapeur, après avoir jeté à l'eau 15 ca-
« davres pendant la traversée. Hier, un autre vapeur nous
« a apporté 300 blessés brésiliens, et on attend ce soir le
« vapeur *Provedor* avec autant ou plus encore d'autres
« blessés brésiliens, provenant de la même bataille.

« La plus grande anarchie règne parmi les chefs, et les
« récriminations sont à l'ordre du jour. L'amiral Taman-
« daré refuse d'engager sa flotte dans le Rio-Paraguay pour
« détruire la batterie de Curupaity, située à deux lieues en
« avant d'Humaïta, etc. »

Il était bon de mettre en regard de la relation donnée par
la *Revue des Deux-Mondes* la lettre de Montevideo. On y
voit que les trois vapeurs arrivés à Montevideo apportaient
autant de blessés que la *Revue* en annonce comme étant mis

hors de combat le 2 mai. Or, comme bien l'on pense, on n'envoyait à Montevideo, point le plus éloigné du théâtre de la guerre, que les blessés qui ne trouvaient plus de place, soit aux ambulances du campement, soit à l'hôpital de Corrientes, soit aux hôpitaux de Buenos-Ayres. Du reste, le rapport officiel du général Osorio, publié à Rio-de-Janeiro, avouait 4,097 hommes hors de combat, seulement pour les Brésiliens. Il est vrai que le général Mitre ne portait qu'à 650 la perte des alliés. Si l'on ajoute ces deux chiffres à celui de 3,500 et qu'on prenne la moitié du tout, peut-être sera-t-on dans le vrai.

Nous pourrions citer beaucoup d'autres documents, mais nous nous bornons à la lettre du général Flores, adressée à son épouse, et dans laquelle il est dit : « Dorénavant l'avant-
« garde se composera d'Argentins, la division Orientale
« ayant succombé presque en entier, le 2 mai. » Cette lettre fut publiée dans le journal *America*.

Enfin, si l'on veut avoir une idée de l'état moral des alliés après le combat de l'*Estero-Vellaco*, voici l'extrait d'une lettre émanée du secrétariat de l'un des chefs principaux des alliés : elle est adressée à la famille du signataire.

« Nous sommes à une lieue d'Itapiru, notre position est
« très-mauvaise. Lopez est fortifié dans son nouveau camp
« entouré de fossés et de redoutes. Un seul chemin peut y
« conduire ; si nous attaquons, nous sommes perdus ; si
« nous restons ici, nous y serons noyés dans les marais où
« nous sommes, et dont l'eau augmente beaucoup pendant
« l'hiver. »

Quoi qu'il en soit de ces données contradictoires, il semble en résulter deux faits bien positifs : l'un est le peu d'entente entre les chefs alliés de terre et de mer qui ne s'accordent même pas sur le chiffre de leur perte ; et l'autre est la vigueur soutenue des Paraguayens, qui prennent l'initiative de l'attaque dans une position purement défensive.

En effet, à la suite du combat du 2 mai les escarmouches ne cessèrent pas d'être vives et nourries. La situation insupportable des alliés les porta sans doute à faire un suprême effort pour sortir des marais où, gens et bêtes, périssaient misérablement depuis six semaines qu'ils y étaient entrés. C'est alors qu'eut lieu ce qu'on peut appeler la première grande bataille, puisque 50,000 hommes y furent engagés, dont 20,000 Paraguayens contre 30,000 alliés restés valides des 40 ou 50 mille qui étaient arrivés sur les bords du Parana après l'affaire de l'Uruguayana, ainsi qu'il a été dit. Cette bataille, dite de Tuyuti, eut lieu le 24 mai. Les Paraguayens combattaient ici deux contre trois ; ce n'était plus un contre trois comme à Yatay, ni *un* contre *cinq* ou contre six comme à l'Uruguayana ; mais par contre les alliés disposaient d'au moins *cent* pièces d'artillerie ! dit la *Revue des deux-Mondes*. Attaqués par les deux flancs à la fois, au débouché des marais, les alliés, il faut le dire, soutinrent bravement le choc, et là un horrible massacre eut lieu. « *Plusieurs fois, dit la Revue, la cavalerie paraguayenne se rua jusqu'aux batteries brésiliennes, malgré les feux qui la décimaient* », et les alliés eux-mêmes proclamèrent la bravoure du soldat paraguayen dans leurs bulletins qui avouaient 3,400 hommes hors de combat. Il est vrai qu'on admettait une perte de 4,500 Paraguayens.

Les alliés s'attribuèrent la victoire, et cependant ils n'avancèrent plus ! Mais ce que la Revue n'a pas dit, et ce qui est pourtant un fait unique dans les fastes de la guerre, c'est que, dans cette affaire du 24 mai, on a vu 600 artilleurs, montés en croupe des cavaliers paraguayens, s'emparer de toute une batterie brésilienne de 32 pièces de canons (dont 4 argentins) et les emmener en triomphe au camp des Paraguayens !... Quand on pense au massacre que la cavalerie paraguayenne a dû faire des artilleurs brésiliens, et de l'infanterie qui les protégeait, pour permettre

aux 600 artilleurs démontés d'emmener à la fois 32 pièces d'artillerie, on se demande si un pays défendu par de tels soldats est une conquête possible pour l'armée alliée ?

Il fallait bien que la cavalerie des alliés fût déjà démontée, par suite de la grande mortalité de chevaux, pour permettre aux 600 artilleurs paraguayens de se pourvoir ainsi de canons au camp de l'ennemi ! C'était, en effet, le premier des échecs que l'armée alliée eût éprouvés, par suite du changement de pâture. Les chevaux amenés de la prairie de Buenos-Ayres dans les marais du Delta paraguayen, devaient y périr inévitablement, à moins qu'on ne leur fit traverser rapidement les terres détrempées, pour les installer dans la prairie paraguayenne, au delà des marais (1). Et encore eussent-ils eu à souffrir par le seul fait du changement de *Querencia*, c'est à dire de leur pacage habituel. C'est là une vérité connue de tous ceux qui ont vécu dans la prairie d'Amérique, et on s'étonne avec raison que le plan d'attaque, par le *Paso de la Patria*, n'ait pas eu pour résultat immédiat de transporter l'armée entière au delà des marais, sans perdre un seul jour, et n'importe au prix de quelque sacrifice que ce fût. Agir comme on l'a fait, en cherchant à prendre position dans les terres

(1) Un journal anglais a dit, à ce sujet, que le pâturage du Paraguay était *véneux* « *The very grass of Paraguay, i am told, is poisonous ;* » voilà comme on écrit l'histoire des pays lointains, lorsqu'on s'en rapporte à ce qu'on *entend dire* : *i am told* ! Si ce Monsieur eût questionné le premier *gaucho* venu, il ne s'en serait pas rapporté à *ce dire*, et il aurait appris que tout changement de pacage est toujours et partout plus ou moins nuisible à tous les bestiaux, mais principalement au cheval qui digère sans ruminer. Si nous insistons sur cette bévée, c'est qu'elle est, pour nous, l'une des mille appréciations erronées qui sont faites, surtout par des Européens ayant séjourné sur les lieux dont ils parlent avec une singulière assurance, alors même qu'ils n'ont jamais cherché à se rendre compte des choses qu'ils débitent. C'est exactement le cas de notre Anglais qui dort en paix sur la foi de cette commode formule : « *i am told.* »

Malheureusement un grand nombre de relations faites en Europe, sur des contrées lointaines, viennent imprégnées de ce terrible *i am told*, en toutes langues. Il est si facile de trouver des appréciations toutes faites !

basses, c'était s'exposer assurément à voir la cavalerie se démonter journellement, ainsi que cela est arrivé. Il faut donc croire que c'est à cette nécessité fatale qu'est due la marche en masse des alliés, le 24 mai, afin de sortir des marais où, depuis six mortelles semaines, ils voyaient leurs chevaux décimés jour à jour. Mais au sortir des marais, l'armée entière se trouva engagée dans la double haie formée par le corps d'armée de vingt mille hommes que le maréchal Lopez avait ramené d'Itapiru après avoir obtenu, de ce poste avancé, selon ses prévisions, l'immense avantage de confiner son ennemi dans les marais, où gens et bêtes devaient souffrir ce qu'une armée européenne n'aurait pu supporter. Il faut vraiment l'incroyable impassibilité du soldat d'Amérique, son stoïcisme et sa sobriété extrême pour résister à de telles épreuves ; aussi l'avons-nous vu se battre, avec beaucoup de valeur, il est vrai un et demi contre un Paraguayen, mais ceux-ci frais et dispos, et sans avoir souffert auparavant.

Quand on pense, d'autre part, que 20,000 Paraguayens ont pu arrêter dans leur marche 30,000 alliés, soutenus par cent pièces d'artillerie, et même les obliger à rentrer dans les marais, d'où la nécessité les forçait de sortir, on se demande ce qui serait advenu, si toute l'armée paraguayenne se fût trouvée, au débouché de *l'Estero-Vellaco*, à Tuyuti, contre toute l'armée alliée ? Ne peut-on pas dire, sans hyperbole, que celle-ci y eût trouvé son épitaphe : *Ci-gît la triple alliance !...* mais l'armée paraguayenne avait à garder à la fois Humaïta à l'ouest, et à surveiller à l'est le corps du baron Porto-Alegre ; de sorte que le centre seul, sous les ordres du maréchal Lopez, a dû prendre à partie toute l'armée ennemie entrée par le *Paso de la Patria*.

A l'occasion de cette bataille, les bulletins des alliés chantaient victoire. Le général Mitre avouait bien 650

morts, mais le général Osorio en déclarait 1097 *seulement pour les Brésiliens*. Le bulletin argentin disait bien que la retraite des Paraguayens les avait préservés d'une destruction complète, à cause des grandes difficultés *naturelles* qui empêchèrent les alliés de les poursuivre ; mais il faisait en cela un singulier éloge de son ennemi, qui n'avait pas craint d'affronter ces obstacles *naturels* pour venir attendre les alliés à Tuyuti , et qui retournait, par la même route, peu désireux, sans doute, d'occuper les marais dont il laissait la possession aux alliés qui auraient bien voulu en sortir eux-mêmes...

Du reste, personne ne fut la dupe de cette victoire simulée, et une grande consternation suivit la publication de ce bulletin à Buenos-Ayres, mais sans détails aucuns. Seulement on remarquait des tristesses mornes chez les personnes les plus rapprochées de la famille du général Mitre. Enfin on se disait à l'oreille que la victoire de Tuyuti avait été chèrement achetée. Plus tard, des correspondances de Buenos-Ayres et de Montevideo affirmèrent que « *cette affaire avait été très-malheureuse pour les alliés ;* » on calculait que « *les alliés auraient perdu 10,000 hommes.* » Ce chiffre était sans doute la réaction de celui de 4 à 5,000 que le bulletin du général Mitre avait fait perdre aux Paraguayens, contre 650 alliés.

Or, comme le bulletin paraguayen n'a pu franchir les marais occupés par les alliés... nous sommes forcé de nous reporter aux faits qui ont suivi cette grande bataille, afin d'en apprécier les résultats réels.

Les Paraguayens étaient rentrés dans leur campement à deux lieues avant Humaita, il est vrai ; mais les alliés retournèrent dans leurs marais, d'où ils auraient cependant bien voulu s'évader... et ce, malgré les difficultés *naturelles* (et bien réelles celles-ci) contre lesquelles les Paraguayens n'étaient pas jaloux d'avoir à lutter, pour en

chasser les alliés ; ils préféreraient laisser à l'action délétère de ce séjour le soin de détruire leur ennemi.

Voilà, en résumé, le résultat le plus décisif de cette grande bataille du 24 mai. Aussi *la Revue des Deux-Mondes* dit-elle (page 292) : « ce qui est certain, c'est que les malades et les blessés brésiliens sont en si grand nombre, « que les hôpitaux ne suffisent plus à les contenir, » puis elle ajoute : « après la bataille de Tuyuti, les alliés semblèrent se décider à s'arrêter. »

Peut-on imaginer un résultat pratique de la bataille plus concluant ?

En effet, voici ce que nous trouvons dans une correspondance *autorisée* qui est sous nos yeux et dans laquelle nous lisons ces mots : « Il ne me reste aucun doute, je le « répète, sur la victoire des Paraguayens. Les alliés n'ont « pu se refaire (après Tuyuti) qu'après qu'ils ont été de « retour dans leurs anciens retranchements et derrière « leurs batteries, batteries et retranchements qu'ils avaient « élevés sur la rive du Parana, en prévision d'un échec. » Tout porte à croire que, dans ce peu de mots, se trouve l'exactitude des faits.

Du reste, *la Revue des Deux-Mondes* complète sa pensée, après avoir dit que les alliés *semblèrent se décider à s'arrêter*, en ajoutant que « l'escadre d'où ils tirent leurs approvisionnements ne pouvait avancer au milieu des obstacles « de toute sorte... L'armée ne pouvait se séparer de l'escadre, et d'ailleurs elle manquait totalement de chevaux. » Et voilà, en effet, la cause du mal le plus fâcheux, de l'obstacle le plus insurmontable : plus de chevaux !

C'est alors qu'eut lieu le décret sur l'expropriation des chevaux à Buenos-Ayres, et qui fut le motif du fameux discours du sénateur Frias, que nous avons rapporté.

Mais, tout protégés qu'ils étaient par des fortifications de campagne, les alliés n'en furent pas moins exposés à la

canonnade des Paraguayens , même dans leur camp fortifié où ils étaient littéralement assiégés par ces derniers. Les bombes et les obus en faisaient un champ de mort , et d'incessantes escarmouches , dont quelques-unes méritent le nom de sanglants combats , décimaient et harassaient les alliés.

Dans cette précaire et malheureuse position , ils attendaient les renforts en hommes et surtout en chevaux, ceux-ci demandés à Buenos-Ayres par le décret d'expropriation du 7 juillet 1866 ; quant aux soldats , on soupirait depuis longtemps après ceux du baron de Porto-Alegre. Mais ce corps d'armée de 9 à 12,000 Brésiliens , campés à Candelaria , vis-à-vis d'Itapua , se trouvait tout aussi dépourvu de chevaux que les alliés eux-mêmes. C'est au moins ce qu'annonçait le journal anglais *the Anglo-Brazilian Times* , publié à Rio-de-Janeiro , qui disait littéralement : « Loin
« d'espérer que le Baron amène un bon nombre de chevaux
« à l'armée , nous apprenons que sa propre cavalerie , qui
« forme le gros de son armée , se trouve en grande partie
« démontée. »

Enfin , pour donner une dernière et complète idée de l'état déplorable où se trouvait réduite l'armée alliée après la bataille du 24 mai , nous traduirons le journal écrit au camp même des alliés et envoyé par un correspondant du journal anglais le *Standard* , qui se publie à Buenos-Ayres :

« 3 juin. — Temps lourd, pluvieux et mauvais pour les
« blessés et les malades. De neuf heures du matin à deux
« heures et demie après midi , il y a eu trente-neuf décès
« seulement dans l'hôpital brésilien.

« Lundi, 4 juin. — Pluie à torrents toute la nuit. Dieu
« aide les pauvres officiers et soldats qui ont à dormir sur
« le sol détrempé de cet infernal *Vellaco* (le campement
« près de Curuzu). De pareilles nuits sont aussi redou-
« tables que des canons rayés faisant feu sur nos lignes.

« 6 juin. — L'hostilité du peuple paraguayen est si
« grande qu'il est impossible de s'en former une idée, et
« Porto-Alegre et son armée seraient morts de faim au
« cœur même du Paraguay. J'ai passé la soirée avec les
« commandants Nelson et Alzogaray, et ils m'ont fait un
« horrible tableau du pays boisé. Ils sont l'un et l'autre au
« nombre des malades, ainsi que Hornos. Deux steamers
« arrivent chargés de blessés; mais il n'y a ni lits, ni place
« pour eux. Nous avons ici environ 4,000 Brésiliens entre
« malades ou blessés.

« 16 juin. — Notre petite armée (les Orientaux) s'est
« évaporée dans ces interminables escarmouches et par
« suite des fièvres. Nous commençons à déplorer cette
« malheureuse et sanglante campagne (c'est sans doute
« un Oriental qui écrit ainsi, et il a bien raison), dans
« laquelle nous n'avons rien à gagner. Il ne nous reste
« qu'à sauver l'honneur de nos armes aussi bien que pos-
« sible. Lopez acquiert des forces en raison de la lourdeur
« de notre armée (sans chevaux) et de l'immobilité de la
« flotte, et il excite les siens par ce succès. Voilà deux
« mois et deux jours que nous avons traversé le Parana, et
« nous ne sommes pas à moitié chemin d'Humaïta (situé à
« six lieues du Parana).

« 17 juin. — Un nouveau fléau nous accable : une
« violente petite vérole a éclaté, ainsi que la fièvre ty-
« phoïde qui nous cause plus d'alarmes que les bombes de
« l'ennemi. C'est le résultat de notre entassement dans cet
« horrible lieu, entourés que nous sommes de pestilence et
« de putréfaction.

« 24 juin. — Les maladies augmentent, fièvre et petite
« vérole. Tout malade est un homme mort. Nous campons
« dans un vaste cimetière; des tombeaux ou des cadavres
« nous entourent et l'air est pestilentiel. »

A ce tableau navrant de la situation qui est faite à l'armée

alliée, le journal *le Globe*, de Londres, du 21 août 1866, à qui nous empruntons cet extrait, ajoute quelques considérations dont nous reproduirons seulement les premières lignes : « Ces mornes détails et une foule d'autres encore
« proviennent de correspondants argentins et orientaux et
« ne sauraient, partant, être tenus pour suspects ou
« exagérés. »

Voilà bien, ce nous semble, les résultats réels de la bataille du 24 mai, démontrés d'une manière irréfutable. Et quand on songe que cette horrible situation n'a eu ni trêve ni merci jusqu'à l'arrivée des renforts attendus, on ne comprend pas que l'armée alliée ait pu endurer tant de maux à la fois et se battre cependant presque journellement.

Il est impossible de suivre une à une les péripéties de ce grand drame dont l'*Estero Vellaco* est le redoutable théâtre; mais il est nécessaire d'en marquer les catastrophes saillantes, jusqu'à la plus grande de toutes qui portera bientôt le nom de Curupaity.

Dans ce but, nous laisserons au *Moniteur universel* le soin de nous instruire de ce qui s'est passé dans les deux mois de juillet et août 1866 qui ont suivi les douleurs de l'armée alliée, racontées jour par jour dans le journal que nous venons de citer. Pourrions-nous choisir un témoignage plus authentique et surtout plus désintéressé que le *Moniteur universel*?

Voici ce qu'on écrit au *Moniteur* du 4 octobre, sous la date de Buenos-Ayres, le 24 août 1866.

« Depuis les sanglants engagements des 16 et 18 juillet
« derniers, on ne signale aucun fait nouveau du théâtre de
« la guerre, si ce n'est que les troupes du Paraguay ont
« fait un mouvement en avant et se trouvent maintenant
« très-rapprochées du camp des alliés. On doit donc s'at-
« tendre à voir le Président Lopez prendre une fois de plus

« l'offensive. Il a massé une vingtaine de mille hommes en
« avant des ouvrages de Curupaity, ayant en seconde ligne
« pour refuge la forteresse d'Humaita, et recevant de
« l'intérieur du pays et par le chemin fortifié qui longe le
« Paraguay les munitions, vivres, fourrages et chevaux
« qui manquent à l'ennemi. La réquisition de 5,000 che-
« vaux, ordonnée par les généraux alliés, n'a produit
« jusqu'à présent que de faibles résultats. On avait cru
« pouvoir compter sur les ressources que le baron Porto-
« Alegre devait trouver dans le territoire des anciennes
« Missions pour la remonte de la cavalerie. Cette espérance
« a été complètement déçue. Les navires envoyés dans le
« Haut-Parana n'ont pu transporter que la division brési-
« lienne campée à Candelaria, et ce mouvement a rendu sa
« liberté d'action à la division paraguayenne qui occupait
« en face, sur la rive droite, la ville d'Itapua. Le maréchal
« Lopez pourra, à son choix, rappeler cette division sur le
« théâtre de la guerre ou la jeter sur la rive gauche, et
« inquiéter ainsi les derrières de l'ennemi. Quoiqu'il en soit,
« resté maître des hautes eaux du Paraguay, que l'escadre
« brésilienne est impuissante à remonter, et recevant de la
« partie la plus fertile du pays, par le chemin de fer de
« Villarica à l'Asuncion, des approvisionnements, des
« bêtes de somme, des bestiaux de toute espèce et des
« chevaux en grande quantité, le général paraguayen a
« toute facilité pour donner une grande mobilité à son
« armée et pour la maintenir solidement dans ses retran-
« chements.

« De leur côté, les alliés continuent leurs préparatifs,
« et les Présidents Mitre et Flores viennent d'arrêter avec
« le vice-amiral Tamandaré, les généraux Polidoro Jor-
« daô, le baron de Porto-Alegre et le conseiller impérial
« Octaviano de Almeida, un plan qui consisterait à faire
« attaquer simultanément Curupaity par l'escadre portant

« 3,000 soldats, et le camp de Lopez par le gros de
« l'armée. On va s'efforcer de réunir des chevaux pour
« l'artillerie et les transports, et on s'attend, pour la
« fin du mois, à une bataille importante.

« Cette guerre a fait surgir plusieurs incidents diploma-
« tiques dont le développement serait de nature à mo-
« difier profondément la situation des belligérants. Dès
« l'origine de la campagne, les trois puissances alliées
« conclurent à Buenos-Ayres, le 1^{er} mai 1865, un traité
« secret qui modifiait essentiellement les institutions du
« Paraguay et rectifiait ses frontières à la convenance
« de ses ennemis et au grand avantage du Brésil. Le len-
« demain même, la République Argentine signait avec la
« Bolivie, et sans mentionner l'acte de la veille, une
« convention de limites qui ne saurait guère, dans la
« pratique, se concilier avec le traité signé la veille,
« la Bolivie, le Brésil, le Paraguay et l'État argentin ayant
« des prétentions presque identiques sur la rive droite
« du Paraguay.

« Pendant le cours de la guerre, le Pérou, animé des
« plus louables intentions, et se portant fort pour le Chili,
« l'Équateur et la Bolivie, offrit, le 20 décembre 1865, aux
« cabinets de Rio-de-Janeiro, Montevideo et Buenos-Ayres,
« sa médiation pour amener la fin de la lutte contre le Pa-
« raguay. La négociation était à peine engagée que, dans
« les premiers mois de 1866, on lut avec surprise dans les
« *Blue Books* présentés au Parlement britannique le texte
« du traité secret du 1^{er} mai 1865, qui avait été communi-
« qué confidentiellement par le gouvernement Oriental.

« *La lecture de ce document ne laisse aucun doute sur les*
« *véritables intentions des trois alliés, et sur le sort qu'ils ré-*
« *servent au Paraguay, tout en proclamant qu'ils respecte-*
« *ront son indépendance.* Voici les principaux articles de ce
« traité qui doit être en vigueur durant cinq années. Les

« signataires s'engagent à ne déposer les armes qu'après
« le renversement du gouvernement, et à ne point traiter
« séparément. Il sera formé une légion des Paraguayens qui
« désireront combattre les troupes de Lopez. Une fois sou-
« mise, la République du Paraguay se donnera les institu-
« tions politiques qui lui paraîtront préférables. La liberté
« des fleuves sera garantie. Les frais de guerre seront rem-
« boursés aux alliés qui recevront, en outre, des indemnités
« pour les dommages causés à leur concitoyens. L'article
« 16, qui traite des limites, enlève au Paraguay une por-
« tion considérable de territoire. Les articles suivants éta-
« blissent que la convention tenue secrète ne sera pas sou-
« mise à la sanction législative.

« Le protocole annexé au traité stipule, en outre, que la
« forteresse d'Humaita sera rasée, et qu'il ne pourra être
« construit aucun ouvrage de la même nature; que le pays
« sera dépouillé de ses armes et munitions de guerre, qui
« seront, comme les trophées et le butin, partagés entre les
« alliés.

« Le traité porte la signature des trois ministres des
« Relations extérieures.

« Dès que ce traité, dont la publication amena la démis-
« sion du ministre des Affaires étrangères de Montevideo fut
« connu, les quatre gouvernements qui avaient offert leur
« médiation s'empressèrent de faire entendre leurs protes-
« tations. Celle de la Bolivie s'appuie spécialement sur la
« violation du traité de Saint-Ildelfonse du 1^{er} octobre
« 1777, qui régla les frontières de l'Espagne et du Por-
« tugal alors en possession du pays, frontières qui n'ont
« point été changées par la proclamation de l'indépendance
« du Brésil et des anciennes vice-royautés espagnoles.

« La protestation du cabinet de Lima, en date du 9 juillet
« dernier, développe ce point particulier de droit interna-
« tional : qu'il ne saurait être permis à des Etats américains

« ou étrangers, voisins ou éloignés, de s'unir dans le but
« dissimulé d'anéantir l'existence politique d'un autre Etat
« américain libre et indépendant, et de s'emparer d'une
« partie considérable de son territoire. Le gouvernement
« de Buenos-Ayres a bien répondu que les limites entre
« les deux Etats seront réglées par une convention spéciale
« après l'examen d'une convention mixte chargée de recon-
« naître la frontière, et qu'en attendant cette démarcation
« définitive, la possession ne donnera aucun droit à des
« territoires qui pourraient avoir appartenu à l'une ou l'autre
« des deux nations. Non-seulement cette réponse est éva-
« sive, mais elle oublie de mentionner que c'est surtout de
« la part du Brésil que la Bolivie a à redouter des envahis-
« sements que semble consacrer d'avance le traité du
« 4^{er} mai 1865.

« Aux embarras militaires et diplomatiques viennent se
« joindre des dissensions intestines. Un chef de milice vient
« de soulever l'Etat de Catamarca et de chasser les autori-
« tés locales et celles nommées par le pouvoir central. Dans
« notre ville, au sein de l'Assemblée, la question du chef-
« lieu de la République est loin d'être résolue, et un parti
« puissant menace toujours de priver Buenos-Ayres de son
« titre de capitale. Cet état de choses est désastreux : il
« épuise, il ruine le pays, nos nationaux comme les étran-
« gers. Les intérêts de ceux-ci sont immenses et leur
« nombre s'accroît tous les jours. Le dernier recensement
« pour la province de Buenos-Ayres seule, donne les chif-
« fres suivants : pour les Français, plus de 14,000 ; les
« Espagnols, 18,000 ; les Anglais, 12,000 ; les Italiens,
« 12,000 ; et les Allemands, plus de 2,000.

« Tous ces hommes sont industriels ; ils s'adonnent au
« commerce, aux divers métiers, à l'élevage des bestiaux, à la
« navigation, et ce sont eux qui, certainement, ont changé
« la face du pays, et le plus contribué à l'enrichir. Autant

« que les habitants et quelquefois plus qu'eux, ils souffrent
« dans leurs biens et dans leurs personnes des maux qu'en-
« traîne la guerre civile ; aussi joignent-ils énergiquement
« leurs voix à celles qui s'élèvent sur les deux rives de la
« Plata pour demander le prompt rétablissement de la tran-
« quillité et de la paix. »

A la suite de ce compte-rendu presque officiel, le *Moni-
teur* publie la correspondance Havas, de Buenos-Ayres, 28
août, et qui n'est pas moins accentuée. Sa reproduction
dans le journal officiel nous autorise à la consigner ici.

« Après les prétendues victoires du général Mitre, des 16,
« 17 et 18 juillet, l'armée alliée s'est vue dans la nécessité
« de se retirer derrière ses retranchements, et, depuis, elle
« n'a rien pu faire.

« Il n'en a pas été de même du côté des Paraguayens qui,
« mettant à profit les avantages réels obtenus par eux dans
« ces mémorables journées, ont poussé plus avant leurs
« travaux d'approche, et les dernières nouvelles nous ap-
« prennent qu'ils ont réussi à cerner l'armée alliée.

« Il ne reste d'autre alternative à nos généraux que de se
« rendre à discrétion ou d'accepter une nouvelle bataille
« dans les conditions les plus critiques. Cette fâcheuse situa-
« tion faite à nos troupes n'est malheureusement pas exa-
« gérée, car elles sont, d'un côté, pressées par les Para-
« guayens, et, du côté opposé, elles sont arrêtées par le
« fleuve Parana.

« Une seule chance de salut nous resterait, si nous pou-
« vions compter sur l'escadre brésilienne ; mais l'amiral
« Tamandaré persiste dans son inconcevable inaction. Les
« choses sont même, de sa part, poussées au point qu'on ne
« l'appelle plus aujourd'hui que le complice et l'amiral du
« Paraguay.

« Les trois gouvernements alliés font des efforts inouïs
« pour réorganiser leur armée, mais sans succès. Les popu-

« lations ne répondent plus à leurs appels. On ne parle qu'a-
« vec terreur des boucheries sans cesse renouvelées et des
« maladies qui déciment nos troupes. A défaut d'enrôlés
« nationaux, le gouvernement de Montevideo, violant tous
« les droits de la guerre et de l'humanité, a fait partir pour
« l'armée alliée, le 15 de ce mois, tous les prisonniers para-
« guayens qui restaient en son pouvoir, au nombre d'un
« peu plus de cent. Un tel procédé a été hautement blâmé
« par tous les hommes de cœur.

« On sait que le gouvernement du Pérou a protesté contre
« le traité secret d'alliance communiqué au Parlement bri-
« tannique par le cabinet de Londres. L'effet produit dans
« nos pays par cette loyale et vigoureuse protestation des
« Républiques du Pacifique a été très-grand. Ceux qui ont
« toujours blâmé la guerre sans oser avouer leur sentiment,
« trouvent aujourd'hui un appui dans la protestation du
« Pérou. A ce point de vue, on ne saurait trop exagérer
« l'importance de ce document.

« La Bolivie ne s'est pas bornée à adhérer à la protes-
« tation du Pérou; elle a fait une protestation spéciale contre
« l'article 16 du traité secret, qui attribue au Brésil et à la
« Confédération Argentine, non-seulement une partie du
« territoire propre du Paraguay, mais un territoire resté
« jusqu'à ce jour contesté entre le Paraguay et la Bolivie.

« Le ministre des Affaires étrangères de Buenos-Ayres,
« sans contester l'authenticité du traité publié par le gou-
« vernement anglais, n'a voulu admettre aucune discussion,
« sous l'étrange prétexte que ce traité, connu du monde
« entier, est encore secret pour les parties contractantes.

« Il est impossible que la solution se fasse longtemps
« attendre, et, par l'un des prochains courriers, vous
« apprendrez probablement la fin d'une guerre désastreuse,
« que des gouvernements patriotiques et clairvoyants n'au-
« raient jamais dû entreprendre. »

Voilà donc des renseignements identiques, quoique puisés à des sources diverses.

Deux semaines après, c'est encore le *Moniteur* qui donne la suite des événements et des faits de guerre accomplis contre la petite redoute de Curuzu, restée jusque-là inaperçue, et qui a cependant tenu en échec et fait éprouver de cruelles pertes à l'imposante flotte des Brésiliens. Que sera-ce lorsque ceux-ci aborderont Humaita ?

En reproduisant cette correspondance du journal officiel, la *Gazette du Midi*, le seul des journaux de Marseille qui ait abordé franchement cette question du Paraguay, par des études sérieuses et suivies, l'a fait précéder de quelques considérations trop justes pour ne pas les consigner ici. Déjà, dans un numéro précédent, son rédacteur, M. E. Roux, s'écriait, avec un enthousiasme bien senti : « On aime à
« voir une faible mais intrépide population résister à ses
« envahisseurs. Dans ces temps où les grands Etats sont si
« disposés à abuser de la force, la belle défense du Paraguay
« est un exemple donné à tous les peuples que l'on voudrait
« annexer.

« Qu'on ne s'étonne plus maintenant (ajoute cet écrivain
« énergique et convaincu) de l'importance et des développements que notre journal a donnés à la question paraguayenne. Toutes nos espérances à cet égard ont été
« accomplies et même dépassées. Instruits par l'expérience,
« la plupart des journaux de Paris, et à leur tête le *Moniteur*,
« pensent et parlent comme nous n'avons cessé de le faire,
« des résultats de cette injuste agression... »

Deux jours plus tard, la *Gazette du Midi* reproduisait la nouvelle correspondance du *Moniteur*, écrite, cette fois, de Montevideo, en l'accompagnant des bonnes et utiles pensées que voici :

« Le *Moniteur* continue de faire ressortir la déraison
« et l'impuissance de la guerre qui se poursuit sur les

« bords de la Plata, guerre vraiment fratricide, puisqu'elle
« épuise et déchire quatre États de la même origine.
« Jamais, peut-être, la feuille officielle n'avait exprimé un
« blâme plus formel. Mais que fait donc l'Europe, que
« fait la France elle-même, en laissant prolonger cette
« vaste effusion de sang, cette lutte odieuse de trois
« contre un, cet acharnement à écraser et démembrer le
« faible, qui, heureusement, se montre fort et terrible dans
« son désespoir ? Comment aucune médiation n'a-t-elle
« encore été proposée au nom de nos intérêts commer-
« ciaux lésés ? Plus le *Moniteur* nous fait connaître les
« récits vraiment dramatiques de cette guerre, plus aussi
« il nous autorise à demander que des puissances mé-
« diatrices se hâtent d'y mettre fin.

« S'il est vrai, comme on l'assure, que la France et
« l'Angleterre aient fait accepter leurs bons offices dans
« la guerre maritime entre l'Espagne et le Chili, elles
« peuvent, à plus juste titre encore, s'interposer dans les
« discordes de la Plata. Elles viennent d'ailleurs de prou-
« ver elles-mêmes, par leurs démarches dans le différend
« Hispano-Chilien, que le prétendu principe de non inter-
« vention, tel que les États-Unis voudraient l'imposer à
« l'Europe, est une doctrine absurde et impraticable,
« qui serait la mort de tous les intérêts de l'ancien
« monde.

« Signé : E. Roux. »

Voici l'intéressante relation du *Moniteur* :

« On écrit de Montevideo, le 14 septembre :

« Les nouvelles que nous recevons aujourd'hui du théâ-
« tre de la guerre portent la date du 7 septembre, et
« nous donnent les détails sur les opérations qui ont eu

« lieu depuis les sanglantes journées des 16 et 18 juillet.
« Après avoir laissé reposer leurs troupes et réuni à
« grand'peine quelques approvisionnements et environ
« deux millions de chevaux, les généraux alliés ont com-
« mencé, le 31 août, un mouvement en avant, pour attein-
« dre le petit fortin de Curuzu. Ce point, situé à une
« demi-lieue en deçà de Curupaity, avait été armé de
« onze bouches à feu, dont une du calibre de 68, et il
« battait avec avantage la campagne et le cours du Para-
« guay. Bien qu'il ne fût protégé que par quelques épau-
« lements en terre et un fossé large et profond de 10 à
« 12 pieds, les alliés reconnurent que, pour enlever cet
« ouvrage, il fallait débarquer de nombreux renforts et
« l'attaquer par eau en même temps que par terre.

« Le vice-amiral, baron de Tamandaré, s'avança le 1^{er}
« septembre, avec cinq navires cuirassés et huit canon-
« nières, dans le canal formé par la rive gauche du
« fleuve et l'île del Palmar, et fut assez heureux pour
« franchir la passe, bien que les Paraguayens y eussent
« coulé quatre goëlettes et un vapeur. L'escadre brési-
« lienne s'embossa au large, à 500 mètres de la batterie,
« qui ne cessa de la couvrir de projectiles. Le feu con-
« tinua de part et d'autre, toute la journée du 2, et, à
« cinq heures du soir, les transports arrivant d'Itapiru
« accostèrent le rivage et débarquèrent environ 7,000
« hommes, formant le deuxième corps de l'armée brési-
« lienne, et commandés par le général de Porto-Alegre.

« Pendant que les navires blindés protégeaient par leur
« feu la mise à terre de l'infanterie, l'un d'eux, le *Rio-*
« *Janeiro*, en levant son ancre pour changer de position,
« toucha une torpille, qui éclata sous sa poupe. Le stea-
« mer défoncé, envahi par l'eau et entraîné par le poids
« de sa cuirasse, coula immédiatement, et fit périr avec
« lui le commandant, trois officiers et cinquante hommes

« de l'équipage. Ce désastre vint s'ajouter à ceux qu'a-
« vait récemment éprouvés la marine brésilienne, qui a
« perdu presque en même temps trois bâtiments à va-
« peur : le grand steamer *Oyapoc*, à l'embouchure de la
« Plata ; le *San-Francisco*, brûlé devant Buenos-Ayres,
« et le *San-Roman*, naufragé, le 15 août, au large de
« l'île Sainte-Catherine.

« Le général Porto-Alegre avait employé une partie de
« la nuit à élever, avec des sacs remplis de sable, quel-
« ques embrasures, où furent placés les dix canons que
« ses soldats avaient dû trainer à bras dans le chemin
« étroit qui longe le fleuve.

« Le 3, à six heures du matin, la batterie de Curuzu
« ouvrit le feu contre les assaillants et contre l'escadre ;
« mais l'infériorité numérique de son artillerie ne per-
« mettait pas d'attendre d'elle une longue canonnade.
« Les Paraguayens n'avaient qu'une pièce de 68, deux
« de 32 et huit petites pièces de campagne à opposer
« aux puissants canons rayés des navires ; aussi plusieurs
« de leurs pièces furent-elles bientôt démontées, pendant
« que les parapets de la batterie tombaient en poussière.
« De son côté, le général brésilien craignait, en s'appro-
« chant des fossés, de voir ses soldats atteints par les
« projectiles de l'escadre. Aussi prit-il la résolution de
« faire cesser le feu de l'artillerie et de tenter l'escalade,
« ce qu'il fit avec d'autant plus de raison que ses forces
« étaient triples de celles de l'ennemi : les Paraguayens
« n'ayant à Curuzu et dans ses approches qu'un peu plus
« de 2,000 hommes.

« Après un combat corps à corps qui dura plus d'une
« heure, les Brésiliens restèrent maîtres de la position et
« de huit canons, leurs adversaires ayant pu en emmener
« trois en se retirant à Curupaity. La lutte fut aussi
« acharnée, aussi sanglante que les précédentes. Les Im-

« périaux assurent que le Président Lopez a perdu 1,000
« hommes tués ou blessés ; un pareil nombre des leurs
« au moins a été mis hors de combat. A la date du 3
« au soir, l'amiral Tamandaré et le commissaire brésilien,
« M. Octaviano d'Almeida, annoncent officiellement qu'ils
« ont fait partir pour Corrientes quatre transports char-
« gés de 800 blessés, qui seront bientôt suivis d'un autre
« convoi, et que les troupes sont exténuées de fatigue.
« Les bâtiments de l'escadre ne laissent pas que d'avoir
« souffert. Le vapeur cuirassé *Bahia* a été mis hors de
« service, ainsi qu'une canonnière qui s'est ouverte au
« premier coup tiré par son mortier.

« Le Président de l'Uruguay, le général Flores, qui est
« parvenu à réunir deux mille chevaux, qu'on a fait mon-
« ter par des fantassins, a poussé, pendant plusieurs
« jours, des reconnaissances autour de Curupaity et dans
« l'intérieur du pays. Partout il a trouvé des retranche-
« ments, des palissades, des postes fortifiés, et l'ennemi
« sur ses gardes ; si bien que les alliés ont dû rester dans
« leur campement, où ils éprouvent de grandes privations
« et souffrent beaucoup des fièvres causées par le voisi-
« nage des marais. Sur certains points, leurs détache-
« ments sont étouffés par la fumée, les Paraguayens ayant
« mis le feu dans les bois pour éloigner l'ennemi.

« On s'attend néanmoins à une reprise très-prochaine
« des hostilités. Mais si les alliés ont eu tant de peine
« à s'emparer d'ouvrages en terre, de fortifications passa-
« gères, élevées à la hâte et faiblement armées, que sera-ce
« lorsqu'ils se trouveront en présence des polygones ré-
« guliers de la citadelle d'Humaita, solidement construite
« selon les règles de la science moderne, et défendue par
« cent canons du plus fort calibre ?

« Le Brésil pressent mieux que tout autre ces diffi-
« cultés, et connaissant l'état d'épuisement où se trouvent

« ses deux alliés de la Plata, il redouble d'efforts éner-
« giques pour mener à bonne fin la guerre. Indépen-
« damment d'un nouveau crédit très-considérable demandé
« aux chambres, nous apprenons de Rio-de-Janeiro qu'il est
« question d'obtenir l'autorisation de mobiliser dix mille
« gardes nationaux pour les envoyer contre le Paraguay.

« Quant à nous, nos regrets sur la prolongation de la
« lutte ne datent pas d'aujourd'hui. On pouvait les lire
« sur tous les visages de ceux qui, ce matin même,
« assistaient aux obsèques du général Palleja, tué dans
« les derniers engagements et dont la ville entière a reçu,
« avec des larmes, la dépouille mortelle. Dans notre Ré-
« publique, comme dans la Confédération Argentine, l'ab-
« sence prolongée du Président entraîne les plus graves
« inconvénients, et le retour du général Mitre à Buenos-
« Ayres est aussi désiré que celui du général Flores à
« Montevideo. Leur présence dans leurs capitales peut
« seule consolider l'ordre et la tranquillité, faire renaître
« la confiance et la reprise des affaires commerciales qui
« sont en souffrance, et amener enfin la réalisation du
« vœu unanime des nationaux et des étrangers, le réta-
« blissement de la paix sur les rives de la Plata. »

On le voit donc, de Montevideo comme de Buenos-Ayres, le *Moniteur* reçoit des renseignements également contraires à la triple alliance, également favorables au Paraguay. La *Gazette du Midi* en a dit le mot avant nous : *instruit par l'expérience !. . .*

Nous qui avions pressenti, dans l'étude de l'histoire de ces pays, ce qui devait arriver, nous nous bornions, voilà bientôt deux ans, à dénoncer les déceptions qui attendaient les alliés.

Depuis lors, nous avons écrit, dans ce livre, les raisons de notre croyance, raisons puisées dans la géographie du Paraguay, dans l'économie qu'elle révèle et dans l'histoire

des luttes si longues, si difficiles de ce pauvre pays, pour se soustraire aux convoitises de ses voisins.

Aujourd'hui, les faits ont parlé; ils démontrent combien nous avons raison d'écrire, dans le silence du cabinet, le résumé de nos études, sans égard aucun pour les bruits qui se faisaient autour de nous, contraires à nos convictions, parce que celles-ci sont nées d'une étude calme, froide, sans parti pris. Et c'est pourquoi nous avons laissé la parole aux faits, sans commentaires. Seulement nous en avons cherché l'authenticité aux sources les plus sûres, comme on vient de le voir. Nous en ferons autant pour les faits qui vont suivre et qui clôtureront notre récit des faits de guerre.

Le *Moniteur universel* nous a conduit jusqu'au 7 septembre 1866 sur le théâtre de la guerre. Cinq jours après, c'est-à-dire le 12 septembre, eut lieu un fait aussi étrange qu'inattendu : c'est l'entrevue du général en chef Mitre avec le Président du Paraguay. L'offre en fut faite par ce dernier, dans une lettre militairement courtoise, à laquelle le premier répondit non moins courtoisement.

Les documents qui constatent ce fait appartenant désormais à l'histoire de cette guerre, nous les consignerons tels que les a publiés la *Tribuna* de Montevideo, des 22 et 23 octobre 1866 (1), en nous bornant ici à constater le résultat négatif de cette entrevue. A Buenos-Ayres, on a attribué ce fait à une simple ruse de guerre de la part du maréchal Lopez, si l'on en juge par une correspondance du 20 octobre, que nous traduisons comme suit :

« L'objet de cette conférence est aujourd'hui connu. Son
« prétexte ostensible avait pour but réel de gagner le temps
« nécessaire pour amener à Curupaity un grand renfort de
« canons et d'artilleurs, et le général Mitre s'est laissé

(1) Documents et pièces officielles L 1.

« prendre à ce piège (*farza*) que Lopez lui tendait. Les
« résultats en sont connus. »

Il est impossible, en Europe, de former un jugement sur cet incident aussi rapide que peu connu; mais nous sommes heureux de fournir au lecteur un document émané du Paraguay, et qui donne un court résumé de cette même entrevue. Nous le trouvons dans un long article publié dans le *Semanario*, journal de l'Ascension, du 6 octobre 1866, ayant pour titre : *Revue du mois* (de septembre), et reproduit par le journal de Buenos-Ayres, *Palabra de Mayo*, du 30 novembre suivant. C'est le second document paraguayen qui soit parvenu jusqu'en Europe, au moins à notre connaissance, sur les événements de la guerre, tant les alliés ont soin de ne pas laisser entendre la voix de leur victime; et, à ce titre, nous le publierons en entier, malgré son étendue, à seule fin de constater une fois de plus que le maréchal Lopez n'est pas *si peu soucieux de l'opinion publique* qu'on le supposerait, puisque, indépendamment des *bulletins de campagne* qu'on trouve dans la giberne de ses soldats, on publie, chaque mois, une *Revue pour l'étranger*, au dire du journal de Buenos-Ayres qui nous fournit ce document (1).

Toutefois nous transcrirons ici le passage relatif à la conférence de Ytaïti-Cora.

« L'appel amical fait par le gouvernement du Pérou, au
« nom de l'alliance du Pacifique, dans sa protestation du 9
« juillet, en faveur du Paraguay, a trouvé un écho sympa-
« thique dans l'esprit de notre gouvernement, qui a voulu
« donner une preuve de plus de sa modération et de sa poli-
« tique hautement conciliatrice, en s'élevant au-dessus de
« tous ses griefs.

« En conséquence, le 12 septembre eut lieu une entrevue

(1) Documents et pièces officielles M 1.

« de S. E. le Président de la République avec le général Mitre, etc. » (*Voir le document M 1.*)

Nous livrons ces lignes au jugement du lecteur, qui appréciera le motif élevé et digne qu'elles donnent à la démarche du maréchal Lopez, en regard de la ruse (*farza*) que lui prêtait la correspondance de Buenos-Ayres qu'on vient de lire.

Quoi qu'il en soit, la conférence tendant à *rechercher des moyens de conciliation honorables pour tous, afin de mettre un terme à l'effusion du sang*... (voir le *Memorandum* au document L 1), fut suivie, à très-peu de jours d'intervalle, par une attaque de toute l'armée alliée, de terre et de mer, contre les redoutes de Curupaity.

Ce n'est point un reproche que nous veuillions faire au général Mitre, puisque, dans sa réponse finale au maréchal Lopez, le 15 septembre, il déclarait péremptoirement que « sa promesse d'en référer aux gouvernements respectifs » (des alliés) ne pouvait apporter aucune modification à la « situation des belligérants; » mais on semble autorisé à croire à l'exactitude d'un bruit que le *Memorandum* de l'entrevue n'a pas mentionné. Ce bruit voudrait que le général Mitre ayant dit (dans le tuyau de l'oreille) au maréchal Lopez; que la paix ne pouvait être faite qu'au prix de sa déchéance, celui-ci aurait haussé les épaules... et le *Memorandum*, laconique et nul, fut rédigé, séance tenante, comme une simple constatation de l'entrevue qui, cependant, aurait duré cinq grandes heures, dit le journal paraguayen.

On ne peut rien affirmer, évidemment; mais, s'il y a du vrai dans ce bruit, il faut que le maréchal Lopez soit bien fermement convaincu de sa force et de son prestige dans son pays, pour n'avoir pas profité d'une proposition semblable, qui lui permettrait de sauvegarder à la fois tous ses intérêts personnels, vie et fortune, qui sont en jeu dans cette terrible guerre. Et alors, que deviennent les déclamations

et les vaines injures par lesquelles on voudrait représenter Don Francisco-Solano Lopez comme un vulgaire tyran qui se joue de la naïveté, aussi bien que de la vie et de la propriété du peuple paraguayen ?

Nous avons déjà vu le noble major Duarte arracher l'appareil mis sur ses blessures et se laisser mourir, plutôt que de vivre prisonnier des Brésiliens ; nous avons vu le général Robles ramener son corps d'armée du Parana au camp paraguayen, acceptant les chances d'un conseil de guerre, alors qu'il lui était si facile de se laisser prendre par les alliés. Faudrait-il voir encore le maréchal Lopez hausser les épaules à une proposition qu'aucun véritable tyran n'eût repoussée ? Et les déclamateurs ne reconnaîtraient-ils pas encore l'ignorance ou l'erreur dans lesquelles ces faits les submergent ? Mais le Thomas de l'Evangile a cru, dès qu'il a pu voir et toucher. . . .

Pour nous, qui n'avons vu chez les Paraguayens qu'un peuple enivré de l'amour du sol natal, et chez le maréchal Lopez qu'un homme de tête et de cœur qui joue bravement sa vie et sa fortune pour sauver l'indépendance de son pays, l'indépendance perpétuellement menacée et aujourd'hui violemment attaquée, nous livrerons à la conscience publique, et les déclamations et les erreurs, en faisant la part de toutes les faiblesses humaines et de toutes les incrédulités, qu'elles soient généreuses ou passionnées.

Enfin, nous arrivons au dernier fait de guerre que nous ayons à raconter, en finissant ce livre déjà trop long : c'est l'assaut de Curupaity.

Ici, notre tâche est facile, et nous n'aurons que l'embarras du choix, parmi les documents officiels ou autres dont nous avons les mains pleines. Aussi notre texte sera-t-il laconique, en raison du nombre et de l'étendue des documents dont nous voulons l'étayer, en laissant de la sorte la parole aux acteurs mêmes de cette scène sanglante de Curupaity,

ou à ceux dont les plus chers intérêts y ont été mis en jeu, dans les deux camps opposés.

On le comprend en effet, des appréciations européennes, faites au coin du feu, seraient bien pâles, et toutes figures de rhétorique bien peu de mise, auprès des cris de douleur de la défaite ou des cris de la victoire sans joie, parce que l'une et l'autre, la défaite comme la victoire, demeurent douloureuses, dans cette guerre qu'on peut appeler fratricide !

Laissons donc au vainqueur comme au vaincu la palette chargée des couleurs de feu, de fer et de sang d'où sortira, dans sa palpitante réalité, l'immense et lugubre tableau de Curupaity.

Et d'abord respectons les vaincus et donnons-leur la parole.

Une proclamation du gouvernement de Buenos-Ayres fut publiée dans cette ville, le 28 septembre 1866, signée par le vice-président de la Confédération Argentine. Nous l'empruntons à la *Gazette du Midi* du 23 novembre 1866, journal de Marseille, qui la fait précéder de ces lignes :

« Le gouvernement Argentin a publié la proclamation
« suivante, par laquelle il veut bien reconnaître l'échec
« essuyé par l'armée alliée à Curupaity :

PROCLAMATION.

« Quand nous espérions saluer l'annonce d'une victoire,
« nous nous voyons surpris par la nouvelle du désastre par-
« tiel qu'a éprouvé une partie des armées alliées, dans l'at-
« taque qui a eu lieu contre la forteresse de Curupaityi. La
« valeur héroïque de nos soldats, leur bravoure incompa-
« ble ont été arrêtées par les difficultés naturelles du
« terrain, et par les dispositions défensives que l'ennemi a

« agglomérées depuis vingt ans qu'il se prépare à cette
« lutte (1).

« Le rapport du général en chef vous instruira des pertes
« sensibles éprouvées dans ce fait d'armes, plus douloureux,
« pour ce motif, que pour les pertes d'hommes qui en
« résultent. Ce n'est point une déroute, mais si cela en deve-
« nait une, le gouvernement n'hésiterait pas à le manifester
« avec franchise, car il ne craint pas de voir s'énervier la
« trempe virile du peuple des traditions héroïques, des
« grands faits d'armes et des grandes gloires.

« C'est seulement un accident commun dans le sort va-
« riable des armes, accident qui sera bientôt réparé par la
« puissance et la vigueur des nations alliées. Toutefois,
« honneur et gloire à tous ceux qui sont morts de la mort
« des braves, en tombant sur les remparts qu'ils ont esca-
« ladés, enveloppés dans les plis du drapeau national.

« Buenos-Ayres, 28 septembre 1866.

« *Signé : Marcos Paz,*

« *Vice-Président de la République Argentine.* »

« Nous reproduisons le rapport officiel, adressé par le
« Président de la République Argentine, et général en chef
« de l'armée alliée, au ministre de la Guerre le colonel Don
« Julian Martinez. Ce document est daté du quartier général
« de Curuzu, 24 septembre ; venant du camp ennemi, il ne
« sera pas suspect de partialité pour les Paraguayens. (*Note*
« *de la Gazette du Midi*).

(1) En se fondant sur les premiers documents que nous publions aux cha-
pitres qui exposent la formation de la nationalité paraguayenne, ne peut-on
pas dire que le Paraguay se préparait depuis vingt ans à cette lutte, parce que
depuis quarante ans et plus on l'en menaçait ?

(*Note du traducteur.*)

RAPPORT DU GÉNÉRAL MITRE.

« Veuillez porter à la connaissance de S. E. le Vice-Pré-
« **s**ident de la République, que le 22 de ce mois, à la tête des
« **p**remier et second corps de l'armée Argentine, sous les
« **o**rdres immédiats des généraux Paunero et Emile Mitre (1),
« **e**t du second corps de l'armée brésilienne aux ordres im-
« **m**édiats du lieutenant-général baron de Porto-Alegre,
« **f**ormant ensemble un total de dix-huit mille hommes,
« **m**oitié Brésiliens et moitié Argentins, j'ai entrepris l'at-
« **t**aque de Curupaity, forteresse munie de cinquante-six
« **p**ièces d'artillerie, et garnie de quatorze bataillons, d'après
« **l**es renseignements reçus.

« L'attaque fut précédée d'un vif bombardement de quatre
« **h**eures par l'escadre brésilienne de l'amiral Tamandaré,
« **q**ui avait forcé les estacades devant le front de Curupaity.

« A midi précis on donna le signal de l'assaut aux troupes
« **d**e terre, lequel fut exécuté par quatre colonnes conve-
« **n**ablement appuyées sur des réserves et par deux batte-
« **r**ies, l'une argentine et l'autre brésilienne, qui croisèrent
« **l**eurs feux des deux angles du front de bataille.

« Les deux colonnes d'attaque de gauche, du côté du
« **f**leuve, étaient composées de troupes brésiennes, et les
« **d**eux colonnes de droite appartenaient à l'armée argentine.

« Les deux colonnes du centre, qui formaient la base de
« **l'**attaque, marchèrent résolûment à l'assaut, soutenues
« **v**igoureusement par les colonnes des flancs qui marchè-
« **r**ent parallèlement et s'avancèrent dans cet ordre sous
« **l**es feux de la mitraille et de l'infanterie.

(1) Frère du Président Bartolome Mitre.

« L'ennemi, dépassant sa première ligne de fortification,
« s'avança jusqu'au fossé de la seconde ligne, protégé par
« un large et profond *abattis* vers lequel convergeaient tous
« les feux de l'artillerie ennemie.

« L'impétuosité de l'attaque étant contenue par la ligne
« des *abattis* de gros arbres épineux, nous cherchâmes à
« ouvrir quelques passages pour y introduire des tirailleurs
« dont le feu aurait pu dominer le parapet ennemi et faire
« cesser son propre feu, pendant qu'avec des fascines on
« aurait cherché à jeter les échelles d'assaut. Mais les arbres
« des *abattis*, plantés en terre sur une largeur d'environ
« trente mètres, obstruaient l'accès du rempart, et il était
« impossible d'y mettre le feu.

« V. E. n'ignore point que les lignes d'*abattis* n'ont
« jamais été prises d'un premier assaut, même par les
« premiers soldats du monde ; c'est pourquoi il devint
« nécessaire de renforcer l'attaque avec nos secondes
« lignes des réserves partielles, en engageant, avec les
« deux colonnes centrales d'attaque, vingt-quatre batail-
« lons pris aux réserves.

« En même temps les deux autres colonnes d'attaque,
« qui manœuvraient aux deux ailes, avaient pour but
« de forcer les flancs de la ligne ennemie qui s'appuyait
« à droite sur le le Rio-Paraguay, couverte par un triple
« fossé et par un bois, et à gauche sur un autre bois
« garni d'impénétrables estacades qui se prolongaient
« jusqu'à l'arrière-garde de notre aile droite, et où étaient
« établis quelques bataillons ennemis de flanc et de
« revers (*sans doute avec artillerie, à en juger par ce qui*
« *suit*).

« Après avoir franchi les *susdites* batteries de flanc et
« de revers, au front desquelles on laissa une quatrième
« ligne d'observation, qui couvrait notre flanc et appuyait
« la troisième ligne de nos réserves générales, la co-

« l'armée argentine établissait sur ce point une batterie
« pour l'opposer aux batteries ennemies (de flanc et de
« revers), vu l'impossibilité de prendre par le flanc la
« position ennemie, garantie de ce côté par des marais
« (*steros*) et par un bois, complètement impraticables.

« Ainsi renforcée, la colonne d'attaque du centre se
« maintint, pendant deux heures et quart, en dominant
« la dernière ligne de l'ennemi, du haut des abattis et
« sous le feu incessant et la mitraille de trois pièces.
« Elle était même parvenue à placer quelques échelles
« dans le fossé et sur les bords du parapet.

« Dans ces circonstances, d'accord avec le baron de Porto-
« Alegre, et voyant qu'il était impossible de forcer la ligne
« des abattis avec chance de pouvoir donner un assaut
« général sans compromettre nos dernières réserves,
« et qu'une fois les retranchements en notre pouvoir on ne
« recueillerait pas les fruits d'une telle victoire, n'ayant
« plus de troupes suffisantes pour pénétrer en ordre
« dans l'intérieur des lignes, et y tenir tête aux réserves
« ennemies, nous résolûmes de nous replier.

« Ainsi il fut fait, à 2 heures après-midi, les bataillons
« se retirant bannières déployées, à l'arrière-garde de
« notre ligne de réserve, qui s'établit convenablement
« formée, à quatre cents mètres (*varas*) environ de la ligne
« ennemie, sous le feu de la mitraille, et protégeant ainsi
« ce mouvement.

« Depuis le moment de la retraite (2 heures) jusqu'à-
« près 5 heures, c'est-à-dire pendant plus de trois heures,
« j'ai conservé la même position et à la même distance (1),
« ayant une ligne de tirailleurs sur le retranchement

(1) On se demande pourquoi ? à moins que ce ne fût pour attendre le corps
d'armée du général Polidoro, dont il n'est nullement question; et pourquoi ?

(Note du traducteur).

« ennemi et sous un feu nourri de mitraille, sans qu'un
« seul ennemi osât sortir des fortifications et sans en
« recevoir d'autres hostilités que les feux de son artille-
« rie, à laquelle la nôtre répondait convenablement.

« Après 5 heures, et tous nos blessés une fois recueillis,
« j'ordonnai le mouvement de retraite par échelon, en
« évitant de nouveau, et avec très-peu de perte d'hommes,
« les batteries du flanc ennemi ; et nous étions de retour,
« avant la nuit, dans nos positions de « Curuzu » que
« nous occupons en ce moment.

« Le dévouement des troupes brésiliennes et argen-
« tines n'a pu être plus grand dans cette attaque, et
« elles n'ont besoin d'aucun éloge pour que tous leur
« rendent la justice qu'elles méritent.

« Je me bornerai donc à dire que la conduite de tous
« a été héroïque, et que, présent moi-même au feu, pen-
« dant les cinq heures de l'action, je considère que tous,
« sans exception, ont mérité la gratitude du peuple et la
« considération du gouvernement. Je recommande tout
« spécialement ceux qui, avec tant de valeur, ont mar-
« ché à l'assaut et sont morts glorieusement sous les
« canons ennemis.

« Nos pertes sont considérables et bien sensibles ; je les
« calcule, pour les deux armées (brésilienne et argentine),
« à 3,000 hommes hors de combat, dont 400 morts ; la moitié
« à peu près de ces pertes correspond à chacune des
« deux armées alliées qui ont fraternisé ainsi une fois de
« plus sur le champ de bataille, en répandant généreusement
« leur sang pour la cause de la liberté.

« De la part des Argentins, 17 bataillons se sont trouvés
« engagés dans l'assaut donné aux retranchements ; la plu-
« part des chefs qui les conduisaient au feu ont été tués, et
« dans ce nombre, nous devons compter maintenant ceux
« qui viennent de succomber à leurs blessures : les colonels

« Rosetti, Charlone, Fraga, A. Diaz, et le sergent-major
« Lucio Salvadores, avec beaucoup d'autres. Parmi les
« blessés, nous avons le colonel Rivas, qui commandait le
« principal corps d'attaque, les colonels Calvetti, Ayala,
« Gaspard et Luis Maria Campos, Girebone, et les sergents-
« majors Lora, Retoloza, Fernandez, Mansilla, et beaucoup
« d'autres, dont je remettrai la liste à V. E. en leur gloire
« et honneur.

« Dieu garde V. E.

« *Signé* : Bartolome MITRE. »

La *Gazette du Midi* fait suivre ce rapport des considérations suivantes, que nous nous plaisons à reproduire, vu leur à-propos et leur importance dans l'intérêt du commerce :

« En présence de documents de cette importance, qu'a-
« jouterions nous à tout ce que nous avons si souvent ex-
« primé sur cette injuste guerre du Paraguay ? N'est-il pas
« évident que si la triple alliance est impuissante, comme le
« prouvent ses échecs successifs, d'autre part le Paraguay
« est prêt à signer une paix honorable, ainsi que l'a dé-
« montré la conférence demandée par le maréchal Lopez,
« avant l'attaque de Curupaity ?

« Seulement, il faut bien se persuader que le Paraguay
« ne traitera que sur des garanties suffisantes qui le mettent
« à l'abri du danger dont il vient de sortir victorieux. Mais,
« où trouver ces garanties, si ce n'est dans un accord des
« quatre puissances maritimes qui ont signé le traité du
« 5 mars 1853 avec le Paraguay. Cette jeune et vigoureuse
« nationalité a fait voir qu'on peut, sans risques, lui octroyer
« une garantie morale, et, du reste, rien ne serait plus heu-
« reux pour l'intérêt du commerce, que de le consolider,
« dans le Rio-de-la-Plata, par la garantie diplomatique de

« l'indépendance du Paraguay donnée par la France, l'An-
« gleterre, les Etats-Unis et l'Italie, si ces puissances veu-
« lent assurer à leurs nationaux les avantages de ce traité.

« Afin que le lecteur eût une idée juste des effets pro-
« duits dans le Rio-de-la-Plata, par la bataille de *Curupaity*,
« il faudrait reproduire l'article que publia, à ce sujet, le
« journal principal de Montevideo, *El Siglo*, en date du 14
« octobre dernier, apporté par le vapeur des Messageries,
« *Navarre*. »

La *Gazette* a raison de dire que l'effet produit au Rio-de-la-Plata, par l'affaire de Curupaity, a été terrible. La commotion fut générale, et chaque organe de la presse en manifesta ses impressions à sa façon.

Nous citerons d'abord *El Siglo* du 30 septembre 1866, journal de Montevideo, le plus rapproché des inspirations officielles, et qui, en donnant le rapport du général Mitre, que nous venons de publier, l'annonce en ces termes :

THEATRE DE LA GUERRE.

« Les armées alliées ont éprouvé un échec dont il est
« impossible de prévoir les conséquences.

« On assure que l'attaque de Curupaity a été exécutée
« d'après les dispositions du général Mitre, et en complète
« opposition avec l'opinion du général Flores qui n'y a pas
« eu une part active, ainsi que les soldats Orientaux. De là
« émane la retraite du général Flores et son retour parmi
« nous, qui ne peut être qu'heureux pour notre pays, déjà
« éprouvé par tant de sacrifices, pour sauver son point
« d'honneur militaire, ainsi qu'il l'a sauvé en cent combats
« glorieux.

« Les Argentins ont combattu avec un courage digne de

« la résistance qu'ils ont rencontrée, mais ils n'ont pas pu
« faire flotter leur drapeau sur les batteries paraguayennes,
« et ils ont perdu des officiers supérieurs de beaucoup de
« valeur, tels que Charlone, Rosetti et Fraga. Ce dernier est
« Oriental.

« La perte des Argentins et des Brésiliens est estimée à
« cinq mille hommes. Malgré ce désastre qui ne saurait
« affecter l'éclat de nos armes, puisqu'elles n'y ont pris
« aucune part, nous félicitons notre pays pour le retour du
« général Flores dans son sein, car ce retour promet une
« prompte cessation de la dictature.

A son tour, la *Tribuna*, de Buenos-Ayres du 28 septembre 1866, s'exprime comme suit, au sujet du général Flores :

« ÉVÈNEMENTS TRÈS-GRAVES : — Nous avons à donner à
« nos lecteurs une nouvelle qui ne laisse pas que d'être
« grave. Il ne faudrait pas s'étonner que, dans la journée
« d'hier, le général Flores soit parti directement pour
« Montevideo, sans toucher ici (Buenos-Ayres).

« Il paraît qu'après avoir vu l'attaque de Curupaity re-
« tardée, il aurait pris cette résolution. Au départ du cour-
« rier de l'armée, le général Mitre travaillait ardemment,
« auprès de Flores, pour tâcher de lui faire différer son
« départ ; mais celui-ci ne paraissait pas disposé à céder.

« Il serait réellement regrettable que le général Flores
« abandonnât l'armée avant l'opération projetée contre
« Curupaity. »

On voit que le journal de Buenos-Ayres cherche à faire croire que le général Flores avait quitté l'armée avant l'attaque de Curupaity, alors que le journal de Montevideo vient de nous apprendre qu'il n'avait pas pris une part active à cette affaire, mais que cependant *elle avait eu lieu* contre sa propre opinion. En outre, on voit dans les détails

du combat publiés par *Orion*, dans la *Tribuna* de Montevideo, que le général Flores, à la tête de 3,000 cavaliers, avait ordre de pénétrer dans le quadrilatère; et enfin l'autre relation du combat, signé *Chanar*, dans le journal l'*Estafeta* de Buenos-Ayres, du 10 octobre 1866, affirme qu'après avoir refoulé quelques avant-postes, Flores fut si vigoureusement reçu par les Paraguayens, qu'il ne put poursuivre ce premier avantage, et se replia pour reprendre son campement. C'est de là qu'il partit pour Montevideo, où il s'occupe des affaires de son gouvernement provisoire. Seulement l'espoir même de ses amis a été déçu par ce retour inespéré, car on pensait qu'il mettrait fin à la dictature provisoire; mais, au contraire, il résulte d'une proclamation *motu proprio*, que le général Flores, à l'instar de Ribera, en 1838, a reconnu l'*urgente nécessité* de prolonger d'un an encore l'irresponsabilité de son pouvoir suprême!

Singulières anomalies du paradoxe et du sophisme!.. Les alliés attaquent au Paraguay ce qu'ils appellent un pouvoir *suprême*, qu'ils veulent *renverser*, et voilà que le plus faible des trois s'érige en dictateur pour un an encore... Quand viendra le jour, en vérité, où la pensée sera rendue à l'homme pour ne plus être en contradiction avec sa parole, qui se voit démentie elle-même par les faits?...

Enfin le journal *El Pueblo*, de Buenos-Ayres, en date du 5 novembre 1866, adresse à la triple alliance et à ses partisans la violente philippique qui suivra le prélude que voici, prélude qui s'appuie même sur les journaux favorables à la triple alliance, et en invoque le témoignage pour justifier sa propre philippique.

« Un abîme profond s'est ouvert entre les alliés depuis

« la sanglante et malheureuse attaque de Curupaity, dans
« laquelle, d'une part, l'amiral Tamandaré, et d'autre part
« le général Polidoro, ont abandonné les troupes de Mitre
« et de Flores à leur malheureux sort. Le journal *subven-*
« *tionné* par le *Brésil* dans Buenos-Ayres assure que le
« général en chef (Mitre) a reçu des rapports erronés de
« l'amiral, et que ces rapports l'ont poussé à attaquer Curu-
« paity pour y être mis en pièces par des batteries qu'on
« lui disait avoir été démolies!. .. La *Tribuna* accuse éga-
« lement Tamandaré et Polidoro, et la *Nacion*, dont le
« *correspondant Brésilien* est passablement réservé dans
« tout ce qui peut éveiller des susceptibilités parmi les
« alliés, dit cependant que l'inaction de Tamandaré et de
« Polidoro a rendu stérile l'effroyable effusion de sang de
« cette fatale journée. Et nous, *El Pueblo*, que disons-
« nous?. .. Aurons-nous raison?. .. Les faits parlent plus
« haut que les paroles, et à la vue des événements que
« personne ne nie, que personne ne cache, une épithète
« désespérante jaillit des lèvres!. .. Dieu veuille que nous
« nous trompions!

... « La trahison de Curupaity a été si palpitante, si
« effroyable, que dans l'empire même du Brésil on n'a pas
« pu s'empêcher de rappeler les instruments de trahison,
« pour apaiser nos clameurs et atténuer l'indignation de la
« République.

« Tamandaré, ce même Tamandaré qui est sorti du temple
« des héros où le portèrent, malgré lui, les journaux la
« *Tribuna*, la *Nacion* et le *Nacional*, est allé se perdre dans
« la foule des militaires qui forment l'état-major de Dom
» Pedro. ...

« Le général Polidoro sera chef en second de celui qui
« doit venir le remplacer; mais qui remplacera le traître
« du 22 septembre? C'est le marquis de Caxias. Ce même
« Caxias était à la bataille de Cacéros, et c'est sur lui que

« s'appuya le conseiller Paranhos pour imposer des traités
« honteux de commerce, de navigation et de frontières à
« l'Etat Oriental (1852).

« En 1853, ce même conseiller Paranhos provoqua la
« révolution, et les rues de Montevideo furent baignées du
« sang de la jeunesse uruguayenne. C'est ainsi que, depuis
« lors, la souveraineté de ce pays abreuvé d'infortunes, et
« même la vie de ses nationaux, tout a été sacrifié par le
« diplomate Paranhos, au moyen des troupes qui retour-
« naient de Cacéros', sous les ordres de ce même marquis
« de Caxias. Voilà bien une page historique qui peut servir
« de point de départ pour les espérances que réveille la pré-
« sence de M. Caxias, sur la vaste scène tragique élaborée
« par le Brésil dans la guerre du Paraguay, et qui a com-
« mencé à laisser voir l'objet de ses combinaisons, le 22
« septembre dernier, en face des abattis de Curupaity. Tou-
« tefois nous avons vu le marquis de Caxias salué avec une
« joie immense par les mêmes hommes qui avaient titré de
« héros le baron de Tamandaré, jugé digne du titre de
« vicomte pour avoir accompli la lâcheté de démolir à coups
« de canons une ville sans défense, et d'enterrer sous ses
« ruines la poignée d'hommes qui en étaient les défenseurs
« (à Paisandu).

« On menace le Paraguay de ce nouveau héros; on promet
« que tout marchera dans la meilleure harmonie; que
« l'unité d'action facilitera le succès de la croisade. Fina-
« lement le marquis de Caxias est reçu avec cette anxiété
« satisfaite de ceux qui attendaient un Messie. Qu'on ne soit
« point surpris si, en définitive, le Messie n'est autre chose
« qu'un cousin-germain de Tamandaré.

« En effet, si, en mesurant la taille du héros, on trouve
« qu'elle n'atteint pas les sabords du navire, on ne sera pas
« étonné qu'il ne puisse pas reconnaître et observer les for-
« teresses ennemies, sans avoir à consulter les nombreuses

« instructions de la politique brésilienne. . . . car elles sont
« analogues à celles qui ont facilité le passage de Robles
« (général paraguayen), à celles qui ont fait reculer les
« navires cuirassés devant les pontons de bois (chatas), à
« celles enfin qui laissent Curupaity sur pied !

« Les hommes politiques de notre pays ont une longue et
« très-amère expérience qui devrait leur apprendre à être
« moins confiants, moins prodigues d'admiration et beau-
« coup moins perfides pour nos Républiques, qui n'ont
« d'autre moyen de salut que de suivre le chemin de l'hon-
« neur et de la vérité. Avec tant et de si frappants exemples,
« il n'y avait pas d'autre conduite à tenir que de repousser
« le marquis de Caxias, à cause du caractère dont il est
« revêtu.

« Est-ce que l'art. 3 du traité ne dit pas que l'escadre
« dépend du général Mitre ? Alors le marquis de Caxias ne
« peut prendre le commandement de la flotte avec toute
« son indépendance. De telle sorte qu'en changeant l'ins-
« trument qui gêne, le mal demeure intact, c'est-à-dire
« que c'est la même politique brésilienne qui continue.

« Supposons en effet une grande rectitude dans M. Ca-
« xias, les meilleures dispositions pour arriver à la termi-
« nation de la guerre : de quoi cela servirait-il si ses ins-
« tructions lui imposent une ligne de conduite dont il ne
« peut pas se départir ?

« Les procédés de Tamandaré n'étaient que les effets
« d'une indépendance absolue de la flotte. Séparer ce
« chef, c'était faire cesser un effet et conserver sa cause.
« Ceci veut dire que le jour où Mitre et Caxias ne pen-
« seront plus de la même manière, et ce sera souvent,
« il n'y aura plus de combinaisons possibles et le dés-
« ordre continuera.

« Si le cabinet de Saint-Christophe désirait harmoniser
« les éléments de guerre, en les mettant sous la direction

« du chef argentin, aux termes du traité il aurait dû des-
« tituer, remplacer Tamandaré par un autre chef dans des
« conditions différentes. Mais retirer celui-ci et envoyer
« M. Caxias avec la même indépendance absolue, c'est sou-
« tenir la même politique et supprimer l'individu en laissant
« continuer la conduite de l'amiral.

« Ce n'est donc point l'homme nouveau que nous re-
« poussons, car ce n'est pas l'homme ancien qui a boule-
« versé la marche des événements ; ce que nous repous-
« sons , c'est l'indépendance de l'escadre , ce sont les
« instructions de son amiral. Que Tamandaré ou Caxias
« représentent l'Empire , peu importe , pourvu qu'on
« accomplisse le traité en nous donnant la direction de
« l'escadre, et rien ne pourra alors interrompre la marche
« des événements.

« Qui pourrait admettre en effet qu'un chef brésilien
« pût agir contrairement aux ordres de son gouverne-
« ment ? Tout changement de personne devient donc inu-
« tile, s'il laisse en permanence la cause spéciale du mal
« qui est tout entière dans l'indépendance de l'escadre.

« Il est donc évident que l'Empire persiste dans sa mau-
« vaise politique, tout en nous donnant le change par une
« substitution de chefs. Et cependant la presse de Buenos-
« Ayres qui applaudit à tout, qui encensait Tamandaré hier
« et le repousse aujourd'hui, qui a vu le traité prêt à se
« rompre, si la flotte agissait avec indépendance, salue
« l'arrivée du marquis de Caxias comme un triomphe de
« la République, tandis que ce n'est qu'un changement
« d'acteur, pour continuer la même tragédie.

« Applaudissez donc des deux mains, tandis que le Brésil
« applaudit et sourit : il applaudit à notre agonie, et il rit
« de l'imbécillité de ceux qui ont des yeux pour ne pas voir
« la lumière, et des oreilles pour ne pas entendre la vérité
« annoncée à haute voix.

« Qu'on n'oublie pas le tableau que nous venons de tracer.

« Voilà plus d'un an que nous annonçons ce qui vient d'arriver ; on blâma alors notre propagande ; aujourd'hui nous annonçons ce qui arrivera demain.

« Pour voir ce que nous voyons, il ne faut qu'une chose : marcher dans la voie de l'honneur et de la vérité. »

Nous bornerons, pour le moment, nos citations à ces trois extraits ; car nous allons reproduire un document magistral, puisqu'il est attribué au général Mitre lui-même, sous le brillant pseudonyme de *Orion*. C'est l'historique assez détaillé de la bataille de Curupaity, assaisonné de considérations philosophiques et stratégiques tendant à expliquer le plan du général en chef, et laissant voir un besoin de justification qui perce par tous les pores de la phrase, surtout dans le premier tiers de son étendue.

Nous traduisons ce manifeste, publié dans la *Tribuna* de Montevideo du 28 octobre 1866, c'est-à-dire 35 jours après le désastre de Curupaity, temps suffisant pour que les impressions et les lamentations venues du Rio-de-la-Plata (Montevideo et Buenos-Ayres) fussent remontées jusqu'au quartier général des alliés. Nous ne pouvons le résumer, il faut le lire ; et il suffit qu'on l'attribue au général malheureux dans l'attaque, pour le publier ici intégralement (1). Dans ce document qui doit rester à l'histoire, la part est faite à chacun. Ainsi : aveu non déguisé, bien qu'amoindri de la bravoure des Paraguayens et de leurs redoutables moyens de défense ; hommage rendu au général brésilien baron de Porto-Alegre ; blâme infligé, sans voile, à l'amiral Tamandaré et au général brésilien Polidoro ; enfin réfutation indirecte de ce qu'a publié *El Siglo* de Montevideo sur le général Flores, ainsi que des publications faites à Buenos-

(1) Documents et pièces officielles N 1.

Ayres pour blâmer la stratégie des alliés, rien n'est oublié dans le long plaidoyer d'*Orion* en faveur du général Mitre, pour justifier le plan d'attaque et expliquer la non réussite de l'assaut de Curupaity,

Si, cédant à un sentiment que tous comprennent, nous publions ce long document qu'on appelle généralement l'apologie du général Mitre, l'impartialité nous fait une loi de faire connaître aussi ce qu'on pourrait appeler sa contre-partie. C'est un travail non moins étendu et qui se fait remarquer, au moins dans sa première partie, par des détails techniques sur la stratégie des alliés avant et pendant l'assaut de Curupaity. La seconde partie du récit semblerait être un résumé de divers rapports, en raison des répétitions qu'on y trouve. Quant à la conclusion, elle est toute une philippique contre la guerre, contre la triple alliance et surtout contre le Brésil. Ce n'est plus le soldat, c'est le politique qui tient la plume.

Nous croyons rendre un service aux hommes instruits dans les arts de la guerre, en publiant ces deux rapports au moyen desquels ils pourraient étudier sur notre carte les péripéties de ce rude combat. Ce dernier écrit est extrait et traduit du journal de Buenos-Ayres, l'*Estafeta*, du 10 octobre. Il est signé *Chanar*, et ce ne doit pas être un nom d'emprunt comme *Orion*; puisqu'il s'intitule chef de bataillon en service aux postes avancés de l'aile droite, la veille même de l'assaut de Curupaity; mais en comparant la date de l'*Estafeta* avec celle de la *Tribuna*, on comprendra les allusions d'*Orion* qui avait, très-probablement, déjà lu la critique de *Chanar* (1).

Ces deux pièces vraiment curieuses, comparées avec le récit de cette même affaire qu'on aura lu dans le document paraguayen L 4, mettent le lecteur en état de juger laquelle

(1) Documents et pièces officielles O 1.

des trois versions est la plus proche de la réalité des faits. Si les deux premières supposent des plumes exercées, surtout celle d'*Orion*, la version paraguayenne se distingue par la simplicité du récit et par l'importance des résultats qu'elle énonce.

Nous pourrions prolonger indéfiniment la citation des correspondances venues du campement même de l'armée, et qui sont unanimes pour blâmer cette guerre dont on reconnaît que tous les avantages (s'il y en a) doivent être pour le Brésil. Nous savons trop qu'il ne faut pas puiser toujours à la source qui nous est sympathique, mais ici ce sont les alliés eux-mêmes qui nous donnent leurs impressions, et cependant nous serons très-réservé. Ainsi, entre les nombreuses lettres que nous avons sous les yeux, nous ferons les extraits suivants :

• Curuzu, 27 septembre 1866.

« Le 22, nous n'étions pas à l'aise en face des batteries de Curupaity, dont l'attaque a eu lieu. En résumé, nous sommes rentrés dans nos campements avec le quart des hommes qui étaient partis pour l'attaque. »

« Tuyuty, 24 septembre 1866.

« Les nouvelles du corps d'armée de Curuzu deviennent de plus en plus tristes; nous avons 7,000 hommes hors de combat, dont 4,000 Brésiliens et 3,000 Argentins. Les blessés sont très-nombreux. Vous pourrez calculer l'acharnement du combat, en sachant que le premier corps d'armée

ne compte plus que trois officiers sans blessures ; tous les autres sont morts ou blessés. »

« Corrientes , 28 septembre 1866.

« Il ne reste plus de l'armée alliée que des débris pour les corps de Porto-Alegre et les troupes de ligne argentines.

« Maintenant on avoue que Lopez a plus de 40,000 hommes , et qu'il est impossible de le vaincre.

« Entre officiers supérieurs et subalternes on compte 490 morts ou blessés , et dans notre ville il n'y a plus de place pour les blessés argentins. Quant aux soldats , n'en parlons pas : 47 vapeurs sont descendus depuis le 24 jusqu'à ce jour, et on m'assure qu'il en vient davantage. Les pertes de l'armée alliée passent 40,000 hommes. »

Tuyuty, le 23 septembre 1866

« Il fut impossible de s'emparer du troisième fossé de Curupaity, et l'armée dut se retirer. C'est dans cette retraite qu'il est mort beaucoup de monde ; nous n'en connaissons pas encore le nombre, mais hier 9 vapeurs sont arrivés de Curupaity à Corrientes avec 2,000 blessés brésiliens et 800 blessés argentins.

Buenos-Ayres, 10 octobre 1866

« Nous commençons à palper les résultats de cet infâme traité qui est le piège tendu pour la ruine complète de nos

pays. La République Argentine est épuisée, et l'objet du traité est d'annihiler les Républiques alliées. »

Enfin nous terminons par un extrait du journal de Buenos-Ayres, l'*Estafeta*, du 10 octobre 1866, qui relève énergiquement le système adopté par la presse officielle de cette ville, consistant à dénigrer, de parti pris, le caractère des Paraguayens, dans le seul but de surexciter l'esprit public à une guerre aveugle et sans merci.

Les arguments de cet article sont remarquables par le fond autant que par l'accent de la conviction qui les a dictés.

Les Paraguayens à Curupaity.

« Il est des faits qui honorent et qui méritent d'être
« inscrits dans l'histoire des peuples, surtout lorsque ces
« peuples sont privés des éléments de la civilisation, ainsi
« que le prétendent certains écrivains entachés de partialité. Des faits semblables se racontent sans commentaire,
« et on laisse au public le soin de les juger.

« La conduite des Paraguayens, après la triste journée
« du 22 septembre, a été noble et digne. Les nations
« les plus civilisées de l'Europe pourraient la revendiquer.
« Et cependant, faux rapports, lettres fabriquées, tout a
« été employé pour irriter le peuple argentin et le porter à
« repousser toute proposition de paix. C'est ainsi qu'après
« des mensonges et des calomnies ayant pour but d'exciter l'horreur et la haine, certains énergumènes politiques
« s'adressant toujours au peuple, s'écrient : « *Est-il possible*
« *de faire la paix avec ces sauvages ? Guerre ! guerre à*
« *mort ! Le sang de nos frères crie vengeance, et vous*
« *appelez au Paraguay pour les venger de leurs vils*
« *assassins.* »

« Et tandis que ces faux républicains s'efforcent de crier
« guerre ! guerre ! pour exciter le peuple à la vengeance,
« que font les ennemis ? que font ces sauvages, et qu'ont
« fait ces prétendus assassins après la bataille du 22 ?

« Ils ont parcouru le champ de bataille, en secourant les
« blessés ou leur donnant des soins, et en leur procurant
« tous les moyens d'alléger leurs souffrances. Ils ont fait
« plus encore, car ils ont accompagné ou porté dans leurs
« bras pendant la nuit, jusques tout près de notre campe-
« ment, ceux des blessés qui les en priaient, et qui n'étaient
« que légèrement atteints, afin que, au point du jour, ils
« pussent être recueillis par les alliés. C'est au moins ce que
« nous lisons dans les lettres de plusieurs officiers supé-
« rieurs que nous avons sous les yeux. Les Paraguayens ont
« fait encore davantage : ils ont recueilli les morts, et avant
« de leur rendre les derniers devoirs, ils ont séparé ceux
« dont la mère-patrie réclamait les dépouilles, et ils les ont
« remis afin que les parents de ces braves, inconsolables
« de n'avoir pu recevoir leurs derniers adieux, eussent au
« moins la satisfaction de les déposer eux-mêmes dans leur
« dernière demeure, pour y venir arroser de leurs larmes
« la pierre tumulaire qui couvrira ces restes chéris.

« Ainsi se comportent ces ennemis sanguinaires ; ainsi se
« conduisent ces sauvages qui sont l'objet de tant d'injustes
« catilinaires dont sont remplis les écrits publiés sous l'in-
« fluence brésilienne !...

« Mais ne craignons pas de le redire : aujourd'hui la
« lumière s'est faite, et peu à peu le peuple se détrompera.
« Quant à nous, fidèles à notre doctrine, nous nous effor-
« cerons de l'accompagner dans cette voie qui est la seule et
« la véritable, pour arriver à la cessation de nos malheurs.
« C'est ainsi qu'ayant connu la belle conduite des Para-
« guayens envers les blessés sur le champ de bataille, et
« particulièrement au sujet des dépouilles mortelles du

« vaillant et respectable commandant Rosetti, nous nous
« empressons de la faire connaître à ceux que cette nouvelle
« peut intéresser. C'est pourquoi nous ne craignons pas de
« dire que les hommes qui se comportent de la sorte, ne sont
« ni des sauvages ni des assassins. On ment et on les
« calomnie, car les sauvages ou les non civilisés sont ces
« orateurs de la haute presse qui veulent pousser le peuple
« à la vengeance par des paroles trompeuses, etc. »

Tels sont les effets désastreux de cette guerre. qu'elle
produit dans la capitale même du pays Argentin, le plus dé-
plorable déchirement dans les opinions et dans les senti-
ments. Aux yeux des lecteurs impartiaux ou même indiffé-
rents, ce fait si regrettable devra suffire pour une saine
appréciation de notre livre, qui est l'écho simple et fidèle de
toutes les opinions intéressées dans cette guerre, les plus
propres à en former l'histoire, et qui, en outre, ne saurait
avoir d'autre objet principal que L'INTÉRÊT GÉNÉRAL du
commerce.

C'est à ce point de vue exclusif que nous allons exposer
ce que nous ne craignons pas d'appeler *nos Conclusions*. •

CHAPITRE XII

NOS CONCLUSIONS

XXI.

Conclusion Économique et Politique.

Nous avons décrit les événements de la guerre du Paraguay avec l'exactitude qu'il nous a été possible d'acquérir, depuis son commencement, en mai 1865, jusqu'au 22 septembre 1866, journée la plus fatale aux alliés dans l'assaut de Curupaity.

Le rôle de narrateur fini, nous reprenons la plume de l'observateur, et pour condenser nos idées en peu de mots, nous les formulerons laconiquement par articles. Mais avant, qu'il nous soit permis de proclamer un fait qui a formé notre conviction première, conviction que les événements ont corroborée de jour en jour. Ce fait, c'est que ni la puissance du Brésil, ni les forces et le courage de Buenos-Ayres ne suffiront pour vaincre les Paraguayens, *tant que ceux-ci se grouperont, serrés et compacts, autour du drapeau de leur naissante nationalité*. Mais le jour où, par une fissure imperceptible, les éléments d'une guerre civile se glisseraient dans les rangs des Paraguayens, il est hors de doute

que le Paraguay perdrait, sans retour, et son indépendance et sa nationalité. Il ne succomberait pas sous les coups des alliés : il se suiciderait !...

Cela dit, occupons-nous de l'intérêt général du commerce par rapport aux événements qui se passent au Rio-de-la-Plata, puis nous les étudierons au point de vue du grand mouvement social qui agite les peuples sur le globe entier dans notre époque. Dans cette étude finale, nous trouverons un dénouement de la plus haute philosophie historique. C'est celle qui nous a mis la plume en main au sujet du Paraguay, et que nous avons seulement ébauchée en commençant ce livre. Mais ce livre, disons-le haut, n'est point écrit par l'adepte d'un parti quelconque, ni par un ami aveugle ou un ennemi quand même de noms propres ou d'individualités, quelques recommandables qu'ils puissent être; il est écrit par un homme purement convaincu, à tort ou à raison, et surtout parfaitement désintéressé dans sa personne et dans ses biens.

Aussi nous ne craignons pas de le dire, quelle que soit l'issue de cette guerre du Paraguay : que ce pays soit vainqueur de la lutte (et la victoire est assurée pour lui s'il garde l'unité qui fait sa force), ou qu'il succombe sous les coups de sa propre anarchie, le résultat final ne saurait être qu'un, au point de vue de l'intérêt général du commerce. Cet intérêt ne peut trouver la sécurité normale dont il a besoin pour se développer, que dans la liberté pleine, entière, fortement assurée de la navigation de tous les affluents supérieurs des deux grands fleuves de l'Amérique du Sud : l'Amazone et le Rio-de-la-Plata, jusqu'à leur embouchure.

Voilà le point capital de la question, par rapport à l'Europe; et le Brésil le sait si bien, qu'il s'efforce de convaincre le commerce de ses bonnes dispositions à ce sujet, en lui montrant, dans un lointain horizon, l'ouverture de

l'Amazone, comme un fait en voie de réalisation. Évidemment on ne pouvait exiger du Brésil qu'il décrêtât cette faveur du jour au lendemain, car il faut un temps moral pour organiser toutes les administrations civiles et fiscales, sur des rivages à peu près déserts. Or, le décret du 7 décembre 1866, en promettant au commerce l'ouverture de l'Amazone pour le mois de septembre 1867, a suivi cette loi de la nécessité. Seulement on regrette qu'il n'ait point formulé des conditions fixes, péremptoires pour cette navigation. Il résulte de cet oubli, qu'après huit mois d'attente pour l'ouverture, le commerce devra attendre huit mois encore ou davantage, pour savoir si les conditions qui lui seront accordées lui permettront de risquer des capitaux dans le commerce des Amazones.

Cet oubli ou cette négligence semblent autoriser les craintes qui surgissent sur la sincérité de ce mouvement libéral du gouvernement brésilien. Une récente publication faite à Paris et qui révèle, quoique anonyme, le sens et le savoir diplomatiques, est accompagnée d'une carte dont la coloration et le texte explicatif dénonceraient toute une mystification. En effet, cette carte, rapprochée de la lettre même du décret du 7 décembre, démontre que l'ouverture des affluents de l'Amazone est une pure fiction, puisqu'elle n'admet le commerce que jusqu'à l'embouchure même de ces affluents, ou à peu près, mais pas au-delà...! Or, si l'on désire l'ouverture de l'Amazone, ce n'est point pour le plaisir de remonter ce fleuve pendant des centaines de lieues sous l'Équateur, enveloppé dans des nuages de moustics, à la recherche du caout-chouc et des fièvres... on la désire pour pénétrer, par ses affluents, jusqu'aux frontières Orientales de la Nouvelle-Grenade, de la République de l'Équateur, et principalement de la Bolivie et du Pérou dont le climat moins équatorial et surtout les conditions orographiques appellent la population blanche, sans dan-

ger pour son acclimatation, et au grand profit du commerce, à cause des précieux minerais dont leurs montagnes abondent. Cette richesse seule fera du Pérou et de la Bolivie deux grandes Californies encore bien moins connues, quoique exploitées depuis trois siècles et plus, que la Californie elle-même.

Voilà ce que le Brésil n'ignore pas, et s'il ne possède point ces grands trésors dont il a tenu la porte fermée, est-ce une raison pour qu'il prive ceux qui en sont les possesseurs de les faire sortir par la porte la plus naturelle ? Il n'est pas moins juste de permettre au commerce du monde de pénétrer par ces mêmes portes, jusqu'au foyer même de ces richesses. Or, ouvrir l'Amazone et l'embouchure seule de ses affluents, c'est permettre le passage dans une rue en y laissant toutes les portes fermées. On peut le dire, c'est octroyer une simple illusion, et, à ce point de vue, nous pensons que le décret du gouvernement brésilien, du 7 décembre 1866, qui annonce l'ouverture de l'Amazone pour le 7 septembre 1867, n'offre jusqu'ici rien de sérieux à l'intérêt général du commerce.

Si l'Europe ne peut compter sur rien encore, en raison de ce décret, il arrive au contraire que l'Amérique centrale du Sud, c'est-à-dire toutes les Républiques limitrophes du Brésil, y trouvent la douloureuse certitude d'un terrible *système continental* exercé par le Brésil lui seul, contre tous ses voisins à la fois.

Il faut être bien puissant ou bien aveugle pour accepter les chances d'une telle entreprise. Nous qui savons que le Brésil n'est ni assez fort pour mener cette grosse affaire à bonne fin, ni assez aveugle pour ne pas réfléchir au bord du précipice que nous voyons béant sous sa monarchie, nous espérons en sa sagesse. Oui, nous espérons que l'Empereur Dom Pedro II aura le courage de s'élever au-dessus d'une ambition vulgaire, et, disons-le, qui n'est

plus de notre temps : celle de barrer le passage que Dieu a fait pour tous... Oui, nous avons foi dans les lumières des hommes d'État du Brésil, et nous croyons qu'ils comprendront le rôle magnifique que la Providence semble avoir départi à la monarchie brésilienne. Ce rôle, le plus beau pour un souverain, appelle l'Empereur Dom Pedro à devenir l'arbitre bienveillant de toutes ces jeunes nationalités qui enveloppent la seule monarchie du Sud de l'Amérique d'éléments démagogiques. Le Brésil a résisté jusqu'ici victorieusement, en se préparant, dans le silence de l'abstention, à se pourvoir d'une marine respectable et d'une armée suffisante pour la défense de sa monarchie. Mais ces forces suffiraient-elles pour changer son rôle d'abstention en un rôle d'action et de conquête au dehors de ses frontières ? Non ! nous le disons sans hésiter. Non, nous le répétons, parce que la différence est immense entre la défense du sol propre, ou l'attaque du sol voisin. Non ! enfin, car il y aurait folie à jouer, dans une campagne, les avantages acquis durant les quarante années employées à fonder l'Empire du Brésil. Or, l'Empire aurait à fournir autant de campagnes (et toutes heureuses !) qu'il compte de voisins ! Et puis, le danger inévitable et déjà menaçant de voir tous ses voisins républicains se conjurer pour la ruine de la monarchie brésilienne, si dommageable à l'endroit d'une guerre de races....

Par toutes ces raisons brûlantes, le Brésil doit, parce qu'il le peut, renier ses allures de guerre. Il doit faire de l'Empire un symbole de paix, sous peine de périr dans la guerre.

Par la paix il calmera le *tolle* qu'a produit le traité de la triple alliance.

Que cette alliance devienne donc sextuple, décuple, s'il le faut, en englobant tous ses voisins du Nord, de l'Ouest et du Sud, non pour la guerre, mais pour la paix, l'amitié,

et surtout pour le libre commerce du monde entier, avec l'Amérique du Sud.

Alors, et par la vertu seule du travail et de la prospérité générale qui en découlera, l'Amérique du Sud grandira, en acquérant une puissance compacte et solidaire dans toutes ses sections diverses. — Voilà le grand but à conquérir par la paix (1) !

Alors, au lieu d'être connue par le seul bruit des désastres de la guerre civile, l'Amérique du Sud se fera respecter par sa richesse, qui lui donnera force et puissance.

Alors, enfin, le Brésil rayonnera de toutes les splendeurs du bien-être de ses voisins dont sa politique large, généreuse, utile, aura fait la félicité, en affermissant ainsi la sécurité de l'Empire lui-même, sur les bases inébranlables de la justice et du droit.

Voilà ce que nous voulions dire, pour faire comprendre la justesse de nos conclusions au sujet de la guerre du Paraguay qui tient en désarroi toute l'Amérique du Sud, et dans un imminent danger l'Empire même du Brésil.

Il ne nous reste donc plus qu'à décliner ces conclusions :

1° Libre navigation des affluents du fleuve des Amazones

(1) Le corollaire de cette proposition ressort du Paraguay lui-même, car ce petit Etat n'aurait jamais pu résister à ses puissants voisins, s'il eût dissipé follement dans les troubles civils les éléments de force qu'il a prudemment accumulés pendant 30 ans. C'est, en effet, ce qui lui a permis d'étonner l'Europe et de faire admirer la bravoure et la vitalité du Paraguay, selon l'heureuse expression de M. L. Tenré, dans le précieux et excellent ouvrage qu'il vient de publier en sa double qualité de commissaire délégué à l'Exposition universelle, et de membre du jury international. Un pareil livre, rempli de chiffres et de faits, doit être le *vade mecum* de tout vrai négociant, et tout écrivain économiste devra le consulter s'il veut traiter des Amériques. Il a pour titre : *Les Etats Américains*, leurs produits, leur commerce, en vue de l'Exposition universelle. — Paris, 1867. Henri Plon. — Nous regrettons que la réserve des droits d'auteur nous prive d'en extraire le libellé entier sur le Paraguay, qui serait venu si bien à l'appui de tout notre propre livre.

et du Rio-de-la-Plata, franchement exempte de toutes entraves, même au point de vue fiscal ; si c'est possible au moins pendant dix ans, et sur toute l'étendue de leur parcours, tant pour les riverains que pour le commerce général du globe.

2° Confédération des rives orientales de l'Uruguay, du Parana et du Paraguay, sous quelque forme et dénomination que ce puisse être, c'est-à-dire, union étroite des Républiques de l'Uruguay et du Paraguay avec les provinces aujourd'hui Argentines d'Entre-Rios et de Corrientes. C'est le seul moyen de faire cesser les aspirations ou les craintes, soit du Brésil soit de Buenos-Ayres, car cette puissance intermédiaire deviendra, on peut le dire, tout un balancier politique pour la sécurité de l'Amérique du Sud.

3° Acceptation de ces arrangements par les grandes puissances maritimes du globe, qui leur accorderont leur garantie diplomatique et solidaire.

Les faits des articles 1 et 2, une fois accomplis dans un Congrès purement américain, formé des représentants de tous les Etats de l'Amérique du Sud, riverains de l'un des affluents du Rio-de-la-Plata ou des Amazones, ce même Congrès procéderait à l'accomplissement de l'article troisième qui apposerait, sur ces arrangements, le sceau de la sécurité pour tous les intérêts engagés dans l'Amérique du Sud.

Le Chili nous semblerait appelé à garantir convenablement les discussions de ce Congrès, assemblé sur ce sol neutre, contre toutes les influences des parties intéressées directement à la solution des questions qui y seraient traitées. Les motifs de notre choix sont évidents et bien simples. D'abord le Chili est le seul des Etats de l'Amérique qui ne soit pas riverain des affluents à affranchir ; en outre, la sagesse de son gouvernement est bien connue ; enfin il est

lié d'intérêt commercial, non-seulement avec les Etats riverains des affluents de la Plata, qui sont les principaux intéressés dans ces questions, mais encore avec les Etats riverains des affluents de l'Amazone.

Les besoins de tous ces Etats sont bien connus du Chili, et il ne peut vouloir que leur prospérité qui accroîtra la sienne propre, en le préservant des soucis que lui occasionnent les nombreuses secousses politiques qu'éprouvent ses voisins, surtout la Bolivie. En effet, ce dernier pays a perdu toute sécurité gouvernementale depuis sa séparation du Pérou. La Confédération peru-bolivienne, due au génie de l'illustre maréchal Santacruz, avait été la plus grande œuvre de la vie militaire de ce célèbre américain, élève du grand Bolivar. Malheureusement cette haute pensée ne fut pas comprise alors ; et, sans se livrer ici à des considérations rétrospectives, on peut affirmer que la Bolivie qui se meurt, économiquement parlant, faute d'issues, ne pourra retrouver les éléments commerciaux d'une vie normale, que dans la libre navigation de ses belles rivières qui se déversent, à l'Est dans le Rio Paraguay, et au Nord dans les grands affluents des Amazones. C'est, pour ce pays, la seule compensation possible de la Confédération peru-bolivienne qui lui avait ouvert tous les ports du Pérou. Or, le Chili aura tout intérêt à favoriser ce débouché nouveau, plus naturel encore pour la Bolivie que celui des ports péruviens, attendu que les aspirations de la Bolivie étant portées vers l'Orient par l'ouverture des rivières, ne pourront plus être un sujet d'inquiétude sur les frontières de l'Ouest, ni pour le Pérou, ni pour le Chili. Il y aura donc un lien commun pour ces trois Etats dans la libre navigation de tous les affluents du Rio-de-la-Plata et des Amazones.

Quant à la Confédération Argentine, il faut distinguer et bien se garder de confondre les intérêts ou mieux les aspirations diverses et contraires qui se meuvent dans son sein.

Si, par Confédération, on entend les treize provinces Argentines qui ont effectivement formé une Confédération en dehors de Buenos-Ayres, de 1853 à 1862, instituée par le général Urquiza, il est certain que toutes acclameront la libre navigation des rivières. Mais si l'on veut compléter la République Argentine par l'adjonction aux treize provinces de celle de Buenos-Ayres, telle qu'elle existe actuellement, il est tout aussi certain que la libre navigation des affluents du Rio-de-la-Plata aura à lutter contre de rudes contradictions.

Nous avons trop dit déjà sur ce sujet, pour répéter ici la lutte de cet intérêt d'un clocher dissident contre les treize clochers unis. Qu'il nous suffise de constater que la paix, et par suite la prospérité ne pourront se généraliser dans tous les pays Argentins, que par une fusion de toutes les aspirations en un seul bloc, que nous appellerons l'intérêt *national argentin*.

Si jusqu'ici l'histoire et les faits n'avaient pas enseigné que de la lutte de prédominance d'un seul sur tous sont nées les guerres civiles ou la tyrannie qui, tour à tour, ont dévoré fortune, morale et bien-être publics du pays argentin, un demi-siècle et plus de douleurs et de désordres crieraient assez haut : Assez ! assez ! Comment ne pas comprendre, en effet, que la voie est mauvaise, alors qu'au sortir d'un précipice de guerre civile, on entre dans un abîme de tyrannie ? Et toujours par une même cause, qui a fait de Buenos-Ayres le grand foyer des *pronunciamientos*, dont elle a été successivement l'auteur, l'instigateur ou la victime !

S'il fallait une preuve de plus de cette vérité, on la trouverait palpitante, dans le dernier des documents que nous voulons publier (1), entre les mille auxquels nous ne touchons pas. C'est une lettre particulière du général Urquiza,

(1) Documents et pièces officielles P 1.

qui a précédé de plus d'un an sa circulaire du 5 avril 1854, connue sous le titre de *Manifeste du 1^{er} Mai*, que nous avons publiée sous la rubrique H H (1).

La général Urquiza écrivait cette lettre, le 22 février 1850, à M. Rufino Elizalde, alors l'un des chauds partisans de Rosas (quoique ministre à Buenos-Ayres aujourd'hui...), dans la persuasion qu'elle serait mise sous les yeux de ce dernier; aussi avait-il soin de demander la réserve envers tous, excepté pour le général Rosas... C'était une manière de jeter résolument le gant à Rosas, en réponse aux diatribes journalières dont la presse à ses ordres accablait le général Urquiza. Rosas sentait bien déjà que la forte épée d'Urquiza se séparait du service de sa dictature, pour passer au service des justes aspirations de toutes les provinces argentines qui se préparaient à secouer le joug du dictateur buenos-ayrien.

En lisant avec attention cette lettre du 22 février 1850, on comprendra qu'elle n'était que la préface de la circulaire du 5 avril 1854.

Ces deux documents, confrontés avec soin, dénoncent tous les griefs des provinces Argentines contre l'omnipotence de Buenos-Ayres. La lettre particulière fait surtout ressortir l'égoïste condition mise par Buenos-Ayres au traité anglais de 1825 avec l'Angleterre, dont le pavillon ne pouvait flotter devant aucune autre ville argentine que Buenos-Ayres. Reste et débris du système colonial, cette restriction économique, si étroite et si peu en rapport avec le principe même de l'indépendance, avait échappé aux idées larges et généreuses de Rivadavia lui-même! Aussi avons-nous vu (page 134) le général Urquiza signer avec la France et l'Angleterre, le 10 juillet 1853, le traité qui accordait la libre navigation des rivières à tous les pavillons. C'est ainsi qu'en

(1) Voir documents et pièces officielles, page CL, et aussi pages 147 et 188 du texte, en notes.

sa qualité de vainqueur de Rosas et de protecteur des provinces, il frappait du même coup l'égoïsme du traité de 1825 et la révolution du 11 septembre 1852, qui l'avait évincé de Buenos-Ayres, et il ouvrait la plus large voie à l'intérêt provincial. En effet, dès ce moment les provinces Argentines prirent leur place au soleil, c'est-à-dire que, pour la première fois depuis l'indépendance ou plutôt depuis 1810, elles purent faire entendre la voix de leur propre intérêt au commerce du monde, voix provinciale, dont jusqu'alors les accents s'évanouissaient dans les tumultes civils, sous l'influence des clochers de la grande capitale : Buenos-Ayres ! Le commerce qui, seul, a profité de cet élargissement qui lui était donné, en a-t-il eu assez de gré au général Urquiza ?

Ce fait si important, et qui a ses racines dans le traité du 10 juillet 1853, n'a pas produit tous les effets qu'il promettait, parce qu'il s'est trouvé oblitéré par la double protestation de Buenos-Ayres et du Brésil, et il n'a pas fallu moins que toute son importance intrinsèque pour donner dix ans de vie politique et commerciale aux treize provinces confédérées en dehors de Buenos-Ayres. . . . On comprend la lutte de Buenos-Ayres contre cette Confédération, à laquelle la ville sessessioniste refusait d'adhérer, parce qu'un gouvernement national y percevait, en dehors du fisc buenos-ayrien, les impôts des provinces et aussi les droits de douane, revenus qui s'élevèrent bientôt à un chiffre suffisant pour subvenir aux besoins du gouvernement confédéré.

Mais on ne sait s'il faut s'étonner davantage de cette double protestation ou de l'indifférence du monde commercial pour elle, soit en Europe, soit aux États-Unis.

Buenos-Ayres, en protestant contre le traité du 10 juillet 1853, ainsi que le Brésil, ne faisait que suivre les errements monopolisants du système colonial, dont son

traité de 1825 avec l'Angleterre était resté entaché. Le Brésil, de son côté, voilait adroitement encore les aspirations mises au grand jour depuis le traité de la triple alliance du 1^{er} mai 1865, en protestant contre le traité de 1853, sous le prétexte qu'il méconnaissait ses droits de propriétaire unique du haut des rivières ouvertes au commerce du monde. Mais que l'Europe et les États-Unis n'aient point mis à néant cette double protestation, dans l'intérêt général du commerce, c'est ce qu'on ne saurait comprendre. Nous aimons mieux croire que cette mise à néant git dans les cartons, et qu'elle apparaîtra dans sa justice et dans sa force le jour où le Brésil ou Buenos-Ayres voudraient tirer de leur commune protestation des conséquences contraires au droit public établi par le traité du 10 juillet 1853, signé par le général Urquiza avec la France et l'Angleterre. Seulement on se demande si une manifestation opportune de ces deux puissances n'aurait pas eu pour effet de mettre en demeure et le Brésil et Buenos-Ayres, en les obligeant à modérer des aspirations aussi excessives que celles qui sont écrites dans le traité de la triple alliance.

En effet, ce traité, dont toutes les douleurs seraient loin d'être épuisées pour l'Amérique du Sud, si une paix honorable ne venait pas le mettre à néant, a surtout pour mérite incontestable mais funeste, au point de vue commercial, de préparer l'interdiction de la navigation fluviale qu'avait ouverte aux navires de toutes les nations le traité du 10 juillet 1853. Ce dernier n'était-il pas à la fois une reconnaissance implicite de celui du 4 mars 1853, signé par le Paraguay, et aussi la confirmation de la reconnaissance du Paraguay comme Etat souverain ?

Quoiqu'il en soit, il faut, sous peine de déchéance pour l'intérêt commun, que ces traités, aussi utiles que solennels, conservent l'intégrité des droits qu'ils ont consacrés à la libre navigation des rivières.

Tel est le point capital et aussi le grand intérêt économique qui est en jeu dans la guerre de la triple alliance contre le Paraguay, et nous le livrons avec confiance à la méditation des esprits graves, habitués à l'étude de la logique des faits économiques et sociaux.

Toutefois, nous ne laisserons pas ce sujet si important sans faire ici un appel chaleureux à la perspicacité, à l'intelligence et au bon vouloir de tous les enfants de Buenos-Ayres même.

Cet appel résumera nos vrais sentiments.

Qu'ils comprennent enfin, après un demi-siècle d'expérience, que tous les partis, plus ou moins unitaires ou plus ou moins fédéraux, ont commis une seule et même faute : *c'est d'avoir voulu être, chacun à son tour, trop Buenos-Ayrien et pas assez ARGENTIN.*

Qu'ils n'oublient plus que chaque province Argentine a un droit aussi parfait que celui de Buenos-Ayres à l'indépendance qu'aucune d'elles ne lui dispute.

Qu'ils apprennent enfin, s'ils l'ignorent, que les provinces renferment des intelligences aussi élevées, quoique modestes, mais, certes, aussi solides que les plus brillantes de Buenos-Ayres, et que, s'il est des droits imprescriptibles, ce sont ceux de l'intelligence.

Ces faits incontestables doivent porter tous les vœux, les aspirations et les efforts des Buenos-Ayriens à faire un seul et même faisceau des valeurs morales du pays Argentin, non par la force, comme jusqu'ici, mais par la raison et suivant le droit.

Alors les provinces de l'intérieur et sans littoral utile, seront heureuses et fières de s'unir avec Buenos-Ayres leur sœur aînée ; elles lui donneront tout l'éclat de leur propre félicité, et Buenos-Ayres, à son tour, sera heureuse et fière d'en transmettre le rayonnement à l'univers entier.

Que si, pour atteindre à ce but aussi prospère que dési-

nable pour tous, Buenos-Ayres doit permettre aux provinces de Corrientes et d'Entre-Rios de s'unir politiquement avec le Paraguay et avec Montevideo, d'abord c'est là une conséquence logique de l'indépendance de ces deux derniers Etats ; mais, au résumé, qu'y perdra Buenos-Ayres ? Est-ce que ces deux provinces n'ont pas eu, de tout temps, leur entière indépendance ? Est-ce que cette indépendance n'a pas été formellement reconnue, solennellement proclamée par Buenos-Ayres, signataire du traité quadrilatéral de 1834, entre les quatre provinces du littoral Argentin : Buenos-Ayres et Santa-Fé sur la rive droite, et Entre-Rios et Corrientes sur la rive gauche du Parana ?

Alors, que pourrait perdre Buenos-Ayres par l'union politique de ces deux provinces avec Montevideo et le Paraguay ? Rien, nous le disons hardiment ; rien, si ce n'est les peu regrettables tiraillements de cette lutte sourde, mais vaine et sans aucun résultat, qui n'a cessé d'exister, même depuis le traité quadrilatéral. Dans cette lutte, Buenos-Ayres a toujours été vaincue, en définitive, et notamment le 3 février 1852, à la bataille de Caceros, qui eut pour résultat la Confédération de toutes les provinces Argentines en dehors de Buenos-Ayres, et malgré sa résistance aux vues du général Urquiza. Mais celui-ci avait pour lui toutes les provinces, parce qu'il représentait leurs plus chers intérêts dans cette lutte de simple suprématie en faveur de Buenos-Ayres. Aussi les provinces qui n'aspiraient qu'à vivre de leur vie propre, n'eurent aucun souci de la séparation qui eut lieu.

Il est vrai que Buenos-Ayres reprit le dessus après la bataille de Pavon ; mais elle a dû subir la nécessité de voiler ses aspirations unitaires, sous le symbole de la Confédération.

Il n'y a donc, pour Buenos-Ayres, dans la conservation du titre de provinces Argentines appliqué à l'Entre-Rios et à

Corrientes, qu'une simple question de nom, sans le moindre fait réel. Or, quels hommes d'Etat seraient assez peu avisés pour sacrifier à la gloriole d'un mot vide de sens, au prestige d'un son creux, l'avantage effectif d'un voisinage sûr et ami, et le bienfait si grand, si positif d'une frontière naturelle telle que le Rio Parana ? La rive opposée serait occupée, sur toute son étendue navigable, par une Confédération d'Etats peuplés par sa propre race, liés à Buenos-Ayres par le sang, l'histoire, le langage, et par un intérêt identique de sécurité mutuelle.

Voilà pour Buenos-Ayres.

Quant à Montevideo, mon Dieu ! nous avons évité autant que possible de faire intervenir son nom au milieu de ce débat, dans lequel ce pays n'a jamais eu rien à démêler. Les circonstances du moment l'ont obligé à y prendre fatalement une part active dont il n'a retiré qu'une gloire militaire, grâce à la bravoure bien connue de ses enfants ; mais cette gloire a été achetée au prix de trop de sang généreux !

Aussi notre conviction a-t-elle toujours été celle qui s'échappe aujourd'hui par tous les pores de la presse de Montevideo : c'est que rien ne saurait être plus heureux pour ce pays que la terminaison de la guerre du Paraguay, par une paix qui vienne rendre le repos à tous, Montevideo étant un des États de la Plata appelé à en retirer les meilleurs résultats.

Ainsi le Brésil trouvera dans la paix les éléments du plus beau rôle qui puisse être dévolu à la seule monarchie de l'Amérique du Sud ; c'est-à-dire aider tous ses voisins à marcher sagement à son exemple dans les voies du progrès moral, économique et social, malgré la plaie de l'esclavage qu'il s'efforce de cicatriser.

Buenos-Ayres comprendra alors que plus ses tendances la porteront à ériger le magnifique Empire que la Providence lui a préparé dans le Sud, et plus les provinces

du Nord deviendront les satellites de cette grande planète (1). ...

Montevideo deviendra la tête brillante d'un corps politique nouveau, dont Entre-Rios et Corrientes seront le cœur, tandis que les pieds reposeront sur la base forte et solide du Paraguay indépendant.

Donc, que la paix se fasse !

XXII.

Conclusions philosophiques.

Au double point de vue économique et politique, nous en avons fini avec le Paraguay, mais non avec la morale et la philosophie de son histoire.

Pour nous, cette morale et cette philosophie se rattachent à la morale et à la philosophie universelles.

Nous l'avons dit dans l'étude qui précède ce livre, en guise de préface : La cause première des maux qu'éprouvent les sociétés dans notre époque, cause antérieure et supérieure à toute autre, est entièrement, à notre sens, dans la délitescence des forces vives de l'esprit religieux.

Ainsi, pour ce qui regarde le Paraguay, il est certain qu'il fut, de toutes les colonies espagnoles, la plus puissamment cimentée d'esprit religieux, par l'enseignement des Jésuites. Eh bien, qu'on cite, si l'on peut, une autre section de ces colonies qui ait conservé la paix depuis cinquante ans, comme le Paraguay !

(1) Voir le développement de cette proposition au chapitre VIII.

Toutes les autres ex-colonies de l'Espagne ont été plus ou moins périodiquement la proie alternative de l'anarchie ou d'une brutale tyrannie. Le Chili seul a moins souffert, grâce à l'isolement né pour lui de ses conditions géographiques et aussi à la sage libéralité de son oligarchie. Mais encore faut-il bien remarquer que l'esprit religieux de la fondation espagnole y a conservé, plus que chez aucun de ses voisins, l'unité de lumières, d'action et de charité pratique, c'est donc un argument de fait, en faveur du Paraguay.

L'argument contraire a produit des effets contraires dans toutes les autres parties de l'Amérique latine, depuis son indépendance. Ainsi, on n'a qu'à s'enquérir des pays les plus torturés par l'anarchie, et l'on y reconnaîtra l'absence la plus marquée de l'influence de l'esprit vraiment religieux. Cette remarque est infaillible, et nous ne citerons à son appui que le Mexique...

Si ce fait général, mais dominant parmi les sociétés qui tendent à former les jeunes nationalités de l'Amérique du Sud, ne suffisait pas à notre thèse, malgré son évidence et sa réalité, portons notre attention sur le vieux monde. Tout ce que nous y voyons ne nous dit-il pas que les lois sacrées de la justice s'y oblitèrent, de jour en jour, par suite de l'affaiblissement de l'esprit religieux ? Or, la religion n'est-elle pas l'essence même de la justice humaine ? Et sans la justice, quelle sera la société qui pourra subsister ? Elle vivrait tout juste autant de jours ou de semaines qu'il en faudrait pour donner à ses membres le temps matériel de se détruire l'un l'autre, de s'entre-devorer.

Mais la Providence veille sur les sociétés comme sur les individus, et les grands événements qui remuent les peuples de nos jours, semblent présager l'avènement de la justice !

C'est donc en jetant un rapide coup-d'œil sur le désarroi universel des sociétés humaines, que nous y étudierons la nécessité d'un sincère retour aux idées saines et pures, c'est-à-dire religieuses.

La crise phénoménale que le monde entier traverse dans notre siècle a pour cause les défaillances de la justice, et elle aura pour effet un remaniement universel des sociétés. Il faut en apprécier la nature, si l'on veut en pressentir les résultats probables.

A cet effet, sondons courageusement la plaie afin d'en découvrir les racines, les origines même. C'est avec le scalpel de l'histoire à la main, qu'il nous sera donné de pénétrer au fond des choses que nous voyons se développer avec tout l'apparat d'une rénovation sociale et politique.

De l'Orient à l'Occident, du Nord au Midi, et dans les deux hémisphères, les sociétés humaines sont en travail d'innovation.

L'Indo-Chine a vu craquer de toute part l'édifice de Brama, et la sagesse de Confucius est aux abois depuis que la civilisation chrétienne, si longtemps, si rudement persécutée ou proscrite, s'y est insinuée, d'abord sous le prétexte de l'opium, puis en plantant victorieusement croix sur les murs même de Pékin.

Par suite, la Cochinchine, Siam et le Cambodge redeviennent sympathiques à la France, car ces pays n'ont pas perdu les souvenirs de Louis XIV, et le Japon lui-même, trop intelligent pour repousser la lumière, s'épanouit lentement à la chaleur vivifiante de la civilisation chrétienne.

Voilà pour l'Orient, qui, après avoir été le berceau de toutes les civilisations non chrétiennes, reçoit enfin la vraie lumière qui lui revient de l'Occident.

Quant au Nord, ne semble-t-il pas pris encore de cette pléthore de sève aspirante qui le portait, au temps des Attila, des Gengis-Kan (*mutanda mutandis*), à se ruër en

masses compactes, loin des frimas, à la recherche de la chaleur? Mais les siècles qui ont passé sur ces époques lugubres de sang et de ruines, le cours des siècles a fait pénétrer les lueurs de la civilisation chrétienne jusqu'à l'extrême ouest des déserts glacés de la Sibérie, et nous en voyons les effets palpables dans la fraternisation qui vient d'étonner le monde, entre les Esquimaux-Moscovites et les Anglo-Saxons de l'Amérique.

Seul, le Midi est dans l'attente de l'explosion des occultes combinaisons du Nord et de l'Ouest, soit de l'Europe, soit de l'Asie avec l'Amérique.

Ces grands effets qui tiennent aujourd'hui le monde entier dans une si grande émotion, ont eu leur cause. Etudions-les à la lumière même des faits qui nous pressent, sans remonter toutefois à l'origine de ceux-ci. Qu'il nous suffise de dire que le christianisme avait transformé les conditions morales de l'humanité. L'Europe en était devenue le foyer; et elle domina dès lors sur le monde ancien, dans ses parties chrétiennes, après la longue incubation du christianisme dans les ténèbres sociales du moyen âge.

Avec la Renaissance, le Croissant s'affaissait en Europe sous l'influence de la Croix; le sabre des Pelasges, vainqueur dans une lutte de sept siècles contre les Maures, chassait les derniers sectaires de l'Islam des plages de l'Ibérie et de l'Europe Occidentale.

Alors, et grâce à la haute intelligence d'une femme, l'immortelle Isabelle, un monde nouveau fut trouvé par Christophe Colomb, homme de foi par excellence. Ce monde jusqu'alors inconnu, sinon pressenti, devint l'apanage exclusif et de l'Europe et du christianisme, malgré le schisme qui allait scinder le christianisme et l'Europe en deux camps intellectuels.

Le dualisme qui était né du schisme religieux, avait exercé toutes ses influences sur la marche des sociétés.

modernes. L'Europe qui se trouvait à la tête de la civilisation moderne, travaillait, peut-être à son insu, à se diviser en deux camps : l'un sous le nom de réforme, l'autre demeurant catholique.

Le premier proclamait les institutions dites libérales, d'accord avec la maxime nouvelle du libre examen *quand même*; l'autre tendait à la conservation de la sujétion au principe de l'autorité *quand même*.

Ce qu'il advint de cette disposition des esprits, l'histoire ne l'a que trop enseigné pour ce qui regarde le vieux monde, et le corollaire de l'histoire, nous l'avons sous les yeux. Il démontre, avec la dernière évidence, que le soi-disant libéralisme, redevenu révolution, vainqueur déjà, mais non encore triomphant, menace de monter au Capitole, en traînant à sa suite les débris du catholicisme.

Et cependant, c'était bien du catholicisme qu'était née toute pensée de saine et véritable liberté, d'égalité des âmes et de touchante fraternité entre les hommes ! Qu'ils fussent forts ou faibles, grands ou petits, heureux ou souffrants, tous étaient frères, au dire saint et généreux de ce même catholicisme qu'on voudrait répudier aujourd'hui, comme antilibéral.

Oh ! justice de l'orgueil humain...

Si le catholicisme pouvait n'être qu'une secte, ainsi que le proclament toutes les sectes qui en sont sorties, dans leur désir d'une vaine assimilation, le monde entier devrait devenir sectaire, pour jouir de ces grands biens en toute sécurité.

Quoiqu'il en soit, ce que l'histoire n'a pas assez dit encore, c'est l'influence du dualisme intellectuel qui nous occupe, et les résultats qu'il a donnés au dehors de l'Europe. Ne serait-il pas à propos cependant, après trois siècles que dure son action, de commencer à en étudier la philosophie, dans ses résultats ? Ces résultats n'apparaissent nulle part avec autant

d'ensemble et d'à-propos pour notre sujet, que dans le monde de Colomb.

Laissons donc un moment l'Europe dans l'attente des grandes choses que tous pressentent et que nul n'ose présager, et transportons-nous, par la pensée, dans l'Amérique, pour y étudier avec calme et froideur la marche de ce même dualisme, transporté sous d'autres cieux, grâce aux progrès et à la facilité des moyens de locomotion.

En attendant que les races du Nord remplissent la mission que semble leur assigner la délitescence morale des forces sociales dans le midi de l'Europe, deux grandes races se disputent aujourd'hui la prééminence sur le globe entier : c'est la race latine et l'anglo-saxonne. La France est à la tête de la première et l'Angleterre à la tête de l'autre.

Depuis que le peuplement de l'Amérique a déplacé l'équilibre européen ; depuis que la vapeur a rapproché les distances ; depuis que l'électricité permet à l'homme de converser d'un bord à l'autre des Océans, il est certain que la puissance européenne est devenue tout un problème à résoudre par la force de l'expansion !

Dans cet état, laissons à l'Angleterre le soin de ses affaires, en présence de ses propres générations émancipées en Amérique, dans l'Océanie et ailleurs, et occupons-nous de celles de la France, en tant que tête et cœur de la race latine.

En Europe, la France n'a pas de peine à faire comprendre qu'elle est la sœur aînée des peuples de cette race ; la clarté du soleil n'est pas plus évidente. Mais dans l'Amérique, malgré les sympathies incontestables qui lui sont acquises, la France doit lutter avec persistance, pour conserver le niveau de ses influences.

Il y a, dans cette lutte nécessaire, un intérêt solide, extensif, permanent de la France.

Et pourquoi doit-elle lutter ?

Parce qu'elle se trouve placée, dans l'Amérique, en présence d'un autre intérêt permanent : celui de la suprématie matérielle que les Anglo-Saxons ont concentrée, grâce aux malheurs de la France, lors du traité d'Utrecht qui nous fit perdre le Canada, sur la moitié du continent américain ; suprématie que leurs descendants s'efforcent aujourd'hui d'étendre sur l'autre moitié.

En vérité, ne dirait-on pas que le continent d'Amérique est trop étroit pour contenir deux races !

Mais l'Europe, depuis deux millè ans, en nourrit un très-grand nombre qui y prospèrent, et cependant elle possède au plus un cinquième de la superficie territoriale qui est donnée à l'Amérique ! 98,990 myriamètres carrés sont attribués à l'Europe, et 424, 840 à l'Amérique (1).

Quoi qu'il en soit, c'est là qu'est le point de la lutte vive pour la France.

L'Angleterre laissera faire sa descendance dans l'Amérique, et elle a pour cela d'excellentes raisons, dont la principale est la propagande protestante. Elle s'y prêtera ; même elle le fait au moyen non-seulement des missionnaires, mais surtout au moyen des instituteurs qu'elle forme à Gibraltar, à grands frais pour la société biblique. De là, elle les envoie dans les pays latins de l'Amérique, pour y enseigner, en espagnol, ce qu'il ne faut pas hésiter d'appeler le scepticisme religieux. C'est, en effet, la résultante fatale, entre le vigoureux catholicisme enseigné par l'Espagne dans ses colonies, et l'introduction du libre examen de la Bible, interprétée cependant et d'une manière absolue par chacune des 72 ou 75 sectes qu'a enfantées jusqu'ici la Réforme.

Singulière liberté d'examen : 75 fois organisée en doctrine, 75 fois imposée dans la pratique.

La France peut-elle assister impassible à cette usurpation

(1) Selon l'Atlas du colonel Lapie.

de la partie de sa mission la mieux caractérisée dans son histoire ?

Qui peut douter que France est le synonyme de catholicisme, comme Angleterre est celui de protestantisme !

Voilà le sens vrai, mais sous-entendu, de la fameuse doctrine de Monroë, et l'Angleterre le sait trop bien, pour ne l'avoir pas sanctionnée par le silence et une apparente acceptation, hors le cas d'un intérêt immédiat, par exemple, le Canada. Toutefois, la race latine ne demande qu'à vivre, tandis que l'autre aspire à la domination.

Il ne s'agit pas moins que de cela dans la question de prépondérance de cette dernière race sur toute l'Amérique, et même dans l'univers.

Eh bien, la justice veut que l'influence anglo-saxonne règne sur le nord de l'Amérique : c'est son Empire ; il est assez beau, assez riche, assez vaste pour satisfaire toutes légitimes ambitions, et personne ne songe à le lui disputer. Mais le Sud tout entier est d'origine catholique, et on se demande alors pourquoi la France perdrait la juste influence que lui assigne sur la race latine sa qualité de catholique, en s'amoindrissant devant la propagande anglo-saxonne ou protestante.

Là est toute la question morale, par exemple, de l'expédition du Mexique, incident grave, social et politique, inauguré sous des auspices de grandeur et de force qui promettaient plus de durée.

Quant à l'intérêt matériel que renferme cette question incidente, il est trop évident pour avoir besoin de démonstration, car il réside entièrement dans le grand fait à obtenir et que nous avons déjà nommé : *l'échange*.

Dans notre époque d'expansion désormais nécessaire, fatale, par suite du déplacement de l'équilibre politique dans le monde entier, l'échange est devenu le thermomètre de la puissance des Etats.

Que la France cesse d'exercer à la fois toutes ses influences sur les races latines de l'Amérique, et graduellement on les verra se *saxonner* à l'instar du Texas et de la Californie. Dès lors, nos rapports commerciaux s'y amoindriront, en raison de l'accroissement des rapports des Anglo-Saxons.

Ces deux fractions jadis latines de l'Amérique ne sont pas les seules que convoite la doctrine Monroe, devenue si élastique par le succès...

En effet, les États-Unis n'aspirent plus aujourd'hui, qu'à la prédominance sur tout le continent Américain. Et nous avons vu, par la superficie de ses territoires, comparés à ceux de l'Europe, quel serait le rôle réservé à celle-ci, le jour où la race anglo-saxonne dominerait sur tout l'héritage de Christophe-Colomb.

Heureusement que l'extrême Sud de l'Amérique renferme, au Rio-de-la-Plata et au Chili, une population vigoureuse et énergique, quoique de race latine, avec laquelle l'anglo-saxonne devra compter ; la guerre du Paraguay en fournit un exemple frappant quoique bien douloureux. C'est donc sur les côtes du Sud et dans l'immense prairie du Rio-de-la-Plata, que s'ouvrira le champ de bataille décisif pour la suprématie anglo-saxonne, ou pour la coexistence de la race latine sur le sol d'Amérique.

Toutefois, il est grand temps que cette dernière ouvre les yeux sur le sort que sa voisine lui prépare ; et il faut espérer que le moment approche où elle reconnaitra que son allié le plus sûr, surtout le plus loyal, parce qu'il est naturellement désintéressé, sera toujours la France. Celle-ci, en effet, ne saurait avoir en vue l'absorption d'une race rivale, et n'a d'autre intérêt que celui d'augmenter le mouvement commercial qui est un élément principal dans la vie matérielle des peuples. Et puis les sympathies d'aspirations identiques n'unissent-elles pas la

France et l'Amérique du Sud, pour la mutuelle et juste influence de leur race, de leur religion, de leur histoire ?

La preuve en est palpable dans les événements du Mexique.

Est-ce que la France victorieuse a laissé voir la moindre velléité d'ambition ? Est-ce qu'elle a fait autre chose que d'y propager les idées d'ordre et d'y prêcher d'exemple, en protégeant le développement des immenses éléments de prospérité qui abondent sur le sol du Mexique ?

Aussi, voyez les résultats de cette politique sage, heureuse pour tous, et par-dessus tout loyale ! . . . C'est un exemple des effets de l'expansion française : le chiffre de notre exportation au Mexique a triplé depuis deux ans à peine d'une tranquillité mal assurée ; que serait-ce plus tard si, par le fait de notre intervention, ce pays acquerrait enfin une véritable sécurité ? Eh bien ! le Mexique possède un quart à peine de la population latine de l'Amérique. L'ensemble de ces populations latines donne à notre commerce un mouvement d'entrée et de sortie de 693 millions de francs par an, sans compter le Mexique ; et, en y comprenant ce dernier pays, nous avons déjà vu que les 30 millions d'habitants de race latine nous ont donné un échange commercial de 824,838,592 fr. pour l'année 1864. Multiplions ce chiffre par le degré de sécurité que notre politique pourrait donner à notre race dans l'Amérique du Sud, par suite de l'exercice légitime de toute notre influence, et nous arriverons, avec le temps, à des chiffres d'échange qu'aucune statistique n'oserait présager aujourd'hui (1).

(1) Nous pouvons ici examiner déjà la marche de nos rapports de commerce avec l'Amérique du Sud, depuis que ce livre est commencé. Reportons-nous au tableau de l'importation et de l'exportation de la page 25 et aux données de statistique qu'il présente. L'une d'elles, et qui en définitive les résume toutes, démontre que la consommation des produits français s'élevait à une valeur de 12 francs pour chaque habitant de l'Amérique du Sud dans l'année 1864, et à

Si, de cet exemple qui parle haut à l'endroit des justes aspirations de la France dans la poursuite de ses intérêts matériels, nous reportons notre attention sur l'intérêt intellectuel et moral qui en découle, qu'y verrons-nous ? La France honorée et respectée par les acclamations de la partie intelligente chez tout une race qui embrasse des nations diverses, pendant que la force de son bras érigeait un Em-

14 fr. 32, si l'on ajoute notre exportation au Mexique, de fr. 70,687,424 dont nous n'avions pas tenu compte dans notre premier calcul. Cette somme, ajoutée aux 559,016,419 francs du même tableau, donne un total de 429,703,843 francs pour notre exportation en 1864, dans les pays américains de langue latine, c'est-à-dire 14 fr. 32 (au lieu de 11 fr. 96) pour la consommation de chaque habitant. Cette différence n'atténue en rien les efforts qui nous restent à faire pour atteindre au chiffre de 47 francs que l'Angleterre fait consommer en produits de son industrie, à chaque habitant des Etats-Unis.

En 1865, le nouveau tableau des douanes enseigne que notre exportation dans ces mêmes contrées ne s'est élevée qu'à 409,854,540 francs, y compris, cette fois, le Mexique. Si nous n'avons pas égard à l'accroissement de population en un an, et que nous prenions le même chiffre que l'an dernier, de trente millions d'habitants dans l'Amérique latine, nous trouverons pour la consommation de chaque habitant, 13 fr. 66. C'est donc une perte de 0 fr. 66 cent. par tête, sur 14 fr. 32 pour 1864.

Cet amoindrissement s'explique néanmoins par le chiffre de nos exportations aux trois Guyanes et à Saint-Thomas, ensemble 12,707,166 francs, que nous avons compris, à tort, l'an dernier, et que nous supprimons cette année. Mais, somme toute, le résultat est négatif en tant que progrès, puisque nous restons dans le *statu quo* ou à peu près. C'est pourquoi nous redirons avec instance combien il importe à la France de porter un regard vigilant sur son mouvement commercial avec l'Amérique du Sud... La France, en effet, n'a pas, sur le globe entier, un seul marché qui offre un aliment aussi abondant, aussi assuré à sa marine marchande, nourricière de celle de l'Etat. Or, l'histoire du passé et les besoins de son avenir commercial (peut-être le moins bien compris en France) la convient à développer les éléments naturels de l'Amérique du Sud, ainsi que nous nous sommes efforcé de le démontrer (pages 43 à 48).

Du reste, rien ne constate mieux notre conviction à cet égard, et les succès qui nous sont promis, que les heureux effets si rapidement obtenus sur le mouvement de notre commerce avec le Mexique, après que la France victorieuse avait solennellement renié toutes vues de conquête. — Ne l'oublions pas. — On vit alors, à un moment donné, les Mexicains se livrer au bonheur, si rare chez eux, de la sécurité... et les entreprises utiles se multiplier, sous l'influence des capitaux appelés par l'espérance d'une solide stabilité.

pire sur les débris encore fumants et sanglants d'un demi-siècle d'anarchie. Faut-il donc qu'au sortir d'un pareil triomphe si heureux pour tous, et surtout si glorieux pour la France, nous voyions son noble drapeau passer sous les fourches caudines de la maxime Monroe? Non! la France ne se courbera pas... car le sillon tracé au Mexique par son épée a reçu la semence de son génie civilisateur et généreux, et cette semence portera ses fruits, quoi qu'on en dise. Est-ce que la fécondation des germes de civilisation confiés par la France au sol mexicain peut se flétrir par le retrait de notre armée? Non, sans doute, et la germination sera d'autant plus rapide, que le vide immense laissé par l'épée de la France en fera sentir davantage la nécessité. Voilà ce qui est vrai au point de vue militaire, mais bien plus vrai surtout, au point de vue économique et social.

Le temps le prouvera. Accueillons donc avec bonheur le retour de nos braves soldats, et qu'ils reposent de leurs longues fatigues sous le beau ciel de France, avec la conviction qu'un jour l'histoire inscrira leur mémoire dans cet exergue : « Il fut soldat de l'armée du Mexique! »

Du point de vue de cet incident à peine remarqué au milieu des bouleversements de l'Europe, incident qui pourtant laissera des traces ineffaçables... jetons un rapide coup-d'œil sur sur l'univers chrétien. Du pôle arctique, en descendant vers le Sud-Est, nous verrons les descendants des anciens envahisseurs du Midi tressaillir d'espérance dans leurs frimats, et brandir la lance du Kalmouck, mise en arrêt vers la lumière et la chaleur... Ah ! c'est que le Kalmouck lui-même a pu croire que la France obéit à l'injonction de Monroe, cet étrange allié de l'Esquimau et du Lapon, du Samoyède et du Moscovite !

Mais n'anticipons rien et soyons confiants. La France ne périrait point sans que le monde fût ébranlé jusque dans ses fondements, car elle en est sinon le pivot, assurément

le levier intellectuel et moral. La France ne pourrait succomber que sous les décombres du catholicisme dont elle est la représentation magnifique et le puissant satellite. Et si le christianisme a mis dix-huit siècles pour amener la civilisation au point où, dans son délire, elle croit pouvoir se passer de lui... la chute du catholicisme abîmerait la civilisation chrétienne, en moins de temps que l'orgueil n'en a mis pour germer et fructifier.

La France l'a bien compris ainsi, depuis dix-huit ans qu'elle tient dans ses mains, républicaines ou impériales, le timon de la barque de saint Pierre ! Que si, confiante aujourd'hui dans l'apaisement des tempêtes, elle laisse voguer la sainte barque sur la foi des traités, c'est que la France a réservé son *Quos Ego*... et le *quos ego* de la France, c'est la vie de Rome catholique et non découronnée de la tiare.

Espérons donc...

Mais, si l'avalanche du Nord se ruait vers le Midi, par un de ces inexplicables desseins providentiels qui confondent l'esprit humain, laissons faire l'avalanche, et sachons bien que la main de Dieu saura impérieusement l'arrêter à son heure. Aussi bien ce châtement ne serait-il pas mérité par l'ingratitude des chrétiens même, au moins pour ceux qui oublient, ivres d'un orgueil insensé, que sans la Rome des Papes, ils gémissaient encore sous le sabre des Césars ou sous la verge des Attila !

Et puis n'avons-nous pas l'exemple du moyen âge ? Combien d'avalanches humaines a-t-il pétries à l'image du christianisme ?

Et si le christianisme se trouve dégénéré, au milieu d'une civilisation qui tend à redevenir païenne, pourquoi ne se retremperait-il pas dans un sang nouveau ?

Et si la loi chrétienne doit envahir le globe entier, pourquoi les plus déshérités à cet égard ne se précipiteraient-ils pas vers cette loi lumineuse dont la clarté ne

marcherait pas vers eux, au gré des desseins éternels ?

Voilà tout autant de problèmes dont la solution est réservée à l'avenir.

Quoiqu'il en soit, telle est la crise phénoménale qui nous inspire ces propositions, au moment où toutes les sociétés du globe apparaissent, aux yeux du philosophe, en travail de remaniement.

Concluons donc, en disant :

La France, c'est le catholicisme.

Son influence dans l'univers tient à sa foi.

Son sang et ses lumières sont d'origine latine.

Que tous les peuples puisent en elle une part d'initiative ; elle en possède assez pour la leur répartir avec largesse.

Tous peuvent s'abreuver à cette source vivifiée par l'esprit de Dieu qui est un pour tous ; et c'est ainsi que par le catholicisme qui est un, les sociétés du globe entier s'avanceront majestueuses et confiantes, sous l'égide du génie français et catholique, dans la voie heureuse de tous les biens de l'esprit et du corps, vers la grande unité : Dieu !

DOCUMENTS

ET

PIÈCES OFFICIELLES.

DOCUMENT **A** PAGE 87.

Le gouvernement de Buenos-Ayres au gouvernement du Paraguay.

Dans le but de resserrer les liens d'amitié et l'alliance entre cette province et celle du Paraguay, et aussi pour manifester la bonne foi et la libéralité de ce gouvernement (Buenos-Ayres) et poser sur des bases sûres la félicité publique ainsi que l'intérêt mutuel des deux territoires, ce gouvernement a accrédité Don Nicolas Herrera près du gouvernement du Paraguay, au moyen des amples facultés qui lui sont données, et nous espérons qu'à son arrivée à l'*Asuncion*, il sera considéré par V. S. comme tel, et traité avec les distinctions, la confiance et les égards que réclame le titre dont il est investi.

Dieu garde à V. S. de nombreuses années.

Buenos-Ayres, le 6 mars 1813.

Signés : Nicolas RODRIGUEZ PENA. — José-Julian PEREZ.
— Doctor Antonio-A. de Font-Juan Manuel DE LUCA,
Secrétaire intérimaire du Gouvernement.

DOCUMENT **B** PAGE 88.

Note de Don Nicolas de Herrera aux Consuls du Paraguay.

EXCELLENTISSIMES SEIGNEURS ,

N'ayant aucun document officiel qui me fasse connaître la détermination de cette province au sujet de l'envoi de députés à l'Assemblée générale constituante, ce qui était l'objet principal de ma venue au Paraguay , j'espère de la bonté de Vos Excellences qu'elles daigneront me remettre copie en forme, ou m'instruire officiellement des résolutions prises par votre gouvernement, afin que je puisse faire constater d'une manière authentique le résultat de ma commission à cet égard.

J'espère aussi que Vos Excellences m'accorderont une audience, afin de traiter *de l'état des territoires* (Buenos-Ayres et le Paraguay) *dans leurs rapports politiques et commerciaux, et aussi pour faire la stipulation d'une alliance établie sur des bases sûres*, et enfin pour vous faire les autres communications dont je suis chargé, etc.,... etc...

Signé : Nicolas DE HERRERA.

Asuncion du Paraguay, le 15 octobre 1813.

Réponse des Consuls à Don Nicolas de Herrera.

Au sujet de la commission que vous avez bien voulu faire connaître à ce gouvernement, dès votre arrivée, la volonté du suprême Congrès de la province est ne point envoyer, pour le moment, des députés à l'Assemblée qui s'est formée à Buenos-Ayres. Quant aux autres points qu'indique votre note du 15 courant, vous pouvez ce matin, à onze heures, si vous le jugez convenable, vous présenter à l'audience de ce gouvernement, pour traiter de tout ce que vous jugerez relatif à la commission dont vous étiez chargé.

Asuncion, 19 octobre 1813.

Signés : Doctor José-Gaspard DE FRANCIA ; — Fulgencio YEGROS, *Consuls de la République*. — Sebastien-Antonio Martinez SAENZ, *Secrétaire*.

DOCUMENT C PAGE 88.

Les Consuls à Nicolas Herrera.

.....que, on avait considéré attentivement tout ce qu'il avait exposé verbalement au sujet de la prestation de secours contre les ennemis de la cause générale de l'Amérique ; que le gouvernement désirerait concerner une coopération active et efficace ; mais que, dans l'état actuel des choses, il ne jugeait pas convenable de prendre des mesures extraordinaires, ainsi qu'il serait nécessaire de le faire, pour

que le Paraguay se présentât avec la dignité qui lui correspond. — Qu'il serait injuste, cependant, de croire à une indifférence pour le grand œuvre que le Paraguay s'est proposé, en visant à son émancipation; car *il aime la liberté et il est devenu idolâtre de son indépendance*. — Que, dans le Congrès de mille députés élus populairement dans toutes les villes, départements et districts de sa vaste extension, on avait compris combien le peuple est animé de l'amour de la gloire et de l'esprit républicain; mais que les bonnes intentions ne suffisaient pas, et qu'il fallait concilier toutes choses avec les circonstances. — Que le temps viendrait où, sans la moindre perturbation, le Paraguay pourrait manifester son énergie, et faire au besoin d'étonnants sacrifices. — Que le gouvernement, à qui était confié par-dessus tout la conservation de la République et sa sécurité, ferait toutefois ce qui serait compatible avec les circonstances, afin de rétablir plus facilement la concorde et chasser toute idée de crainte. — Que, dans ce but, il serait très-convenable que le gouvernement de Buenos-Ayres retirât les droits nouvellement imposés à l'introduction des produits du Paraguay. De cette manière on conserverait plus sûrement la bonne harmonie de l'une et l'autre province, et ainsi pourrait être consolidée notre alliance antérieure.

Asuncion, 25 octobre 1813.

*Les mêmes : FRANCIA, — YEGROS, Consuls; —
SAENZ, Secrétaire*

DOCUMENT **D** PAGE 88.

Le Directeur suprême de Buenos-Ayres aux Consuls du Paraguay.

TRÈS-EXCELLENTS SEIGNEURS,

Les excès commis par le colonel don Jose Artigas sont arrivés à un tel degré, que je me suis vu dans la triste nécessité de le bannir de notre société, et d'autoriser sa recherche, comme traître et ennemi déclaré de la patrie, ainsi que l'observera V. E. dans la copie du ban de proscription qui a été publié dans toutes les villes dépendantes de Buenos-Ayres.

Aujourd'hui, après le départ du courrier, j'ai reçu diverses lettres interceptées, d'après lesquelles Artigas cherche à entraîner toute la campagne de Montevideo dans un soulèvement général contre l'armée de Buenos-Ayres qui assiège Montevideo, occupé par les Portugais, et aussi contre cette capitale (Buenos-Ayres). Il se sert avec audace du nom de V. E. pour donner à la séduction un aspect de sécurité et d'importance. Il proclame partout que ses projets destructeurs sont ouvertement protégés par la République du Paraguay, compromettant ainsi le respect dû à l'autorité de V. E. Je croirais offenser le caractère de V. E. si je supposais qu'il pût entrer dans ses combinaisons politiques de protéger la trahison, l'anarchie et la guerre civile, alors que l'édifice de la liberté, menacé de toute part, ne peut être soutenu que par des efforts héroïques et par l'union des Américains.

Toutefois j'ai jugé opportun d'instruire V. E. de ces circonstances, considérant comme un devoir de conserver la bonne intelligence entre nos deux gouvernements. A cet effet, je prie V. E. de vouloir bien prendre les mesures con-

venables pour que les chefs des troupes paraguayennes ne prêtent pas le moindre appui à don Jose Artigas et aux hommes qui le suivent dans la rébellion, afin que rien ne vienne troubler l'harmonie et la paix qui règnent heureusement entre nos deux territoires.

Dieu garde à V. E. de longues années.

Aux très-excellents Consuls du Paraguay.

Buenos-Ayres, 19 février 1814.

Signé : Gervasio-Antonio DE POSADAS.

DOCUMENT **E** PAGE 94.

Le Directeur suprême de Buenos-Ayres au Dictateur du Paraguay.

EXCELLENTISSIME SEIGNEUR,

A peine élevé, par la confiance des représentants de cette province, à la dignité de Directeur suprême, j'ai dû fixer mon attention sur l'état des rapports existants entre les autorités qui gouvernent les populations unies et celles que préside si dignement V. E. J'ai examiné avec le plus vif intérêt l'aspect que présente notre mutuelle correspondance, et j'ai reconnu avec douleur qu'elle n'était point telle qu'on devait l'espérer de la réprocité qui existe et des liens qui devraient unir la même cause que nous soutenons.

J'ai appris dans cet examen qu'à diverses reprises le gouvernement, qui m'est aujourd'hui confié, a fait des efforts pour se lier intimement avec ses frères les Paraguayens qui

ont renversé la tyrannie espagnole, comme ceux du Rio de la Plata, et qui ont déclaré solennellement, à la face de l'univers, qu'ils voulaient être libres. Mais j'ai vu avec la plus grande affliction que, soit par la confusion des idées dans notre époque, soit par la secrète influence de nos implacables ennemis les Espagnols d'Europe, dont la plus sûre espérance se trouve dans la division des enfants de l'Amérique, ce malheur a fait échouer toutes les tentatives dirigées vers cet objet si important, je veux dire notre union.

Si je pouvais supposer V. E. suffisamment instruite du véritable intérêt de tous les peuples de la Plata, dès qu'ils eurent secoué l'oppression espagnole, je m'attacherais à lui démontrer les périls que renferme cette indifférence qui porte chaque fraction à se borner à sa propre défense et à regarder les autres avec jalousie. Cet état fâcheux des choses prépare à nos pays le danger de retomber au pouvoir de notre antique métropole. Le sort du Chili en est un exemple récent, et en outre le mal est si évident, que ce serait faire injure aux connaissances de V. E. que d'en entreprendre l'exposition.

Que V. E. me permette de dire qu'il y a eu au Paraguay trop de facilité à subir les malignes suggestions de nos ennemis. Aussi ces ennemis qui n'ont pu empêcher la déclaration solidaire de notre indépendance, ont au moins obtenu un triomphe notable dans les soupçons qu'ils ont semés entre nous. Parmi ces motifs de discorde, je signale spécialement l'injuste calomnie qui voudrait que Buenos-Ayres prétend rendre esclaves les autres provinces, alors que son but est et sera toujours de les aider dans leur indépendance. C'est par ce moyen peu digne mais malheureusement efficace, que nos ennemis ont obtenu que le Chili refusât les secours que nous lui offrions, et sans lesquels il courait à sa perte, comme en effet cela est arrivé. Cet État regrettera longtemps sa misérable crédulité dans les embûches de nos ennemis, car il est retombé, par ce seul motif, dans les chaînes de la tyrannie espagnole. Serait-il possible qu'un si triste événement ne nous donnât pas la sagesse

nécessaire pour nous diriger et pour comprendre que les Espagnols sont seuls intéressés à ce que nous soyons désunis, alors que, sans préjudice de l'indépendance individuelle, nous pourrions former une ligue puissante, pour repousser une domination odieuse ? Aujourd'hui plus que jamais nous devons pourvoir à notre sécurité. L'Espagne est délivrée de l'invasion française, et le roi Ferdinand se trouve rétabli sur son trône, par une de ces combinaisons que personne ne pouvait prévoir. Il menace déjà d'étendre son sceptre de fer sur toutes ses possessions d'outre-mer. Une expédition très-considérable se prépare à Cadix pour venir soumettre ces provinces, comptant sur l'appui des Portugais ; et la prise de possession du Chili donne une assise nouvelle à la vengeance espagnole, qui se flatte déjà de pouvoir dévorer nos pays un à un. Au milieu de dangers si éminents, V. E. doit se pénétrer d'une vérité : c'est que si Buenos-Ayres succombe, le Paraguay ne saurait rester libre. Je fais cette manifestation à V. E. au nom de l'Amérique, qui est notre patrie commune, contre l'indifférence et le dédain qui a été observé jusqu'ici de la part de cette province (le Paraguay). Au nom de la mienne, je m'engage à fournir à V. E. tous les secours en armes et munitions de guerre, dont elle aura besoin pour la défense de la frontière, en la suppliant d'adhérer à la mesure si intéressante d'envoyer à Buenos-Ayres toutes les troupes dont elle pourra disposer, ainsi que les ressources qu'il lui sera possible de réunir en armes et en produits du pays, pour aider aux énormes dépenses qu'exigera notre défense contre l'invasion dont nous sommes menacés. Le danger est grand, et il réclame impérieusement le faible sacrifice de toutes nos préoccupations. J'attends la réponse de V. E. à ce sujet, avec la plus vive anxiété ; car de cette réponse dépendra l'appréciation de nos vertus et de notre patriotisme. Que V. E. daigne donc ne pas retarder la vive satisfaction qu'éprouveront nos compatriotes, en voyant que les braves Paraguayens concourrent à la défense de la même ville (Buenos-Ayres) qu'ils ont autrefois secourue, alors qu'elle était soumise à nos

tyrans. V. E. doit se persuader qu'une démarche si noble et si généreuse engagerait pour toujours l'amour sincère que lui professent mes compatriotes, en voyant arriver des secours pour un objet aussi indispensable. Je termine, en répétant à V. E. que cette mesure m'est dictée uniquement dans l'intérêt général de nos peuples ; mais si V. E., malgré les raisons que je viens d'exposer, se refusait à ma demande, elle répondra à la postérité des dangers qui nous enveloppent et qui nous perdraient sans rémission.

Dieu garde à V. E. de longues années.

Buenos-Ayres, 20 janvier 1815.

Signé : CARLOS DE ALVEAR.

DOCUMENT **F** PAGE 108.

Dépêche du Gouverneur Rosas.

Vive la Confédération Argentine !

Meurent les sauvages Unitaires !

Buenos-Ayres, 22 mars 1845.

TRES-EXCELLENT GOUVERNEMENT DU PARAGUAY,

Le soussigné a reçu la note de V. E., du 26 décembre de l'an dernier, par laquelle elle instruit mon gouvernement des importants événements qui ont eu lieu entre le Paraguay et la province de Corrientes. Dans la pensée de V. E. ces événements ont heureusement aplani toute difficulté et laissent

espérer la réalisation des promesses de mon gouvernement, sur l'accomplissement desquelles le Paraguay compte avec confiance. Cependant V. E. manifeste qu'au milieu de ses préoccupations pour prévenir l'interruption de la navigation sur le Parana, elle apprit avec plaisir que des navires de commerce allaient partir de Buenos-Ayres pour le Paraguay; mais qu'ils avaient été détenus par le gouvernement intrus des *sauvages unitaires* à Corrientes. Ce fait mettait le Paraguay comme en état de blocus, et l'obligeait à prendre des mesures pour faire cesser la détention de ces navires. J'ai reçu les documents qui expliquent ces événements ; ils sont numérotés de 1 à 3. Et V. E., pensant que toutes les difficultés sont aplanies pour le commerce du Paraguay, demande qu'en vertu de la convention signée avec Corrientes, le gouvernement de Buenos-Ayres déclare que le commerce du Paraguay est libre avec Buenos-Ayres, sans qu'il y ait danger que les navires du Paraguay et leurs chargements puissent être détenus. Enfin V. E. demande qu'une convention entre Buenos-Ayres et le Paraguay sanctionne les dispositions de celle qui a été établie avec les sauvages unitaires à Corrientes, de manière à ce que nos deux pays y trouvent des avantages mercantiles.

Mon gouvernement apprécie hautement les sentiments de justice que V. E. exprime dans sa note précitée, en proclamant la confiance que lui inspire mon gouvernement et l'amitié délicate qu'il a vouée à V. E., depuis que des relations amies ont été rétablies entre nos deux pays. Je ne m'éloignerai point de ces sentiments, en examinant l'affaire grave qui est soumise à ma considération, car un appel si honorable de la part de V. E., et si obligeant pour moi le soussigné, me porte à manifester franchement et sans réserve les motifs impérieux qui ont guidé mon gouvernement, en adoptant des mesures sans lesquelles la sécurité et l'existence même de la Confédération auraient été sérieusement compromises, s'il en avait adopté d'autres en contradiction avec les principes régulateurs de l'ordre que constamment il a soutenu,

et en sacrifiant ainsi les convenances tant de ce pays (Buenos-Ayres) que des autres parties de la République.

Personne plus que le gouvernement Argentin ne s'est affligé de la situation fâcheuse qui était faite au Paraguay, et des difficultés qu'il éprouvait pour donner une bonne impulsion à son industrie et pour développer ses intérêts. D'une main amie et fraternelle, oubliant et même méconnaissant les considérations vitales pour la République, mon gouvernement a ouvert la navigation du Parana, et favorisé de la sorte les intérêts commerciaux du Paraguay. Il a ouvert aux produits du Paraguay un marché sûr et protecteur, en lui donnant de grands avantages pour le paiement des droits de douane, sur tous les autres produits introduits à Buenos-Ayres par d'autres voies.

Ces convenances furent palpables pour le gouvernement et pour le peuple paraguayen, dans le court espace de temps qui s'était écoulé depuis l'époque de cette concession ; mais il en résulta un désavantage sensible et fatal au cabotage et au commerce des autres villes de cette République. Un grand nombre de navires argentins, richement chargés, partirent de Buenos-Ayres pour le Paraguay. V. E. connaît les déprédations scandaleuses qui eurent lieu de la part du gouvernement intrus des sauvages unitaires à Corrientes. Malgré les assurances que le citoyen du Paraguay, Don Manuel Pena, avait données à mon gouvernement, sur les arrangements pris par lui à Corrientes, lors de sa venue du Paraguay, les convictions de mon gouvernement se réalisent malheureusement et à son très-grand regret. Pour favoriser le Paraguay et pour lui donner des preuves non équivoques d'amitié et de fraternité, mon gouvernement a supporté seul les conséquences de sa conduite noble et généreuse. Cependant V. E. n'appréciant pas comme elles devraient l'être des vexations aussi barbares et sans précédent, qui sont le propre seulement des sauvages unitaires, a résolu de négocier avec eux un engagement humiliant pour le commerce, autant que pour la dignité des peuples confédérés, ce qui était tout à fait inespéré,

après les preuves de bienveillance données par le soussigné.

En annonçant dans la note déjà citée ses accords avec Corrientes, V. E. transmet les documents qu'elle a échangés avec cette administration intrusive. Entre eux figure la convention du 2 décembre de l'an dernier. Dans l'opinion de V. E. cette convention écarte tous les obstacles pour une sûre navigation du Parana. V. E. croit, en outre, qu'en vertu de cette convention elle obtient la meilleure opportunité pour la réalisation des promesses solennelles faites par mon gouvernement, dans sa note du 27 mars de l'an dernier, à savoir que le commerce et les rapports réciproques d'amitié entre les deux pays ne seraient point troublés en tout ce qui dépendrait de mon gouvernement, pour donner un libre cours aux navires et aux négociants qui viendraient du Paraguay. Mon gouvernement, en effet, n'aurait mis aucune restriction à cette liberté de commerce, s'il ne s'était vu obligé de prendre d'autres dispositions, à cause des circonstances de la guerre et de l'occupation de Corrientes par les sauvages unitaires.

En considérant cette affaire avec loyauté et franchise, le soussigné ne doit pas cacher à V. E. que son opinion est absolument différente de celle de V. E. La convention que V. E. présente à mon gouvernement comme un gage assuré qu'il remplira sa parole, est au contraire le document le plus irrécusable qu'on puisse lui présenter, pour ne pas remplir cette parole.

Par cette convention, V. E. a sanctionné la libre entrée paraguayenne des propriétés argentines qui avaient été scandaleusement capturées en vertu du décret du 7 octobre émis par les sauvages unitaires. V. E. a donc opéré le complément du pillage de la fortune des habitants de cette République, en garantissant la liberté de vendre les marchandises volées; enfin, en procurant aux ennemis de mon gouvernement les moyens de se pourvoir de ressources pour continuer la guerre féroce et injuste qu'ils font à mon gouvernement. Il est à remarquer qu'un résultat si déplorable a été obtenu en échange de la sécurité et de la

protection notoirement bienveillante que ce gouvernement a accordées à la propriété paraguayenne, même au milieu des hasards de la guerre et des difficultés créées par les sauvages unitaires de Corrientes. Il est donc plus remarquable encore que V. E. qualifie de résultats heureux et importants, des actes si condamnables, émanés de cette administration réfractaire, et qu'elle les considère comme propres à amener la désirable opportunité, pour mon gouvernement, de réaliser des promesses sur l'exécution desquelles le Paraguay compte et se repose tranquillement. Enfin il est inconcevable qu'on puisse admettre qu'une pareille convention ait pu produire la sécurité pour les propriétés et le commerce argentin.

Le soussigné se trouve à une distance immense qui le sépare des appréciations de V. E. Il se persuade donc qu'elle aura été enveloppée dans les filets perfides des sauvages unitaires qui auront, avec la malice qui leur est propre, induit V. E. dans un système d'immoralité et de déprédation contraire à tous les intérêts; car mon gouvernement ne peut voir, dans un pareil arrangement, autre chose que l'oubli de sa politique amicale et fraternelle envers le commerce du Paraguay, la faveur et un secours effectif accordés aux ennemis de la paix publique et au bien-être des peuples, une protection efficace donnée à la spoliation des propriétés argentines, des moyens réprouvés pour couvrir de semblables déprédations dont on recèle les produits dans les ports du Paraguay; un stimulant aussi efficace pour la rébellion, *une appropriation osée et sans fondement sur le domaine exclusif de la navigation du Parana*, une contradiction manifeste de la neutralité que V. E. avait promis d'observer, et enfin une conduite très-offensive, très-agressive, sans motifs aucuns, contre les droits de la Confédération.

V. E. reconnaîtra qu'elle a dû formuler des exigences bien vives, pour que mon gouvernement ne puisse les accepter sans faillir à l'honneur national et aux convenances auxquelles il doit incontestablement la préférence. En con-

séquence, il a lancé le décret dont ci-joint la copie, comme une mesure impérieusement réclamée par la sécurité et l'honneur de cette république injustement attaqués, après avoir poussé la modération de sa politique, aussi loin qu'il lui était possible. Ce décret sera ponctuellement exécuté jusqu'à ce que cette convention si injuste, si offensive, si préjudiciable, qui a détruit la confiance que les déclarations antérieures de V. E. avaient inspirée, soit déchiré. Tel est le caractère de la convention recommandée par V. E., en la considérant au point de vue de l'état de guerre dans lequel se trouve cette République par rapport aux sauvages unitaires de Corrientes.

Cette convention n'est pas moins irritante en la comparant à l'état pacifique et amical dans lequel se trouvait le gouvernement du Paraguay avec celui de la Confédération, et d'après lequel le devoir de V. E. était de respecter nos lois constitutionnelles. La province de Corrientes, soit qu'on la considère sous son administration actuelle qui est intrusive et anarchique, soit qu'on l'envisage sous une administration légale et en conformité de sa constitution, ne peut contracter aucun pacte international, ni obliger les autres gouvernements de la République. Le traité du 4 janvier 1834 est encore en vigueur, et son article quatrième établit que les provinces qui forment la Confédération « *s'obligent à n'entendre ni à faire aucune proposition, à ne formuler aucun traité particulier de province à province du littoral, ni avec aucun autre gouvernement, sans le consentement préalable et exprès des autres provinces qui forment la présente Confédération.* »

C'est en vertu de ce pacte que les provinces de la Confédération, et entre elles celle de Corrientes, se trouvent sans représentation légale pour s'obliger par des stipulations quelconques, et que les actes qu'elles peuvent pratiquer dans ce sens ne sauraient amener des conséquences sur lesquelles on pût fonder aucun devoir. C'est en vertu de cet acte que le gouvernement du Paraguay, QUELLE QUE SOIT SA

CAPACITÉ PUBLIQUE (1), n'a pu contracter avec cette administration réfractaire, sans manquer aux égards que lui imposent les lois organiques de la République Argentine, lois que V. E. doit connaître, parce que le ministre actuel de V. E., don Andrés Gill, en a été instruit pendant qu'il était commissionné de V. E. près de mon gouvernement. En vertu de ces précédents, la convention sus-mentionnée est offensante pour la souveraineté de la Confédération, parce qu'elle implique formellement, de la part du Paraguay, une faculté donnée aux sauvages unitaires de Corrientes, pour traiter avec le Paraguay, au mépris des principes qui les rendent inhabiles pour tous pactes ou conventions. Enfin, c'est en vertu des mêmes précédents que le gouvernement, chargé des relations extérieures de la République, considérant le mépris qui a été fait de ses bons procédés, les pertes causées au commerce de ces pays, les dangers qui menacent l'existence de la République, les offenses faites à sa dignité et à ses droits et la nécessité urgente de porter remède à de tels maux, a dicté une mesure qui la met en sûreté, qui sauve son honneur et qui neutralise les desseins malicieux des sauvages unitaires.

A la vue de ce qui précède, V. E. se convaincra facilement combien il a été sensible au soussigné de se voir forcément dans le cas de retirer ses promesses. Il y a été obligé par l'impérieux devoir de sauvegarder la République des dangers et des offenses qui compromettent sa paix intérieure, sa prospérité, son avenir ; qui détruisent l'intérêt si bénévole que mon gouvernement avait exprimé, de protéger et d'accroître le commerce du Paraguay avec le port de Buenos-Ayres, ainsi qu'avec tous les autres de la Confédération Argentine. Finalement, V. E. ne refusera pas au soussigné la justice de croire qu'il manquerait au plus sacré de ses devoirs, qu'il trahirait la confiance que les peuples confédérés ont mise en lui et dans les sentiments qui l'animent, si dans des circonstances aussi graves et au milieu d'événements

(1) Quel son de cloche pour l'indépendance du Paraguay !...

extraordinaires, il ne prenait pas les mesures propres à couper à la racine les malignes influences que mettent en jeu les sauvages unitaires pour baigner de sang humain le sol qui les vit naître et dont ils sont les traîtres et les féroces désolateurs.

Quant à négocier avec le gouvernement de V. E. et celui que je représente, un contrat par lequel on adopterait tout ou partie des dispositions de la convention faite avec les sauvages unitaires de Corrientes et en rapport avec les conventions mercantiles des deux pays, V. E. reconnaîtra que *la situation politique du Paraguay étant ÉQUIVOQUE POUR LA CONFÉDÉRATION*, il n'y a aucun moyen convenable et discret de lier ces conventions, si ce n'est en se reportant à la politique bienveillante et pacifique du soussigné, depuis que des rapports ont été établis entre les deux pays, vu que c'est une affaire COMPLIQUÉE ET DÉLICATE, qui devra être traitée *à tous les points de vue* par l'envoyé que ce gouvernement a offert d'accréditer près de V. E.

Dieu garde à V. E. de longues années.

Jean-Manuel DE ROSAS. — Felipe ARANA.

DOCUMENT **G** PAGE 109.

Le Président Lopez au Gouverneur Rosas.

Asuncion du Paraguay, 28 juillet 1845.

Le Suprême Gouvernement de la République du Paraguay à l'Excellentissime Gouvernement de Buenos-Ayres chargé des Relations extérieures de la Confédération Argentine.

Le soussigné, Président de la République, a reçu la note de V. E. du 22 mars dernier, répondant à la dépêche de ce

gouvernement suprême, en date du 26 décembre de l'année antérieure.

Cette note a été lue avec grande attention, et toutes ses parties ont été sérieusement méditées. Cette étude et ces réflexions ont donné pour résultat la conviction profonde de la divergence des vues qui existe entre la République du Paraguay et la Confédération Argentine. Il en résulte, en outre, que les prétentions de Buenos-Ayres, injurieuses à l'indépendance paraguayenne, convertissent en offense, même des actes d'amitié et de délicatesse de la part du Paraguay.

La prudence et la circonspection qui ont guidé constamment la politique de mon gouvernement, lui font donc une loi de suspendre toute correspondance avec le gouvernement de V. E., afin d'éviter par ce moyen de nouvelles difficultés.

Les décrets de V. E. des 8 janvier et 16 avril 1844, qui ont prohibé tout commerce avec le Paraguay, en défendant l'introduction de ses produits, par terre et par eau, auraient exigé du Paraguay de justes représailles, afin qu'on n'attribuât point à faiblesse, ce qui n'était, dans la réalité, que modération et maturité d'esprit.

Toutefois, vu que le Paraguay n'a ni le devoir ni la nécessité de se justifier contre des imputations destituées de fondement et de justice, il entend devoir à sa dignité et à celle des gouvernements impartiaux, une démonstration loyale et exacte de la réalité des faits.

On pourrait passer outre à la partie de la note dans laquelle V. E. manifeste ses sentiments de bonne amitié, sentiments que le soussigné avait exprimés, et se limiter à remercier particulièrement V. E. pour l'expression du sentiment manifesté, *que personne n'a été plus affligé de la pénible situation du Paraguay et des difficultés qu'il éprouve, pour donner l'impulsion à son industrie, pour améliorer ses intérêts.* Cette vive sympathie appelle la juste réciprocité de mon gouvernement, et le porte à manifester aussi combien il s'afflige de la situation fâcheuse dans laquelle se

trouve la Confédération , qui ne jouit pas d'un seul moment de paix, de repos et de tranquillité, biens sans lesquels il ne saurait y avoir ni prospérité, ni industrie, ni sécurité pour les intérêts généraux.

Avant d'entrer dans l'examen des objections sans fondement que contient la note de V. E., et vu les réflexions quelle renferme, il faut, sans discussion, pondérer cette vérité : c'est que le Paraguay croit avoir un droit propre et fondé sur la loi naturelle, pour naviguer sur le Parana, navigation que Buenos-Ayres a le droit de régler selon la convenance de ses douanes. C'est pourquoi mon gouvernement pense qu'il y a erreur de la part de V. E., lorsqu'elle affirme qu'après le rétablissement des relations officielles et commerciales, le Paraguay en a retiré des avantages considérables. En effet, personne n'a souvenance ici de l'existence de cette franchise de navigation, et au contraire tous se souviennent des rares concessions faites seulement aux navires argentins pour la navigation du Parana, ainsi que le démontre le décret du 1^{er} avril 1844.

Mais laissant de côté ces petits incidents, et passant aux accusations formulées contre son gouvernement, le sous-signé déclare que tout en regrettant des préjudices causés à la Confédération par le gouvernement de Corrientes, il n'a jamais pensé que les opinions du citoyen paraguayen, Manuel Pena, aient pu avoir la moindre influence sur ce fait regrettable. Ces opinions étaient purement individuelles; elles n'étaient fondées sur aucune stipulation officielle, elles se rapportaient au pavillon paraguayen, et non au cabotage argentin, et ne pouvaient par conséquent servir de base pour des résolutions violentes sans le moindre avis préalable donné à mon gouvernement, avis sur lequel il aurait pris des mesures convenables. Ce n'est donc point après plusieurs mois passés depuis l'opinion émise par le citoyen Pena, et après des événements dérivés de la situation politique de la Confédération, qu'on pouvait se servir de ces opinions particulières, pour en faire un reproche à mon gouvernement.

V. E. argumente sur la convention signée par le Paraguay avec Corrientes après la confiscation des navires argentins à Corrientes même, pour reprocher au Paraguay d'avoir signé cette convention. En effet, prétendre que le Paraguay se crut autorisé pour apprécier et juger la situation politique entre Corrientes et Buenos-Ayres, et à se prononcer pour l'une ou l'autre, paraît une assertion par trop absolue. Il serait donc bien difficile d'y répondre, car c'était mettre le Paraguay dans la position de belligérant, et dans la nécessité de faire cause commune avec l'un des deux gouvernements en lutte. V. E. doit reconnaître que c'est là une prétention exorbitante. Il est vrai que V. E. déclare que l'administration de Corrientes est inhabile à contracter avec tous pouvoirs étrangers, puisque le traité organique de la nationalité argentine attribue ce pouvoir légitime à la personne de V. E. Mais pour répondre à cette indication, ou plutôt pour démontrer catégoriquement que le Paraguay procédait dans la plénitude de son droit, il suffira d'énumérer les propositions suivantes :

En admettant tout d'abord, sans conteste, que le traité fondamental du 4 janvier 1834 ait encore toute sa force (dans l'hypothèse d'un état de paix), les principes lumineux du droit des gens ne permettent pas de douter que la guerre ne vienne suspendre et rompre tous traités. La province de Ténis en a présenté un exemple tout récent. Or, invoquer auprès d'un peuple neutre un traité qui se trouve brisé par les parties intéressées elles-mêmes, et qui, au lieu d'établir la Confédération, l'union et l'obéissance, a produit une guerre longue, sérieuse et sanglante, n'est-ce pas, en vérité, invoquer une idéalité qui n'existe pas dans le monde réel ?

Mettant donc de côté la longue contradiction qui découle des arguments sus-indiqués, il est certain que V. E. doit reconnaître que le seul pouvoir qui existe à Corrientes est le gouvernement avec lequel le Paraguay pouvait contracter. En effet, lui seul dispose du territoire, de la force et des ressources publiques. Buenos-Ayres ne possède pas,

dans toute l'étendue de la province de Corrientes, un pouce de terrain, un seul soldat, ni le moindre petit symbole de juridiction. Si le désordre existe à Corrientes, Buenos-Ayres n'a pu y rétablir l'ordre. Ainsi, quel que soit le droit, le fait matériel est tel qu'il vient d'être exposé. Dans ces termes, et vu la nécessité absolue et indispensable de traiter ou de faire la guerre, quel devait être le choix du Paraguay? La guerre, d'après les principes d'intégrité nationale que V. E. expose, compromettrait le Paraguay avec la Confédération ; c'était lever le drapeau des hostilités auxquelles Buenos-Ayres aurait assurément répondu. D'autre part, souffrir, sans plaintes, les attaques de Corrientes, et se laisser envelopper comme une victime sans défense, n'était-ce pas une inconséquence inconcevable et une désastreuse réalité?

Il ne restait donc au Paraguay qu'un expédient, c'était de traiter avec l'unique gouvernement actuel de Corrientes, mais de traiter en raison des intérêts actuels du Paraguay, sans décider de quel côté se trouvait la raison ou la justice. C'est là, précisément, ce qu'a fait le Paraguay, et récriminer pour une semblable démarche, n'est-ce pas récriminer contre le droit et contre toutes les notions de la vérité et de la justice? N'est-ce pas demander un prétexte pour un but caché et réservé pour une occasion opportune? Antérieurement à ce traité, si injustement reproché au Paraguay, ce pays avait fait d'autres conventions avec le gouvernement de Corrientes ; les dissidents de la province de Rio-Grande du Sud, en guerre avec le gouvernement du Brésil, avaient aussi fait des traités ; Buenos-Ayres en fut informé et ne manifesta aucune désapprobation ni pour Corrientes, ni relativement aux préjudices qui pouvaient en résulter pour l'empire du Brésil, ce qui rend très-remarquable la nouveauté de la politique actuelle de V. E. Le droit de conservation et de défense personnelle autorise tout sujet d'un gouvernement à préserver sa vie mise en danger par un autre ; comment refuser ce droit de préservation en empêchant un peuple entier de traiter avec un autre peuple

qui vit de sa vie propre, et ce, dans le but si juste, si naturel d'éviter la destruction ou la guerre.

En outre, la convention qu'on reproche au Paraguay n'attaque ni la dignité, ni le commerce de la Confédération, ainsi que V. E. le suppose : au contraire, en la faisant, le Paraguay a consulté et servi l'honneur et les intérêts de la Confédération.

En effet, le premier motif déduit par V. E. est que cette convention a opéré le complément du pillage, en donnant libre entrée, au Paraguay, à la propriété et aux marchandises argentines déclarées de bonne prise par le gouvernement de Corrientes. Cette raison pêche par sa base, car le Paraguay n'a point fait ce dont on l'accuse. Toutefois, s'il eût donné la libre entrée aux objets supposés volés, il eût été dans son droit et n'eût causé injure à personne.

Le soussigné répète qu'il eût été dans son droit, parce que un gouvernement neutre n'est jamais obligé de rompre ses rapports avec des belligérants, excepté dans les cas spéciaux qu'indique le droit des gens. Corrientes a fait un commerce continuel et sans distinction avec le Brésil, sur toute la côte de l'Uruguay, et Buenos-Ayres n'a fait aucune espèce de réclamation à ce sujet. Aucun gouvernement n'a l'obligation ni la faculté de connaître l'identité des marchandises déclarées de bonne prise par des belligérants, pour les exclure de la circulation dans un pays neutre. Dans les marchés de l'Europe civilisée, la possession seule forme le titre des propriétés meubles. En résumé, la triste absurdité qui résulterait d'une prétention contraire est tellement évidente, qu'elle ferait rougir la nation qui oserait émettre une prétention si arrogante. Les propositions évidentes, c'est-à-dire les axiomes, n'ont pas besoin de démonstration.

Quoique convaincu de ses droits, le gouvernement suprême du Paraguay voulant éviter tout prétexte et neutraliser toutes objections, déclara au gouvernement de Corrientes, le 31 octobre dernier, qu'il ne consentirait, en aucune façon, à ce que les navires argentins frappés d'*embargo* à Corrientes, pussent être nationalisés dans le

Paraguay, de manière à pouvoir arborer le pavillon paraguayen. En outre, il a poussé la délicatesse jusqu'à refuser les permis d'embarquement pour Corrientes, quoique le commerce n'ait jamais fait connaître que ces permis fussent demandés pour des marchandises provenant des prises faites à Corrientes. Ce fut là une condescendance extraordinaire en faveur de Buenos-Ayres ; ce fut même une mesure considérée comme anti-économique, et qui eut pour seul résultat de favoriser le commerce du Brésil avec Corrientes. Et cependant cette conduite a donné lieu à l'accusation si dépourvue de vérité, et partant si injuste de V. E.

D'après ce qui vient d'être dit, V. E. aura compris que la seconde imputation des ressources données à Corrientes pour alimenter la guerre, était parfaitement dépourvue de vérité. D'après cette double démonstration qui détruit les accusations de V. E., pourquoi perdre le temps à ce sujet. Toutefois il convient de faire remarquer que les nations neutres font le commerce avec Montevideo (assiégé par l'armée de Buenos-Ayres) ; elles achètent les marchandises argentines capturées par son escadrille, et le gouvernement de Buenos-Ayres n'a pas réclamé contre ces faits comme un secours effectif donné à son ennemi. De tels actes qui se passent aujourd'hui à la face du monde, dispensent de toutes discussions.

Il en coûte de comprendre la troisième récrimination, disant que la convention facilite à Corrientes les moyens d'envoyer ses produits dans les ports de la Confédération. Quel que soit le désir de torturer le sens des mots, on ne trouvera jamais une semblable stipulation dans la convention incriminée ; et quand bien même cette faculté eût été convenue, sa réalisation aurait été impraticable. En effet, aucune marchandise ne pourrait descendre la rivière sous le pavillon de Corrientes, parce qu'il serait pris par les croiseurs argentins ; aucune marchandise ne pourrait partir sous pavillon paraguayen, par la raison que personne ne peut obliger Buenos-Ayres à recevoir et

à consommer les produits de la ville avec laquelle elle est en guerre. Buenos-Ayres a prouvé surabondamment comment elle sait user de la liberté du commerce, et on ne peut qu'être étonné de l'imputation qui vient d'être combattue ; car le gouvernement confédéré est libre d'accepter ou de refuser les marchandises qu'on y envoie ; et dès le moment que Buenos-Ayres les accepterait, de quoi se plaindrait-on ?

Il convient donc que V. E. sache que la prévision du Paraguay s'est étendue aussi sur cette affaire ; car, à la date du 22 novembre, le Paraguay a signifié au gouvernement de Corrientes que chaque gouvernement ayant le droit d'augmenter son commerce comme bon lui semble, et, partant, d'admettre ou de repousser les produits d'un pays quelconque, surtout de celui avec qui il est en guerre, et ceux mêmes qui viendraient sous pavillon neutre, le Paraguay n'exigerait pas du gouvernement de Buenos-Ayres, que celui-ci admît la propriété ou les marchandises de Corrientes.

Ces déclarations, faites et acceptées avant la convention sus-désignée, démontreront aux hommes impartiaux combien le Paraguay prévoyait d'avance la politique de Buenos-Ayres, et aussi combien pure, loyale et honorable a été sa conduite.

Une autre objection qui a échappé à la plume de V. E., c'est que le Paraguay a prétendu s'arroger, sans fondement, le domaine exclusif de la navigation du Parana. Mais comment soutenir une pareille allégation ? Est-ce que lorsque deux individus traitent ensemble des moyens de se servir mutuellement d'une rue ou d'une voie publique, ils prétendent chacun à un domaine exclusif ? Personne n'osera le dire. La République du Paraguay n'a jamais demandé que Buenos-Ayres cessât de naviguer sur le Parana ; au contraire, elle a toujours exigé la franchise de cette navigation. S'il arrive que Buenos-Ayres ou Corrientes n'en fasse pas usage parce que les deux pays ont peur l'un de l'autre, le Paraguay n'a rien à voir à cet état de chose. Son commerce

neutre et inoffensif ira pourvoir les ports de la Confédération.

En somme, le Paraguay ne s'est point séparé de la neutralité; il n'a point été, comme on le pense, séduit par ceux qu'on intitule *sauvages unitaires*, ni enveloppé dans les filets tendus par eux; il possède à un assez haut degré la conscience de ses droits et de ses intérêts pour ne jamais se gouverner d'après des inspirations étrangères; mais il tient pour souverainement injurieux un jugement aussi méprisant pour son intelligence, sa résolution et son énergie.

Le soussigné croit avoir répondu à toutes les accusations portées contre son gouvernement, et il essaiera encore de faire comprendre que la convention respectable dont il s'agit, a été faite en consultant l'honneur et les intérêts de Buenos-Ayres.

Si cette convention n'avait point été faite, le décret de Corrientes, du 7 octobre, resterait en pleine vigueur. Or, en vertu de ce décret, en outre de la visite des navires et de l'arrestation des sujets argentins, toutes marchandises ou propriétés argentines, arrivant par le Parana, quand même elles seraient sous pavillon paraguayen, seraient confisquées, aux termes des articles 2 et 7 dudit décret. Qu'a donc fait la convention qu'on reproche au Paraguay? Elle a mis un terme à toute question de visite ou de confiscation; elle a rassuré la marchandise ou la propriété argentine qui pouvaient arriver en toute sécurité dans les ports du Paraguay. Comment donc peut-on dire qu'on porte atteinte à l'honneur des intérêts de la Confédération, en ayant donné la sécurité et imposé le respect aux personnes, et toutes garanties à la propriété des Argentins?

Voilà un fait inconcevable.

Sans cette convention, Buenos Ayres argumenterait avec raison sur l'impossibilité de la navigation et du commerce sur le Parana, parce que ses sujets seraient maltraités et leurs propriétés confisquées, quel que fût leur mode de transport. Eh bien, mon gouvernement a obtenu cette ga-

rantie, la seule qui pût convenir aux intérêts de Buenos-Ayres, et cependant V. E. s'efforce non-seulement de la méconnaître, mais encore de l'inculper. Il faut donc bien avouer que la question n'est pas celle qu'on a posée, et qu'elle est précisément contenue dans la conclusion de la note de V. E. En effet, mon gouvernement a proposé à V. E. d'entamer une négociation, de quelque nature qu'elle fût, pourvu qu'elle assurât les rapports commerciaux réciproques entre les deux Etats, ainsi que l'exige, à grands cris, l'intérêt réel et le respect dû aux droits des deux peuples. Mais V. E. répond qu'il n'existe pas d'autres moyens de bonne entente que celui indiqué par le gouvernement de Buenos-Ayres, dès la reprise de ses rapports avec le Paraguay. Cette allusion faite à l'indication première de Buenos-Ayres qui y persiste, dit très-clairement que la ressource unique qui reste au Paraguay est de faire partie de la Confédération argentine !

A ce sujet, il convient que la République du Paraguay signifie à V. E. un *ultimatum* immuable qui dispensera V. E. de faire partir le commissaire particulier qu'elle désire envoyer près de mon gouvernement ; et cet *ultimatum* le voici :

S'il s'agit d'une Confédération volontaire, issue du libre arbitre et d'une adhésion formelle du Paraguay, il est oiseux de la proposer, parce que le Paraguay s'y refuse décidément et irrévocablement ; de plus, s'il s'agit d'une Confédération fondée, non sur des principes légitimes, mais sur l'arrogance, sur l'insolence, sur la force, je ferai observer à V. E. que le temps des conquêtes est passé.

Le Paraguay sait ce qu'il peut et ce qu'il vaut ; il a juré d'être indépendant ; il renouvelle chaque année son serment, et ses enfants aiment leur pays qui, pour eux, est un sol sacré. Le peuple paraguayen ne saurait être conquis ; il pourrait être détruit par quelque grande puissance, mais il ne deviendra jamais l'esclave d'un pouvoir étranger.

Dans ces termes, toute contestation ultérieure serait sans .

objet. Il est, en outre, injurieux de proposer à un peuple qu'il abdique sa nationalité et son existence politique.

Dieu garde à V. E. de longues années.

Signés : Carlos-Antonio LÓPEZ. — Andrés GILI.

DOCUMENT **H** PAGE 147.

Deux Visites à la ville de Rosario, à deux ans d'intervalle (1).

I. — *Le Rosario en 1855.*

Après avoir vécu pendant de longues années sur les bords de la Plata, nous connaissions aussi peu l'intérieur des vastes contrées tributaires de ce fleuve-roi, que l'Européen arrivé d'hier.

Si l'on habitait aux bords de l'Indus ou du Gange, aurait-on une idée exacte des poétiques contrées de l'Himalaya? Les bords du Nil donneraient-ils l'idée du Sahara?

Il en est de même pour le voyageur qui, pour la première fois, laisse les rivages de Buenos-Ayres et pénètre

(1) Cette notice, écrite au courant d'un journal de voyage, fut publiée à Buenos-Ayres (en espagnol) dans le journal *el Orden*. La publication valut à l'auteur des critiques exagérées de la part (sans doute) des propriétaires de ces élégants coupés... Ils avaient perdu le souvenir d'une foule de choses et entre autres de l'adage : « Qui aime châtie. » Mais le journal *el Orden* se chargea de le leur rappeler.

dans les deux grands affluents de la Plata, l'Uruguay et le Parana.

En remontant ces deux grandes artères fluviales, aux rives séduisantes, où la nature dessine les beautés capricieuses de sa superbe virginité, ce n'est point une illusion qui séduit la vue du voyageur, c'est la réalité des choses et des formes. Une immense nappe d'eau unie par son apparente immobilité, s'étend dans un long horizon que ferment les contours du fleuve couronné d'une verte ceinture. Des îles, dont on aperçoit à peine la superficie obstruée par les bois, laissent voir le reflet du ciel sur l'autre branche de la rivière qui baigne le pied d'un talus élevé recouvert de prairies, etc. Et les palettes du bateau à vapeur battent sans cesse le courant ou la nappe d'eau qui ne finit jamais. Bois et coteaux, marais, îles désertes, tout passe et recommence à passer, ainsi de suite jusqu'aux cent cinquante lieues qu'un vapeur peut parcourir dans l'Uruguay, et jusqu'aux quatre cents lieues qu'il peut franchir, sans obstacles sérieux, dans le Parana, puis dans le Paraguay, sans compter les trois cents lieues que le Parana sillonne encore, mais avec ses cataractes, jusques à ses sources qui jaillissent du cœur même de la zone torride dans le Brésil. Quant au Rio Paraguay, il remonte jusques vers les premiers affluents de l'Amazone, aux confins du Pérou, où ses sources mêmes ne sont séparées de celles de l'Amazone que par quelques milliers de mètres, au dire des voyageurs.

On comprendra qu'il ne soit pas facile, dans des notes tracées à la course du vapeur, d'étudier à la fois la topographie et les détails de ces tableaux d'une immense étendue. Il faut laisser ce soin au grave géographe, un compas à la main, ou au paysagiste élégant, et se borner, pour le moment, à esquisser une première visite aux bords du Parana et seulement jusqu'à la ville de Rosario, située à quatre-vingt-deux lieues de Buenos-Ayres.

Le Rosario, voilà trois ans, était à peine un village comptant au plus une demi-douzaine de maisons en briques,

mais soigneusement blanchies, dont plusieurs étalaient déjà peut-être trop de luxe dans l'ameublement.

Cette transformation, commencée dès la chute de Rosas, s'est opérée dans moins de trois années, et continue à se développer de jour en jour par le seul fait de la confiance publique. La foi de ces populations dans l'avenir de leur pays est complète, et les nombreuses révolutions tentées à Buenos-Ayres, passent ici inaperçues; ou bien on les supporte comme un orage passager, sans s'inquiéter de leur résultat.

Prodigieuse création de la confiance publique greffée sur les prodigieux éléments de prospérité que possèdent les rives de la Plata et ses affluents, le Rosario n'est encore, aux yeux de l'observateur, qu'un faible échantillon des merveilles que le travail et le commerce sont en train d'enfanter dans ces belles contrées, le Rosario est la capitale commerciale de la province de Santa-Fé qui donne son nom à la capitale officielle.

Si l'on demande d'où ont jailli les ressources qui ont improvisé une ville déjà florissante dans le désert, partout on entend une seule réponse : de la paix ! La paix appelle le capital par la confiance, et l'élément qui le produit, c'est *la terre*. Les terrains de l'ex-hameau de Rosario valent aujourd'hui, dans la ville, de quatre à sept *piastres* le *vara* (de vingt à trente-cinq francs le mètre), c'est-à-dire deux cents, trois cents fois la valeur primitive. Voilà le secret du prodige, car avec un mètre de terre, on a pu payer mille briques à bâtir, et avec quelques mètres de plus on a payé les ouvriers, etc. C'est donc de la terre que jaillira le premier or, à la seule condition de la paix qui amènera la confiance. Le premier de ces biens est assuré ici par la volonté des administrés, et le second par le bon sens des administrateurs. Sous ce rapport, la province de Santa-Fé est l'une des plus favorisées aujourd'hui (1855).

En débarquant sur une plage encore informe, on gravit le talus qui domine le joli édifice de la Douane par une tranchée ouverte sur les flancs du talus. Les rues sont tirées au

cordeau et encombrées par les matériaux des constructions qui s'élèvent chaque jour, comme poussent les champignons sur la prairie. On parcourt quelques *cuadras* (1) et, arrivé sur la place principale, carré de 150 *varas*, on s'arrête devant l'église au frontispice grec, supporté par six colonnes et surmonté de deux tours, le tout d'une éclatante blancheur. Au milieu de la place entourée de *postes* (2) peints en vert, est déjà construit le piédestal de l'Obélisque élevé en l'honneur de la Constitution et dont le statue le surmontera, sous l'emblème d'une femme, d'une mère allaitant ses jumeaux. Il y a ici une dévotion presque fanatique pour la Constitution écrite, et on s'efforce de la mettre en pratique comme on va le voir. Au détour de la place, vers le Sud-Ouest, dans une rue des plus propres, est un édifice mi-maison, mi-hôtel. Il porte écrits ces mots : « Inspection générale de *Courriers* », mais c'est en réalité le dépôt principal des Messageries Argentines. Cette entreprise est la première application pratique de la Constitution aux progrès matériels de la Confédération.

A Buenos-Ayres on voit chaque jour se relâcher les fibres de la morale publique dans l'ignoble jeu des onces d'or à la Bourse, tandis qu'ici la prospérité sort par tous les pores de la terre, grâce au travail qui devient l'habitude locale, et à l'oubli de ce qu'on appelle *la politique*.

Ici des entreprises colossales s'installent à l'improviste, et elles marchent, malgré le vent et la marée des difficultés matérielles, vers une prospérité aussi vaste que ces champs déserts encore, mais se réveillant d'une léthargie de trois siècles, au bruit de la vapeur sur l'eau et du roulement des

(1) On appelle *cuadra* un carré à angles égaux. Leurs dimensions varient selon les localités. A Montevideo ils ont cent *varas* de 85 centimètres sur chaque côté, soit 10,000 *varas* de superficie. A Buenos-Ayres, la *cuadra* a 150 *varas* de côté, soit 22,500 *varas* de superficie. Enfin, dans quelques provinces intérieures, la *cuadra* est un carré de 200 *varas* de côté, soit 40,000 *varas* de superficie. Sous le gouvernement espagnol, le prix légal de la terre était fixe, mais la mesure s'accroissait à mesure qu'on s'éloignait des rivages de l'Océan.

(2) Le *poste* est un soliveau de deux mètres de long, à moitié enfoncé en terre, et servant de poteau et de borne.

diligences sur terre. Ces dernières vont déjà jusqu'à Mendoza (235 lieues — 976 kilomètres), et dans quatre à cinq mois elles iront jusqu'à Catamarca. — Voilà qui s'appelle remuer la matière inerte ! A Buenos-Ayres on voit d'exotiques cochers à gants blancs et cravate blanche, menant bon train de superbes coursiers attelés à un coupé élégant et doré... Mais on n'y voit *pas un seul chemin* pour sortir des rues pavées de la ville dans la banlieue. Il est vrai qu'on nivelle le premier essai d'un chemin de fer jusqu'à San-José de Flores ; mais là on aura à traverser des marécages jusqu'à Morou, point où doit nécessairement aboutir la voie ferrée pour communiquer avec la campagne (1). Ici on n'use pas des gants jaunes même en l'honneur de messieurs les cochers en cravate blanche, mais on court au galop jusques aux Cordilières.

Ceci veut dire qu'ici commence la civilisation par le travail dur, difficile, constant, c'est-à-dire par le commencement ; tandis qu'à Buenos-Ayres on commence par la fin, ce qui sera cause, si cela dure, que Buenos-Ayres devra finir bientôt par où elle aurait dû commencer, *par le travail*.

Voici les premiers résultats obtenus par l'entreprise des Messageries, depuis son installation, le 25 juillet 1854 :

	ROUTES		
	SANTA-FÉ	CORDOVA	MENDOZA
Nombre de voyages	16	17	7
» d'hommes employes.	389	185	82
» de voyageurs	524	84	319
Excédant de bagages payant	303 arr.	590 arr.	171 arr. (2).
Or, onces	5,209 poudre	169 onces	
Argent monnayé	113,500 piastres	829 marcos	

(1) Depuis onze ans que ceci est écrit, Buenos-Ayres a fait de grands progrès en tous genres au point de vue matériel ; mais alors c'était l'état vrai des choses.

(2) L'arrobo est de vingt-cinq livres, poids espagnol, soit 11 kilog.

Ces chiffres officiels sont pris sur le premier tableau dressé par les intelligents entrepreneurs des Messageries Argentines, MM. Rusinol, qui les mettent fort gracieusement à la disposition des voyageurs.

A côté de cette belle et grande entreprise s'élabore, en ce moment, une autre opération qui, jointe aux Messageries, c'est à dire travaillant simultanément quoique séparée d'intérêts, va centupler avant très-peu d'années le mouvement commercial dans la Confédération. C'est l'entreprise d'un roulage accéléré pour le transport des marchandises. Aidées également par le gouvernement de la Confédération et acceptées par toutes les provinces qui voient en elles la cessation de cette atonie mortelle que causait leur isolement cruellement calculé en vue d'intérêts égoïstes, ces deux entreprises de locomotion vont transformer bientôt l'aspect général de ces pays si vastes, où l'homme doit lutter contre toutes les difficultés d'une contrée encore à l'état de nature. Elles seront pour le bassin de la Plata les messies des ponts-et-chaussées et les précurseurs obligés des chemins de fer.

L'entrepreneur du roulage accéléré est M. Timoteo Gordillo, homme pratique des difficultés que la nature des Cordilières offre à chaque pas. Il a obtenu du gouvernement de la Confédération un privilège de temps, une subvention d'argent, une concession de terres, et de si nombreux souscripteurs ont offert de participer à son entreprise, qu'il a dû refuser presque autant d'associés qu'il en a accepté. M. Gordillo est un homme qu'on aime à entendre parler avec cet accent du vrai pionnier, habitué à lutter contre les obstacles matériels et résumant dans sa parole précise la justesse de ses idées.

Des hommes comme MM. Rusinol et Gordillo sont plus utiles à un pays neuf que beaucoup d'escadrons de cavalerie ornés d'un brillant état-major, quelque utiles que soient les escadrons pour aller à la chasse de l'Indien, auquel il vaudrait bien mieux envoyer des missionnaires de paix et d'instruction.

Le voyageur qui arrive ici de Montevideo et de Buenos-Ayres se croit transporté dans un monde complètement nouveau. Les idées étroites de personnalité et d'une politique sans nom se perdent ici dans le bruit de la truelle, du marteau et sous le roulement des diligences ; il n'en reste qu'un vain écho , qu'une couleur pâle comme la lune voilée par un nuage, et un sentiment de tristesse dans l'âme.

En pensant que ces deux grandes villes si heureusement situées pour recevoir les bienfaits de la civilisation de l'univers entier, n'ont su prendre de ces bienfaits que le vernis qui en recouvre les misères, l'esprit s'attriste, et, en comparant les brillantes vanités et l'éclat artificiel qu'elles étalent, au travail rude qui prépare ici une civilisation solidement fondée sur la prospérité des travailleurs, on se rappelle involontairement la parabole évangélique : « *Les premiers seront les derniers.* »

Nous ne quitterons pas le Rosario sans dire qui nous y avons rencontré : c'est le colonel Don Jose Arenales dont le nom est connu du monde studieux par sa monographie du *Grand Chaco*. Ingénieur très-laborieux, M. Arenales est natif de Salta, où son père joua un rôle honorable pendant les guerres de l'indépendance ; lui est resté ce que l'avaient fait ces guerres, c'est-à-dire colonel. Depuis que la guerre civile eût remplacé celle de l'indépendance, M. Arenales a vu passer trente années sur sa vie retirée des affaires, mais remplie de travaux utiles. Dans ces études, il a vieilli aussi honorable que pauvre. On pense que ses cartons regorgent de dessins topographiques de plusieurs provinces argentines, et qu'on ne trouverait nulle part de meilleurs éléments pour un Atlas argentin. Ainsi usé par l'âge et le travail, le colonel Arenales était de passage à Rosario, se rendant à Parana, où le gouvernement voulait le nommer chef du département topographique.

Heureux de cette rencontre, nous voulûmes causer un instant avec lui, mais l'état de surdité extrême dans lequel est le colonel Arenales, fut une grande difficulté.

Un dialogue écrit s'établit entre nous. A notre indication

que son ouvrage sur le *Grand Chaco* avait mérité l'attention du monde savant, et que MM. Alcide d'Orbigny et Ferdinand Denis nous en avaient parlé avec éloges, il répondit par écrit :

« J'éprouve une vraie satisfaction en apprenant les amicales expressions dont vous me favorisez si inopinément, et les accepte avec ingénuité. Dans mon isolement absolu de la société où me tient mon infirmité, je ne puis que me dire votre attentionné et affectionné serviteur.

« Rosario, 18 novembre 1855.

« Signé : ARENALES. »

Nous insistâmes sur le grand bien qu'il ferait à son pays en publiant une notice de ses travaux topographiques. Il se rejeta sur son âge et sa faible santé. Sur notre demande si les cartes des diverses provinces étaient achevées, il répondit que les matériaux étaient préparés.

Il serait déplorable qu'un homme de tant de mérite ne pût mettre la dernière main aux nombreuses esquisses de ses études. Espérons que le gouvernement de la Confédération comprendra combien il lui importe d'acquérir les cartons du colonel Arenales, en le mettant en position d'en compléter les études et les dessins.

II. — *La ville de Rosario en 1857.*

Celui qui aurait vu le port et la ville de Rosario en 1855, ne les reconnaîtrait plus en 1857.

Le Rosario est définitivement la métropole commerciale de la Confédération Argentine, telle que des différends déplorables l'ont circonscrite en dehors de la province de Buenos-Ayres. Le port de Rosario deviendra le second foyer de la prospérité publique dans la communauté argentine, le jour où Buenos-Ayres voudra reprendre la première place désertée aujourd'hui par elle.

Chaque année qui s'est écoulée dans cette espèce de divorce a été un scandale national; et de jour en jour on sentira davantage la nécessité d'y mettre un terme.

Chaque heure de retard fait comprendre le besoin d'une réconciliation fraternelle, et chaque minute qui s'écoulera après la réconciliation sera un pas fait vers l'immense prospérité qui est promise au vaste bassin de la Plata.

Les mystères du gouvernement temporel de la Providence sont incompréhensibles; mais en voyant les effets immédiats de la scission argentine, on ne peut s'empêcher de reconnaître que ce fait malheureux a révélé et démontré ces trois points de la controverse sociale entre peuples argentins :

1° C'est que Buenos-Ayres pouvait prospérer sans être unie aux provinces, et malgré les invasions des Indiens sauvages qui profitaient de cette désunion;

2° Que les provinces pouvaient fonder leur existence politique, quoique séparées de Buenos-Ayres et malgré les obstacles naturels et artificiels dus en partie à cette séparation;

3° Que la réunion si désirée de la société argentine en un seul corps de nation résoudrait le problème de deux frac-

tions argentines existant actuellement sous un même drapeau, mais sous une autonomie différente.

Cette expérience a été, on peut le dire, téméraire; les deux partis ont réussi, pour le moment, à se constituer. Mais qu'on mette un terme à cette périlleuse expérience, car le danger frappe à la porte, et l'union devient une nécessité mutuelle.

La formation d'une Confédération Argentine, dans les circonstances où elle s'est organisée, c'est-à-dire malgré la résistance de Buenos-Ayres, deviendra l'un des phénomènes sociaux les plus intéressants du XIX^e siècle. Cette pensée altière autant que généreuse donne la mesure d'un courage d'abnégation sans exemple.

L'histoire dira ce qu'ont fait les fondateurs de cette Confédération, mais qui dira comment on a osé concevoir la pensée d'une organisation sociale au milieu d'un désert physique, moral, intellectuel, commercial, industriel?

Créer un gouvernement qui fonctionnât sur une étendue de deux cent cinquante mille kilomètres carrés, occupés à peine par un million d'habitants disséminés sur cette superficie immense, comme les grains de sable dans un désert...

Organiser une administration générale au milieu d'administrations partielles livrées encore aux premiers rudiments de l'art de vivre en société...

Lutter avec toute la patience de la raison contre des rancunes sans fondements ou des exigences exagérées...

Ces trois miracles politiques et sociaux, la Confédération Argentine les a réalisés; et cependant elle s'était lancée dans cette entreprise gigantesque, sans finances, sans marine, sans armée, sans instruction publique, et sans aucun des éléments, en un mot, qui constituent le pouvoir d'une administration régulière.

Il serait digne de Buenos-Ayres, la sœur aînée des provinces argentines, de tendre une main à ses jeunes sœurs, puisqu'elles se sont montrées dignes de prendre place à ses côtés dans le grand banquet argentin. Il y aurait

en cela honneur, justice, raison et intérêt réciproque, c'est-à-dire national, sans que Buenos-Ayres perdît un atome de ses Lelles destinées provinciales.

Buenos-Ayres possède théoriquement l'immense prairie du Sud de l'Amérique, et elle devra la posséder un jour effectivement.

Il y a là tout un empire en germe.

Commerce et industrie dans Buenos-Ayres, gouvernement central à Chacomus et le port maritime (non fluvial) à Bahia-Blanca sur l'Atlantique. Sur ces trois points, qu'on se livre à l'agriculture et au régime pastoral sur une grande échelle, et voilà un avenir splendide pour Buenos-Ayres.

Quant aux autres provinces, que Buenos-Ayres leur abandonne franchement la prairie et les déserts du Nord : elles sauront les utiliser.

Ainsi unie, la nation argentine marchera rapidement à la conquête de ces prairies désertes aujourd'hui au Nord et au Sud. Le nom argentin, sa fortune et sa puissance parviendront bientôt à dominer sur les Pampas, aujourd'hui en proie à la flèche, à la lance et aux cris désordonnés de l'Indien sauvage.

Le Rosario deviendra le trait d'union du pays argentin, le port principal des provinces de Cuyo et le port d'entrepôt des provinces du Nord. Ces dernières auront bientôt leurs ports d'embarquement sur le Rio-Juramento (le Salado) et aussi sur le Rio-Vermejo. Cette dernière rivière donnera encore un port principal à la Bolivie, dont le commerce se hâtera d'abandonner le port de Cobija sur le Pacifique, car il gagnera, on peut dire, dix pour un en économie de transport et de temps, pour ses riches produits tropicaux, qui descendront, sur ses belles rivières, jusqu'au Rio de la Plata.

Telle est la loi géographique du pays argentin, et c'est parce qu'il l'a méconnue jusqu'ici, que des générations se sont succédées, luttant entre elles, non pour la gloire, mais pour végéter misérablement au milieu des ruines et des larmes.

La loi géographique commande de plus en plus le monde politique et commercial, à mesure que les progrès sociaux vont déroulant les merveilles de l'industrie.

Malheur aux peuples qui voudraient lutter contre la souveraineté géographique.

La fondation de Rosario serait une réponse péremptoire à tout argument qui aurait pour objet de s'opposer à la vertu intrinsèque des faits qui s'y sont accomplis.

En effet, nous savons tous ce qu'était le Rosario en 1850 : un triste hameau. Nous avons tous vu ce qu'il était en 1855 : un amas de chantiers des arts et métiers entremêlés.

Voyons donc maintenant ce qu'est le Rosario en 1857 :

A l'Orient coule majestueusement le Rio-Parana ;

Au Nord, à l'Ouest et au Sud s'étend une série d'exploitations agricoles, là même où la prairie naturelle nourrissait les vaches et les brebis des rares habitants de Rosario, en 1850.

Chaque lot de terre labourée (cuadra) nourrit aujourd'hui autant d'habitants qu'en nourrissait alors chaque lieue carrée de terre, sous le régime pastoral.

A sept ou huit cents mètres de la place principale, on voit la filière des maisons dont la construction s'accroît de jour en jour, à tous les vents. Le luxe des habitations et des jardins intérieurs qui commençaient à naître en 1855, autour de la place principale, se propage aujourd'hui, à mesure que les rues se prolongent. On voit, en effet, à de grandes distances de la place principale, des maisons dont l'aspect, les ornements et la richesse d'ameublement ne le cèdent en rien aux meilleures maisons de Montevideo et de Buenos-Ayres.

Dans le courant de 1857, on a bâti 170 maisons nouvelles, et M. Rusinol affirme qu'on peut les évaluer en moyenne de vingt-cinq à trente mille francs, quoique l'intérêt de l'argent n'ait jamais été moindre de *trois pour cent par mois*, ce qui n'a pas empêché d'emprunter pour construire, tant le besoin d'habitations a été progressif. Toutefois les rues pavées brillent par leur absence. Il est certain que de lar-

ges trottoirs y sont établis, pavés avec de belles dalles, mais ces pierres ont été apportées d'Europe ! Et cependant il existe, dans les montagnes de Cordova et dans celles d'Ambagasta, des dépôts considérables des marbres les plus précieux, et entre autre celui d'un blanc pur, rival du fameux marbre de Paros.

Les marbres de Cordova et de Santiago-del-Estero, ainsi que le sel de nitre, seront un aliment assuré et abondant pour le chemin de fer projeté jusqu'à Cordova, tandis que les navires de l'Europe vont faire des chargements de sel nitre sur les bords du Pacifique...., et que les riches marbres de Cordova, de Santiago-del-Estero sont brûlés aujourd'hui pour en extraire la chaux si renommée de ces provenances !

Avec le temps, on construira des maisons, des palais de marbre dans ces deux provinces, avec plus d'économie qu'on ne peut en construire aujourd'hui avec de simples briques.

Le port de Rosario possède un seul môle ou jetée, s'avancant dans le fleuve. Sa construction est assez rustique, mais il supporte un petit railway à deux voies. Les navires d'outre-mer arrivent jusqu'au bord du quai, ce qui permet d'accélérer le travail de chargement et de déchargement sans le secours coûteux des pontons et des accons, comme on est obligé de le faire à Buenos-Ayres. Les dimensions de ce môle sont de deux cent cinquante mètres de long avec une aile en amont de quarante mètres. Sa largeur est de dix mètres sur le môle principal et de quinze mètres sur l'aile. Cette œuvre, entreprise par M. Hopkins, est due aux commerçants de Rosario, qui l'ont faite par souscription.

La douane neuve est un édifice massif de trois étages de magasins, sur cave voûtée. Ce petit dock a 80 mètres de long sur 12 de large et 18 à 20 d'élévation. Dans la persuasion qu'il sera bientôt insuffisant au mouvement commercial, on s'occupe déjà de la construction d'un nouveau corps de bâtiment parallèle.

Les négociants de Rosario, courageux et intrépides, se

proposent de faire construire une Bourse pour la réunion quotidienne des commerçants qui a lieu aujourd'hui dans une maison en location. Le règlement intérieur de la Bourse est calqué sur celui des places de commerce les plus recommandables, et on se propose de fournir à cet établissement les données les plus nombreuses de la statistique commerciale de l'univers. Cette bonne institution, qui fait honneur à l'esprit d'ordre et d'entreprise du commerce de Rosario, a eu pour promoteur M. José-F. de Paz, aidé dans ses bons désirs par M. Woodgate.

Telles sont les tendances laborieuses et intelligentes qu'on remarque dans cette nouvelle création commerciale.

La bienfaisance publique a aussi sa bonne part dans les aspirations de cette ville. Tous les habitants ont contribué par souscription à l'établissement d'un hôpital ainsi que d'une chapelle y annexée pour le service religieux. Cette fondation pieuse est sous l'inspection de M^{me} Rusinol. C'est ainsi que cette dame préludait à une société de bienfaisance dont la formation occupe aujourd'hui tout son zèle. Quoique peu nombreux, les malades de cet hôpital présentent une intéressante mosaïque des nationalités diverses qui reçoivent, en ce moment, les bienfaits de la charité Rosarienne. Il est à souhaiter que la commission actuelle de charité se transforme au plus tôt en société de bienfaisance, et que celle-ci s'occupe sans retard de patronner des écoles de filles. Personne n'ignore, en effet, que l'éducation de la femme exige tous les soins possibles, surtout dans une société nouvelle, car la femme influe puissamment sur les destinées de l'homme, et la mère de famille doit être considérée comme la pierre angulaire de tout édifice social. Instruisez et moralisez la femme, elle rendra au centuple ce bienfait, en élevant ses enfants dans les bons sentiments et en consolidant ainsi les bases du bien-être de la famille et de la société.

Au milieu d'une société qu'on peut dire sortie du néant, ou, ce qui est pire, du désordre politique et moral, il est bon que le public ait de l'initiative et n'attende pas tout de

l'action gouvernementale, pour ce qui touche au bien-être domestique. Les gouvernements, dans ce cas, ont bien assez à faire pour tracer une marche administrative et constitutionnelle, dans des pays qui n'ont jamais connu ce que c'était que l'administration. C'est ce que faisait la population de Rosario, ainsi que l'indiquent les utiles entreprises que nous venons de signaler. A ces établissements d'utilité publique ou de bienfaisance, on ajouta bientôt un vaste marché qui n'avait pas coûté moins de cinq cent mille francs. Son organisation était calquée sur les meilleurs règlements de l'Europe qui régissent cette matière.

En dehors de ces travaux publics, les environs de la ville prennent un aspect des plus riants, à cause des jardins nombreux qui embellissent la banlieue. L'un de ces jardins, fruit des incessants labeurs de M. Hertz, appelle l'attention du voyageur. Plus loin, on voit une grande usine pour la mouture des céréales, dont les machines, importées des Etats-Unis par M. Gordillo, sont mues au moyen d'une belle chute d'eau. C'est un bienfait de plus que le pays doit à ce courageux entrepreneur de roulage accéléré dont les voitures, attelées de bons chevaux, remplaceront bientôt les lourdes et énormes charrettes à essieux de bois. Ce n'est pas sans obstacles de toute sorte qu'on met en œuvre de pareilles entreprises dans un pays privé des ressources que donne la civilisation. Aussi M. Gordillo s'est-il vu arrêté un moment, faute de ressources; mais le président de la Confédération, le général Urquiza, qui favorise toutes les entreprises utiles, a pris celle de M. Gordillo sous la protection immédiate de sa grande fortune privée.

D'autre part, on a formé déjà un de ces grands établissements connus sous le nom de *Saladero*, pour abattre les bestiaux et préparer leurs dépouilles, ainsi que la viande salée destinée pour l'exportation. Les éleveurs de la localité trouveront dans cet établissement une économie considérable, car ils n'auront plus à payer les frais de conduite de leurs bestiaux jusqu'à Buenos-Ayres, où ils arrivaient

amaigris, à cause des fatigues d'un aussi long et aussi pénible voyage.

Toutes ces entreprises donnent un grand entrain à l'activité commerciale de Rosario, et aussi une valeur toujours croissante au prix de la terre. On cite des fortunes faites subitement par l'achat des terrains dans les localités de choix. La même valeur territoriale s'étend jusque dans la campagne, et une opération récente, faite sur une grande échelle, a permis à l'heureux acheteur de retirer de sa terre une valeur seize fois plus forte que le prix du coût primitif. Ces sortes de gros lots, puisés à la loterie de l'intelligence et du travail, deviennent chaque jour plus fréquents.

Nous devons dire ici encore les progrès accomplis depuis notre premier passage à Rosario, par l'entreprise des Messageries Argentines, sous l'intelligente direction de M. Rusinol, qui s'est associé M. Fillol, vice-consul d'Espagne, et remarquable administrateur. Grâce à cette belle entreprise, on traverse aujourd'hui avec rapidité les vastes prairies désertes qui séparent les centres de populations, et la preuve de sa prospérité, c'est qu'aujourd'hui elle expédie une diligence par semaine de Rosario à Cordova (environ 500 kilomètres), tandis que, lors de sa formation, voilà deux ans, il n'y avait qu'un seul départ par mois. Ce fait dit les grands avantages que le pays retire de cette courageuse entreprise.

A côté de toutes ces formations nouvelles, le capital arrive de pays lointains pour en hâter le développement, et déjà la puissante maison brésilienne du baron Maua a établi à Rosario une banque qui s'est installée le 1^{er} janvier 1858. Les éléments de prospérité pour cette banque sont incalculables. Outre le mouvement commercial du port de Rosario, la banque Maua est appelée à propager les usines pour la fabrication du sucre qui commencent à se former dans les provinces de Santiago-del-Estero, de Tucuman et de Salta, les exploitations des mines de Catamarca, de la Rioja et quelques-unes à Salta, ainsi que l'agriculture et

surtout la viticulture si féconde et déjà si riche dans les provinces de Saint-Jean, de Saint-Louis et de Mendoza. En outre, cette banque pourra étendre ses ramifications dans les provinces de Corrientes et d'Entrerios, situées sur la rive gauche du Parana qui les sépare de Rosario. Quant à la province d'Oran, la plus éloignée au nord de la Confédération Argentine et la plus neuve dans la vie commerciale, elle se fera connaître dès que la navigation du Rio-Vermejo aura reçu le bienfait de la vapeur, et déjà on s'occupe de l'y introduire.

On le voit, les éléments surabondent pour une **grande** prospérité d'autant de banques ou succursales qu'il **y** a de provinces argentines, et toutes elles formeraient de **brillants** fleurons à la couronne de Buenos-Ayres, le jour où la Confédération Argentine et l'Etat sécessionniste de Buenos-Ayres se donneraient le baiser de paix et de confraternité. Ainsi cesseraient les malheureux effets de la guerre de **tarif** qui retarde actuellement le progrès commercial sur **toute** l'extension du pays argentin.

Après avoir succinctement tracé les bienfaits **matériels** amenés dans la ville de Rosario par l'ardeur **intelligente** et laborieuse de ses habitants, il est juste de jeter un **regard** sur la physionomie sociale de cette population. Elle est **d'a-**bord essentiellement mercantile : peu de visites, point **d'in-**vitations ni de compliments oiseux. Le temps manque **po-**ur les affaires, et l'on dérobe à la nuit les heures qui ont **man-**qué à la journée. Chacun va et vient avec vitesse, les **dili-**gences, les courriers réclament un instant de chaque **he-**ure du jour. Cette activité fébrile s'explique par cela seul **que** le Rosario est l'*Alpha* et l'*Oméga* des rapports **commerciaux** de chaque province de l'intérieur, tant celles de Cuyo **que** celles du Nord, avec le littoral, *et vice versa*. En un mot, **c'est** une population qui n'a pour ainsi dire pas le temps **de** se sentir vivre.

Dans cet état d'empressement et de hâte constante, les réunions, les *Tertulias* et les bals trouvent rarement leur place à Rosario, ce qui ne saurait être dans les goûts **de**

la plus belle partie du genre humain. De là ces justes plaintes, dont une jeune femme se faisait l'organe, en disant très-gracieusement qu'elle devenait une commerçante, très au fait des prix, *en gros*, du calicot, de l'indienne, du sucre, etc. De cette science, résultait pour cette dame une constante lutte avec les épiciers, car elle ne pouvait se résoudre à leur payer le prix *du détail*.

Ce fait, si gracieux dans sa naïveté, n'établit-il pas péremptoirement la véritable phisionomie commerciale que présente le Rosario à l'observation du voyageur ?

Encore quelques années de ce mouvement actif de commerce, et le Rosario deviendra une grande cité. En 1850, sa population était de six cents âmes ; dès 1855, cette ville comptait près de six mille habitants, et aujourd'hui (1857) on ne l'évalue pas à moins de douze mille habitants.

Ces trois dates et ces trois chiffres en disent plus que tous les commentaires.

DOCUMENT II PAGE 136

Traité d'alliance offensive et défensive entre l'Empire du Brésil
et la République Argentine.

NOTA. — *Ce traité n'a pas été ratifié par le gouvernement de Buenos-Ayres, et son refus est constaté par sa note du 13 avril 1843.*

Nous, Empereur constitutionnel et défenseur perpétuel du Brésil etc. etc., faisons savoir à ceux qui verront la présente lettre de confirmation que : le 24 du mois de mars de cette

année 1843 a été conclu et signé, dans cette ville de Rio-Janeiro, un traité d'alliance offensive et défensive, entre nous et le gouverneur et capitaine général de la province de Buenos-Ayres, chargé des relations extérieures de la Confédération Argentine, dans le but de parvenir à la complète pacification de la province de Rio-Grande de San Pedro du Sud, et aussi de la République Orientale de l'Uruguay, en rétablissant la paix et l'autorité légale dans ces deux territoires, traité dont la teneur est comme suit :

Au nom de la très-sainte et invisible Trinité, le gouverneur et capitaine général de la province de Buenos-Ayres, chargé des relations extérieures de la Confédération Argentine, et S. M. l'Empereur du Brésil, désirant rétablir la paix dans la République de l'Uruguay et dans la province de Rio-Grande de San Pedro du Sud, et convaincu que le gouvernement de Fructoso-Rivera est incompatible avec la paix intérieure de cette République, et avec la paix et la sécurité de l'Empire, ainsi que des états limitrophes ; convaincus en outre que la perpétuité de son pouvoir conservée par une politique sans foi, met en danger non-seulement l'existence politique de la même République, que, par l'article troisième de la convention préliminaire de paix du 26 août 1828, les deux gouvernements se sont obligés solennellement à défendre, mais encore que ledit Rivera provoque la rebellion de la province de Rio-Grande de San Pedro du Sud contre le trône constitutionnel du Brésil, et considérant que les rebelles de ladite province se sont alliés et unis à Fructoso-Rivera pour faire la guerre à la Confédération Argentine et à l'Empire, ainsi que le prouvent les documents authentiques au pouvoir des deux gouvernements contractants, et voulant mettre un terme à cet état de chose, en rétablissant l'empire de la loi au profit de l'Empire et de la Confédération Argentine, les hautes parties contractantes ont convenu de faire entre elles un traité d'alliance offensive et défensive, et à cette fin elles ont nommé pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

Le gouverneur général de la Province de Buenos-Ayres, chargé des Relations extérieures de la Confédération Argentine, Monsieur le général Guido envoyé, Extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République près de S. M. Impériale ; et S. M. l'Empereur du Brésil, MM. Honorio-Hermeto-Carneiro Leao, de son Conseil, Sénateur de l'Empire et secrétaire d'Etat intérimaire des Affaires Étrangères, et Joachim-José-Rodriguez Torres, de son Conseil, Député à l'Assemblée générale Législative de l'Empire et secrétaire d'Etat au Ministère de la Marine ; lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs ont accordé les articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Le gouvernement chargé des Relations extérieures de la Confédération Argentine et S. M. l'Empereur du Brésil s'unissent par une alliance offensive et défensive contre le pouvoir et l'autorité qu'exerce Fructuoso Rivera dans la République de l'Uruguay, et contre les rebelles du Rio-Grande de San Pedro du Sud, ainsi que contre les partisans dudit *Caudillo* et des rebelles sus mentionnés.

ART. 2. — Les hautes parties contractantes se compromettent à employer les forces de terre et de mer dont ils pourront disposer, jusqu'à obtenir la complète pacification de la Province de Rio-Grande de San Pedro du Sud et de la République de l'Uruguay, ainsi que le rétablissement de la paix et de l'autorité légale dans les deux territoires.

ART. 3. — S. M. l'Empereur du Brésil, dès que le présent traité aura été ratifié, déclarera bloqués le port de Montevideo et tous autres ports de la République de l'Uruguay qui seraient dominés par les forces de Fructuoso Rivera. Les ports seront bloqués par une force navale de l'Empire suffisante pour rendre effectif le blocus, et le gouvernement de la Confédération Argentine s'oblige à augmenter cette force navale de tous les navires de guerre dont il

pourrait disposer, lesquels resteront sous les ordres du commandant de la force impériale.

ART. 4. — Les munitions de guerre et les provisions de bouche, ainsi que les fonds nécessaires à la force navale de l'Empire seront fournis par le gouvernement chargé des Relations extérieures de la Confédération Argentine, et dûment remboursé par le gouvernement impérial.

ART. 5. — Le gouvernement des Relations extérieures de la Confédération Argentine s'oblige à fournir à l'armée Impériale du Rio-Grande de San Pedro du Sud jusqu'à six mille chevaux ou d'avantage, si c'était nécessaire, et de les mettre à la disposition du général en chef, dans le plus court délai possible. Ces chevaux seraient payés par le gouvernement impérial, si on l'exige, selon le prix convenu entre le susdit général et celui des forces argentines.

ART. 6. — Les troupes de la Confédération qui entreraient sur le territoire du Brésil par la frontière de la République de l'Uruguay, pour opérer contre l'ennemi commun, seront mises sous les ordres du général en chef de l'armée impériale ; et les troupes impériales qui, dans le même but, passeraient sur le territoire de la République de l'Uruguay, y seront sous les ordres du général des forces confédérées. Afin de régler les commandements, on considère comme frontières, entre l'Empire et l'Etat Oriental, celles qui étaient reconnues entre la province de Rio-Grande et le susdit Etat, avant son indépendance.

ART. 8. — Les troupes alliées de l'Empire et de la Confédération Argentine seront payées et munies d'aliments, de vêtements et de munitions de guerre, durant la campagne, par leurs gouvernements respectifs. L'hospitalité se compensera mutuellement au moyen de la solde respective ; le paiement de toutes autres fournitures extraordinaires que les forces de l'un des gouvernements contractants recevraient de l'autre, sera réglé entre les généraux en chef des deux armées.

ART. 8. — A la fin de la guerre il ne sera permis ni à Bento Gonzalez, ni aux autres chefs des rebelles de Rio-Grande, qui seraient désignés par le gouvernement impérial, de résider sur le territoire Oriental, ni dans la Confédération Argentine. Le gouvernement de la Confédération Argentine s'oblige à les expulser de son territoire, et à prendre, d'accord avec le gouvernement impérial, les mesures nécessaires pour leur expulsion du territoire Oriental. De son côté le gouvernement impérial s'engage également à expulser du territoire brésilien, Fructuoso Rivera et les autres chefs qui seraient désignés par le gouvernement de la Confédération; il s'engage en outre à prendre les mesures nécessaires pour son expulsion du territoire Oriental, d'accord avec le gouvernement de la Confédération.

ART. 9. — Les autres rebelles de Rio-Grande de San-Pedro du Sud qui se réfugieraient dans le territoire de l'Etat Oriental, ou sur celui de la Confédération Argentine, ne pourraient pas résider à moins de 200 lieues de la frontière de Rio-Grande. De la même manière, il ne sera pas permis aux partisans de Fructuoso Rivera ou à d'autres dissidents de la Confédération qui se réfugierient sur le territoire de l'Empire, de résider dans les provinces de Rio-Grande, Santa Catalina et San Pablo. Tout homme mentionné dans cet article et qui se réfugierait dans le territoire respectif des parties contractantes, durant la guerre, resterait sous la vigilance de la police des dites parties.

ART. 10. — La paix et l'autorité légale étant rétablie, dans la République de l'Uruguay, aucune force de terre, dépendante de l'une des deux parties contractantes, ne pourra continuer à y séjourner, excepté si le gouvernement même de l'Uruguay le demandait, et que ce fût ainsi entendu entre les hautes parties contractantes qui détermineront le nombre de troupes et le temps que doit durer leur séjour.

ART. 11. — Si les troupes de l'armée confédérée péné-

traient sur le territoire de la province de Rio-Grande, ou pour le rétablissement de la paix, ou à la poursuite de l'ennemi commun, elles s'en éloigneraient aussitôt que le motif de cette opération aurait cessé, ou dès que le général en chef de l'armée impériale demanderait leur retrait.

ART. 12. — Etant d'un mutuel intérêt pour l'Empire et pour la Confédération Argentine de former un traité définitif de paix entre les deux pays, et au terme de l'article 17 de la convention préliminaire du 27 août 1828, les deux parties contractantes promettent de nommer le plus tôt possible les plénipotentiaires respectifs pour la conclusion de ce traité et pour la fixation des limites de la frontière de l'Uruguay.

ART. 13. — L'échange de ratification de ce traité se fera à Buenos-Ayres dans le terme de 50 jours à compter de cette date.

En témoignage de quoi, nous soussignés, plénipotentiaires du gouvernement de la Confédération Argentine et de celui de S. M. l'empereur du Brésil, en vertu de nos pleins pouvoirs, nous signons le présent traité de notre main et y faisons apposer le sceau de nos armes.

Fait dans la capitale de Rio-de-Janeiro, le vingt-quatrième (24^e) jour du mois de mars de l'an de la naissance de N.-S. Jésus-Christ mil huit cent quarante-trois (1843).

Signés : Thomas GUIDO. — Honorio-Hermeto-Carneiro LEAO. — Joaquin-José-Rodriguez-TORRES.

Le traité de la teneur ci-dessus Nous étant présent et bien vu, considéré et examiné par Nous tout ce qu'il renferme, Nous l'approuvons, le ratifions et le confirmons, soit dans son entier, soit dans chacun de ses articles et stipulations, et par la présente Nous le donnons pour fermement et

valablement fait, promettant sous la foi et parole impériale de l'observer et de l'exécuter, et de le faire observer et exécuter de quelque manière que ce puisse être. En témoignage et en assurance de ce qui vient d'être dit, Nous avons fait dresser la présente charte, signée par Nous, avec le sceau des armes impériales et contresigné par Notre ministre et secrétaire d'Etat soussigné.

Donné dans le palais de Rio-de-Janeiro le vingt-sept (27) du mois de mars de l'an mil huit cent quarante-trois (1843.)

PROTOCOLE.

Les Ministres plénipotentiaires de S. M. impériale, réunis dans le cabinet du ministre des Affaires étrangères de l'Empire du Brésil, et prenant en considération l'urgence qu'il y a, vu l'état actuel de la guerre dans le *Banda Oriental*, qui réclame la nécessité urgente d'une alliance offensive et défensive entre le gouvernement de S. M. impériale et celui de la Confédération Argentine, pour rétablir la paix et l'autorité légale dans la République de l'Uruguay et pour mettre un terme à la rébellion du Rio-Grande et de San-Pedro du Sud, les dits Ministres plénipotentiaires ont déclaré que nonobstant que S. E. l'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération Argentine, le général Don Thomas Guido, se trouve sans pouvoir spécial pour signer le traité, on procéderait à le faire et le conclure comme si un tel pouvoir existait, le général Guido promettant de demander les pleins pouvoirs nécessaires en soumettant ce traité à la ratification de son gouvernement, ces pleins pouvoirs devant être échangés pour ceux de LL. EE. les Ministres plénipotentiaires de S. M. impé-

riale, cet accord faisant l'objet d'un protocole, afin qu'il soit dûment constaté.

Secrétairerie d'Etat des Affaires étrangères, vingt-sept (27) mars mil huit cent quarante-trois (1843).

Signés : Honorio-Hermeto-Carneiro LEAO. — Joaquín-José-Rodríguez TORRES. — Thomas GUIDO.

Pour copie conforme,

Par empêchement du sous-secrétaire,

Signé : José-Dominguez de ALTAIDE MONCORVO.

C'est la traduction fidèle du protocole original en langue portugaise, qui reste archivé dans la Légation Argentine.

Signé : GUIDO.

DOCUMENT J PAGE 164.

Extrait du Discours du Sénateur Félix Frias au Congrès de Buenos-Ayres, le 21 juillet 1866.

« Il me sera impossible, aujourd'hui, de donner un libre
« essor au cri de ma conscience, car j'ai l'âme oppressée
« par les événements dont la marche ne m'a pas permis de
« manifester plus tôt toutes mes convictions sur nos actes
« politiques de ces derniers temps. Il faut cependant que je
« mentionne ici quelques faits de l'histoire récente de mon

« pays ; il faut que je rappelle aux membres de cette Cham-
« bre et à la partie du public qui m'écoute, quelle a été l'o-
« rigine de la guerre dans laquelle nous nous voyons enga-
« gés , et que, pour mettre en relief l'importance de la
« doctrine que je défends, je leur demande s'il n'aurait pas
« convenu à l'honneur du pays et au bien de ses intérêts,
« que l'intervention du Congrès, opportune et convenable,
« eût pu éviter la guerre ?

« Les tourmentes politiques, Messieurs, ne se forment
« pas en un instant ; d'abord quelques nuages apparaissent
« à l'horizon, puis, d'une cause sans importance en appa-
« rence, surgissent peu à peu pour le peuple de grandes
« calamités.

« Lord Palmerston avait dit que les duchés de l'Elbe de-
« viendraient l'étincelle qui mettrait le feu à l'Europe. Or,
« lorsqu'on vit comme nous, Messieurs, sur un sol que d'in-
« terminables révolutions ont rendu si inflammable ; quand
« nous sommes entourés de poudre, il n'est point bon de
« jouer avec l'étincelle ; il faut, au contraire, l'éteindre tout
« d'abord, car plus tard il devient très-difficile d'éteindre
« un incendie. (*Applaudissements*).

« Un jour, Messieurs, à notre lever, nous demandions
« comme de coutume : Qu'y a-t-il de nouveau ? — Rien, si
« ce n'est qu'un officier supérieur (le général Flores) ré-
« fugié chez nous, est parti, lui troisième, pour aller
« rendre la liberté à la République voisine (Montevideo). —
« Et ce fut l'étincelle. — Quant à l'incendie, vous tous le
« connaissez. (*Applaudissements*).

« *Le Président du Sénat.* Un peu de silence ! Les signes
« d'approbation ou de désapprobation ne sont pas permis.
« On s'expose à l'évacuation des tribunes.

« *M. Frias.* L'incendie (la guerre du Paraguay) est
« connu de nous tous, M. le Président ; et qui pourrait cal-
« culer ce qu'ont perdu tous ces pays, depuis le Brésil jus-
« qu'au Paraguay, en or, en sang répandu, bien autrement
« précieux que l'or ; et aussi pour le développement de leur
« crédit, de leur commerce, et pour le bien-être général !

« Qui peut dire où s'arrêtera le recul immense de nos ins-
« titutions, pour n'avoir pas éteint à temps cette étincelle ;
« pour n'avoir pas contenu cet homme qui partait d'ici pour
« aller délivrer son pays.

« Ici je me permettrai de rapporter une anecdote : La ville
« de Santa-Fé, prise en 1840, fut traitée comme toujours il
« arrive dans ces cas. Au lendemain, les épiciers répondaient
« à leurs pratiques qui demandaient du riz, du sucre, etc. :
« Il n'y en a plus ; les libérateurs ont donné la liberté au
« sucre, au café, etc., hier même. »

« Telle est la liberté qu'on a portée dans la République
« Orientale. On est allé la délivrer de ses institutions... Oui,
« on l'a libérée de ses lois !

« Le nuage avait grandi et le Ciel s'obscurcissait de plus
« en plus de ce côté-là du Rio de la Plata. La Révolution
« lança bientôt ses foudres sur ce qu'il y a de plus sacré
« dans la société ; elle a renversé le gouvernement le plus
« honnête, je le proclame hautement, qu'ait jamais possédé
« la République de l'Uruguay (Montevideo). Oui, l'autorité
« est tombée, et les institutions ont été renversées... On
« nous dit aujourd'hui que le *Libérateur* est venu pour *cons-*
« *titutionaliser* son pays. Si telle est l'œuvre qu'on pré-
« tend refaire, mieux eût valu ne pas commencer par la
« détruire !

« Je le demande : Quel était le devoir de la République
« Argentine, en présence de cet incendie ? Notre devoir
« n'était-il pas tracé par les principes mêmes que nous pro-
« fessons, les principes du droit ? La neutralité nous pres-
« crivait de ne point attiser ce feu et d'empêcher qu'il ne
« s'alimentât au dedans même de nos propres frontières.

« L'avons-nous fait ainsi ! Non, telle n'a pas été notre
« conduite ; et ici, comme loyal serviteur de mon pays, ne
« pouvant trahir ma conscience, je dois dire la vérité non-
« seulement au gouvernement, mais encore au peuple qui
« m'a donné le siège que j'occupe. Je dois donc censurer
« l'indigne coopération que beaucoup de nos compatriotes,
« qui se prétendent libéraux, ont donnée à une entreprise

« qu'ils eussent dû réprover, dès le premier moment, pour
« être conséquents avec leurs principes.

« La politique qui convenait au gouvernement argentin
« était toute tracée. Il y a un droit public, Messieurs, un
« droit des gens, et ce droit nous ordonne de respecter un
« gouvernement voisin, lorsque celui-ci ne nous fait point
« offense. Le gouvernement de Montevideo ne nous a point
« offensés, et cependant nous n'avons pas su le respecter.
« La neutralité n'a pas été réelle, bien qu'elle eût été pro-
« clamée solennellement par le gouvernement Argentin près
« des gouvernements étrangers. Le feu de la sédition fut
« attisé par nous-mêmes, et, comme personne ne l'ignore,
« il fut attisé aussi d'un autre côté (le Brésil).

« C'est parce que nous (les sénateurs), ne sommes pas
« intervenus à temps, pour dire au Pouvoir exécutif : agis-
« sons de manière à ce que cette neutralité soit réelle; res-
« tons fidèles au droit et à nos promesses... etc., que le mal
« a acquis la gravité et les proportions que nous lui voyons.
« Si la neutralité eût été loyale; si tous, nationaux et étran-
« gers, eussent été persuadés que nous ne prenions aucune
« part dans cette guerre civile, nous aurions préservé notre
« pays de la guerre.

« Vous le voyez, Messieurs, il est d'un intérêt vital que le
« Congrès prenne part aux affaires d'Etat; qu'il demande les
« informations verbales et les pièces officielles; qu'il re-
« commande au gouvernement de ne pas tant envelopper
« sa politique dans le mystère des secrets d'Etat, puisqu'à
« l'ombre de ces mystères on enlève la poudre de nos arse-
« naux pour la brûler dans les canons qui ont démoli une
« ville Orientale (Paysandu).

« Désirant établir dans nos habitudes parlementaires une
« pratique dont les bienfaits sont évidents, il m'a fallu,
« pour la défense de nos prérogatives, faire sentir au Sénat
« les avantages que promet leur mise en pratique, et je l'ai
« voulu faire en mettant sous ses yeux les fruits amers d'une
« expérience douloureuse.

« Ennemi déclaré, comme tous me connaissent, et, au dire

« de quelques—uns, ennemi fanatique des révolutions, je me
« félicite de cete nouvelle occasion qui s'offre à moi, pour
« anathématiser ici celle qui a donné lieu à la déplorable
« guerre qui nous impose de si grands sacrifices (celle du
« Paraguay).

« Je passe à un autre sujet, etc., etc., etc. »

DOCUMENT **K** PAGE 170.

Extraits de la Note du Ministre des Affaires Étrangères de
Montevideo au Ministre Brésilien Saraiva.

« Protéger efficacement l'intérêt légitime étranger,
« qui se trouve lié au pays, le protéger en lui appliquant les
« institutions si libérales de la République qui couvrent
« tous les habitants, c'est un devoir et une convenance na-
« tionale. Cela étant, on comprend sans peine que l'autorité
« se trouverait heureuse de concourir à éviter ou à repri-
« mer des actes abusifs, d'où que lui vint l'avis que les
« garanties légitimement dues n'existent point. Aussi,
« toutes les fois que la dénonciation d'un fait viendrait
« accompagnée des preuves d'une complicité de la part
« d'un employé public, le gouvernement déplorerait de se
« voir mal servi, mais il ne reculerait pas devant le devoir
« et la convenance d'un châtement proportionné au délit.

« Le gouvernement Oriental n'a jamais vu et ne saurait
« croire qu'il aurait démérité, en agissant ainsi ; ce serait
« démériter, que de se convertir en recéleur d'un méfait,
« ou en témoin tolérant d'un abus contre le droit.

« En proclamant ainsi les dispositions dans lesquelles se

« trouve le gouvernement de la République, pour traite-
« les affaires du gouvernement du Brésil, ou de tout autre
« gouvernement ami, le soussigné va s'occuper de la par-
« tie de la note qui paraît avoir été le prétexte de cette
« même note. Toutefois, après cette déclaration des prin-
« cipes de mon gouvernement, je dois manifester sa con-
« viction sur la nécessité où il se trouvait d'appeler l'at-
« tention de V. E. sur *l'inopportunité* des réclamations
« brésiliennes, prétendues urgentes, alors que la situation
« si difficile qui nous est faite a des causes si connues. En
« effet, l'origine de nos désastres actuels se trouve entière-
« ment dans les éléments brésiliens que le général Flores a trouvés
« à la frontière, pour envahir son pays natal, et encore
« dans l'absence de toutes mesures répressives de la part
« du gouvernement brésilien, malgré les promesses faites
« à ce sujet. Car mon gouvernement n'a jamais cru et
« ne pense point encore qu'après douze années, durant les-
« quelles diverses administrations se sont succédées, on
« pût rendre la sienne responsable, seule, de tant de griefs,
« et ce dans les circonstances actuelles... C'est pourquoi
« je disais, dans ma réponse à la première note de V. E.,
« ce qui suit :

« *Ce qu'on exige, dans les circonstances au milieu des-*
« *quelles on l'exige*, serait l'immolation du principe d'au-
« torité, principe sauveur de notre nationalité que le gou-
« vernement de la République soutiendra à tous prix, et
« il succombera plutôt que de faillir à son respect pour lui.

« En effet, la prétention du gouvernement impérial serait
« le plus funeste des précédents. Il en résulterait, *dans le*
« *cas actuel*, que l'invasion brésilienne a eu sa raison d'être;
« que mon gouvernement est criminel; qu'il doit par consé-
« quent donner satisfaction, et que cette satisfaction même,
« justifiant l'invasion brésilienne, le gouvernement impérial
« pourrait alors seulement mettre un terme aux attentats
« de ses sujets ! c'est-à-dire après que ces bandes de bri-
« gands auraient imposé à mon gouvernement le sacrifice
« du principe d'autorité. . .

« Nonobstant cette conviction (l'inopportunité des récla-
« mations brésiliennes) et vu le peu d'espoir qu'il reste à
« mon gouvernement d'obtenir de S. E. le conseiller Sa-
« raïva, un règlement des difficultés actuelles, et enfin dans
« le but d'éloigner tous prétextes de résistance ou de pro-
« cédés injustes dans nos rapports avec le gouvernement
« de S. M. I., au nom de mon gouvernement je propose à
« V. E. le moyen le plus sincère et qui ne peut être refusé
« sans injustice. Ce moyen est de soumettre, d'un commun
« accord, nos différends à l'arbitrage de l'une ou plusieurs
« des puissances représentées à Montevideo par LL. EE.
« les ministres d'Espagne, Don Carlos Creux; d'Italie, Don
« Raphael-Ulysse Barbolani, et par MM. les Chargés d'af-
« faires de Portugal, Don Leonardo de Souza Leitte Acevedo;
« de France, Don Martin Maillefer; de Prusse, Don Her-
« man Frederic Von Gulich; et d'Angleterre, Don Guillaume
« Lettson.

« Les arbitres décideront de l'opportunité des réclama-
« tions, et si l'opportunité était reconnue, ils proposeront
« les moyens pratiques de procéder à l'examen et à la
« satisfaction à donner aux réclamations réciproques.

« Le gouvernement de S. M. l'Empereur du Brésil ayant
« accepté les principes du Congrès de Paris, et les ayant
« récemment mis en pratique dans ses différends avec l'une
« des grandes puissances signataires dans ce Congrès, le
« gouvernement de la République ne veut pas croire que
« V. E. puisse repousser sa proposition.

« J'ai l'honneur d'être, etc.

« Signé : Juan-José DE HERRERA. »

A. S. E. M. le conseiller José-Antonio SARAIVA.

DOCUMENT L PAGE 171.

Rupture du Ministre Brésilien avec le Gouvernement de
Montevideo.

Mission spéciale du Brésil.

Montevideo, 10 août 1864.

MONSIEUR LE MINISTRE ,

Le gouvernement Oriental ayant résolu de ne point écouter le dernier appel amical que, par mon intermédiaire, lui a fait le gouvernement de S. M. l'Empereur , en vue de la justice et de la protection due aux Brésiliens résidant dans la République ; refusant, en outre, de faire punir les auteurs des graves attentats et des abus d'autorité signalés dans ma note du 18 mai ; enfin V. E. me proposant, à la date d'hier, un *expédient* qui élude la question et prolonge les difficultés, tandis qu'il est urgent au contraire, pour la sécurité des vies et des propriétés brésiliennes qui sont dans un péril imminent, dans les départements intérieurs, à cause des perturbations de ce pays qui malheureusement s'aggravent et se prolongent, je me vois dans l'impérieuse nécessité d'annoncer à V. E. que, selon les ordres de mon gouvernement, des instructions vont être expédiées à l'amiral baron de Tamandaré et aux chefs des corps d'armées stationnés sur la frontière, afin qu'ils procèdent à des représailles et qu'ils emploient les moyens les plus convenables pour rendre effective la protection à laquelle ont droit les sujets brésiliens, protection que ne peut leur assurer le gouvernement de la République.

Pour que V. E. soit pleinement informée de la délibération du gouvernement impérial, il m'incombe d'affirmer qu'il a jugé utile de demeurer dans cette attitude, jusqu'à ce que le gouvernement Oriental ait adopté les mesures et donné les satisfactions réclamées, et aussi jusqu'à ce qu'il ait réparé les offenses faites à la nation brésilienne.

En outre, vu que le dessein principal de mon gouvernement est de garantir par lui-même les personnes et les propriétés de ses concitoyens jusqu'à ce que l'accomplissement des lois de cette République devienne effectif, il n'hésitera pas à exercer des représailles pour chacun des cas qui les exigeront, ainsi qu'à augmenter la gravité des mesures qui vont être prises, si ces mesures étaient insuffisantes pour obtenir tout ce que, au nom de mon gouvernement, j'ai demandé par ma susdite note du 18 mai.

Telle est, monsieur le Ministre, la résolution de mon gouvernement, en vue de la réponse négative du gouvernement Oriental, selon votre note datée d'hier. Je renvoie cette même note à V. E. non-seulement par les raisons invoquées pour justifier un semblable procédé, c'est-à-dire parce qu'elle est formulée en termes que je m'abstiens de qualifier, mais encore parce qu'elle contient d'étranges inexactitudes de faits, qu'il serait inutile de discuter.

Regardant ainsi comme terminée la mission spéciale dont j'ai été chargé près le gouvernement Oriental,
J'ai l'honneur d'être, etc.

Signé : José-Antonio SARAIVA.

DOCUMENT **M** PAGE 171.

Note du Doyen du Corps Diplomatique au Gouvernement de
Montevideo.

Légation d'Espagne.

Montevideo, 12 août 1864.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Je me suis empressé de soumettre à mes collègues M. le Ministre d'Italie et MM. les Chargés d'affaires du Portugal, de France et d'Angleterre, la note que V. E. m'a fait l'honneur de m'écrire, le 9 de ce mois, en ma qualité de doyen, ayant pour objet de manifester la situation déplorable où avaient conduit les différends qui existent entre le gouvernement Oriental et celui de S. M. l'Empereur du Brésil.

Les agents diplomatiques sus-désignés étant réunis chez moi, nous sommes convenus de répondre à V. E. que nous déplorons profondément que la proposition d'un arbitrage formulé par le gouvernement de V. E. n'ait pas été acceptée par le commissaire extraordinaire de S. M. l'Empereur du Brésil, et que, par suite, il n'y a pas lieu pour nous de demander des instructions sur ce sujet à nos gouvernements.

En transmettant à V. E. l'expression des sentiments de mes collègues et les miens, je conserve l'espérance que les complications pendantes pourront encore avoir une solution satisfaisante.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Signé : Carlos CRÉUS.

A S. E. M. le Dr José DE HERRERA, ministre des Relations extérieures.

DOCUMENT N PAGE 171.

Circulaire du Gouvernement de Montevideo.

Ministère de l'Intérieur.

Montevideo, 11 août 1864.

La tournure qu'a prise l'action diplomatique du gouvernement du Brésil, confiée à son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire dans la République, malgré les espérances et les plus grands efforts du gouvernement, a donné pour résultat une situation menaçante pour nos bons rapports avec l'Empire.

Cette mission extraordinaire fut commencée sous des auspices qui, par cela seul qu'ils étaient menaçants, présageaient des résultats peu favorables aux intérêts légitimes qu'elle se proposait de servir. Le ministre brésilien s'est conduit avec une acrimonie et un esprit de dépréciation de notre nation et de ses autorités d'autant plus surprenant pour le gouvernement, que jusqu'au dernier moment nos rapports avec le gouvernement impérial étaient remplis d'une bienveillance amicale que n'avait pu attiédir chez nous le manquement, de la part du Brésil, aux devoirs que la situation actuelle du pays lui imposait, en qualité de gouvernement voisin et ami.

Malgré les efforts du gouvernement pour obtenir la pacification à l'intérieur, non-seulement pour mettre un terme aux malheurs du pays, mais encore comme moyen de couper court aux difficultés extérieures qu'on lui créait, il a porté ses soins, reconnus par le représentant même du Brésil.

jusqu'aux limites que V. S. connaît, comme il appert des documents publiés le 4 courant.

Malgré tout, le conseiller Saraiva a présenté au gouvernement une note comminatoire, inconvenante et injurieuse dans ses expressions, dans laquelle il fixe le terme péremptoire de six jours, pour que le gouvernement Oriental donne satisfaction à des réclamations pour des faits qui datent depuis 1852 jusqu'à ce jour. Cette note déclare que, sur le refus de cette satisfaction, il aurait recours à des représailles de la part des forces impériales de terre et de mer, en laissant aux chefs des deux armées le choix des moyens les plus convenables et les plus efficaces pour donner toutes garanties à leurs concitoyens.

Il ne s'agit donc plus simplement de réclamations contre les actes de l'administration actuelle. Les réclamations qui sont faites se rapportent à toutes les administrations qui se sont succédées dans notre pays depuis 1852 jusqu'à 1864. On n'accuse aucun des partis politiques, mais bien tous les partis, c'est-à-dire la nation entière dans une longue période de son existence ; et cependant on passe outre sur nos justes réclamations, on ferme les oreilles, et on exige que nous liquidions, sans demeure et sans examen, nos fautes véritables ou supposées. On veut que nous acceptions des prétentions impossibles, tandis que nos propres droits lésés demeureront dans l'oubli !

Avant cette commination extrême, et dès que le gouvernement du Brésil, par l'organe de son ministre, alléguait, pour soutenir ses exigences, la nécessité de garantir la vie et la propriété des Brésiliens même qui forment le contingent le plus nombreux de la rébellion contre laquelle le pays est en lutte, le gouvernement Oriental déclara qu'il était prêt, maintenant comme toujours, à satisfaire toutes réclamations justes. Il fit observer toutefois l'inopportunité de semblables réclamations, vu l'état de guerre qui avait été créé par l'invasion, guerre à laquelle contribuait principalement l'élément brésilien.

Ces observations et toutes les raisons présentées pour

démontrer le manque de fondement des réclamations qui nous étaient faites, ainsi que les efforts du gouvernement pour obtenir la pacification intérieure, même au sacrifice de nos institutions et du principe d'autorité; enfin le noble objet d'éviter au pays de plus grands malheurs, et d'enlever jusqu'au moindre prétexte d'une intervention étrangère, tout, en un mot, a été inefficace pour émouvoir le représentant du Brésil, dans ses prétentions inadmissibles et attentatoires à la souveraineté et à l'indépendance de la nation.

En présence de cet ultimatum, le gouvernement de la République s'est maintenu sur le terrain où il s'était placé dès le principe des exigences brésiliennes, c'est-à-dire sur le terrain du droit, de la justice et de la dignité nationale.

La proposition faite en dernier lieu au ministre impérial, avec une modération et une prudence poussées jusqu'aux dernières limites, a été de soumettre un arrangement à l'arbitrage d'une puissance amie. Non-seulement cette proposition si honnête a été repoussée, mais encore on y a répondu par la notification que les ordres pour des mesures appelées des représailles, allaient être données aux chefs des forces de terre et de mer de l'Empire.

Dans les documents diplomatiques ci-joints, V. S. trouvera toute l'histoire et les détails de la négociation.

Il paraît donc indubitable que ce que l'on veut, c'est de jeter le pays dans un vrai conflit, en poursuivant un plan que l'on peut supposer avoir été préconçu.

Mais quelle que soit la grandeur du péril, le gouvernement de la République est décidé, et il espère être accompagné dans cette résolution par tous les citoyens fidèles à leurs devoirs, à ne pas laisser au pays le honteux souvenir que le territoire Oriental aura pu être envahi impunément. Vainqueurs ou vaincus, la résistance que nous opposerons à une attaque déloyale sera toujours l'accomplissement d'un devoir sacré et respectable. Puisse cet exemple profiter un jour même à ces Orientaux qui, aveuglés par la haine et l'ambition, accompagnent le Brésil dans ses exigences humiliantes pour nous.

Toutefois, M. le chef politique, par cela même que l'attitude du gouvernement de la République est étrangère à toute passion, à toute prétention qui ne soit pas inspirée par le droit de la nation, il est nécessaire que V. S., interprétant l'élévation des sentiments qui a toujours guidé la conduite du Pouvoir exécutif, redouble d'efforts, même en luttant contre les difficultés attachées à l'état de guerre, afin que la protection la plus efficace soit accordée également aux Brésiliens domiciliés dans votre département, ainsi qu'aux autres étrangers laborieux et pacifiques.

Il faut que les autorités nationales se pénètrent bien de cette maxime : que plus la situation internationale est délicate et difficile, et plus doit être généreuse et tutélaire l'action de l'autorité en faveur des sujets de la nation avec laquelle les bons rapports sont rompus. C'est un devoir de la civilisation ; et ce devoir est d'autant plus rigoureux qu'il y a plus d'intérêt et de convenances à faire ressortir le bon droit de la nation attaquée et l'injustice du gouvernement agresseur.

Dans la situation si grandement spéciale dans laquelle se trouve la République par rapport à l'Empire voisin, il nous convient de fortifier par tous les moyens le droit que nous avons à être respectés, en éloignant jusqu'au moindre prétexte qu'on pourrait invoquer pour une attaque ou pour un outrage prémédité.

Par conséquent, le gouvernement recommande à V. S. de donner la plus ample protection, autant que possible, à tous sujets brésiliens qui se feraient de leur côté un devoir de respecter les lois et d'honorer l'autorité nationale ; qu'il ne soit pas plus possible dans l'avenir comme aujourd'hui, en présence des faits et de la conscience publique, de nous accuser de ce que la même protection donnée à tous les étrangers n'est point accordée aux sujets brésiliens.

Il n'est pas nécessaire de rien dire à V. S. sur l'accomplissement de ses devoirs, dans le cas possible aujourd'hui d'une agression du Brésil, par mer ou par terre. Si ce cas arrivait à l'improviste, si cette incroyable félonie se réali-

sait, les inspirations du patriotisme et l'indépendance nationale outragée parleraient assez haut au sentiment de V. S., car le drapeau Oriental ne saurait en aucun cas être déshonoré.

Signé : Octavio LAPIDO.

DOCUMENT O PAGE 172.

Note du Ministre de la Guerre au Général en chef de l'armée de Montevideo.

Ministère de la Guerre.

Montevideo, 13 août 1864.

GÉNÉRAL,

La civilisation du pays et le système constamment suivi par le gouvernement dans ses rapports avec l'Empire du Brésil, impose à l'armée le devoir de les seconder, en observant une modération exemplaire à l'égard des sujets brésiliens qui vivent pacifiquement parmi nous, ainsi qu'il est justement recommandé à la généralité des citoyens par la circulaire que le ministre de l'Intérieur vient d'adresser aux chefs politiques.

La justice de notre cause sera glorifiée en raison du généreux respect que tous porteront à la sécurité du résident inoffensif, qu'elle que soit la conduite de son gouvernement ou de ses agents envers la République, dont nous sauverons

l'honneur et l'indépendance, comme il appartient de le faire selon nos principes et notre patriotisme.

Une conduite différente, ou opposée à ces prescriptions, quelque isolée et individuelle qu'elle fût, deviendrait opposée à l'élévation de ces idées, ainsi qu'au gouvernement qui fonde sur elles ses procédés envers les sujets brésiliens, comme envers ceux de toute autre nation avec laquelle nos rapports ne seraient malheureusement pas sans nuages.

En conséquence, V. E. recommandera aux chefs de corps qu'ils emploient toute leur influence pour contenir dans les limites d'une modération très-agréable au gouvernement, l'exaspération naturelle que doit produire dans l'esprit de leurs subordonnés la conduite agressive de M. le conseiller Saraiva envers notre pays et notre gouvernement. Cette modération sera regardée par le gouvernement comme une preuve du patriotique intérêt que le peuple et l'armée portent à la patrie, dans la défense de l'honneur et de l'indépendance de la République.

Dieu garde à V. E. de longues années.

Signé : Andrés A. GOMEZ

A Monsieur le général en chef de l'armée de la capitale, brigadier-général Don Antonio DIAZ.

DOCUMENT **P** PAGE 176.

**Note du Ministre des Affaires Étrangères du Paraguay à S. E.
M. César Sauvan Vianna, Ministre résident de S. M. l'Em-
pereur du Brésil au Paraguay.**

Asuncion, 30 août 1864.

Le soussigné, ministre secrétaire d'Etat au département des Relations extérieures, a reçu ordre de S. E. le Président de la République d'adresser à V. E. la présente communication, pour les motifs qu'il va exposer.

Le soussigné a reçu de S. E. M. Vazquez Sagastume, Ministre résident de la République Orientale de l'Uruguay, une note qui a été remise au soussigné, à la date du 25 de ce mois, et par ordre du gouvernement Oriental. Cette dépêche renferme copie de la dernière correspondance échangée entre le gouvernement Oriental et S. E. M. le conseiller Saraïva, Ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur du Brésil, en mission spéciale près du gouvernement de l'Uruguay, et contenant trois notes à la date des 4, 9 et 10 du présent mois.

Le contenu de ces communications importantes et inespérées a appelé la sérieuse attention de mon gouvernement, à cause de l'intérêt que lui inspire le règlement des difficultés avec lesquelles est en lutte le peuple Oriental, au sort duquel mon gouvernement ne peut rester indifférent, vu son appréciation des motifs qui ont pu conseiller une si violente solution.

La modération et la prévision qui caractérisent la politique du gouvernement impérial autorisaient celui du Paraguay à espérer une solution différente pour les réclama-

tions du Brésil contre le gouvernement Oriental. Cette confiance était d'autant plus fondée que S. E. le conseiller Saraïva et le gouvernement impérial lui-même, en déclinant la médiation offerte par le Paraguay, sur la demande du gouvernement Oriental, pour l'arrangement amiable de ces mêmes réclamations, qualifièrent cette médiation comme étant sans objet, vu la marche amicale des questions pendantes.

Le gouvernement du soussigné respecte les droits inhérents à tous gouvernements pour le règlement de leurs différends ou de leurs réclamations, dès que leur justice serait frappée d'un refus ; mais tout gouvernement a le droit d'apprécier la valeur ou la portée des faits actuels, par rapport aux destinées de tous ceux qui ont un intérêt légitime dans les résultats que devront produire ces faits.

Dans ces notes des 4 et 10 de ce mois, S. E. le conseiller Saraïva a exigé du gouvernement Oriental qu'il eût à satisfaire à ses réclamations, dans le terme improrogeable de six jours, avec menace d'user de représailles, au cas de refus, et au moyen des forces impériales de terre et de mer réunies préventivement sur les frontières de la République Orientale ; sans préjudice d'aggraver les mesures de l'attitude qui était prise, ce qui signifie l'occupation prochaine de quelque point du territoire Oriental, alors que le gouvernement de ce pays ne se refuse point à écouter et satisfaire les réclamations présentées, ainsi qu'il conste de la note de S. E. le ministre des Relations extérieures (de Montevideo), du 9 de ce mois.

C'est ici l'un des cas dans lesquels le gouvernement du soussigné a recours au droit qui l'assiste d'apprécier cette manière d'obtenir satisfaction, pour les réclamations du gouvernement de V. E., parce que ce mode pourrait exercer une influence funeste sur les intérêts légitimes que la République du Paraguay trouverait dans ses résultats.

Pénible a été l'impression laissée dans l'esprit de mon gouvernement, par l'alternative de l'*ultimatum* consigné dans les notes de S. E. le conseiller Saraïva, en date des 4

et 10 de ce mois, car elle exige du gouvernement Oriental une chose impossible, vu les obstacles qu'opposent à sa réalisation les événements intérieurs de cette République, obstacles pour l'aplanissement desquels n'ont suffi, ni le prestige de LL. EE. MM. Thornton, Elizalde et Saraïva, ni le concours et l'abnégation du gouvernement Oriental.

Non moins pénible a été pour mon gouvernement la négative de S. E. le conseiller Saraïva, à la proposition d'un arbitrage qui lui fut faite par le gouvernement Oriental ; et d'autant plus pénible, en un mot, que ce même principe d'arbitrage avait servi de base au gouvernement impérial dans ses réclamations contre le gouvernement de S. M. B.

Le gouvernement de la République du Paraguay déplore profondément que celui de V. E. ait cru opportun de se séparer, dans cette occasion, de la politique de modération à laquelle il semblait se confier plus que jamais depuis son adhésion aux stipulations du Congrès de Paris ; mais il ne pourrait voir avec indifférence, ni même consentir à ce que, en exécution de l'alternative de l'*ultimatum* impérial, les forces brésiliennes, navales ou terrestres, occupassent une partie du territoire de la République Orientale de l'Uruguay, ni temporairement ni d'une manière permanente. En conséquence, S. E. le Président de la République a ordonné au soussigné de déclarer à V. E., comme représentant de S. M. l'Empereur du Brésil, que le gouvernement de la République du Paraguay considérera l'occupation d'un point quelconque du territoire Oriental, par les forces impériales, pour les motifs consignés dans l'*ultimatum* du 4 de ce mois, intimé au gouvernement Oriental par le Ministre plénipotentiaire de l'Empereur, en mission spéciale, comme attentatoire à l'équilibre des Etats de la Plata, qui intéresse la République du Paraguay en tant que garantie de sa sécurité, de sa prospérité et de la paix ; et qu'il proteste de la manière la plus solennelle contre un pareil acte, en repoussant, dès ce moment, toute responsabilité pour les conséquences ultérieures de la présente déclaration.

Ayant ainsi accompli les ordres de S. E. le Président de la République, le soussigné profite de cette occasion pour saluer V. E. avec une considération très-distinguée.

Signé : José BERGES.

DOCUMENT **Q** PAGE 176.

Réponse du Ministre Brésilien, M. César-Sauvan-Vianna de Lima,
au Ministre des Affaires Étrangères du Paraguay.

Légation Impériale du Brésil.

Asuncion, 1^{er} septembre 1864.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai eu l'honneur de recevoir la note de V. E., datée d'avant-hier, dans laquelle, vous reportant à la dernière correspondance échangée entre le gouvernement Oriental et la Mission spéciale du Brésil dans cette République, et vous livrant, sur ce sujet, à diverses considérations, V. E. a bien voulu me dire qu'elle avait reçu l'ordre de S. E. le Président de la République de me déclarer que « le gouvernement
« de la République du Paraguay considérera l'occupation
« d'un point quelconque du territoire Oriental, etc., etc. »
(comme à la note antérieure.)

Je n'entrerais point dans des développements sur la justice des réclamations du gouvernement impérial, ni sur les motifs qui l'ont poussé, bien malgré lui, à recourir au

droit de représailles pour obtenir réparation des violences et des persécutions commises par quelques-unes des autorités même, civiles et militaires de la République, contre les personnes et les propriétés de sujets brésiliens qui y résident, par la raison que V. E. a pleine connaissance de la correspondance diplomatique de M. le conseiller Saraïva, et dans laquelle se trouvent minutieusement exposées les raisons de notre gouvernement pour agir ainsi qu'il le déclare.

Je regrette que le gouvernement dont V. E. fait partie conçoive des craintes sur les véritables intentions du gouvernement impérial, et qu'il voie dans la conjoncture actuelle des dangers qui n'existent point pour l'indépendance et l'intégrité de l'Etat Oriental; il était permis de supposer que les épreuves réitérées de franchise et de loyauté qui abondent dans la politique du cabinet impérial envers les Etats voisins, suffiraient pour arracher de l'esprit du gouvernement du Paraguay toute appréhension au sujet du but que se propose S. M. l'Empereur, dans la résolution qu'il a été obligé de prendre en présence de la constante dénégation de justice faite aux réclamations que depuis longtemps il a faites infructueusement à l'Etat Oriental.

Le gouvernement impérial, par le fait même d'envoyer à Montevideo S. E. M. le conseiller Saraïva, que ses grandes qualités rendaient si recommandable pour une semblable mission, a donné un témoignage nouveau et irréfragable de sa modération et de son désir de voir ses réclamations résolues d'une manière amiable. Mais malheureusement ce dernier appel fait au gouvernement Oriental et les efforts du distingué diplomate brésilien furent annulés par la résistance systématique que lui a opposée ce gouvernement.

Que demandait le Brésil qui ne pût et dût lui être accordé sur-le-champ? Le châtiment immédiat, sinon de tous, au moins de ces criminels reconnus qui restaient impunis et dont quelques-uns occupaient des grades dans l'armée Orientale ou exerçaient des charges civiles dans l'Etat; indemnité pour la propriété dont ses nationaux furent

spoliés par les autorités locales, et finalement des garanties pour que de pareils attentats ne se reproduisissent plus dans l'avenir contre les sujets brésiliens qui résident dans la République de l'Uruguay, sous la protection des lois.

V. E. fait allusion dans sa note à l'offre de médiation faite par le Paraguay à l'Envoyé brésilien et à la demande de la République Orientale, alors que se poursuivaient des négociations pour la pacification de cet Etat, dans lesquelles convergèrent les louables et généreux efforts des représentants du Brésil, de la Confédération Argentine et de la Grande-Bretagne, mais qui n'eurent pas l'issue désirée, comme le sait V. E., parce que le gouvernement Oriental refusa d'accepter la condition essentielle imposée par le général Don Venancio Flores.

Je demanderai permission à V. E. de lui faire observer que, vu la ferme décision dans laquelle paraît être le gouvernement Oriental de ne pas accueillir les réclamations brésiliennes, toute médiation dans la controverse actuelle servirait seulement à créer de nouveaux retards, en prolongeant un état de choses qui est devenu intolérable pour les Brésiliens qui occupent la campagne Orientale, et en déconcertant ainsi les vues du gouvernement impérial qui tend précisément à obtenir prompt réparation, afin d'empêcher que, durant les actuelles perturbations politiques, se reproduisent les vexations et les violences pratiquées jusqu'à ce jour contre des sujets brésiliens, et qui se sont répétées avec plus de fréquence depuis qu'a eu lieu la guerre civile qui malheureusement dévaste ce pays.

Le gouvernement impérial a expliqué diverses fois, dans plusieurs documents qui sont aujourd'hui dans le domaine public, les justes fondements de ces plaintes contre le gouvernement Oriental; il a donné le témoignage irrécusable des faits pour son respect de l'indépendance et de l'autonomie de cet Etat, ainsi que des preuves exubérantes de longanimité et de modération; mais voyant inutiles les efforts que dernièrement il vient de faire pour arriver à un accord amical, il recourt aujourd'hui aux moyens coerci-

tifs que le droit des gens autorise, afin d'atteindre à ce qu'il n'a pas pu obtenir par les moyens persuasifs, c'est-à-dire que justice soit faite à ses réclamations. Il est certain qu'aucune considération ne pourra l'arrêter dans l'accomplissement de la mission sacrée qui lui incombe de protéger la vie, l'honneur et la propriété des sujets de S. M. l'Empereur.

Je terminerai cette dépêche en promettant à V. E. que je vais rendre compte au gouvernement impérial du contenu de la note à laquelle je réponds.

Je profite de cette occasion pour renouveler à V. E. l'expression de ma haute estime et de ma considération distinguée.

Signé : César SAUVAN VIANNA DE LIMA.

Pour copie conforme :

Signé : Gaspard LOPEZ.

DOCUMENT **R** PAGE 177.

Dépêche du Ministre des Affaires Étrangères du Paraguay
au Ministre Brésilien.

Asuncion, le 3 septembre 1864.

Le soussigné, ministre secrétaire d'Etat au département des Relations extérieures, a eu l'honneur de recevoir, dans la soirée d'hier, la note qu'à la date du 1^{er}, V. E. lui a

adressée, en réponse à celle de ce ministère du 30 du mois dernier.

Le soussigné regrette la mauvaise appréciation faite par V. E. de l'allusion que portait sa note du 30 août, au sujet de l'offre de médiation faite par le gouvernement du Paraguay, *non à l'Envoyé brésilien dans l'État Oriental*, à qui il se borna à en donner avis, mais bien au gouvernement de V. E. directement, en faisant porter les plis par un officier de l'armée de la République.

La médiation de mon gouvernement n'a aucun rapport avec celle que V. E. dit avoir été inutilement exercée par les Représentants du Brésil, de la République Argentine et de la Grande-Bretagne.

Sans entrer dans l'appréciation des motifs qui ont rendu infructueuse cette médiation conjonctive, le soussigné signalera seulement qu'elle avait pour objet l'arrangement de la question intestine de la République Orientale, entre son gouvernement légal et la rébellion qui le combat.

Les objets de la médiation offerte par le gouvernement du soussigné à celui de S. M. l'Empereur du Brésil, diffèrent essentiellement de la médiation désignée par V. E., puisqu'elle était offerte à un gouvernement souverain, pour une entente amicale de ses questions internationales avec un autre gouvernement également souverain.

En agissant ainsi, le gouvernement paraguayen désirait précisément éviter à celui du Brésil et à celui de la République Orientale de l'Uruguay, par ses bons offices, les embarras de l'attitude qu'ils ont prise respectivement, et qui est la même qui a obligé mon gouvernement à adresser à V. E. la solennelle protestation du 30 août dernier.

Mais pour que V. E. n'entretienne aucun doute sur l'opportunité d'une médiation actuelle, le soussigné déclare que l'esprit de son gouvernement n'a point été d'offrir aucune médiation dans l'état où les choses sont arrivées, et s'il a fait une légère allusion, dans la dernière note, à la médiation qui fut infructueusement offerte au gouvernement de

V. E., c'était uniquement pour rappeler l'intérêt que prenait le Paraguay, et son desir d'éviter la pénible situation dans laquelle se trouvent aujourd'hui les rapports de S. M. l'Empereur du Brésil avec la République Orientale de l'Uruguay.

Quel que soit le respect du gouvernement du soussigné pour la franchise et la loyauté de la politique du gouvernement de V. E., il déplore, en cette occasion, n'avoir pu se défendre de l'appréhension à laquelle V. E. se réfère, et il avoue n'avoir pu s'en délivrer, en présence de l'attitude menaçante et hostile créée par l'*ultimatum* de S. E. le conseiller Saraïva contre la République Orientale de l'Uruguay.

La note de V. E. n'altérant en rien la situation qui a motivé la solennelle déclaration du gouvernement du soussigné, celui-ci se tient pour notifié que *assurément aucune considération* ne pourra arrêter le gouvernement de V. E. dans l'emploi des moyens coercitifs qu'il avait résolu de mettre en pratique ; et le soussigné corroborant la protestation adressée à V. E. par la note précitée du 30 août dernier, il aura le regret de rendre cette protestation effective, dès que les faits mentionnés dans la protestation viendront confirmer l'assurance que V. E. vient de transmettre dans sa note à laquelle celle-ci répond.

Le soussigné profite de cette occasion pour offrir à V. E. sa considération distinguée.

Signé : José BERGES.

Pour copie conformes :

Signé : Gaspard LOPEZ.

DOCUMENT  PAGE 180.

**Note du Ministre des Affaires Étrangères du Paraguay
au Ministre Brésilien.**

Asuncion, le 22 novembre 1864.

Le soussigné, ministre secrétaire d'Etat au département des Relations extérieures, a reçu ordre de S. E. le Président de cette République de dire à V. E. :

Que malgré l'assurance donnée par votre Légation, dans sa note du 1^{er} septembre, en réponse à celle de ce ministère du 30 août, que certainement aucune considération n'arrêterait le gouvernement impérial dans la politique qu'il avait adoptée envers le gouvernement Oriental, le gouvernement du soussigné espérait toutefois que la modération du gouvernement impérial et la considération de ses véritables intérêts, comme aussi les sentiments de justice qui constituent la garantie de respectabilité de tous gouvernements influerait dans l'esprit du gouvernement brésilien pour apprécier le sens de la susdite note du 30 août, et qu'il adopterait une politique plus conforme aux intérêts généraux et à l'équilibre du Rio de la Plata, ainsi que le conseillait une si grave situation.

Mais c'est avec une peine profonde que le gouvernement du soussigné voit que, loin d'avoir attiré l'attention du gouvernement brésilien ainsi que sa modération, sur les déclarations officielles du 30 août et la note confirmative du 3 septembre, il y a été répondu par des actes agressifs et provocateurs, en faisant occuper par des forces impériales la ville de Melo, chef-lieu du département Oriental de Cerro-Largo, le 16 du mois d'octobre dernier (1864),

sans préalable déclaration de guerre, ni autre acte public de ce que prescrit le droit des gens.

Cet acte de violence et le manque de considération que cette République croit devoir reprocher au gouvernement impérial, ont appelé sérieusement l'attention du gouvernement du soussigné sur ses effets ultérieurs, sur la loyauté de la politique du gouvernement impérial, et sur son respect pour l'intégrité territoriale de cette République, respect déjà si peu justifié par les continuelles et clandestines usurpations de ses territoires, ce qui met le gouvernement national dans l'imprescriptible devoir de faire usage des moyens réservés dans sa protestation du 30 août, de la manière qu'il jugera la plus convenable pour obtenir l'objet qui motiva cette déclaration. Il croit devoir user ainsi du droit qui lui appartient, pour prévenir les funestes effets de la politique du gouvernement impérial qui menace non-seulement de rompre l'équilibre des Etats de la Plata, mais encore d'attaquer les plus grands intérêts et la sécurité de la République du Paraguay.

En conséquence d'une provocation si directe, je dois déclarer à V. E. que toute relation entre ce gouvernement et celui de S. M. l'Empereur sont rompues ; que la navigation des eaux de la République est prohibée au pavillon de guerre et marchand de l'empire du Brésil, sous quelque prétexte ou dénomination que ce soit ; mais que cette navigation du Rio Paraguay, pour le commerce de la province brésilienne de Matto-Grosso, continue à être permise au pavillon marchand de toutes les nations amies, sous les réserves autorisées par le droit des gens.

Je profite de cette occasion pour réitérer à V. E. l'assurance de ma considération et de mon estime.

Signé : José BERGES

DOCUMENT T PAGE 181.

NOTE du Ministre Brésilien au Ministre des Affaires Étrangères
du Paraguay.

Asuncion, le 13 novembre 1864.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Dans cet instant, neuf heures du matin, je suis informé que le vapeur brésilien *Marques-de-Olinda*, qui était parti de ce port pour Matto-Grosso, avant-hier, à deux heures de l'après-midi, ayant à son bord le Président nommé pour cette province, se trouve depuis ce matin, ancré dans le port de l'Asuncion et sous les batteries du vapeur de guerre paraguayen *Tacuari*.

Le commandant de ce packet ne s'étant pas présenté à cette Légation pour expliquer le motif de son retour inattendu, je dois supposer fondées les nouvelles qui circulent ici, que ce vapeur brésilien aurait été poursuivi par le *Tacuari* qui quitta cette rade peu d'heures après le départ du *Marques-de-Olinda*, pris par lui, et tenu actuellement sans communications avec la terre.

Dans ces circonstances, je m'adresse immédiatement à V. E. et lui demande des explications sur le fait grave que je viens d'exposer.

Je réitère à V. E. l'expression de ma considération distinguée.

Signé : César-Sauvan-Vianna de LIMA.

DOCUMENT U PAGE 484.

Note du Ministre des Affaires Étrangères du Paraguay
au Ministre du Brésil.

Asuncion , 14 novembre 1864.

Je prends connaissance de la note que V. E. avait fait remettre dans mes bureaux, hier dimanche, avec la date du même jour, demandant des explications sur la détention du packet brésilien *Marques-de-Olinda*, lequel, étant parti de ce port pour Matto-Grosso, le soir du 11, est de retour depuis la matinée d'hier, ancré sous les batteries du vapeur *Tacuari*.

Je juge inutile toutes explications à ce sujet, puisque V. E. doit les trouver dans la note que j'eus l'honneur d'adresser à sa Légation le 12 du courant.

Je profite de cette occasion pour offrir à V. E. ma considération très-distinguée.

Signé : José BERGES.

DOCUMENT V PAGE 181.

Note du Ministre Brésilien au Paraguay.

Légation Impériale du Brésil.

Asuncion, 13 novembre 1864.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Hier soir m'est parvenue la note de V. E. en date du jour précédent, me communiquant que vous aviez ordre de M. le Président de la République de m'annoncer que, en conséquence du peu d'égard de mon gouvernement à la protestation contenue dans la note de V. E. du 30 août dernier, contre l'entrée des forces impériales dans l'Etat Oriental, les relations étaient interrompues entre les deux gouvernements, et la navigation empêchée dans les eaux de cette République, pour le pavillon brésilien, de guerre et marchand, sous un prétexte quelconque et sous toute dénomination que ce soit.

Sans doute c'est à cette grave résolution du gouvernement dont V. E. fait partie, qu'est dû l'acte de violence commis sur le packet brésilien *Marques-de-Olinda*, en destination pour Corumba, ayant à son bord le nouveau Président nommé pour la province de Matto-Grosso. C'est sur cet acte que je m'empressai hier même de demander à V. E. des explications que jusqu'à ce moment encore je n'ai point reçues, le commandant, les passagers et l'équipage continuant à être détenus et sans communication avec la terre.

En présence d'un pareil état de choses, je m'abstiens de

discuter les considérations qui accompagnent la note de V. E., et me borne à protester de la manière la plus solennelle, au nom du gouvernement de S. M. l'Empereur, contre l'acte d'hostilité pratiqué en pleine paix sur le susdit packet *Marques-de-Olinda*, en violation de ce qui était convenu entre nos deux pays au sujet du transit fluvial, et dès ce moment je fais mes réserves pour les droits de la Compagnie de Navigation du haut Paraguay, pour tous dommages et intérêts que pourra lui occasionner non-seulement l'interruption dont elle est frappée, mais encore pour les conséquences de la décision prise par le gouvernement de la République.

Ayant donc à me retirer au plus tôt de cette capitale, je demande à V. E. de vouloir bien m'envoyer les passeports pour moi, ma famille, le secrétaire de la Légation et mes gens, afin de pouvoir m'embarquer sur le packet *Marques-de-Olinda*.

Je réitère à V. E., etc.

Signé : César-Sauvan-Vianna de LIMA.

DOCUMENT X PAGE 484.

Note du Ministre Paraguayen au Ministre Brésilien.

Asuncion, 17 novembre 1864.

J'ai reçu la note que V. E. m'a fait l'honneur de m'adresser en réponse à celle de ce ministère du 12 courant, en protestant contre la détention du packet brésilien *Marques-de-Olinda*, fait sur lequel V. E. avait demandé des explications qu'elle dit n'avoir point encore reçues, attribuant cet

acte à la résolution de mon gouvernement et demandant des passeports pour se retirer au plus tôt de cette capitale, avec le personnel de la Légation.

Si, en fermant la note à laquelle je répons, V. E. n'avait pas encore reçu ma réponse à sa demande d'explications, en date du 13, V. E. aura dû la recevoir immédiatement après, et reconnaître qu'elle ne s'est point trompée en attribuant la détention du *Marques-de-Olinda* à ma notification du 12 courant.

J'ai l'honneur de remettre ci-joint le passeport que sollicite V. E. pour partir au plus tôt de cette capitale, avec sa famille, le secrétaire de Légation et sa suite.

Je profite de cette occasion pour renouveler à V. E. l'expression de ma considération distinguée.

Signé : José BERGERS.

DOCUMENT Y PAGE 181.

Note du Ministre des États-Unis au Ministre du Paraguay.

Asuncion, 12 novembre 1864.

MONSIEUR LE MINISTRE,

L'honorable William H. Seward, secrétaire d'Etat des États-Unis, dans la dépêche qu'il m'a adressée le 26 août, accuse réception d'une copie de la note que vous m'aviez fait l'honneur de m'écrire le 17 du mois..... dans laquelle vous me faisiez part de l'intention du gouvernement paraguayen d'accéder à la sollicitation du ministre Oriental,

f

M. Sagastume , et aussi de l'offre de médiation amicale faite par le Paraguay au gouvernement Oriental et à celui du Brésil.

Au sujet des événements qui ont eu lieu dans la République Orientale, antérieurement à cette date, M. Seward fit observer qu'ils donnaient lieu d'appréhender que les puissants voisins de Montevideo n'eussent le dessein de détruire sa nationalité ; mais il exprimait aussi l'espérance que la médiation du Paraguay aurait pour résultat d'empêcher une guerre entre Montevideo et le Brésil.

Une guerre de cette nature qui mettrait en péril non-seulement les intérêts matériels, mais aussi l'existence même d'une République jusqu'ici florissante, serait grandement déplorée par le gouvernement des Etats-Unis, et j'ai pour instructions de M. Seward de dire que tous les bons offices que je pourrai employer pour seconder les efforts du Président du Paraguay, dans le but d'obtenir un résultat aussi désirable que le serait l'arrangement pacifique des différends existants entre ces deux pays (Montevideo et le Brésil), seraient approuvés par mon gouvernement.

J'ai à peine besoin d'ajouter que la nouvelle de l'inutilité de toutes les offres de médiation, dans cette malheureuse affaire, sera reçue par mon gouvernement avec une profonde peine ; et qu'une guerre générale vers laquelle marche toute l'Amérique du Sud, à l'orient des Andes, sera regardée comme une grande calamité par tout le monde. Les efforts du Président du Paraguay pour empêcher une si grande catastrophe, doivent être appréciés par tous ceux qui connaissent l'importance de la paix pour le développement des ressources de ces pays, afin d'obtenir, pour leurs habitants, cette stabilité et cette sécurité qui sont essentielles à la plus haute prospérité et à la félicité des peuples.

Je saisis cette occasion pour offrir à V. E. l'assurance de ma considération distinguée.

Signé : Charles A. WASHBURN.

DOCUMENT **Z** PAGE 182.

Circulaire du Gouvernement Paraguayen au Corps Diplomatique.

Asuncion, 17 novembre 1864.

Le soussigné, ministre secrétaire d'Etat au département des Relations extérieures, a reçu ordre de M. le Président de la République de porter à la connaissance de V. E. que l'invasion et l'occupation du territoire oriental de l'Uruguay, par l'avant-garde de l'armée impériale du Brésil, ayant été accomplies le 12 octobre dernier, sous le commandement du brigadier général Mena Barreto, et que le cas prévu dans la solennelle protestation du 30 août dernier étant arrivé, en conséquence de cette déclaration et de celle du 3 septembre, le soussigné a fait connaître à M. César Sauvan Vianna de Lima, ministre résident de S. M. l'Empereur, dans cette capitale, la résolution que V. E. trouvera dans la copie ci-jointe, sous le n° 1, et sa réponse sous le n° 2.

Le soussigné se flatte que, dans les principes de libre navigation et de commerce licite pour la province de Matto-Grosso, en faveur de tous les pavillons amis, V. E. voudra bien voir une manifestation du vif désir de mon gouvernement de circonscrire, autant qu'il dépend de lui, les maux de la guerre, selon la pratique des nations les plus civilisées, en évitant ainsi tous préjudices aux nationaux des gouvernements amis qui auraient des intérêts dans cette province brésilienne.

Le soussigné profite de cette occasion pour réitérer à V. E. l'assurance de sa haute considération et estime.

Signé : José BERGES.

A S. E. M. le Ministre de...

DOCUMENT **Z** PAGE 182.

Le Ministre du Paraguay au Ministre des États-Unis.

Asuncion, 18 novembre 1864.

Le soussigné, ministre secrétaire d'Etat au département des Relations extérieures, a eu l'honneur de recevoir la note que V. E. lui a adressée le 12 de ce mois, pour lui communiquer la dépêche que la Légation a reçue de S. E. l'honorable William H. Seward, en date du 26 août, portant l'appréciation du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur les événements du Rio de la Plata, et sur la part que le gouvernement paraguayen avait prise à ces événements.

Cette importante communication ayant été mise sous les yeux de M. le Président de la République, le soussigné a reçu ordre de S. E. le Président de remercier très-vivement le gouvernement des Etats-Unis pour les nobles sentiments de justice que les actes du gouvernement paraguayen ont mérités de la part de celui des Etats-Unis d'Amérique, qui en a compris toute l'importance, grâce à son jugement éclairé.

Toutefois il est douloureux de voir que les bons offices de mon gouvernement, offerts avec tant de loyauté et avec un intérêt tout amical, pour chercher l'apaisement des malheureux différends qui avaient amené la situation déplorable du mois de juin dernier, entre le gouvernement de l'Etat Oriental de l'Uruguay et celui de S. M. l'Empereur du Brésil, aient été de tous points infructueux.

V. E. sait comment ces bons offices ont été repoussés, et elle est au courant des circonstances encore plus malheureuses qui sont survenues après la date dont fait mention l'honorable secrétaire d'Etat des Etats-Unis. Mais le soussigné a la confiance que son gouvernement n'a rien négligé pour le maintien de la paix dans le Rio de la Plata,

ni pour la conservation de la nationalité et des droits de la République Orientale de l'Uruguay, si amicalement désirés par l'honorable M. Seward; droits et nationalité aujourd'hui plus sérieusement menacés que jamais.

S. E. le Président a été heureux de voir que le gouvernement des Etats-Unis a autorisé V. E. à seconder les efforts du Paraguay dans la médiation sus-mentionnée, mais il déplore la marche que les affaires ont prise à cette heure, la politique agressive et abusive de l'empire voisin rendant de plus en plus difficile l'obtention de la paix dont ces nationalités ont un si grand besoin.

Ayant ainsi accompli l'ordre de S. E. le général Lopez, Président de cette République, le soussigné profite de cette occasion pour réitérer à V. E. l'assurance de sa considération très-distinguée.

Signé : José BERGES.

A S. E. M. Charles A. Washburn, Ministre résident des Etats-Unis.

DOCUMENT **A** 4 PAGE 493.

Extrait du Discours de Don Felix Frias au Sénat de Buenos-Ayres, le 21 juillet 1866.

« En 1863 on nous présenta un projet de contrat
« pour l'établissement de colons anglais du pays de Galles,
« dans la Patagonie. J'en appelle au souvenir de tous les
« membres qui composaient alors le Sénat. On ne voulut

« pas même entrer dans l'examen des articles de ce contrat
« projeté : une considération supérieure à tous détails
« sur les lots de terrain , les instruments de labour , les
« animaux et autres choses à répartir entre les immi-
« grants , etc. , tout céda à une considération supérieure et
« qui dominait l'esprit du Sénat , lui faisant repousser le
« projet en général , et dire au Pouvoir exécutif : *Sur la*
« *côte de Patagonie, nous ne voulons point d'Anglais.*

« Voici , Messieurs , quelle était cette considération supé-
« rieure. Je disais , et d'autres de mes collègues disaient
« aussi : Les Anglais, possesseurs de territoires très-vastes
« et encore peu peuplés, sous toutes les latitudes du globe,
« nous demandent des terrains, à nous Argentins ! Le jour
« où leur nombre s'augmentera , et qu'ils pourront se suf-
« fire à eux-mêmes , à une si grande distance du centre de
« notre autorité , et protégés par la mer, dont ils sont les
« maîtres , le sol qu'ils occuperont cessera d'être Argentin.
« Que ces parages déserts soient peuplés, et au plus tôt,
« rien de mieux ; que les colons y arrivent de toutes parts,
« mais non en groupes ainsi compacts d'une seule natio-
« nalité, tous sujets d'une puissance maritime. Jamais on n'a
« vu , et nous n'espérons pas voir des Anglais devenir les
« sujets de pays d'une race distincte à la leur.

« Un an après que le Sénat eut sanctionné cette résolu-
« tion négative, les Anglais étaient fixés en Patagonie. —
« Est-ce là respecter l'autorité du Sénat ?

« J'espère qu'on ne me reprochera pas une aveugle anti-
« pathie contre l'étranger, alors surtout que je viens ici
« déclarer à M. le ministre des Relations extérieures que,
« dans le cas qui nous occupe, ce sont les étrangers qui ont
« raison, et non lui-même ; ils ont raison dans les ques-
« tions soulevées par suite de la mesure qui a pour objet
« l'expropriation des chevaux ; aujourd'hui je viens dire au
« ministère : *Je suis pour les étrangers et contre vous-même,*
« *parce que, quand l'étranger défend dans mon pays son*
« *droit, un traité à la main, il n'est point mon ennemi, il*
« *est mon allié.*

« Mais alors que nous déclarions à M. le ministre de l'In-
« térieur que nous ne voulions point d'Anglais sur ces
« lointaines plages de notre mer, est-ce que nos craintes
« étaient puériles ? Y avait-il prévention exagérée et vaine
« contre l'action européenne dans l'Amérique ?

« Il suffira, Messieurs, pour prouver le contraire, de
« rappeler le souvenir de faits historiques connus de tous.
« Est-ce que les deux visites que les Anglais ont faites à
« cette ville au commencement de ce siècle furent par
« hasard des visites d'amis ? Dans ce cas, nos pères auraient
« été très-peu courtois, puisqu'ils les reçurent à coups de
« fusil.

« Plus tard, les Anglais encore nous exproprièrent (j'em-
« ployerai l'expression du cas actuel) et s'emparèrent des
« Iles Malouines ; ils les prirent, dis-je, contre la volonté
« de leur propriétaire, et voilà, Messieurs, que le drapeau
« britannique flotte sur le sol argentin, *précisément en face*
« *du lieu où les colons anglais se sont établis l'an dernier.*

« Je n'ajouterai rien à ce sujet, mais il me semble que j'en
« ai dit suffisamment pour démontrer que le Pouvoir exé-
« cutif a fait injure au Sénat dans cette occasion ; non-seu-
« lement, en effet, il a agi comme il ne pouvait pas le
« faire sans notre consentement, mais encore il a agi con-
« trairement à ce que nous avons déclaré (le Sénat) être
« notre volonté.

« Plus tard a eu lieu un traité secret, celui de la triple
« alliance qui subsiste aujourd'hui. Un ministre rare, qu'on
« me permette cette expression, un ministre rare de l'État
« Oriental, qui avait signé ce traité, en révéla le secret au
« gouvernement anglais, qui, à son tour, le révéla au Par-
« lement, et le traité fut divulgué. Cependant ce même
« ministre, plein d'indignation, et d'un ton très-élevé,
« adressa une lettre à lord John Russell (qui n'avait pas juré
« à sa reine de garder les secrets du cabinet Oriental), et
« dans cette lettre il se plaignait de quoi, Messieurs ? —
« de ce que lord John Russell avait suivi son exemple, en
« divulguant le traité secret.

« Ce traité fut publié, et nous, les représentants du
« peuple argentin, qui croyions cette fois avoir le dépôt de
« tout un secret d'État, nous apprimes, *seulement alors*,
« que nous possédions une petite partie du secret, et
« que la confiance n'avait pas été parfaite, puisque le
« traité contenait *des articles additionnels*.

« Voici donc la seconde occasion dans laquelle le Pouvoir
« exécutif a semblé méconnaître l'existence du Sénat. On a
« dit que c'était un protocole. . . . Protocole ou articles
« additionnels, comme ils sont en réalité, le gouvernement
« n'a pas faculté pour contracter des engagements d'au-
« cune espèce ni aucun pacte avec les nations étrangères
« sans nous consulter. Et cependant le gouvernement l'a
« fait ainsi; et c'est dans l'illégalité de cet acte que ma
« seconde plainte trouve son fondement.

« Les tourmentes politiques, Messieurs, ne se for-
« ment pas en un instant; quelques nuages commencent à
« paraître à l'horizon; puis, de causes très-petites, insi-
« gnifiantes en apparence, naissent quelquefois pour les
« peuples de grandes calamités.

« Lord Palmerston avait dit que ces duchés de l'Elbe
« qui récemment, à cause de la guerre qui menace le vieux
« monde, commençaient à être connus dans nos régions
« américaines, que ces duchés, dis-je, deviendraient l'allu-
« mette qui mettrait le feu à l'Europe. Or, quand on vit,
« comme nous, Messieurs, sur un terrain que d'intermi-
« nables révolutions ont rendu si inflammable, alors que
« nous sommes entourés de poudre de tous côtés, il serait
« bon de ne pas jouer avec les étincelles; il serait bon de
« les éteindre dès leur apparition, car plus tard il est bien
« difficile d'éteindre l'incendie. (*Applaudissements.*)

« Un jour, Messieurs, à notre lever, nous demandions,
« comme de coutume: Qu'y a-t-il de nouveau? — Rien;
« seulement un chef militaire, réfugié chez nous, est parti
« avec deux hommes pour aller délivrer la République voi-
« sine. — Telle fut l'étincelle; quant à l'incendie, vous le
« connaissez bien! (*Nouveaux applaudissements.*)

M. le Président. « Un peu de silence. Il n'est permis de
« donner aucun signe d'approbation ni de désapprobation.
« Le public s'expose à ce que la tribune soit évacuée.

M. le sénateur Frias. « L'incendie est connu de tous ,
« M. le président , et qui pourra calculer combien ont
« perdu tous ces pays , depuis le Brésil jusqu'au Paraguay ,
« en or et en sang de leurs enfants, sang plus précieux que
« l'or , combien ils ont perdu dans le développement de
« leur crédit , de leur commerce et de leur bien-être géné-
« ral ; et qui dira où s'arrêtera le recul considérable que
« nos institutions ont à souffrir pour n'avoir pas éteint à
« temps cette étincelle , c'est-à-dire pour n'avoir pas con-
« tenu cet homme qui partait d'ici pour aller *délivrer* son
« pays !

« Je vais me permettre une courte anecdote historique.
« A la fin de 1840 , le général Lavalle assiégeait Santa-Fé,
« défendu par le général Garzon. Les habitants étaient nos
« amis , et après une courte résistance , la ville se rendit.
« Nos soldats , sans paie , moitié nus , dépourvus de tout ,
« entrèrent dans la ville , et tous ne furent pas scrupuleux
« à l'endroit du respect dû à la propriété. Le lendemain ,
« lorsque ceux qui n'avaient pas pris part au butin allaient
« chez l'épicier demander une livre de sucre , de riz , etc. ,
« on leur répondait : *Il n'y en a pas , on les a délivrés*
« *hier.*

« *Cette libération* est la même qu'on a introduite dans la
« République Orientale. On est allé la délivrer de ses insti-
« tutions Oui , on est allé la délivrer de ses lois. Le
« nuage avait commencé à croître , et le ciel s'obscurcissant
« de plus en plus de ce côté-là de la Plata , la révolution y
« lança ses foudres sur tout ce qu'il y a de plus sacré dans
« la société ; elle a renversé le gouvernement le plus hon-
« nête , je le déclare à haute voix , que jamais ait connu
« l'État Oriental. Oui , Messieurs , l'autorité est tombée , et
« les institutions sont tombées avec elle . . . Aujourd'hui , on
« nous dit que le Libérateur est allé *constitutionnaliser* ce
« pays. Si telle est l'œuvre qu'on a l'intention de recons-

« truire , mieux eût valu ne pas commencer par la démolir.

« Quel était le devoir de la République Argentine en présence de cet incendie? — Notre devoir était tracé par les principes que nous professons ; il était indiqué par le droit lui-même. La neutralité nous prescrivait de ne pas attiser ce feu et d'empêcher qu'il ne s'étendit jusqu'à ce côté-ci de nos frontières.

« L'avons-nous fait ainsi , Messieurs? — Non , telle ne fut pas notre conduite , et ici , comme loyal serviteur de mon pays , et ne voulant point trahir ma conscience , je dois dire la vérité non-seulement au gouvernement , mais aussi au peuple même qui m'a élu. Il m'appartient donc de censurer l'indigne coopération que beaucoup de compatriotes (qui prétendent être libéraux) ont prêtée à une entreprise qu'ils eussent dû condamner tout d'abord pour être conséquents avec leurs principes.

« La politique qui convenait au gouvernement Argentin était claire. Il y a un droit public , Messieurs , un droit des gens qui nous commande de respecter le gouvernement voisin , alors qu'il ne nous offense point. Le gouvernement Oriental ne nous avait pas offensé , et cependant nous n'avons pas su le respecter. La neutralité n'a pas été réelle , quoique le gouvernement Argentin l'eût promis ainsi aux gouvernements des autres nations. Le feu de la sédition fut attisé par nous-même , et , comme personne ne l'ignore , d'un autre côté aussi (*par le Brésil*).

« Pour n'être pas intervenus assez à temps , en disant au Pouvoir exécutif : *Agissons de manière à ce que cette neutralité soit certaine ; soyons fidèles au droit et à nos promesses* , le mal a pris la gravité et les proportions qu'il présente aujourd'hui. Si la neutralité avait été loyale ; si tous , nationaux et étrangers , eussent été persuadés que nous ne prenions aucune part à cette guerre civile , nous aurions préservé notre pays de la guerre où il se trouve engagé. »

DOCUMENT **AA** 1 PAGE 201.

Le Ministre des Affaires Étrangères de Buenos-Ayres au
Ministre du Paraguay.

Buenos-Ayres , 9 février 1865.

Depuis quelque temps la confiance de la République Argentine se trouve inquiétée par des avis plus ou moins caractérisés de menaces faites à son territoire par les forces du gouvernement du Paraguay.

Le gouvernement Argentin n'a donné aucun credit à ces rumeurs. Confiant dans la loyauté du gouvernement du Paraguay, il a tenu une conduite circonspecte, en s'efforçant de calmer toutes alarmes.

Mais des faits d'un caractère nouveau sont venus rendre stériles ses efforts, en causant de nouvelles inquiétudes dans l'opinion publique.

Des devoirs impérieux dont il n'est pas possible de s'affranchir, quelle que soit la sécurité qu'il puise dans la loyauté du Paraguay, obligent le Président de la République à prendre les mesures nécessaires pour prévenir les maux et pour détruire les alarmes que ces faits produisent au préjudice d'intérêts qu'il doit défendre et protéger.

En conséquence, S. E. a ordonné au soussigné de s'adresser à M. José Berges, ministre des Affaires étrangères du Paraguay, pour lui demander des explications franches et amicales, qu'il daignera sans doute lui donner, au nom de son gouvernement, sur les causes qui produisent cette perturbation, espérant que ces explications la feront

disparaître complètement au profit de la République et des bons rapports qui heureusement existent avec le Paraguay, et que S. E. s'efforce de resserrer.

L'augmentation des garnisons dans le territoire qu'occupe le gouvernement du Paraguay sur la rive gauche du Parana, dont la possession, contestée par la République Argentine, se trouve ajournée par des traités solennels qui retardent la solution de la question, suffisaient pour autoriser une demande d'explications de la part du gouvernement Argentin. Il ne le fit point d'abord, jugeant plus amical de ne voir dans ce fait rien qui pût modifier l'état des rapports avec le Paraguay.

Mais dès que ces garnisons ont été augmentées jusqu'à un nombre de troupes dont la présence n'était pas explicable sur cette frontière, le gouvernement Argentin, bien qu'il se reposât sur la foi du Paraguay, ne pouvait transmettre au pays sa propre confiance de ne voir rien d'hostile à la République dans ces mouvements de troupes.

En ce moment mon gouvernement est informé que les forces paraguayennes ont encore été augmentées, qu'elles ont avancé presque jusqu'à la limite du territoire Argentin; qu'une armée considérable est prête à traverser le Parana pour renforcer celle qui se trouve sur le territoire contesté, et qu'on attend de nouvelles troupes et de grands approvisionnements de guerre. En même temps, le bruit court que ces forces du Paraguay sont en marche pour traverser le territoire argentin, en vue d'opérations de guerre contre le Brésil et son allié le général Venancio Florès, chef de la révolution Orientale (1).

V. E. comprendra, en ce qui vient d'être exposé, le devoir et la nécessité où se trouve le gouvernement Argentin de solliciter des explications convenables, qu'il

(1) Comment expliquer la protection que donne ici un gouvernement *neutre* au chef d'une *révolution* chez son voisin ?

(Note du traducteur.)

espère recevoir du Paraguay aussi promptement que le réclame l'urgence du cas.

Sur ce, le soussigné a l'honneur de réitérer à V. E. l'assurance de sa haute considération.

Signé : Rufino DE ELIZALDE.

DOCUMENT **AAA** 1 PAGE 201.

Le Ministre des Affaires Étrangères de Buenos-Ayres au
Ministre des Affaires Étrangères du Paraguay.

Buenos-Ayres , 9 février 1865.

Le soussigné, ministre des Affaires étrangères de la République Argentine, a l'honneur de répondre à la note de S. E. José Berges, ministre des Affaires étrangères de la République du Paraguay, en date du 14 janvier dernier, reçue le 6 du courant, dans laquelle il demande que les armées du Paraguay puissent traverser le territoire de la province de Corrientes, au cas où elles y seraient obligées par les opérations de la guerre dans laquelle ce pays est engagé avec l'Empire du Brésil.

S. E. le Président de la République, qui a vu avec douleur la guerre éclater entre des gouvernements voisins et amis, comme le sont ceux du Paraguay et du Brésil, s'est proposé d'observer la plus stricte neutralité dans cette guerre, qu'il n'a pu prévenir, en raison de la manière dont elle s'est produite.

Conséquent avec ce principe de neutralité, il respectera, quant à lui, les droits légitimes des belligérants, en rem-

plissant envers eux les devoirs d'amitié et de bon voisinage ; mais à son tour il demandera qu'on respecte les droits de souveraineté ainsi que la neutralité du peuple argentin.

En conséquence , le gouvernement Argentin , fidèle à ses devoirs de neutre, et consultant les intérêts de la nation, ne juge pas convenable d'accéder à la demande du gouvernement du Paraguay.

Quoique le droit du gouvernement pour taire les motifs de cette négative soit incontestable , et qu'il suffise de l'énoncer, la considération qu'il professe pour le gouvernement du Paraguay et le désir d'éloigner jusqu'au moindre sujet de plainte qui pourrait altérer nos bons rapports , engagent le soussigné à manifester amicalement ces motifs à V. E.

Il n'existe aucune des causes prévues par le principe du droit des gens qui pourrait engager le gouvernement Argentin à permettre le libre transit aux belligérants sur le territoire de la province de Corrientes ; ce transit n'est absolument pas nécessaire , et il n'y a pas de motifs impérieux qui le rende obligé et indispensable. Au contraire, les belligérants ont une frontière étendue et considérablement prolongée par où ils peuvent exercer des hostilités sans passer par le territoire argentin , et le gouvernement du Paraguay l'a déjà fait en envahissant et prenant possession d'une partie du territoire brésilien de la province de Matto-Grosso. Ils ont , en outre , le libre passage par les rivières pour les navires marchands et de guerre des deux nations , en vertu des traités existants , et aussi par les principes admis pour la navigation fluviale , *spécialement pour les riverains*.

La concession qui est demandée entraînerait donc tous les inconvénients qui justifient notre négative , d'après les doctrines et la pratique constante admises par les nations civilisées. En effet, accordé au gouvernement du Paraguay le transit deviendrait par là même ouvert à celui du Brésil , et alors le territoire argentin , qui est neutre , deviendrait le théâtre de la guerre. De ce fait surgirait des maux et des

complications très-graves qu'il est du devoir de mon gouvernement d'éviter et de prévenir.

V. E. reconnaît que le transit sollicité devrait causer ces maux et ces dangers, et lorsque V. E. proteste que le transit s'effectuerait sans charges pour les habitants, et avec toutes les considérations dues aux autorités argentines, elle reconnaît que cette promesse ne saurait satisfaire le gouvernement Argentin, parce qu'elle n'éviterait point ces maux et ces dangers, et que, cependant, elle laisserait à l'appréciation du Paraguay la manière d'exécuter le transit, ce qui serait mettre à la disposition du Paraguay, pour les opérations de guerre, toute la province de Corrientes, en exerçant ainsi sa juridiction sur le sol argentin; enfin parce que, malgré ses bons désirs, le Paraguay ne pourrait éviter cette conséquence obligée de convertir ce territoire en un théâtre de la guerre.

V. E. croit qu'en accédant à la demande du Paraguay la politique argentine ne serait ni altérée ni embarrassée par des complications ou par les réclamations de l'Empire du Brésil, puisqu'il y a des précédents qui autorisent ce transit. Mais ce qu'on a jugé convenable de faire ou de permettre en 1855, n'oblige point le gouvernement Argentin à procéder de la même manière aujourd'hui. En effet, le neutre peut accorder ou refuser le transit aux belligérants, parce qu'il use d'un droit qu'en aucune façon il ne peut aliéner; il peut donc l'accorder dans une guerre et le refuser plus tard, alors que l'expérience lui a peut-être démontré l'erreur dans laquelle il était tombé, et que les maux soufferts lui ont fait mieux comprendre ses intérêts. En outre, le souvenir que rappelle V. E. ne saurait s'appliquer au cas actuel. Il s'agissait alors du transit par eau, ayant pour but une négociation préparée peut-être par un arrangement diplomatique et n'ayant pas un objet hostile, ainsi que l'affirmait le Brésil, et ainsi que le démontra la réception bienveillante et amicale que lui fit le gouvernement du Paraguay. Dans ce cas, loin de porter la moindre atteinte à la souveraineté du Paraguay, elle fut

respectée. C'est, en effet, comme nation souveraine, qu'il appartient au Paraguay de déterminer en quel cas et de quelle manière les nations étrangères doivent se présenter sur les frontières du Paraguay, pour traiter toutes questions ou pour les régler.

Même dans le cas précité du transit par des rivières dont l'Empire du Brésil est un des riverains, V. E. a qualifié ce fait comme hostile aux intérêts et à la souveraineté du Paraguay. Cette qualification, sans fondement alors, aurait beaucoup de force aujourd'hui de la part du Brésil, au cas où le passage serait accordé à une expédition militaire du Paraguay par la province de Corrientes, dans le but avoué de porter la guerre dans le Brésil.

Postérieurement, des traités ont été faits, soit avec la République du Paraguay, soit avec l'empire du Brésil et autres nations, dans lesquels, par respect pour le droit public entre riverains, on a établi le libre transit et la navigation en commun, tant pour navires marchands que pour ceux de guerre. Tels sont les principes solennellement reconnus par la République du Paraguay dans ses traités avec la République Argentine.

Il est une doctrine universellement admise, c'est que le transit par eau n'ayant aucun des inconvénients de celui qui se ferait par terre, doit être octroyé libéralement, et que, lorsqu'il s'agit de riverains, non-seulement ce transit n'a pas d'inconvénients, mais que c'est un devoir de se l'accorder réciproquement dans toute son extension et ses conséquences. Au cas contraire, il s'en suivrait que l'État propriétaire de l'embouchure d'un fleuve et de la majeure partie de son cours navigable, resterait juge et arbitre des questions et convenances des États situés dans la partie supérieure, pouvant ainsi déterminer dans quels cas et comment devraient se faire les communications, soit pour s'entendre diplomatiquement, soit pour régler leurs questions respectives comme ils le jugeraient convenable, portant ainsi atteinte à la souveraineté respective des riverains supérieurs. Ce serait un préjudice aux droits réciproques des

riverains, qui doivent pouvoir user librement du transit ou de la navigation commune, afin de travailler à leur prospérité pendant la paix, et pourvoir à leur sécurité et à leur défense en temps de guerre.

Il n'existe donc point dans le cas actuel une juste réciprocité, telle que V. E. l'invoque, en rappelant le fait de 1855, pour qu'on puisse accorder au gouvernement du Paraguay le transit par terre de son armée, par la province de Corrientes, pour atteindre à la province brésilienne de Rio-Grande. Attendu que le cas est non-seulement différent, mais, en outre, afin qu'on ne puisse invoquer celui d'aujourd'hui comme un précédent pour déterminer la réciprocité, même en admettant qu'il fût analogue à celui de 1855, il est donc impossible d'y souscrire. La réciprocité est seulement applicable à la continuité d'une même guerre, et non à une situation passée que le gouvernement même du Paraguay a sanctionnée par des compromis solennels amicalement acceptés, et qui ont établi le droit de la libre navigation pour les riverains. A ces droits sont venus s'ajouter d'autres stipulations sur la matière, définissant clairement les droits et les devoirs des riverains dans la paix et dans la guerre, droits qui avant n'étaient point déterminés, et qui ont formé une sorte de Code fluvial ayant pour base une mutuelle convenance et un consentement mutuel.

La réciprocité consiste à accorder dans une guerre une même chose aux deux belligérants, et non de donner à ceux-ci ce qu'on a accordé dans une guerre antérieure. Il n'y a pas réciprocité entre le transit innocent par eau pour arriver à une négociation pacifique, et le transit accordé dans un but qu'on déclare être hostile. On peut toutefois accorder aux belligérants, qu'ils soient ou non riverains, le passage par eau, alors même que des traités ne leur en auraient pas donné le droit, sans que pour cela il s'en suive qu'on doive forcément accorder le transit par terre. Mais si la navigation fluviale est permise pour la paix ou pour la guerre à un ou plusieurs belligérants, on doit

maintenir cette permission en faveur de tous également. Voilà ce qui constitue la réciprocité. Mais au nom de cette réciprocité, on ne peut pas demander le transit par terre, par cela seul que le transit fluvial est permis, car du droit qu'on a à celui-ci, on ne saurait déduire un droit pour l'autre.

Le gouvernement Argentin ne doute pas que ces considérations pèseront dans l'esprit éclairé du gouvernement du Paraguay, et que celui-ci, rendant justice aux sentiments d'amitié qu'on lui exprime, comprendra qu'il n'est pas possible d'accéder à sa demande. Le gouvernement Argentin espère, en outre, éviter de son côté tous motifs qui pourraient altérer les relations amicales qu'il s'efforce de cultiver et de resserrer.

Le soussigné profite de cette opportunité pour réitérer à V. E. l'assurance de sa haute considération et de son estime.

Signé : Rufino DE ELIZALDE.

DOCUMENT **B** 1 PAGE 203.

Message de S. E. le Président de la République du Paraguay
à l'honorable Congrès National.

TRÈS-HONORABLES REPRÉSENTANTS DE LA NATION.

J'éprouve la plus vive satisfaction à vous voir réunis dans cette auguste enceinte, dans des moments solennels pour la patrie.

L'intérêt public et les graves sujets dont vous allez vous occuper, m'ont décidé à faire usage des attributions que me confère l'article 4, titre VII de la loi du 13 mars 1844, en vous convoquant extraordinairement, afin de chercher dans votre patriotisme et dans vos lumières les conseils qui doivent guider le gouvernement, et dans votre autorité la coopération qui doublera sa force pour accomplir les espérances de la nation.

Depuis que vous m'avez confié la direction des destinées de la République, un de mes plus constants efforts a été la conservation des bons rapports internationaux, et il m'est doux de vous annoncer qu'ils sont dans des termes de cordialité avec toutes les puissances étrangères, à l'exception de l'empire du Brésil et de la République Argentine.

Le gouvernement impérial, poussé par une politique insensée, et par des circonstances dignes de pitié, nous a provoqué à la lutte sans que, pour l'éviter, la modération et l'esprit conciliateur du gouvernement aient pu prévaloir.

Le gouvernement Argentin, à qui le Paraguay a donné des preuves exubérantes d'une amitié sincère, a créé, de son côté, une situation incertaine dans nos rapports, en conséquence d'un échange de notes dans lesquelles ce gouvernement a jugé bon d'éluder les explications amicales qui lui

étaient demandées, au lieu de correspondre à la loyauté et à la franchise de notre demande.

Une difficulté momentanée s'était élevée aussi avec la République Orientale de l'Uruguay, mais, satisfactions données, les relations amicales ont été rétablies.

Les motifs de la rupture de nos rapports avec l'Empire du Brésil, et ceux de l'état peu cordial dans lequel ils se trouvent avec le cabinet Argentin, sont dans les sanglants événements qui couvrent aujourd'hui de deuil la République Orientale, et qui menacent de détruire l'équilibre politique du Rio de la Plata.

Le Brésil et le gouvernement Argentin, quoique garants de l'indépendance de cet État, sont ceux qui aujourd'hui l'attaquent, et le Brésil qui, en 1850, dans un traité solennel, soutenait avec nous la nécessité du *statu quo* des nationalités de cette partie de l'Amérique, et tout spécialement l'autonomie de la République Orientale, s'allie aujourd'hui au parti rebelle qui, lancé de la capitale Argentine, et soutenu par un comité révolutionnaire qui s'y trouve publiquement installé, dévaste la richesse nationale et ensanglante le sol de sa propre patrie.

La République du Paraguay qui ne pouvait renier le principe d'équilibre des pouvoirs de la Plata, soit par l'importance qu'elle avait conquise par de constants efforts, soit dans un but de sécurité et de vie nationale à l'intérieur et à l'extérieur, n'a pas pu voir avec indifférence les tristes événements qui se passaient dans le Rio de la Plata. Le gouvernement a fait tout ce qui était en son pouvoir pour prévenir de si grands maux, soit en sollicitant d'amicales explications du gouvernement Argentin, pour dissiper les craintes du gouvernement Oriental au sujet de la neutralité de Buenos-Ayres, dans la guerre intestine qui dévorait Montevideo, soit en offrant sa médiation amicale à l'Empire du Brésil pour un arrangement amiable et pacifique de ses différends avec la République Orientale, qui se voyait sous la menaçante pression d'une escadre et d'une armée brésilienne.

L'effusion de sang n'a pu toutefois être évitée, par la raison que, repoussant l'offre de notre médiation, le Brésil déclare subitement que ses réclamations pour des dommages et des préjudices qui remontent à douze années, seraient confiées aux forces de terre et de mer, pour que celles-ci exécutassent des représailles. C'est de ce prétexte qu'est sortie la guerre qui aujourd'hui afflige Montevideo.

Cette résolution si grave n'a pas été communiquée au gouvernement de cette République dont l'amicale médiation venait d'être refusée comme inutile.

Jusqu'alors le gouvernement de la République avait pu espérer que, mieux conseillé, celui de S. M. l'Empereur du Brésil lui donnerait d'honorables explications tendantes à apaiser les sérieuses craintes du Paraguay sur la commotion qu'éprouvait l'équilibre des États de la Plata, équilibre sur lequel repose la prospérité, la tranquillité et la respectabilité de ces pays. Le Paraguay notifia cette espérance au gouvernement impérial, dans une déclaration formelle ; mais cet acte solennel fut aussi inutile, et le Brésil, sans égards pour cette déclaration, et partant pour la République, procéda à l'occupation et à la conquête du territoire Oriental.

En présence de cet outrage fait à l'honneur et à la dignité nationale, et d'autre part la sécurité et l'intégrité de la République se trouvant compromises par ce fait d'armes du Brésil, le gouvernement s'est vu dans l'impérieuse nécessité d'accepter la guerre à laquelle l'Empire brésilien l'obligeait, pour soutenir les principes de son intérêt vital et laver l'affront fait à l'honneur de la patrie, si souvent injuriée par le Brésil.

Des raisons militaires et politiques, ainsi que la sécurité de nos frontières du Nord, ont conseillé au gouvernement l'occupation immédiate d'une partie du territoire de Matto-Grosso, que le Brésil avait usurpé à la République, au préjudice des droits de possession que celle-ci tient depuis la découverte de l'Amérique, et au mépris des traités qui les ont sanctionnés. Là, le Brésil avait accumulé de grandes

ressources militaires, en vue de nouvelles usurpations sur le territoire national.

Le gouvernement ordonna donc l'occupation des territoires usurpés, et notre corps d'armée y a trouvé une occasion de gloire pour nos armes, et d'épreuve pour sa discipline et sa bravoure.

Il était nécessaire de répondre ainsi à l'injure faite par le Brésil, et le gouvernement s'y est vu stimulé par l'opinion du Conseil d'État et aussi par la manifestation du sentiment public et général.

En prévision du conflit qui pouvait avoir lieu avec l'Empire du Brésil, sur notre frontière de l'Est, et dans le vif désir de prévenir toute cause de désaccord avec la République Argentine ; enfin, voulant donner des preuves exubérantes de considération et de respect pour le peuple argentin, mon gouvernement, faisant trêve à de justes ressentiments, sollicita le bon vouloir de Buenos-Ayres pour en obtenir le transit de nos troupes sur le territoire de Corrientes, au cas où les événements de la guerre nous y obligeraient. Toutefois non-seulement le gouvernement de Buenos-Ayres vient de repousser notre demande, alors même qu'il livre ses eaux à l'escadre et à l'armée impériale, mais encore il étend son refus aux territoires paraguayens des Missions Orientales du Parana, réclamant d'urgentes explications sur la présence et sur l'objet de nos forces dans cette partie du territoire.

La situation du pays réclamait l'adoption de mesures défensives, et l'armée régulière a été considérablement augmentée, en appelant sous les armes les citoyens qui sont accourus à la voix de la patrie, avec un enthousiasme digne du plus grand éloge ; conséquence naturelle des manifestations populaires en faveur de l'intérêt public. Maintenant le gouvernement vient vous demander votre souveraine décision, et quelle conduite il doit suivre dans de si graves circonstances.

La faible santé du R. Evêque diocésain qui est presque octogénaire, et les besoins du culte conseillaient d'obtenir

la nomination d'un coadjuteur. Le gouvernement comprenant l'importance de ces besoins, demanda à S. S. le Pape Pie IX des bulles d'institution pour le doyen de notre sainte Église cathédrale, Don-Manuel-Antonio Palacios. S. S. reconnaissant l'urgence du cas, a daigné accéder à cette demande, et, grâce au zèle paternel de S. S., l'église paraguayenne n'a pas eu à déplorer une nouvelle lacune dans l'autorité religieuse, à la mort du révérend évêque Jean-Grégoire Urbieta.

La situation intérieure du pays est satisfaisante ; la paix et l'harmonie règnent dans l'administration, et les fonctionnaires publics remplissent leur devoir avec zèle et patriotisme.

Les finances de l'État ont fait et continuent à faire face aux dépenses extraordinaires qu'exigeaient les travaux publics, mais surtout les préparatifs militaires.

Les ministres secrétaires d'État aux différents départements, rendront compte au Congrès de la situation de leur ministère.

Honorables Représentants, en vous convoquant pour cette session, j'ai eu principalement pour objet de vous rendre compte de la situation du pays, et aussi des mesures que j'ai cru devoir prendre pour sauvegarder ses plus vifs intérêts. Confiant entièrement dans votre patriotisme éclairé, je vous sou mets les graves affaires que vous êtes appelés à traiter ; certain qu'enivrés d'un vif amour de la patrie, et du zèle que demande l'honneur, la dignité et la prospérité du pays, vos délibérations répondront à ma confiance et à celle de tous nos compatriotes qui, dans ces moments, ont les yeux fixés sur vous.

Asuncion, 5 mars 1865.

Signé : FRANCISCO S. LOPEZ.

DOCUMENT C 1 PAGE 203.

Mémoire du Ministre des Affaires Étrangères, présenté au Congrès
Paraguayen, le 5 mars 1865.

Honorables représentants de la nation, je viens remplir mon devoir, en rendant compte au Congrès national de l'état de nos relations extérieures, et de la marche qu'a suivie ce ministère, depuis l'époque où mon illustre prédécesseur a présenté son dernier mémoire à cette auguste assemblée.

La conservation de bonnes et amicales relations avec les gouvernements voisins ou amis, a toujours été le *desideratum* du gouvernement et l'objet constant de ses travaux ; mais de graves questions qui ont surgi dans les Républiques de la Plata, spécialement dans l'Etat Oriental de l'Uruguay, ont agité profondément les esprits dans cette partie de l'Amérique ; elles sont parvenues même à troubler notre paix de plus d'un demi-siècle, en raison des provocations de l'Empire du Brésil à une guerre que nous n'aurions pu éviter sans déshonneur et sans amoindrir la dignité nationale.

Je vais informer le Congrès des diverses phases qui ont eu lieu, depuis le mois de novembre, suivant l'ordre des faits.

L'un des premiers soins de S. E. le général Don Francisco Lopez, dès qu'il fut appelé à la présidence de la République par le vote unanime de ses concitoyens, a eu pour objet les nécessités de l'Eglise, en présentant à S. S. le pape Pie IX, pour coadjuteur de ce diocèse, le prêtre-citoyen, Don Manuel-Antonio Palacios.

Le Très-Saint-Père prenant en considération cette demande, a expédié promptement les bulles en faveur de notre

vertueux prélat, en l'instituant évêque de Mallos et coadjuteur du Paraguay, avec succession dans ce diocèse.

Le 11 octobre 1862, le Congrès national autorisait le Pouvoir exécutif de la République Argentine à faire une convention spéciale avec Jose Lavarello pour la navigation à vapeur du Rio Vermejo, en lui concédant la propriété de terrains sur les deux bords de cette rivière.

A cette nouvelle, nous demandâmes des éclaircissements au cabinet Argentin et une définition pratique de cette partie de la loi, qui nous signalerait le point des concessions faites à Lavarello.

La réponse du gouvernement Argentin, à la date du 31 janvier 1863, fut satisfaisante, car elle n'altérerait en rien les droits que pourraient avoir nos deux pays sur cette partie du territoire du Chaco que baigne le Vermejo, jusqu'à un règlement définitif de la question des limites.

Le 15 janvier 1863, M. William Doria faisait connaître à ce ministère que le gouvernement de S. M. Britannique avait approuvé la convention signée par MM. Sanchez et Doria, le 14 septembre 1862, pour le règlement définitif des différends qui avaient malheureusement existé entre le gouvernement Anglais et celui du Paraguay, relativement à la question « Canstatt », Tacuari » et « Little Polly. » Ce dénouement amical de la bruyante question anglo-paraguayenne, si longtemps débattue, rétablissait les bonnes relations entre les deux pays, et dès lors une Légation a été établie à la cour de Londres.

A son tour S. M. la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande a formé une Légation dans notre capitale, et, le 27 août de la même année, M. Edouard Thornton a été reçu au Palais, en audience publique, où il a présenté les lettres patentes qui l'accréditent comme Ministre plénipotentiaire de S. M. la reine près de S. E. le Président de la République

Le 7 mars 1863 arriva à l'Asuncion S. E. M. Charles Lefebvre de Becourt, Ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur des Français, reçu le 13 du même mois en au-

dience publique ; il exprima l'objet de sa mission , après avoir remis deux autographes que S. M. l'Empereur Napoléon III envoyait à S. E. le Président de la République. Sa mission avait pour objet l'échange des ratifications de la convention du 9 août 1862, pour le renouvellement et la confirmation du traité du 4 mars 1863. Cet acte eut lieu le 16 du même mois, les traités entre le Paraguay et la France restant ainsi en vigueur.

Le 2 septembre 1863, le représentant de la République Orientale de l'Uruguay, accrédité à l'Asuncion, dénonçait au gouvernement les antécédents , les circonstances et les tendances de l'invasion dirigée par le général don Venancio Flores, qui, du territoire Argentin, s'était lancé sur le territoire Oriental, portant la guerre et la désolation dans ce dernier pays.

Le gouvernement, instruit de la douloureuse et grave situation dans laquelle se trouvait cette République amie , répondit au gouvernement Oriental qu'il ne resterait point indifférent à un tel état de chose , qui affectait la tranquillité et la prospérité d'une République sœur et amie, et ne pouvait avoir qu'une influence funeste sur les intérêts généraux du Paraguay. Il ajoutait qu'appréciant comme il le devait les conséquences que ces événements pouvaient exercer sur l'équilibre, la sécurité et la paix des États de la Plata, il s'adressait ce jour même au gouvernement Argentin pour demander des explications sur ces événements , espérant que la rectitude de ses principes, la considération de ses intérêts permanents et sa qualité de garant de l'indépendance de l'État Oriental, ne permettraient pas que la tranquillité d'un État ami fût troublée.

Le gouvernement estimant juste et élevée la politique du gouvernement Argentin, et dans la confiance qu'il appréciait le mauvais effet produit dans l'esprit des autres gouvernements, s'ils pouvaient croire à sa participation dans les malheureuses affaires intérieures de l'État Oriental, dont l'existence politique est une condition d'équilibre et de paix favorable aux intérêts de tous dans le Rio de la Plata.

le gouvernement, dis-je, sollicita d'amicales explications sur l'invasion de Flores, dans l'espoir que ces explications seraient suffisantes pour que le Paraguay pût dissiper toute impression fâcheuse dans l'esprit du gouvernement Oriental.

Le gouvernement Argentin répondit amicalement, le 2 octobre suivant ; mais le Paraguay ne trouvant pas dans cette réponse les explications qu'il avait demandées, et dont il ne pouvait se passer, en présence des graves complications qui avaient surgi au Rio de la Plata, répondit le 21 octobre pour insister sur la nécessité de ces explications. Il s'en suivit un échange de notes qui se termina par notre dépêche du 6 février 1864, dans laquelle le gouvernement déclara que, vu l'impossibilité d'obtenir les explications demandées, il suivrait à l'avenir ses propres inspirations, selon la portée des faits qui pourraient compromettre l'autonomie de l'Etat Oriental, au sort duquel il ne lui était pas permis de rester indifférent, soit par rapport à la dignité nationale, soit pour ses propres intérêts dans le Rio de la Plata.

J'informerai maintenant le Congrès des nobles efforts tentés par le gouvernement pour consolider la souveraineté et l'indépendance de la République Orientale de l'Uruguay, menacée par la révolte de Flores qui était ouvertement soutenu et protégé par l'Empire du Brésil et par le gouvernement Argentin. Malheureusement tous nos bons offices en vue de dominer les mauvaises passions dans les conseils des deux gouvernements, et surtout les aspirations de prédominance sur notre territoire, ont été nuls.

Dès que le représentant Oriental eut dénoncé le péril que courait l'autonomie de son pays, le Paraguay travailla activement pour obtenir la tranquillité et le bien-être de cette République amie. Il a employé son pouvoir et son influence pour adoucir cette situation ; il a fait des réclamations au gouvernement Argentin qui n'y eut aucun égard ; enfin il a offert sa médiation amicale des différends existant entre la République Orientale et l'empire du Brésil, médiation qui, malheureusement, ne fut point acceptée.

Dans ces circonstances et pendant que notre gouvernement travaillait chaleureusement à soutenir la cause du gouvernement Oriental, un incident fâcheux eut lieu en rade de Montevideo, entre le commandant du vapeur paraguayen *Paraguari*, qui faisait le service de paquebots entre cette capitale et la nôtre, et les autorités du port de Montevideo. Cet incident avait pour cause l'embarquement des déportés Orientaux, le D^r Don Jaime Estrazulas, Don Francisco Carabia, et Don Adolpho Bazanez, et il occasionna un échange de notes qui obligea le vapeur *Paraguari* à partir avant le jour fixé.

Ce conflit paralysa momentanément notre action en faveur des intérêts Orientaux, en suspendant pour un temps nos relations avec cette République.

Notre gouvernement demanda des explications sur ce fait qui affectait gravement l'honneur de la République du Paraguay, et en réclama la juste réparation.

Le gouvernement Oriental se prêta à une ample satisfaction, et son représentant dans notre capitale en donna une déclaration solennelle, datée du 3 juin 1864.

Les bons rapports ainsi rétablis, le gouvernement a pu de nouveau manifester son intérêt, en toutes occasions, pour la conservation de la paix et en faveur de l'indépendance de cette République amie.

Pour éviter d'être diffus dans l'exposition des efforts constants qui font le plus grand honneur à S. E. le Président, en faveur de la souveraineté de l'Etat Oriental et de la conservation de l'équilibre politique dans cette partie de l'Amérique, je sou mets au Congrès les pièces annexées n° 3.

Je passe maintenant à l'exposé des motifs de notre rupture avec le Brésil, et de la situation difficile dans laquelle se trouvent nos relations avec la République Argentine.

Notre convention avec la cour du Brésil, du 6 avril 1856, ayant pour objet la délimitation des frontières entre les deux pays, avait fixé le terme précis de six années pour une résolution finale. Ce terme échu, le gouvernement de l'Empereur ne fit pas une seule démarche pour arriver à la

conclusion de cette grave question qui est d'un si grand intérêt pour la République et pour l'Empire. Dans le cours de cette période, le Brésil avait au contraire fondé les colonies de Dorados et Miranda sur le territoire compris entre les Rios Ygatimi et Ygurey, en violation de nos droits.

Malgré ce manque flagrant aux stipulations du traité de 1856, nous espérions qu'une réparation ne se ferait pas attendre de la part du Brésil. Cet espoir se fondait sur notre désir de ne point altérer nos rapports de bonne intelligence et de bon voisinage, et aussi sur la croyance que, mieux conseillé par la raison et la justice de notre cause, le Brésil apprécierait notre modération.

Deux ans après cette situation indécise, arriva M. Caetano Maria de Lopez Gama, Chargé d'affaires du Brésil près notre République ; mais peu de jours après son arrivée à l'Asuncion, cet agent brésilien demanda son passeport pour cause de santé, résolu d'aller temporairement dans le Rio de la Plata pour se rétablir. Il demanda verbalement à laisser M. Sarbas-Muniz Barreto, attaché à sa Légation, en qualité de Chargé d'affaires intérimaire et pour gérer la Légation impériale du Brésil ; mais il ne montra aucune autorisation compétente de son gouvernement. Le ministère ne put accéder à cette demande, pour ne pas établir le précédent de créer des Légations alors que le titulaire laissait les affaires à la charge d'un attaché, et M. Lopez Gama retira alors la Légation et partit lui-même. (*Annexe n° 4.*)

Peu de temps après cet incident, apparut la mission de M. le conseiller Saraiva dans l'État Oriental de l'Uruguay, se faisant accompagner d'une force navale imposante dans le Rio de la Plata, et d'une armée de terre qui s'avancait vers la frontière.

Un apparat aussi inusité qu'alarmant fit craindre au gouvernement une conflagration entre ces deux États, conflagration qui devait affecter tous les intérêts des Républiques de la Plata.

Animé des sentiments de cordialité et d'amitié, et dési-

reux de prévenir les malheurs qu'amènerait une rupture entre l'État Oriental et le Brésil, le gouvernement du Paraguay jugea convenable d'offrir sa médiation officieuse pour le règlement des questions pendantes entre ces deux États. Malheureusement ces bons offices, nobles et désintéressés, ne furent point acceptés.

Après l'insuccès de la mission de MM. Elizalde, Saraïva et Thornton, qui avaient tenté un règlement des questions intérieures de l'État Oriental, l'envoyé spécial du Brésil, le conseiller Saraïva, voyant rompue cette négociation, à laquelle il avait pris une part si active et si intéressée, notifia au gouvernement Oriental, le 4 août, l'*ultimatum* par lequel il ordonnait aux forces impériales de terre et de mer de procéder à des représailles si, dans le terme péremptoire de six jours, il ne recevait pas satisfaction des réclamations qu'il avait présentées pour la protection des sujets de l'empire, et qui remontaient à 1852.

Le gouvernement Oriental, aux prises avec la révolution et la guerre que lui faisait le général Flores, était dans l'impossibilité d'accéder à une exigence humiliante et par conséquent contraire à la dignité de son pays. Toutefois, en vue de la paix, il fit tout ce que lui permettait la pression des circonstances, en proposant au représentant du Brésil de soumettre l'opportunité des réclamations à l'un des agents étrangers qu'il voudrait bien désigner. M. Saraïva refusa d'accepter ce moyen conciliant, auquel le Brésil avait adhéré antérieurement, en acceptant les principes stipulés dans le Congrès de Paris, principes qu'il venait d'invoquer lui-même pour mettre un terme à ses propres différends avec l'Angleterre.

Dans cette situation extrême, d'où pouvait sortir de graves et nombreux malheurs pour les intérêts vitaux de toutes les nationalités de la Plata, le gouvernement s'est vu dans l'impérieuse nécessité de prévenir ces maux par son attitude résolue. Ce fut alors que le ministère qui m'est confié adressa immédiatement à M. Vianna de Lima, Ministre résident de S. M. l'Empereur du Brésil, à la

date du 30 août 1864, une note dans laquelle, après avoir exposé avec franchise la grave situation créée par l'*ultimatum* du 4 août, et le droit que nous avions d'apprécier la portée et les conséquences d'une si violente résolution pour tous ceux qui étaient intéressés à ces résultats, il déclarait la nécessité où se trouvait le gouvernement de la République de ne pas permettre que les forces impériales occupassent le territoire Oriental, ni temporairement ni d'une manière permanente, devant considérer un pareil acte comme attentatoire à l'équilibre des États de la Plata, à la sécurité, à la paix et à la prospérité de notre République.

Au moyen de cette juste et nécessaire déclaration, et en réclamant par anticipation, avec sincérité et pour le bien de la paix, notre gouvernement espérait que celui de l'Empereur voudrait bien se faire rendre compte des actes abusifs de M. Saraiva dans l'État Oriental, actes qui trouvaient un écho dans l'esprit de M. le ministre Vianna de Lima, car dans sa lettre du 1^{er} septembre, il avait notifié « *qu'aucune considération n'arrêterait son gouvernement dans ses efforts pour protéger la vie, l'honneur et la propriété des sujets de S. M. l'Empereur.* »

Une déclaration si explicite autorisait le gouvernement de la République à s'opposer immédiatement à l'audace du pouvoir impérial contre les principes élevés et les graves intérêts que nous invoquions; mais il n'usa pas de ce droit, espérant encore que le gouvernement du Brésil ferait justice à l'attitude nécessaire que la République avait prise pour sa propre sécurité, pour la paix générale et pour le respect que se doivent mutuellement les gouvernements.

Mais ce fut avec un profond chagrin que le gouvernement apprit, dans ces circonstances, que des forces brésiliennes s'étaient emparées de la ville de Melo, capitale du département de Cerro-Largo, en vertu des ordres donnés par le gouvernement brésilien, au mépris de notre protestation du 30 août 1864.

Le cabinet impérial a procédé ainsi, sans essayer même

de donner une explication amicale qui garantît au Paraguay que les vues du Brésil ne tendaient ni à l'absorption ni à la conquête : il jeta au contraire sur sa résolution le voile d'un silence injurieux pour le Paraguay.

- Non-seulement nos intérêts, mais aussi l'honneur et la dignité nationale se voyaient compromis, dès lors, par la conduite extraordinaire du gouvernement impérial, et celui de la République ne pouvant souscrire à un tel mépris de ses plus chers intérêts, fit ce que tout gouvernement qui se respecte devait faire. Il déclara rompues les relations avec l'Empire, dans sa note du 12 novembre au représentant du Brésil dans cette capitale. Dans cette note étaient consignés à la fois le refus du passage par les eaux de la République aux pavillons de guerre et marchand du Brésil, et la libre navigation pour tous autres pavillons amis, en destination de la province brésilienne de Matto-Grosso.

Cette résolution fut suivie de la détention, avec *embargo*, du paquebot brésilien *Marquez-de-Olinda*, qui naviguait dans les eaux de la République, malgré la pleine connaissance qu'il devait avoir de la protestation du Paraguay, et aussi de l'occupation de la ville de Melo par les Brésiliens.

Des intérêts considérables appartenant au Paraguay se trouvaient hors du pays dans ces circonstances, ce qui engagea le gouvernement à fermer momentanément le port. Toutefois, le ministre brésilien demanda et reçut ses passeports, et attendu qu'il ne voulut pas sortir du territoire de la République par la voie de terre, malgré les facilités qui lui furent offertes, il obtint du gouvernement, par l'officieuse intervention de M. Washburn, ministre américain, un vapeur qui le conduisit jusqu'à Buenos-Ayres avec sa famille et le personnel de la Légation.

L'*annexe* n° 5 renferme les documents auxquels je me reporte, et l'honorable Congrès y trouvera le détail de ces faits, que le gouvernement a soutenus avec dignité, en repoussant les prétentions injustifiables du Brésil qui a cru l'heure venue de réaliser ses vues sur le Paraguay.

En parcourant toutes les époques de notre histoire depuis

la découverte du Paraguay jusqu'à ce jour, on verra que le Brésil, avec un raffinement en rapport avec les progrès du siècle, ne fait que suivre la perfidie et la duplicité de ses prédécesseurs, soit ouvertement, soit d'une manière occulte, mais toujours suivant une politique d'usurpation et d'intrigues, et tenant en réserve perpétuellement des questions au sujet des limites. Cette politique a coûté à la République ses territoires du Haut-Paraguay, la province de Vera, sur la gauche du Parana, et les Missions des Jésuites, sur la gauche de l'Uruguay; la question des frontières étant pour le Brésil un prétexte toujours nouveau, non pour en fixer les limites, mais pour de nouvelles usurpations. Si l'histoire du passé nous fait connaître le résultat amer de ces questions territoriales, l'histoire contemporaine n'est pas moins démonstrative quant aux transactions nationales qui démontrent le peu de foi que mérite le Brésil, ainsi qu'on le voit par l'occupation clandestine du Pain-de-Sucre et par la formation des colonies de Miranda et Dorados.

Entre autre exemple de la foi brésilienne, je citerai aussi le traité du 26 août 1828, dans lequel, en même temps que le Brésil se désaisissait de l'Etat oriental de l'Uruguay, il donnait des instructions secrètes au marquis de Santo-Amaro, son Envoyé spécial en Europe, le 24 avril 1830, dans les termes relatés dans l'*Annexe* n° 6.

Les aspirations actuelles de l'Empire sont identiques, et si quelque chose étonne et surprend, c'est l'intérêt qu'il a su inspirer à la République Argentine, qui le combattait en 1828 pour la cause Orientale, intérêt assez fort pour que l'Empire ait obtenu de Buenos-Ayres, en 1864, de lui préparer la victime qui devait rassasier son ambition.

Si la politique absorbante du Brésil autorise les justes craintes du Paraguay, celle du cabinet Argentin n'est guère moins hostile. Depuis les réponses dilatoires et évasives de ce gouvernement à notre demande d'explications amicales, les rapports entre les deux gouvernements sont restés dans un état indéfini.

Le Paraguay ne pouvait douter d'un manque de neutralité du gouvernement Argentin dans les affaires de Montevideo, où il étalait un intérêt manifeste pour l'invasion du général Flores.

D'autre part, l'intimité des rapports entre le gouvernement impérial et celui de Buenos-Ayres autorisait à croire que la mission Saraïva avait *été prévue, sinon consentie*, par le gouvernement qui est à la tête de la nation argentine. En effet, ce gouvernement, depuis lors, a fait voir une nouvelle face de la politique du Rio de la Plata par rapport au Paraguay, et plus tard son indifférence l'a rendu complice des horreurs de la guerre dans l'État Oriental et des crimes perpétrés à Paisandu.

Le Paraguay n'a jamais donné au gouvernement Argentin le moindre prétexte de douter de la loyauté et de l'élévation de la politique qui lui est propre, et s'est même refusé à écouter les sollicitations réitérées qui lui ont été adressées pour contracter une alliance avec Montevideo, lors des différends du gouvernement Oriental avec le cabinet Brésilien, réservant toutefois son indépendance d'action pour soutenir l'autonomie de l'État Oriental.

Cette politique attentionnée pour le gouvernement Argentin, date de la chute du général Rosas, et le Paraguay n'a pas laissé passer une seule occasion sans la manifester, avec le désir sincère de contribuer ainsi au soutien de ses propres institutions et à la conservation de la paix intérieure.

C'est en 1859 que le gouvernement a pu donner au peuple argentin le témoignage le plus incontestable de son intérêt pour sa paix intérieure et pour la prospérité de Buenos-Ayres.

Tel était l'intérêt qu'inspirait au Paraguay le sort du pays argentin, et telle était la douleur de la lutte fratricide qui le déchirait, que le Paraguay, passant outre à de justes sujets de plaintes que le gouvernement de Buenos-Ayres lui avait donnés en reconnaissant un comité révolutionnaire de quelques émigrés paraguayens auxquels il donnait une protection officielle, méprisa les calomnies

de la presse buenos-ayrienne. En outre, il attachait une telle importance à ses bons rapports avec la République Argentine, que S. E. le Président en établit personnellement avec le chef actuel du gouvernement argentin, M. le général Mitre, dans le but de faciliter aux deux gouvernements le règlement amiable des questions pendantes. S. E. avait aussi pour objet de conformer sa politique internationale avec celle des autres gouvernements amis, afin que rien n'embarrassât le libre développement des ressources et de la prospérité des populations auxquelles ils président.

Ces nobles efforts n'ont produit aucun résultat, et bien que le gouvernement Argentin ne manifestât aucune hostilité, la presse officielle et officieuse de ce pays se déchaîna avec l'animosité la plus hostile, et à de rares exceptions près, contre le Paraguay, sans que celui-ci en eût donné le moindre sujet.

Je me permets d'appeler l'attention du Congrès sur ce fait, que, dès l'apparition des forces de terre et de mer de l'Empire dans la République de l'Uruguay, et même dès la protestation du 30 août 1864, et enfin dès qu'a commencé l'intimité entre les gouvernements Argentin et Brésilien, ont eu lieu les injures sans frein et les insultes viles et calomnieuses de la presse buenos-ayrienne contre la nation paraguayenne et contre son gouvernement.

Le respect que je dois à cette honorable assemblée et même le simple décorum ne me permettent pas de les reproduire ici ; mais la qualification de barbare donnée à la nation paraguayenne et celle de tyran à S. E. le Président, sont les moins outrageantes. Dans les documents annexés se trouve une collection de ces répugnants produits d'une presse immorale et vénale.

Quelles que soient les institutions qui régissent la liberté de la presse et quelque indépendante que soit celle-ci, elle n'en doit pas moins respecter les convenances envers des gouvernements amis ; ce respect est une loi surtout pour les publications qui ont un caractère officiel et pour la

presse subventionnée, sous peine de laisser croire que cette presse exprime l'opinion du gouvernement.

La situation de la République, en complet désaccord avec le Brésil d'une part, et de l'autre la position géographique de l'Etat Oriental, limitrophe à la fois de l'Empire et de la Confédération Argentine, portèrent le Paraguay à demander amicalement le consentement de Buenos-Ayres, pour que nos armées pussent traverser le territoire de la province de Corrientes, dans le cas où les opérations de la guerre l'exigeraient, protestant que ce passage s'effectuerait sans charge pour les habitants et avec toute la considération due aux autorités argentines.

Le gouvernement Argentin, sans apprécier les précédents invoqués dans cette demande et qui pouvaient faire espérer le consentement de Buenos-Ayres, s'est prononcé pour la négative, en termes tels, qu'ils laissent voir l'esprit d'hostilité de ce pays contre le Paraguay, ainsi que sa partialité en faveur du Brésil.

C'est ainsi qu'on doit entendre la note adressée par Buenos-Ayres à la date du 9 février dernier, en réponse à celle que nous lui avons adressée le 14 janvier, et que j'ai l'honneur de vous soumettre dans l'*Annexe* n° 7.

Il est un autre fait à prendre en considération pour juger la politique équivoque, ou mieux, hostile du gouvernement Argentin envers le Paraguay : à la même date du refus donné à la demande de passage pour nos troupes sur le territoire de Corrientes, Buenos-Ayres a demandé des explications, avec beaucoup d'instance, relativement à la réunion de forces paraguayennes sur notre territoire de la rive gauche du Parana, en déclarant que le domaine de ce territoire est contesté par la République Argentine. Or, de tout temps et du meilleur droit, le Paraguay a soutenu et maintient que ce territoire est sa propriété.

Finalement, dans la guerre où le Paraguay se trouve engagé avec le Brésil, le résultat de notre demande amicale près du gouvernement Argentin a été son refus de nous donner aucune facilité, tandis qu'il favorise ouvertement

l'Empire, et, de plus, la provocation d'une question de limite, dans cette partie du territoire, et ce dans les circonstances actuelles.

Je dois aussi appeler l'attention du Congrès sur le rétablissement qui a eu lieu à Buenos-Ayres du Comité révolutionnaire, composé de *huit* émigrés paraguayens qui, éblouis par l'or et les promesses du Brésil et excités par le gouvernement Argentin, veulent prendre les armes contre leur patrie sous le pavillon paraguayen, qui ne sera plus un drapeau national, mais bien un symbole de division et d'anarchie. Le gouvernement Argentin se complait à protéger un pareil attentat, qui, malgré son insignifiance, et sans espoir de résultat aucun, n'en est pas moins une conspiration morale contre l'indépendance et la souveraineté nationales. De plus, la presse buenos-ayrienne fait des vœux pour le triomphe du Brésil sur le Paraguay, se constituant ainsi comme organe de ce Comité révolutionnaire et travaillant en faveur du Brésil.

Tels sont les faits saillants qui ont lieu dans la ville de Buenos-Ayres, siège du gouvernement Argentin, et qui ont pour but de produire dans notre pays la répétition des scènes sanglantes qui ont eu lieu dans l'Etat Oriental.

L'honorable Congrès jugera, dans sa sagesse, des motifs de notre rupture avec le Brésil et de l'état plus que délicat de nos rapports avec la République Argentine.

J'ai l'honneur de saluer l'honorable Représentation Nationale avec grand respect et considération.

Asuncion, 5 mars 1865.

Signé : José BERGES

DOCUMENT **D** 4 PAGE 203.

Rapport de la Commission double et spéciale au très-honorable
Congrès National extraordinaire.

Vive la République du Paraguay!

HONORABLES REPRÉSENTANTS ,

La Commission double et spéciale chargée d'examiner les affaires que le Pouvoir exécutif a soumises à votre appréciation, s'étant instruite attentivement de tous les documents y relatifs, a l'honneur de manifester ici le jugement qu'elle a formé sur chacun d'eux, et les mesures qu'elle juge nécessaire d'adopter pour sauvegarder les grands intérêts de la patrie compromis dans la lutte à laquelle nous a provoqué la politique insidieuse de l'Empire du Brésil.

La Commission considère l'occupation du territoire Oriental par des forces brésiliennes, au mépris de la protestation du gouvernement de la République, en date du 30 août dernier, et qui est restée sans réponse, non-seulement comme une provocation injurieuse pour l'honneur et la dignité nationales, mais encore comme un attentat contre l'équilibre des Etats de la Plata, équilibre qui est la condition et la base même d'une paix permanente ; partant votre Commission trouve justifiée la prudente mesure qu'a adopté le gouvernement de la République, en occupant *la partie* du territoire de Matto-Grosso qui nous a été *usurpée* par l'Empire.

Ce fait a placé au grand jour la foi du cabinet impérial en-

vers la République, et aussi les plans qu'il avait prémédités contre nos droits territoriaux, à la vue de l'immense armement qu'il avait aggloméré sur nos frontières, en abusant des traités existants pour appuyer, par la force, les limites qu'il prétend se donner au nord du Paraguay.

Aucun gouvernement Américain n'a jeté sur son nom et sur sa politique de plus graves ni de plus justes charges, pour actes d'ambition et de perfidie, que le cabinet brésilien, même pendant que le Brésil formait une colonie du Portugal, dont il a hérité à ce point de vue.

L'histoire et moins encore la République du Paraguay n'oubliera jamais l'acte palpitant de perfidie du cabinet impérial contre l'autonomie des Républiques Américaines, consigné dans les instructions secrètes données le 24 avril 1830 au marquis de Santo-Amaro, son Envoyé spécial en Europe.

L'empire du Brésil maintient pendantes des questions de limites avec presque tous les États ses voisins, questions qui ne peuvent être résolues à cause de l'énormité des prétentions de l'Empire, dans le but de profiter des moments difficiles pour ses voisins, afin d'en obtenir des concessions.

Notoires sont les sacrifices de territoire, que dans des moments d'urgence, l'Empire a fait subir à l'État Oriental de l'Uruguay. Non content de ce fait, il a introduit dans le sein de cet État le brandon des discordes pour l'affaiblir, et pour mettre à la tête de ce gouvernement un chef militaire qu'il y a établi sous son influence directe, hâtant ainsi l'époque de l'agrégation du territoire Uruguayen à celui de l'Empire.

Quand on se rappelle l'histoire des usurpations territoriales que l'Empire a faites dans le Paraguay, lors des grands conflits et des longues guerres de la métropole espagnole avec les puissances européennes; quand on se rappelle que les sept populations des Missions, sur l'autre bord de l'Uruguay, ont été possédées par l'Espagne, et que nos limites au Nord avaient pour borne le *Jauru* et la ville espagnole de *Gerez* sur le Rio-Mbotetey, et toute la vaste province de

Vera sur la rive orientale du Parana, on ne peut contenir l'expression d'une indignation nationale, en voyant l'Empire du Brésil acharné à retrécir encore notre petit territoire, et à nous dépouiller de possessions qui ont été consacrées par les labeurs, les fatigues et le sang de nos pères, qui sont les titres les plus respectables de notre droit.

Des faits récents justifient le jugement que la Commission formule sur les projets ambitieux de la politique impériale à l'égard de la République.

En 1850, quand nous étions dans l'expectative de l'imminente guerre dont nous menaçait le dictateur Rosas, privés des ressources militaires et financières que nous possédons aujourd'hui, le Brésil occupa et fortifia clandestinement le *Pain-de-Sucre*, territoire de la République.

Au mépris de la raison, de la justice et des antécédents historiques, le Brésil a prétendu pousser ses limites jusqu'au *Jejuí*, voulant ainsi nous vendre ou nous faire payer la reconnaissance de notre indépendance au prix de la moitié de notre territoire.

Lorsqu'un gouvernement qui a procédé et qui procède ainsi, exploitant la faiblesse, les malheurs des temps ou les conflits de ses voisins, attaque ouvertement, sous les plus vains prétextes, une République amie et voisine, n'est-il pas permis de croire menacés les intérêts communs, et spécialement ceux des voisins avec lesquels l'Empire maintient des questions pendantes d'une si grande importance?

Les considérations précédentes que la Commission pourrait étendre et prolonger, suffisent pour justifier la politique prévoyante que le gouvernement a manifestée, en réclamant le maintien du *statu quo*, dans l'équilibre des souverainetés de la Plata, et en jugeant sainement des vues ténébreuses que laisse entrevoir le gouvernement Argentin, soutenant que le cabinet impérial ne nourrit aucune ambition sinistre par rapport à l'Etat de l'Uruguay et de ses autres voisins.

En résumé la Commission considère non-seulement digne d'approbation, mais encore méritoire et louable la politique de S. E. M. le président de la République, dans la ques-

tion d'équilibre des États de la Plata, comme condition de sécurité, de paix et de prospérité de la République.

L'occupation militaire de la partie du territoire de Matto-Grosso usurpée par le Brésil au Paraguay, n'est que le juste exercice de nos droits dans une guerre à laquelle nous avons été provoqués et qui nous fait recouvrer des possessions insidieusement détenues.

La Commission opine donc pour que le Congrès autorise de la manière la plus ample, le Pouvoir exécutif à continuer la guerre contre le Brésil, jusqu'à ce qu'il ait obtenu la plus complète réparation de l'offense faite à l'honneur, à la dignité et aux droits nationaux, ainsi qu'à faire la paix ou à prendre les arrangements qu'il jugerait nécessaires et convenables aux intérêts de la République, en rendant compte au Congrès national, conformément à la loi.

La Commission a examiné attentivement la correspondance échangée entre le Pouvoir exécutif et le gouvernement Argentin, au sujet du passage de nos troupes sur le territoire de la Confédération, et il a vu avec surprise la conduite peu amicale de Buenos-Ayres envers nous, non-seulement en nous refusant le passage, mais encore en demandant des explications urgentes au sujet d'un rassemblement de nos forces sur le territoire national.

L'état de guerre entre la République et l'Empire était connu du gouvernement Argentin ainsi que de tous, non-seulement par suite de la protestation du 30 août, mais encore par les opérations militaires qui ont eu lieu dans la province de Matto-Grosso. En outre, notre gouvernement a manifesté catégoriquement à celui de la Confédération ces faits de guerre, ainsi que l'objet de sa demande. On ne comprend donc pas la raison de la crainte dont se trouve saisi le gouvernement Argentin à cause de la réunion de nos forces sur les frontières, et on ne peut l'expliquer autrement que comme une expression indirecte de son mauvais vouloir pour nous, et comme un prétexte pour favoriser le Brésil.

La République du Paraguay maintient ses droits sur le

territoire que comprenait l'ancienne province des Missions, et dans cet esprit, la demande du gouvernement de Buenos-Ayres ne pouvait se rapporter qu'à un territoire notoirement reconnu comme appartenant à Corrientes.

La formule de la négative du gouvernement Argentin réclame une sérieuse attention, ainsi que la circonstance d'accompagner sa négative de l'exigence d'urgentes explications sur l'augmentation de troupes paraguayennes sur notre territoire national à la rive gauche du Parana, en manifestant que le domaine de ce territoire est contesté par la République Argentine.

Par cédula royale du 17 mai 1803, le monarque espagnol avait établi un gouvernement particulier dans le territoire des Missions, sous les ordres de Don-Bernardo Velazco, en le rendant indépendant des gouvernements du Paraguay et de Buenos-Ayres, entre lesquels il était situé,

Mais en 1806, le gouverneur Velazco fut nommé gouverneur du Paraguay avec continuation du gouvernement des Missions, et il s'intitulait *gouverneur militaire, politique et indépendant, de la province du Paraguay et des trente villages de Missions d'Indiens Guaranies et Tapes du Paraguay et de l'Uruguay*, de manière que, par cet acte du monarque espagnol, le territoire des Missions est rentré sous la juridiction du gouvernement du Paraguay.

Don-Bernardo Velazco a été le dernier gouverneur espagnol du Paraguay, et il n'a cessé d'exercer sa charge que par le fait de la Révolution de 1811 ; par conséquent le Paraguay a conservé le territoire ainsi que les limites que lui avait assignés le monarque espagnol, et qui ne furent nullement altérés lors de la dissolution de l'ancienne vice-royauté.

En outre, le gouvernement national a protesté constamment contre les prétendus droits de la Confédération à ce territoire, et il l'a fait occuper et surveiller par nos forces, en différentes occasions, sans que ces faits aient été reprochés par le gouvernement Argentin ni avant ni après la chute du dictateur Rosas. On ne peut pas davantage invoquer le

traité fait par les gouvernements Paraguayen et Argentin sur ces mêmes limites, parce que ce traité n'ayant point été ratifié par la législature argentine, est demeuré sans effet, et les choses sont restées dans leur ancien état.

Par conséquent la Commission prétend que les forces nationales peuvent cette fois, ainsi qu'elles l'ont fait dans d'autres occasions, traverser le territoire des Missions, comme étant l'exercice d'un droit, et sans injure pour le gouvernement Argentin. Ce gouvernement nous dénie le passage par terre, tandis qu'il concède le transit fluvial, parce que les forces navales du Brésil étant supérieures aux nôtres, nous empêcheraient de faire usage de cette concession. Si le rapport entre les deux pays (Brésil et Paraguay) était en sens inverse, il est permis de supposer que le gouvernement Argentin nous refuserait aussi le transit fluvial, et demanderait des explications sur les préparatifs et l'armement de nos escadres.

La Commission fonde son jugement sur des faits répétés et publics qui manifestent la malveillance du gouvernement Argentin envers le Paraguay.

Dès les premiers jours de la Révolution qui amena l'indépendance du Paraguay, ce pays a été constamment le but des trames et des coups de la politique buenos-ayrienne. Le Paraguay séparé de la vice-royauté de Buenos-Ayres par la délibération souveraine de sa représentation nationale, et sa personnalité politique une fois reconnue, sa conduite a été inoffensive et amicale pour les Etats voisins, et il a gardé une stricte neutralité dans les dissensions politiques qui ont travaillé ces États. Malgré cela, le dictateur de Buenos-Ayres attaqua la souveraineté du Paraguay, insulta grossièrement sa population et calomnia l'administration de son gouvernement.

Sans remonter à des époques éloignées, quelques faits récents feront comprendre ce que le Paraguay peut espérer du gouvernement Argentin.

Dans la dissidence armée et sanglante de la Confédération Argentine, le gouvernement du Paraguay interposa sa mé-

diation amicale, et grâce à de nobles et généreux sacrifices, il put éviter les funestes conséquences d'une guerre fratricide, au milieu de laquelle les Argentins se déchiraient entre eux. Les nationaux et les étrangers reconnurent alors l'importance des services rendus par le médiateur paraguayen, et cependant peu de temps s'écoula avant que ces services ne fussent défigurés et méconnus. Le premier usage que la presse buenos-ayrienne fit de la paix obtenue par les nobles efforts du Paraguay, fut de nous être hostile ; elle reconnaissait ainsi les bons offices de notre gouvernement, avec la plus noire ingratitude, par des calomnies et des insultes, renouvelant par là les actes hostiles qu'elle avait pratiqués avant la médiation.

De notre côté nous avons méprisé ce langage indécent et ces ignobles machinations, fruit de passions mesquines, et nous avons montré ainsi une fois de plus notre désir de consulter les grands intérêts de l'Amérique du Sud, en les conciliant avec les nôtres, en déplorant les excès de l'anarchie et de l'esprit révolutionnaire qui règnent autour du Paraguay, et nous bornant simplement à la rectification des faits.

La politique de Buenos-Ayres, considérée à la lumière de ses antécédents, apparaissait pour nous mystérieuse, équivoque et peu amicale.

Se fondant sur le principe établi dans le traité du 25 décembre 1850 avec l'Empire du Brésil, le gouvernement de la République avait tout intérêt à la conservation de l'autonomie de l'Etat Oriental de l'Uruguay, qu'il considère comme condition nécessaire à l'équilibre, à la sécurité et à la paix des Etats de la Plata. Dans ces circonstances, de graves accusations étaient dirigées contre le gouvernement Argentin, à cause de sa partialité en faveur de la rébellion du général don Venancio Flores, car c'était un fait public qu'à Buenos-Ayres, siège du gouvernement Argentin, résidait une commission directive de la révolution Orientale, moralement et matériellement appuyée. Le Président de notre République se vit obligé de demander des

explications amicales à celui de la Confédération Argentine sur les faits dénoncés ; et quoique celui-ci offrit de donner les plus amples explications qu'on pût désirer sur tous ces faits ou actes relatifs à la République Orientale , et quoiqu'il se montrât intimement persuadé que ces explications produiraient le bon résultat de resserrer de plus en plus les liens d'une sincère amitié avec le gouvernement du Paraguay, en définitive il éluda toute explication , en les faisant dépendre, au préalable , de la satisfaction qu'il demandait pour les sollicitations et les propositions faites par le gouvernement Oriental à celui du Paraguay, relativement à leur politique commune envers le gouvernement Argentin.

La dignité du Paraguay ne permettant plus d'insister davantage pour obtenir les explications demandées et qui d'abord avaient été offertes, puis déniées par le gouvernement Argentin, celui du Paraguay déclara qu'en conséquence de ce refus, il ne consulterait désormais que ses propres inspirations, selon la portée des faits qui pourraient compromettre la souveraineté et l'indépendance de l'Etat Oriental.

L'un des faits les plus graves reproché au gouvernement Argentin, c'était le programme de sa politique internationale qui nourrissait la pensée de reconstruire l'ancienne vice-royauté de Buenos-Ayres, et qui aidait ou au moins tolérait, dans ce but, des engagements militaires et l'envoi d'éléments de guerre au général Flores, pour combattre l'autorité légale de l'Etat Oriental. Le refus du gouvernement Argentin à fournir des explications amicalement demandées, comportait donc l'aveu tacite des accusations portées contre lui par le gouvernement Oriental.

D'autre part la presse officielle et officieuse de Buenos-Ayres n'a cessé d'adresser des injures gratuites au peuple et au gouvernement paraguayen. La Commission a vu avec la plus vive indignation les libelles qui se publient journellement dans Buenos-Ayres contre notre patrie.

Les Présidents du Paraguay et de la Confédération étaient

à peine installés, à quelques jours d'intervalle seulement, lorsque la presse de Buenos-Ayres commença la propagande de guerre contre le Paraguay, en prêchant la nécessité de le voir passer par un baptême de sang et par une profonde commotion, pour entrer dans la voie du progrès, comme si les améliorations de notre République, sous le régime et les institutions actuelles, n'étaient pas notoires. Tels furent les premiers coups portés par la démagogie contre notre tranquillité, après la cessation du comité révolutionnaire qui s'était formé à Buenos-Ayres, composé de quelques Paraguayens rebelles et aussi de quelques étrangers, avec le dessein de révolutionner le Paraguay, au moyen d'utopies sans crédit et de principes anarchiques. Ce comité ne voilait pas même l'intention sacrilège de sacrifier jusqu'à l'autonomie du Paraguay, dans le but de changer l'ordre légal existant.

L'organe officiel du gouvernement Argentin a laissé voir une recrudescence d'animosité et de haine contre le Paraguay et son gouvernement, dès qu'il vit que celui-ci soutenait de fait le principe d'équilibre politique des Etats de la Plata, et il montrait de chaleureuses sympathies pour la cause du Brésil, en même temps qu'il exprimait des vœux ardents pour son triomphe sur nous dans la lutte actuelle.

La liberté de la presse qu'on allègue comme excuse, ne légitime point la tolérance du gouvernement Argentin à l'endroit des insultes que sa presse prodigue à la République du Paraguay, car nous respectons tous les gouvernements et nous les faisons respecter dans les publications de notre presse.

Le comité révolutionnaire sus-désigné a de nouveau levé la tête dans Buenos-Ayres à l'excitation de l'or et des intrigues du Brésil, et la presse du gouvernement Argentin se complait à lui prêter ses colonnes, en appuyant les calomnies et les injures qu'il vomit contre le gouvernement et le peuple du Paraguay.

Cette tactique du gouvernement de Buenos-Ayres était la même à l'égard de l'Etat Oriental, tandis qu'on favorisait

la révolution préparée et lancée du milieu de Buenos-Ayres par le général Flores, qui, pour ce motif, avait donné sa démission du service argentin, pour arriver à livrer son pays affaibli au joug ambitieux de l'Empire du Brésil.

La malveillante politique du gouvernement Argentin à l'égard du Paraguay ainsi stigmatisée, la Commission examinera, à la lumière des principes du droit, le refus du gouvernement Argentin pour le passage de nos troupes sur son territoire. Au point de vue du droit international, le gouvernement Argentin devait nous aider dans la guerre que nous fait le Brésil, au mépris de l'équilibre des États de la Plata, parce que, dès qu'une nation inquiète et maligne met des entraves et suscite des discussions intestines chez ses voisins, toutes les autres ont le droit de s'unir pour la réprimer et la réduire à l'impossibilité de mal faire. C'est aussi un principe de droit que lorsqu'un État se voit injustement attaqué par un voisin puissant qui aspire à l'opprimer, son voisin immédiat a le droit de défendre l'opprimé, s'il le peut. De sorte que, soit par rapport à nous, soit par rapport à la République Orientale, le gouvernement Argentin ne devait pas prendre l'attitude d'indifférence apparente qu'il maintient. D'autre part, le refus du passage de nos armées sur le territoire de Corrientes, sous prétexte de neutralité, est un acte de partialité manifeste en faveur du Brésil. En effet, du passage de nos troupes il ne pouvait résulter aucun dommage à la Confédération, puisque notre gouvernement lui donnait l'assurance de toutes justes indemnités, au cas d'un dommage imprévu. C'est du reste un principe de droit, que le passage inoffensif se doit à toute nation amie, ce devoir s'étendant aussi bien aux troupes qu'aux particuliers. Les auteurs les plus sévères et les plus jaloux des droits de la propriété, accordent le passage quand il y a urgente nécessité.

Il est évident que nous nous trouvons dans ce cas, car, provoqués à la lutte par le Brésil, nous sommes obligés d'aller au-devant de la provocation, avant qu'il n'ait réuni assez d'éléments pour nous enfermer dans notre territoire.

Le gouvernement Argentin, en refusant sans de bonnes raisons le passage inoffensif, au détriment des intérêts des Républiques de la Plata, se sépare des règles de la neutralité et manifeste sa partialité pour l'Empire. Dès lors, et en vertu du droit de sa sécurité et de sa propre conservation, le gouvernement paraguayen, passant outre au consentement du gouvernement Argentin, et se faisant justice par lui-même, peut forcer le passage dont il a un besoin urgent pour sauvegarder son intérêt vital.

Les considérations qui précèdent acquerront une plus grande force, si l'on a égard au devoir qu'impose la conservation de l'équilibre des États et l'engagement solennel qu'a contracté le gouvernement Argentin, en garantissant l'indépendance et l'autonomie de l'État Oriental, conjointement avec le Brésil. Or, c'était précisément au moment où Montevideo allait expirer sous la pression du Brésil, que notre gouvernement sollicita le passage de nos troupes, dans le but de lui donner la protection dont il avait un si grand besoin pour se sauver, et préserver ainsi l'équilibre de la Plata d'une dislocation.

Quand la neutralité est observée dans sa juste limite, comme l'expression du respect dû à la souveraineté des belligérants, elle ne saurait causer aucun dommage ; mais lorsque la neutralité n'est plus qu'un calcul dont le but est de s'agrandir à l'ombre de discussions qu'on aura peut-être provoquées, au mépris des devoirs qu'imposent la conservation de la paix continentale ou l'équilibre des États d'une vaste région, la Commission considère qu'une pareille conduite n'est plus qu'une agression déguisée. M. A. de Lamartine, dans son *Histoire de la Turquie*, se référant à la neutralité de l'Autriche et de la Prusse, lors de l'invasion de la Russie contre la Porte Ottomane, dont l'existence est la condition nécessaire à la balance politique en Europe, comme l'État Oriental dans l'Amérique du Sud, M. Lamartine dit ces mots : « Nous plaignons l'Autriche et la Prusse si, « en disant *non* au fond de leur conscience, elles n'osent le « proclamer à la face des amis et des ennemis. Une parole

« de ces puissances éviterait le sang qui va être versé ; leur
« silence et leur immobilité seront des fautes graves aux
« yeux de la Providence qui juge les neutralités iniques et
« les agressions cachées. »

Et plus loin le même auteur ajoute : « Nous ne critiquons
« ni l'Angleterre ni la France pour avoir poussé jusqu'à une
« temporisation déplorable les efforts qu'elles ont fait pour
« conserver la paix du monde. Nous abhorrons par principe
« la guerre inique, la guerre ambitieuse, la guerre systé-
« matique, la guerre capricieuse, et même la guerre non
« préméditée ; mais aujourd'hui cette guerre n'est pas une
« guerre ni devant Dieu ni devant les hommes. Cette guerre
« est simplement la défense de la paix. Il est des temps
« où les principes les plus sains attaqués par la violence,
« sont obligés de s'armer et de présenter la baïonnette
« comme la dernière raison de l'humanité et de la paix. »

La Commission a transcrit les deux passages de cet illustre écrivain français, non-seulement parce qu'ils ont une complète analogie avec notre situation, mais encore parce qu'ils expriment exactement la pensée de la Commission au sujet de la politique du gouvernement Argentin. En effet, si le silence et l'immobilité de l'Autriche et de la Prusse, dans une question d'intérêt continental, sont considérés comme des agressions cachées, quelle qualification donnera-t-on à la politique argentine qui, après avoir proclamé sa neutralité, protège ouvertement une rébellion dans l'Uruguay, et favorise, d'autre part, l'action de l'Empire du Brésil contre une faible République qu'il devait considérer comme sœur, et fomenté la discorde chez nous qui marchons avec abnégation et générosité à la défense de Montevideo pour y soutenir la paix des États de la Plata ? Comment qualifier la conduite du gouvernement Argentin qui accorde le passage au Brésil, sans qu'il l'en prie, et qui refuse celui que nous demandons comme nécessaire et utile à la conservation de l'équilibre politique entre les États de la Plata ?

La Commission pense donc que si une guerre survenait avec la République Argentine, au sujet du passage de nos

armées, soit par notre territoire des Missions, soit par le territoire Argentin, ce ne serait *point la guerre, mais simplement la défense de la paix et de notre propre conservation.*

Si la politique antinationale du gouvernement Argentin à l'égard de Montevideo n'a pu trouver d'excuse dans l'opinion publique, ni aucune justification possible, celle qu'il emploie envers la République du Paraguay lui attirera, avec la désapprobation générale, une manifestation décisive de la part du très-honorable Congrès national.

Le Cercle politique qui gouverne aujourd'hui la Confédération Argentine (car la Commission se gardera bien de confondre le peuple argentin avec la faction démagogique qui domine à Buenos-Ayres), non content de provoquer et d'alimenter officiellement les traîtres qui cherchent à révolutionner leur patrie, ainsi qu'il l'a pratiqué avec le comité directeur de la révolution Orientale, et depuis longtemps aussi avec les hommes qui, sous l'égide du Brésil, prétendent aujourd'hui mettre à feu et à sang la République du Paraguay, etc., ose se prévaloir des moyens les plus réprouvés pour nous être hostile. Ce Cercle, disons-nous, se sentant incapable de nous faire la guerre par lui-même, cherche à nous l'attirer du dehors, et à défaut de prétextes plausibles, il emploie les injures les plus scandaleuses pour insulter le Paraguay et son gouvernement.

S'il est permis de mépriser des propos offensifs émanés de simples individus ou d'une presse vénale, on ne peut plus les laisser passer inaperçus lorsque c'est le gouvernement qui, par les organes qui dépendent de lui, procède de cette manière avec une nation et un gouvernement comme le nôtre, de qui il n'avait reçu que des faveurs et la constante manifestation des sentiments d'amitié et de considération.

Un procédé si hautement réprouvé par l'honneur et contraire à tous les moyens moraux d'une bonne politique internationale, ne peut avoir pour objet que les aspirations perverses et menaçantes pour l'intégrité territoriale et la

souveraineté de la nation paraguayenne , ainsi que pour la tranquillité et la paix intérieure et extérieure.

En traçant le tableau de la politique hostile et immorale du Cercle buenos-ayrien , qui compromet ainsi les bons sentiments de la politique argentine , même en favorisant les tendances séculaires de l'ambition brésilienne , la Commission , pénétrée de la dignité nationale ainsi que du respect dû à notre gouvernement , et convaincue d'autre part qu'il est impossible de travailler efficacement à la prospérité de la patrie tant qu'elle serait exposée aux hostilités du gouvernement de Buenos-Ayres , n'hésite pas à signaler l'unique parti qui reste à prendre pour revendiquer l'honneur et les droits de la République. En conséquence , et ne consultant que la sécurité et la tranquillité du pays dans l'avenir , la Commission soumet et recommande à la considération du Congrès le projet de loi ci-joint.

Les travaux administratifs , les décrets et autres dispositions du Pouvoir exécutif indiqués dans le rapport de M. le ministre de l'Intérieur , se recommandent par les bienfaisants résultats que nous connaissons tous , et ils témoignent des efforts du gouvernement de la République pour le progrès matériel , moral et intellectuel du pays. En effet , l'impulsion considérable donnée à l'agriculture dans la courte période de l'administration Lopez , à cause de la protection spéciale qu'elle a consacrée à cette branche de nos richesses , a contribué non-seulement à l'amélioration des coutumes et à l'affermissement de l'ordre , mais encore à fournir des ressources et d'abondants moyens de subsistance à notre population , malgré la guerre actuelle avec le Brésil et les conséquences qui en sont nées.

Le rapport du département de Guerre et Marine est extrêmement satisfaisant , car il rend compte de la bonne situation de nos armées et de notre marine , qui sont capables de répondre et de faire face à toutes les nécessités de la patrie. Il en est de même au sujet des forteresses qui sont munies des engins les plus modernes et d'abondantes mu-

nitions pour tous nos armements. On voit dans le même rapport que notre chemin de fer atteint déjà la juridiction de Paraguari, et que le télégraphe électrique va jusqu'à Villa-Franca; de telle sorte que les plus puissants agents de communication, de civilisation et de progrès traversent l'intérieur de la République et longent les côtes, prêtant ainsi un appui important à la défense du pays.

L'examen des comptes du ministère des Finances a produit dans l'esprit des membres de la Commission la conviction de l'habileté et de la délicatesse avec lesquelles le gouvernement national administre les finances de l'État. On y voit, en effet, que non-seulement les grandes dépenses de l'organisation et de l'équipement de nouvelles troupes, l'amélioration des forteresses, les frais préparatoires de la guerre, les listes diplomatique, civile, militaire et ecclésiastique ont été payées, mais encore on y reconnaît un accroissement de la splendeur du culte divin, de l'instruction publique, et les plus grandes améliorations introduites dans l'industrie agricole.

La Commission double et spéciale ayant assisté à toutes vos sessions, s'y est inspirée des sentiments patriotiques des très-honorables représentants de la nation, de sorte qu'en vous présentant le projet de loi ci-contre, elle ne pense pas qu'il soit son œuvre, mais bien la vôtre. Aussi elle considère inutile de recommander la justice, l'importance et la nécessité de la sanction que vous lui donnerez, en consultant la sécurité de nos droits, la dignité, l'honneur et les convenances du peuple paraguayen.

En vous rendant compte de leurs travaux, les membres de la Commission double et spéciale ont l'honneur d'offrir aux très-honorables représentants de la nation les sentiments de leur plus profond respect.

Asuncion, 17 mars 1865.

Signé : Justo ROMAN (Président de la Commission).

Manuel-José CABALLERO. — Liverato ROJAS. — Pedro LES-

CANO. — Francisco ESPINOSA. — Juan-Manuel BENITEZ.
— Domingo-Antonio GOMEZ. — Sebastian-J. ALVARENGA.
— José-Carmelo TALAVERA. — Basilio-A. MOLINA. —
Domingo ARZA. — Pedro BURGOS — Tomas FRUTOS. —
José-Antonio BAZARAS. — Isidoro AYALA.

DOCUMENT **E** 4 PAGE 203.

Déclaration de guerre du Paraguay.

LE SOUVERAIN CONGRÈS NATIONAL :

Vu et approuvé l'exposé présenté par la Commission spéciale prise dans son sein pour résoudre la grave situation où se trouve placée la République, par suite de la guerre à laquelle l'oblige l'Empire du Brésil, et pour donner son avis sur la [politique hostile et insultante du gouvernement Argentin, ainsi que le manifestent :

1° Les deux notes du 9 février dernier refusant, sous le prétexte de neutralité, le passage de nos forces sur le territoire de Corrientes, ce qui est une protection flagrante en faveur du Brésil, puisqu'il abandonne à l'escadre brésilienne la ville et le territoire de Corrientes pour y déposer son charbon, ses provisions, etc., etc., et une infraction patente de sa prétendue neutralité ;

2° La dénégation des droits de la République sur son territoire des Missions situées entre les Rios Parana et Uruguay ;

3° La protection que reçoit de Buenos-Ayres, pour la seconde fois, un comité révolutionnaire de quelques mécontents paraguayens qui, vendus à l'Empire du Brésil, engagent

des mercenaires sur le territoire et jusque dans la capitale même de la République Argentine, pour insulter au drapeau paraguayen, en le portant au service du Brésil, dans la guerre que celui-ci fait au Paraguay ;

4° La protection ouverte que Buenos-Ayres donne au Brésil dans sa presse officielle, contre la cause du Paraguay, et les libelles anarchiques et insolents au moyen desquels on veut provoquer la rébellion dans notre pays; et vu que l'exercice des droits de la République sur son territoire des Missions donnera au gouvernement Argentin le prétexte du *casus belli* qu'il recherche, sans le trouver dans la politique de notre gouvernement, pour rendre effective son alliance avec le Brésil, tandis que, d'autre part, on ne saurait douter de la communauté des vues de Buenos-Ayres et du Brésil pour disloquer l'équilibre politique des Etats de la Plata. Ces faits n'étant point compatibles avec la sécurité de la République ni avec la dignité de la nation, et son gouvernement ne pouvant pas tolérer plus longtemps ces procédés immoraux et offensifs pour la nation paraguayenne, d'accord avec l'opinion de la Commission.

Art. 1. Est approuvée la conduite du Pouvoir exécutif de la nation envers l'Empire du Brésil, dans les circonstances amenées par la politique qui menace de rompre l'équilibre politique des Etats de la Plata, et par l'offense qui atteint directement l'honneur et la dignité de la nation; et faisant usage des attributions de l'art. 3, titre III de la loi du 13 mars 1844, le Pouvoir exécutif est autorisé à continuer la guerre.

Art. 2. La guerre est déclarée à l'actuel gouvernement Argentin, jusqu'à ce qu'il ait donné les satisfactions dues aux droits, à l'honneur à la dignité de la nation paraguayenne et de son gouvernement.

Art. 3. S. E. le Président de la République fera la paix avec l'un et l'autre belligérant, quand il le jugera opportun.

en rendant compte à la Représentation nationale , conformément à la loi.

Art. 4. Qu'il soit communiqué au Pouvoir exécutif de la nation.

Chambre des sessions, à l'Asuncion, le 18 mars 1865.

*Signé : José FALCON, vice-président, del H. C. N.—
Bernardo ORTELLADO, Député et premier
secrétaire. — Gregorio MOLINA, Député et
second secrétaire.*

Signé : LOPEZ.

José BERGES ,
Ministre des Relations extérieures.

DOCUMENT F 1 PAGE 213.

Traité d'alliance contre le Paraguay, [signé le 1^{er} mai 1865,
par les Plénipotentiaires de l'Uruguay, du Brésil et de la
République Argentine.

Le gouvernement de la République Orientale de l'Uruguay, le gouvernement de S. M. l'Empereur du Brésil et le gouvernement de la République Argentine ;

Ces deux derniers en guerre avec le gouvernement du Paraguay qui la leur a déclarée en fait, et le premier se trouvant en état d'hostilité contre lui, et ayant la sécurité intérieure menacée par ledit gouvernement, qui a violé son territoire, enfreint les usages internationaux des na-

tions civilisées et commis des actes injustifiables, après avoir troublé ses relations avec ses voisins par les procédés les plus abusifs et les plus agressifs ;

Bien persuadés que la paix, la sécurité et le bien-être de leurs nations respectives sont impossibles tant qu'existera le gouvernement actuel du Paraguay, et qu'il est d'une nécessité impérieuse, réclamée par les intérêts les plus grands, *de faire disparaître ce gouvernement*, en respectant la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la République du Paraguay ;

Ont, dans ce but, résolu de conclure un traité d'alliance offensive et défensive, et ont, à cet effet, nommé leurs plénipotentiaires, savoir :

S. E. le Gouverneur provisoire de la République Orientale de l'Uruguay, S. E. le docteur Carlos de Castro, son ministre secrétaire d'État au département des Affaires étrangères ;

S. M. l'Empereur du Brésil, S. E. le docteur F. Octaviano de Almeida Rosa, de son conseil, député à l'Assemblée générale Législative, et officier de l'ordre impérial de la Rose ;

S. E. le Président de la Confédération Argentine, S. E. le docteur Rufino de Elizalde, son ministre et secrétaire d'État au département des Affaires étrangères.

Lesquels, après avoir échangé leurs lettres de créances, qui ont été trouvées en bonne forme, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

La République Orientale de l'Uruguay, S. M. l'Empereur du Brésil et la République Argentine s'unissent dans une alliance offensive et défensive dans la guerre provoquée par le gouvernement du Paraguay.

ARTICLE 2.

Les alliés y concourront par toutes les forces dont ils peu-

vent disposer par terre ou sur les rivières, suivant qu'il sera nécessaire.

ARTICLE 3.

Les opérations de la guerre devant commencer dans le territoire de la République Argentine ou sur une partie du territoire paraguayen avoisinant, le commandement en chef et la direction des armées alliées restent confiés au Président de la République Argentine, général en chef de ses armées, le brigadier général D. Bartolomé Mitre.

Les forces de terre de la République Orientale de l'Uruguay, une division des forces argentines et une autre des forces brésiliennes, désignées par leurs chefs supérieurs respectifs, formeront une armée sous les ordres immédiats du brigadier général Venancio Flores, gouverneur provisoire de la République Orientale.

Les forces de terre de S. M. l'Empereur du Brésil formeront une armée sous les ordres immédiats de leur général en chef, le brigadier Manoel Luis Osorio.

Bien que les hautes parties contractantes soient convenues de ne pas changer le champ d'opérations de la guerre, néanmoins, pour conserver les droits souverains des trois nations, elles conviennent, à partir de ce moment, du principe de réciprocité pour le commandement en chef, dans le cas où ces opérations devraient passer sur le territoire oriental ou sur le territoire brésilien.

ARTICLE 4.

La discipline militaire intérieure et l'administration des troupes alliées ne dépendront que de leurs chefs respectifs.

La solde, les approvisionnements, les munitions de guerre, les armes, les vêtements, l'équipement et les moyens de transport des troupes alliées seront pour le compte des États respectifs.

ARTICLE 5.

Les hautes parties contractantes se donneront mutuelle-

ment toute l'assistance ou se fourniront tous les éléments dont l'un disposera et dont les autres auront besoin, dans la forme dont on conviendra.

ARTICLE 6.

Les alliés s'engagent à ne point déposer les armes autrement que d'un commun accord, et pas avant *d'avoir renversé* le gouvernement actuel du Paraguay, et à ne point traiter séparément avec l'ennemi, et à ne signer aucun traité de paix, ni trêve, armistice ou convention quelconque pour mettre fin à la guerre ou pour l'interrompre, excepté de l'aveu entier de tous.

ARTICLE 7.

La guerre n'étant pas dirigée contre le peuple du Paraguay, mais contre son gouvernement, les alliés pourront admettre, dans une légion paraguayenne, tous les citoyens de cette nation qui voudront concourir à renverser ledit gouvernement, et ils leur fourniront tous les éléments dont ils auront besoin, dans la forme et sous les conditions qui seront convenus.

ARTICLE 8.

Les alliés s'obligent à respecter l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République du Paraguay. Par conséquent, le peuple du Paragnay pourra choisir son gouvernement et se donner les institutions qui lui conviendront, sans être incorporé ni placé sous le protectorat d'aucun des alliés en conséquence de la guerre.

ARTICLE 9.

L'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République du Paraguay seront garanties collectivement, conformément à l'article qui précède, par les hautes parties contractantes, pendant une période de *cinq années*.

ARTICLE 10.

Il est convenu entre les hautes parties contractantes que les exemptions, privilèges ou concessions qu'elles pourront obtenir du gouvernement du Paraguay seront communs à toutes, gratuitement s'ils sont gratuits, et moyennant la même indemnité, s'ils sont conditionnels.

ARTICLE 11.

Le gouvernement actuel du Paraguay, *une fois renversé*, les alliés procéderont à l'établissement avec l'autorité constituée, des arrangements nécessaires pour assurer la libre navigation des rivières Parana et Paraguay, de telle façon que les lois et règlements de ladite République n'entravent pas, n'empêchent pas et ne changent pas le transit et la navigation des navires marchands et des vaisseaux de guerre des *États alliés*, se rendant dans leurs territoires respectifs ou à destination de territoires n'appartenant pas au Paraguay ; et elles prendront des garanties convenables pour l'efficacité de ces arrangements, sur ce principe que les règlements de la police fluviale, soit pour ces deux rivières, soit pour la rivière d'Uruguay, devront être faits d'un commun accord entre les alliés et les autres États limitrophes qui, dans le terme que leur fixeront les alliés, auront accepté l'invitation qui leur sera faite.

ARTICLE 12.

Les alliés se réservent de prendre de concert les mesures les plus propres à garantir la paix avec la République du Paraguay après le *renversement* du gouvernement *actuel*.

ARTICLE 13.

Les alliés nommeront, *en temps opportun*, les plénipotentiaires nécessaires pour conclure les arrangements, conventions ou traités qui pourront être faits avec le gouvernement *qui sera établi* au Paraguay.

ARTICLE 14.

Les alliés exigeront de ce gouvernement le paiement des frais de la guerre qu'ils se sont vus dans l'obligation d'accepter, ainsi que des réparations et indemnités des dommages et maux causés à leurs propriétés publiques et particulières, et aux personnes de leurs citoyens, sans une déclaration de guerre expresse, et aussi pour les dommages causés subsequmment, en violation des principes qui régissent le droit de guerre.

Le gouvernement de la République Orientale de l'Uruguay exigera également une indemnité proportionnée aux dommages et aux torts qui lui ont été causés par le gouvernement du Paraguay, par la guerre dans laquelle il a été contraint d'entrer pour la défense de sa sécurité menacée par ce dernier gouvernement.

ARTICLE 15.

Dans une convention spéciale, il sera déterminé la manière et la forme de liquider et de payer la dette provenant des causes susdites.

ARTICLE 16.

Pour éviter toutes les guerres et discussions qu'entraînent les questions de frontière, il est établi que les alliés *contraindront* le gouvernement du Paraguay à conclure des traités définitifs de frontières avec leurs gouvernements respectifs, sur les bases suivantes :

La République Argentine sera séparée de la République du Paraguay par les rivières Parana et Paraguay jusqu'à leur rencontre avec les frontières de l'Empire du Brésil, qui sont à Bahia-Negra, sur la rive droite de la rivière Paraguay.

L'Empire du Brésil sera séparé de la République du Paraguay, du côté du Parana, par la première rivière se trouvant au-dessous du *Salto de las Siete Cahidas*, qui, d'après la dernière carte de Mouchez, est l'Igurey : et ensuite par le

cours de l'Igurey, depuis son embouchure, en remontant jusqu'à sa source.

Du côté de la rive gauche du Paraguay, par la rivière Appa, depuis son embouchure jusqu'à sa source.

Dans l'intérieur, la crête des montagnes de Maracayu, les versants à l'Est appartenant au Brésil, et ceux à l'Ouest au Paraguay, et en tirant des lignes aussi droites que possible desdites montagnes aux sources de l'Appa et de l'Igurey.

ARTICLE 17.

Les alliés se garantissent réciproquement l'un à l'autre le fidèle accomplissement des conventions, arrangements et traités à conclure avec le gouvernement *qui sera établi* au Paraguay, en conséquence de ce qui est convenu par le présent traité d'alliance, qui restera *toujours en force et vigueur*, afin que ces stipulations soient respectées et exécutées par la République du Paraguay.

Pour arriver à ce résultat, ils conviennent que, dans le cas où une des hautes parties contractantes ne pourrait pas obtenir du gouvernement du Paraguay l'accomplissement de ce qui est convenu, ou bien que ce gouvernement tenterait d'annuler les stipulations conclues avec les alliés, les autres emploieront activement leurs efforts pour les faire respecter.

Si ces efforts sont sans succès, les alliés concourront de tout leur pouvoir afin de rendre effective l'exécution de ce qui est stipulé.

ARTICLE 18.

Ce traité sera tenu secret jusqu'à ce que le but de l'alliance ait été atteint.

ARTICLE 19.

Celles des stipulations du présent traité qui n'exigent pas l'autorisation législative pour leur ratification commenceront à prendre leur effet aussitôt qu'elles seront approu-

vées par les gouvernements respectifs, et les autres à partir de l'échange des ratifications qui aura lieu dans le terme de quarante jours de la date dudit traité, ou plus tôt si c'est possible, dans la ville de Buenos-Ayres.

En témoignage de quoi, nous, plénipotentiaires soussignés de S. E. le Gouverneur provisoire de la République Orientale de l'Uruguay, de S. M. l'Empereur du Brésil et de S. E. le Président de la République Argentine, en vertu de nos pouvoirs, avons signé ce traité et y avons apposé nos cachets à Buenos-Ayres, le 4^{er} mai 1865.

*Signés : C. DE CASTRO. — F. OCTAVIANO DE ALMEIDA
ROSA. — RUFINO DE ELIZALDE.*

PROTOCOLE.

LL. EE. les plénipotentiaires de la République Argentine, de la République Orientale de l'Uruguay et de S. M. l'Empereur du Brésil, réunis au Ministère des Affaires étrangères, sont convenus :

1^o Qu'en accomplissement du traité d'alliance à la date de ce jour, les fortifications d'Humaita seront démolies, et qu'il ne sera pas permis d'en élever d'autres d'une nature semblable qui pourraient entraver l'exécution fidèle de ce traité ;

2^o Qu'une des mesures nécessaires pour la garantie de la paix avec le gouvernement qui sera établi au Paraguay étant de ne point y laisser d'armes ou d'éléments de guerre, ceux qu'on y trouvera seront partagés également entre les alliés ;

3^o Que les trophées et le *butin* qui pourra être fait sur

l'ennemi seront partagés entre les alliés qui en feront la capture ;

4° Que les chefs commandant les armées alliées concerteront des mesures pour la mise à exécution de ce qui est convenu ici.

Et ils ont signé les présentes à Buenos-Ayres, le 4^{or} mai 1865.

*Signés : Carlos DE CASTRO. — Rufino DE ELIZALDE. —
F. Octaviano DE ALMEIDA ROSA.*

DOCUMENT **G** 4 PAGE 223.

Message spécial au Congrès Argentin, et Déclaration de guerre
au Paraguay.

Buenos-Ayres, 4 mai 1865.

HONORABLES REPRÉSENTANTS DE LA NATION.

La République était dans une paix profonde avec le gouvernement du Paraguay, lorsque nos vapeurs de guerre le *Vingt-cinq de Mai* et le *Guauguay* ont été traîtreusement assaillis dans le port de Corrientes sans intimation préalable. L'ennemi a fait feu sur eux, tué un grand nombre des hommes de l'équipage et enlevé les autres comme prisonniers, ainsi que les vaisseaux, après avoir aussi tiré quelques coups de canon sur la ville sans défense de Corrientes. Subséquentment la province de ce nom a été envahie

par des troupes paraguayennes qui ont occupé la capitale et d'autres parties du territoire, au grand dommage du pays ; puis un nouveau gouvernement a été établi au mépris de l'autorité nationale, en excitant les habitants à la rebellion et à la guerre civile.

Le gouvernement national, officiellement informé de cet outrage, fait en violation directe des traités et des lois internationales sur lesquels il se reposait, a pris les mesures nécessaires pour repousser la guerre par la guerre, pour défendre son territoire et venger l'injure faite à l'honneur national.

Après tant de perfidies de la part du Paraguay, le gouvernement a reçu, le 3 du courant, la note datée du 29 mars, donnant avis de la déclaration de guerre que le Paraguay nous faisait sur les absurdes prétextes qui y sont allégués. (*Annexe n° 1*).

Le gouvernement du Paraguay était dans une paix entière avec la République, et il sollicitait la permission de traverser le territoire de Corrientes pour sa campagne de guerre contre le gouvernement brésilien, ainsi qu'il appert de l'*Annexe n° 2*.

Une requête aussi extraordinaire qu'injustifiable fut repoussée par le gouvernement national, qui invoquait sa neutralité et aussi les intérêts primordiaux de la République, comme l'indique l'*Annexe n° 3*.

Attendu qu'au moment même où le Paraguay sollicitait la permission de faire usage du territoire argentin pour ses opérations de guerre contre le Brésil, il rassemblait des forces considérables sur nos frontières, nous demandâmes les explications dictées par notre devoir et notre droit, telles qu'elles sont exprimées dans l'*Annexe n° 4*.

Le gouvernement attendait une réponse, confiant dans la foi des traités qui stipulaient que si, malheureusement, une guerre éclatait entre la République Argentine et le Paraguay, les hostilités ne commenceraient des deux côtés qu'à l'expiration de six mois, en se prévenant mutuellement, suivant la pratique des nations civilisées. En

outre le gouvernement, confiant dans l'engagement solennel de sa neutralité dans la guerre entre le Paraguay et le Brésil, ainsi qu'il l'avait expressément déclaré à l'Envoyé brésilien, en réponse à sa notification de la guerre du Brésil contre le Paraguay, s'était abstenu de faire aucuns préparatifs de défense.

La réponse du Paraguay fut la capture de nos vapeurs de guerre, la mort d'une partie des équipages, et le reste fait prisonnier, le feu ouvert sur Corrientes, l'occupation de cette ville, l'excitation du peuple à la rebellion et à la guerre civile, et la perpétration d'outrages injustifiables faits à l'honneur et à la dignité de la nation.

En conséquence le gouvernement, obéissant à la Constitution et voulant protéger notre territoire, a lancé la proclamation suivante pour répondre à une guerre ainsi provoquée, en attendant la résolution du Congrès.

Le gouvernement espère que le Congrès voudra, de son côté, prendre acte des outrages et des dangers de la nation, et il sollicite en conséquence l'autorisation nécessaire pour déclarer la guerre au Paraguay.

Signés : Bartolome MITRE. — Rufino de ELIZALDE. — Guillaume RAUSON. — Lucas GONZALES. — Eduardo COSTA. — Juan A. GELLY Y OBES.

**Déclaration de guerre de la République Argentine
à la République du Paraguay.**

Buenos-Ayres, 9 mai 1865.

CONSIDÉRANT :

Que le gouvernement du Paraguay, dans un état de paix profonde avec la République, l'a traîtreusement attaquée ;

Qu'il a pris dans le port de Corrientes deux vapeurs nationaux de guerre, sans notification préalable, en tuant un nombre considérable des hommes de l'équipage, et en enlevant les autres comme prisonniers ;

Qu'il a mitraillé la ville de Corrientes sans défense ;

Qu'une armée paraguayenne a envahi la province de Corrientes, occupant sa capitale et une partie de son territoire ;

Qu'il a excité les habitants contre les autorités constituées et à la guerre civile ;

Qu'il commet les actes les moins justifiables contre les personnes et contre les propriétés existantes sur le territoire qu'il occupe ;

Que tous ces faits ont lieu en violation de la foi publique, contrairement à la pratique des nations civilisées et aux traités, qui stipulent qu'au cas d'hostilités elles ne commenceraient qu'à l'expiration des six mois à compter de la notification de la déclaration de guerre ;

Que ce n'est que plus tard, et après la perpétration de ces actes agressifs, que la déclaration de guerre du Paraguay est parvenue à la connaissance du gouvernement ;

Que, pour ces graves motifs, le Congrès ayant autorisé le

Pouvoir exécutif à déclarer la guerre au gouvernement du Paraguay,

Le Président de la République déclare :

1° Que, en vue de ces actes de trahison, déclarés criminels et hostiles, la République Argentine est en état de guerre avec le gouvernement du Paraguay;

2° Que la République Argentine ne déposera pas les armes, jusqu'à ce qu'elle ait renversé le gouvernement du Paraguay, obtenu les réparations et les indemnités dues, ainsi que les garanties nécessaires pour assurer la paix;

3° Que, dans la guerre à laquelle elle a été provoquée, la République Argentine respectera l'indépendance et la souveraineté de la République du Paraguay;

4° Que la présente déclaration soit communiquée à qui de droit, publiée et inscrite sur le registre national.

Signés, les mêmes que ci-devant.

DOCUMENT **III** 1 PAGE 223.

**M. Balcarce, Ministre de la République Argentine,
au Comte Russell.**

Maurgy's hotel Waterloo place, Londres, 22 mai 1865.

MILORD,

Qu'il me soit permis d'exposer à V. E. quelques considérations relatives aux complications prochaines que peuvent amener l'attitude et la politique du gouvernement du Paraguay.

Depuis longtemps les organes officiels ou officieux du Président Lopez se sont appliqués, par tous les moyens en leur pouvoir, à indisposer en Europe l'opinion publique contre la Confédération Argentine, en calomniant les actes et les intentions de son gouvernement, et en le représentant comme systématiquement hostile à la République du Paraguay.

Pour toute réponse à ces attaques, non moins obstinées qu'injustes, mon gouvernement, convaincu que la paix est le plus grand bien dont puisse jouir la République Argentine, si souvent agitée par la guerre, ainsi que le commerce étranger dont les intérêts se trouvent engagés dans ces questions, et auxquels toute lutte dans ces pays porte nécessairement atteinte, a fait tous ses efforts pour éluder ces provocations afin d'éviter les éventualités hostiles auxquelles elles pouvaient conduire. Toutefois, il est une mesure où s'arrête la prudence ; et si, par malheur, par un acte d'inexplicable aberration politique, le Paraguay violait à la fois et le territoire argentin et le traité qui

oblige mutuellement le Paraguay et la République Argentine à ne se faire la guerre qu'après l'avoir déclarée respectivement six mois à l'avance, le gouvernement de la République Argentine se trouverait alors dans la nécessité absolue de renoncer à son attitude pacifique, pour accepter la guerre, la poursuivre avec énergie, et la terminer avec promptitude.

Ce ne sont là encore, Milord, que des hypothèses. J'ose espérer qu'elles ne viendront point à se réaliser ; mais, dans tous les cas, j'ai regardé comme un devoir d'appeler la haute et impartiale attention de Votre Seigneurie sur les intentions qui dirigent mon gouvernement, et sur une politique qui lui a mérité l'approbation de l'Europe, et, en particulier, les si précieuses sympathies de la nation et du gouvernement Britannique.

Daignez, etc.

*L'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de la Confédération Argentine,*

Signé : M. BALCARCE.

DOCUMENT **HH** PAGES 147 EN NOTE ET 188 AUSSI EN NOTE.

CIRCULAIRE (1).

Quartier général à San-José, 5 avril 1851, 42^e année de la liberté, 37^e de la fédération d'Entre-Rios, 36^e de l'indépendance, et 22^e de la Confédération Argentine.

Le Gouverneur et Capitaine général de la province d'Entre-Rios à S. E. Monsieur le Gouverneur et Capitaine général de la province de...

Le moment est arrivé de mettre un frein à l'ambition téméraire du gouverneur de Buenos-Ayres, qui, non content des immenses difficultés qu'il a créées à la République par sa politique capricieuse, prétend maintenant prolonger indéfiniment son odieuse dictature, renouvelant ses ridicules démissions, afin que les gouvernements de la Confédération, sous l'influence de la crainte ou d'un intérêt mal entendu, prennent l'initiative d'un mouvement qui le place de fait et sans aucune responsabilité sur le siège de la présidence argentine.

La province d'Entre-Rios, qui a tant travaillé, de même que ses sœurs de l'intérieur et du littoral, pour le rétablissement de la paix, avec la douce espérance de voir se constituer la République, s'est enfin détrompée, et elle est convaincue pleinement que, loin d'être nécessaire à la Confédération, la personne de don Juan Manuel de Rosas

(1) Ce document HH est ce qu'on appelle communément : *Manifeste du 1^{er} mai*.

est au contraire l'unique obstacle à sa tranquillité , à l'ordre et à son agrandissement futur.

Le soussigné , placé à la tête d'un peuple généreux et vaillant, a souffert impassible l'action funeste du pouvoir despotique par lequel le Chargé des Relations extérieures a voulu perpétuer sa domination sur le territoire argentin , et , fatigué d'attendre un changement , une modification rationnelle dans la politique du général Rosas, a résolu enfin de se mettre à la tête du grand mouvement de liberté par lequel les provinces de la Plata doivent soutenir leur foi , leurs principes politiques, leurs pactes fédératifs , ne tolérant pas plus longtemps l'abus criminel que le gouverneur de Buenos-Ayres a commis des hauts et imprescriptibles droits que, pour son malheur, chaque section de la République lui a délégués , contribuant ainsi à former une somme de pouvoirs que le général Rosas a étendus à l'infini, les développant à son avantage et au prix de la ruine des intérêts et des prérogatives de la nation.

En outre de ces sérieuses considérations, le soussigné espère que V. E., comme représentant de la souveraineté territoriale de cette héroïque province argentine, ne cédera point aux insidieuses suggestions du gouverneur de Buenos-Ayres , et ne continuera pas à donner son acquiescement aux délibérations officielles du général Rosas, dont la chute est le résultat inévitable de la force des choses et du triomphe de la justice publique , qui, tôt ou tard, sera dignement satisfaite. V. E. n'aura pas besoin de recourir aux armes pour soutenir une déclaration semblable. Les lances de l'armée d'Entre-Rios et de ses amis et alliés suffisent à elles seules pour renverser le pouvoir factice du gouverneur de Buenos-Ayres, appuyé uniquement sur la terreur et la démoralisation qu'il a eu l'exécrable habileté de répandre dans tout le territoire où il commande.

Que V. E. soit convaincue de la nécessité de retirer les pouvoirs délégués en la personne du général Rosas , et, après cette déclaration solennelle , la grande question argentine est décidée et gagnée ; parce que l'armée d'Entre-

Rios ne se fera pas attendre, si le général Rosas persiste dans ses absurdes et tyranniques prétentions, et ne cède pas devant l'énergie toute-puissante de l'opinion nationale qui le repousse, et qui sera soutenue par les lances et les baïonnettes victorieuses dans la partie orientale et occidentale de la Plata.

Le patriotisme éprouvé de V. E. et ses importants services rendus à la Confédération Argentine justifient l'espérance que le soussigné entretient d'obtenir la coopération de V. E. pour mener à bonne fin la noble et patriotique pensée de sauver les Républiques de la Plata de l'abîme profond où les conduit rapidement le génie malfaisant qui préside aux conseils du gouverneur de Buenos-Ayres.

Dieu garde à V. E. longues années.

*Signé : Justo J. DE URQUIZA. — Juan F. SEGUI,
secrétaire.*

Corrientes, 31 mai 1851, 42^e année de la liberté,
36^e de l'indépendance, et 22^e de la Confédération
Argentine.

Le Gouverneur et Capitaine général de la province de Corrientes à S. E. Monsieur le Gouverneur et Capitaine général de la province d'Entre-Rios, Brigadier général D. Justo J. de Urquiza.

• Le soussigné a l'honneur d'accuser réception à V. E. de sa note datée du 5 avril dernier, et du contenu de laquelle il a pris connaissance avec satisfaction.

Exerçant son gouvernement en parfait accord avec celui de V. E., il a envoyé à celui de Buenos-Ayres la note ci-jointe en copie légalisée, en vertu de laquelle a eu lieu son

pronunciamiento solennel par un décret de cette date que l'on remet à V. E. , afin que tout soit parfaitement compris.

S'étant ainsi prononcé, le gouvernement de Corrientes se dispose dès à présent à soutenir ses déclarations avec toute l'énergie qu'il sera nécessaire de déployer, pour arriver aux hautes fins qu'il se propose, d'accord avec celui que V. E. préside si dignement. Pour arriver à ce but, il n'épargnera aucun sacrifice, ne négligera aucune ressource dont puisse disposer la province, et V. E. comptant avec toute certitude que c'est l'esprit qui anime irrévocablement le soussigné, peut être assurée de la participation de cette province avec tout le pouvoir qu'elle possède, et avec le *pronunciamiento* résolu des habitants de Corrientes en masse, pour soutenir la dignité des droits des deux peuples héroïques qui ont inauguré la grande entreprise de constituer, sous des garanties et sur des fondements solides et permanents, la Confédération Argentine.

Le soussigné accepte avec une profonde reconnaissance les généreuses offres de V. E. , au nom du peuple héroïque d'Entre-Rios, assurant à V. E. que celui de Corrientes sera fier d'unir ses efforts aux siens.

Dieu garde à V. E. beaucoup d'années.

Signé : Benjamin VIRASORO.

DOCUMENT ■ 1 PAGE 224.

Monsieur Bareiro, Chargé d'Affaires du Paraguay,
au comte Russell.

Légation du Paraguay.

Paris, 10 juin 1865.

MILORD,

Les imputations du gouvernement Argentin accusant celui du Paraguay d'avoir agi contrairement aux traités, en commençant la guerre sans déclaration préalable, et la circonstance de n'avoir pas reçu mes communications officielles de l'Asuncion, me porte à craindre que le gouvernement de V. E. ne soit aussi dans cette persuasion. Cette crainte me détermine à prier V. E. de suspendre tous jugements à ce sujet, en raison des considérations qui vont suivre.

Le Paraguay qui a toujours pris soin d'informer les pouvoirs neutres de celles de ses déterminations qui pourraient affecter leurs intérêts, n'aurait pas manqué à ce devoir dans la plus importante des questions de cette nature. V. E. voudra bien observer que le désavantage de la situation géographique du Paraguay rend maîtres de ses communications avec l'Europe ses ennemis actuels situés dans les eaux de la Plata. Ce fait autorise à craindre une interception méditée des communications du Paraguay. Ce qui corrobore cette appréhension, c'est le manque de respect pour l'exactitude réelle des faits qu'on trouve dans cette

assertion que le Paraguay aurait violé l'article 8 de son traité de 1856 avec la République Argentine, article qui stipule qu'au cas de guerre avec les deux pays, les hostilités ne pourraient commencer sans une notification préalable datant de six mois. En effet, M. le Ministre, cette stipulation avait eu lieu, mais elle a cessé d'avoir force depuis trois ans.

Le traité signé le 29 juillet 1856, pour le terme de six ans, ne pouvant être prolongé, a expiré le 6 novembre 1862, sixième anniversaire de sa ratification, qui eut lieu le 6 novembre 1856. Il ne contient aucune clause qui puisse autoriser la présomption d'une prolongation tacite, ainsi qu'il arrive pour les traités qui ont un terme fixe.

Quant aux causes de la guerre qui a éclaté avec la République Argentine, persuadé que mon gouvernement en fera l'exposition satisfaisante à celui de V. E., je prends la liberté, Milord, autorisé par les circonstances, d'indiquer à V. E., comme cause principale et manifeste, l'alliance et la coopération, d'abord tacite et latente mais aujourd'hui ostensiblement prouvée, du gouvernement Argentin avec celui du Brésil, dans la guerre imminente que ce dernier a portée contre l'indépendance de l'Etat Oriental de l'Uruguay, en attaquant ainsi les garanties essentielles de cet Etat.

La plus grande preuve que, dans cette guerre contre l'Etat Oriental, le Brésil avait des vues ultérieures, c'est qu'il a porté la guerre au Paraguay sans autre raison que la résistance du Paraguay en faveur de l'Etat Oriental. Cet acte ne confirme-t-il pas l'existence de vues ambitieuses? et ces vues ne sont-elles point servies par la présence des armées du Brésil sur le territoire Oriental et dans d'autres contrées de la Plata?

La tranquillité serait rétablie par un simple fait de la part du Brésil, fait qui affirmerait son respect des traités, non par une simple promesse de retirer ses armées, promesse déjà faite sans résultat par la convention du 20 février, mais par le fait du retrait réel de ses armées en dedans de

ses frontières. Buenos-Ayres et Montevideo ne sont que les instruments du Brésil dans une question qui ne les regarde point ; mais l'objet du Brésil est réellement aussi hostile au Paraguay qu'il l'est au commerce des nations intéressées au trafic libre et direct avec l'intérieur de l'Amérique. Buenos-Ayres et Montevideo demeureraient donc, par la retraite du Brésil qui les retient à son service, en paix avec un pays qui, loin de les avoir jamais offensés, a pu pacifier l'un d'eux, comme médiateur en 1859, et protéger l'indépendance de l'autre au détriment de sa propre tranquillité.

Au nom de mon pays reconnaissant, je compte sur les intelligentes sympathies du gouvernement de V. E. et sur l'appui de ses bons et solides conseils.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : Candido BARREIRO.

DOCUMENT N° 1 PAGE 224.

Le Vice-Amiral de Tamandaré au Ministre Brésilien, M. Léal.

A bord du vapeur Paranahyba.

Montevideo, 10 août 1865.

J'ai l'honneur d'informer V. E. qu'en vertu des ordres reçus du gouvernement impérial, les forces qui sont sous mes ordres vont commencer les hostilités contre le Para-

guay, en réponse à la guerre que cette République a déclarée contre nous si honteusement au milieu de la paix.

En conséquence, je vais prendre *d'actives* mesures pour bloquer les ports et entrer en hostilité sur les côtes du Paraguay, jusqu'à ce que, sous cette pression, complète satisfaction soit donnée pour toutes les insultes et tous les dommages qu'a reçus l'Empire.

Le blocus aura son effet du jour où il sera établi par les divisions sous mon commandement, qui remontent dans ce moment la rivière Parana.

Les vaisseaux étrangers chargeant dans les ports du Paraguay auront 20 jours de délai pour s'expédier, à compter du jour où le blocus aura commencé.

Les ports de la province de Matto-Grosso ouverts au commerce étant maintenant au pouvoir de l'ennemi, le gouvernement impérial ne permettra à aucun navire, quelle que soit sa nationalité, de se diriger sur ces ports jusqu'à nouvel ordre.

En faisant cette communication à V. E., je dois la prier de vouloir bien en instruire le gouvernement auprès duquel V. E. est accréditée, ainsi que le corps diplomatique et les Consuls étrangers, afin qu'ils puissent en informer les commerçants de leur nation respective, en évitant ainsi d'envoyer des navires au Paraguay, et s'évitant à eux-mêmes les dépenses du voyage à destination des places bloquées.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : Vicomte TAMANDARÉ.

DOCUMENT **K** 1 PAGE 256.

Bulletin paraguayen. — Combat du 10 avril 1866.

Le journal *La Tribuna* de Montevideo, du 27 avril 1866, a publié le document suivant, en le faisant précéder de ces lignes :

« Nous offrons à nos lecteurs un précieux document
« qui nous est envoyé du camp ennemi occupé par les
« alliés. Ce document a été trouvé dans la giberne d'un
« paraguayen mort, et on nous assure que chacun des
« prisonniers en possédait un pareil.

« Voilà sans doute le pain que Lopez donne à ses sol-
« dats, et il n'est pas étonnant qu'avec un aliment si faible
« ils ne puissent résister aux baïonnettes des alliés. »

BULLETIN DE CAMPAGNE.

Dans la guerre de conquête, de désolation et de mort qu'ont apportée au Paraguay l'Empire du Brésil et ses alliés, sans autre loi que celle de nous rendre esclaves, sans autre raison que leur convoitise, et sans autre justice que leur prétention traditionnelle d'absorber les territoires, la liberté et les droits de peuples tranquilles et laborieux, ils ont cru pouvoir opprimer et anéantir le Paraguay, effacer son nom de la carte géographique, couper à la racine ses progrès florissants qu'ils voyaient éclore avec tous leurs charmes. Ils ont cru être assez forts pour étouffer au fond du cœur des Paraguayens cet esprit viril, noble, résolu, entreprenant et enthousiaste qui inspire de sérieuses craintes aux prétentions de l'Empire, afin d'édifier

sur notre ruine sa puissance et la grandeur de son nom. Et cependant ce nom est honni et méprisé, à cause de l'antipathie naturelle qu'inspire cette nation lâche, présomptueuse, immorale et hypocrite, qui attaque les peuples faibles et se complait à leur faire verser des larmes et du sang, et à les détruire par le seul droit de la force ou par l'astuce et la malignité de sa diplomatie.

Mais Dieu veille sur la justice et le bon droit des peuples ! Il a déjà voulu, dans le cours de cette guerre, que les prétentions présomptueuses de la triple alliance ne servissent qu'à jeter sur elle le ridicule, en permettant que la nation qu'elle voulait détruire révélât son pouvoir, en se montrant jalouse de son honneur, vaillante et résolue. En effet, elle défend ses droits les plus intimes et les plus positifs ; seule contre trois États conjurés, elle revendique le bien-être, la paix et l'avenir des Américains, en leur montrant l'intérêt qu'ils ont à soutenir leur liberté, leurs progrès sociaux et leur agrandissement.

Toutes les fois que l'armée ennemie a voulu croiser les armes avec les nôtres, nous lui avons démontré son impuissance, en présence du caractère, de la force et du pouvoir qui anime un peuple courageux et résolu.

Notre bulletin antérieur avait consigné un de ces brillants faits d'armes par lequel l'ennemi s'est trouvé humilié par notre attaque au centre même de son armée, par quelques centaines de nos fantassins. Le bulletin actuel n'a pas une moindre signification, puisqu'il annonce une glorieuse journée qui ajoute un fleuron de plus à la couronne des vaillants soldats de l'armée ; c'est ainsi que sont confirmés une fois de plus leur bravoure et leur héroïsme, par l'invincible vigueur de nos armes, et par le rude châtiment que l'ennemi a reçu au centre même de ses ressources et de sa plus grande puissance.

Voilà longtemps qu'après avoir traversé le territoire ennemi, à pied et l'arme au bras, nous attendions qu'il vînt, d'après la promesse qu'il en faisait aux siens, essayer de nous détruire, afin de lui apprendre ce que c'est qu'un

peuple fibre, valeureux et patriote. Mais jusqu'ici, malgré sa vantardise et sa présomption, il n'a pas osé mettre le pied sur notre sol, et chaque fois que nous avons voulu donner à ses attentats le châtiment qu'ils méritent, nous avons dû nous transporter sur son territoire, afin de l'attaquer dans ses retranchements.

Depuis vingt-quatre jours la force navale ennemie a fait son apparition, en menaçant nos côtes ; nous crûmes alors que les troupes de terre, inactives depuis cinq mois dans la province de Corrientes, tenteraient le passage de la rivière qui nous sépare. Mais, dans ce long intervalle, la grande puissance navale de l'alliance n'a obtenu que du ridicule, en devenant le jouet de nos pauvres petites barques qui se jouent du blocus et attaquent ses navires. La flotte brésilienne passe des journées entières à bombarder, sans résultats, la forteresse presque abandonnée d'Itapiru qui, avec un seul canon et quelques fantassins, en impose aux alliés et épouvante leurs vapeurs qui n'osent pas aborder nos plages.

Résolu à faire abandonner les côtes d'Ytapiru par nos soldats, et reconnaissant l'inutilité du bombardement continué opéré, soit par ses navires, soit par les mortiers qu'il a placés dans le port de Aranda, l'ennemi s'est enfin décidé à monter des batteries sur le banc ou l'île qui est vis-à-vis Ytapiru, persuadé qu'à cette distance moins grande il atteindrait son but. Nos braves soldats cherchant un motif et le moyen de se mesurer avec l'ennemi, ont demandé avec instance d'aller châtier les forces qui s'étaient emparées du banc d'Ytapiru, afin de ne pas permettre que l'ennemi touchât impunément au territoire de la République, considérant comme tel le sol du banc occupé par l'ennemi.

La simple indication du lieu du combat, de la position occupée par l'ennemi, du petit nombre des braves qui sont allés lui jeter le défi de mort, enfin la nature même de notre attaque remplie d'audace, résument tous les éloges dus à la résolution et à la bravoure de nos

frères. En effet, le banc est séparé de notre côte par un chenal de quinze cents mètres, et un autre chenal à peu près semblable le sépare de la rive opposée, qui est le point central des manœuvres de 40 vapeurs de guerre. Là sont réunis de nombreuses batteries, des mortiers de gros calibre, défendus par des ouvrages et servis aussi par de nombreux artilleurs. L'infanterie s'y trouve retranchée avec soin. Voilà le point et la position des ennemis qui ont été attaqués ce matin par quatre compagnies d'infanterie du bataillon n° 9, aux ordres des lieutenants Pablo Cabrera et Leonardo Riveros, et par un peloton de cavalerie commandé par les sous-lieutenants Matias Bargas et José Martinez. Aux premières lueurs de l'aube, vingt pirogues ont transporté nos soldats qui affrontaient avec enthousiasme les dangers d'une lutte dans laquelle tous les avantages étaient pour les adversaires. Aperçus par l'ennemi, c'est au milieu de vives décharges d'infanterie qu'ils abordèrent le banc, avançant bravement en bon ordre et refoulant les tirailleurs ennemis jusques dans leurs retranchements, non sans avoir laissé des morts et des blessés. Là, nos soldats, sans autre parapet que leur courage, supportèrent un feu meurtrier des bataillons ennemis ; mais, bravant une pluie de balles et la disproportion du nombre, ils s'élancèrent avec furie, escaladèrent les parapets et s'emparèrent des pièces de canon et de toutes les positions occupées par l'infanterie, faisant, à l'arme blanche, un horrible massacre des ennemis. Ceux-ci imploraient miséricorde à genoux, et ils pleuraient avec désespoir, en disant qu'ils se rendaient et qu'ils étaient Paraguayens.

Tout paraissait perdu pour l'ennemi, lorsque l'escadre brésilienne commença un feu nourri de boulets et de mitraille, en tirant partout où il voyait faire feu, et nous aidant ainsi à tuer leurs propres soldats. Le terrain resta couvert de cadavres, toute la garnison du banc, artilleurs et fantassins, était tombée sous les coups de nos armes. Enfin nos soldats firent résonner les airs de leurs cris de

victoire, s'étant rendus complètement maîtres du champ du combat. Cependant l'escadre ennemie s'était mise en mouvement, et tandis que quelques navires venaient couper la retraite à nos pirogues, d'autres transportaient de l'infanterie et remorquaient de nombreuses chaloupes chargées de soldats pour aller combattre les nôtres, sur le banc. Le commandant Dias qui dirigeait l'opération, prévoyant que nos braves soldats, fatigués et affaiblis par ce rude coup de main qui nous avait occasionné un grand nombre de morts et de blessés, avaient besoin d'être secourus pour faciliter la retraite, détacha quatre autres compagnies du bataillon n° 3, sous les ordres des lieutenants Mateo Morel et Ciriaco Vera ; et quoique la communication fût gênée par l'escadre, le n° 3 parvint à protéger nos frères, en combattant les renforts brésiliens qui arrivaient sans cesse. L'interruption du passage entre nous et le banc, par l'escadre brésilienne, avait été prévue ; aussi deux batteries d'artillerie légère, commandées par le major Alvarenga, sous les ordres du capitaine Hermosa, avaient été préparées sur notre plage, pour faire feu sur les navires qui déjà s'approchaient. Ces batteries ont rendu de grands services en repoussant, par deux fois, les vapeurs brésiliens, dont trois furent mis hors de combat. Alors l'ennemi eut recours à ses navires cuirassés pour soutenir notre feu et couper la retraite à nos soldats. Malgré ces obstacles, ceux-ci repoussèrent d'abord les trois bataillons de troupes fraîches qui n'avaient pu leur faire perdre la position conquise jusqu'au moment où nos braves ont dû se retirer, en présence de renforts toujours renouvelés, mais sans toutefois abandonner nos blessés ; qu'ils ont pu ramener.

L'objet de l'expédition étant atteint par le châtement donné à l'ennemi, et l'honneur de nos armes brillamment couvert, c'est alors seulement que nos soldats battirent en retraite avec calme, emportant tranquillement les dépouilles et les trophées de l'ennemi qui fut inhabile à leur couper la retraite, malgré sa puissante escadre !

Jamais nous n'avons soutenu un combat aussi inégal, soit par le nombre, soit par les éléments de l'attaque, comparés à ceux de la défense. Quelques centaines de nos soldats ont tenu tête, pendant une heure et demie, à 3,000 Brésiliens, malgré les feux de toute l'escadre et les embarras immenses qu'elle leur causait dans cette position.

Nous avons perdu sept pirogues, nous avons un grand nombre de blessés, et nous déplorons la mort de plusieurs officiers et soldats. Ces sacrifices sont inévitables dans une lutte de cette nature que nous avons soutenue avec tout honneur pour nos armes ; mais ces martyrs de la patrie qui ont scellé de leur sang la sainteté de la cause que nous défendons, auront pour récompense la gratitude publique, et leurs familles peuvent compter sur la protection du chef suprême de l'État, qui saura honorer leur patriotisme.

Il n'y a pas à comparer le mal que nous avons reçu avec les grandes proportions des pertes que nous avons fait éprouver à l'ennemi, car plusieurs officiers supérieurs, un grand nombre d'officiers et des centaines de soldats ennemis couvrent le champ de bataille. Deux pontons chargés de troupe ennemie ont été coulés bas par le canon d'Ytapiru, L'un de ces coups a été tiré par le colonel Brugues qui se trouvait par hasard dans le fortin. Trois navires ont été mis hors de combat, et l'un s'est vu couler à fond par un boulet ennemi ramassé sur notre plage par le sous-lieutenant de marine Domingo Antonio Ortiz. Espérons que l'ennemi, se voyant ainsi sans sécurité, même au milieu de tous ses éléments de force, en sera demeuré moralement abattu.

Ces mêmes hommes indignes qui criaient grâce pour la vie, on les a vus, dès que nos soldats ont quitté le champ de bataille, se complaire, dans une expansion de vengeance cruelle, à faire feu sur les cadavres qui sont restés entre leurs mains.

Les canons des batteries ennemies ont été en notre

pouvoir, et s'ils ne forment point le trophée de nos braves, c'est qu'il leur a été impossible de les transporter jusqu'ici. Quoiqu'il en soit, le châtement infligé à l'alliance a été terrible, l'honneur national est à couvert, et le soldat paraguayen a créé un précédent de plus pour la respectabilité de son nom. On ne saurait trop apprécier la sérénité dans la bravoure chez nos soldats. L'infanterie a été la terreur des adversaires, et la cavalerie, dès le début de l'action, sans autre arme que le sabre, a pris les devants et a taillé les files ennemies, comme tombent les arbustes de la forêt sous une hache robuste. Par cette bravoure si exemplaire, nos cavaliers ont rempli les espérances que nous mettions en cette phalange solide et décidée, et mérité l'applaudissement général de leurs compagnons de l'infanterie. La cavalerie est arrivée sabre en mains au bord des fossés, derrière lesquels l'ennemi faisait un feu nourri, et si nos fantassins, au lieu de s'arrêter pour faire feu contre ces mêmes fossés, avaient couru la baïonnette en avant, derrière les cavaliers, nous aurions eu moins de pertes à déplorer, et notre triomphe eût été immédiat. Le brave lieutenant Riveros est un de ceux qui sont tombés pour n'avoir pas conduit avec assez d'élan sa compagnie contre les retranchements de l'ennemi, au feu duquel il fit répondre, au lieu d'arriver baïonnette en avant, le plus rapidement possible. Il est regrettable qu'un si vaillant officier ait payé de sa vie un moment d'oubli, comme cela arrive dans la guerre.

Dans l'impossibilité de citer chacun des héros de cette mémorable journée, on nous permettra de consigner le nom des officiers qui y ont pris part et qui ont su accomplir leur devoir, en présence de l'ennemi. Ces honorables citoyens sont les suivants :

Sans blessures : Les lieutenants Morel, Santiago Arevalo, les sergents Juan Aveiro, Carlos Ricardo, José de Jesus Martinez, José Molinas, Buenaventura Yeruta, Ignacio Ortiz.

Blessés : Les lieutenants Pablo Cabrera, Mariano Bor-

don, Ciriaco Vera ; les sergents Gregorio Villalva , Juan Lopez Yegros, Severo Aspillaga, Feliciano Ramirez, Martin Sebada, Miguel Jara, Bautista Camacho, Manuel Mernal, Meliton Taboada, Gregorio Duarte, Pedro Duré.

Morts : Les lieutenants Leonardo Riveros, Mateo Romero ; les sergents Matias Vergas, Fermin Rios, Juan Portillo, Benigno Alderete, Pascual Ortiz, Juan Pablo, Benitez.

Il est impossible de raconter les faits spéciaux et les épisodes qui ont révélé le mérite de nos braves soldats, parce qu'il est difficile d'apprécier la résolution et l'héroïsme, alors que chacun d'eux ne sait que rendre hommage à son camarade. Toutefois, et sans perdre de vue que tous les officiers et soldats ont rivalisé de valeur, nous citerons quelques-uns des premiers : Le lieutenant Bordon, de l'infanterie, et le maréchal-des-logis Martinez, pour la cavalerie, lesquels, ayant marché en tête de l'avant-garde, ont été les premiers à répandre la mort et l'effroi entre les ennemis. Les lieutenants Pablo Cabrera et Ciriaco Vera se sont distingués par leur sérénité et leur entrain, de même que le lieutenant Romero et les sous-lieutenants Bargas, Aspillaga et Rios, qui ont été particulièrement remarqués par l'élan qu'ils ont su inspirer à leurs soldats, dans les moments suprêmes. Le sous-lieutenant Taboada, à la tête de vingt cavaliers, a exterminé complètement un peloton de cinquante fantasins. Le sous-lieutenant Pedro Duré, après avoir combattu bravement, couvert de blessures et ayant une cuisse cassée, a pu cependant sauver une pirogue chargée de blessés, en voguant lui seul, étendu à la poupe de la pirogue. Le maréchal-des-logis Juan Pablo Benitez a fait un usage admirable de son épée, et sa vie a coûté cher à l'ennemi. Le maréchal-des-logis Yeruta a eu raison aussi d'un autre poste ennemi plus nombreux que ses propres soldats.

Tels sont les noms de ceux qui ont eu l'occasion de se particulariser. Nous voudrions rapporter aussi les épisodes glorieux de la troupe, mais ils sont si nom-

breux qu'il est impossible de le faire maintenant. L'armée entière de la République participera à la gloire de cette brillante action, car les traits d'héroïsme et les actes d'intrépidité de nos soldats dans le combat de Corralès, cèdent le pas à ceux que le 10 avril vient d'immortaliser, au nom de l'armée, sur cette plage. A Corralès, en effet, on a combattu contre une armée, tandis que sur le banc d'Ytapiru, c'est contre cette même armée et de plus contre toute l'escadre alliée qui se trouve dans les eaux du Parana. Là, il n'y avait aucun avantage de position entre les belligérants ; ici, on a bravé les batteries, la flotte et les retranchements des alliés.

La valeur de nos soldats, leur intrépidité augmentent et progressent ; si l'on mesure l'importance d'une action par la vaillance du soldat, par son élan presque téméraire, par sa sérénité et sa constance en face de l'ennemi, par les dangers et le désavantage de la position, celle qui vient de couvrir d'honneur nos armes doit être mise en première ligne.

Des sacrifices sont indispensables pour obtenir les grands résultats, et nous avons gagné beaucoup, moralement et matériellement, quoique nous comptions plus de 800 blessés, puisque ces mêmes hommes, épuisés par la fatigue et la perte de leur sang, ont cependant opéré eux-mêmes leur retraite à travers les feux de l'escadre qui les poursuivait à coups de fusils, de canons, de mitraille et de grenades qui formaient une pluie de feu, sans que ces hommes sans défense et blessés en fussent intimidés.

Quelle distance sépare le soldat impérial de celui du Paraguay, qui se bat pour son indépendance !

L'alliance, malgré ses innombrables navires de guerre, n'a pas le courage de mettre le pied sur notre territoire, et elle se borne à vouloir nous le faire abandonner, au moyen d'un inutile bombardement qui compte déjà plusieurs semaines de durée. Quant à nous, avec de frêles pirogues, nous nous frayons un chemin au milieu de

cette escadre, et non-seulement nous parvenons à mettre le pied sur le sol qu'occupe l'ennemi, mais encore nous l'obligeons à demander grâce pour la vie, en franchissant ses retranchements et nous emparant de ses canons.

L'action du 10 avril est un brillant prélude des grands événements qui nous attendent, et qui devront assurer l'indépendance de la patrie et le bien-être de tous. Nous connaissons l'adversaire que nous avons à combattre, et les dispositions de cette puissante phalange de la patrie qui nous entoure, nous promet des triomphes éclatants.

Espérons avec foi, car notre cause, la cause de la justice et de la vérité, ne saurait périr; espérons donc, attendu que la direction de la guerre est confiée à notre illustre et vaillant général.

Notre adversaire a reçu une rude leçon dans ce jour, tandis que les premiers rayons de ce même jour ont couronné le front de nos braves d'une auréole d'héroïsme et de gloire. C'est ainsi que le Paraguay qu'on a juré de perdre, s'élève sur les ailes de la valeur de ses enfants, tandis que ses adversaires reçoivent le châtiment de leur entreprise téméraire.

Honneur éternel à cette poignée de braves !

Vive l'Armée Nationale !

Louange à son illustre chef !

Paso de la Patria, le 10 avril 1866.

(Imprimerie de l'armée).

DOCUMENT **L** 1 PAGE 283.

La Conférence du 12 Septembre 1866.

Le journal *la Tribuna*, du 23 octobre 1866, publie les documents suivants extraits du *Semanario*, journal de l'Asuncion, sur la conférence qui a eu lieu entre les présidents Mitre et Lopez.

A S. E. le Brigadier général Barthélemy Mitre, Président de la République Argentine et Général en chef de l'armée alliée.

Quartier général à Paso-Pucu, le 11 septembre 1866.

J'ai l'honneur d'inviter V. E. à une entrevue personnelle entre les deux lignes, pour le jour et le lieu qu'il plaira à V. E. de désigner.

Dieu garde à V. E. de longues années.

Signé : Francisco SOLANO-LOPEZ.

A S. E. M. le Maréchal Francisco Solano Lopez, Président de la République du Paraguay et Général en chef de son armée.

Quartier général de l'armée alliée, le 11 septembre 1866.

J'ai eu l'honneur de recevoir la note de V. E., en date de ce jour, dans laquelle elle m'invite à une entrevue personnelle pour le jour et l'heure qui nous conviendront.

En réponse, je dois dire à V. E. que j'accepte l'entrevue proposée, et je me trouverai demain, à neuf heures du matin, sur le front de nos postes avancés, au gué de Yataïti-Cora, accompagné d'une escorte de vingt hommes que je laisserai sur la ligne de mes postes avancés, et je m'avancerai personnellement dans le terrain intermédiaire, si V. E. accepte cette proposition.

Dieu garde à V. E. de longues années.

Signé : Bartolomé MITRE.

Réplique du Maréchal Lopez.

Même date.

Je viens de recevoir la réponse que V. E. a daigné faire à ma proposition de ce matin pour une entrevue, et je remercie V. E. de l'avoir acceptée. En me conformant au procédé indiqué par V. E., je me ferai un devoir de ne point manquer au rendez-vous à l'heure fixée.

Dieu garde à V. E. beaucoup d'années.

Signé : FRANCISCO SOLANO-LOPEZ.

Mémoire de l'entrevue de Yataïti-Cora.

S. E. le Maréchal Lopez, Président du Paraguay, dans l'entrevue du 12 septembre, invita S. E. le général Mitre, Président de la République Argentine et Général en chef de l'armée alliée, à rechercher des moyens de conciliation, également honorables pour les belligérants, afin de voir s'il est possible d'arrêter l'effusion du sang, en mettant un terme à la guerre la plus sanglante qui ait eu lieu dans

l'Amérique, au moyen de satisfactions mutuelles, honorables et équitables pour tous, et devant garantir un état permanent de paix et de sincère amitié entre les belligérants actuels.

S. E. le général Mitre, se bornant à écouter la proposition, répondit qu'il en référerait à son gouvernement et à la décision des alliés, ainsi qu'il y était engagé.

Le Général en chef de l'armée alliée à S. E. Don Francisco Solano-Lopez, Président de la République du Paraguay et Général en chef de son armée.

Quartier général de Curuzu, le 14 septembre 1866.

J'ai l'honneur de faire savoir à V. E. qu'ayant communiqué aux alliés, ainsi que je l'avais offert, l'invitation conciliante que V. E. a bien voulu me faire, le 12 du courant, dans notre entrevue de Yataïti-Cora, nous sommes convenus de nous en rapporter à la décision des gouvernements respectifs, sans que cela apporte aucune modification dans la situation des belligérants.

Dieu garde à V. E. beaucoup d'années.

Signé : Bartolomé MITRE.

A S. E. le Brigadier général Mitre, etc.

Quartier général de Paso-Pucu, le 15 septembre 1866.

J'accuse réception à V. E. de la note qu'elle m'a fait l'honneur de m'adresser hier au soir, de son quartier général de Curuzu, en disant qu'Elle avait décidé, avec ses

alliés, de s'en rapporter à la décision de leurs gouvernements respectifs, au sujet de notre entrevue du 12 à Yataïti-Cora.

Rien n'a pu me retenir devant l'idée d'offrir la dernière tentative de conciliation qui mît un terme aux torrents de sang que fait couler cette guerre, et j'ai la satisfaction d'avoir donné par là une preuve de patriotisme que mon pays appréciera, une preuve de considération pour les ennemis qui le combattent, et une preuve d'humanité, m'en rapportant au jugement impartial du monde qui nous observe.

Dieu garde à V. E. de longues années.

Signé · FRANCISCO SOLANO-LOPEZ.

Le journal *la Tribuna* fait suivre ces documents d'une relation de l'entrevue entre les généraux Mitre et Lopez, qu'il emprunte sans commentaires au *Semanario* :

Campement de Paso-Pucu, le 15 septembre 1866.

« MONSIEUR LE RÉDACTEUR DU *Semanario*,

« Le maréchal Lopez a entendu les cris de paix des peuples argentins, il a entendu les clameurs que répète l'armée argentine pour la paix, cris dont les vibrations arrivent jusqu'à nous par les transfuges des alliés, et que toute l'influence de la politique et de l'armée brésilienne ne peuvent contenir. Ces cris ont précédé l'alliance des États du Pacifique qui, comprenant bien les immenses intérêts américains qui sont en jeu dans cette lutte, se disposent à nous apporter le drapeau de la conciliation, pour obtenir ainsi un nouveau titre aux yeux de l'humanité et du patriotisme véritablement américain.

« C'est en vertu de cette bonne pensée que le général

Mitre fut invité à une entrevue qui eut lieu à Yataïti-Cora, le 12 du courant.

« Notre parlementaire, le capitaine Francisco Martinez, se présenta, dans l'après-midi du 10, aux postes avancés de l'ennemi, et, malgré le drapeau de parlementaire, il s'est vu véritablement mal reçu, se sauvant par miracle des nombreuses décharges qui lui furent faites à une petite distance. Cet accident est dû à l'inintelligence d'un officier argentin qui occupait le poste avancé, et l'on a dit au capitaine Martinez que cet officier avait été puni pour un acte si peu honorable. Au jour suivant, notre parlementaire retourna et il trouva la compensation du peu de courtoisie dont il avait été l'objet la veille. Chefs et officiers le comblèrent d'attentions et lui permirent d'entrer avec sa suite dans le camp ennemi, jusqu'au quartier général, où il trouva le général Mitre, le maréchal Polidoro et le général Flores.

« Le capitaine Martinez raconte que sa présence dans le camp ennemi paraissait être un événement; qu'il a été reçu comme un Messie, conduit depuis les retranchements jusqu'au quartier général, au milieu d'une véritable ovation et des acclamations pour la paix.

« Les officiers supérieurs argentins lui parlaient avec ardeur d'une prompt terminaison de la guerre, de leurs ennuis d'une si longue campagne et de leurs vifs désirs de voir les parties belligérantes arriver à un arrangement amical. Les Brésiliens eux-mêmes manifestaient leur joie en criant : « La paix ! vive la paix ! »

« Le capitaine Martinez a témoigné beaucoup de reconnaissance au colonel Rivas pour les soins attentifs qu'il a mis dans l'accomplissement des ordres de son général en chef. Il en fut de même d'une foule de chefs et d'officiers dont j'ignore les noms.

« Le général Mitre écrivit aussitôt la réponse qui portait l'acceptation de l'entrevue.

« Le 12 septembre, à l'heure et au lieu désignés, les généraux des deux armées se serrèrent la main.

« J'ai été témoin de cette grande scène dont l'intérêt n'a pas faibli dans les cinq longues heures qu'a duré l'entrevue. Ce spectacle m'a rappelé une scène théâtrale à laquelle la nature des lieux et l'escorte du général allié, avec ses cuirasses de cuivre et ses banderolles rouges, prêtaient un aspect poétique et même fantastique. Et cependant rien n'était illusion dans ce tableau que l'histoire doit conserver comme l'événement le plus grand d'une grande époque, et comme le plus généreux effort pour étancher le sang que distillent avec profusion les plaies de la guerre. Il n'était pas possible de méconnaître l'importance de cette scène dont d'innombrables spectateurs étaient témoins sur les retranchements des deux armées. L'un des aides-de-camp du président Mitre dit qu'il fallait élever un monument sur le lieu de cette conférence. Les grands intérêts qui s'y discutaient, la silhouette des personnages qui y figuraient, et le résultat qui pouvait en sortir pour un demi-continent, sont certainement des sujets assez grands pour obtenir les honneurs d'un monument qui en fixe le souvenir.

« Les généraux Hornos et Flores furent appelés par le général Mitre.

« Flores se fit attendre une demi-heure, et, bien que je ne le connusse point, ses allures et ses manières m'indiquèrent tout de suite le fameux *guerillero* de l'Etat Oriental. J'ai su que le général Polidoro avait aussi été appelé, mais qu'il avait répondu qu'il jugeait sa présence inutile, attendu que le général Mitre était autorisé à résoudre toutes questions qui pourraient se présenter. Cet incident m'a fait comprendre que les lenteurs apportées à une négociation pacifique doivent être attribuées aux Brésiliens; car, de tout ce que j'ai pu observer et du peu que j'ai entendu dire sur la conférence, elle a été passablement cordiale. Ceci pourrait avoir une signification favorable, mais la vérité se détache sans voile des pièces officielles qui ont été échangées; car la dernière note du général Mitre a donné pour solution que l'objet de la confé-

rence serait soumis à la résolution des gouvernements respectifs.

« Je n'ai remarqué aucun changement dans l'aspect de notre armée, car elle repose tranquille sur sa puissance et sur son droit. Si l'ennemi veut la guerre, il l'aura et plus sanglante que jamais; s'il accepte la paix, nos braves sont prêts à lui tendre la main. J'ai entendu divers officiers supérieurs et autres, interrogés par le maréchal Lopez, lui répondre : « Nous sommes prêts à mourir dans la guerre, si l'honneur et les droits du pays l'exigent; mais si la paix nous présente ces conditions, nous l'accepterons avec joie, toujours confiants dans le patriotisme élevé de V. E. » Cette réponse honore nos militaires.

« Depuis le 11 de ce mois, on n'a pas entendu un seul coup de fusil, et nos postes avancés sont visités journellement par des soldats, des officiers et des chefs de l'armée alliée qui parlent volontiers de la paix. Nos soldats répondent dans le même sens et la cordialité n'a cessé de régner entre eux.

« Il est regrettable cependant de dire que, parmi ceux qui visitaient nos postes avancés où ils étaient si bien reçus, on ait reconnu quelques traîtres, tels que : Ruiz, Egusquiza le fils, Perez, Surian et d'autres, envoyés expressément par le général Flores pour engager nos soldats à la désertion. Ruiz promit au capitaine Montiel de lui apporter, s'il le désirait, la signature Flores qui lui garantirait une bonne position chez les alliés. En effet, hier même retournèrent Ruiz et Surian pour continuer les tentatives de séduction; mais Ruiz fut saisi par le lieutenant Samaniego, et Surian voulut s'échapper, mais il fut poursuivi et saisi par le capitaine Montiel. Un capitaine et un autre lieutenant Oriental, qui se trouvaient présents, furent surpris et émus de cette scène, mais on les tranquillisa en leur disant qu'ils ne couraient aucun danger, et que ces traîtres avaient été saisis comme exerçant la séduction auprès du soldat pour l'engager à deserter. Je ne pense pas que le général Mitre puisse approuver de tels abus.

« Je crois vous donner une importante nouvelle en vous annonçant la capture de l'infâme Ruiz ; car c'est lui-même qui avait osé s'interner dans le Paraguay, chargé de proclamations incendiaires, avec la prétention de lever un parti (Montonera) dans la campagne, pour aller attaquer la capitale. Ce misérable déclare aujourd'hui qu'il était dans une grande erreur ; mais il faut que le châtiment d'un si grand crime soit exemplaire.

« Avec les journaux que je vous ai envoyés, il est inutile de vous donner des détails sur les grandes nouvelles qui nous arrivent de l'intérieur de l'Amérique ; j'en indiquerai seulement les points saillants.

« Le Pérou, au nom de l'alliance du Pacifique, a adressé une note à ses agents près des gouvernements du Brésil, de Buenos-Ayres et de Montevideo, à la date du 9 juillet dernier, avec ordre d'en laisser copie à ces gouvernements signataires du traité secret du 1^{er} mai 1865, afin qu'ils connaissent le jugement du Pérou sur cet acte qu'il discute, dans sa dépêche, avec calme et froideur, en qualifiant ce traité secret de monstrueux et anti-américain, et contre lequel la dépêche proteste avec une grande énergie.

« Cet acte du Pérou dénonce une politique élevée et prévoyante pour la conservation des nationalités américaines, et il fait le plus grand honneur à l'alliance du Pacifique. En effet, malgré les difficultés et les soucis de leur guerre contre l'Espagne, ces gouvernements n'hésitent pas à reconnaître que l'Amérique est minée dans la base de ses institutions par l'Empire du Brésil, qui a su amener à ses idées de conquêtes ceux-là même qui ont un intérêt vital dans la conservation compacte et solide des peuples d'origine et d'institutions identiques.

« La presse du Chili s'est élevée à la hauteur de ces grands intérêts, et elle discute notre situation avec une intelligence parfaite.

« Voilà donc toute la situation démasquée, et les aspirations qui font tressaillir le cœur des bons Américains sont mises à jour ; ne perdez donc pas ces faits de vue dans

l'appréciation de l'importance et de l'opportunité de la démarche que vient de faire le Président de la République auprès du général en chef de l'armée alliée.

« On ne saurait douter qu'à Buenos-Ayres le cri de la paix est universel, vu la situation précaire de ce pays qui a sur ses frontières une sérieuse coalition de tribus indigènes. Celles-ci détruisent les riches établissements de la campagne de Buenos-Ayres, et j'ai vu une requête de soixante grands propriétaires, demandant protection et secours au gouvernement de Buenos-Ayres contre les attaques de ces Indiens. Tous les journaux de cette ville demandent la fin de la guerre, et *la Tribuna* elle-même défend énergiquement la protestation émanée des gouvernements du Pacifique. Un seul journal officiel, *la Nacion Argentina*, voudrait s'opposer au torrent de l'opinion. Voilà pour Buenos-Ayres.

« A la cour du Brésil il y a eu crise ministérielle et changement de ministres. Le conseiller Paranhos, dans la séance du 24 juillet, en examinant le rapport du ministère, a établi que les frais de la présente guerre coûtent à l'Empire quatre millions six cent cinquante mille piastres par mois, c'est-à-dire six mille piastres par heure, et il fait ressortir la nécessité d'activer les opérations de la guerre pour mettre fin à des débours si onéreux.

« Le grand transport brésilien *San-Francisco*, qui a coûté deux cent mille piastres à l'Empire, a été détruit par un incendie dans le port de Buenos-Ayres. Le *San-Jose*, le *Roman* et le *Oyapok*, autres transports brésiliens, ont fait naufrage sur les côtes du Brésil. On voit que la marine de S. M. l'Empereur va disparaissant, ainsi que son crédit et ses ressources.

« A la vue de ces faits, il est logique de croire qu'il y aura une tentative d'arrangement que les prétentions du Brésil ne pourront neutraliser ; mais il est certain aussi que, pour dominer l'opinion qui se fait jour pour la paix, le Brésil essaiera de donner un grand coup, et c'est pourquoi les généraux ont voulu gagner du temps pour consulter

leurs gouvernements. Si cette idée se réalise, comme nous l'espérons (1), je vous promets qu'après le combat, les chefs seront beaucoup plus convaincus qu'aujourd'hui de la nécessité de faire la paix, et qui sait s'ils auront alors le loisir d'attendre les ordres de leurs gouvernements.

« Jusqu'ici nous n'avons rien appris qui puisse faire craindre une grande attaque; mais, pour moi, c'est le silence qui présage la tempête.

« Nous sommes en mesure et bien préparés à contenir l'orgueil des envahisseurs, et à leur faire entendre raison par force, si tel est leur vouloir.

« Les événements nous laissent donc dans l'alternative de la victoire ou de la paix : heureuse perspective!

« Dieu prépare de grandes choses pour le Paraguay.

« Signé : Votre Correspondant. »

DOCUMENT **M** 1 PAGE 284.

La *Palabra de Mayo*, journal de Buenos-Ayres, du 30 novembre 1866, transmet à ses lecteurs un nouveau document paraguayen. C'est une revue, pour l'extérieur, extraite du journal paraguayen *el Semanario*, portant la date du 6 octobre 1866.

REVUE DU MOIS.

« Nous avons à consigner ici des événements fort importants. Le mois de septembre, de triste souvenir, à cause du malheureux événement qui consterna la nation entière

(1) Ceci était écrit sept jours avant l'attaque de Curupaity.

voilà quatre ans , alors que s'éteignait la vie de Don Carlos Lopez , ce même mois , disons-nous , vient d'être témoin des triomphes les plus splendides pour notre glorieuse République, en apposant le sceau d'une honteuse humiliation au front de l'ennemi qui nous combat.

« L'état des choses a changé complètement de face , et nous voyons de plus en plus évident le triomphe définitif de nos armes. Les faits que nous avons à raconter sont d'un heureux présage pour la prompte terminaison de la guerre de conquête et d'extermination que le Brésil et ses alliés nous ont apportée.

« Dans notre revue du mois d'août , nous avons fait connaître les mouvements de l'ennemi vers le littoral et les préparatifs de son escadre contre nos rivages. Après d'infructueuses tentatives , les chefs de la coalition, convaincus de l'impossibilité de battre notre armée dans les positions qu'elle occupe, ont jeté leurs regards de nouveau sur la côte, où leur armée peut manœuvrer sous la protection des gros canons de l'escadre. En conséquence de cette nouvelle combinaison , la flotte ennemie, depuis si longtemps silencieuse dans son mouillage de *las Tres-Bocas* , a remonté le Rio-Paraguay, et le 1^{er} septembre nous la saluâmes à coups de canon. Dans l'après-midi , quatre navires cuirassés s'approchèrent de notre petite batterie de Curuzu , à quelques milles au-dessus de Curupaity, et la bombardèrent. Cette batterie était montée de trois pièces, dont une de 68 et deux de 32 ; c'était un poste avancé de la forteresse de Curupaity, et dont le seul objet était d'empêcher l'escadre brésilienne de détruire les obstacles et le barrage de la rivière , qui n'avait qu'un passage libre du côté du Chaco. Mais les ennemis en avaient été informés par deux soldats déserteurs de Curupaity, qui se firent passer pour officiers de la marine paraguayenne , et donnèrent connaissance du chemin qui restait libre. Aussi, dès le jour suivant, cinq navires cuirassés remontant la rivière, en contournant le barrage et passant par le canal du Chaco , vinrent se placer en face de l'unique canon de 68 de Curupaity. Dans la pre-

mière journée de bombardement, les navires cuirassés ne causèrent aucun dommage à notre petite batterie, quoiqu'ils lui eussent envoyé plus de 400 projectiles, la plupart du calibre de 150. Dans la seconde journée, le feu dura depuis le matin jusqu'à la nuit, en causant encore moins de ravages chez nous, surtout si l'on considère la grande perte qu'éprouva l'ennemi. Dès le matin, la pièce de 68 de notre petite batterie de Curuzu fut mise hors de service, mais celle du même calibre de la forteresse de Curupaity appuya vigoureusement les deux pièces de 32 qui restaient à Curuzu. C'est avec ces faibles éléments, si on les compare à la puissante escadre cuirassée du Brésil, que nos marins, qui défendaient le passage, firent des prodiges de valeur et obtinrent une brillante victoire sur nos adversaires. La fameuse corvette cuirassée *Rio-Janeiro* et le vapeur *Lindoya*, de 40 canons, furent coulés bas par les feux de Curuzu; la frégate cuirassée *Tamandaré* fut mise hors de combat, ayant eu sa grande pièce démontée. L'équipage du *Rio-Janeiro*, composé de 350 hommes, a péri avec son commandant et son état-major, à l'exception de sept hommes qui se sauvèrent à la nage. L'immersion du fameux cuirassé brésilien a été tellement rapide, qu'on n'eut pas le temps de lui porter secours. Après ce grand désastre, les autres navires cuirassés qui faisaient feu d'une grande distance abandonnèrent le lieu du combat.

« Notre perte a été pour ainsi dire insignifiante, car nous n'avons eu que deux morts, plus une femme et un enfant qui se trouvaient à une lieue au moins de la côte.

« Les marins paraguayens, au milieu de ce glorieux fait d'armes, ont trouvé le secret de la *vulnérabilité* des navires cuirassés au moyen de boulets cylindriques de 32. C'est un fait qui ne passera pas inaperçu, pensons-nous, parce qu'il est d'une grande importance pour le monde scientifique.

« Dans la nuit du 2, les transports de l'ennemi ont débarqué des troupes au lieu dit Palma, et dans la matinée du jour suivant, ces troupes se jetèrent en grand nombre sur notre retranchement de Curuzu, défendu par nos bataillons

n^{os} 4, 10 et 27. Après une lutte acharnée, nous repoussâmes les attaques de la droite et du centre ; mais un incident qui mit un désordre momentané dans nos rangs, nous priva d'un triomphe complet. Le bataillon n^o 10, qui défendait la gauche, eut le malheur de perdre son commandant aux premiers coups de feu, et se voyant attaqué par de nombreux ennemis, il se retira inopportunément, en compromettant ainsi les deux autres bataillons, qui durent se retirer également, en abandonnant cette petite redoute, dans laquelle nos artilleurs venaient d'obtenir une brillante victoire, et qui fut immédiatement occupée par les alliés.

« La perte de ce poste était insignifiante, dès que l'escadre ennemie avait pu remonter par le canal du Chaco ; de sorte qu'il ne nous reste qu'à déplorer la faiblesse de notre bataillon n^o 10, qui nous a empêché de recueillir le fruit de notre victoire sur l'escadre ennemie.

« Au milieu du bruit des armes, une voix sublime et conciliatrice, celle de S. E. le maréchal Lopez, Président de la République, s'est fait entendre pour répondre généreusement au cri qui s'est élevé dans le Pacifique pour anathématiser la guerre inexorable et barbare que nous fait le Brésil, aidé de la Confédération Argentine et de l'État Oriental.

« L'appel amical adressé par le gouvernement du Pérou au nom de l'alliance du Pacifique, le 9 juillet dernier, a rencontré un digne accueil chez le gouvernement paraguayen, qui a su s'élever au-dessus de tous ses justes griefs, pour donner une preuve de plus de sa modération et de l'élévation de sa politique.

« En conséquence, le 12 septembre a eu lieu une entrevue entre S. E. le Président de la République et le général Mitre, Président de la République Argentine, dans laquelle ce dernier fut invité à rechercher des moyens de conciliation pour étancher le sang déjà versé à torrents dans cette guerre. Or, non-seulement le Président Mitre a mal interprété les sentiments généreux et humanitaires de son noble adversaire, mais, en outre, il a laissé voir qu'il était com-

plètement dépendant du monarque brésilien, ce qui doit être un motif de chagrin pour le peuple Argentin et pour tous les républicains de l'Amérique. C'est à peine si le général Mitre a répondu qu'il informerait les gouvernements alliés de l'invitation conciliante du gouvernement paraguayen.

« Cet incident, et aussi la prise du petit fort de Curuzu, paraissent avoir contribué à l'erreur des alliés, erreur qui les a portés à attaquer vigoureusement nos positions, en nous donnant ainsi le grand triomphe du 22, qui a jeté de nouveau nos féroces ennemis dans une prostration complète.

« Les coalisés, croyant que la démarche du Président Lopez dénonçait une faiblesse, et peut-être l'impossibilité où nous étions de résister davantage, ont voulu compléter la prise de Curuzu en nous attaquant à Curupaity. Ils ont payé bien cher leur incrédulité, et ils reconnaissent probablement aujourd'hui la grave erreur qu'ils ont commise.

« Tâchons de donner une idée de l'affaire de Curupaity.

« Toutes les dispositions étant habilement prises, nous l'avouons, pour l'attaque, le 22 septembre, à 7 heures et demie, toute l'escadre brésilienne ouvrit le feu contre la forteresse de Curupaity.

« Pour voiler son intention et cacher le véritable point de l'attaque, les alliés mirent en mouvement des corps d'infanterie et de cavalerie à l'extrémité de notre aile gauche, en même temps qu'une vive canonnade partait du centre, d'accord avec le feu incessant de l'escadre. La batterie de Curupaity était simultanément attaquée par quelques bataillons postés sur le bord opposé de la rivière; mais ceux-ci furent bientôt mis en fuite par notre feu, ce qui n'empêcha pas nos artilleurs de viser les vapeurs et les navires cuirassés de l'ennemi, où ils démontèrent une pièce du vapeur *Tamandaré*.

« Deux heures après qu'avait commencé le bombardement de l'escadre, les bataillons argentins et brésiliens se précipitèrent sur la droite et sur le centre de notre ligne, sou-

tenus par une vive canonnade partant des parapets qu'ils avaient improvisés avec des sacs de sable ; mais les assaillants furent complètement repoussés. Revenu à la charge une deuxième et une troisième fois , l'ennemi a dû renoncer à son entreprise avec une énorme perte d'hommes. Vers quatre heures de l'après-midi , les forces ennemies furent repoussées sur toute la ligne , et les 60 bataillons argentins et brésiliens qui prirent part à l'action ont été plusieurs fois décimés, c'est-à-dire presque entièrement détruits. Le champ de bataille est resté semé de morts et de blessés , et on évalue le nombre des premiers à 6 ou 8 mille hommes , dont 800 chefs ou officiers. De notre côté , nous n'avons eu de mort qu'un officier, le major Avertano Zayaz , et à peine 50 sous-officiers et soldats. Ce faible chiffre paraît chose incroyable après une si terrible lutte, mais ceux qui connaissent les positions qu'occupaient nos vaillantes troupes le comprendront sans peine.

« Les trophées de cette grande victoire consistent en huit mille fusils , un grand nombre de sabres , lances , épées , carabines , etc., recueillis sur le champ de bataille , le drapeau du second bataillon des volontaires brésiliens , un étendard de la légion militaire , neuf caisses de munitions, etc., etc., ainsi qu'un nombre considérable de prisonniers, la plupart blessés, dont quelques-uns sont officiers, et qui tous ont été recueillis et soignés dans nos hôpitaux militaires.

« Quand même l'ennemi recevrait des renforts, il lui sera bien difficile de réparer un semblable désastre. Aussi s'est-il retiré en silence dans ses retranchements, pour y attendre la décision des gouvernements alliés , et spécialement celle du Brésil , qui exerce une domination absolue sur ses coalisés.

« Les alliés , qui se sont servis plusieurs fois du poignard, au grand scandale du monde civilisé, comme moyen de guerre, viennent encore d'en faire l'essai, en envoyant dans notre camp trois malheureux criminels qui sont venus y chercher le châtimement de leurs forfaits.

« Des actes si déloyaux ont produit la plus profonde indignation dans l'esprit du peuple, et si les alliés continuent cette odieuse et lâche pratique de l'embauchage des soldats qu'on excite à déserteur, et aussi de l'assassinat, nous ne pouvons pas répondre de la continuation des dispositions conciliatrices de S. E. le Président de la République. La population et l'armée anathématisent ces actes infernaux, pratiqués par l'ennemi au moment même où l'on devait attendre de lui une véritable modération.

« La situation intérieure de la République est satisfaisante; la population en masse est résolue à n'épargner aucun sacrifice pour la défense de la cause nationale.

« Après les pluies abondantes que nous avons eues, on a fait dans tous les districts des semailles considérables de toutes sortes de céréales qui présentent le meilleur aspect.

« Notre armée, déjà nombreuse, a reçu dernièrement un renfort considérable, de sorte qu'elle est aujourd'hui plus forte que jamais, et prête à terminer la guerre, soit par la paix, soit par les armes.

« Depuis quelques jours est arrivé dans notre port un navire provenant de Corumba, amenant des passagers, et chargé des produits de la Bolivie qui avaient été transportés à Corumba par les caravanes habituelles sur le chemin ouvert jusqu'à *Santo-Corazon*.

« De toutes parts apparaît heureuse la situation de la République, et sa cause, embrassée spontanément par l'alliance du Pacifique, est sur le point de triompher des noires machinations de l'ennemi. Si la guerre se prolonge, nous avons les moyens de la soutenir et d'y mettre fin avec avantage. Le triomphe est pour nous. »

DOCUMENT N 4 PAGE 304.

L'Assaut de Curupaity.

Campement de Yataity, 18 octobre 1866.

« Beaucoup de lettres particulières et diverses correspondances ont été publiées avec la prétention de décrire l'assaut de Curupaity, de donner une idée de la conception stratégique qui l'a préparé, et de raconter le développement de la tactique adoptée. Avec la même prétention, on a voulu éclairer le tableau général d'une multitude d'épisodes, dans le but de juger avec plus ou moins de sévérité la conduite du général Mitre. Mais aucun de ces écrits n'a rempli l'objet de leurs auteurs, qui voulaient dépeindre la scène mobile et animée du champ de bataille, et initier le public à la secrète pensée du général en chef; ils ne sont parvenus qu'à donner des éloges flatteurs à leurs amis. Pleurer amèrement sur les restes mortels de leurs camarades, dont on faisait presque des dieux, par la raison qu'ils étaient morts; être sévère et partial, alors qu'ils n'auraient dû être que justes, pour ne pas jeter la perturbation dans la conscience publique, tel est le tort de ces écrivains, qui ont fait germer dans l'armée de petites passions, des émulations malsaines et des malveillances qui n'auraient pas dû sortir des rues de Buenos-Ayres, jusqu'à ce que notre mission de gloire accomplie, nous pussions nous occuper des luttes ardentes de nos discordes civiles.

« Il m'en coûte de croire que des esprits sérieux, réfléchis et capables de pénétrer jusqu'aux causes qui produisent les grands phénomènes d'une guerre, puissent vouloir que l'armée respire cette atmosphère incandescente qui

fait de Buenos-Ayres la reine de tant d'aspirations généreuses, patriotiques, mais impatientes; car ces effets de la guerre, soudains et inespérés, qui amènent aujourd'hui une victoire et demain un revers, ne sont pas à la hauteur d'esprits ordinaires, et, pour s'en convaincre, il n'y a qu'à observer le style décoloré, décousu et babillard de certains correspondants.

« Quoiqu'il en soit, le fait subsiste triste et douloureux, donnant lieu à réfléchir sérieusement : c'est qu'il a suffi de quelques correspondances et lettres hasardées, pour qu'on ait demandé la destitution du général en chef, comme s'il y avait un autre général en chef possible, et comme s'il était difficile de ternir plus d'une réputation sans tache. Les auteurs de ces correspondances, puérils ou lâches, ont essayé d'intimider le général en chef, alors qu'ils eussent dû faire un appel au patriotisme, à l'énergie, à l'abnégation généreuse et aux vertus civiques du peuple Argentin. — Et ils prétendent être des hommes de cœur et d'intelligence! — Ne peut-on pas dire que l'esprit de chevalerie n'est pas toujours l'attribut de l'intelligence, et qu'un biographe, en parlant de Bacon, a pu l'appeler avec raison : *Grande tête, âme basse!*

« Que l'on prenne ces mots pour une hardiesse ou un soulagement; c'en est un en effet, pourquoi le nier. Heureusement, d'après le cardinal de Retz : « Rien ne peut contre la réputation d'un homme qui la conserve en lui-même. » Aussi, ceux qui se sont vus enveloppés dans la critique insubstantielle fulminée contre le général en chef, conservent encore assez de prestige personnel pour n'être pas impunément détractés. Le chemin de l'avenir reste pour eux ouvert et libre d'obstacles, parce que c'est le chemin de la justification de tous ceux qui ont à lutter depuis longtemps contre des malveillances gratuites, en dépit desquelles on nous présente la main, alors que par derrière on nous frappe dans l'ombre.

« Excusez cette confidence, et entrons en matière. afin de voir si je serai plus heureux que mes prédécesseurs.

« Qu'était Humaita, qu'était Curupaity au commencement de cette guerre ? Humaita était une fortification isolée, posée sur le Rio-Paraguay pour défendre son entrée de vive force, et Curupaity en est un poste avancé. Humaita était en outre un des arsenaux de la tyrannie paraguayenne, le fantôme élevé par le despotisme et la barbarie contre la libre navigation (1). Je dis fantôme, parce que ses canons et sa construction ne peuvent résister aux machines de la civilisation, lorsque celle-ci les confie à des hommes experts et courageux comme un Faragut (un amiral des États-Unis).

« Que sont maintenant Humaita et Curupaity ? Ce sont les grandes redoutes d'un quadrilatère que le Paraguay a improvisé, dès que Lopez a compris, par le point sur lequel a débarqué l'armée argentine, que notre objectif était Humaita.

« Si l'armée argentine avait suivi un autre itinéraire dans ses étapes presque toujours victorieuses jusqu'au 22 septembre, et si elle eût attaqué le despotisme paraguayen par les Missions, Humaita aurait perdu l'importance de ses proportions réelles; mais d'autres conceptions ayant prévalu (2) sur les plans du général Mitre, ce n'est ici ni le

(1) Mais le Paraguay la demandait depuis 1840 à Buenos-Ayres même, qui la refusait, cette libre navigation ! Le Paraguay l'a accordée à tous les pavillons par le traité du 4 mars 1853 avec la France, l'Angleterre, les États-Unis et la Sardaigne ! La Confédération Argentine, présidée par Urquiza, a reconnu cette libre navigation dans son traité avec le Paraguay, du 15 juillet 1852, et Buenos-Ayres, alors séparée de la Confédération, a protesté contre ce dernier traité, à l'exemple et peut-être à l'instigation du Brésil.... Nous en demandons pardon à l'auteur de cette inexactitude, mais tout le respect que nous devons aux talents et au courage malheureux ne saurait nous empêcher de protester devant l'histoire de l'avenir, par l'histoire du passé. (Note du traducteur.)

(2) Nous ne pouvons concilier ce *plan du général Mitre* d'attaquer par les Missions, avec ce qui est dit plus loin que.... « la venue du corps d'armée du « baron de Porto-Alegre jusqu'au Paso de la Patria, après avoir renoncé à son « expédition au centre du Paraguay, répond à la première conception du « général Mitre, qui paraît avoir été et être la destruction d'Humaita. » — Évidemment il y a confusion ou bien une lacune entre ces deux assertions.

(Note du traducteur.)

lieu ni le moment de comparer les avantages de l'un et l'autre plan de campagne. En conséquence, je vais décrire aussi rapidement que possible le quadrilatère d'Humaita, et démontrer que si la journée du 22 septembre a causé un revers à l'armée alliée, le général Mitre a été logique dans le développement du plan d'attaque, et que les déceptions amenées par l'assaut de Curupaity ne sont pas le résultat d'erreurs stratégiques, mais bien la conséquence naturelle de ce que les forces vives appelées à concourir à la victoire, n'ont pas produit leur effet simultanément, soit parce que l'action de celles-ci a été brisée au moment décisif, soit que la coopération de celles-là ait manqué alors qu'il était temps encore de réparer ce que les premières n'avaient pas pu accomplir.

« On peut toujours accuser un général, à la tête d'une armée composée d'éléments hétérogènes, qui a conçu un plan de bataille ou d'attaque qui peut échouer par un manque d'unité d'action, parce que c'est précisément ce qu'il devait prévoir; mais qui peut dire que le général Mitre n'a pas eu cette prévision? Les faits qui paraissent avoir amené la conséquence forcée de l'échec éprouvé à Curupaity prouvent le contraire, ainsi qu'on le verra ci-après.

« J'ai dit que le général Mitre avait été logique, parce que, ayant attaqué l'ennemi sur le terrain où il nous attendait, dès qu'il vit débarquer l'armée au *Paso de la Patria*, il était obligé de s'appuyer sur les fortifications d'Humaita, en faisant de ce point l'unique objectif de l'attaque et le centre principal de la résistance.

« Cette conception, qu'il ne faut pas comparer, je le répète, avec d'autres qui auraient pu être développées, a des avantages et des inconvénients réciproques pour les belligérants.

« Attaquer Lopez, par exemple, par la partie orientale de la frontière du Paraguay, c'était l'obliger à mouvoir son armée, ses trains d'artillerie et ses bagages, et le forcer par là à diviser ses forces, sous peine d'abandonner Humaita. Mais en même temps ce plan obligeait l'armée alliée de

s'éloigner de la ligne de communication, en perdant ainsi les avantages conquis par la domination du Bas-Parana ; surtout il en résultait le désavantage de ne pas exercer une action aussi directe sur l'escadre qui agit en combinaison avec l'armée, sans dépendre directement du général de cette armée.

« Cette attaque par la frontière orientale nous donnait l'espérance de trouver des échos sympathiques dans le pays (1), et surtout d'agir sur un terrain moins ingrat que celui que nous occupons. Mais en admettant que l'armée fût victorieuse dans ce système, si l'escadre ne dominait pas le Rio-Paraguay, quelle eût été notre situation en face de l'Asuncion, ville facile à fortifier et à convertir en une place de guerre ? Nous nous serions trouvés à une distance considérable du centre de toutes nos ressources, après de longues marches et une campagne qui eût été fort laborieuse, même en admettant le succès de nos armes.

« Attaquer Lopez sur le terrain où il nous attendait, c'était convertir une guerre d'invasion en une guerre de sièges, comme les faits l'ont démontré ; mais en échange, tous les éléments étaient à notre main : les renforts et les munitions de tout genre ainsi que les aliments nous arrivaient avec facilité, le général en chef pouvant combiner ses opérations avec l'escadre.

« A ce point de vue, la venue du corps d'armée du baron Porto-Alegre jusqu'au Paso de la Patria, après avoir renoncé à son expédition au centre du Paraguay, répond à la première conception du général Mitre, qui paraît avoir été et être la destruction d'Humaita (2). L'assaut de Curupaity

(1) Le baron de Porto-Alegre, qui est resté plusieurs semaines à Candelaria, en face d'Itapua, et qui a dû renoncer à envahir le Paraguay par sa frontière orientale, dans la crainte d'y périr par la faim... — écrivait le colonel Palleja du camp même des alliés... — aurait pu dire à *Orion* qu'il était dans l'erreur. Ce qui est très-vrai, c'est qu'on aurait agi sur un terrain moins ingrat ; mais de quoi eût servi cet avantage (fièvres paludéennes à part), si le vide se faisait autour des envahisseurs, réduits ainsi par la famine ? (Note du traducteur.)

(2) Voir la note de la page CLXXXVI de ce même document, note qui dénonce confusion ou lacune dans deux assertions qui semblent se contredire.

devait nous conduire aux portes de cette forteresse. Traçons à grands traits le quadrilatère dont elle est la base principale, et nous analyserons ensuite le plan stratégique de la journée du 22; nous dirons quels eussent été les résultats d'une victoire, les causes qui ont contribué à notre échec, et les reproches qu'on pourrait faire au général en chef de l'armée alliée.

« Le quadrilatère constitue trois lignes fortifiées de défenses et une ligne découverte pour les communications de Lopez, c'est-à-dire pour sa retraite. La ligne de Tuyuti, que l'armée alliée a en face, court de l'Est à l'Ouest, partant d'une forêt qui, si l'on en juge par la hauteur de sa futaie, paraît être impénétrable, et s'appuie sur la lagune Piris. La ligne de Curuzu part de la lagune Piris et s'appuie sur Curupaity, défendue sur son front par des bois encore impénétrables, et sur sa gauche par des marais infranchissables. La troisième ligne fortifiée part de Curupaity et s'avance jusqu'à Humaïta, en garnissant la côte du Rio-Paraguay.

« La position de l'ennemi ainsi tracée, quelle devait être la base de l'attaque du 22?

« A mon avis, et par le jugement qu'il est facile de former après les faits accomplis, lorsqu'on en a été acteur et spectateur, ces bases ne peuvent guère être autres que les suivantes :

« L'escadre devait bombarder et canonner la ligne fortifiée de Curuzu ou de Curupaity. Cette ligne, une fois ébranlée par les feux de l'escadre, l'armée argentine et le second corps de l'armée brésilienne devaient se lancer à l'assaut, tandis que l'escadre remonterait simultanément la rivière pour faire taire les feux de Curupaity, car ceux-ci pouvaient endommager considérablement l'armée, après qu'elle se serait emparée des tranchées. La canonnade et les feux de l'infanterie de ligne de Curuzu devaient être le signal pour que la cavalerie, sous les ordres du général Flores, attaquât la gauche ennemie de la ligne de Tuyuti, tandis que le général Polidoro ferait une forte démonstra-

tion sur le front de toute cette ligne, afin d'obliger l'ennemi à diviser ses forces et son attention, en permettant ainsi au général Polidoro de marcher résolument à l'assaut. Si cette conception stratégique, dont l'heureuse issue dépendait de la simultanéité des efforts et d'un entrain égal dans l'attaque, eût été réalisée dans toutes ses parties, le général Mitre aurait cueilli plus de lauriers en une seule bataille, que l'armée alliée n'en a obtenu depuis Yatay et Urugayana jusqu'à la prise de Curuzu. Lopez se serait alors vu attaqué par trois côtés de son quadrilatère, et forcé de s'enfermer dans Humaita ou de se retirer par le chemin de San-Solano, où la retraite lui eût été coupée par trois mille cavaliers montés sur les meilleurs chevaux qu'on ait jamais vus dans les guerres de l'Amérique du Sud.

« Mais ce qui, dans l'esprit du général en chef, est simple et facile avec des troupes homogènes, aussi propres à se battre en rase campagne qu'à attaquer des postes retranchés, devient complexe et difficile sur le terrain pratique et délicat des faits. La pensée et l'action intimement liées diffèrent toutefois, comme les effets diffèrent des causes ; et si un général en chef mérite d'être censuré, alors que ses combinaisons ne peuvent et ne doivent pas produire matériellement les résultats qu'il s'est promis, ce même général mérite qu'on honore son intelligence et qu'on respecte ses conceptions, alors que ses plans échouent par la seule raison que la vigueur de l'action n'a pas correspondu à la grandeur de la pensée ; alors encore que les effets, calculés d'avance, deviennent illusoires par la seule raison que les forces qui devaient les produire ont été inutilisées, stérilisées dans les fragiles mains des chefs secondaires, qui sont dans les secrets des projets et des combinaisons conçues.

« On me dira qu'un général habile et bien inspiré ne doit pas se compromettre dans des entreprises chanceuses, sans s'être assuré d'avance que les instruments dont il se sert agiront simultanément, au moment décisif, et d'accord avec ses prévisions ; j'en conviens, mais dans la

guerre il faut donner quelque chose à l'aventure, à la fortune et à la bonne étoile de tout homme qui se croit secondé. En effet, un général est-il jamais plus grand que lorsque, avec des troupes médiocres, indisciplinées ou peu exercées, il parvient à obtenir ce qu'ont réalisé seulement de grands capitaines, avec des armées aguerries, expérimentées, sans autre passion que la victoire, sans autre âme que celle de leur général ?

« Le plan du général Mitre n'a point échoué parce que sa conception stratégique fut erronée ; il a échoué parce que les puissants auxiliaires qui devaient concourir au développement de l'action n'ont pas agi tous opportunément, ni avec la vigueur, ni avec la ténacité nécessaires.

« L'amiral Tamandaré n'a pas ébranlé de ses feux *obliques et en enfilade* les lignes retranchées de Curuzu ; il n'a ni dominé ni fait taire ceux de Curupaity.

« Le général brésilien Polidoro s'est borné à une simple démonstration devant les lignes de Tuyuty au lieu de simuler une fausse attaque, puis d'attaquer vigoureusement, dès que les avis qu'il devait avoir, ainsi que la canonnade et la fusillade qu'il entendait ne lui laissaient aucun doute sur l'attaque sérieuse, résolue et acharnée des lignes du quadrilatère, abordées simultanément par l'escadre et par l'armée alliée.

« Le général Flores se mit en marche avec ses trois mille cavaliers, mais au lieu de chercher à pénétrer audacieusement par la ligne découverte du quadrilatère, il s'éloigna beaucoup, à la gauche ennemie, de la ligne retranchée de Tuyuty.

« Seuls le général Mitre et le baron de Porto-Alègre ont exécuté ce qui était convenu : ils se sont mis en mouvement quand ils le devaient ; aussi leur tactique a-t-elle produit les effets qu'ils en attendaient, là où ils devaient être produits, et ce, avec l'enthousiasme et la résolution qui a donné à leurs soldats un jour de gloire impérissable, mais qui marque, toutefois, la date du plus déplorable

des revers qui aient été éprouvés encore dans cette longue et laborieuse guerre du Paraguay.

« On a fait divers reproches au général Mitre, parmi lesquels celui qui suit est peut-être le seul digne de ce nom, militairement parlant : on l'a accusé d'avoir donné l'assaut sans notions exactes du terrain et sans une connaissance parfaite des œuvres de défense dont étaient précédées les tranchées de l'ennemi. Mais ce reproche doit-il peser en entier sur le général Mitre ? ne doit-il pas être partagé par le général qui a occupé d'abord le territoire adjacent aux lignes ennemies, et qui a dû les avoir reconnues pour transmettre des informations positives et techniques au général en chef ?

« On a aussi reproché au général Mitre qu'une fois arrivé aux retranchements de l'ennemi, il ne pouvait plus douter de la nature des œuvres dont ils étaient garnis, et que, dans ce cas, il devait se borner à une reconnaissance formelle et retarder l'assaut, pour y revenir plus tard, dans des conditions plus avantageuses par suite des connaissances acquises.

« Admettre cet argument qui paraît être sans réplique, c'est méconnaître que rien n'éprouve plus fâcheusement le moral d'une armée, comme l'annonce d'une bataille qui se termine par une retraite.

« D'autre part, que serait-il advenu si le général Mitre s'était retiré, et que les généraux Polidoro et Flores, au bruit de la canonnade de l'escadre, eussent agi autrement qu'ils ne l'ont fait ? A quelles terribles accusations ne serait pas exposé le général Mitre, si, par le fait de sa retraite, le général Polidoro eût éprouvé un échec ? Cet argument n'a pas besoin de discussion.

« On dit aussi, et j'en conviens, pensant que personne ne le comprend mieux que le général en chef lui-même, que nos troupes étant plus capables de manœuvrer en ligne de bataille, parce qu'elles ont plus d'enthousiasme et d'élan, qu'elles n'ont de consistance et de ténacité pour monter à l'assaut de positions fortifiées, l'assaut de

Curupaity a été une double faute militaire. Mais si, au point de vue abstrait, cette assertion est vraie, elle ne l'est plus dans la réalité des faits dont nous parlons. Les armées argentine et brésilienne se battront toujours avec désavantage contre des positions fortifiées et défendues par des troupes comme celles des Prussiens, des Français et des Anglais, tant qu'elles ne maintiendront pas une discipline plus sévère, qu'elles ne perfectionneront pas leur tactique, et qu'elles ne compléteront pas leur organisation militaire au moyen des puissants auxiliaires d'une artillerie scientifiquement maniée et d'un corps du génie dûment instruit. Mais, en présence d'une armée paraguayenne, parler ainsi, ce serait faire des troupes de Lopez un fantôme plus terrible encore que celui d'Humaïta, dû à l'attitude de l'escadre brésilienne, devant Itapiru, Curuzu et Curupaity.

« Il n'est point à dire toutefois qu'on doive mépriser notre ennemi. Il faut dire au contraire que, barbare ou non, pauvre ou riche, le Paraguay possède un million d'habitants, et que la guerre actuelle est la plus sérieuse que la République Argentine ait eu à soutenir jusqu'ici. Que si le pays ne veut pas le comprendre, le temps se chargera de l'en convaincre, en faisant verser partout la mesure de la douleur. C'est ainsi que l'égoïsme, la lâcheté et le déshonneur pourraient triompher des grandes vertus civiques que nos pères ont léguées à notre race.

« Résumons-nous en disant que l'assaut de Curupaity a été malheureux, non parce que ses retranchements étaient inexpugnables pour nos troupes, ni parce que les troupes ennemies leur étaient supérieures en constance, en organisation ou en valeur, mais parce que la conception stratégique du général Mitre n'a pas été secondée comme elle aurait dû l'être. Il y a dans nos guerres modernes, un exemple récent qui est la plus haute leçon de ce que l'on peut attendre, dans l'art de la guerre, de l'unité de pensée et d'action : c'est la bataille de Sadowa. De quoi aurait servi aux Prussiens leurs fameux fusils à aiguille, si les divers

corps de l'armée qui avaient rendez-vous sur le champ de bataille, ne fussent pas arrivés tour à tour au lieu et au moment désignés par avance ? Le terrible fusil à aiguille qui a été un simple auxiliaire, aurait-il suffi seul à détruire la formidable armée de Bénédeck ? Une pareille supposition prêterait à la nature des armes, quelque parfaites qu'elles soient, une vertu intrinsèque qu'elles n'acquiescent qu'en accomplissant des conceptions stratégiques d'une habile tactique.

« Est-ce que nous n'étions pas mieux armés que les Paraguayens le jour de l'assaut de Curupaity ? Est-ce que les Paraguayens ont plus de précision et de promptitude dans leur tir que les forces alliées ? Leur accorder ces avantages serait, je le répète, se forger des fantômes ; mais c'est précisément ce que nous faisons, depuis le commencement de cette guerre.

« Le général Mitre ne comptait pas sur la supériorité de nos armes pour s'emparer de Curupaity ; mais il comptait, à n'en pas douter, sur les effets que devaient produire la prise des retranchements et la démolition de Curupaity par l'escadre. Il comptait surtout sur l'effet moral que devait produire dans l'armée ennemie les évolutions de l'escadre, si elle avait contourné les lignes de Curupaity. Il comptait sur le désordre qui se serait infailliblement produit parmi les défenseurs du quadrilatère, en se voyant attaqués simultanément et avec impétuosité à Curuzu, tandis qu'on les menaçait par la ligne de Tuyuty, et que leur retraite était coupée par une formidable colonne de cavalerie.

« La conception du général Mitre n'ayant pas réussi, sa retraite était la conséquence inévitable de la rupture de l'unité d'action. Il y a peu d'exemples, en effet, du caractère d'un général en chef, dans une armée d'alliés, dessiné d'une manière plus caractéristique et plus particulière que dans la journée du 22 septembre.

« L'amiral Tamandaré s'est montré, dans cette action, personnellement brave, mais, comme amiral, timoré et

irrésolu. De sa personne il était au lieu du danger, mais en voulant en affranchir ses navires, il a annulé l'action de ses vapeurs cuirassés. Une demi-douzaine de vapeurs aurait suffi pour réduire en poudre les batteries de Curupaity, eussent-ils dû être coulés bas ; et Curupaity détruit. ce ne sont pas les Paraguayens qui auraient contenu l'élan avec lequel on est monté à l'assaut des retranchements.

« Le général Polidoro, homme de conseil, ingénieur et artilleur, n'a cependant pas hésité à rester enfermé, avec dix mille hommes, dans nos retranchements de Tuyuty, s'exposant à un autre désastre semblable à celui du 24 mai. Ce général a montré du caractère, on ne peut le nier ; mais au moment décisif il n'a pas su se résoudre à recueillir les avantages que lui présentait la canonnade efficace ou non de l'escadre. Il n'a pas su opérer le mouvement que les feux de l'infanterie à Curuzu devaient lui révéler ; et au lieu d'attaquer résolument, ou même de faire un vigoureux simulacre, en canonnant fortement les lignes ennemies de Tuyuty, il s'est borné à une simple et faible démonstration. Il a fait sortir ses troupes des retranchements, les a déployées en ligne de bataille, mais il est resté là. . .

« Seuls, le général Mitre et le baron de Porto-Alegre ont eu la conscience de ce qu'ils devaient faire. Porto-Alegre a mené ses troupes à l'assaut avec une grande vigueur, mais il a été repoussé, parce que l'ennemi n'avait pas été préalablement ébranlé, comme on le croyait, par les feux de l'escadre, et aussi parce qu'il s'est heurté contre des obstacles matériels qu'il ne lui était pas donné de renverser, vu la constitution de ses troupes. Porto-Alegre a prouvé qu'il possède l'étoffe du soldat, et qu'appartenant à la vieille école portugaise, il connaît le secret d'obtenir d'un enthousiasme et d'un élan instantanés ce qu'on obtient facilement de la solidité et de la valeur éprouvées d'une troupe.

« Le corps d'armée brésilien aux ordres de Porto-Alegre se trouvant compromis, le général Mitre comprit que l'hon-

neur de l'armée argentine ne lui permettait pas d'abandonner les lignes de Curupaity sans avoir tenté les derniers efforts, quoique l'escadre n'opérât pas avec toute sa puissance, et qu'on n'entendît que quelques coups de canon sur les lignes de Tuyuti. A cela, on a dit qu'il y avait imprudence à engager l'armée argentine, vu que l'échec était inévitable. Quant à moi, je pense qu'il est, surtout dans la guerre, des moments solennels où la prudence même conseille de s'en remettre au chapitre des accidents.

« C'était une imprudence, dit-on, de donner l'assaut sous de tels auspices; mais s'emparer des retranchements était un accident tout aussi possible que l'échec !

« On ne refait point un caractère, et il est naturel que le général ait eu foi dans son étoile; elle lui a été adverse, mais non fatalement. Loin de là, il paraîtrait que le revers de Curupaity a réveillé le patriotisme qui sommeillait. L'obstination surprenante des troupes argentines sur les tranchées même de Curupaity, était un fait inespéré, et il devait faire croire que, d'un moment à l'autre, la confusion se mettrait dans les rangs ennemis, soit à l'apparition de la cavalerie de Flores dans le quadrilatère, soit au moment de l'assaut que Polidoro devait donner aux lignes de Tuyuti. Voilà des faits qui étaient tellement possibles, qu'ils complétaient l'un et l'autre le plan général de l'attaque. On conçoit bien dès lors que le général Mitre ne fit pas sonner la retraite dès qu'il vit l'élan continu de nos troupes et l'assaut repoussé. On comprend également qu'à l'heure où il se décida à battre en retraite, il avait dû renoncer à son entreprise. Si le général Mitre eût insisté à s'emparer des retranchements, il y serait parvenu, car il avait encore intacte la moitié de l'armée argentine; ses réserves étaient préparées, et les abattis n'auraient point été un obstacle (1). Mais il fallait doubler le sacrifice déjà consommé, et une fois l'obstacle

(1) Et cependant le rapport officiel en faisait un obstacle insurmontable de prime-abord.

renversé et l'armée maîtresse des retranchements, notre sort n'était plus douteux, car, dans l'assaut, nos colonnes se seraient désorganisées, et une fois dans les lignes ennemies, elles se seraient trouvées en face des troupes fraîches de la réserve de Lopez.

« Quoiqu'il en soit, Polidoro était rentré dans ses retranchements avant quatre heures de l'après-midi, Flores contremarchait, et Tuyuti était dans un silence sépulcral.

« On prétend que Lopez n'avait sur cette ligne que cinq bataillons d'infanterie, quelques artilleurs et peu de cavalerie; mais ceci n'est qu'un détail: cinq ou dix importaient peu, car la victoire ne dépendait pas précisément de la force. Le plan d'attaque était simple comme conception, mais il était complexe ou mixte quant à l'action, et tout dépendait de la marche progressive de chacun des rouages de cette machine animée qu'on appelle armée alliée, se mouvant à propos, et augmentant la force générale à mesure que chaque fraction convergeait vers le centre commun.

« Le général Mitre a montré, le 22 septembre, qu'il est animé du noble orgueil du soldat argentin, et qu'il a la solidité et la ténacité que lui inspire la confiance dans ses plans. Il lui manque peut-être l'art d'inspirer ses convictions à son armée pour lui donner l'enthousiasme qui l'anime lui-même. Ce n'est cependant pas qu'il soit inaccessible, mais c'est que la réserve de l'homme politique l'accompagne au milieu même de ses soldats, et qu'il n'est pas suffisamment en contact avec eux par la parole ou par sa présence dans les rangs. Tout le monde peut le voir, mais tous ne le connaissent pas. Dans les armées de Napoléon, il n'y avait pas un tambour qui ne le connût. Il faut convenir d'une chose, c'est qu'il y a des hommes supérieurs dont la grandeur morale est incontestable, mais qui, vus en détail, ne laissent aucun doute sur l'imperfection de la nature humaine.

« Je crois avoir démontré, sinon prouvé, combien les accusations portées contre le général Mitre manquent de

fondements, et je pense que, s'il y a lieu à des critiques amères, nées du faux patriotisme, qui ne reconnaît aucun service rendu et ne respecte aucune réputation, c'est seulement dans les points de détails qu'elles peuvent atteindre un général, soit comme organisateur, soit comme inflexible dans sa justice, équitable dans les récompenses et prudent dans ses prédilections; mais jamais ces critiques ne peuvent atteindre la gloire qu'il a de posséder de grandes conceptions et assez de caractère pour les mettre à exécution.

« Et cependant qui sait si, avec tous les défauts de détail qu'on lui attribue, le général Mitre n'est pas l'homme le plus propre à commander une armée argentine, une armée aussi patiente et aussi résignée que sobre et paisible, remplie de vertus militaires, mais dont l'organisation est si vicieuse dans la théorie et dans la pratique ?

« Quand nous nous représentons un caractère austère, rigide, inflexible presque jusqu'à la rudesse et à la brutalité, nous inclinons cependant à croire que les généraux San-Martin et Paz furent les plus propres au commandement des armées de leur époque. Les armées de la démocratie ne les auraient pas supportés. San-Martin nous aurait fait tuer de même que Mitre, mais il ne nous aurait pas imposé ses bretelles et ses bottes de grenadier collées à ses mollets, ni son frac éternellement boutonné. La démocratie censure le chapeau Bolivar, mais elle est beaucoup trop décolletée pour vernir ses éperons et pour faire usage du schako des *grenadiers à cheval*, qui pesait autant que notre sac. Et cependant n'entendons-nous pas dire : « Ah ! si nous avions un général San-Martin ou un général Paz ! » De semblables inspirations ne prouvent qu'une chose, c'est que l'esprit humain se porte vers les choses de la vie réelle comme vers les choses idéales, et si San-Martin et Paz se trouvaient dans l'armée, ceux-là mêmes qui soupirent après eux diraient probablement, après en avoir goûté : « Ils sont trop vieux ! Ils ont fait leur temps. . . . » La démocratie ne supporte pas des visages si austères, une allure si rigide, ni des cravates qui tiennent les mentons levés. De même

qu'elle a besoin de la liberté de la pensée dans les armées , de même aussi elle veut se mouvoir et se vêtir à sa guise.

« Quoiqu'il en soit , je n'ai peut-être pas réussi à donner une idée de ce qu'étaient les retranchements de l'armée paraguayenne ; peut-être ne suis-je pas davantage parvenu à décrire le plan de la bataille dont l'assaut de Curupaity a été un épisode immortel. Peut-être enfin n'ai-je pas assez dépeint la physionomie du général Mitre, ni démontré qu'en fixant tous ses regards sur Humaïta, il a prouvé qu'il était logique , puisqu'il avait débarqué ses légions à *las Tres-Bocas*. Serai-je parvenu à faire comprendre que nos pertes dans l'assaut de Curupaity ne sont pas l'œuvre imprudente d'un général sans capacité ? Peut-être que cette correspondance , écrite sérieusement , aura le sort de celles qui l'ont précédée. Toutefois , il est une vérité incontestable que je veux consigner avant de finir : c'est que l'échec de Curupaity n'a pas ébranlé le moral de l'armée argentine. Loin de là , nos soldats qui ont survécu après avoir été plus de deux heures sous une pluie de feu , ont terminé leur apprentissage , et aujourd'hui ils reposent tranquilles et certains de leur supériorité. Dans la nuit du 22 , on les entendait dire : « Que ne sortent-ils de leurs retranchements , et ils verront ce qu'il leur en coûtera , malgré le « peu de cartouches qui nous restent. » Puis ils riaient et plaisantaient comme si de rien n'était. Et ce n'est pas qu'ils n'aient point de cœur , mais c'est que le sang des camarades est un sang anonyme , et ici-bas personne ne pleure l'inconnu.

« Je ne prétends pas pousser la philosophie jusqu'au point de préférer une déroute à une victoire , parce que la première moralise et que l'autre enorgueillit une armée ; un pareil système de compensation peut avoir des avantages pour l'individu , mais les peuples n'ont jamais professé cette philosophie. Et cependant l'échec de Curupaity a été une leçon utile , car il paraît avoir élevé le diapason du sentiment populaire à Buenos-Ayres. D'abord nous doutions des effets que cette nouvelle y produirait ; fortifiera-t-elle ou aug-

mentera-t-elle le désir de la paix , ou surexcitera-t-elle la fibre généreuse du peuple ? C'est , en effet , ce dernier sentiment qui a prévalu. Buenos-Ayres s'est montrée quelquefois petite dans la prospérité , mais à l'heure des difficultés et des revers , elle s'est toujours montrée grande.

« Le général Dumas a dit avec raison en parlant de l'Italie : « Il y a dans le caractère des nations , comme dans celui des individus , des traits que l'on croirait effacés , mais qui apparaissent subitement dès que des circonstances émouvantes réveillent des sentiments analogues. »

« Ainsi le sentiment de la patrie et de l'honneur du drapeau , mais surtout cet orgueil de savoir que nos armées n'ont jamais quitté le sol Argentin sans y rentrer victorieuses , renferme tout le secret de la grandeur de Buenos-Ayres.

« En présence d'un spectacle si beau , les misères et les injustices des hommes peuvent blesser le cœur , mais l'âme se sent vive et sereine dans les visions de l'avenir. Dans cet état , on accepterait volontiers le sacrifice de sa personne. Le domaine de la justification d'un homme de bien qui a la conscience d'avoir accompli son devoir , n'est pas dans le présent , il est dans le futur.

« Signé : ORION. »

DOCUMENT O 1 PAGE 302.

Quartier général à Curuzu, en septembre 1866.

MONSIEUR LE REDACTEUR ,

« Toute l'armée alliée vient d'essuyer un revers dans la première attaque *formelle* des batteries ennemies que *les croyants* espéraient voir abandonnées par l'ennemi à leur seul aspect, et sans coup férir. Ces mêmes hommes crédules affirmaient que Lopez n'avait que dix mille hommes de troupes découragées, démoralisées, et que les soldats paraguayens n'attendaient qu'une occasion pour se débander. Eufin, ils assuraient que Lopez ne résisterait pas à la double attaque par terre et par eau, et ils donnaient déjà pour prise la forteresse de Curupaity, et Lopez fuyant à toutes jambes pour aller s'enfermer dans la citadelle d'Humaïta.

« Eh bien ! je vais raconter fidèlement ce dont j'ai été le témoin, d'après mes propres remarques, et sur les rapports de divers amis dont je garantis la véracité.

« Le 21 septembre, j'étais de service aux postes avancés, à la droite de notre ligne de bataille. La nuit se passa sans événements et sans le moindre indice du terrible combat qui allait avoir lieu le jour suivant.

« Le 22, à 6 heures et demie du matin, l'escadre brésilienne ouvrit le feu contre la batterie de Curupaity, sans que celle-ci répondit à ses coups. Les canons du plus fort calibre de l'escadre tonnaient déjà depuis plus d'une demi-heure, quand nous vîmes toute l'armée argentine et le corps du baron de Porto-Alegre se mettre en marche contre les positions ennemies. Peu après arriva l'ordre de nous incorporer à notre division, et nous reçûmes les fascines et les échelles que portaient tous les corps en marche, pour combler les fossés et escalader les retranchements. L'armée argentine

marchait dans l'ordre suivant : le deuxième corps à la droite, ayant pour avant-garde la 4^e division, puis la 3^e. Les 1^{re} et 2^e divisions formant le centre et en colonnes d'attaque, ayant pour réserve les 8^e et 4^e. Le corps d'armée de Porto-Alegre formait la gauche ; son action devait être secondée par l'escadre qui s'avancerait jusqu'en face de Curupaity, pour essayer de démolir cette batterie avantageusement située et entourée de défenses naturelles. Arrivés à huit ou neuf cents mètres du campement, l'ennemi ouvrit sur nous le feu avec deux pièces de 36, dont les projectiles nous atteignaient à peine.

« L'armée fit halte sur une éminence, et déploya ses tirailleurs qui précédaient l'avant-garde, et aussi sur les flancs des divisions. La 4^e division du 2^e corps d'armée déploya les compagnies de grenadiers du 6^e de ligne et du 3^e d'Entre-Rios. A l'avant-garde et sur son flanc droit étaient les chasseurs des bataillons Cordova et 2^e d'Entre-Rios. Dans cet ordre de marche, à peine avions-nous avancé de quatre cents mètres de plus, que l'ennemi nous reçut avec une terrible décharge d'artillerie, la plus grande partie du calibre de 68 et 62, sur toute l'étendue de la ligne. Aussi les boulets qui nous prenaient à l'enfilade, opéraient un vrai carnage dans nos rangs. L'armée n'avancait pas moins avec calme, et bientôt elle fit halte dans un bas-fond où elle demeura près d'une heure et demie, jusqu'à ce qu'à notre gauche les clairons brésiliens firent entendre la diane pour annoncer qu'ils avaient traversé un petit fossé. Peu après on sonna la charge, et l'armée argentine qui paraissait n'attendre que ce signal, s'élança au pas de charge, bannières déployées, musiques et tambours en tête, sous le feu redoublé des canons ennemis. A une certaine distance, la 3^e division du 2^e corps et la 3^e du 1^{er} firent halte, comme réserve de l'avant-garde. Une brigade de la 2^e et la 1^{re} compagnie du 2^e corps restèrent en observation, à notre droite, sur la côte d'un marais, pour le cas où l'ennemi ferait une sortie par la gauche de sa ligne ; deux pièces d'artillerie de montagne restèrent avec ces forces.

« Le canon n'avait pas cessé de gronder, ainsi que la mousqueterie des éclaireurs.

« L'armée argentine s'était avancée à moins d'une portée de fusil des retranchements, lorsqu'elle fut saluée par une horrible fusillade, et le feu se maintint plus nourri qu'on ne l'avait vu encore dans les nombreux combats de cette longue campagne. Le canon ennemi cessa pour un instant, mais ce fut pour reprendre aussitôt et vomir la mitraille sur nos soldats qui avançaient en répondant de leur mieux. Ils franchirent un premier fossé, dont on n'avait pas connu l'existence, et avancèrent jusqu'au bord du second fossé. Là commença une horrible fusillade d'un bord à l'autre du fossé qui formait des angles saillants. Les angles prenaient nos bataillons en flanc, et ils étaient armés d'une artillerie de petit calibre aussi bien disposée que bien servie, et qui lançait la mitraille à brûle-pourpoint sur nos bataillons dans lesquels elle faisait un horrible ravage. Ce combat sanglant durait depuis une heure, quand on vit notre gauche se débander par groupes. C'était nos soldats de ligne du 1^{er} corps, dont quelques bataillons avaient été labourés et décimés par le plomb et la mitraille de l'ennemi. Alors la 4^e division du 1^{er} corps d'armée avança et entra en bataille. Les groupes augmentaient en se retirant et emmenant un grand nombre de blessés, mais le feu de l'artillerie et de la mousqueterie de l'ennemi continuait vif et soutenu. Depuis trois heures, ce désastre continuait, et l'on voyait dans toutes les directions des drapeaux et des groupes d'hommes que la mitraille décimait dans leur retraite. On apporta des munitions qui commençaient à manquer, lorsqu'un incident terrible vint mettre fin à ce combat, en nous obligeant à nous retirer. C'était le grand pâturage marécageux au-devant des fossés qui avaient pris feu. Il fallut donc se retirer, sous peine de mourir dans les flammes, ainsi que périrent un grand nombre de blessés !

« La retraite devint générale, et un ouragan de fer et de plomb détruisait des lignes entières, parmi les bataillons qui venaient de combattre sur le bord du fossé. Quelques-

uns même, qui se retiraient en bon ordre, se virent débandés par cette puissante mitraille qui les prenait par derrière. Sur les fossés même on laissa un grand nombre de blessés, le temps ne permettant pas de les emporter à cause de l'incendie des ajoncs.

« Tandis que ceci se passait au centre et à la droite de l'armée argentine, voyons ce qui arrivait aux Brésiliens à la gauche.

« Mais avant, il faut dire que le corps d'armée du baron de Porto-Alegre, secondé par les feux de l'escadre, avait traversé un premier fossé peu disputé par l'ennemi. Prenant ce fait pour un succès, et pensant que la batterie de Curupaity ne résisterait pas davantage, ils marchèrent en colonne serrée jusqu'au bord du second fossé, sans que les Paraguayens tirassent un seul coup. Mais arrivée à une portée de fusil de 6 pièces de 68 chargées à mitraille jusqu'à la bouche, la colonne brésilienne en reçut la décharge, on peut dire à brûle pourpoint, et en fut déconcertée et surtout décimée. Les feux de l'ennemi ne cessèrent que lorsque la colonne brésilienne eût complètement disparu ; toutefois après trois heures de combat. Malgré cette bonne tenue de ses troupes, le baron de Porto-Alegre n'a pas pu accomplir sa promesse de faire sonner la trompette dans Curupaity, après deux heures de combat.

« Il est donc évident que le résultat de la première attaque de toute l'armée alliée est de nous voir complètement repoussés par les fortifications ennemies que le général en chef a donné le temps de construire (1).

« A Tuyuti, aussi, a eu lieu quelque chose de semblable à ce qui nous arrive. Voilà les données qu'on m'a transmises, mais dont je ne puis garantir l'exactitude. Le général Flores, avec toute sa cavalerie, attaqua la gauche de l'ennemi, secondé au centre et à la droite par toute l'infanterie brésilienne du général Polidoro. D'abord Flores chassa une force de cavalerie et franchit un petit fossé faiblement

(1) Voilà sans doute une allusion à l'entrevue du 12 septembre.

défendu par l'infanterie paraguayenne. Ce petit succès l'engagea à poursuivre sa marche jusqu'au second fossé, où il fut reçu par une décharge nourrie de mousqueterie et par le feu de quelques pièces d'artillerie qui l'obligèrent à abandonner le terrain conquis, pour rentrer dans ses positions.

« Le général Polidoro n'a pas été plus heureux dans son attaque au centre et à la droite. Il y a été reçu par une mousqueterie serrée et par le canon de 68 posé au Naranjal, et d'autres batteries au centre qui l'obligèrent de se retirer, après deux ou trois heures de combat, sans avoir mis le pied sur les retranchements ennemis, et ayant perdu une grande partie de sa force qui s'est dispersée dans la forêt. Mais ceci n'a rien d'étonnant chez les Brésiliens, parce qu'ils ont l'habitude de se disperser chaque fois qu'ils se battent, comme il est arrivé le 16 juillet et comme il arrivera probablement encore.

« Vous voyez donc que nous avons là aussi une autre déroute complète.

« Voyons maintenant ce qu'a fait dans la rivière le trop célèbre Tamandaré avec son escadre *fameuse* et avec les navires cuirassés si vantés, garnis de bouches à feu de 150 ! Selon que je le tiens d'une personne autorisée, le plan était que l'escadre cuirassée devait monter jusque devant Curupaity, pour éteindre avec sa grosse artillerie les feux de l'ennemi, en se plaçant de manière à prendre la batterie en enfilade. Mais non-seulement l'amiral n'a pas fait remonter son escadre, en franchissant l'estacade préparée par l'ennemi, mais encore il s'est borné à faire feu de ses canons du plus fort calibre, en restant couvert par les coudes de la rivière. Aussi ses boulets n'ont fait aucun mal à l'ennemi, car il n'a pas voulu se hasarder, sous aucun prétexte, à faire connaissance avec les bouches à feu paraguayennes qui l'attendaient. Il est vrai que sur son passage des torpilles pouvaient se rencontrer, et, en outre, étant en face de Curupaity et de ses canons, il aurait pu heurter contre quelqu'un de *ces poissons* que l'amiral brésilien redoute tant... Nos lecteurs se rappellent qu'il a promis à son maître de ne pas

perdre un seul navire, et le récent exemple du vapeur cuirassé *Rio-Janeiro*, qui a été coulé bas devant Curuzu, lui a fait prendre la résolution de ne plus s'exposer à en perdre d'autres. Cette conduite, comme on le voit, est à la hauteur des antécédents du célèbre marin appelé Tamandaré...

« Quant à la batterie de Curupaity, elle est située dans une position extrêmement avantageuse, d'où ses feux peuvent croiser à tous les vents. D'autre part, son abord est protégé par la nature du terrain, couvert d'épaisses forêts clairsemées de marécages et d'ajoncs, ce qui oblige les colonnes d'attaque de passer par d'étroits sentiers qui sont pris en enfilade par l'artillerie ennemie, manœuvrée du reste par d'excellents artilleurs. Cette batterie est encore protégée par un fossé large et profond avec un parapet élevé renforcé par des estacades et des branches d'arbres épineux, ce qui la rend pour ainsi dire inaccessible. De là, son infanterie, bien garantie et à couvert, lance ses feux en toute sécurité contre les colonnes qui arrivent pour l'attaquer.

« Vu son petit calibre, notre artillerie de montagne, la seule qui puisse se mouvoir sur ce terrain, ne peut rien contre les grosses pièces de l'ennemi qui sont, en outre, à l'abri d'un parapet élevé. Dans ce combat, le plus sanglant de tous ceux que nous avons eus, l'artillerie ennemie a joué le principal rôle, étant parfaitement servie par de bons artilleurs qui ont su profiter des avantages de leur position. Il paraît que *les dix mille soldats démoralisés* ont fait des petits..., car avec ce faible nombre de troupes, Lopez n'aurait pas pu couvrir toute la ligne d'attaque qui n'avait pas moins de deux lieues et peut-être davantage. Partout il s'est défendu avec l'énergie du lion poursuivi par une meute puissante, et partout il a repoussé l'attaque qu'on lui portait. Ses retranchements ont été défendus avec la valeur sereine mais tenace qui caractérise le soldat paraguayen. Lopez accomplit sa parole de vendre cher, et à prix de sang, chaque hectare de son territoire que les alliés prétendent lui enlever, et aujourd'hui plus que jamais il paraît disposé à s'ensevelir

sous les ruines de sa patrie, avant d'en laisser déchirer les entrailles par le pacte sacrilège de l'inique traité de la triple alliance ! »

Suit la liste des morts et des blessés, dans le plus grand détail pour chacun des corps qui ont donné devant Curupaity, mais que nous jugeons inutile de reproduire, à cause de sa longueur, et parce que déjà nous avons fait connaître les pertes de cette grande bataille. Nous reprenons le récit de ce document.

« Par le nombre et l'importance des pertes que nous venons d'énumérer on comprendra que tout autre que le soldat argentin aurait été démoralisé ; mais il a su montrer aujourd'hui encore qu'il est vaillant dans la bonne comme dans la mauvaise fortune.

« Lorsque la retraite a commencé, la 3^{me} division fut mise à l'arrière-garde pour protéger l'armée. Quelques instants auparavant les Paraguayens faisaient sonner le clairon pour célébrer leur complet triomphe après six heures d'un combat acharné. Le 2^{me} bataillon d'Entre-Rios avait eu le bonheur de ne pas perdre un seul homme durant tout le combat, quoique les bombes et la mitraille plussent sur la position qu'il occupait. Mais au moment où le général Emile Mitre s'approchait du commandant Caraza, pour lui donner un ordre, toute la troupe, qui était baissée, se leva, et l'ennemi apercevant le reflet des baïonnettes, nous envoya une bombe (on l'appelle une *veuve*, dans le langage des camps) de 68, dont la visite fut certainement désagréable, car elle tua et blessa, dans son passage et par son explosion, un certain nombre d'officiers et soldats de ce bataillon jusque-là si favorisé.

« Tel est le résultat du premier grand fait d'armes de cette longue campagne devant les retranchements ennemis, et dont quelques-uns pensaient qu'il serait facile de nous emparer. Ce terrible contraste retardera les opérations pour trois ou quatre mois encore, parce que nous n'avons plus de

chefs ni d'officiers pour les troupes de ligne ; et que les créer n'est point l'œuvre d'un jour. Aussi demanderons-nous comment on remplira les vides. Les provinces Argentines enverront-elles des contingents ? Le général en chef osera-t-il en demander à Buenos-Ayres ? Le temps seul fera cesser ces doutes.

« En attendant , nous demanderons pourquoi on n'a pas profité des dispositions pacifiques que Lopez nous a montrées , et pourquoi le général Mitre a préféré les destructions du combat aux propositions de paix qui auraient permis d'arrêter l'effusion de tant de sang américain ? Le général Mitre renoncera-t-il , après les événements du 22 . à son compromis de **civiliser** le Paraguay en subjuguant et en détruisant ses enfants ?

« Quelle attitude prendra la République en apprenant les événements du 22 et en voyant le sang précieux de ses enfants ? Que diront Buenos-Ayres, Santa-Fé, Entre-Rios et la République entière en voyant la conduite du général en chef, qui attaque l'ennemi au moment où celui-ci abaisse la pointe du fer homicide, pour offrir la paix, afin de sécher les pleurs des mères, des épouses et des orphelins, et en invoquant le nom sacré de l'humanité ? Que feront ces villes , que feront leurs populations ?

« Nos gouvernants et nos compatriotes ne voient-ils pas que chacun des soldats qui tombent sur le champ de bataille, qu'ils soient Paraguayens, Argentins ou Orientaux, sont tout autant d'ENNEMIS DE MOINS que voit disparaître le Brésil , auquel ils ne pourront plus disputer la domination qu'il veut étendre sur cette riche section du continent européen !

« Les gouvernements et les populations ne protesteront-ils pas contre la situation née d'une guerre dans laquelle tous les profits sont pour l'ennemi commun de nos pays ? Ne voient-ils pas que ce que nous faisons , c'est de nous détruire, pour laisser la place à l'Empire brésilien , qui a pu bombarder impunément *Paysandu* sans remparts , mais qui a faibli devant Curupaity !

« Les peuples argentins doivent prévenir leur premier

magistrat qu'il marche dans le chemin de l'erreur, vers la perdition et l'anéantissement de la République. Ils doivent l'en avertir, pour qu'il retourne sur ses pas, afin d'étancher le sang argentin et paraguayen, qui est un sang d'Américain et de républicain; et, en effet, les Paraguayens tombent avec gloire et honneur pour la défense et l'intégrité de leur patrie, tandis que les Argentins versent leur sang au profit de l'Empire brésilien, et dans le seul but de conquérir un lambeau de la terre paraguayenne, cette terre de héros!

« Que le Brésil envoie ses soldats et ses navires, etc., etc.

« Signé : CHANAR. »

DOCUMENT P 4 PAGE 170.

San-José, 22 février 1850.

M. Rufino Elizalde, à Buenos-Ayres.

« Votre lettre du 25 du mois dernier étant adressée à mon fils, ou à moi en son absence, j'ai dû prendre connaissance de son contenu, auquel je me propose de répondre dans le but de rectifier vos opinions et de vous faire connaître les miennes. Je le ferai non-seulement au sujet des points qui ont attiré votre attention dans l'article du journal la *Regeneracion*, que vous combattez d'une manière alarmée dans votre lettre, mais encore au sujet des idées que vous émettez à ce sujet. Avant tout, je désire que ma réponse reste secrète pour tous, à la seule exception du général Rosas qui peut en être instruit.

« Désigner l'année 1851 pour l'organisation du pays, au moyen d'une assemblée composée des délégués de province, ainsi que l'a fait le journal, me paraît être le trait de plume d'un écrivain fort de la pureté de ses sentiments, et convaincu de la sécurité et du respect qui entoure, dans l'Entre-Rios, les individualités et les opinions raisonnables. Il appelle de ses vœux l'époque, beaucoup trop retardée malheureusement, de la formation de cette assemblée ; et si les circonstances ont été cause de ce retard, elles n'ont pas dû amoindrir l'espérance ni le juste et patriotique désir de voir ce grand fait se réaliser. Il faut donc que vous compreniez bien que la province d'Entre-Rios, dont la presse n'est pas sous la dépendance absolue du gouvernement, est cependant une province organisée et uniforme dans ses opinions, sans qu'il s'y trouve de brouillons ni de révolutionnaires. C'est ainsi que cette province marche, s'appuyant sur sa gloire, par le chemin que lui trace la civilisation. Ainsi que son chef, elle participe au désir de voir la République définitivement constituée. En mon particulier, j'espère fermement voir cette organisation, à laquelle j'ai contribué, établie avant ma mort.

« La presse d'Entre-Rios, libre pour dire tout ce qui n'est ni immoral ni subversif des principes organiques de la Confédération, constamment reconnus et invoqués par mon gouvernement, ne saurait être réprimée par cela seul quelle exprime un désir naturel et patriotique. Je n'arrive pas à comprendre pourquoi je devrais procéder ici de la sorte, alors que l'incomparable *Gazette* de Buenos-Ayres, occupée assidûment, constamment, exclusivement à préconiser tous les actes, toutes les vues et tous les procédés du général Rosas, dans sa tâche ardue et fatigante, perd jusqu'au souvenir des mérites glorieux de l'armée d'Entre-Rios, au point d'attribuer, au mépris de la vérité la plus historique, la victoire de l'Arroyo-Grande, et autres faits d'armes non moins importants, aux généraux Oribe et Pacheco, sans même mentionner la présence de l'armée d'Entre-Rios. Et cependant c'est à elle principalement que la victoire fût

due, et j'en atteste le général Pacheco lui-même, qui s'est récrié publiquement contre l'omission intentionnelle de la part glorieuse qui revenait à l'armée d'Entre-Rios, dans cette bataille.

« Ces observations s'appliquent aussi au discours du docteur Baldomero Garcia, publié dans la *Gazette*, n° 7863, dans lequel on lit ce qui suit : « L'armée des traîtres unitaires qui s'était remontée, grâce à la séduction étrangère, fut dissipée d'un souffle du général Rosas qui l'a faite tomber à Quebrachito, à San-Cala, à Tucuman, à Jujuy, à Rodeo del Medio, et sur tous les points ; et tout était l'ouvrage du général Rosas. »

« Je serais parfaitement de cet avis, s'il s'agissait seulement de la destruction, de la dévastation et de la prostration de l'Etat Oriental, car j'ai eu trop de sujet de m'en convaincre pendant mes campagnes dans ce pays.

« Comme vous, je pense aussi à l'importance de la personne du général Rosas, et à la direction qu'il donne aux affaires extérieures de la Confédération, sans méconnaître toutefois que les difficultés qui surgissent à chaque pas, sont comme le résultat obligé d'un système capricieux et pétulant. Je ne dirai rien de la perte d'une opportunité qui se présentait d'en finir avec le malheureux traité de commerce anglais, qui rend les provinces du littoral sujettes et esclaves, au seul profit de Buenos-Ayres...

« Le nœud de nombreuses et grandes difficultés a été plus d'une fois tranché par la forte épée d'Entre-Rios ; mais il est insensé de supposer que toujours, à tout prix, et aveuglément, la fortune puisse diriger cette épée, ou la conviction la tirer du fourreau. Il faut observer que, malgré une exigence si excessive de la part du gouvernement de Buenos-Ayres, l'Entre-Rios n'est point écouté chaque fois qu'il réclame au nom de son droit parfait et de ses intérêts, ainsi qu'il est arrivé et qu'il arrive encore, par exemple, au sujet de l'extraction de l'or.

« Je me conforme à la direction des affaires extérieures que résume en lui seul le général Rosas, je le répète, mais

je suis très-loin de convenir que l'intérêt de la Confédération, qui n'est autre que celui de chacune des parties qui la composent, soit réellement protégé ou même consulté, dans l'état d'obéissance passive des provinces, soumises à faire ce qui leur est ordonné. Je vous prévien donc que vous êtes tombé dans une très-grave erreur, en le disant ainsi. Je dois ajouter que, dans notre Confédération, il n'existe pas un gouvernement *suprême*, et que le fait seul d'en prendre le titre est un excès absurde. Aussi les divers gouvernements des provinces qui ont, comme celui d'Entre-Rios, la conscience de leur rang et des hauts intérêts qu'ils administrent, au lieu de reconnaître un gouvernement *suprême* et d'obéir à ce qui leur est ordonné, entendent être respectés, honorés et consultés avec déférence, ainsi que le traité quadrilatéral l'établit et leur en donne le droit.

« La faiblesse, la prostration ou l'ignorance, ne sont point des bases sur lesquelles on puisse établir les principes du bon droit ; et si, par un aveuglement injustifiable, il y a eu des gouvernements provinciaux capables de se prosterner devant le général Rosas, l'Entre-Rios et son administration, qui a loyalement et résolûment prodigué l'or de la province et le sang de ses glorieux enfants pour soutenir la cause de la fédération et de la tranquillité des peuples, Entre-Rios, je le répète, qui est prêt à se sacrifier pour les intérêts *véritables* de la Confédération, Entre-Rios n'entend cependant obéir qu'à ses propres autorités, et ne servir d'autres intérêts que les intérêts biens connus de la Confédération.

« Avec la franchise et la loyauté d'un soldat républicain, je réponds, D^r Elizalde, par les idées qui me sont propres, à vos propres idées, et j'ajoute qu'une si grande susceptibilité de la part du gouvernement de Buenos-Ayres ne s'accorde guère avec la tolérance qu'il met à laisser détracter publiquement mon nom et ma personne dans votre ville, et ce, par des individus qui jouissent de l'importance équivoque qu'ils retirent de leur cour

assidue au palais de *Palermo* (résidence de Rosas).
donc dans cet esprit que je n'obligerai pas le *je*
la *Regeneracion* à réfuter son propre article qui v
scandalisé, malgré le tact avec lequel vous me sug
cette rectification, sans doute afin de me faire obte
fine bienveillance de ce cercle (*Palermo*), tandis q
Gazette de Buenos-Ayres ne recevrait pas un dém
tandis que Don Baldomero ne donnerait pas la sat
tion qui nous est due; enfin tandis que les insolent
tracteurs du gouvernement d'Entre-Rios ne seraient
réprimandés publiquement et d'une manière exemp
et qu'on ne supprimerait pas les déclarations que l
pitaine du port de Buenos-Ayres exige des passager
arrivent d'Entre-Rios, comme si cette province était
pour ennemie des principes du gouvernement Natio
« J'ai l'honneur d'être, etc.

« Signé : Justo J. de Urquiza.

TABLE DES DOCUMENTS.

Lettres.		Page
A	Le gouvernement de Buenos-Ayres au gouvernement du Paraguay	I
B	Note de Don Nicolas Herrera aux Con- suls du Paraguay. — Réponse des Consuls	II
C	Les Consuls du Paraguay à Nicolas Herrera	III
D	Le Directeur suprême de Buenos-Ayres aux Consuls du Paraguay	V
E	Le Directeur suprême de Buenos-Ayres à Don Gaspard de Francia, Dictateur suprême du Paraguay	VI
F	Le Gouverneur Rosas au Président Carlos-A. Lopez	IX
G	Le Président Lopez au Gouverneur Rosas	XVI
H	Deux Visites à la ville de Rosario à deux ans d'intervalle	XXVI
HH	Circulaire du Général Urquiza	XLIII

TABLE DES DOCUMENTS.

<u>Lettres.</u>		<u>DOCUM.</u> — Pages	<u>TEXTE.</u> — Pages
I	Traité Guido, non ratifié par Rosas ..	XLIII	— 137
J	Extrait du Discours du Sénateur Don Félix Frias au Congrès de Buenos- Ayres, le 21 juillet 1866	L	— 164
K	Extrait de la Note de J.-J. de Herrera à Saraíva.....	LIV	— 170
L	Rupture du Ministre Brésilien avec le Gouvernement de Montevideo	LVII	— 171
M	Note du Doyen du Corps Diplomatique au gouvernement de Montevideo. ..	LIX	— 171
N	Circulaire du gouvernement de Monte- video	LX	— 171
O	Note du Ministre de la Guerre au Géné- ral en chef de l'armée de Montevideo	LXIV	— 172
P	Note du Ministre des Affaires Étran- gères du Paraguay au Ministre rési- dent du Brésil.. ..	LXVI	— 176
Q	Note du Ministre Brésilien au Ministre des Affaires Etrangères du Paraguay	LXIX	— 176
R	Dépêche du Ministre du Paraguay au Ministre Brésilien	LXXII	— 177
S	Note du même au même.....	LXXV	— 180
T	Note du Ministre Brésilien au Ministre du Paraguay..	LXXVII	— 180
U	Réponse sommaire du Ministre Para- guayen	LXXVIII	— 180
V	Le Ministre Brésilien demande ses passeports	LXXIX	— 180
X	Le Ministre Paraguayen remet les passeports demandés	LXXX	— 181

TABLE DES DOCUMENTS.

Lettres.

Y	Note du Ministre des États-Unis et Réponse du Ministre Paraguayen.....	
Z	Circulaire du Gouvernement du Paraguay	
A 1	Extrait du Discours de Félix Frias ...	
AA 1	Première Note de Buenos-Ayres au Paraguay	
AAA 1	Seconde Note de Buenos-Ayres au Paraguay	
B 1	Message du Président de la République du Paraguay au Congrès National..	1
C 1	Mémoire du Ministre des Affaires Étrangères du Paraguay au Congrès général et spécial, le 5 mai 1865.	6
D 1	Rapport de la double Commission spéciale du Congrès Paraguayen	1
E 1	Déclaration de guerre contre Buenos-Ayres	1
F 1	Traité de la Triple Alliance et son Protocole	6
G 1	Message spécial et déclaration de guerre de Buenos-Ayres.....	6
H 1	Lettre du Ministre Balcarce à Lord J. Russell	1
I 1	Lettre du Chargé d'Affaires du Paraguay à Lord J. Russell	6
J 1	Note du Vicomte Tamandaré	6
K 1	Bulletin Paraguayen. — Combat du 10 avril 1866	6
L 1	Conférence du 12 septembre 1866	

TABLE DES DOCUMENTS.

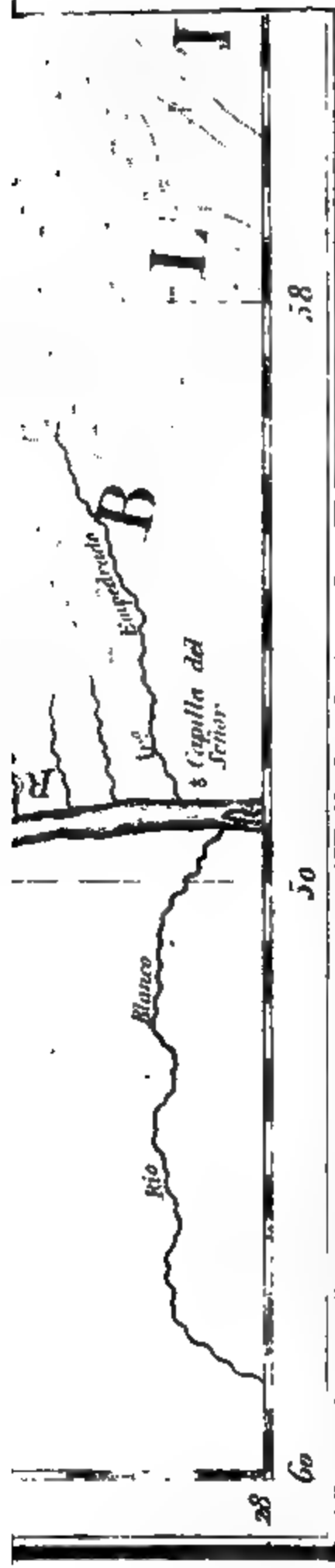
Lettres.		DOCUM.	TEXTE.
—		—	—
		Pages.	Pages.
	entre le Général Mitre et le Maré- chal Lopez.....	CLXVIII	— 283
M 1	Revue mensuelle du journal para- guayen <i>el Semanario</i> , reproduite par le journal de Buenos - Ayres <i>la Palabra de Mayo</i>	CLXXVII	— 284
N 1	L'Assaut de Curupaity, par <i>Orion</i> ...	CLXXXIV	— 301
O 1	L'Assaut de Curupaity, version de <i>Chanar</i>	CCI	— 302
P 1	Lettre du Général Urquiza à Rufino Elizalde	CCIX	— 316

ERRATA AU TEXTE.

Page 45,	ligne 18,	au lieu de	48 francs,	lisez :	47 francs.
— 53.	— 7,	—	quarante lieues,	lisez :	35, d'après le <i>Registro Estadístico de la Confederación Argentina</i> pour 1864 qui donne 34° 37' de latitude au Cap Sainte-Marie et 36° 19' au Cap Saint-Antoine.
— 139,	— 26,	—	1800,	lisez :	1809.
— 176,	— 10,	—	1844,	lisez :	1864.
— 178,	— 11,	—	septembre,	lisez :	août.
— 180,	— 18,	—	septembre,	lisez :	août.
— 227,	— 8,	—	cent quarante,	lisez :	deux cent quarante.
— 333,	— 3,	(en note,	au lieu de 359,016,419,	lisez :	359,016,419.

ERRATA AUX DOCUMENTS.

Page XXXV,	ligne 35,	tendre une main,	ajoutez :	amie.
» XLIII,	Document HH,	lisez :	page CL.	



Establecimiento geográfico de Braselas fundado por Th Vander Maelen

**This book should be returned to
the Library on or before the last date
stamped below.**

**A fine of five cents a day is incurred
by retaining it beyond the specified
time.**

Please return promptly.

